



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

### Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

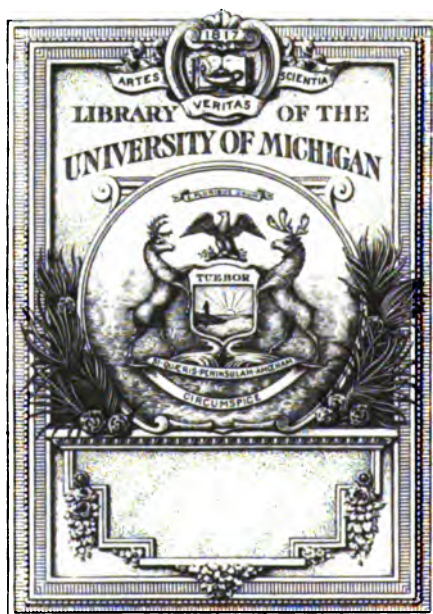
We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

### About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>





DOCUMENTS HISTORIQUES  
SUR L'ORIGINE DU ROYAUME DE BELGIQUE

---

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

PAR A. EENENS

LIEUTENANT-GÉNÉRAL A LA RETRAITE

*Le Palais, de la rue de la Loi*

TOME PREMIER

---

BRUXELLES  
LIBRAIRIE EUROPÉENNE C. MUQUARDT

ARMÉE DE LA ROY.  
MÊME MAISON A L'ÉPIQUE

1875





DI  
65  
-EE







DH  
652  
E26

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

---

**BRUXELLES**

*Typographie de M. Weissenbruch*

11, rue du Musée, 11

---



DOCUMENTS HISTORIQUES  
SUR L'ORIGINE DU ROYAUME DE BELGIQUE

---

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

PAR <sup>Alexis Huicel</sup> A. EENENS  
LIEUTENANT-GÉNÉRAL A LA RETRAITE

O Patrie, dolor et dedecus !

---

TOME PREMIER

---

BRUXELLES  
LIBRAIRIE EUROPÉENNE C. MUQUARDT  
LIBRAIRIE DE LA COUR  
MÊME MAISON A LEIPZIG

—  
1875

24

*A mes Compatriotes*

67311



# TABLE DES MATIÈRES

---

## CHAPITRE PREMIER.

	Pages.
Considérations préliminaires . . . . .	9

## CHAPITRE II.

### PATRIOTES ET ORANGISTES.

Le prince d'Orange à Anvers . . . . .	29
---------------------------------------	----

## CHAPITRE III.

### 1813, 1815, 1830. — FÉLONIE, FIDÉLITÉ.

Justification des officiers belges accusés de félonie pour avoir répondu à l'appel du gouvernement de leur pays . . . .	87
--	----

## CHAPITRE IV.

### LES COMLOTS S'OURDISSENT.

Les officiers du parti orangiste, soutenus par les sommités mili- taires belges et par le ministre de la guerre, ourdissent une série de complots, en vue de la restauration des Nassau. — Persécution contre les officiers qui les déjouent . . . .	101
---	-----

## CHAPITRE V.

## COMLOT DE JANVIER 1831, DANS LA CAMPINE.

	Pages.
Kénor, Kessels . . . . .	135

## CHAPITRE VI.

## LE 2 FÉVRIER, A GAND

Rébellion à main armée du 2 <sup>e</sup> bataillon de tirailleurs, commandé par le lieutenant-colonel Ernest Grégoire, le 2 février, à Gand.	149
Note explicative sur la journée du 2 février 1831, pouvant servir de réponse à tout ce qui a été dit et écrit sur l'échauffourée d'Ernest Grégoire et qui aurait particulièrement trait au géné- ral de Wautier . . . . .	154
Le 2 février, à Gand . . . . .	166

## CHAPITRE VII:

## COMLOT DU MOIS DE MARS 1831.

Conspiration à Anvers. . . . .	187
— Bruxelles . . . . .	212
— Hasselt . . . . .	223
— Malines . . . . .	236

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

---

CHAPITRE PREMIER.

CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES.

L'écrit que nous livrons au public a pour but de laver le stigmate de honte que les événements des premiers mois de 1831 et notre défaite du mois d'août de cette même année avaient imprimé à la nation belge.

Nous nous sommes posé cette question : comment la Belgique, victorieuse en 1830, s'est-elle trouvée vaincue en 1831, quoiqu'elle fût alors bien plus capable qu'en 1830 de triompher des Hollandais ? Ce qui suit est la réponse à cette question.

La découverte du mobile, la mise en lumière des faits



et l'explication des causes nous forcent à entrer dans de longs et minutieux détails, susceptibles de fatiguer l'attention du lecteur ; toutefois, malgré leur nature et leur caractère d'intimité, il a fallu faire taire tout esprit de ménagement, les aborder avec franchise et suivre avec une pénible ardeur leur sourd développement, afin de démontrer à quels hommes coupables incombe la responsabilité de notre défaite et de quelles machinations perfides la Belgique, trop confiante, est devenue la victime.

Ce n'est qu'avec un profond sentiment de tristesse que nous portons d'aussi graves accusations contre des hommes qui marchent entourés de considération aux yeux d'une partie du public ; mais, dans l'intérêt du pays, il ne faut pas garder de ménagement envers des traîtres, et il importe que la nation belge soit une bonne fois mise à même de juger des hommes qui, s'abritant derrière la considération accordée à leurs grades, ont fait tant de mal à la patrie.

L'armée ne parvint point, en 1831, à expulser de son sein des personnages qui n'ont pas reculé devant le projet de la faire servir comme un vil instrument à l'exécution de leurs sourdes et coupables intrigues : leur coterie formait une ramification trop nombreuse et trop puissante.

Le roi Guillaume voulait la restauration de son pouvoir chez nous ; il la voulait par l'intervention des grandes puissances si elles s'y prêtaient ; sinon, par la force des armes.

Tous ses préparatifs en vue de la seconde éventualité commencèrent au moment même de son acceptation de l'armistice du mois de novembre, que lui-même il avait sollicité.

Il appela aux armes les provinces restées fidèles, sous prétexte de repousser une invasion qui était loin de l'esprit des Belges, heureux d'avoir délivré leur pays du joug du monarque hollandais ; mais s'il était bien décidé à rétablir en Belgique son autorité par la force des armes, il savait qu'en laissant suivre dans les deux fractions du royaume des Pays-Bas le cours naturel de l'organisation des forces militaires, les chances dans le prochain conflit ne tourneraient pas en sa faveur. Il résolut donc d'entraver le plus possible le développement de l'armée belge, parce que les provinces qui la recrutaient dépassant presque de moitié la population des provinces septentrionales, le rappel des miliciens allait donner aux corps belges une force à peu près double de ce que mettrait en ligne la partie des Pays-Bas restée sous le sceptre de Guillaume.

En Belgique, l'esprit militaire était plus prononcé et très exalté par le succès de 1830.

En Hollande, la marine de l'État absorbait en partie l'élément le plus vigoureux de la population valide, l'armée de terre se trouvait privée de la fraction la plus énergique de son recrutement et, partant, la plus propre à donner de la consistance à l'ensemble de la troupe.

Le monarque hollandais jugeait donc essentiel de gagner à sa cause les ministres de la guerre de Belgique et de ne laisser exercer cet emploi que par des hommes qui lui fussent affidés. Il y parvint si bien que, jusqu'à la reprise des hostilités, en août 1831, les trois auxquels échut successivement le portefeuille de la guerre, Goblet, d'Hane et De Faily, étaient les partisans dévoués de sa dynastie. Quant aux purs, Joly et Goethals, c'est à peine si on les

vit ministres, le premier quelques semaines, le second quelques jours.

Le général Malherbe confia à l'un de ses amis qu'il avait refusé les mêmes fonctions, parce qu'il ne voulait pas, en les acceptant, se trouver contraint à aider au retour de la maison d'Orange, condition imposée, disait-il.

Il est intéressant de mettre en regard des mesures dissolvantes de ces trois ministres, celles que poursuivait le gouvernement hollandais, avec autant d'activité que de vigueur. De cette comparaison il ressortira que les trois ministres de la guerre de Belgique, Goblet, d'Hane et De Faily doivent être considérés comme des agents du roi Guillaume!!!!... Certes, pour des ministres belges, la qualification est dure à l'excès, mais si ce souverain eût pu placer à la tête du ministère de la guerre des ministres hollandais de son choix, ceux-ci n'auraient ni mieux agi en faveur des projets de Guillaume, ni mieux préparé le succès de l'invasion qu'il se proposait de faire en Belgique. Dès lors, quelle différence y a-t-il, quant au résultat, entre ceux-ci et des personnages remplissant le même rôle?

Après les avoir attirés à soi, ce monarque tenait la Belgique comme enlacée par l'action à son profit de plusieurs sommités gouvernementales, qui travaillèrent au triomphe de sa cause, en paralysant notre organisation militaire, si nécessaire à la poursuite de nos succès, lors de la reprise des hostilités. Lorsque éclata cette crise suprême, l'ennemi avait une ferme confiance dans le résultat de ses opérations contre nous.

A ceux qui acceptèrent la mission de plonger la patrie dans la honte, la tâche paraissait facile à remplir : ne gou-

vernaient-ils pas chez nous ? ne tenaient-ils pas le sort de la Belgique dans leurs mains ? Ils le croyaient ; mais dans l'explosion des complots tramés par eux , nous pouvions braver sans crainte la trahison, grâce au sentiment patriotique des hommes qui peuplaient, en 1831, les rangs de notre armée et qui ne laissaient aux trames anti-nationales que peu de chances de succès. Quant à notre défaite du mois d'août, si laborieusement préparée, elle était inévitable, malgré le dévouement des soldats et des grades subalternes.

L'intervention armée de la conférence de Londres arrêta le triomphe des Hollandais. Quel cruel désappointement pour leur roi ! Il avait ruiné son pays par des armements excessifs et des largesses faites à un certain nombre des principaux chefs de l'armée belge, qui reçurent d'énormes sommes d'argent <sup>1</sup>.

La liquidation de ces sommes, lorsqu'il fallut la présenter aux États généraux, souleva une juste réprobation. C'est par de bien amères paroles qu'un membre de la seconde Chambre, M. Van Sasse Van Ysselt, qualifiait, dans la séance du 28 février 1844, cette funeste politique de persévérance, qui engendra la dilapidation des finances hollandaises : « Le but de la loi proposée, dit-il, est de légitimer, par un *bill d'indemnité*, des millions de dettes inconstitutionnellement contractées, et d'acquitter, à l'aide d'un moyen non moins scandaleux, de *scandaleuses dépenses* qui ne sauraient supporter l'épreuve d'un contrôle légal. »

Au moment de recueillir le fruit de toutes ses peines, Guillaume I<sup>er</sup> eut la cruelle déception de se le voir ravir

• <sup>1</sup> Voir DE BAVAY, *Hist. de la révolution belge*, p. 315.

par l'intervention d'une armée française qui refoula ses troupes sur leur territoire.

Après l'invasion du prince d'Orange, « la Belgique  
« ouvrit les yeux. Mais il était trop tard ; les temps étaient  
« bien changés : sa force morale était détruite, sa volonté  
« fut comptée pour rien ; on la dépouilla, on l'humilia,  
« on la mutila... Comme nous, elle apprit à ses dépens  
« que toutes les révolutions se ressemblent. Appuyées  
« d'abord sur de grands et sublimes principes, elles  
« paraissent dirigées vers un but noble et utile ; mais  
« bientôt ce n'est plus qu'une curée où quelques intri-  
« gants, avant-garde et cortège obligé des mouvements  
« populaires, viennent *se gorger d'or et d'honneurs*, ne  
« laissant aux honnêtes gens que des phrases sonores et  
« des impôts toujours croissants <sup>1</sup>. »

Voilà, suivant l'appréciation d'un diplomate étranger, mais ami de la Belgique, la situation dans laquelle elle s'était mise en se livrant avec une confiance aveugle à des ministres de la guerre dévoués à son ennemi. L'étendue du mal que ces hommes firent à leur patrie est incalculable. Mais le roi Guillaume, en prenant pour auxiliaire la trahison, en gorgeant d'or ceux-là qui, au mépris de la fidélité qu'ils devaient à leur pays, tenaient cachées sous le drapeau belge leurs coupables trames, le roi Guillaume fit autant de mal à la Hollande qu'à nous-mêmes. Il inaugura un système désastreux pour le trésor des Pays-Bas, en le soumettant à de continuels *déficits* qu'il comblait par une succession d'emprunts nécessaires pour maintenir

<sup>1</sup> *Mémoires du comte Belliard*, t. II, p. 2 et suiv. Bruxelles, Meline Cans, 1842.

sur pied une armée hors de proportion avec les ressources de son pays et pour alimenter le gouffre toujours croissant de la corruption. Le roi Guillaume était parvenu à fasciner l'esprit des Néerlandais à tel point qu'ils considéraient comme leur intérêt national ce qui n'était que l'intérêt dynastique de la maison d'Orange. La Hollande resta longtemps plongée dans cette erreur, mais le mépris succéda à l'enthousiasme, lorsqu'il fut prouvé à l'évidence que la nation était la dupe du système de *persévérance*, et que le roi lui-même avait rempli ses coffres pendant qu'il vidait ceux de l'État.

Le baron Sirtema de Grovestins définit ainsi le règne de ce monarque : « Il a appauvri, endetté, ruiné l'État, « qu'il a gouverné pendant un quart de siècle, et il a « énormément enrichi sa famille<sup>1</sup>. » Ces paroles, dans la bouche d'un Hollandais indigné de la duplicité de son roi, n'ont pas besoin de commentaires.

La Belgique, enlacée dans les machiavéliques combinaisons du roi dépossédé, avait donc pour ennemis les principaux chefs de sa propre armée ; ces chefs, sauf de rares exceptions, étaient gagnés à la cause de la restauration. Sans nul égard pour le gouvernement qu'ils servaient et dont ils recevaient leurs appointements, en rapport avec de hauts grades tout récemment obtenus, ils travaillèrent presque ouvertement, et d'une façon très active, au retour de la famille royale, exclue à perpétuité de tout pouvoir en Belgique<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> SIRTEMA DE GROVESTINS, *La conférence de Londres et Guillaume 1<sup>er</sup>*, p. 178, Paris, Amyot, 1844.

<sup>2</sup> Décret du 24 novembre 1830.

Chargés du maintien de nos institutions, les hauts fonctionnaires que nous venons de signaler profitèrent de leurs positions éminentes et unirent tous leurs efforts pour saper et détruire le nouvel ordre des choses, expression indéniable de la volonté nationale. Ils avaient accepté la noble mission d'assurer l'indépendance du pays par l'organisation d'une bonne armée : ils parvinrent à assurer le triomphe de l'ennemi par l'affaiblissement de nos forces militaires, et pour cela, que firent-ils?... Licencier la classe de milice de 1826, l'élite de nos soldats, et n'appeler sous les armes la classe de 1831 que peu de semaines avant l'attaque des Hollandais ; et, en vue de cette prochaine campagne, à laquelle le roi des Pays-Bas préparait son armée avec tant de soin, ils disséminèrent la nôtre, afin de laisser ouverte à l'ennemi la route directe sur Bruxelles, après la défaite successive des deux fractions composant nos forces : l'armée de la Meuse et l'armée de l'Escaut. Telle fut la cruelle épreuve qu'ils firent subir à la Belgique, au début de sa séparation des provinces néerlandaises.

Pour jeter du jour sur la situation, rapportons ici quelques documents officiels contenant les mesures énergiques qu'eut à prendre le Gouvernement provisoire, fort de l'appui de la nation, afin de déjouer les perfides menées et d'étouffer dans leur germe les tentatives de désordre suscitées par les ennemis de la Belgique.

« LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE,

« Considérant qu'il importe d'activer le service public  
« dans toutes les provinces pour prévenir les désordres



- que la malveillance, le défaut de zèle et l'incapacité
- peuvent occasionner dans l'administration de l'État ;
- Considérant qu'une exécution prompte et ferme des
- actes du Gouvernement provisoire de la Belgique peut
- seule hâter la formation du Congrès national et déjouer
- les projets hostiles ;
- Considérant que les fonctions du Gouvernement pro-
- visoire sont de leur nature sédentaire, et ne permettent
- pas à ceux qui les exercent de se transporter de leur
- personne partout où les circonstances peuvent exiger
- leur présence ;
- Sur la proposition du comité de l'intérieur,

« ARRÊTE :

- ART. 1<sup>er</sup>. Des représentants provisoires du Gouver-
- nement seront envoyés dans les provinces, chargés sous
- leur responsabilité personnelle :
- 1° D'activer les élections pour la recomposition des
- Régences et la formation du Congrès national ;
- 2° De presser la rentrée des miliciens sous les dra-
- peaux ;
- 3° De procéder sans délai à l'organisation de la garde
- nationale ;
- 4° De pourvoir dans toutes les localités à la stricte
- exécution des actes émanés du Gouvernement provisoire
- de la Belgique.
- ART. 2. Ils veilleront particulièrement :
- 1° . . . . .
- 2° . . . . .
- 3° A ce que les désordres qui ont eu lieu dans cer-

« taines localités à l'instigation des ennemis de notre indé-  
« pendance et de notre avenir, fassent l'objet d'une enquête  
« civile et militaire;

« 4° A ce que les auteurs ou instigateurs de ces  
« désordres soient arrêtés et punis conformément aux  
« lois, etc., etc., etc.

« ART. 3. Les représentants provisoires du Gouverne-  
« ment sont autorisés à suspendre provisoirement et à  
« remplacer les bourgmestres, les échevins ou assesseurs,  
« les conseillers ou secrétaires de Régence, les receveurs  
« des contributions, les commissaires de district et tous  
« autres fonctionnaires civils qui entraveraient ou retar-  
« deraient les opérations électorales, ou qui ne concour-  
« raient pas franchement au maintien de l'ordre et à l'exé-  
« cution des lois et arrêtés existants.

« ART. 4. Les gouverneurs de province civils et mili-  
« taires et les commissaires provinciaux sont exceptés de  
« la disposition précédente. »

Les sept articles qui complètent cet acte du Gouverne-  
ment provisoire, daté de Bruxelles le 21 octobre 1830,  
prescrivent des moyens d'exécution très efficaces.

L'arrêté était accompagné de la proclamation qui suit :

### PROCLAMATION.

BELGES !

Vous avez chassé les soldats que la Hollande avait en-  
voyés pour porter le fer et le feu dans notre belle patrie.

Les ennemis secrets et sans armes, *payés pour nous  
séduire et nous égarer*, ne sont pas moins dangereux.

*Union!* Elle fera notre force; *confiance* dans les autorités que vous avez établies! Elle assurera notre entier triomphe et la prospérité de la Belgique.

Quiconque excite au désordre doit être considéré par vous, braves Bruxellois, *comme traître à la patrie*.

Déjà, dans plusieurs villes, et au même moment, des troubles ont eu lieu.

Le Gouvernement, qui reconnaît la main des ennemis de notre indépendance, saura sévir contre eux.

Quant à vous, peuple de Bruxelles! qui avez juré de réprimer vous-même le pillage, vous êtes trop sage pour vous laisser prendre à ces pièges, surtout à la veille des élections, qui vous donneront des magistrats dignes de votre confiance et amèneront des mesures destinées à assurer votre subsistance.

Bruxelles, le 21 octobre 1830.

DE POTTER, CH. ROGIER, SYLVAIN VAN DE WEYER,  
comte FÉLIX DE MÉRODE.

Par ordonnance :

*Le Secrétaire*, JH. VAN DER LINDEN.

Envoyé dans le Hainaut, en qualité de commissaire du Gouvernement provisoire, dont il était un des membres, M. Charles Rogier adressait de Mons, le 22 octobre 1830, aux habitants de cette province, une proclamation modèle de patriotisme et de bon sens :

« HABITANTS DU HAINAUT !

« Quelles nouvelles alarmantes se répandent dans la  
« Belgique! Tandis que vos frères se battent et rem-

« portent des victoires contre l'ennemi commun, d'autres  
« parmi vous se livrent à de honteux excès contre leurs  
« compatriotes. Ils ont pillé des grains, désolé des fa-  
« milles et porté la dévastation dans une des premières  
« manufactures du pays. Que feraient de plus les Hol-  
« landais ? Sont-ce là, enfants du Borinage, ce courage  
« et cette loyauté dont vous étiez si fiers, et qui in-  
« spiraient tant de confiance à la Révolution, que des  
« premiers vous aviez eu l'honneur d'être appelés à dé-  
« fendre ?

« Que gagne-t-on, répondez, à piller des grains ? On  
« ruine les marchands, on jette la défiance chez les fer-  
« miers ; les grains se cachent, ils deviennent plus rares,  
« et le prix du pain ne tarde pas d'augmenter. Que gagne-  
« t-on à briser les machines ? On ruine les fabricants, et  
« les fabricants ruinés, qui donnera de l'ouvrage aux  
« ouvriers ? L'hiver viendra, et ils souffriront, et l'on  
« sera sans pitié pour eux, parce que l'on dira qu'ils  
« souffrent par leur faute, et qu'il ne faut pas de pitié  
« pour les pillards. Revenez donc à vous-mêmes. Ouvrez  
« les yeux, car ceux qui vous conduisent au pillage vous  
« trompent et vous prennent pour des gens stupides. Ce  
« sont là, croyez-moi, des ennemis bien plus à craindre  
« que des marchands de grains et des manufacturiers. Ils  
« voudraient, les traîtres qu'ils sont, mettre le désordre  
« au pays et jeter la défiance entre les Belges pour pro-  
« fiter de leurs divisions. Ils espèrent entraver la marche  
« du Gouvernement provisoire et faire respirer les Hol-  
« landais qui n'en peuvent plus : ils voudraient aussi  
« retarder les élections au Congrès national, qui va con-

• stituer la Belgique en nation libre et consacrer pour  
• toujours son indépendance.

« Ces odieuses machinations seront déjouées. Le pays  
• est trop raisonnable, la révolution trop forte pour que  
• quelques brouillons puissent les perdre ; mais il est  
• utile que nous réduisions à l'impuissance jusqu'au der-  
• nier de nos ennemis. Ces ennemis, il est un moyen sûr  
• de s'en débarrasser : arrêtez vous-mêmes et livrez à l'auto-  
• rité ceux qui vous excitent au désordre. Vos magistrats  
• sauront châtier les traîtres et les mettre dans l'impuis-  
• sance de compromettre la cause de la liberté pour  
• laquelle tant de vos généreux compatriotes ont prodigué  
• leur sang.

« Depuis quinze ans, le Hainaut jouissait, entre toutes  
• les provinces de la Belgique, d'un insigne honneur :  
• c'était la province la plus morale, celle où la patrie avait  
• à puiser le moins de crimes et de délits ! Habitants du  
• Hainaut, vous ne perdrez pas cette belle réputation !  
• Honte et malheur à ceux qui, déshonorant votre nom,  
• voudraient, par leurs coupables excès, déshonorer aussi  
• la cause de la patrie !

« Mons, le 22 octobre 1830.

« CH. ROGIER. »<sup>1</sup>

Des désordres avaient eu lieu simultanément en divers  
endroits. On accusait don Juan Van Halen de les fomenter,  
parce qu'on avait observé que, partout où il avait porté ses  
pas, son départ était immédiatement suivi d'une émeute

<sup>1</sup> Documents de la province du Hainaut. — Affiche.

populaire. On avait remarqué aussi qu'avant son éloignement de Bruxelles, un de ses aides de camp s'était rendu à Anvers, occupé par l'armée hollandaise. Van Halen arrêté comme traître et mis au secret à Mons, une députation partit de cette ville et vint demander au Gouvernement provisoire l'autorisation de le conduire à Bruxelles, sous escorte; mais l'accusé resta incarcéré à Mons, où son procès devait être instruit et jugé.

Le roi Guillaume gagna assez vite, dit-on, pour en faire les instruments de ses projets, quelques uns des chefs qui s'étaient mis en évidence dans les journées révolutionnaires : le général don Juan Van Halen, le colonel Borremans, le lieutenant-colonel Ernest Grégoire et le major Kessels.

Trois semaines s'étaient à peine écoulées depuis les désordres excités dans le Hainaut, que le gouverneur du Brabant, M. Van Meenen, se vit aussi dans la nécessité de recommander la plus grande vigilance aux habitants de sa province. Voici comment il s'exprime dans sa circulaire du 15 novembre 1830 : ..... « *L'ennemi a des agents « secrets qui circulent encore au milieu de nous ; à l'em- « ploi des armes, désormais hors de son pouvoir, il a sub- « stitué l'intrigue et la corruption.*

« Des bruits alarmants sont répandus, et ni leur absurdité ni l'expérience, qui les a toujours démentis, ne peuvent empêcher qu'ils ne répandent l'inquiétude. « L'annonce d'événements indéterminés, mais sinistres, se « glisse et se propage sourdement ; et cependant, jamais « peut-être plus de motifs de sécurité n'ont existé qu'au « moment où nous sommes parvenus. — Notre victoire

• est complète, la réorganisation intérieure se poursuit  
 • avec activité et déjà marche avec succès; nos relations  
 • extérieures nous donnent l'assurance que les peuples  
 • voisins applaudissent à notre triomphe, et que leurs  
 • gouvernements n'ont pas conçu le dessein d'en para-  
 • lyser les résultats; partout les élections se sont opérées  
 • sans commotion et sans trouble; le Congrès national a  
 • été installé, et le calme le plus profond a prouvé de nou-  
 • veau que le peuple, loin de vouloir souiller son ouvrage  
 • par des excès, a compris toute la grandeur de sa posi-  
 • tion, et qu'il attend avec confiance et soumission, de la  
 • main de ses mandataires, les fruits de notre révolution.

• Au sein de cette tranquillité réelle, générale et fondée,  
 • d'où viennent donc cette crainte, cette vague appréhen-  
 • sion? — Ce mal, évidemment l'effet des manœuvres de  
 • nos ennemis, est le dernier qu'il puisse nous faire, mais  
 • il faut y mettre promptement un terme. Que l'accord  
 • unanime qui a fait notre force, au moment du combat,  
 • fasse notre sûreté dans les temps les plus calmes. Au  
 • besoin général de l'affranchissement a succédé mainte-  
 • nant le besoin non moins général de l'ordre et du repos  
 • public. Prouvons que nous savons maintenir les uns,  
 • comme nous avons su conquérir l'autre.

• A ces fins *veillons avec une attention sévère sur les*  
 • *mauvais agents qui propagent ces nouvelles alarmantes* : qu'à  
 • la première clameur de ces bruits malveillants, chaque  
 • citoyen s'informe du point d'où ils partent, afin qu'on  
 • puisse remonter jusqu'à leurs auteurs et les poursuivre  
 • avec toute la rigueur des lois. » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> Documents du Brabant. — Affiche.



Ces sages conseils portèrent leur fruit, mais l'inquiétude ne tarda pas de renaître, à la suite des tentatives de séduction qui s'exercèrent sur l'armée, et surtout lorsque l'œuvre audacieuse du lieutenant-colonel Ernest Grégoire, à Gand, demeura impunie, malgré les dispositions si explicites du décret du 21 octobre 1830.

Les documents officiels que nous venons de transcrire prouvent que notre jeune nationalité se trouva, dès l'origine, minée par une guerre sourde des plus dangereuses.

Après que le Congrès national eut prononcé la déchéance de Guillaume et de sa dynastie, l'action de ce souverain continua de se faire sentir par une espèce de gouvernement occulte, qu'il organisa sans scrupule en Belgique. Les éléments ne manquèrent pas : en renversant la maison de Nassau, on n'en avait pas extirpé toutes les racines ; il restait bien des attaches, qui ne voulaient pas se rompre ; il y avait aussi l'embarrassant attirail des promesses, faites à la légère peut-être, mais qu'on se croyait tenu de garder par point d'honneur. De là tant d'efforts essayés pour altérer l'opinion publique ; mais elle brillait à ce moment du plus noble patriotisme, malgré les armes déloyales que Guillaume employait contre elle avec plus de zèle que de succès, malgré les nombreux organes d'une presse mensongère par lui largement soldée, presse qui, sans frein ni pudeur, livrait ses plus virulentes attaques à l'ombre de la liberté absolue du droit d'écrire, essence de nos institutions <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> *Le Lynx* et *Le vrai Patriote*, à Bruxelles ; *L'Industrie*, à Liège ; *le Journal du Commerce*, à Anvers ; *le Messager de Gand*.

Dès le 1<sup>er</sup> septembre déjà, dans une brochure imprimée à Bruxelles (*De la Liberté et des Droits des peuples*), le général Mellinet demande aux Bruxellois « qu'après avoir repoussé le *désordre*, ils repoussent de même tous les pièges qu'on ne cessera de leur tendre pour les *viser*. »

Après ce coup d'œil jeté sur les difficultés incessantes que la Belgique eut à surmonter, lors de sa constitution en royaume indépendant, difficultés ignorées ou perdues de vue par la génération actuelle, qui n'a plus qu'à jouir d'une situation des plus heureuses, fruit de l'affranchissement de notre patrie, il est curieux de voir comment les choses se passaient à La Haye, dans l'esprit et les conseils de notre implacable ennemi, le souverain déchu. Nous avons quelques guides qui furent en position de bien voir, bien entendre et bien juger ; ce sont :

Le comte Van der Duyn de Maasdam, gouverneur de la Hollande méridionale à La Haye, durant vingt et un ans ;

Le baron de Capellen, ancien gouverneur de Java, ministre d'État, choisi, en 1815, par le roi Guillaume, pour administrer les provinces belges ;

Le baron Sirtema de Grovestins, ancien chambellan du roi Guillaume.

Ce dernier quitta la cour et le royaume des Pays-Bas, en 1828, parce qu'à cette époque déjà il prévoyait une catastrophe et ne voulait pas se mêler à une lutte qui, selon lui, devait prochainement éclater entre le Roi et les Belges ; c'est dans ce but, et pour bien prouver qu'il ne voulait pas, bon gré mal gré, être entraîné dans cette querelle, que le baron de Grovestins renvoya, en 1830,

sa clef de chambellan : il en avait assez vu pour comprendre que le mal était irrémédiable <sup>1</sup>.

La droiture et la franchise de caractère du comte Van der Duyn avaient excité la méfiance : les lettres qu'il écrivait à cœur ouvert au baron de Capellen, son beau-frère, ne purent plus être confiées avec sûreté à la poste ; car celui qui les écrivait n'ignorait pas que le secret des lettres n'était guère respecté à La Haye <sup>2</sup>. Craignant de se compromettre, il conçut l'idée de faire une espèce de journal pour tenir M. de Grovestins au courant des affaires de Hollande. Ce journal, commencé à l'origine de la révolution belge, offre le plus grand intérêt pour l'histoire de cette époque : en nous y montrant à fond le caractère de Guillaume, on nous initie aux phases diverses de son système de persévérance, ou plutôt d'aveugle obstination dans des procédés politiques dont il s'avouait le promoteur ; car en lui seul résidait l'action gouvernementale, ses ministres n'étant que les instruments dociles de son inflexible volonté.

Les écrits de ces hommes éminents, dont la publication a jeté une vive lumière sur les agissements dirigés contre notre pays par l'implacable Guillaume, méritent d'être plus connus. Qu'il nous soit permis d'en soumettre, suivant le besoin, des extraits à l'appréciation du lecteur, qui se trouvera bien mieux à même de juger, dans leur ensemble, les événements de 1830, par la connaissance de

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN DE MAASDAM. *Notice et souvenirs biographiques*. p. 203, Saint-Germain-en-Laye, 1852.

<sup>2</sup> *Ibid.* p. 176.

l'état de l'opinion dans les provinces septentrionales, et surtout à La Haye, centre d'action de nos adversaires.

Jugeant avec une sévère équité les procédés du roi Guillaume, M. le comte Van der Duyn s'exprime ainsi : « On forme des projets et des espérances de la plus insigne mauvaise foi, tandis que l'on reproche à d'autres le même tort. » <sup>1</sup>

« Le Roi est aveugle, au point le plus incurable, sur sa position et celle des affaires. Non seulement il conserve avec la prétention de reconquérir la Belgique, l'espoir d'y parvenir et, qui plus est, le projet de l'essayer. . . . La Belgique reconquise par les armes, *aidees d'insurrections contre-révolutionnaires*, n'a, par sa révolte, plus de droit à faire partie intégrante du royaume; elle est hors la loi, c'est à dire en dehors des droits que lui assurait la loi fondamentale. . . . et par ce leurre perfide et faux, on espère entraîner les gardes urbaines, communales et le 1<sup>er</sup> ban au delà des frontières !!

« Cette conversation, pendant laquelle j'ai dit franchement mon opinion, si différente de celle de l'interlocuteur auguste, et loyalement averti du peu de probabilité de la réussite et du danger même de l'essai, cette conversation a servi à confirmer mes prévisions relativement à ses projets et à son jeu double. » <sup>2</sup>

« M. Cartwright, revenant de Bruxelles, assure que l'on se ferait étrangement illusion si l'on croyait aux désordres et à l'état de désorganisation des provinces méridi-

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN DE MAASDAM. *Notice et souvenirs biographiques*, pp. 244-245, 14 décembre 1830.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 246, 14 décembre 1830.

« dionales. Le contraire est vrai, quant à la force militaire  
« surtout, qui est sur un pied plus avantageux et plus  
« respectable qu'on ne le pense ici, et surtout comparati-  
« vement et proportionnellement à la nôtre. » <sup>1</sup>

Nous voyons par les assertions de ce diplomate anglais que, grâce aux mesures énergiques prises par le Gouvernement provisoire, dont les membres ont rendu à leur pays des services qui ne seront jamais appréciés autant qu'ils méritent de l'être, et grâce aussi au bon esprit dont était animée la population belge, nous voyons qu'au milieu de décembre 1830, les tentatives faites pour semer dans notre pays la discorde et le désordre n'avaient pas obtenu de résultat.

Dès lors, Guillaume recourut à d'autres moyens, tout en continuant l'emploi du premier ; il fit agir celles des sommités belges qui, gagnées à sa cause, patronnèrent au sein de notre armée les conspirations qu'on vit se succéder à de courts intervalles.

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN DE MAASDAM. *Notice et souvenirs biographiques*, p. 248, 16 décembre 1830.



## CHAPITRE II.

### PATRIOTES & ORANGISTES.

---

#### LE PRINCE D'ORANGE A ANVERS.

A peine sortie victorieuse de ses combats de septembre et d'octobre, la Belgique eut à se débattre, au milieu d'un vaste réseau d'intrigues, contre l'action néfaste d'une sorte de gouvernement occulte, assis traitreusement à ses foyers, recevant, avec l'or hollandais, à pleines mains, le mot d'ordre de La Haye.

Le premier fruit de ces actes de félonie fut que les partisans des Nassau, se sentant appuyés dans des sphères où ils auraient dû trouver la répression de leurs menées, passèrent du rôle de timides opposants à celui de conspirateurs audacieux.

La noblesse, la finance, l'industrie et le haut commerce se montrant favorables au retour de la maison d'Orange,

et les sommités de l'armée allant jusqu'à prêter la main à une restauration par les armes, une partie de la nation belge se laissa aveuglément entraîner par ce double mauvais exemple et crut servir la patrie en suivant la bannière orangiste.

Les autres, au contraire, considérant que le clergé, ses adhérents, la bourgeoisie en grand nombre, et les masses populaires, tous fermement opposés aux Nassau, voulaient le maintien de leur exclusion, la cause nationale eut la bonne chance d'être soutenue par eux.

Deux grands partis divisèrent ainsi la nation belge, au sein de laquelle s'agita une conspiration orangiste permanente, dont le germe se développa rapidement par les tendances anti-séparatistes d'un certain nombre d'officiers qui, sortis de l'armée des Pays-Bas, avaient passé la plupart avec avancement dans celle de leur patrie. Aux yeux de ces officiers, circonvenus avant leur départ, il n'y avait de salut pour la Belgique que dans le retour de la dynastie d'Orange. Aimé des officiers belges, objet constant de sa prédilection marquée, le prince héréditaire comptait beaucoup sur eux et ne négligeait aucun moyen de séduction pour les lier au succès de sa cause. Il fallait cependant mieux juger des actualités, car si les intérêts généraux du pays semblaient devoir être favorisés par la restauration des Nassau, il y avait désormais matière à repousser cette fascinante perspective ; des motifs récents du caractère le plus grave ne permettaient déjà plus de corriger le levain qui avait pris dans l'âme des Belges des proportions haineuses. Avaient-ils oublié, ces partisans des Nassau, que, le lendemain du départ du prince d'Orange d'Anvers, on

abandonnait toute voie transactionnelle pour recourir à une répression des plus rigoureuses?... Fallait-il quelque chose de plus que le bombardement d'une ville encombrée de femmes, d'enfants, de partisans même du roi Guillaume, pour élever une barrière infranchissable entre la Belgique et la maison d'Orange ?

En présence de ceux qui supputaient et préconisaient les chances d'avenir d'une famille royale discréditée et honnie par ses derniers actes, se montrait l'armée régulière avec son ardent amour de la patrie, dont la cause se personnifiait à ses yeux dans le Gouvernement provisoire et le Congrès national. Au sein de cette armée, soldats, sous-officiers, officiers de grades subalternes, tous étaient animés du même esprit, de la même volonté. Les volontaires, de leur côté, à l'exception de quelques chefs gagnés à prix d'or, partageaient les mêmes sentiments.

Cependant le parti orangiste parut se consolider en quelque sorte par une tentative du prince d'Orange, qui finit par le mettre en désaccord avec le roi son père. Après bien des indécisions de ce dernier, le prince s'était rendu à Anvers pour chercher à s'entendre avec le Gouvernement provisoire. « C'était seulement, dit S. A. R. au comte « Van der Duyn, pour se montrer à distance, comme « chargé des pouvoirs du Roi, pour écouter les propositions qu'on lui a assuré qui seraient faites, agir selon « les circonstances, tâcher de regagner ce que l'on pourrait, et administrer, dans le sens local, ce qui n'était « pas perdu. Or, excepté Anvers, toute la Belgique l'est « positivement. Dans cette conversation qui a duré un « quart d'heure au plus, et dont l'annonce m'avait causé



« la plus vive inquiétude <sup>1</sup>, dans cette conversation, dis-  
 « je, j'ai eu lieu encore de me convaincre de l'entêtement  
 « du père et de la légèreté imprudente du fils. Quelles  
 « gens, et que nous sommes bien tombés là ! Au reste, si  
 « l'on s'en tient à ce qu'on m'a fait l'honneur de me dire,  
 « je crois que cette démarche ne fera ni chaud ni froid,  
 « pour l'intérieur, sauf le mauvais effet possible dans le  
 « Nord, pour la personne même, ce qui cependant ne  
 « sera jamais bien sérieux <sup>2</sup>. »

Deux jours après cette lettre, le comte Van der Duyn en écrivait une autre à son beau-frère, le baron de Capellen, dont le contenu intéresse trop directement l'histoire de notre pays, à cette époque, pour en omettre la reproduction.

7 Octobre 1830.

« Les nouvelles que le *Staats-Courant* nous a apportées  
 « ne vous auront pas peu étonné, je pense, pour autant  
 « que l'on puisse encore s'étonner, après ce que nous avons  
 « vu et connaissons de *l'homme*, surtout la *renomination*  
 « du grand justicier Van Maanen, ou plutôt l'écartement  
 « du rideau derrière lequel il se tenait toujours immuable,  
 « inévitable. Non, c'est trop fort, et cela ne peut man-  
 « quer de faire un très mauvais effet, même dans le Nord.

<sup>1</sup> Le prince d'Orange, en se rendant à Anvers avec MM. le duc d'Ursel, le ministre Van Gobbelschroy, de la Coste et l'internonce Cappaccini, avait demandé à deux reprises au Roi, qui la refusa, l'adjonction du comte Van der Duyn.

<sup>2</sup> Comte VAN DER DUYN. *Souvenirs*, p. 198. Lettre du 5 octobre 1830 au baron de Capellen.

« La diplomatie réunie ici désapprouve fortement cet incident, et je m'empresse de vous dire que j'ai eu hier l'extrême satisfaction de pouvoir en dire nettement mon opinion au Roi lui-même, sur une interpellation directe que S. M., par grand extraordinaire, me fit l'honneur de me faire, et qui peut-être ne m'aurait pas été adressée si l'on avait prévu la réponse. On me demandait donc ce que je pensais et ce que l'on disait des nominations *ad interim* de MM. Clifford et Van Doorn, et sur un ton plus bas, de M. Van Maanen. Je répondis que les premières me paraissaient fort bonnes et seraient généralement approuvées, mais que, pour la dernière, si l'on me demandait mon opinion, je devais dire franchement qu'il en était tout autrement, et que je l'avais apprise avec peine, parce que je n'en attendais aucun bien... En attendant, la chose est des plus fâcheuses, car ce *la Bourdonnaye*, qui n'est pas un individu mais tout un système, peut se porter à des extrémités de violence et de vengeance qui feraient des malheureux et achèveraient de mettre tout en feu.

« L'arrêté qui constitue le prince d'Orange, quoi ? on ne le sait pas trop, est encore une demi-mesure. Il fallait, ce semble, et c'était le plan des quarante <sup>1</sup>, déclarer net-

<sup>1</sup> Le 1<sup>er</sup> octobre, une adresse signée par quarante personnes, la plupart membres des États généraux pour les provinces méridionales, fut remise au roi des Pays-Bas. Elle exprimait le vœu qu'il plût à Sa Majesté de désigner l'un des princes pour assister à une assemblée qui serait tenue à Bruxelles par les notabilités des provinces méridionales, afin d'aviser aux mesures à prendre dans ces circonstances et de fixer les bases d'après lesquelles les provinces méridionales seraient

« tement la séparation complète et nommer le Prince  
 « lieutenant-général ou gouverneur des provinces belges.  
 « Alors, c'eût été une mesure complète bonne ou mauvaise;  
 « mais, à présent, il y a de nouveau doute, incertitude  
 « et la crainte d'avouer que le mouvement national belge  
 « est complet et triomphant, c'est à dire que l'on continue  
 « à fermer les yeux à la lumière du jour. » . . . . .  
 . . . . . « Sir Charles Bagot (ambassadeur d'An-  
 « gleterre à La Haye) s'est montré très surpris — moi je  
 « ne le suis pas — qu'on ne m'eût pas adjoint au prince  
 « d'Orange. Cela n'eût rien produit, par la simple raison  
 « qu'il est *trop tard*, et, d'ailleurs, que faire avec un  
 « homme (ce père) qui s'obstine à jouer quitte ou double?  
 « Je suis bien aise que vous approuviez ma hardiesse  
 « de prendre quelques notes pour fixer des souvenirs peu  
 « gais, mais, par-ci par-là, assez curieux. »

8 Octobre 1830.

« . . . . . Les journaux vous auront tenu au  
 « courant des événements en gros et, quoiqu'en général  
 « ils exagèrent un peu, vous serez au fait des résultats  
 « patents de notre triste jeu de *quitte ou double*.

« J'ai souffert plus que vous ne pouvez vous l'imaginer  
 « d'entendre parler et de voir agir comme on l'a fait, et,  
 « quoique l'on ait mis beaucoup d'eau dans son vin, nous  
 « sommes encore loin de voir la lumière. — Ce que tout  
 « cela deviendra, Dieu seul le sait, surtout si la dernière

gouvernées. Les signataires de l'adresse manifestaient le désir que  
 Sa Majesté accordât à S. A. R. le prince d'Orange le titre de lieute-  
 nant-général pour gouverner les provinces méridionales.

- « planche de salut, à mon avis, savoir, la tentative qui se
- « fait à Anvers par le prince d'Orange, vient à manquer. »

Le Roi signa le 4 octobre un arrêté ainsi conçu :

### ACTE DU GOUVERNEMENT.

Nous GUILLAUME, par la grâce de Dieu, Roi des Pays-Bas, prince d'Orange-Nassau, grand-duc de Luxembourg, etc., etc., etc.

Considérant que, dans la situation actuelle des provinces méridionales du royaume, l'action du gouvernement ne peut que s'exercer difficilement de la résidence de La Haye sur les parties de ces provinces où l'ordre et la tranquillité ont été conservés jusqu'ici ;

Désirant pourvoir à cet inconvénient et faire naître, en même temps, l'occasion de seconder plus immédiatement les efforts d'habitants bien intentionnés de ces provinces pour rétablir l'ordre et la tranquillité là où ils sont troublés ;

Vu l'adresse qui nous a été présentée le 1<sup>er</sup> de ce mois par plusieurs habitants notables de ces provinces ;

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1<sup>er</sup>. Notre fils bien-aimé le prince d'Orange est chargé par nous de gouverner temporairement, en notre nom, toutes les provinces méridionales dans lesquelles l'autorité légale est reconnue.

ART. 2. Il fixera sa résidence dans la ville d'Anvers.

ART. 3. Il secondera et appuiera autant que possible par des moyens de conciliation, les efforts des habitants

bien intentionnés pour rétablir l'ordre dans les parties de provinces où il est troublé.

ART. 4. Notre Ministre d'État, le duc d'Ursel, notre Ministre du waterstaat, de l'industrie nationale et des colonies et celui de l'intérieur sont adjoints à notre fils bien-aimé le prince d'Orange, à l'effet de travailler sous ses ordres et de l'assister temporairement, dans le gouvernement qui lui est confié.

ART. 5. Nos conseillers d'État, baron d'Anethan, J. Van Toers, O'Sullivan de Grass, V.-M.-J. Dubois, L.-A. Reyphins, J. Dotrengé, O. Le Clercq, suivront à Anvers notre fils bien-aimé le prince d'Orange, pour lui servir de conseil dans toutes les affaires qui doivent être soumises au Conseil d'État, et sur lesquelles il désire les consulter.

Les référendaires de seconde classe au Conseil d'État, C. Hugue et H. comte de Baillet, et les commis d'État E.-L.-V. de Chestret, de Hanefte et E. Joos de ter Beerst, seront attachés à ce Conseil en leurs qualités respectives.

Ampliations du présent arrêté seront transmises à notre fils bien-aimé le prince d'Orange, à notre fils bien-aimé le prince Frédéric des Pays-Bas, amiral et colonel général, à notre ministre d'État et à nos ministres susmentionnés, à nos conseillers d'État, aux référendaires et commis d'État susmentionnés, ainsi qu'aux chefs des Départements ministériels et à la Chambre générale des comptes, pour information et direction.

Donné à La Haye, le 4 Octobre 1830.

Signé : GUILLAUME.

Le prince d'Orange partit de La Haye pour Anvers, le 4 octobre, au soir. Ce jour-là même, le Gouvernement provisoire avait promulgué le décret dont la teneur suit :

Considérant qu'il importe de fixer l'état futur de la Belgique,

**ARRÊTE :**

ART. 1<sup>er</sup>. Les provinces de la Belgique, violemment détachées de la Hollande, constitueront un *État indépendant*.

ART. 2. Le comité central s'occupera au plus tôt d'un projet de constitution.

ART. 3. Un Congrès national, où seront représentés tous les intérêts des provinces, sera convoqué. Il examinera le projet de constitution belge, le modifiera en ce qu'il jugera convenable, et le rendra, comme constitution définitive, exécutoire pour toute la Belgique.

Bruxelles, 4 octobre 1830.

Signé : DE POTTER, SYLVAIN VAN DE WEYER, CHARLES  
ROGIER, FÉLIX DE MÉRODE.

Par ordonnance :

*Le Secrétaire,*

Signé : VAN DER LINDEN.

Le lendemain de la date de son arrêté du 4 octobre, le Gouvernement provisoire en promulgua un nouveau conçu en ces termes :

Le comité du Gouvernement provisoire de la Belgique :  
Attendu que le Gouvernement hollandais forme des com-

missions à La Haye, composées entre autres des Belges ci-devant membres des États généraux, pour traiter des affaires de la Belgique;

Revu son arrêté du 4 octobre sur l'indépendance de la Belgique;

Déclare nuls et attentatoires à l'indépendance et à la sûreté de l'État tous actes et transactions que des Belges et tous autres non munis des pouvoirs du Gouvernement provisoire pourraient s'ingérer de passer ou de conclure.

Bruxelles, 5 octobre 1830.

Signé : DE POTTER, SYLVAIN VAN DE WEYER, CHARLES  
ROGIER, comte FÉLIX DE MÉRODE.

Par ordonnance :

*Le Secrétaire,*

Signé : VAN DER LINDEN.

Dans les provinces du Nord, le roi Guillaume choisissait le jour même de l'arrivée à Anvers de l'héritier de sa couronne, pour lancer une proclamation qui appelait aux armes la population de ces provinces. La teneur de ce document nous fait trop bien connaître quelles idées prédominaient dans l'esprit du monarque pour le passer sous silence :

Nous GUILLAUME, etc., etc.,

A tous ceux qui la présente verront, salut :

Fidèle au serment prêté à la Constitution, en conséquence des obligations que nous devons remplir à l'égard

de nos sujets, nous avons essayé en vain tous les moyens pour apaiser la révolte armée qui a lieu dans les provinces méridionales. Dans l'impossibilité où nous nous trouvons, par suite des événements qui se sont passés avec la plus grande rapidité, de protéger contre des excès de violence les fidèles habitants de ces provinces, nous sentons qu'il est nécessaire de nous occuper uniquement du bien-être de cette partie de notre royaume dont la fidélité à notre maison et aux institutions d'un état social bien organisé s'est manifestée d'une manière si positive.

Vous voyez avec quelle rapidité la conduite à laquelle une multitude digne de pitié s'est portée, a amené de terribles désastres. Votre prudence, la fidélité à vos devoirs, votre attachement au bien et surtout votre croyance en Dieu, vengeur des injustices, vous ont empêchés d'être entraînés par le torrent. Le maintien de cette liberté, dont les Provinces-Unies ont joui pendant des siècles, serait alors peut-être à tout jamais impossible et votre perte certaine.

Habitants des contrées fidèles, vos forces sont nécessaires en ce moment pour protéger notre patrie. La position du royaume exige qu'un armement général s'effectue sans retard, et que son énergie soit employée à la conservation de tout ce qui vous est cher et sacré.

La loi fondamentale prescrit, dans des circonstances semblables à celles où nous nous trouvons, comme un des premiers devoirs des habitants du royaume, de prendre les armes. Cet ordre s'accorde avec vos vœux. Eh bien ! *aux armes*, à la pressante demande de votre souverain ! *aux armes*, pour la cause de l'ordre et des lois ! *aux armes*, sous



la protection du Dieu si puissant, qui a tant de fois sauvé les Pays-Bas et la maison d'Orange des plus grands dangers!

Nous chargeons les administrations des villes et des communes de prendre tout de suite des mesures telles que ces armements de volontaires puissent s'effectuer avec le plus de promptitude et de la manière la plus utile au but proposé, en vue des différentes localités. Elles recevront sous peu de notre part les instructions nécessaires.

Donné à La Haye, le 5 octobre 1830.

Signé : GUILLAUME.

Voici comment, à la même date, on s'exprimait à Anvers :

#### PROCLAMATION.

Nous GUILLAUME, prince d'Orange-Nassau ,

Aux habitants des provinces méridionales du royaume :  
Chargé temporairement par le Roi, notre auguste père, du gouvernement des provinces méridionales, nous revenons au milieu de vous avec l'espoir de concourir au rétablissement de l'ordre, au bonheur de la patrie.

Notre cœur saigne des maux que vous avez soufferts. Puissions-nous, secondé des efforts de tous les bons citoyens, prévenir les calamités qui pourraient vous menacer encore !

En vous quittant, nous avons porté au pied du trône le vœu émis par beaucoup d'entre vous pour une séparation entre les deux parties du royaume, qui néanmoins resteraient soumises au même sceptre. Ce vœu a été

accueilli. Mais avant que le mode et les conditions de cette grande mesure puissent être déterminés dans les formes constitutionnelles, accompagnées d'inévitables lenteurs, déjà Sa Majesté accorde *provisoirement* aux provinces méridionales une administration distincte, dont je suis le chef, et qui est toute composée de Belges. Les affaires s'y traiteront avec les administrations et les particuliers dans la langue qu'ils choisiront. Toutes les places dépendantes de ce gouvernement seront données aux habitants des provinces qui le composent. La plus grande liberté sera laissée relativement à l'instruction de la jeunesse. D'autres améliorations encore répondront au vœu de la nation et aux besoins du temps.

Compatriotes, nous ne vous demandons pour réaliser ces espérances que d'unir vos efforts aux nôtres, et dès lors nous garantissons l'oubli de toutes les fautes politiques qui auront précédé la présente proclamation

Pour mieux atteindre le but que nous nous proposons, nous invoquerons toutes les lumières; nous irons au devant de tous les avis utiles; nous nous entourerons de plusieurs habitants notables et distingués par leur patriotisme. Que tous ceux qu'anime le même sentiment s'approchent de nous avec confiance. Belges! c'est par de tels moyens que nous espérons sauver avec vous cette belle contrée qui nous est si chère.

Donné à Anvers, le 5 octobre 1830.

Signé : GUILLAUME, prince d'Orange.

Remarquons la simultanéité de tous ces actes : le Gouvernement provisoire décrétant l'indépendance de la

Belgique, le prince d'Orange faisant à Anvers de belles promesses et de grands efforts de conciliation, et le roi Guillaume appelant véhémentement aux armes les habitants des provinces septentrionales. Voici le dénouement de tout cela :

Le Gouvernement provisoire parvint à maintenir et à consolider l'indépendance de la Belgique; honneur à lui !

Le prince d'Orange fit des promesses ainsi que des concessions dont le mot *provisoirement*, inséré dans sa proclamation, rendait l'octroi illusoire, en ménageant à son père le droit de les retirer en temps opportun.

Guillaume I<sup>er</sup>, par son appel aux armes et les dépenses excessives qui en résultèrent, avec une persévérance contraire à la volonté de ses alliés, ruina les finances de son royaume ; car il lui fallut entretenir une armée disproportionnée avec les ressources du pays, ce qui l'obéra au point que l'intérêt de la dette publique s'éleva à 40 millions de florins, somme qui n'aurait été que de moitié sans l'adoption d'un système par lequel on se mettait en opposition ouverte avec la conférence <sup>1</sup>.

Le prince d'Orange, dès son arrivée à Anvers, fit mettre en liberté plusieurs personnes détenues pour propos inconsidérés en matière politique, et, afin d'agir favorablement sur l'opinion publique, il parla d'une mesure plus large à réaliser dans un avenir très prochain. S. A. R. passa, le 7 octobre, la revue de la garde communale d'Anvers et adressa aux officiers les paroles les plus

<sup>1</sup> Le baron SIRTEMA DE GROVESTINS. *La conférence de Londres et Guillaume I<sup>er</sup>, ou de l'influence du système de persévérance sur l'état financier du royaume des Pays-Bas*, p. 16. Paris, Amyot. 1844.

gracieuses sur le zèle et les efforts employés par eux à la conservation de l'ordre public.

Le même jour, il promulgua un arrêté instituant une commission consultative chargée de lui proposer les mesures de conciliation réclamées par l'état de la Belgique.

Mais le Gouvernement provisoire, qui était sur le quivive, affirmant avec énergie l'exercice du pouvoir dont la volonté populaire l'avait investi, agit avec la plus entière franchise par la publication de la pièce suivante :

### **Communication à nos Concitoyens.**

Une personne envoyée par S. A. R. le prince d'Orange<sup>1</sup> a désiré s'adresser à nous pour prendre des renseignements sur l'état de l'opinion et le moyen de concilier les intérêts de S. A. R. et ceux de la nation belge.

Nous avons déclaré à cette personne que nous n'avions aucun caractère pour traiter avec le prince de l'état futur de la Belgique, que ce droit n'appartient qu'au Congrès national qui, *seul*, peut décider de l'avenir du pays, et, qu'à moins de recevoir un mandat spécial de la part du peuple, nous ne pouvions nous rendre à Anvers, ainsi que le prince en avait manifesté le désir.

Nous avons aussi exprimé à cette personne qu'une conduite éminemment large et libérale, que la retraite des troupes au delà du Moerdijk, le retour de nos prisonniers

<sup>1</sup> Le prince Koslofski; chargé d'une mission officieuse en faveur du prince d'Orange, il s'était adressé d'abord à MM. d'Hoogvorst et Van Halen, qui l'avaient renvoyé au Gouvernement provisoire.

et d'autres actes populaires pourraient peut-être affaiblir l'indignation publique et détourner une solidarité qui plane sur tous les membres de la maison des Nassau.

Nous avons ajouté que tous les actes qui émanent du Roi sont considérés comme nuls et nonavenus, et que le bien même que pourrait faire S. A. R. serait sans effet, si l'on y voyait la main du Roi.

Publicité pleine et entière de toutes nos actions, c'est ce que nous devons à nos concitoyens.

Bruxelles, le 7 octobre 1830.

Signé : Comte FÉLIX DE MÉRODR.  
SYLVAIN VAN DE WEYER.

Ministre de la guerre et de la marine à la fois, le prince Frédéric, qui se trouvait toujours à la tête de l'armée, partit d'Anvers pour La Haye, afin de se concerter avec le Roi son père, et revint bientôt, avec de nouvelles instructions, reprendre le commandement des troupes.

De son côté, le prince d'Orange, continuant ses mesures conciliatrices, leva la suspension dont le gouverneur de la Flandre orientale, Van Doorn, avait frappé le baron Van den Broeke de Terbecque, bourgmestre de Termonde, et afin de mettre son espèce de gouvernement en état de fonctionner, s'il réussissait à s'entendre avec les Belges, il lançait son décret du 10 octobre :

Nous GUILLAUME, prince d'Orange,

Vu notre arrêté du 7 de ce mois, n° 4 ;

Voulant assurer la marche régulière et légale de notre administration ;

Sur le rapport des ministres provisoirement attachés à notre gouvernement ;

La section du conseil d'État, siégeant à Anvers, entendue, et en vertu des pouvoirs à nous confiés,

Avons arrêté et arrêtons :

ART. 1<sup>er</sup>. Toute disposition émanée de Nous, relativement à l'administration des provinces soumises à notre gouvernement, devra, pour sortir son effet, être contre-signée par le ministre ou autre chef de département que la chose concerne.

ART. 2. Le ministre d'État, duc d'Ursel, contre-signera les actes qui ne se rattachent à aucun département établi.

ART. 3. Les ministres provisoirement attachés à notre gouvernement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Anvers, le 9 octobre 1830.

Signé : GUILLAUME, prince d'Orange.

Par Son Altesse Royale,

*Le Ministre d'État,*

Signé : Duc d'URSEL.

Les deux princes frères se trouvaient donc à Anvers, l'un à côté de l'autre, l'un présentant la branche d'olivier, l'autre brandissant l'épée. Quelle issue à prévoir de la crise ?

Pour récupérer la Belgique perdue par la maison d'Orange, il fallait que le prince se fit Belge.

Héritier présomptif de la couronne, pour accepter une mission aussi tardive, il lui fallait au moins de pleins pouvoirs, aussi larges qu'étendus, qui le missent à même d'agir selon la nature des circonstances, à connaître et à juger sur les lieux.

Le succès ne pouvait guère s'obtenir qu'en allant, *ostensiblement* au moins, contre les ordres et l'opinion du Roi. Rien de fâcheux comme les demi-mesures du souverain qui, ne permettant pas de concessions suffisantes, fit échouer les efforts du prince, lequel sentant son impuissance, tant qu'il restait garrotté par les instructions étroites du Roi, son père, dut finir par déclarer, dans une proclamation courte et énergique, qu'il reconnaissait la nationalité de la Belgique indépendante. L'égoïsme du père nuisait au succès du fils, et l'intérêt futur de la dynastie fut sacrifié sans retour.

Tout le monde sait que la méfiance et la jalousie la plus funeste du père contre le fils élevèrent toujours une barrière infranchissable entre Guillaume I<sup>er</sup> et l'héritier de sa couronne, et qu'à cette cause fut due, en grande partie, la perte de la Belgique. Envoyé à Bruxelles, le prince d'Orange aurait pu y jouer le rôle de pacificateur, si son père, méconnaissant ses véritables intérêts et ceux de sa maison, n'eût prétendu le tenir garrotté dans les liens de la dépendance la plus étroite. Ainsi lui furent interdits tout libre arbitre, toute action spontanée, qui seuls pouvaient, dans ces moments de crise et de danger toujours croissants, devenir l'ancre de salut de la dynastie menacée<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Le baron DE GROVESTINS. *La conférence de Londres et Guillaume I<sup>er</sup>*.

Le roi Guillaume profita du départ des deux ministres belges qui accompagnèrent à Anvers le prince d'Orange pour remettre à Van Maanen le portefeuille de la justice. Il avait eu l'air de se résoudre un instant au sacrifice de ce ministre de prédilection, en nommant à sa place le baron de Pallandt de Keppel. « Ce choix, disait le comte Van der Duyn à son beau-frère le baron de Capellen, ce choix est tellement extraordinaire, pour ne pas dire ridicule, qu'on ne peut y voir qu'une nouvelle déception, un simple prête-nom à l'aide duquel la main du prédécesseur puisse continuer de faire la besogne, sans crainte d'opposition. » (Page 189.)

Ce que l'on désirait surtout alors en Belgique, c'est que le gouvernement du Roi entrât franchement dans la voie d'une administration tout à fait indépendante de la Hollande. Toute restriction à cet égard devait soulever l'opinion et s'opposer au bienfait de la paix. Le prince d'Orange paraissait sentir cette nécessité. La grande majorité de la nation belge, tout en aimant la liberté, aimait surtout l'ordre sans lequel on ne pouvait en jouir; mais pour obtenir l'ordre, il fallait assurer aux provinces belges des concessions dont il n'y avait pas à se dissimuler l'étendue.

Dans une réception des officiers de la garde communale d'Anvers, accueillis par S. A. R. avec une cordiale affabilité, le prince leur dit *qu'il avait le cœur belge* et qu'il était prêt à écouter tous les avis et à en profiter dans l'intérêt des provinces belges. L'un de ces officiers plaida avec une touchante sollicitude pour l'amélioration du sort des prisonniers, et, d'après la réponse de S. A. R., on put espérer qu'un terme allait être mis à leurs maux. Ces pri-



sonniers se trouvaient au pouvoir du prince Frédéric, qui, malgré les sollicitations pressantes de son frère, se refusait à les relâcher. Cependant, deux jours après la réception dont il vient d'être parlé, le prince d'Orange, de son propre mouvement, rendit la liberté à MM. Pletinckx, Ducpétiaux et Évrard, tous trois arrêtés lors de l'attaque contre Bruxelles. Le premier fut arrêté par surprise, au moment où il s'avancait sur une barricade, le drapeau blanc à la main, et il fut si maltraité contre le droit des gens, qu'il se vit sur le point d'être fusillé. Les deux autres furent saisis à Vilvorde où ils s'étaient rendus en parlementaires près du prince Frédéric, pour lui demander quelque adoucissement aux prescriptions énoncées dans sa proclamation et une amnistie, afin de faciliter l'entrée pacifique à Bruxelles des troupes sous le commandement de ce prince, qui, pour toute réponse, donna l'ordre de les conduire prisonniers à Anvers.

Il paraît qu'au moment de son départ pour Anvers, le prince d'Orange s'était fait illusion, en disant au comte Van der Duyn qu'il comptait sur des propositions qu'on lui avait assuré devoir se produire. La démarche que tenta, à Bruxelles, près du Gouvernement provisoire, le prince Koslofsky, chargé d'une mission officielle par S. A. R., est une preuve que l'initiative des propositions partait du prince lui-même, qui s'était également mis en rapport avec quelques notabilités gantoises : J.-B. d'Hane, son frère, le comte d'Hane de Steenhuyse, et le professeur De Ryckere se rendirent, le 9 octobre, à Anvers, à l'invitation du prince d'Orange. Comme simples particuliers, disaient les journaux, ils n'avaient pu se refuser à un

appel de confiance. Ils crurent devoir insister tout particulièrement, dans leur entrevue, sur la nécessité d'une prompte et entière évacuation du territoire belge par les troupes hollandaises; ils démontrèrent aussi au prince que, s'il voulait que sa voix fût entendue du peuple, il devait s'en référer au Gouvernement provisoire, reconnu avec empressement par la Belgique entière, et à la veille d'être remplacé par le Congrès national, seul juge compétent et arbitre de nos communes destinées.

Au milieu de cette conflagration d'idées et de choses, pendant que de trois côtés à la fois se poursuivait fiévreusement l'exécution de systèmes et de volontés les plus opposées, le roi Guillaume, comme pour mieux embarasser et circonvenir l'opinion des deux peuples, avait, par arrêté du 8 octobre, convoqué à La Haye les États généraux, dont la session devait se tenir à Bruxelles en temps normal. Si cette dérogation à la coutume établie avait droit de surprendre fâcheusement les esprits en Belgique, où la restauration voulue par le monarque néerlandais avait des ménagements à garder, en Hollande, l'opinion générale ne paraissait voir dans cette mesure qu'un appel spécial aux députés des provinces du Nord, et l'on s'imaginait que la réunion des députés du Midi, dans une ville de ces provinces, établirait en fait la séparation, dont les conditions pourraient alors se régler à l'amiable, tout en diminuant l'irritation réciproque. Cette opinion semblait, d'ailleurs, se corroborer par l'insertion d'un article au *Journal d'Anvers*, sous la date du 12 octobre : on y déclarait comme très nécessaire à la cause et aux intérêts belges, la présence des députés du Midi à Anvers. Nous inclinons à penser

que cet article était une communication émanée du gouvernement temporaire du prince d'Orange, qui avait déjà débuté par la précaution d'inviter individuellement à se rendre auprès de lui à Anvers les députés des provinces méridionales.

Toujours actif, le roi Guillaume décréta le 10 octobre, à La Haye, un emprunt de 20 millions de florins. C'était la conséquence de son appel aux armes du 5 du même mois. Cet emprunt, mal accueilli en Hollande, échoua d'une façon piteuse et dut être en majeure partie contracté en Angleterre.

De son côté, le prince d'Orange décrétait, le 11 octobre, la liberté de l'instruction. Le 14, S. A. R. se rendit à bord du ponton où les prisonniers se trouvaient détenus. Il en fit mettre quatre en liberté, distribua des secours à tous et promit que d'autres obtiendraient bientôt la même faveur.

L'institution du jury étant vivement désirée par les Belges, le prince fit publier un rapport signé par le duc d'Ursel, Van Gobbelschroy et de la Coste, « chargeant ces « messieurs, en leur qualité de membres provisoirement « attachés à son gouvernement, d'examiner :

- « 1° Si la loi constitutionnelle permet qu'avant les
- « changements qu'elle doit subir, l'institution du jury soit
- « mise en vigueur;
- « 2° Dans le cas de l'affirmative, si cette mesure exige
- « une loi, ou si un arrêté qui abrogerait, en tout ou en
- « partie, celui du 6 novembre suffirait;
- « 3° Dans la supposition qu'un arrêté pût être conseillé

- à S. A. R., s'il faudrait rétablir dès à présent le
- jury pour tous les cas, ou se borner, pour le moment,
- à l'appliquer aux délits de la presse et aux délits politiques, etc., etc. »

Les ministres provisoirement attachés au gouvernement de S. A. R. lui proposèrent de charger le conseil d'État de cet examen.

Les journaux hollandais reconnaissaient à cette époque que la séparation était irrévocablement décidée. Dans cette conviction, ils exprimaient le désir que le gouvernement agit en conséquence et prit enfin une détermination qui mit fin à tant de malaise et d'incertitude :

- Que l'on ne cache pas plus longtemps le véritable
- état des choses. Le gouvernement ne peut dissimuler la
- prise d'un grand nombre de forteresses, la défection de
- toute la partie belge de l'armée, l'affermissement du
- gouvernement des révoltés, le peu de chance que l'on
- conserve de l'intervention étrangère. Que l'on déclare
- franchement qu'il est inutile de délibérer sur la sépa-
- ration, et qu'elle existe de fait. On pourra alors déployer
- le drapeau national et appeler la nation hollandaise
- aux armes, avec espoir de succès, pour se défendre, en
- cas d'attaque, contre l'étranger, comme on l'a fait il y
- a quinze ans. Si la possession de la Belgique est encore
- de quelque prix aux yeux de certaines puissances en
- Europe, *que le Roi abdique ses droits sur cette contrée;*
- si personne ne désire la posséder, que le Roi l'aban-
- donne à elle-même ! Le consentement des États généraux
- représentant des contrées restées fidèles, ne serait pas

« refusé. Qu'en attendant, le Roi démissionne tous les  
« employés belges, comme le Gouvernement provisoire le  
« fait à l'égard des fonctionnaires hollandais.

« Il résulte du simple examen de l'état des choses, que  
« les députés des provinces séparées de la Hollande ne  
« viendront plus siéger aux États généraux; car on ne  
« peut représenter dans une assemblée néerlandaise ceux  
« qui ne se regardent plus comme sujets de ce royaume. »

Le prince Frédéric venait de faire une absence de deux jours; parti pour La Haye le 14 octobre, il était rentré le 16 à Anvers. Ce jour-là fut passée en revue par le prince d'Orange, la 1<sup>re</sup> *afdeeling* d'infanterie, cantonnée à Contich. Ce régiment se composait de soldats brabançons, qui ne cessèrent de saluer S. A. R. par des cris d'enthousiasme où dominait celui de *vive le prince!* Peut-être ces marques d'attachement, dont il parut touché, contribuèrent-elles à l'affermir dans sa résolution de faire un pas décisif; car sa proclamation, datée du même jour, fut publiée à Anvers, le lendemain 17. Entretemps, les œuvres du roi Guillaume contrastaient singulièrement avec celles de son fils; car, renonçant à des efforts infructueux pour rallier la Belgique, qui s'était manifestement désaffectionnée, on le voit, sous la date du 15 octobre, interdire l'exportation des marchandises, des denrées comestibles et des munitions de guerre vers les parties méridionales du pays, qu'il qualifie désormais de *provinces révoltées*.

La confrontation consciencieuse des procédés de Guillaume I<sup>er</sup> avec ceux du Gouvernement provisoire nous a jusqu'ici clairement démontré que si, d'un côté, l'on voyait

entêtement, indécision, fausseté, l'on retrouvait toujours, de l'autre, une énergie égale, une volonté nettement définie, une entière franchise. Cette appréciation s'identifie, en quelque sorte, avec l'aveu que consignérent, dans de remarquables écrits, des hommes d'État hollandais, joignant à la probité politique une grande sûreté de vues.

Arrivée au point où nous sommes, la marche des événements établissait une évidente incompatibilité entre la qualité de ministre du roi des Pays-Bas et celle de ministre du gouvernement de la Belgique sous le prince d'Orange : MM. le duc d'Ursel, Van Gobbelschroy, de la Coste sollicitèrent de S. A. R. la permission de se retirer, afin de ne point contre-signer des mesures qu'Elle allait prendre, sans plus tenir compte des restrictions imposées par le Roi son père. Le prince d'Orange signa donc, le 16 octobre, un arrêté par lequel il dispensait ces personnages des fonctions qu'ils avaient récemment occupées près de lui ; puis, sans plus tarder, il lança cette proclamation qui a l'air d'un coup de désespoir :

« Belges ! Depuis que je me suis adressé à vous par ma  
« proclamation du 5 du présent mois, j'ai étudié avec soin  
« votre position ; je la comprends et *vous reconnais comme*  
« *nation indépendante* ; c'est vous dire que dans les pro-  
« vinces mêmes où j'exerce un grand pouvoir, je ne m'op-  
« poserai en rien à vos droits de citoyens ; choisissez libre-  
« ment et par *le même mode* que vos compatriotes des  
« autres provinces, des députés pour le Congrès national  
« qui se prépare, et allez y débattre les intérêts de la

« patrie. Je me mets ainsi, dans les provinces que je  
« gouverne, à la tête du mouvement qui vous mène  
« vers un état de choses nouveau et stable, dont la  
« nationalité fera la force. — Voilà le langage de celui  
« qui versa son sang pour l'indépendance de votre sol,  
« et qui veut *s'associer à vos efforts pour établir votre*  
« *nationalité politique.*

« Donné à Anvers, le 16 octobre 1830.

« Signé : GUILLAUME, prince d'Orange. »

Le dimanche 17 octobre, vers 5 heures du soir, une rixe eut lieu, à Anvers, entre le peuple, qui rentrait par la porte de Malines, et le poste militaire qui la gardait. Deux hommes furent tués et un troisième blessé. La garde communale occupa ce poste de concert avec la garnison, à la suite de ce triste événement.

Pendant cette situation si tendue, le roi Guillaume prononçait aux États généraux un discours du trône ambigu et obscur, peu propre à calmer l'agitation des esprits dans le Nord, où le mécontentement très réel croissait à tel point que, loin de dissimuler sa pensée, l'on disait hautement dans les cafés et dans les réunions populaires que le Roi, ne désavouant pas son fils, tous deux s'entendaient pour tromper le Nord dont ils dissipaient les ressources, afin de ressaisir le Midi, définitivement répudié par les anciennes provinces septentrionales<sup>1</sup>.

Voici la teneur d'une missive royale adressée à la

<sup>1</sup> COMTE VAN DER DUYN. *Souvenirs*, p. 212, 29 octobre 1830.

seconde chambre des États généraux, deux jours après l'ouverture de la session :

NN. PP. SS.,

Par la proclamation de Notre fils bien-aimé le prince d'Orange, parue à Anvers le 16 de ce mois, dont les motifs Nous sont peu connus et dont les conséquences peuvent être appréciées par Nous, il Nous paraît hors de doute que l'autorité constitutionnelle a cessé d'être reconnue dans les provinces du Midi.

Dans cet état de choses, Notre sollicitude doit se porter dorénavant sans partage sur les fidèles provinces du Nord ; et non seulement tous les moyens et facultés seront consacrés à leurs intérêts, mais aussi toutes les mesures de l'autorité constitutionnelle devront les concerner ; c'est d'après ce principe que toutes les propositions de notre part seront préparées et communiquées à cette assemblée. Nous espérons que ces intérêts seront traités sous le même point de vue par V. N. P., et que V. N. P. se considéreront, dès à présent, comme représentant les provinces du Nord, en attendant ce qui sera jugé, d'accord avec nos alliés, concernant les provinces méridionales.

La Haye, le 20 octobre 1830.

Signé : GUILLAUME.

« Qu'allait-on devenir avec ce Roi si parfaitement  
« content de lui-même qu'il s'imagine que, parce qu'il  
« ne veut pas voir le véritable état des choses, d'autres  
« ne le verront pas mieux que lui ? Il a défendu que le



« *Journal officiel* annonçât la proclamation du prince d'Orange du 16 octobre, tandis qu'elle se trouve dans tous les autres journaux. Circonstance assez curieuse : M. Carteret et le prince Galitzin, premiers secrétaires des ambassades d'Angleterre et de Russie à la cour des Pays-Bas, ont eu, à Anvers, une longue conversation avec le prince d'Orange, avant son grand pas. Il semble que la diplomatie n'est pas entièrement étrangère à ce coup de parti, que l'on croit pouvoir convenir à l'Europe, parce qu'on y a trouvé moyen de feindre que l'abandon de Guillaume I<sup>er</sup> n'apporte, quant à l'extérieur, aucun changement à la belle création de 1815. » <sup>1</sup>

Au lieu d'employer un langage clair et concis, pareil à celui du Gouvernement provisoire dans tous ses rapports avec le peuple belge, « le Roi, dans son message aux États généraux, a, comme toujours, un air douteux, une espèce de réticence et de réserve mentale, ce qui, de nos jours surtout, et dans la crise où nous nous trouvons, ne vaut rien. Il fallait ne point nommer le prince d'Orange, ou bien prononcer une phrase désapprobative de sa conduite... Dire, comme on l'a fait, qu'on ne connaît point les motifs de la levée de boucliers en question, après un intervalle de quatre jours, à vingt lieues de distance, et dans des relations de famille aussi intimes, c'est une niaiserie. Certes, ni le Roi ni personne ne peut prévoir les conséquences de ce parti plein de hardiesse. Dieu veuille qu'il ne soit

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN, p. 213.

« pas trop hasardé! Mais le prince a pu et dû communiquer à son père et à son Roi les motifs et l'occasion de sa démarche; s'il ne l'a point fait, il serait fortement coupable envers tous deux. Ensuite, pourquoi le Roi ne dit-il pas hardiment : je renonce à jamais aux provinces du Midi! Il se fût attaché de cœur et d'argent les provinces du Nord, et il eût fait naître un enthousiasme capable des plus grands sacrifices. »<sup>1</sup>

Le prince d'Orange, en vue de marcher vers l'accomplissement des vœux publics et le rétablissement de la paix, donna l'ordre du jour qui suit :

### Ordre du jour pour l'Armée.

S. A. R. le prince d'Orange donne à connaître aux troupes que la séparation entre les nationaux belges et hollandais, par corps, aura lieu sous peu, et que le lieutenant-général Van Geen est attendu pour l'effectuer. Les troupes belges resteront en Belgique et sous les ordres du prince.

S. A. R. engage tous les officiers, sous-officiers et soldats à attendre avec calme le moment où cette mesure sera mise à exécution.

Anvers, 18 octobre 1830.

Par ordre de S. A. R. le prince d'Orange,

Signé : Le comte DE CRUCQUENBOURG.

<sup>1</sup> VAN DER DUYN. *Souvenirs*.

La démarche décisive du prince, tout en le brouillant avec le Roi son père et avec les Hollandais, ne fut pas, en Belgique, couronnée de succès.

Le jour même où, persévérant dans son œuvre, il annonçait la séparation des troupes belges d'avec celles de la Hollande, le Gouvernement provisoire publiait une réponse à la proclamation par laquelle S. A. R. s'était mise à la tête du mouvement de la nationalité belge. Cette réponse, empreinte de beaucoup de vigueur, formulait les idées les plus justes avec une rare énergie d'expressions allant au cœur du peuple. Voici cette remarquable pièce qui relevait la nation belge aux yeux de l'Europe, devant laquelle des écrivains stipendiés par le roi déchu cherchaient à la déprimer :

## GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA BELGIQUE.

### A NOS CONCITOYENS.

Une proclamation signée GUILLAUME prince d'Orange, et publiée à Anvers, vient d'être envoyée au Gouvernement provisoire.

L'indépendance de la Belgique, déjà posée en fait par la victoire du peuple, et qui n'a plus besoin de ratification, y est formellement reconnue.

Mais il y est parlé de provinces où le prince exerce un grand pouvoir, de provinces mêmes que le prince gouverne.

Le Gouvernement provisoire auquel le peuple belge a confié ses destinées, jusqu'à ce qu'il ait lui-même déter-

miné, par l'organe de ses représentants, de quelle manière à l'avenir il se gouvernera, *proteste* contre ces assertions.

Les villes d'Anvers, Maestricht et Termonde, momentanément occupées par l'ennemi, obéiront au Gouvernement provisoire, aussitôt que la force des choses les aura rendues à elles-mêmes : elles ne peuvent reconnaître de gouvernement ni de pouvoir que ceux qui, en ce moment, régissent la patrie tout entière.

C'est le peuple qui a fait la révolution ; c'est le peuple qui a chassé les Hollandais du sol de la Belgique ; lui seul, et non le prince d'Orange, est à la tête du mouvement qui lui a assuré son indépendance et qui établira sa nationalité politique.

Lorsque le Gouvernement provisoire aura aidé le brave et généreux peuple belge à tirer de sa régénération sociale tous les avantages qu'il a le droit d'en attendre, ses membres seront fiers de se confondre de nouveau dans les rangs du peuple, pour jouir avec lui de la liberté qu'il a reconquise au prix de son sang.

Bruxelles, 18 octobre 1830.

Signé : CH. ROGIER, SYLVAIN VAN DE WEYER,  
comte FÉLIX DE MÉRODE, ALEXANDRE  
GENDEBIEN, DE POTTER.

Par ordonnance :

*Le Secrétaire,*

Signé : JH. VAN DER LINDEN.

La proclamation du prince d'Orange était imprégnée d'une idée toute personnelle ; la réponse du Gouvernement

provisoire respire le plus noble dévouement à l'intérêt public, une forte vitalité, une sereine grandeur civique.

Je vous reconnais comme nation indépendante, dit le prince.

L'indépendance de la Belgique, posée en fait par la victoire du peuple, n'a plus besoin d'être reconnue, reprend le Gouvernement provisoire.

Le prince dit qu'il ne s'opposera en rien à l'exercice des droits de citoyens, dans les provinces qu'il gouverne.

Le Gouvernement provisoire *proteste* ; le peuple belge lui a confié ses destinées. Les villes que gouverne le prince seront rendues à elles-mêmes ; elles ne peuvent reconnaître d'autre gouvernement que celui qui régit la patrie tout entière.

Je me mets à la tête du mouvement qui vous mène à un état de choses nouveau, à la nationalité !

C'est le peuple qui a fait la révolution ; c'est le peuple qui a chassé les Hollandais ; lui seul, et non le prince d'Orange, est à la tête du mouvement qui établira sa nationalité politique.

A l'intérêt personnel du prince, avide de ressaisir l'héritage d'une couronne, les membres du Gouvernement provisoire disent : Notre mission terminée, nous irons nous confondre de nouveau dans les rangs du peuple, pour jouir avec lui de la liberté reconquise au prix de son sang.

Elle doit être fière la nation belge d'offrir à l'histoire de pareils documents officiels, émanés de ses mandataires, au milieu d'une crise sanglante et pleine d'astucieux efforts pour nous remettre progressivement sous le joug ; car le roi Guillaume, bien loin de prendre aucun engagement qui le

liât, se réservait d'imposer à la Belgique un gouvernement militaire et de mettre à la charge de notre pays toutes les dépenses occasionnées par la révolution de septembre 1830. Ce monarque plein d'artifice nous laissait leurrer par le prince d'Orange, qui faisait miroiter à nos yeux le vain espoir d'un gouvernement séparé, lequel n'était dans l'idée fixe du Roi que la compression par la force.

Rien cependant ne semblait rebuter le prince d'Orange; la pièce suivante en fait foi :

#### COMMUNICATION DU PRINCE D'ORANGE

##### AU GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE BELGIQUE

(Pièces officielles.)

Le prince d'Orange charge M. le lieutenant-colonel Malherbe de se rendre à Bruxelles, auprès du Gouvernement provisoire et de lui donner à connaître que, vu la proclamation du 16 du présent mois, S. A. R. considère que les Belges et lui ont le même but en vue et veulent le voir atteint par les mêmes moyens. La conséquence naturelle de cet état de choses doit être un armistice, afin que le sang belge ne coule plus. S. A. R. fait donc proposer au Gouvernement de faire arrêter et défendre tout mouvement de troupes à sa disposition contre celles qui occupent encore une partie des provinces belgiques, et elle s'engage à ce que, dans ce cas, aucune attaque n'aura lieu de la part des troupes stationnées en avant d'Anvers, aussi longtemps que cet armistice proposé sera maintenu de part et d'autre.

Le prince fait connaître au Gouvernement provisoire qu'il a fait donner la liberté aux prisonniers détenus sur les pontons, et dont le sort dépendait exclusivement de lui.

Anvers, le 19 octobre 1830.

Signé : Le comte DE CRUCQUENBOURG, colonel  
aide de camp de S. A. R. le prince  
d'Orange.

Vu et approuvé par Nous,

Signé : GUILLAUME, prince d'Orange.

Dès le lendemain, il fut répondu à cette communication comme suit :

Le Gouvernement provisoire de la Belgique, comité central, charge M. le chevalier de Gamond de représenter à S. A. R. le prince d'Orange qu'avant de pouvoir prendre aucune détermination relativement à la proposition du prince, savoir celle de défendre tout mouvement de troupes belges à la disposition dudit Gouvernement provisoire contre les troupes ennemies encore en Belgique, il faudrait qu'il fût bien constaté :

1° Que ces troupes ennemies dépendent exclusivement du prince d'Orange, et qu'elles obéissent à lui seul comme général en chef;

2° Que le premier il a donné l'ordre d'évacuer la province d'Anvers, la ville de Maestricht et Termonde, pour se retirer au delà du Moerdyk en Hollande;

3° Que cet ordre sera ponctuellement exécuté, et ce, dans le plus bref délai possible.

Le Gouvernement provisoire s'empressera de mettre en liberté tous les prisonniers hollandais, dès qu'il ne restera plus aucun Belge en Hollande.

Bruxelles, 20 octobre 1830.

Signé : DE POTTER, CH. ROGIER, SYLVAIN VAN DE  
WEYER, FÉLIX DE MÉRODE.

Le Gouvernement provisoire pouvait-il avoir confiance dans la sincérité des négociations que l'on cherchait à entamer avec lui à Bruxelles? Agissait-on à son égard de bonne foi et avec franchise? C'était peu probable. Le prince d'Orange lui-même n'était-il pas l'instrument du double jeu du roi Guillaume? Ces considérations devaient être mûrement pesées, car les troupes belges étaient retenues dans l'armée hollandaise, et l'on faisait en Hollande une levée générale, comme si l'on avait le projet de fondre en masse sur la Belgique, et cette levée se décrétait le 5 octobre, au moment même où le prince d'Orange venait à Anvers pour s'entendre avec la Belgique.

C'était avec un sentiment de haine continu que le gouvernement hollandais procédait à l'égard de la Belgique. Toutes ses mesures nous le montrent avide de domination et de vengeance, guettant la proie qui lui échappait et toujours prêt à la ressaisir en se jetant sur elle au premier moment favorable.

Cet état, sans nom, qu'on ne pouvait qualifier ni de paix ni de guerre, ni d'union ni de séparation, devenait intolérable pour les deux pays, car leur commerce respectif était paralysé. L'opulente ville d'Amsterdam, menacée d'une effroyable banqueroute, jetait de hauts cris contre



la désastreuse ténacité de son gouvernement et voulait la séparation. A La Haye, au contraire, dans les régions de la cour, régnait une arrogance fougueuse, une ardeur fébrile de monter à cheval contre les révoltés, et toute idée de modération, toute défense des droits de la Belgique était combattue par des conseillers imprudents. Chaque nouvelle disposition bienveillante du prince d'Orange, prise à Anvers en faveur des Belges, lui valait de nouvelles injures de la part des journaux hollandais. Les *Nederlandsche Gedachten* déclaraient le prince d'Orange déchu de la succession du Nord, s'il réussissait à régner sur le Midi. Le *Nederlandsch Verbond*, du 20 octobre 1830, demandait que l'on prescrivît au Roi de changer la succession au trône dont le prince d'Orange était déclaré déchu.

Nous avons vu, par l'ordre du jour du prince d'Orange, en date du 18 octobre, que le lieutenant-général Van Geen était attendu pour effectuer la séparation des troupes, mais il ne parut point. Toujours animé des dispositions les plus hostiles contre la Belgique, le roi Guillaume se garda bien de donner à notre pays l'appui d'une force militaire considérable et bien organisée ; il fit, au contraire, procéder au désarmement des troupes belges et s'empara de leur habillement.

Le prince d'Orange devant passer, le 24 octobre, la revue des troupes belges organiquement séparées des Hollandais, il fallait, pour rendre cette revue possible, commencer par une répartition nouvelle des cadres dans les corps belges, qui étaient censés recevoir une organisation distincte des éléments hollandais et en former provisoirement un tout homogène. Les officiers belges convinrent donc entre eux

de se rendre, dès 7 heures du matin, aux quartiers occupés par leurs troupes, afin de les mettre en état de figurer avec honneur à la revue que le prince d'Orange allait passer quelques heures plus tard ; mais quelle ne fut pas leur surprise quand, dans la direction des casernes, ils rencontrèrent leurs soldats partant en congé, vêtus simplement de la veste et du pantalon de toile, et apprirent de leur bouche qu'ils avaient dû se lever la nuit pour déposer leurs armes et leurs effets, que les officiers et sous-officiers hollandais étaient restés à cette fin, et que, pour écrire leur congé, ils avaient passé toute la nuit à la caserne. Les volontaires avaient reçu leur congé définitif, les miliciens un congé provisoire.

Les officiers belges, se doutant bien qu'une telle mesure avait été prise en dehors de la participation du prince, puisqu'il n'aurait pas manqué de décommander la revue projetée, décidèrent que trois d'entre eux iraient au palais rendre compte à S. A. R. de ce qui venait de se passer. Le prince en fut atterré, devint très pâle et dit : « Puisqu'il en est ainsi, la revue devient impossible. »

D'un autre côté, une partie des sous-officiers et cavaliers du 10<sup>e</sup> régiment de lanciers, en assez grand nombre pour former un escadron, ayant dû, avant de recevoir leur congé, remettre leurs chevaux et leurs armes, se concertèrent pour les reprendre le lendemain matin, pendant le trajet, à ceux de leurs camarades hollandais chargés de conduire ces chevaux à Bréda. « Puisque la Belgique, » disaient-ils, « avait contribué autant que la Hollande au » paiement des chevaux et des armes de ce régiment, ils » appartenaient aux Belges autant qu'aux Hollandais, et

« ceux-ci n'avaient pas le droit de les leur enlever. » Ils résolurent donc d'aller les attendre au passage, vers le village de Brasschaet, et de reprendre de gré ou de force leurs chevaux et leurs armes, pour se diriger ensuite, par la bruyère, sur Bruxelles, par Lierre et Malines. Ils firent à un officier belge de leur corps la proposition de les commander ; mais celui-ci, se considérant comme lié par un sentiment de délicatesse à l'armée qu'il quittait, refusa, les dissuada de l'exécution de leur projet, et ils y renoncèrent.

Les officiers belges, sensibles à l'affront qu'ils venaient d'essuyer, donnèrent, le même jour, leur démission en masse.

Le gouvernement temporaire des provinces méridionales se trouvait supprimé, depuis le 20 octobre, par un arrêté royal ainsi conçu :

Les pouvoirs confiés par notre arrêté du 4 de ce mois à notre fils bien aimé le prince d'Orange sont révoqués. Notre gouvernement, en conformité de la loi fondamentale, se bornera dès à présent aux provinces du Nord, au grand-duché de Luxembourg, ainsi qu'aux provinces du Midi où notre autorité est reconnue, jusqu'à la décision de nos alliés.

Les forteresses d'Anvers, de Maestricht et de Venloo seront nonobstant gardées par nos troupes, et pour autant que cela n'aurait pas lieu, le seront aussitôt qu'il sera jugé nécessaire par nos commandants.

Donné à La Haye, le 20 octobre 1830.

Signé : GUILLAUME.

Un deuxième arrêté prescrit ce qui suit :

Vu notre arrêté de ce jour,

et prenant en considération que notre fils bien-aimé le prince d'Orange a, par son arrêté du 16 de ce mois, donné à Anvers, chargé les gouverneurs et les états députés des provinces où son autorité est encore reconnue, de toutes les affaires qui en seraient susceptibles, et de recourir à lui directement, dans le cas où une décision de sa part serait nécessaire, Nous avons arrêté que les gouverneurs et les états députés des provinces de Limbourg et d'Anvers seront, dans les cas susmentionnés, dorénavant obligés de s'adresser à nos commandants dans les forteresses de Maestricht et d'Anvers, à qui nous confions les pouvoirs à cet effet.

Donné à La Haye, le 20 octobre 1830.

Signé : GUILLAUME.

Trois jours auparavant, le général Chassé, de concert avec le prince Frédéric, qui lui remit le commandement et retourna à La Haye, signifia à la régence d'Anvers, par dépêche du 17 octobre, n° 536, la déclaration de la mise en état de siège de la forteresse, ajoutant toutefois que la tranquillité et le repos des habitants pourraient seuls peut-être le porter à le reculer de quelques jours.

Le 18 octobre, profitant du départ de son frère, le prince d'Orange fit mettre en liberté tous les prisonniers sans exception, tranchant ainsi la question de leur échange de la manière la plus généreuse et la plus complète.

Sur ces entrefaites, le roi Guillaume enjoignit au général Chassé et à tous les généraux commandant ses troupes de ne plus obtempérer aux ordres du prince d'Orange, et celui-ci, dans la nuit du 25 au 26, quitta la place d'Anvers sur un bateau à vapeur qui le débarqua à Willemsdorp!!! Le séjour de S. A. R. à Anvers avait fait naître une violente mésintelligence entre le père et le fils.

Le prince dut, paraît-il, garder les arrêts à Willemsdorp, village où il ne put trouver qu'un misérable logement. La localité ne lui offrant rien de mieux, il s'installa dans un cabaret. Sa dignité blessée lui fit réclamer du roi son père l'envoi au Moerdyk, en face de Willemsdorp, d'un bâtiment de la marine royale, afin qu'en s'y établissant, l'héritier du trône ne fût plus exposé à se compromettre dans le cabaret où les bateliers allaient boire la goutte et fumer la pipe, et où il était confiné avec ses aides de camp dès le 26 octobre, la veille du jour où les Hollandais bombardèrent Anvers.

Les sollicitations de la princesse d'Orange modifièrent cet état de choses. Le 27 octobre, au matin, l'ambassadeur de Russie se rendit près du prince à Willemsdorp, où la princesse d'Orange et ses deux fils aînés, partis de La Haye à onze heures du matin, arrivèrent également dans l'après-midi du même jour. La princesse et les princes voyagèrent dans une voiture à six chevaux, suivie de deux autres, ce qui comporte une suite indiquant quelque séjour.

Le comte Van der Duyn et le comte de Reede, grand chambellan du roi Guillaume, avaient eu, le 25 octobre, à La Haye, une conversation intéressante avec la princesse d'Orange. « S. A. R. leur dit qu'elle leur parlait comme

« à des amis sincères et des serviteurs dévoués au roi ; que  
« sans cela elle ne se permettrait pas une démarche qui  
« lui coûtait beaucoup ; elle témoigna le désir que les  
« motifs de la conduite du prince fussent plus connus,  
« qu'alors il serait moins mal jugé.

« La princesse se plaignit du roi, en termes respectueux  
« mais fermes, du peu de confiance qu'il lui témoignait,  
« et principalement du passage relatif au prince, dans le  
« message aux États généraux, et particulièrement du  
« décret qui suspend S. A. R. de ses fonctions, par le  
« retrait des pouvoirs dont Elle était revêtue par l'arrêté  
« du 4 octobre. Se plaignant aussi de la position difficile  
« faite au prince et à elle-même, la princesse désirait que  
« nous en parlussions au roi (Reede en particulier, car,  
« bien instruite de nos positions respectives vis à vis du  
« roi, c'est à lui qu'elle adressait cette partie de son dis-  
« cours) ; que nous rapportassions ce qu'elle venait de  
« nous dire, en demandant à S. M. si elle avait donné  
« quelque sujet de mécontentement, ce qu'elle ne pen-  
« sait pas.

« Ensuite, elle nous communiqua plusieurs lettres de  
« son mari, comme preuves de son respect et de son obéis-  
« sance au roi, ce qu'elles prouvaient effectivement, de  
« même que son affection pour elle et ses enfants ; pau-  
« vres écrits du reste, pour le fond comme pour la forme,  
« portant bien le cachet de la légèreté, de l'indécision et  
« du peu de caractère imputé à ce malheureux prince. On  
« parla ensuite de sa position à Anvers, déjà embarrass-  
« sante et pouvant devenir dangereuse, de la nécessité où  
« le prince semblait être de quitter cet endroit ; ce qui pou-

« vait encore se faire de plein gré, et bientôt peut-être  
« plus ! Il fut ensuite question de l'endroit où l'on pourrait  
« se rendre. Sur ce point nous ne fûmes pas d'accord,  
« Reede et moi. Je pensais qu'au risque, faible encore, à  
« mon avis, d'essuyer quelques preuves d'impopularité des  
« gens d'ici, au retour du prince, ce retour n'en était pas  
« moins absolument nécessaire ; que le prince devait venir  
« se jeter aux pieds de son roi, puis dans les bras de son  
« père, et que ce retour pourrait être accompagné d'une  
« proclamation du roi, dans laquelle il annoncerait au  
« peuple que son fils était non seulement de retour, mais  
« qu'il en avait reçu des explications satisfaisantes qui lui  
« permettaient de pardonner en père et en roi l'irrégularité  
« des démarches auxquelles le prince n'avait été entraîné  
« que par de faux rapports sur l'état des esprits en Bel-  
« gique. Une démarche de ce genre, franche et noble, ne  
« pouvait, ce me semble, que faire le plus grand bien, en  
« calmant les esprits et en touchant les cœurs. Elle pou-  
« vait prévenir le danger du changement de succession ;  
« ce retour, d'ailleurs, fût-il peu proposable et même dan-  
« gereux sous d'autres rapports, me paraissait cependant  
« nécessaire et commandé par l'arrêté du 20, et comme  
« une suite obligée de cette détermination du roi. Car,  
« enfin, si ce prince restait à Anvers, depuis que ses fonc-  
« tions ont entièrement cessé, qu'y fera-t-il ? Quel rôle y  
« jouera-t-il ? N'aura-t-il pas au moins l'apparence de  
« joindre le tort de la désobéissance à celui d'avoir impru-  
« demment dépassé ses pouvoirs ?

« Reede, effrayé de la défaveur publique encourue ici  
« par le prince et des propos dont il est l'objet dans toutes

« les classes de la société, semblait trouver ce retour trop  
« dangereux pour oser le conseiller. Il parla aussi de l'em-  
« barras où se trouverait le roi, relativement aux diverses  
« fonctions publiques, à l'exercice desquelles les diffé-  
« rentes charges du prince l'appellent, et je ne saurais  
« nier tout à fait la justesse de ces réflexions.

« Mais aux grands maux les grands remèdes, et pour le  
« moment surtout de la décision et de la franchise. Si le  
« chef du Gouvernement en avait eu, il y a quatre se-  
« maines, si, laissant de côté les finesses et la politique,  
« et les réticences d'un respect exagéré pour des traités  
« injustes et mal faits, il avait franchement consenti, pour  
« sauver le Midi, à se borner *personnellement* au Nord, il  
« eût certes conservé avec honneur cette partie du ci-  
« devant royaume, tandis qu'à présent il risque fort de  
« tout perdre. »<sup>1</sup>

Ces conseils d'un esprit large et élevé, à l'aide desquels le noble comte, gouverneur de la Hollande méridionale, voulait qu'on fit franchir au prince d'Orange le mauvais pas où il se trouvait engagé, plaisaient à la princesse d'Orange. Avec de pareils sentiments, le comte Van der Duyn n'était pas homme à sympathiser avec le roi et à admettre la marche imprimée aux affaires de l'État, les procédés mesquins du monarque, ses idées étroites et sa ténacité obstinée, longtemps colorée du mot : persévérance.

Le comte Van der Duyn étant en grande estime auprès du prince et de la princesse d'Orange, celle-ci tint à le con-

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN, lettre du 26 octobre 1830 au baron de Capellen, p. 217.



sulter dans la situation perplexe de son mari. Nous croyons utile de compléter ces détails intéressants par l'extrait d'une lettre du comte en date du 28 octobre 1830 au baron de Capellen : <sup>1</sup>

« J'ai été appelé lundi dernier avec le comte de Reede  
« (grand chambellan), dans le cabinet de la princesse  
« d'Orange, après avoir eu l'honneur de dîner chez elle ;...  
« j'ai été singulièrement touché de la situation triste et  
« embarrassante où elle se trouvait, entre ses parents et  
« son mari, dont elle nous montra les lettres, tellement la  
« pauvre personne avait le cœur gros et besoin de s'ouvrir  
« à des personnes qu'elle considérait, nous dit-elle, comme  
« particulièrement dévouées au roi et devant avoir sa confiance ! Elle me répéta à cette occasion, d'une manière  
« fort obligeante, que le prince avait *ardemment* désiré  
« m'avoir avec lui, comme censeur de ses démarches, et  
« pouvant rendre compte de ses motifs et de ses bonnes intentions (Reede, qui ne savait rien, regardait avec stupéfaction) ; mais que le roi ne l'avait absolument pas voulu,  
« ajoutant : *qu'elle ne se permettrait pas de répéter le motif*  
« *de ce refus donné par Sa Majesté.*

« Le résultat, comme le but de cette conversation, était  
« des plaintes modérées sur les mesures du roi à l'égard  
« de son fils, la justification de celui-ci, avec le désir exprimé que ce que l'on avait dit fût rapporté au roi. Ce  
« dernier point s'adressait plus particulièrement à mon  
« compagnon d'infortune, pour qui cela était surtout em-

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN, lettre du 28 octobre 1830 au baron de Capellen, p. 220.

« barrassant ; aussi faisait-il une drôle de mine en pro-  
« mettant à la princesse de s'acquitter de son ambassade.  
« Je dois ajouter que cette démarche de la princesse était  
« accompagnée des formes les plus parfaites, quant à la  
« mesure et l'espèce de dignité qu'elle y mit, sans exclure  
« le touchant de la chose. Je saisis cette occasion de lui  
« témoigner mon désir et l'importance que j'attachais à  
« ce que le prince se hâtât de revenir ici prendre sa place  
« près du trône et dans les bras de son père, au risque de  
« quelque impopularité momentanée et des jugements  
« hasardés de quelques personnes, que l'on ne pourrait  
« mieux calmer et dérouter que par une présence immé-  
« diate, en évitant surtout de se donner un air coupable.  
« La princesse paraissait aussi de cet avis. Ce n'était pas  
« tout à fait celui de notre tiers ; mais je suis bien aise  
« d'avoir pu exprimer mon opinion (sans m'imaginer  
« qu'elle influera beaucoup sur la détermination), car je  
« la crois juste et propre à prévenir de plus grands incon-  
« vénients d'une apparence de scission dans la famille  
« royale. »

Le voyage de la princesse d'Orange à Willemsdorp, que le comte Van der Duyn qualifie de mystérieux, et que la cour considérait sans doute comme tel, ne manquait cependant point d'apparat, puisqu'il s'exécutait avec une voiture à six chevaux de poste suivie de deux autres voitures à quatre chevaux ; aussi causa-t-il de l'étonnement aux populations des villes traversées par S. A. I. et R., à Rotterdam et à Dordrecht.

Le but de la princesse était-il d'agir sur le roi par la

crainte d'un départ avec ses enfants pour la Russie, si Guillaume, refusant d'écouter son intercession et celle de la reine en faveur de l'héritier de la couronne, s'obstinait à le laisser dans la déplorable position où il le tenait ? La présence à Willemsdorp de l'ambassadeur russe donne quelque poids à cette conjecture, en ce sens que le rapport officiel du diplomate, parlant *de visu*, pouvait coïncider, en la corroborant, avec une lettre de la princesse d'Orange à l'empereur de Russie, son frère.

« Dilayer, finasser, et puis comme un mur ! Impossible  
 « de faire revenir sur rien et de déplacer une idée dans  
 « cette tête de fer.

« Le refus de rassembler les militaires belges autour  
 « du prince d'Orange, fortifie l'opinion qu'on n'était pas  
 « de bonne foi vis à vis du *fiis respectueux*, mais *plutôt*  
 « jaloux des succès trop grands qu'il eût peut-être pu  
 « avoir. Là aussi, le cas serait donc que, pour avoir voulu  
 « travailler pour soi personnellement et ne rien céder, on  
 « a contribué soi-même à perdre le tout. » <sup>1</sup>

A ce moment même, de graves événements se passaient à Anvers.

Le général Chassé avait dénoncé la mise en état de siège de la forteresse, dès le jour où le prince d'Orange avait proclamé qu'il reconnaissait la Belgique comme nation indépendante et se mettait à sa tête ; mais le général avait reculé de quelques jours les effets de cette mesure comminatoire, à la sollicitation sans doute de la régence d'An-

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN. *Souvenirs*, p. 252.

vers, appuyée de la recommandation du prince d'Orange. Le 24 octobre, l'état de siège fut mis en vigueur et, le 26, de grand matin, la bourgeoisie se leva spontanément contre la force armée, chargée de faire respecter cet état de choses très gênant pour une cité aussi commerçante qu'Anvers. Le combat, qui fut vif et opiniâtre partout, se soutint, du côté du port, par des ouvriers et des matelots jusque dans la matinée du 27, et le poste de la porte Rouge fut désarmé.

Dès 7 heures, des notables s'étaient rendus à la citadelle, afin d'obtenir la cessation des hostilités. M. Osy, président de la banque d'Anvers, se trouvait à la tête de cette députation qui avait à sa suite M. Van Herreweghe, fondé de pouvoir du Gouvernement Provisoire, lequel autorisait ce délégué à prendre possession de la ville et de la citadelle d'Anvers et à les faire occuper au nom du peuple belge. Le général Chassé accorda la cessation des hostilités, en stipulant que ses troupes se retireraient à l'arsenal et à la citadelle, et que lui ne commettrait aucune hostilité contre la ville, aussi longtemps que la bourgeoisie resterait paisiblement en possession de la place.

L'état de démoralisation de la troupe hollandaise avait ôté au général Chassé l'espoir de maintenir Anvers contre une attaque extérieure : les troupes de Niellon pénétrèrent en ville, vers 7 heures du matin, par la porte Rouge, tombée la nuit précédente au pouvoir des Anversois.

Niellon et Mellinet, qui avaient refoulé l'armée hollandaise dans les murs d'Anvers, déclinerent la compétence de l'autorité civile, et posèrent en fait que l'autorité mili-

taire seule devait tout régler. Les points de la convention du matin furent rompus.

Dans l'après-midi, des volontaires faisant partie de la troupe de ces deux chefs, allèrent briser la porte de l'arsenal et voulurent faire prisonniers des soldats hollandais qui s'y trouvaient.

Ce fut alors que, pour l'agression de quelques coups de fusil, le général Chassé fit subir aux habitants de la ville d'Anvers « *les maux terribles et incalculables* » dont il les avait menacés. L'interprétation rigoureuse des lois de la guerre justifie-t-elle, pour un fait aussi minime, le bombardement d'une ville, l'incendie des propriétés, la mort de personnes innocentes ?

La partie éclairée de la population anversoise ne se fit pas illusion, en subissant l'effroyable catastrophe d'un bombardement simultané par la citadelle et la flotte ; elle comprit bien que son sort était décidé d'avance par le roi Guillaume : si le général Chassé n'avait eu en vue que la nécessité de repousser l'attaque de quelques volontaires, il eût riposté à coups de canon, la mitraille suffisant pour protéger les troupes hollandaises ; mais non, le premier feu de la citadelle fut celui des mortiers, lançant leurs bombes pour propager l'incendie au loin dans la ville ; car les bombes étaient dirigées sur la place Verte, la tour de la grande église servant de but aux pointeurs.

Le bombardement par la citadelle dura depuis 2 heures de l'après-midi jusqu'à 7 1/2 heures du soir : l'arsenal était en flammes à 6 heures ; à 11 heures, l'incendie de la tour Saint-Michel annonçait la destruction de l'entrepôt. Le feu de la citadelle eut pour auxiliaire celui de 8 navires de

guerre qui foudroyèrent la ville, depuis 3 1/2 heures jusqu'à 11 1/2 heures.

L'incendie de l'entrepôt l'uisait encore, que, dans sa mémorable séance du 24 novembre 1830, le Congrès national proclamait la déchéance des Nassau de tout pouvoir en Belgique.

C'est ainsi que la ville, citée comme la plus inoffensive, et la population comme la plus calme, devinrent l'objet d'une vengeance implacable. Elles reçurent le châtiment que les Hollandais étaient avides d'infliger, pour punir le succès de l'armée des patriotes.

Le roi fit remettre 32 décorations de l'ordre militaire de Guillaume, *comme une marque de satisfaction pour les services rendus, lors du bombardement d'Anvers*, par des officiers qui, sans danger aucun, donc, sans gloire, et bien à l'abri, derrière les remparts de la citadelle, avaient commandé et dirigé le bombardement.

Il faut espérer, pour les officiers qui reçurent ces décorations, que leur séjour se sera prolongé à la citadelle jusqu'au siège soutenu contre l'armée française. La brillante défense de 1832 leur aura valu, en ce cas, des promotions justement et noblement méritées dans l'ordre militaire de Guillaume.

L'essai de conciliation du prince d'Orange à Anvers ayant complètement échoué, la mésintelligence, déjà ancienne, entre le roi et son héritier présomptif, s'était fortement accrue. Liée par des restrictions trop absolues, S. A. R. vit, dès le début, ses efforts se paralyser dans cette entreprise exposée au hasard ; puisque, loin de recevoir des propositions de la Belgique, comme il le disait,

le soir de son départ de La Haye, au comte Van der Duyn, il avait dû lui-même en prendre l'initiative, et, une fois engagé, il s'était avancé de plus en plus, en dehors des instructions de son père. Le 19 octobre, un article, daté de La Haye, parut dans les journaux d'Amsterdam, et fut reproduit par la *Gazette d'État* de Prusse. On y disait que la résolution du prince d'Orange de publier sa proclamation du 16 du même mois avait été précédée des circonstances suivantes :

Le prince aurait, à ce qu'il paraît, informé le roi son père qu'il ne connaissait d'autre moyen de pacifier les provinces méridionales, que d'accepter le gouvernement de la Belgique, avec le titre de prince souverain, de duc, ou, ce qui lui serait le plus agréable, de gouverneur ou de stadhouder, bien que ce dernier titre ne lui parût guère devoir trouver d'adhésion chez les Belges. S. M. répondit, par une lettre fort paternelle, que si la couronne de la Belgique était offerte au prince, Elle ne s'y opposerait pas, pour le cas où cela pourrait mettre fin à l'insurrection, à l'effusion du sang, et faire le bonheur du prince et de ses descendants ; cependant sous les conditions suivantes :

1° Que cette mesure obtiendrait l'assentiment des hautes puissances alliées de S. M. ;

2° Que, pendant tout le cours des négociations à ce sujet, les forteresses occupées par les troupes royales devaient rester en leur possession ;

3° Enfin, que dans aucun cas le grand-duché de Luxembourg ne serait compris dans le territoire belge.

A la réception de cette lettre, le prince en conféra avec les membres de son gouvernement à Anvers, et insinua qu'il se croyait autorisé à se déclarer le chef du Gouvernement provisoire de la Belgique. Quelques uns de ces messieurs déconseillèrent au prince cette démarche, mais après une conférence ultérieure avec les notables belges présents à Anvers, S. A. R. prit l'importante résolution de publier sa proclamation, laquelle, comme on sait, ne put être contre-signée par les ministres duc d'Ursel, de la Coste et Van Gobbelschroy. Quatre jours après, parut l'arrêté royal du 20 octobre, retirant les pouvoirs dont avait été investi le prince d'Orange.

Lorsque le même prince présidait le conseil d'État du royaume des Pays-Bas, il avait apprécié le mérite d'un référendaire, qui joignait à des connaissances variées une grande facilité de rédaction dans les deux langues. Aussitôt que le baron Désiré Behr connut la proclamation du prince, il quitta La Haye pour venir se mettre à sa disposition à Anvers, et S. A. R. le chargea près du Gouvernement provisoire d'une mission secrète, qui devait s'exercer avec une grande étendue de pouvoirs ; en effet, les propositions dont le baron Behr était porteur stipulaient la séparation complète de la Belgique, avec le prince d'Orange comme souverain du nouvel État indépendant.

Comme au cours de ces négociations, on avait à s'occuper d'une proposition du prince d'Orange, tendante à suspendre les mouvements hostiles, le Gouvernement provisoire saisit cette occasion pour demander que les fortes-resses belges occupées par les troupes hollandaises fussent évacuées, et que ces troupes se retirassent au delà du



*Moerdijk*. Cette demande fut-elle transmise au roi Guillaume? La colère de ce souverain contre son fils, futur héritier de la couronne paternelle, provient-elle de ce fait?

S'il devait régner sur la Belgique, avec le consentement plus ou moins réel de son père, le prince chercherait-il à étendre les limites du territoire qu'il aurait à régir, dans l'expectative du rétablissement du royaume des Pays-Bas, par une réunion nouvelle de la Belgique aux provinces septentrionales? Dans cette hypothèse, le Gouvernement provisoire appréhendait que le prince ne voulût tenter plus tard cette reconstitution de l'État sous la même forme qu'il avait été créé en 1815, et il exigeait expressément l'adoption par le prince d'Orange des couleurs brabançonnnes, qui devaient être désormais le signe représentatif de la Belgique indépendante.

Le prince, qu'il ait prémédité ou non la restauration du royaume sur sa base primitive, avait successivement adopté toutes les conditions du Gouvernement provisoire, mais il ne voulut jamais subir la cocarde tricolore. S'il se montra accommodant sur la proposition des moyens mis en avant pour arriver à la séparation des armées, des finances, etc., il refusa obstinément de renoncer à la cocarde orange.

« L'Europe, disait-il, le considérerait comme un renégat, « s'il abandonnait les couleurs de sa maison. »

Plus s'accroissait la résistance du prince, plus le Gouvernement provisoire comprenait la nécessité de ne traiter définitivement avec lui, qu'au prix de sa rupture complète avec la Hollande, par l'acceptation du drapeau et de la cocarde, symboles nouveaux de l'indépendance de la Belgique.

Le refus absolu du prince fut interprété à Bruxelles, et *par son mandataire lui-même*, comme la preuve que d'Orange nourrissait une arrière-pensée de restauration intégrale. Les négociations furent rompues le 24 octobre, et le prince se décida à quitter Anvers pour attendre les événements; il proposa au baron Behr de l'accompagner; mais, comme Belge, celui-ci s'imposa le devoir d'un refus et remit sa démission au prince, qu'il ne revit plus.

Le prince d'Orange destitué, c'est le mot, par le roi son père, le 20 octobre, des fonctions qui lui avaient été confiées pendant deux semaines, n'en persista pas moins à rester à Anvers jusqu'au 25, continuant, pour s'entendre avec le Gouvernement provisoire, des tentatives qui semblaient désespérées. S. A. R. comptait se rendre le 24 à Bruxelles, à la tête des troupes belges séparées des Hollandais, mais la mesure du licenciement subit des Belges, ordonné à l'improviste par le roi Guillaume, renversa la dernière espérance du prince à Anvers.

« Jusqu'à présent, ceux mêmes qui ne l'approuvaient  
« pas ont pu le plaindre et admettre quelques excuses à  
« l'entraînement de sa conduite; mais ce passage brusque  
« d'un côté à l'autre, quelle inconséquence! quel plus sûr  
« moyen de se mettre mal de deux côtés à la fois! Comme  
« tout se sait, l'offre de sa personne et de son bras au Nord,  
« sous la distinction futile, pour ne pas dire jésuitique,  
« qu'à présent il ne s'agit plus de l'indépendance du Midi,  
« mais de la défense du Nord, est une conduite déplorable  
« à force d'être inconséquente. Et, s'il est vrai, comme on

« me l'assure, qu'il a été refusé, voilà bien le comble de  
« l'humiliation ! <sup>1</sup>

« Au dîner de la cour, le 31 octobre, tout se passa  
« comme si de rien n'était. S. A. R., arrivée le même jour,  
« dit au comte Van der Duyn qu'elle avait été fort étonnée  
« de recevoir l'ordre de ne pas venir, puis ensuite l'ordre  
« contradictoire, apporté par l'aide de camp du roi, de se  
« rendre tout de suite à La Haye.

« Le 1<sup>er</sup> novembre, le prince se rendit à l'église, avec  
« la famille royale, et fut bien accueilli par la foule,  
« malgré la mauvaise humeur de celle-ci, à la sortie et  
« sur toute la route. »

Le 2 novembre, il partit pour l'Angleterre, afin d'éviter sans doute de reprendre, en un pareil moment, ses fonctions de président du Conseil d'État, et aussi peut-être avec l'intention d'aller défendre à Londres, près de la Conférence, les intérêts de la maison d'Orange.

Les États généraux réunis à La Haye, rédigèrent une adresse au roi, pour demander la dissolution légale de l'union existante entre les provinces du Nord et celles du Sud.

D'un autre côté, une députation de deux Anversoïis, représentant la noblesse et les notables, se fit annoncer, le 1<sup>er</sup> novembre 1830, au roi Guillaume, pour plaider les intérêts de leur ville. Le roi leur fit connaître brièvement qu'il n'était pas disposé à leur adresser la parole, attendu qu'ils s'annonçaient en qualité de députés d'Anvers, et qu'il

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN, 2 novembre 1830. *Souvenirs*, p. 224.

n'admettrait point en sa présence les délégués du soi-disant gouvernement provisoire nommé par les rebelles de Bruxelles ; que Sa Majesté avait communiqué au général Chassé ses intentions, auxquelles il ne pouvait être apporté aucun changement.

Le prince d'Orange, qui n'avait quitté Anvers que la veille du bombardement, passa cinq jours à Willemsdorp, par ordre du roi, et n'arriva à La Haye que le 31 octobre, pour y faire une très courte apparition. Sa présence, d'ailleurs, dans les provinces du Nord produisait une assez grande effervescence, que prenaient plaisir à attiser les partisans et flatteurs du prince Frédéric, pour qui les Belges étaient un objet d'antipathie haineuse, fortifiée par l'échec qu'il avait essuyé de leur part, à l'attaque de Bruxelles. Le prince d'Orange avait donc pris le parti de se rendre à Londres, où, sans doute, il voulait plaider sa cause ; car la conférence des cinq grandes puissances s'y était réunie une première fois, le 2 novembre, pour aboutir, quelques jours après, à la conclusion d'un armistice entre la Belgique et le roi Guillaume, qu'affligeait et rendait furieux l'idée d'être mis sur un pied d'égalité avec des rebelles.

- Expulsé de la plus grande moitié de son royaume, le
- souverain trouvait qu'on ne pouvait lui enlever d'un
- trait de plume ce qu'il avait acquis à titre onéreux.
- Comment prétendait-il qu'un peuple, un État, remis et
- accepté, ne l'ait été pour le bien de ce peuple, de cet
- État en particulier, et pour favoriser dans son ensemble
- le système politique de ceux qui l'ont remis, bien plus
- que pour l'avantage et la gloriole du chef choisi?

« Comment, dans ces conjonctures fatales, soutenir que  
« les puissances qui formèrent cet État s'étaient obligées  
« à en garantir la possession à celui qui l'avait reçu de  
« leurs mains, si ce dernier perdait, par sa faute, l'affection  
« et la fidélité du pays et du peuple à lui confiés dans  
« un tout autre but ; s'il les avait enfin si malmenés qu'à  
« la suite d'un grand et universel mécontentement, une  
« révolution générale y fit explosion ? Une révolte ne se  
« consolide en révolution que si des fautes graves ont été  
« commises par le chef de l'État et si, comme en Belgique,  
« des plaintes réitérées et souvent très fondées contre  
« l'autorité établie, ne parviennent à lui faire changer de  
« système, afin de prévenir une inévitable catastrophe. » <sup>1</sup>

Les Nassau furent imposés à la Belgique à l'époque de la toute-puissance des souverains alliés. Leur intention fut bonne, mais nos droits, puisque nous ne fûmes pas consultés, furent foulés aux pieds.

Le prince d'Orange ne revint en Hollande que peu de temps avant le 25 mars, date fixée pour la mise à exécution d'une grande conspiration, dont le résultat devait le ramener à la tête du gouvernement de la Belgique. — Pendant son séjour à Londres, S. A. R. avait combiné le mouvement du lieutenant-colonel Grégoire sur Gand.

« Le prince d'Orange ne pourra tenir, d'après le caractère qu'on lui connaît, toutes les belles promesses qu'il  
« fait aux Belges. » <sup>2</sup>

<sup>1</sup> Comte VAN DER DUYN. *Souvenirs*, p. 232.

<sup>2</sup> Baron DE CAPELLEN. *Souvenirs*.

« En acceptant le prince d'Orange » dit Nothomb, dans son éminent ouvrage sur la révolution belge, « la révolution eût reculé devant elle-même... Le prince eût été d'abord un rebelle associé à des rebelles, puis une personne interposée et il aurait fini par redevenir le premier sujet de son père. Roi des Belges, le prince d'Orange eût été le Monck de Guillaume I<sup>er</sup>. » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> J.-B. NOTHOMB. *Essai sur la révolution belge*, 44, 45.





### CHAPITRE III

1813, 1815, 1830. — FÉLONIE, FIDÉLITÉ

---

#### JUSTIFICATION DES OFFICIERS BELGES ACCUSÉS DE FÉLONIE POUR AVOIR RÉPONDU A L'APPEL DU GOUVERNEMENT DE LEUR PAYS.

Au moment où le prince d'Orange quittait Anvers, on vit arriver un grand nombre d'officiers belges, dont la présence communiqua une vive impulsion à l'organisation de nos régiments; mais bientôt aussi on y vit mettre la désunion par ceux de ces officiers qui, affiliés au parti du prince, semblaient servir à contre-cœur la cause nationale. Répugnant à prendre au sérieux le Gouvernement provisoire, ils affectaient de décliner la légitimité de ses pouvoirs, bien qu'il fût reconnu sans opposition dans tout le pays, et oubliaient que, s'étant ostensiblement rangés sous son obéissance, ils portaient les couleurs, emblème de l'état de choses représenté par ce gouvernement.



Dès lors, le corps d'officiers belges, sortant de l'ancienne armée des Pays-Bas, se divisa en deux grands partis : les officiers du parti *patriote* ou *national* et ceux du parti *orangiste* ou partisans de la *restauration de la maison d'Orange*.

A la première catégorie appartenait le plus grand nombre de ceux qui avaient adhéré au Gouvernement provisoire, dès qu'il les eut déliés de leur serment, et la grande majorité des officiers de volontaires.

Dans la seconde catégorie se groupaient des officiers qui, tout en servant ouvertement le pouvoir nouveau que la Belgique venait de se donner, et malgré l'obtention d'un avancement des plus rapides, travaillaient sous main au renversement du régime inauguré et au retour des Nassau. L'on y voyait aussi bon nombre d'officiers de haut grade, qui n'étaient revenus du service de la Hollande que parce que la défaite complète de l'armée du roi Guillaume leur inspirait de la confiance dans la consolidation du changement survenu en Belgique.

Les officiers de la première catégorie franchement ralliés à notre nationalité, voulaient, dans le choix du chef de l'État par les mandataires du peuple belge, une liberté sans entraves, l'absence de toute pression, tandis que ceux de la seconde catégorie se révélaient, tantôt comme participants du complot orangiste, organisé en permanence au sein du pays et de l'armée, tantôt comme expectants favorables à ses tendances. Au fond de cette double nuance se retrouvait une incontestable solidarité de sentiments, s'avouant par l'espoir plus ou moins prononcé d'une restauration, sous les auspices du prince d'Orange.

Pour achever cette esquisse, disons que les officiers du parti patriote, considérés comme adversaires décidés de la restauration du royaume des Pays-Bas, étaient en butte à tout ce que l'animadversion et le dédain pouvaient imaginer de plus méchant dans les sphères gouvernementales hollandaises.

Dénigrer les officiers belges qui, dès le début de la révolution de 1830, répondirent à l'appel du Gouvernement nouvellement établi dans leur pays, était une manie généralement répandue en Hollande, et d'autant plus étrange que, selon la doctrine antérieure des Hollandais et du roi Guillaume lui-même, la fidélité au pays devait l'emporter sur la fidélité au drapeau. Ce qui était vrai à la chute de l'empire français aurait donc cessé de l'être à la chute du royaume des Pays-Bas? — Ce qui était digne de louange en 1813, ne méritait-il que le blâme en 1830?

En 1813, à l'approche des armées alliées, les officiers hollandais de terre et de mer étaient incorporés avec leurs troupes et équipages dans l'armée française, et ils avaient prêté serment de fidélité à l'Empereur. Ne furent-ils point comblés d'éloges par leurs compatriotes, lorsque, sans avoir été déliés de ce serment par une autorité nationale quelconque, ils *désertèrent* malgré leur serment, pour aller se joindre aux Cosaques et aux Anglais, qui étaient les ennemis les plus acharnés de celui auquel ils avaient juré fidélité? Il est intéressant de lire à ce sujet un livre publié sous les auspices du gouvernement des Pays-Bas, intitulé: *Jaarboeken van het koninkrijk der Nederlanden, door Martinus Stuart, geschiedschrijver des Rijks*<sup>1</sup>. On n'y

<sup>1</sup> Amsterdam, chez E. Maaskamp, 1814, in-8°, page 175 et suivantes.

trouve que des éloges sur la conduite patriotique de ces officiers.

Comment dès lors peuvent-ils être blâmés par les Hollandais, les officiers belges servant dans l'armée des Pays-Bas, et ayant prêté serment de fidélité au roi Guillaume, qui, déliés de ce serment par la proclamation du Gouvernement provisoire du 26 septembre 1830, ont, sans être déliés du même serment par le roi, répondu à l'appel de l'autorité nationale de leur pays, pour en repousser l'oppresseur? — Ce Gouvernement « *les délie de tout serment prêté à l'auteur de l'effusion du sang belge et les appelle sous les drapeaux belges pour sauter la patrie.* »

Le serment est une affaire de conscience. Aussi sont-ils à l'abri de tout reproche les officiers de l'armée des Pays-Bas, aux yeux desquels le serment prêté au roi Guillaume était une chose personnelle, et qui sont, en conséquence, restés à son service; comme ils sont également à l'abri de tout reproche, les officiers belges aux yeux desquels le serment n'avait été prêté au Roi qu'en sa qualité de chef souverain de leur pays, et qui s'étaient empressés de mettre leur épée à la disposition du Gouvernement provisoire, revêtu de l'autorité souveraine, depuis la défaite de l'armée hollandaise à Bruxelles.

Loin de mériter un blâme, la conduite de ces derniers officiers méritait incontestablement plus d'éloges que celle des officiers hollandais de 1813. — Pourquoi la manière de voir du roi Guillaume en 1813 a-t-elle complètement changé en 1830? C'est qu'en 1813, il était de son intérêt personnel de faire prévaloir la fidélité à la patrie sur la fidélité à la personne, tandis qu'en 1830, il était de son intérêt

personnel de faire prévaloir la fidélité à la personne sur la fidélité à la patrie.

Et l'application de cette dernière théorie souriait beaucoup aux Hollandais. Ils tenaient à conserver la Belgique à titre d'annexe à leur pays. — Comme les Belges étaient systématiquement exclus, même dans leurs provinces, de la plupart des positions civiles et militaires, les Hollandais avaient, à leur tour, intérêt à maintenir un tel ordre de choses.

Aussi le général hollandais Knoop, ancien ministre de la guerre, homme d'une profonde instruction, d'une grande capacité militaire, très juste appréciateur du sentiment national de ses compatriotes, dit : « L'orgueil national  
« s'irritait de voir la Hollande, glorieusement connue  
« depuis des siècles, comme puissance indépendante, mise  
« sur la même ligne que la Belgique, à peine formée et  
« presque éclipsée par ce dernier pays. »<sup>1</sup>

Cette fausse appréciation qui régnait en Hollande et portait ce pays à croire que la Belgique ne devait vivre que sous sa tutelle, est l'une des grandes causes de la séparation des deux pays.

Les grades supérieurs dans l'armée des Pays-Bas étaient, par suite de la partialité du roi à l'égard des Belges, remplis presque exclusivement par les officiers originaires des provinces du Nord. — Le capitaine de Brienne, décoré de la Légion d'honneur, ayant fait les guerres de l'Empire, devait être nommé major. Que fit-on pour l'éliminer ? On l'envoya à Groningue commander un bataillon de milice dont aucun soldat, sous-officier ou officier ne parlait le français et de Brienne ne comprenait pas le flamand.

<sup>1</sup> Général W.-J. KNOOP. *De Tienendaagsche Veldtocht in augustus 1831.*

Il demanda un bataillon de milice vacant dans les provinces wallonnes, mais ne l'obtint pas. Dans l'impossibilité absolue d'exercer son commandement, hors d'état même de se faire comprendre de son adjudant-major, le major de Brienne se vit forcé de demander sa mise à la retraite. C'était le but que voulait atteindre l'administration supérieure de la guerre. — Autre exemple : lorsque le lieutenant-général de Tieken était colonel commandant le 10<sup>e</sup> régiment de lanciers de l'armée des Pays-Bas, il reçut du département de la guerre une dépêche qui lui prescrivait de porter toujours en tête, sur ses états de propositions pour l'avancement, les officiers natifs des provinces du Nord et de ne porter les officiers belges qu'en seconde ligne. Le colonel de Tieken de Terhove, chef juste et loyal, répondit à cette dépêche qu'il ne connaissait dans son régiment que des officiers dignes d'avancement, et d'autres qui y avaient de moindres titres ; que ceux qui méritaient de l'avancement étaient toujours portés en tête, qu'ils fussent Hollandais ou Belges.

Le prince Frédéric était ministre de la guerre. Peu de temps après l'envoi de cette réponse, le colonel de Tieken fut nommé général et mis à la pension. C'était encore un Belge éliminé des hauts grades de l'armée.

Les clameurs contre la catégorie d'officiers, libres de toute attache orangiste, s'expliqueraient-elles par ce fait que leur présence dans les rangs de l'armée se formant en Belgique allait imprimer une grande activité à l'organisation militaire de notre pays, rendre définitive la séparation des provinces du Nord de celles du Midi, et priver à tout jamais les officiers hollandais du privilège d'absorber

les hauts grades dans l'armée constituant la force militaire des deux parties réunies de l'ex-royaume? La séparation jetait si bien des entraves dans la carrière de leur choix qu'ils sentaient périlcliter leur position dans le présent et s'évanouir les chances d'un avenir jadis certain. Ils s'étaient faits à l'habitude d'occuper les meilleures places de l'armée et y voyaient un droit acquis à leur nationalité. Pouvaient-ils dès lors supporter la perte de ce droit, sans poursuivre de leurs outrages ceux qu'ils considéraient comme la cause d'un si grand changement dans leur position?

Ne suffit-il pas à tout homme sensé de connaître les précédents de 1813, pour dénier aux Hollandais le moindre droit de blâme à l'égard des officiers belges déliés de leur serment et appelés avec instance au service de leur patrie, parce qu'ils ne restèrent pas sous les ordres du roi Guillaume jusqu'à ce qu'il lui plût de les délier à son tour?

Que conclure de cette divergence d'appréciations, sinon que ceux des officiers belges pour qui le serment prêté au roi Guillaume était une chose personnelle mise au dessus de toute atteinte du Gouvernement provisoire, ne devaient pas entrer à son service, mais rester à celui de Guillaume, et courir avec lui les chances bonnes ou mauvaises?

Le roi Guillaume tenait beaucoup à garder les officiers belges, en vue de la compression du mouvement d'indépendance de notre pays. Leur devoir à eux, officiers belges, était-il de seconder ces vues, soit en se souillant du sang de leurs parents, de leurs amis, soit en assistant, spectateurs impassibles, à l'écrasement de la Belgique, qui, après les avoir déliés de leurs serments, les appelait à son aide, *eux, ses enfants*?

Dès les premiers jours d'octobre, nos officiers des 3<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> cuirassiers et des dragons s'étaient adressés, par l'intermédiaire du lieutenant-général Trip, au commandant de l'armée, le prince Frédéric, afin d'obtenir de ne pas être exposés, dans ces moments, à la dure nécessité d'employer leurs armes contre leurs parents et leurs concitoyens. Renvoyés pour ce fait au fin fond de la Hollande, et craignant de devenir des victimes expiatoires, ils traversèrent la Campine au lieu de se rendre à Deventer, et rentrèrent prendre du service en Belgique.

Pendant que les amis du prince d'Orange agissaient sur les sommités de notre armée, les officiers patriotes placés dans les cadres obéissaient, par devoir de discipline, à des chefs qui se consacraient à l'œuvre de la restauration du prince. Ces chefs s'évertuaient à ébranler leur foi, affectaient de leur jeter le blâme et exaltaient la fidélité au drapeau de ceux de leurs concitoyens qui, au lieu de venir en aide au pays, dans des circonstances urgentes, se montrèrent sourds à son appel et demeurèrent provisoirement en Hollande, entravant par ce retard l'organisation des premiers corps belges destinés à combattre les forces ennemies et créant par leur inertie l'impossibilité d'occuper le Brabant septentrional et la rive gauche de l'Escaut, ces parties si bien disposées à s'adjoindre à la Belgique, au moment opportun de la désorganisation qui suivit la défaite de l'armée hollandaise.

Notre armée, en voie de formation, comptait dans ses rangs trois catégories d'officiers ayant appartenu à l'armée des Pays-Bas : ceux qui, après avoir été relevés, le 26 septembre 1830 par le Gouvernement provisoire du pays, de

leur serment de fidélité au roi Guillaume, n'avaient pas hésité entre la défense de leur patrie et le lien qui les attachait au roi; ceux qui n'étaient entrés au service de la Belgique qu'après avoir obtenu leur démission, et ceux qui, sans avoir obtenu leur démission, l'avaient cependant demandée.

Plusieurs officiers de ces deux dernières catégories s'étaient laissés circonvenir en Hollande, et ne revinrent en Belgique que liés par les promesses qu'ils avaient faites en faveur de la restauration du prince d'Orange. — Tels étaient surtout les officiers qui, après avoir donné leur démission, mais sans l'avoir obtenue, étaient entrés au service belge. Aussi, quoiqu'ils figurassent même sur les contrôles d'un régiment de notre armée, en même temps que sur les contrôles de leur ancien régiment hollandais, ils étaient très bien vus à La Haye. C'est que le roi Guillaume comptait sur eux pour opérer la restauration.

Quelle contradiction toutefois dans la manière d'envisager les mêmes choses aux diverses époques où elles se produisirent !

Les puissances alliées ayant, en 1814, occupé les provinces belgiques, y avaient établi un gouvernement provisoire qui subsista jusqu'au commencement de 1815, et le baron de Capellen y fut accrédité comme son commissaire spécial par le prince souverain (depuis Guillaume I<sup>er</sup>, roi des Pays-Bas). Or, dès le 1<sup>er</sup> mars 1815, Napoléon quitta l'île d'Elbe et débarqua en France. Alors se présenta cette circonstance qu'un certain nombre d'officiers belges n'abandonnèrent pas le drapeau sous lequel ils servaient, bien que, à partir de ce moment, ce ne fût plus celui de leur



patrie; mais quand, en 1815, après la bataille de Waterloo, ils vinrent offrir leur épée, que fit Guillaume? Il refusa de les admettre dans l'armée nationale, disant qu'ils avaient porté les armes contre leur patrie. Or, que fit ce même roi en 1830? Il se plaignit amèrement des officiers qui quittaient le drapeau Orange pour ne point porter les armes contre leur pays.

Ces éloges pour la fidélité au drapeau orange, ces dédains à l'adresse de ceux qui avaient salué avec empressement et bonheur le drapeau belge, si chancelant encore, étaient-ils mérités?

Nul ne peut nier qu'il était bien plus généreux et plus chevaleresque de se dévouer, au péril de son avenir et de sa vie, à la défense de sa patrie faible et abandonnée par un grand nombre des officiers nés sur son sol, que de rester, sans courir aucun risque, au service d'un souverain et d'un pays qui devenaient pour la Belgique des étrangers, des ennemis.

Mais s'il y avait flagrante contradiction entre les théories de 1813 et celles de 1830 du roi Guillaume I<sup>er</sup>, nous ne pouvons pas articuler la même critique contre le prince d'Orange. — En 1815, ce prince, en vertu de ses fonctions de directeur supérieur de l'armée des Pays-Bas et d'inspecteur général de toutes les armes qui la composaient, prit chaleureusement la défense des droits des officiers rentrés, après Waterloo, du service de France; mais il ne parvint point à vaincre l'obstination de son père et ne put rien obtenir. Le colonel d'état-major La Fontaine, chef d'état-major de Grouchy, pendant la campagne de 1815, le colonel d'état-major Arnould, le chef d'escadron Morel,

les capitaines de cavalerie Massart et Martigny, le capitaine d'infanterie Goffinet et une vingtaine d'autres officiers belges de grand mérite, dont une trop constante fidélité à leur ancien drapeau était le seul crime, désespérant de se faire admettre sur les contrôles de l'armée de leur pays, armée dont le symbole était à ce moment le drapeau Orange, allèrent servir aux Indes hollandaises, et y périrent presque tous sous les atteintes d'un climat meurtrier. L'intercession du prince d'Orange semblait cependant devoir être accueillie avec faveur; n'était-ce pas celle de l'héritier de la couronne, celle d'une autorité militaire, puisqu'il avait fait longtemps la guerre en Espagne et qu'il commandait à Waterloo un des corps de l'armée de Wellington? S. A. R. se brouilla avec son père et, indignée de l'injustice dont ces officiers étaient victimes, elle résigna ses hautes fonctions militaires<sup>1</sup>. Ces officiers, restés dans l'armée française, jusqu'à son licenciement après Waterloo, avaient, suivant les idées de 1830 du roi Guillaume, préféré au service de leur patrie la fidélité au drapeau, ce drapeau sous lequel ils avaient versé leur sang sur tant de champs de bataille et de victoire, et auquel ils avaient voué un attachement bien justifié par de si glorieux souvenirs.

Le lieutenant-général Du Pont, l'un de nos anciens ministres de la guerre, ancien inspecteur-général de l'artillerie, ne put entrer dans l'armée des Pays-Bas qu'en se résignant à la perte d'un grade. Lieutenant, il commandait une batterie du corps de Grouchy, dans la campagne de 1815, après que son capitaine eût été tué.

<sup>1</sup> BOSSCHA, *Willem de II<sup>e</sup>*, p. 258.

Cette rigoureuse décision ne cessa son effet qu'après la chute de Guillaume, lorsque le Gouvernement provisoire prit la disposition qui suit :

Le Gouvernement provisoire, considérant que la mesure qui avait été prise par l'ex-gouvernement des Pays-Bas, concernant les officiers rentrés en Belgique après la bataille de Waterloo, était injuste et évidemment prise en faveur des officiers hollandais au détriment des Belges ;

Entendu M. le lieutenant-général chargé de l'organisation de l'infanterie.

Arrête :

ART. 1<sup>er</sup>. Tous les officiers de l'armée, qui sont rentrés après la bataille de Waterloo, prendront immédiatement le rang et le grade qu'ils devraient occuper aujourd'hui, si, placés dans l'armée d'après leur rang d'ancienneté, ce rang d'ancienneté eût servi de base à leur avancement.

ART. 2. Les officiers qui se trouvent dans ce cas présenteront leur réclamation à M. le lieutenant-général chargé de la réorganisation de l'armée ; il y sera fait droit dans le sens de cet arrêté.

Expéditions des présentes seront adressées au comité de la guerre et à M. le lieutenant-général chargé de la réorganisation de l'armée.

Donné à Bruxelles, le 10 octobre 1830.

Par ordonnance : *Les membres du Comité central,*

*Le Secrétaire,*

F. VAN DER LINDEN.

DE POTTER,

Comte FÉLIX DE MÉRODE,

SYLVAIN VAN DE WEYER,

CH. ROGIER.

La bienveillance du prince d'Orange lui ayant concilié les officiers belges, qui figuraient en bien petit nombre dans l'armée nationale, il s'imagina, au moment de la séparation des deux grandes fractions du royaume, que le plus sûr moyen de faciliter la restauration du pouvoir des Nassau était d'y intéresser certains chefs qu'il entraînerait impunément à des *pronunciamentos* <sup>1</sup>. Mais tous ses efforts vinrent se briser contre la religion du dévouement que professaient nos braves soldats et nos officiers subalternes, et contre l'intègre capacité du gouvernement sorti du sein de la patrie.

<sup>1</sup> Kenor, Kessels, à la fin de janvier 1831. Ernest Grégoire, 2 février 1831. Van der Smissen, André et Dominique Nypels, d'Hane, Daine, Moyard, Edeline, etc., etc., 25 mars 1831.



44

44

## CHAPITRE IV

### LES COMLOTS S'OURDISSENT

---

LES OFFICIERS DU PARTI ORANGISTE, SOUTENUS PAR LES SOMMITÉS MILITAIRES BELGES ET PAR LE MINISTRE DE LA GUERRE, OURDISSENT UNE SÉRIE DE COMLOTS EN VUE DE LA RESTAURATION DES NASSAU. — PERSÉCUTION CONTRE LES OFFICIERS QUI LES DÉJOUMENT.

De la révolution belge de 1830 surgirent des hommes mus par des sentiments bien distincts : le patriotisme le plus pur animait les uns, d'autres obéissaient au désir d'exploiter les événements à leur profit personnel, afin de s'enrichir au plus vite et le mieux possible. C'est dans cette seconde catégorie que la dynastie déchue réussit à trouver des éléments de corruption, et bientôt se développa tout un système de complots que la Belgique vit s'étendre avec stupeur et aboutir aux plus hautes régions de son gouvernement.

La cheville ouvrière de ces pernicieuses intrigues était lord Ponsonby, que le cabinet anglais envoya en Belgique

pour y faire proclamer le prince d'Orange, et répondre ainsi à l'attente de quatre des cinq grandes puissances, dont deux, outre le principe de légitimité, leur essence, se rattachaient à la dynastie des Nassau par des liens de famille : la reine des Pays-Bas était sœur du roi de Prusse ; la princesse héréditaire était sœur de l'empereur de Russie.

Malgré ces chances de succès, qui se présentaient à lui sous de plausibles dehors, l'habile diplomate vint se heurter contre l'inébranlable volonté des Belges, résolus à ne point retourner sous la domination d'une famille qu'ils avaient récemment expulsée du trône, non avec l'idée de se constituer en république, idée que le Congrès repoussa d'ailleurs à une grande majorité, mais par aversion du régime hollandais, cause primordiale de tout le mouvement révolutionnaire de 1830.

Cette invincible antipathie se manifesta par le sacrifice résigné des intérêts matériels ; l'agitation remplaça le repos, les idées de bonheur prirent un autre cours, le tumulte des armes fut préféré aux tranquilles douceurs de la vie, et le peuple, toujours aux aguets, épiait fiévreusement la marche des affaires, narguant les ruses du roi Guillaume et ses finesses diplomatiques et son obstination à poursuivre, à prix d'or, un projet désormais chimérique : la restauration de la maison d'Orange.

Le sentiment de répulsion qui animait nos populations triompha du savoir-faire diplomatique de l'agent anglais, malgré le choix de ses auxiliaires, représentés par des notabilités nobiliaires, industrielles, commerciales et financières, par les sommités dirigeantes de notre armée, par le chef de l'État, le Régent lui-même ; et la Belgique

eut l'orgueil de voir s'évanouir sur le bouclier de la patrie tant de puissants efforts, tant de moyens d'action essayés trois fois, coup sur coup, avec une constance et une adresse dignes d'une meilleure cause !

Lord Ponsonby retourna à Londres et déclara hautement à son gouvernement l'impossibilité absolue du retour du prince d'Orange en Belgique. Et cependant 13 millions avaient été payés par une seule personne aux conspirateurs orangistes, et 3 autres millions leur étaient parvenus par l'intermédiaire de la princesse Lieven, sans aucun résultat utile à la cause des Nassau !

Mais avant que le triomphe du mouvement national fût assuré, quelles angoisses ! quelles luttes ! quels efforts ! Une singulière alternative présidait à ces événements d'une gravité exceptionnelle : les officiers du parti orangiste, si puissamment patronnés, ayant, de notoriété publique, pour appui le ministre de la guerre, le chef du personnel et la plupart des généraux, comptant même sur l'assentiment tacite du Régent, tenaient leurs succès pour infaillibles, tandis que ceux du parti national, forts du sentiment unanime des sous-officiers et soldats sous leurs ordres immédiats, envisageaient la lutte prochaine avec confiance et nourrissaient l'espoir d'y vaincre leurs dange-reux et puissants adversaires.

En 1831, à Anvers comme à Hasselt, alors que ce sourd et périlleux antagonisme se trouvait en présence, l'on sait avec quelle énergie de dévouement procédèrent des officiers, ennemis de la trahison, pour renverser et réduire à néant, au moment de son exécution, le complot du mois de mars, si largement échafaudé qu'il fût. Ils eurent



cependant la douleur de voir leur acte de patriotisme s'accomplir sans causer de préjudice aux conspirateurs militaires, qui restèrent debout, conservèrent leur pouvoir et profitèrent de leur position élevée, aussi rapidement qu'injustement acquise, pour punir dans leur avancement quelques uns de ceux qui avaient déchiré leurs trames.

Ces tentatives du roi Guillaume, successivement marquées au coin de l'insuccès, bien loin de le décourager, ne firent que stimuler son obstination à vouloir, par n'importe quelle voie, le rétablissement de sa domination dans notre pays. Aux millions déjà jetés à la tête de ses partisans il en ajouta d'autres, avec une profusion telle qu'en 1839, au moment de la liquidation de ces dépenses exorbitantes, les États généraux des Pays-Bas reculèrent devant l'énormité de la dépense s'élevant à plus de 21 millions de francs.

Reculant moins que jamais devant toute tactique bonne ou mauvaise, il voulut s'assurer à tout prix des chances de succès dans son pays et dans le nôtre, et combina des mesures militaires à l'aide desquelles il comptait recueillir, au mois d'août 1831, le fruit de ses dépenses et de ses peines. Il triompha alors de nous, en tendant la main à des Belges ingrats et félons, qui, à l'ombre du drapeau de leur patrie, machinèrent son déshonneur.

Après l'avortement de la tentative faite à Anvers par le prince d'Orange, avec l'assentiment plus apparent que réel du roi son père, celui-ci prépara ses forces militaires, tout en redoublant d'efforts pour paralyser l'organisation des nôtres. Des agents soldés vinrent de sa part semer l'indis-

cipline dans les rangs de notre armée, et la désunion se mit entre les troupes régulières et les volontaires de la révolution, au moyen de bruits dont la malveillance égalait la fausseté. L'action énervante des agents du monarque hollandais s'accordait avec l'influence délétère de ses anciens affidés.

D'un autre côté, sous le couvert de leur attachement au prince, « *ami des Belges* », qui, selon les vues du roi, ne devait servir que de personne interposée, un grand nombre de nos officiers supérieurs et généraux travaillaient à la restauration de la dynastie des Nassau, dont ils croyaient le retour infaillible en un temps bien rapproché; de sorte que, dans l'hypothèse où le Congrès national n'aurait pas voulu du prince d'Orange comme chef du nouvel État belge, ce groupe militaire, gagné à son parti, avait accepté la mission de nous l'imposer violemment, en patronnant de son puissant appui les tentatives faites pour atteindre ce résultat.

« L'intrigue s'agite en tout sens, — écrivait-on de diverses parties de la Belgique, aux officiers de l'armée du général Daine, — déjà plusieurs émissaires ont été envoyés aux armées pour leur faire signer des pétitions au Congrès national en faveur du prince d'Orange, et, pour parvenir à ce but, l'or et les récompenses leur sont prodigués. »<sup>1</sup>

Voilà ce qui se passait ouvertement, et le ministre de la guerre, qui en était informé, ne trouvait aucun acte de répression, aucun mot de blâme pour soustraire l'armée au piège qu'on lui tendait!

<sup>1</sup> Lettre du général Daine, en date du 25 janvier 1831, rendue publique dans ce temps-là.

C'était donc, de la part de ces hauts fonctionnaires militaires belges, agir en opposition flagrante avec la volonté du Congrès, représentation légale de la nation, puisque celui-ci avait exclu à perpétuité la famille des Nassau de tout pouvoir en Belgique; c'était, en outre, user perfidement de leur autorité pour replacer leur pays sous le joug ennemi, tandis qu'étant à ses gages, ils avaient le devoir de le soutenir et de le défendre.

Mais l'armée restait pure dans son ensemble, et, quoique placée sous les ordres de pareils hommes et leur devant entière obéissance, elle conservait une attitude ferme et patriotique, bien faite pour décourager ces conspirateurs, quelque vive que fût leur envie de réussir. Faut-il s'étonner que, dans une telle situation, les subordonnés ressentissent un profond mépris pour des chefs infidèles à la cause qu'ils servaient?

Les journaux hollandais signalaient avec bonheur les actes d'indiscipline commis dans notre armée; ils auraient pu ajouter que cette indiscipline avait pour cause l'instigation du roi Guillaume, gagnant à force d'argent certains chefs notables, dans le but de les pousser au renversement de l'État, auquel ils étaient venus offrir leurs services.

Plus nous scrutons les faits, plus nous voyons se corroborer la preuve que les vastes ramifications de la conspiration orangiste aboutirent à nos chefs militaires, durant huit mois, à partir de janvier 1831. Notre armée semblait enlacée dans les mailles d'un réseau qui partout s'étendait sur elle, à la faveur de l'incurie, ou plutôt du patronage du général Goblet, qui n'abandonna le portefeuille de la guerre

qu'après les échecs successifs subis par l'orangisme à Gand, le 2 février, à Anvers, à Bruxelles, à Hasselt et à Malines, le 25 mars 1831.

Certes, il courait risque de sombrer à l'origine le vaisseau de l'État, sous l'hostile direction de ceux qui s'étaient emparés du gouvernail pour l'engager dans les eaux de l'ennemi; mais l'équipage, qui comptait des officiers de cœur, faisait contre-poids à toute mauvaise manœuvre, et quoique, au sortir de chaque nouveau péril, ils dussent se résigner à le laisser entre des mains perfides toujours prêtes à le livrer, leur dévouement s'inspira de la patriotique énergie des sous-officiers et soldats à bord. Les conspirateurs devinrent à cet instant plus timides, car ils se trouvaient en présence de gens convaincus de leur félonie et prêts à combattre leurs machinations, les armes à la main.

Dans cette situation critique, la vigilance, l'activité et la vigueur du parti militaire patriote ayant pris le dessus, la conspiration orangiste fut provisoirement matée, et notre jeune État, préservé d'une catastrophe imminente, put affronter de nouveaux écueils.

A ne voir les choses que superficiellement, il semblerait que la force dût appartenir sans conteste au nombre, c'est à dire aux officiers subalternes et aux soldats appuyés sur l'élan populaire des masses; mais cette force était largement équilibrée par celle que donnait aux autorités militaires orangistes le droit du commandement, joint à la faculté de disposer des places et emplois les plus importants, en faveur de tout ce qui coopérait à l'œuvre de la restauration.

Tant qu'il s'agissait de préparer le retour de la maison

d'Orange, la balance penchait en faveur des orangistes, que rendaient redoutables l'influent et actif appui de lord Ponsonby, les sacrifices pécuniaires consentis par la Hollande et leur propre organisation; mais au moment de l'exécution des trames les plus habilement ourdies, l'avantage revenait au parti des patriotes qui, voyant les partisans du prince d'Orange et leurs dupes sortir de la légalité, ne manquaient pas de s'appuyer aussitôt sur l'indignation publique, pour provoquer la répression de leurs attentats.

Généralement on ignore les particularités qui se rattachent aux menées de la plupart de nos principaux chefs militaires, à cette époque, et cependant la révolution de 1830 ne s'accomplit en Belgique et ne s'y consolida qu'après une succession de complots militaires, formés dans le but de renverser le Gouvernement, qui s'était établi aux acclamations de la nation. A peine la vigilance et l'énergie de quelques officiers subalternes avaient-elles eu raison de ces complots, qu'ils se renouvelaient par la secrète connivence de chefs très influents, mettant obstinément à profit leur suprématie dans notre armée, pour engager les destinées du pays dans la voie de leurs aspirations et de leurs convenances personnelles. Pour fourvoyer leurs compatriotes, dont la presque totalité était contraire à leurs vues, ils recouraient à la force, mais, tout en voulant les contraindre à rentrer sous le sceptre de la dynastie des Nassau, et pendant que leurs complices agissaient ouvertement, eux-mêmes ils avaient soin de se tenir prudemment dans l'ombre.

Ernest Grégoire, dans son interrogatoire du 6 février 1831, à Gand, dit au juge E. Spanoghe : « On voulait

- conquérir le mérite et les avantages d'une entreprise
- dans laquelle on me mettait en avant. On est venu me
- dire à Bruges, il y a 8 ou 10 jours, que le succès serait
- facile, qu'à Bruxelles, le baron d'Hoogvorst, général
- commandant la garde civique et le commissaire général
- de la guerre (Goblet) avaient reconnu la nécessité de
- proclamer le prince d'Orange. »<sup>1</sup>

Combattre et repousser, dans son principe comme dans ses conséquences, tout essai de restauration en faveur du prince d'Orange était pour le Gouvernement d'alors un devoir impérieux, et il s'en acquitta avec tout le zèle et l'habileté que réclamait le maintien du nouvel ordre de choses créé par la volonté nationale. Il en fut tout autrement quand, après quatre mois de notre émancipation politique, la direction du pouvoir exécutif passa aux mains débiles du Régent.

Les conspirateurs ne furent plus sous l'œil clairvoyant des commissaires envoyés dans les provinces pour surveiller les mouvements anti-nationaux ; ils n'eurent plus à craindre l'énergie de Charles Rogier à Mons, de Joseph Van der Linden à Gand. Ces délégués surent arrêter les projets des fauteurs de désordres et maintenir la confiance dans l'esprit du peuple. Sous le Régent, au contraire, la répression fit place à la plus insigne faiblesse, ou plutôt à la plus coupable complicité : le Régent garda le général Goblet au ministère de la guerre, et il en résulta bientôt que, celui-ci ne se trouvant plus inquiété par le contrôle actif et à bon droit défiant des membres du Gouvernement

<sup>1</sup> Documents communiqués par M. Joseph Van der Linden, délégué du Gouvernement provisoire dans les deux Flandres.

provisoire, les complots se nouèrent dans l'armée sur une vaste échelle.

« Un décret du Congrès, rendu le 4 mars, imposait à  
« tous les fonctionnaires l'obligation de prêter, dans le  
« mois et à peine de destitution, le serment de fidélité au  
« Régent et d'obéissance aux lois du peuple belge. Le gou-  
« verneur de la Flandre orientale se rendit à Bruxelles  
« pour satisfaire à cette obligation; il trouva le Régent  
« en conférence avec M. de Sauvage, chargé depuis la  
« veille du portefeuille de l'intérieur. Un manuscrit,  
« trouvé dans les papiers du baron de Lamberts, rend  
« compte des incidents et du résultat de cet entretien. Il  
« serait difficile de rencontrer un témoignage plus irré-  
« cusable du désordre, du découragement et de la faiblesse  
« qui caractérisaient la politique du baron de Chokier. —  
« Nous copions textuellement. — Introduit près du Régent,  
« il me demanda : Prêtera-t-on le serment à Gand ? — Sur  
« ma réponse affirmative, il me dit : Il n'en sera peut-être  
« pas de même ici ! — Peu importe, répliquai-je ; ceux  
« qui refuseront le serment seront facilement remplacés ;  
« au besoin, je vous amène 20 mille hommes ; je n'ai pas  
« besoin pour cela de huit jours ; donnez-moi seulement  
« des armes.

« Le Régent changea de sujet de conversation. — A  
« propos, dit-il, ne pourriez-vous pas m'indiquer un bon  
« ministre de la guerre ? — Oui, dis-je, un très bon. —  
« Qui est-ce ? — Le général Buzen. — Ah ! il est trop  
« exalté ! — C'est un homme d'honneur, attaché à la cause  
« de la révolution.

« Le Régent changea encore une fois de conversation.

« — L'orangisme, dit-il, gagne de porte en porte. — Puis, me montrant M. de Sauvage, il ajouta : Voilà votre nouveau ministre de l'intérieur; j'espère qu'il sauvera le pays. — M. de Sauvage haussa les épaules et dit : Je ferai mon possible, je ferai mon possible. Stupéfait, je les regarde fixement l'un et l'autre, et je dis : Après tout, M. le Régent, j'espère que cela n'ira pas jusqu'au prince d'Orange ! — Ma foi, dit-il, en gesticulant des pieds et des mains, je n'en sais rien !

« J'eus une mince idée de l'élu du Congrès. A peu près désespéré, je pris la poste pour Gand, *ruminant dans mon esprit les moyens à prendre pour parer à une res-tauration.*

« C'était là, en effet, la grande tâche à laquelle le baron de Lamberts s'était dévoué de toute l'énergie de son âme. Cette tâche semblait devenir chaque jour plus lourde et plus périlleuse <sup>1</sup>.

« La faiblesse du Régent et sa connivence avec les personnages hostiles au maintien de notre indépendance étaient bien connues des deux partis à Gand.

« Comment les Gantois, dévoués au prince d'Orange, n'auraient-ils pas connu la politique embarrassée, timide, louche du Régent ? <sup>2</sup>

« Dans les salons du baron de Chokier, dans les bureaux des ministres, dans toutes les dépendances des sphères gouvernementales, on ne parlait que de la nécessité de

<sup>1</sup> THONISSEN. *Notice sur le baron de Lamberts Cortenbach*, p. 21, 1859.

<sup>2</sup> Documents communiqués par M. Joseph Van der Linden, délégué du Gouvernement provisoire dans les Flandres. Mai 1831.



« ramener les dissidents par la modération, par la con-  
« descendance, par l'oubli du passé » (on voulait sauver  
« un grand nombre de coupables alors en jugement) et  
« surtout par la perspective d'une large participation aux  
« faveurs du nouveau régime.

« Profitant adroitement de cette politique sans courage  
« et sans dignité, les conspirateurs les plus déterminés de  
« la Flandre se parèrent tout à coup d'un ardent amour  
« de la conciliation. » <sup>1</sup>

Pendant que la Belgique se débattait dans des convulsions contre-révolutionnaires, fruit amer des intrigues du roi Guillaume, ce monarque, qui n'abandonna pas un seul instant son idée de nous remettre par la violence sous son autorité, organisait une forte armée. Il avait interrompu les études de la jeunesse dans les trois universités des provinces du Nord, en l'engageant à lui offrir ses services, à l'armée, à la suite de la proclamation royale d'appel aux armes du 5 octobre 1830. — Organisés en corps de chasseurs volontaires, encadrés par des officiers et sous-officiers de l'armée, ces jeunes étudiants furent envoyés à la frontière, dès le milieu de novembre 1830.

Le roi aurait pu cependant, s'il avait voulu la paix, leur laisser suivre à la fois leurs cours universitaires et les former militairement sur place, pour l'éventualité d'une entrée en campagne. — Son armée était démoralisée à ce moment au plus haut point, et, pour rétablir son esprit, on utilisa l'entrain enthousiaste de cette ardente jeunesse, envoyée au milieu d'elle. — Guillaume voulait la prompte

<sup>1</sup> THONISSEN. *Notice sur le baron de Lamberts*, p. 25.

mise en état de ses forces et comptait dans nos propres rangs sur le concours de nombreux officiers de l'ancienne armée et sur celui de quelques chefs de la révolution (Grégoire, Borremans, Kessels). Au moyen de ceux qui étaient entièrement acquis à sa cause, et dont le succès devait entraîner des adhérents, jusqu'alors indécis, il espérait vaincre la résistance des officiers des grades inférieurs, résistance qu'il croyait pouvoir être surmontée par leurs chefs. C'était là une grande erreur : l'infériorité du grade, en rendant plus immédiat le contact avec la troupe, mettait celle-ci à même d'apprécier les sentiments patriotiques qui nous animaient tous, dans les grades subalternes, et ces sentiments, partagés par nos soldats, les portaient à la plus absolue confiance envers ceux de leurs officiers qui unissaient l'intelligence à la fermeté de caractère. Là se trouvait la vraie force de notre armée.

Dans des grades plus élevés, ces mêmes officiers auraient peut-être inspiré quelque défiance à la troupe, qui les eût moins bien connus ; et, dans le cas contraire, les chefs, partisans d'Orange, qui dirigeaient l'armée, les auraient déplacés et éloignés, s'ils avaient rencontré chez eux des obstacles à l'exécution de leurs desseins. Pour paralyser le plus vite possible l'orangisme, dans ces moments critiques, la position réciproque des officiers et de la troupe était donc des plus avantageuses.

Ce furent des officiers subalternes qui firent échouer la coupable et bien dangereuse tentative de mars, et s'ils eurent à souffrir de la vengeance des chefs compromis, ils purent du moins se consoler par la satisfaction d'avoir porté un coup mortel à la restauration du prince d'Orange,

et d'avoir empêché la reprise de la forteresse d'Anvers par les Hollandais.

Tandis que les participants des complots militaires trouvaient protection chez les hauts dignitaires de l'armée, les officiers qui déjouaient ces complots étaient frappés sans miséricorde, témoin la principale victime des rancunes orangistes, le capitaine François Thiery, du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval.

Les procédés machiavéliques qu'employaient les sommités militaires du parti orangiste étaient empreints d'un caractère d'iniquité qui mérite d'être dévoilé; et d'abord, l'on saura mieux à quelle cause il faut attribuer l'état de profonde division qui affligea nos rangs, pendant de longues années, si l'on considère qu'au début de notre indépendance, les orangistes, ayant accaparé les positions les plus influentes de l'armée, s'entourèrent de personnes sur lesquelles ils purent compter en toute sécurité.

André Nypels et Van der Smissen furent placés à Anvers, Dominique Nypels au personnel du ministère de la guerre; Daine eut le commandement de l'armée appelée, plus tard, armée de la Meuse; le capitaine Edeline, du 8<sup>e</sup> régiment de hussards, fut nommé, le 24 octobre 1830, général de brigade, chargé de l'organisation de la cavalerie!!! nomination qui fut rapportée, à la suite de réclamations nombreuses, et changée en celle de lieutenant-colonel.

Dans de telles conditions de commandement, malheur aux officiers qui faisaient obstacle aux projets du groupe puissant qui voulait ramener le prince de force, parce que le pays refusait de l'admettre de gré!

Ces essais de restauration, caractérisés par une succession de complots, tentés coup sur coup dans le but de faire proclamer le prince d'Orange par un mouvement militaire, sans que le ministre de la guerre cherchât à s'y opposer, en prescrivant des mesures énergiques, prouvent à l'évidence qu'une conspiration existait à l'état permanent dans les hautes régions de l'armée belge. Et si les conspirateurs, malgré la fréquence de leurs échecs, se relevaient après répression de chacune de leurs entreprises, peut-on douter que la conduite astucieuse du ministre de la guerre ne leur servît de bouclier ?

Le major Kessels, qui, le 27 janvier 1831, engageait, à Olmen, le colonel Kénor à marcher sur Bruxelles avec son régiment, le 9<sup>e</sup> d'infanterie, ne fut arrêté que le 7 février à Anvers, non pas sur l'ordre du ministre de la guerre, dans le sens intime duquel il agissait, mais sur l'ordre donné au général Nypels par M. Jolly, membre du Gouvernement provisoire. Sous prétexte d'aller en personne réclamer, près du Gouvernement, à Bruxelles, des chevaux pour l'attelage de ses pièces, le major Kessels s'était rendu à Anvers, y faisant publiquement, dans les cafés, de la propagande en faveur du prince d'Orange, « répandant « des bruits calomnieux pour l'armée et compromettant « sa sûreté et celle de l'État ». L'autorité militaire d'Anvers le laissait agir impunément.

Lorsque le lieutenant-colonel Grégoire conduisit sa troupe, le 2<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs, de Bruges à Gand, afin d'y proclamer le prince d'Orange, en renversant le Gouvernement belge, représenté par le gouverneur de la Flandre orientale, le ministre de la guerre, d'accord avec

la haute Cour, se garda bien de laisser juger par un conseil de guerre le coupable pris les armes à la main. C'était l'envoyer à la mort. Goblet s'abstint d'un pareil acte d'imprudenc, car Grégoire, sachant le sort qui l'attendait, n'aurait pas manqué, pour justifier son entreprise, d'en faire connaître les instigateurs.

Le ministre de la guerre parvint, contrairement à la volonté du délégué du Gouvernement provisoire, M. Joseph Van der Linden, à soustraire le lieutenant-colonel Grégoire à la rigide application de la loi militaire, pour le faire glisser dans les mains de la justice civile, qui bientôt le mit en liberté. On fit croire à un coup de tête isolé de Grégoire qui, pendant l'information et les débats, attendit avec calme le résultat des promesses qui lui étaient faites de le tirer du mauvais pas où il était tombé.

Loin d'être un coup de tête isolé, le coup hardi du lieutenant-colonel Grégoire coïncidait avec un vaste complot. A sa sortie de la prison de Mons, il alla remercier son ancien condisciple à l'université de Liège, M. Hubert Dolez, ancien président de la Chambre des représentants, actuellement sénateur, auquel il voulut donner la preuve de la complicité de bon nombre de personnages haut placés. Il déboutonna sa tunique d'uniforme, en décousit la doublure et tira de sa poitrine des liasses de papiers qu'il remit à M. Dolez, en lui disant qu'après en avoir pris lecture, il serait convaincu que l'entreprise de Gand n'avait pas été faite à la légère.

Au risque d'occasionner de l'ennui au lecteur, nous devons consigner ici quelques traits qui démontrent l'esprit de vengeance dont étaient possédés les hommes

qui, après avoir trempé dans les conspirations orangistes, avaient conservé la haute direction de nos affaires militaires.

François Thiery était, au moment de la révolution de 1830, officier au régiment de hussards n° 6. Le premier de tous les officiers de cavalerie il répondit à l'appel du Gouvernement provisoire, réclamant le concours des officiers belges pour l'organisation de l'armée nationale.

Thiery avait servi en France et avait fait les campagnes de 1813 et 1814. Rentré en Belgique, il fit celle de Waterloo; il était maréchal-des-logis aux hussards de Croy, n° 8.

Des titres pareils n'étaient-ils pas valables, surtout après une période de quinze années de paix, durant laquelle furent nommés un si grand nombre de jeunes officiers sans aucun antécédent de guerre? Le zèle que mit François Thiery à organiser le premier escadron de cavalerie que la Belgique pût monter lui méritait un avancement rapide.

Le 3 novembre 1830, le général marquis de Chasteler, chargé de l'organisation de la cavalerie, ne trouva que la compagnie du capitaine Thiery, montée, armée et en état de se mettre en marche. Une seconde compagnie lui fut adjointe pour former son escadron, et il eut sous ses ordres le capitaine Bodson, breveté de 1<sup>re</sup> classe, dans la cavalerie.

Thiery partit, le 5 novembre, de Tournai pour Bruxelles, à la tête d'un bel escadron que, le 6, dans l'après-midi, il formait en bataille devant le palais de la Nation, où siégeait le Gouvernement provisoire, dont les membres descendirent en corps pour venir complimenter le commandant. Celui-ci reçut l'ordre de rester à Bruxelles

pour assister avec son escadron à la cérémonie d'ouverture du Congrès. La vue de cette belle troupe fit une excellente impression sur le public, parce que l'on s'imaginait que l'organisation d'une cavalerie était, pour le moment, impossible en Belgique. Thiery était bien dûment considéré alors comme capitaine commandant d'escadron; et, appréciant ses qualités, Moyard, son colonel, l'avait proposé pour remplir les fonctions de capitaine adjudant-major.

Au moment du complot du mois de mars 1831, ce colonel engagea Thiery à marcher avec son escadron sur Bruxelles, de concert avec l'armée de la Meuse, pour y proclamer le prince d'Orange. Thiery informa du fait le gouverneur civil et s'empressa d'envoyer une dépêche au Régent pour l'en instruire.

Dès ce moment, la persécution s'acharna contre lui.

Pour punir le colonel Moyard de son acte de flagrante trahison, il fut promu au commandement de la Flandre occidentale, fonctions dévolues d'ordinaire à un général. Pour récompenser le capitaine Thiery d'avoir dénoncé au chef de l'État, au Régent, la trahison du colonel Moyard, ce loyal capitaine fut rétrogradé de la 1<sup>re</sup> à la 2<sup>e</sup> classe de son grade, et le commandement de l'escadron qu'il avait organisé lui fut enlevé.

Que penser de cette conduite du ministre de la guerre, qui n'avait à prendre pour mobile de ses actes que l'équité et la loyauté envers ses inférieurs, puisque à lui seul incom bait le devoir de veiller au maintien de leurs intérêts, dans de justes limites, au respect de leurs droits, à la réparation des torts qui leur seraient faits? Mais, à cette époque,

aucune de ces considérations n'avait de valeur. Le capitaine Thiery avait fait preuve d'une énergie exceptionnelle, en se montrant opposé à la restauration de la maison d'Orange; mais avoir assez d'audace pour renforcer sans ménagement le groupe des éléments patriotiques qui soutenaient la cause nationale dans les rangs subalternes de l'armée, c'était paralyser la marche du complot tramé par les chefs militaires, avec le consentement du Régent, c'était aux yeux des conspirateurs se rendre coupable d'une faute irrémissible.

Thiery fut donc sacrifié. Ne fallait-il pas, d'ailleurs, un exemple aux meneurs du parti de la restauration, se cramponnant à la tête de l'armée, ou transmettant le pouvoir à leurs complices? Ne devaient-ils pas s'attacher à jeter la tiédeur ou le dégoût dans l'âme des officiers qui, sans arrière-pensée ni idée préconçue, prétendaient rester fidèles à la forme de gouvernement qu'il plairait à la Belgique de se donner, dans toute la plénitude de sa liberté? Ne s'étaient-ils pas engagés à assurer le succès des tentatives ultérieures de la coterie orangiste, qui tenait à affirmer, en présence des officiers de l'armée, sa puissance propre et la solidarité du parti de la restauration trouvant un appui certain dans les sphères gouvernementales et dans la partialité de la haute cour militaire?

Il ne restait donc plus aux opposants patriotes que de temporiser et d'épier une occasion favorable pour exposer des griefs dont le redressement était rendu impossible par leurs puissants adversaires.

Lors de l'arrivée en Belgique du roi Léopold, le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval faisait partie de l'armée de



l'Escaut, sous le commandement du général Tieken de Terhove, armée qui fut inspectée par Sa Majesté dans la bruyère de Saint-Job-in-'t-Goor, le 29 juillet 1831.

Après l'inspection, le Roi réunit les officiers et leur demanda s'il y en avait parmi eux qui eussent quelque réclamation à lui faire. « Le colonel Van Remoortere  
« prévint MM. les généraux d'Hane de Steenhuyse et de  
« Chasteler, tous deux présents, que le capitaine Thiery  
« désirait exposer à S. M. sa réclamation qui leur était  
« bien connue. Le général d'Hane s'avance, suivi du  
« général de Chasteler, vers le plaignant. L'un et l'autre  
« cherchèrent à lui persuader qu'ils lui feraient rendre  
« justice, qu'ils s'en chargeaient et que sous peu il récu-  
« pérerait le commandement de son escadron, avec son  
« rang d'ancienneté de capitaine. Confiant dans ces pro-  
« messes, Thiery se soumit au désir de ces deux gén-  
« raux, mais ces promesses fallacieuses n'eurent aucune  
« suite et le pauvre capitaine fut dupe de sa confiance.

« La campagne s'ouvrit peu après par l'invasion de  
« l'armée hollandaise; elle valut au capitaine Thiery la  
« décoration de chevalier de l'Ordre de Léopold, qu'il  
« reçut de la main de S. M., avec un compliment des  
« plus flatteurs qu'elle daigna lui faire sur sa conduite  
« au combat de Louvain.

« Le capitaine Thiery continua ses réclamations au  
« sujet de l'injustice de son classement; le 20 février 1832,  
« le ministre de la guerre, de Brouckere, lui fit obtenir,  
« par arrêté royal, sa nomination de capitaine de 1<sup>re</sup> classe,  
« et, comme on ne compta son ancienneté que du jour de  
« cette dernière nomination, il se trouva, dans l'ordre du

« classement provisoire, le 14<sup>e</sup> capitaine de 1<sup>re</sup> classe de la cavalerie. Thiery réclama de nouveau et reçut pour réponse qu'une commission serait nommée pour statuer sur les droits de chacun.

« En effet, en avril 1835, des commissions furent nommées dans les corps pour régler l'ancienneté des officiers. Celle qui opéra au 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval ne tint aucun compte des pièces qui lui furent envoyées par le capitaine Thiery. D'autre part, le général d'Hane de Steenhuyse, inspecteur de toute la cavalerie, et le colonel Dominique Nypels, chef du personnel au département de la guerre qui, tous les deux, avaient tramé contre la sûreté de l'État, ne pouvaient oublier sa conduite antérieure, si diamétralement opposée à la leur; ils arrêtèrent son avancement, bien que sa manière de servir et ses moyens militaires lui eussent acquis la recommandation de tous ses chefs. »

Thiery, croyant néanmoins qu'il devait exister quelque part une justice, s'adressa à la commission supérieure de classement des officiers de l'armée, en lui représentant que « sa nomination de capitaine de 1<sup>re</sup> classe, le 20 février 1832, n'avait eu lieu qu'en réparation d'un malentendu de son colonel, qui avait cru pouvoir le demander comme capitaine-adjutant-major, en lui conservant le rang de capitaine de 1<sup>re</sup> classe, et il réclamait de la commission le classement d'après la date de sa nomination du 4 octobre 1830, en y joignant les pièces justificatives à l'appui. La réponse de la commission fut qu'elle n'avait point à s'occuper de sa réclamation, dont l'objet ne rentrait pas dans ses attributions, attendu qu'il n'ap-

« appartenait qu'au roi de changer la date de sa nomination  
« au grade de capitaine commandant. Il ne restait plus  
« qu'à s'adresser à S. M.; c'est ce que fit le capitaine  
« Thiery, par une requête à laquelle il ajouta, entre  
« autres pièces justificatives, celles qui suivent :

« Je soussigné, ex-colonel au 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs  
« à cheval, certifie que, lors de l'organisation de la cava-  
« lerie par escadron, en 1831, j'ai proposé M. le capitaine  
« Thiery pour les fonctions d'adjudant-major; qu'en  
« faisant cette proposition antérieure à l'organisation de  
« juin 1831, j'ignorais complètement que l'emploi d'adju-  
« dant-major dût être rempli par un capitaine de 2<sup>e</sup> classe,  
« chose qui n'avait pas lieu dans l'armée française; et  
« j'étais, au contraire, dans l'intime conviction que cet  
« emploi devait être confié à un capitaine de 1<sup>re</sup> classe,  
« comme exigeant, outre un grand zèle, une grande  
« instruction et une connaissance parfaite de tous les  
« détails du service. Cette conviction seule me porta à  
« proposer M. le capitaine Thiery, qui m'avait organisé  
« le 1<sup>er</sup> escadron dudit régiment, ayant sous ses ordres  
« M. le capitaine Bodson, breveté de 1<sup>re</sup> classe, escadron  
« qu'il commanda pendant huit mois en campagne, avec  
« la plus grande distinction.

« Cet officier se trouvant aujourd'hui, par le classe-  
« ment des officiers de l'armée, victime de ma manière de  
« voir à cette époque, je me fais un devoir de délivrer le  
« présent certificat, pour servir où besoin sera.

« Bruxelles, le 12 juin 1836.

« *Le colonel en non activité,*

« Signé : ALEX.-J. MOYARD. »

« Anvers, 17 mai 1836.

« Monsieur le capitaine,

« D'après le désir qui m'en a été exprimé de votre part, je me fais un devoir d'attester qu'il est à ma parfaite connaissance que vous fûtes un des premiers, sinon le premier officier de cavalerie qui vint se mettre à la disposition du Gouvernement provisoire. Que votre promotion au grade de capitaine fut considérée alors comme une juste récompense du service signalé que vous aviez rendu, et que, lors de la revue du 1<sup>er</sup> escadron passée à la place de la Nation par les membres du Gouvernement provisoire, c'est vous qui commandiez, et qu'il est hors de doute que mes collègues et moi nous n'avons pu vous considérer en aucune autre qualité que celle de commandant effectif de cet escadron.

« Recevez, je vous prie, Monsieur le capitaine, mes salutations les plus empressées.

« Signé : CH. ROGIER. »

« Je certifie véritable la présente attestation.

« Signé : Baron VAN DER LINDEN d'HOOGVORST, comte

« FÉLIX DE MÉRODE, anciens membres du

« Gouvernement provisoire. »

« J'appuie avec empressement la déclaration qui précède, comme contenant l'exacte vérité et bien la pensée du Gouvernement provisoire.

« Signé : JOSEPH VAN DER LINDEN. »

« Voulant aujourd'hui comme toujours contribuer à  
« faire rendre justice aux officiers de la Révolution comme à  
« tous les autres, je confirme les faits ci-contre et j'atteste  
« qu'au commencement de la Révolution, les offres de  
« service faites par les officiers de l'ancienne armée, pen-  
« dant ou immédiatement après les combats de Bruxelles,  
« étaient considérées comme des services éminents.

« Signé : A. GENDEBIEN. »

« Le fait rappelé dans la déclaration ci-contre, de  
« M. Rogier, est exact. J'en affirme la sincérité.

« Signé : NICOLAY, ancien membre du Gouver-  
nement provisoire de la Belgique. »

« Le capitaine Thiery reçut l'avis que sa requête adres-  
« sée au roi avait été transmise au ministre de la guerre.  
« Il était persuadé qu'ayant passé sous les yeux du roi,  
« cette pièce allait lui faire obtenir justice, ou tout au  
« moins provoquer une enquête.

« Rien n'arriva ; les mois et les années s'écoulèrent, et  
« le pauvre capitaine qui devait être classé comme le plus  
« ancien des capitaines, vit à de fréquentes reprises  
« passer majors des officiers qui n'auraient dû le suivre  
« que de loin, lui qui, pendant trois années consécutives,  
« avait été porté en tête des mémoires de propositions au  
« grade de major.

« Une force occulte agissait contre le capitaine Thiery ;  
« il avait épuisé tous les recours pour obtenir justice ; il  
« montra, pour supporter l'adversité, le même courage  
« qu'il avait montré en face de l'ennemi. On s'attendait à

« la reprise des hostilités, et Thiery voulait prouver par  
« des actes de bravoure combien était grande l'injustice  
« commise à son égard. Mais lorsqu'en 1839, nos diffé-  
« rends avec la Hollande furent aplanis et la paix con-  
« clue, Thiery, dont la santé avait eu beaucoup à souffrir,  
« demanda sa non-activité, et reçut depuis la pension de  
« réforme à un taux dérisoire, malgré la réclamation faite  
« en sa faveur par le comte de Theux et le comte Félix  
« de Mérode, réclamation à laquelle le ministre de la  
« guerre répondit qu'il s'en référait à la réponse négative  
« faite par son prédécesseur, et la pension du capitaine  
« Thiery fut maintenue à son taux dérisoire. » <sup>1</sup>

C'est ainsi que l'on procédait sous le général d'Hane pour briser la carrière d'un excellent officier, très expérimenté, puisqu'il avait fait la guerre dès 1813 et 1814, très intelligent et capable, puisqu'il fut choisi entre tous pour remplir les fonctions d'adjudant-major, très énergique et plein de courage; la vigueur de ses actes en est une preuve évidente.

Les persécutions des chefs orangistes lui firent quitter l'armée, le cœur ulcéré d'indignation contre des hommes qui puisaient dans l'autorité de leurs fonctions tout ce qu'il faut pour nuire et tourmenter.

Le général d'Hane, qui frappait sans pitié le capitaine Thiery dans son avancement, soignait le sien propre d'une façon telle qu'elle semblait calquée sur les actes rémunérateurs de la France du siècle dernier à l'égard du vainqueur d'Arcole.

<sup>1</sup> Extrait d'un mémoire relatant la carrière militaire du capitaine Thiery, qui habite actuellement Haelen.

Du 16 avril 1830 au 16 juin 1831, c'est à dire en quatorze mois, d'Hane s'était poussé du grade de capitaine à celui de général.

Nommé major par arrêté du roi Guillaume, en date du 16 avril 1830, il fut fait général, le 16 juin 1831, par arrêté du régent, dont il était l'aide de camp.

Les grades de lieutenant-colonel et de colonel ne furent comme celui de major que des temps d'arrêt presque imperceptibles dans la carrière merveilleuse de cet officier, depuis son point de départ de capitaine jusqu'à sa promotion au généralat. Sa position d'aide de camp du Régent lui valut la bonne fortune d'atteindre de prime-saut un des échelons les plus élevés de la carrière militaire, sans pouvoir se targuer soit de services considérables, soit d'actes dénotant une grande capacité intellectuelle : il est vrai que d'Hane primait à la tête des intrigues visant au retour du prince d'Orange et, comme il comptait, à bon droit, sur les promesses faites de conserver les positions acquises, il cherchait à rendre la sienne la plus haute possible.

Nous avons vu par ce qui précède, que si l'influence du parti anti-national pouvait aller jusqu'à soustraire les coupables à des châtiments mérités, il lui était devenu non moins facile de briser impitoyablement la carrière des officiers qui avaient fait obstacle à ses desseins pervers.

L'incroyable acte d'injustice dont fut victime le capitaine Thierry en offre un frappant exemple, et l'ignoble outrage par lequel il fut possible au général d'Hane de violer, à l'égard de cet officier, toutes les règles du bon droit et de l'équité dont il devait être le gardien, nous

inspire encore aujourd'hui autant de dégoût que d'étonnement.

Cet exemple ne fut pas, du reste, un fait isolé.

Lors du complot du mois de mars, le capitaine Eenens, qui s'y était opposé avec toute l'énergie dont il était capable, eut à subir un acte de vengeance analogue à celui qui frappa le capitaine Thiery.

Nommé capitaine d'artillerie de 2<sup>e</sup> classe le 29 novembre 1830, il fut promu capitaine de 1<sup>re</sup> classe le 4 avril 1832 ; mais, par une nomination anti-datée d'un seul jour, deux lieutenants étrangers reçurent le brevet de capitaines de 1<sup>re</sup> classe daté du 3 avril 1832 ; de sorte que, sans passer par le grade de capitaine de 2<sup>e</sup> classe, ils obtinrent le pas sur le capitaine Eenens. Cet officier eut beau faire valoir les services qu'il s'était trouvé à même de rendre au moment de l'organisation de notre artillerie, et pendant la campagne du mois d'août 1831, tandis que les deux lieutenants étrangers n'en avaient rendu aucun à la Belgique jusqu'au jour de leur nomination, il dut parcourir la filière des réclamations aussi infructueusement que le capitaine Thiery.

La commission supérieure lui objecta que la nomination des deux officiers étrangers ne pouvait être changée. Eenens répondit qu'il n'avait jamais demandé qu'elle le fût, mais que, se basant sur les services qu'il avait rendus, alors que ces messieurs n'en avaient rendu aucun, il réclamait la même faveur que celle dont ils avaient été l'objet, c'est à dire le passage, sans grade intermédiaire, du grade de lieutenant à celui de capitaine en premier.

Inutile d'ajouter qu'il n'obtint rien.



Le capitaine Rolliers qui, par son énergie, décida de la défaite du lieutenant-colonel Grégoire, le 2 février 1831, à Gand, fut aussi une victime de la faction orangiste qui régissait l'armée. Sous-lieutenant des pompiers, il avait été nommé, dès le 5 février 1831, capitaine dans l'armée, par arrêté du Gouvernement provisoire, à titre de récompense nationale.

A cette époque, il n'y avait qu'une classe dans l'infanterie; c'était donc bien évidemment parmi les capitaines de la catégorie unique que Rolliers prenait rang.

Gand, dans ce temps-là, était en état de trouble. Une commission de sûreté remplaçait la régence destituée pour cause de menées hostiles au Gouvernement belge. La commission de sûreté jugeant la présence de Rolliers nécessaire à Gand, dans les circonstances difficiles que traversait cette cité industrielle où cet officier jouissait d'une grande popularité, le nouveau capitaine resta donc à son poste de commandant en second des pompiers qui lui étaient tout dévoués.

Tout alla bien d'abord; mais lorsque la commission de sûreté cessa ses fonctions, parce que le Gouvernement avait fait procéder à Gand à l'élection d'une nouvelle régence, celle-ci, animée d'un tout autre esprit que la commission de sûreté, persécuta le capitaine Rolliers et finit par réduire de 150 à 100 hommes sa compagnie de pompiers, qui avait vaincu les rebelles, lors de leur attaque dirigée contre le gouvernement établi.

Rolliers, dès cet instant, fit au roi la demande de rentrer dans l'armée, ce qui lui fut accordé par arrêté royal du 8 septembre 1832.

Placé au 7<sup>e</sup> régiment de ligne, il y fut rangé parmi les capitaines de 2<sup>e</sup> classe, catégorie formée depuis sa nomination, et dont ne faisaient partie que les officiers passant du grade de lieutenant à celui de capitaine. Il est évident qu'on ne pouvait, sans une mesure inique, classer au nombre de ces derniers un capitaine dont la nomination remontait à une époque où cette 2<sup>e</sup> classe de capitaines n'existait pas encore. C'était encore là un acte de vengeance des ennemis de la Belgique qui, dans notre armée, restèrent imperturbablement au pouvoir et surent retarder, pendant neuf ans, l'avancement d'un officier qui, par une rare vigueur d'action, avait fait échouer un complot patronné par eux.

Rolliers commandait la compagnie de voltigeurs du 4<sup>e</sup> bataillon du 7<sup>e</sup> de ligne, lorsque fut créé le régiment de grenadiers et voltigeurs réunis, devenu depuis celui des grenadiers.

Se trouvant en garnison à Bruxelles, il rencontra à la promenade le général Duvivier, commandant alors la 4<sup>e</sup> division. En lui rendant son salut, le général l'accosta et lui demanda pourquoi il ne portait que sa croix de fer et non sa croix de Léopold?—Rolliers répondit qu'il n'était pas décoré de cet ordre. Le général en témoigna un grand étonnement et dit que lui-même l'avait proposé, et qu'il l'attendait chez lui, le lendemain matin.

Le jour suivant, le général Duvivier conduisit Rolliers chez le colonel Loix qui, engagé dans la coterie orangiste, n'était pas favorable à son capitaine. Le colonel s'empressa de faire asseoir le général et s'assit lui-même, mais laissa debout le capitaine; ce que voyant, le général Duvivier

se leva et passa lui-même une chaise à Rolliers, pendant que le colonel, qui s'apercevait de ce mouvement, s'empres-  
sait d'en débarrasser le général, pour la donner lui-même.

Le général demanda si le capitaine Rolliers avait beau-  
coup de punitions? — Il n'en a pas, dit le colonel. — Sert-  
il bien? — Oui. — Pourquoi n'a-t-il pas la croix? — Je  
n'ai pas eu ordre de le présenter. — Maintenant, comme  
je commande la division, je vous ordonne de le présenter  
à la première occasion, et demain, je vous donnerai cet  
ordre par écrit.

Quelque temps après, on dut faire deux propositions par  
régiment pour l'ordre de Léopold, et, en vue de tranquil-  
liser Rolliers, on le pria de passer par le bureau du colonel,  
pour lui faire voir l'état de proposition, sur lequel se trou-  
vaient avec son nom, celui de deux autres.

Notre capitaine fit l'observation qu'il ne fallait que  
deux candidats et non pas trois; il se doutait bien qu'on  
voulait, cette fois encore, le frustrer de la décoration pour  
la faire obtenir à deux autres. C'est ce qui eut lieu en  
effet, et Rolliers ne fut décoré que neuf ans plus tard,  
après les affaires de 1848.

Le colonel Pletinckx, aujourd'hui lieutenant-général  
commandant la garde civique de Bruxelles, était, en 1831,  
colonel du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers.

« Dans ce régiment à Malines, les menées orangistes  
« avaient été très actives, et les cavaliers étaient en état  
« de révolte contre leurs officiers et leur général (de  
« Marneffe). » <sup>1</sup>

Le colonel Pletinckx, qui avait rendu de très grands

<sup>1</sup> *Mémoires du lieutenant-général comte Belliard*, t. II, p. 35.

services à la cause nationale, pendant la révolution, et dont le patriotisme était à toute épreuve, avait dénoncé les auteurs du complot tramé dans son régiment. Laissons-le parler ici lui-même, d'après ses mémoires :

« Le procès de la conspiration de mars venait de se terminer le 20 juillet, par un acquittement général. Le 27 du même mois, le ministre de la guerre, général De Failly, me renvoya dix-sept officiers très compromis dans l'affaire.

« Chacun pressentait des hostilités, qui éclatèrent le 2 août; je dis et je répétai hautement que si, en face de l'ennemi, quelqu'un, sans distinction de grade, se permettait un mot, un geste, de nature à compromettre l'honneur du régiment, il n'y aurait plus de procès, je lui brûlerais la cervelle. Je rendis compte de cette déclaration au général de Tieken de Terhove qui l'approuva. »<sup>1</sup>

Le 12 août 1831, le 1<sup>er</sup> régiment de lanciers se conduisit, sous le commandant du colonel Pletinckx, avec une admirable bravoure, et le plus grand sang-froid, devant des forces très supérieures. La cavalerie belge, forte de huit escadrons, avait à tenir tête à dix-sept escadrons hollandais. Le roi envoya féliciter son chef à diverses reprises.

« Le ministre de la guerre, Ch. de Brouckere, portait beaucoup d'intérêt au colonel Pletinckx, pour sa conduite durant la révolution et ses actes dans la campagne contre les Hollandais.

<sup>1</sup> *Notice biographique sur le lieutenant-général Pletinckx*, par un garde civique, p. 168.

« Appelé d'urgence dans le cabinet de ce ministre ,  
« M. Pletinckx reçut communication d'un arrêté royal  
« *signé, et le nommant officier d'ordonnance du roi, avec*  
« *maintien de son rang et de son ancienneté dans l'arme*  
« *de la cavalerie.*

« Le jour même de cette communication, le journal le  
« *Courrier belge* publia l'arrêté royal et la nomination du  
« colonel Pletinckx comme un fait accompli.

« Cependant, les orangistes, qui entouraient alors le  
« roi, redoutant la franchise de M. Pletinckx, redoublèrent  
« d'efforts pour l'empêcher de faire partie de la maison  
« militaire du souverain ; ils y parvinrent, malgré la  
« résistance du ministre de la guerre, M. de Brouckere,  
« qui, ayant fait appeler le colonel Pletinckx dès le len-  
« demain, lui dit :

« Le roi est entouré de nos ennemis personnels ; ils ont  
« cabalé, et Sa Majesté vient de m'annoncer que, bien  
« qu'elle soit animée des meilleures intentions à votre  
« égard, votre nomination d'officier d'ordonnance demeu-  
« rerait non avenue. » <sup>1</sup>

Telle était la force du parti orangiste dans l'entourage du roi. Avant l'arrivée de Sa Majesté, le faisceau orangiste, bien compact, bien lié, protégeait ceux qui s'aventuraient dans des tentatives contre le Gouvernement ; ils étaient presque sûrs de l'impunité ; lorsque la vindicte publique réclamait hautement la condamnation des coupables, la haute cour militaire, qui subissait l'influence de l'orangisme et voulait sauver les coreligionnaires politiques de

<sup>1</sup> *Notice biographique sur le lieutenant-général Pletinckx*, p. 182.

ce parti, trainait en longueur les informations et dérobait à la peine qu'ils avaient encourue les coupables alliés des ennemis de leur pays.

L'octroi de grâce pour crimes politiques devant accompagner l'avènement du nouveau roi, ce ne fut qu'après l'acceptation du prince Léopold, au mois de juin 1831, que furent activés les jugements différés jusqu'alors.





## CHAPITRE V

### COMLOT DE JANVIER 1831, DANS LA CAMPINE

---

KÉNOR. — KESSELS

Au mois de janvier 1831, un corps de nos troupes commandé par le général Nypels, avait opéré, de concert avec celles du général Niellon et nos avant-postes, sous le lieutenant-colonel Edeline, un mouvement dans la Campine. Sur les confins de la province d'Anvers et du Limbourg, se trouvait cantonné le 9<sup>e</sup> de ligne. Le colonel Kénor, qui commandait ce régiment, logeait à la cure d'Olmen, avec son capitaine-adjutant-major Van Casteel, le capitaine Lauwerys, commandant la 1<sup>re</sup> batterie d'artillerie, le sous-lieutenant de ce dernier, Soudain de Niederwerth.

Kénor, ancien officier, avait atteint sous l'empire le grade de capitaine, mais il ne brillait ni par l'intelligence ni par le jugement. Dans l'armée des Pays-Bas, il fut promu, en 1829, au grade de lieutenant-colonel.



Le 27 janvier 1831, le jour même où le major d'artillerie Kessels, le major Boutmy, le capitaine Van Dormael et le lieutenant Vandenberg du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers dinaient à Baelen, chez le curé de la paroisse, celui-ci reçut une lettre annonçant comme positifs la dissolution du Congrès et le renversement du Gouvernement provisoire. Aussitôt les majors Kessels et Boutmy se mirent à dicter au lieutenant Vandenberg une lettre à l'adresse du colonel Kénor; elle exprimait le désir de lui voir prendre commandement en l'absence du général Niellon et du colonel Pletinckx <sup>1</sup>. Cette lettre fut remise à un messenger, et Kessels partit de la cure avec Boutmy.

Voici le texte de cette lettre au *colonel Kénor* :

Quartier-général de Baelen, le 27 janvier 1831.

Mon cher *général*,

D'après les nouvelles qui nous ont été communiquées par un officier qui vient de Turnhout, le Congrès national a été dissous ou a été mis à la porte par le peuple.

Je m'étais rendu ici pour en donner communication au général Niellon, et lui faire connaître en même temps ma position désolante, comme commandant d'artillerie aux avant-postes, sans avoir aucun cheval au parc à ma disposition, et étant également abandonné par l'infanterie de la 1<sup>re</sup> division, qui, depuis ce matin, vient d'être dirigée sur Turnhout.

<sup>1</sup> Interrogatoire du curé de Baelen. Archives de la haute cour militaire.

Le général Niellon se trouvant absent de son quartier-général et n'ayant remis le commandement à personne, je me vois forcé, ainsi que le major Boutmy, de l'escadron de lanciers, vu l'infraction au règlement militaire, de nous mettre immédiatement sous vos ordres ; d'autant plus que nous avons lieu de croire que la réaction, qu'on dit avoir lieu à Bruxelles, serait une affaire combinée avec l'armée hollandaise.

Ma responsabilité, comme major commandant d'artillerie de la brigade Niellon, m'ordonne de prendre des mesures efficaces afin de mettre mon artillerie à l'abri de toute surprise. J'ai donc l'honneur de vous communiquer que je vais prendre toutes les mesures qui sont en mon pouvoir pour transporter mon artillerie jusqu'à Gheel, et je crois que vous serez de mon avis, *général*, qu'il est de toute urgence que je me rende de suite près du général Nypels, pour lui donner connaissance de mon mouvement et lui réclamer les chevaux nécessaires pour le transport de 14 caissons et 4 canons.

Il me serait très agréable de recevoir, par le courrier porteur de la présente, vos ordres qu'il sera pour nous un devoir de remplir.

Signé : le major d'artillerie KESSELS et BOUTMY, major.

Le major Kessels suivit de près le messager porteur de cette lettre au colonel Kénor, et arriva à la cure d'Olmen au moment où on allait se mettre à table pour souper et pendant que le capitaine Van Casteel était occupé à écrire la lettre du colonel en réponse à celle du major Kessels.

Une conversation assez animée eut lieu : • Je dois

« remarquer, dit Kénor, que Kessels avait bu un coup et  
« même perdu son sabre, chemin faisant, du moins Kes-  
« sels me parut avoir bu. On s'était mis à table, la conver-  
« sation a roulé sur la politique<sup>1</sup>.

« Kessels dit au colonel : Vous devriez bien prendre le  
« titre de lieutenant-général ; nous ne pouvons pas rester  
« ainsi. — L'idée nous a paru ridicule<sup>2</sup>.

« Kessels ajouta : Vous êtes un ancien militaire ; nous  
« aviserons au moyen de choisir un prince qui puisse con-  
« cilier le tout, pour le bonheur du pays, et le prince qui  
« conviendrait le mieux serait le prince d'Orange.

« Sur quoi je (le capitaine Van Casteel, adjudant-major  
« du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie, depuis lieutenant-général)  
« pris la parole et je dis à Kessels que ses propos com-  
« mençaient à devenir sérieux et qu'il ne me convenait  
« pas de les écouter, que nous ne devions pas nous  
« occuper de politique, que le Congrès était là. — Kes-  
« sels répondit : Mais il n'y a plus de Congrès. Le Gouver-  
« nement provisoire tenait son mandat du Congrès, et  
« nous du Gouvernement provisoire. Le Congrès n'exis-  
« tant plus, nous pouvons nous en mêler, moi surtout,  
« ajouta-t-il, qui ai travaillé à la révolution, et les choses  
« ne peuvent pas rester dans cet état-là.

« Le capitaine Lauwerys et le lieutenant Soudain  
« (depuis lieutenant-général et inspecteur général de l'ar-  
« tillerie) qui étaient là, ont approuvé l'observation que  
« j'avais faite<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire, déposition du colonel Kénor.

<sup>2</sup> *Ib.* Déposition du capitaine Van Casteel.

<sup>3</sup> *Ibid.*

« Sur ces entrefaites, le colonel s'est levé et est sorti.  
« Peu après, il m'a fait appeler auprès de lui et me demanda  
« ce que signifiaient les idées de Kessels.

« Je lui répondis que cet homme était soûl ou fou, que  
« je n'ajoutais aucune foi à la nouvelle qu'il apportait du  
« renversement du Congrès, que ce n'étaient là que des  
« on dit, que je lui conseillais d'attendre les ordres du  
« général Nypels, qui savait où nous étions, et qui, au  
« besoin, pourrait nous informer de ce qui se passait et  
« nous donner la direction que nous avions à suivre...

« Et lorsque nous rentrâmes, Kessels dit au colonel :  
« Eh bien ! donc vous n'acceptez pas le commandement ?  
« Kénor lui répondit que non. — Si j'avais deux têtes,  
« dit-il, je vous en donnerais une, mais comme je n'en  
« ai qu'une, je veux la conserver<sup>1</sup>.

Le colonel Kénor dit dans sa déposition :

« La proposition que me fit Kessels m'a semblé avoir  
« un autre but que celui exprimé dans sa lettre, et ce but  
« m'a paru être celui de me prononcer en faveur du prince  
« d'Orange, quoiqu'il ne me l'ait pas déclaré, et cela d'au-  
« tant mieux que j'ai cru devoir en rendre compte à mon  
« général.

« Je pense que le mot *se prononcer* s'appliquait au projet  
« de marcher sur Bruxelles et de faire un mouvement en  
« faveur du prince d'Orange...

« Kessels a dit qu'il n'avait de préférence pour per-  
« sonne, mais qu'il voudrait voir son pays heureux, que

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire, déposition du capitaine Van Casteel.

« si le prince royal revenait, tout finirait, et, en me frappant sur l'épaule : Et toi tu serais lieutenant-général !<sup>1</sup>

« Lorsque Kessels, dans le cours de la conversation, déroulait ses idées, le capitaine Van Casteel lui dit :

« Nous voyons bien où vous voulez en venir ; vous voulez parler du prince d'Orange !

« Eh bien ! reprit-il, il me semble que lui seul peut assurer le bonheur de la Belgique ; nous sommes dans un pays de liberté, chacun peut émettre son opinion, et je fais connaître la mienne. Il ajoutait que le Congrès étant renversé, c'était le moment de se prononcer en faveur du prince d'Orange, et qu'il était chargé d'offrir à Kénor le commandement de toutes les troupes qui se trouvaient dans le canton<sup>2</sup>.

« Il nous a même annoncé que le gouvernement n'existait plus, que le Congrès était renversé et que le Gouvernement provisoire n'existant que par suite des pouvoirs que lui avait délégués le Congrès, il n'existait plus lui-même et que nous étions ainsi sans gouvernement.

« Je crois en général que le but de Kessels était d'engager l'armée à se prononcer en faveur du prince d'Orange, dans la concurrence qui existait, en ce moment, entre divers candidats<sup>3</sup>.

« Quant au commandement qu'on lui offrait, Kénor répondit qu'il ne pouvait le recevoir que du général en chef, et que c'était à lui qu'on devait s'adresser pour le

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire, déposition du colonel Kénor.

<sup>2</sup> *Ib.* Déposition du lieutenant Soudain de Niederwerth.

<sup>3</sup> *Ibid.*

« lui conférer. A quoi Kessels répondit que s'ils avaient eu le dessein de s'adresser au général, ils l'auraient fait, mais qu'ils s'étaient choisi eux-mêmes leur chef.

« Je sais aussi que Kénor dans un certain moment, a dit : C'en est trop; qu'on aille chercher un caporal et quatre hommes. Mais de suite il s'est assis et a semblé réprimer un mouvement de vivacité.

« Kessels, en partant, a encore renouvelé au colonel Kénor sa demande s'il acceptait oui ou non le grade de lieutenant-général; et Kénor refusant toujours, Kessels lui dit : que s'il ne l'acceptait pas, il recevrait sa démission. Le colonel répliqua que personne ne pouvait lui donner sa démission, qu'il avait gagné son grade en se battant pour le pays, et que le pays seul pouvait le lui ôter.

« Kessels a dit aussi, en s'adressant à tous : Vous partez demain pour Gheel; prenez garde à vous, nous vous attaquerons. Sur quoi je repris : Moi aussi j'ai une batterie avec laquelle j'avalerais la vôtre et voire même la baleine; ce qui excita le rire, et il partit. »<sup>1</sup>

Comme le major Kessels disait avoir abrité son cheval dans une auberge, le colonel voulut l'accompagner, pour l'aider à se mettre en selle; il neigeait à gros flocons.

L'adjudant-major, qui ne paraissait pas avoir une grande confiance dans son colonel, proposa aux deux autres officiers de ne pas les laisser aller seuls et de les suivre. Ils arrivèrent, en même temps qu'eux, à l'auberge en question, sur la grande place; mais quelle ne fut pas leur sur-

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire, déposition du capitaine Lauwerys.

prise de trouver là réuni tout le corps d'officiers des deux bataillons ! L'adjudant-major fut sur le champ entouré par des officiers supérieurs et autres, lui demandant ce qu'il pouvait y avoir. Celui-ci de leur répondre qu'il ne savait même pas *par qui* ils étaient convoqués à cette réunion. — Dureste, ajouta-t-il, le colonel va sans doute vous le dire. En effet, après avoir assisté au départ de l'officier supérieur porteur de la prétendue nouvelle, le colonel Kénor rentra dans l'auberge et, abordant les officiers d'un air assez embarrassé, à cause de ses compagnons de table du curé d'Olmen, qu'il ne s'attendait pas à rencontrer là, il leur dit : « Messieurs, je croyais avoir une communication importante à vous faire, mais il paraît que ce qu'on m'avait annoncé n'est pas sérieux. »

Les trois officiers, logés avec le colonel Kénor chez le curé d'Olmen, ont toujours supposé avec raison que le colonel avait dû recevoir avis, soit dans la journée soit la veille, des propositions qu'on serait venu lui faire.

Le lendemain, toutes les troupes devant faire un mouvement pour se retirer plus à l'intérieur, on voulait sans doute les conduire sur Bruxelles, dans le but d'effectuer ce que l'on disait déjà un fait accompli.

Le major Kessels dit pour se justifier :

« On peut m'attribuer beaucoup de propos dans mon ivresse, que je ne me rappelle pas et auxquels je ne puis répondre.

« Kénor est venu après ma sortie de chez lui, avec les officiers qui s'y trouvaient au cabaret avec moi, et m'a même aidé à monter à cheval.

« Comment concilier cette conduite avec celle d'un

« homme auquel j'aurais déplu au point de me faire  
« arrêter, tandis qu'il me représentait ce jour même  
« comme un brave, et qu'il m'a plusieurs fois engagé à  
« entrer dans sa brigade.

« Kénor m'a même engagé à aller le voir à Gheel et à  
« dîner chez lui. — Il a bu avec moi au cabaret dans le  
« village (d'Olmen). »<sup>1</sup>

Le général Niellon, interrogé à quoi il pouvait attribuer la démarche des majors Boutmy et Kessels, répondit :

« Je pense que fréquentant souvent les officiers de lan-  
« ciers dont les propos étaient pour le moins indiscrets,  
« Kessels en est venu à croire le retour du prince d'Orange  
« probable et à faire chorus avec eux, dans l'espoir de  
« conserver des épaulettes qu'il avait gagnées pendant la  
« révolution. Ceci, du reste, n'est que l'expression de mon  
« opinion personnelle, car jamais devant moi il n'a tenu  
« de propos qui pussent me donner le moindre soupçon. —  
« Les propos dont j'ai parlé étaient fondés sur le plus ou  
« moins de regret qu'exprimaient les officiers de lan-  
« ciers sur l'exclusion des Nassau; même les propos du  
« major Boutmy ont un jour occasionné une violente  
« sortie de ma part contre lui. »<sup>2</sup>

Ces détails prouvent combien ces faiseurs de contre-révolution avaient peu de jugement, et combien ils appréciaient mal l'opinion générale de l'armée. Quoi qu'on en ait dit à cet égard, il est plus que certain que le colonel Kénor n'eût pas entraîné deux officiers à sa suite.

Il sortit donc bredouille de l'estaminet, et reprit avec

<sup>1</sup> Arch. de la haute cour militaire. Observation de l'accusé Kessels.

<sup>2</sup> *Ibid.* Déposition du général Niellon.



ceux qui avaient si cruellement assisté à son équipée, le chemin de la cure, pour achever le souper interrompu. On y retrouva le curé assez inquiet, mais il se rassura. Puis, après le repas, le colonel se mit à déclamer quelques scènes des tragédies de Corneille et de Racine, pour donner ainsi à ses officiers un échantillon de son mérite, et leur faire comprendre qu'il n'aurait pas été trop déplacé comme *lieutenant-général du royaume*.

Malgré la promesse qu'il avait faite au porteur des nouvelles en question, le colonel Kénor se leva la nuit à l'insu de chacun, et le dénonça au général Nypels.

Lorsque le major Kessels apprit qu'il était dénoncé et sur le point d'être poursuivi, il quitta son cantonnement, disant qu'il allait se constituer prisonnier à Anvers. Il s'y rendit en effet, mais au lieu de se constituer prisonnier, il y faisait, dès le 29 janvier, dans les cafés et endroits publics, une propagande active en faveur du prince d'Orange, et prétendait qu'il n'y avait plus d'autre moyen de nous sauver, que de prendre pour chef de l'État S. A. R.

Ni le général Nypels, qui était de retour à Anvers, ni le général Van der Smissen commandant cette forteresse, dont la citadelle était occupée par l'ennemi et la rade au pouvoir de sa flotte, ne prirent aucune mesure pour arrêter cette propagande orangiste du major Kessels, et cet officier supérieur ne fut mis en arrestation que sur l'ordre direct du Gouvernement provisoire, signifié par M. Jolly, l'un de ses membres, au général Nypels<sup>1</sup>.

Le général Nypels fit exécuter cet ordre et conduire à

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire.

Bruxelles le major Kessels. Par sa lettre du 7 février, cet officier général demande que le major Kessels soit traduit devant la haute cour militaire et jugé conformément aux lois existantes, et notamment à l'article 65 du Code pénal militaire « pour avoir tenu dans des lieux publics des  
« propos calomnieux pour l'armée, qui compromettaient  
« sa sûreté et celle de l'État, et pour avoir fait au colonel  
« Kénor des propositions dont l'exécution, si elles eussent  
« été admises, devait amener le renversement du gouver-  
« nement »<sup>1</sup>.

D'un autre côté, nous voyons, par le rapport de l'auditeur général au président et aux membres de la haute cour militaire, que ce fonctionnaire passant sous silence l'art. 65 du code pénal militaire, qui lui était indiqué par le général Nypels, prévoit l'application de l'art. 90 du *Code pénal civil*. L'auditeur général suivait les errements de la haute cour, toujours favorable aux incriminés orangistes, puisque, dans le rapport qu'il adressa à celle-ci, il se garda bien d'adopter comme marche naturelle l'application de l'art. 65 du code militaire dont voici le texte :

« Quiconque, militaire ou autre, se trouvant à l'armée ou dans un camp, en présence de l'ennemi ou dans une place investie ou assiégée, invente ou répand des bruits ou des nouvelles tendant à séduire, tromper ou décourager les troupes, sera puni de la corde.

« Au cas cependant que ce crime n'ait point été commis dans une intention criminelle, il sera condamné à la broutte ou à une peine plus légère, suivant la gravité du délit ou la nature des circonstances. »

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire.

Le chef d'accusation, au sujet de la proposition faite par le major Kessels au colonel Kénor, ne pouvait être prouvé, mais les bruits répandus par un officier supérieur dans plusieurs lieux publics, « BRUITS CALOMNIEUX POUR L'ARMÉE, COMPROMETTANT SA SÛRETÉ ET CELLE DE L'ÉTAT », devaient nécessairement encourir une sévère répression.

Tel n'était pas l'avis de l'auditeur général qui, dans son exposé à la haute cour militaire, dit que « les propos tenus » ne sont pas de nature à faire prolonger la détention du « major Kessels, puisque la loi *criminelle* même garde le « silence sur un fait de cette nature!!! »

Ainsi, un acte de trahison formelle, commis par un officier supérieur dans une forteresse dont la citadelle est entre les mains de l'ennemi, dont la rade est occupée par sa flotte, alors que cet officier a pour but le renversement de l'État, n'est pas aux yeux de l'auditeur général de nature à priver de sa liberté celui qui s'en est rendu coupable ! Le général commandant la division, bien qu'infecté lui-même d'orangisme, demande la mise en jugement du coupable, attendu qu'il est bien à même d'apprécier, suivant l'effet produit parmi les troupes sous ses ordres, qu'il y a urgente nécessité de réprimer énergiquement une pareille félonie. Non, dans l'ordre d'idées qui régnait à la haute cour de justice militaire de la Belgique à cette époque, les propos tenus en public par le major Kessels, durant plusieurs jours, ne méritent aucune répression.

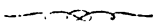
L'auditeur général dit bien dans son *exposé* : « qu'à l'égard de la proposition faite au colonel Kénor, dont la nature n'est pas encore connue, à défaut de la représentation de la lettre qui l'avait contenue, l'incertitude du

« contenu de cette lettre exige que le prévenu reste en  
« état d'arrestation, etc., etc. »

La culpabilité ne sera pas prouvée, et Kessels, dégagé de l'inculpation bien avérée de trahison à Anvers, sera relâché, parce que sa trahison d'Olmen ne peut être prouvée.

Telle était, dans les premiers mois de notre indépendance, la façon d'agir de la haute cour militaire.

Ces absurdes tentatives n'avaient aucune chance de succès; elles ne servaient qu'à soutirer de l'or à la Hollande et à provoquer chez nous une agitation stérile. Il eût été inutile d'en faire mention, si la date du 27 janvier n'eût été si rapprochée de celle du 2 février. La direction suprême semble avoir voulu faire coïncider le mouvement contre-révolutionnaire d'Ernest Grégoire à Gand avec la marche de Kénor sur Bruxelles.





## CHAPITRE VI

LE 2 FÉVRIER A GAND

---

RÉBELLION A MAIN ARMÉE DU 2<sup>e</sup> BATAILLON DE TIRAILLEURS, COMMANDÉ PAR LE LIEUTENANT-COLONEL ERNEST GRÉGOIRE, LE 2 FÉVRIER, A GAND.

Ernest Grégoire s'était signalé dans les premiers combats soutenus pour notre indépendance et, bien qu'étranger, il avait obtenu le grade de lieutenant-colonel. Les meneurs du parti orangiste jetèrent les yeux sur lui et il fut gagné à la cause du prince d'Orange par l'intermédiaire du comte Adolphe Duchâtel, partisan très actif de ce prince, en faveur duquel il agit encore très efficacement quelques semaines plus tard, près des généraux Nypels et Van der Smissen, à Anvers.

L'exécution du complot d'Ernest Grégoire se trouvait on ne peut mieux préparée par les nombreux adhérents qui avaient pris l'engagement de l'appuyer. L'agent du Trésor à Gand n'avait-il pas perfidement gardé devers lui,

pendant plus de 15 jours, un mandat de 100,000 florins, envoyé par le Gouvernement provisoire dans le but de donner du travail aux ouvriers? <sup>1</sup> Le 31 janvier, l'avant-veille de la rébellion Grégoire, ne vit-on pas douze fileurs de coton, excités par leur patron, se répandre dans les cabarets aux environs des Augustins et crier à tue-tête : *Vive le prince d'Orange! Vive le roi Guillaume, notre père.* La garde des pompiers les arrêta et trouva parmi eux un contre-maitre. Puis, cette proclamation incendiaire glissée à profusion dans tous les lieux publics <sup>2</sup> : « Levez-vous donc, ô Gantois! une  
« plus longue inertie serait non seulement un crime et une  
« lâcheté, ce serait encore un mauvais calcul. Le malheur  
« d'un ami ou d'un voisin que vous contempleriez d'un  
« œil indifférent aujourd'hui, tomberait sur vous demain...

« Noble cité de Gand, distinguée entre toutes les villes  
« de la Belgique par vos malheurs, c'est à vous à donner  
« l'exemple; la patrie indignée d'une domination avilis-  
« sante tourne les yeux vers vos murs, et en attend le  
« signal de la délivrance. Que d'obscurs tyranneaux soient  
« renversés, que le règne de la terreur finisse.

« Élevez la voix, elle trouvera de l'écho dans tout le  
« pays.

« Aux armes, Gantois, aux armes! »

Dans cette situation, des rixes terribles s'élevèrent entre les deux partis : les chasseurs de Bruxelles (1<sup>er</sup> bataillon de Borremans) fatigués d'entendre vilipender le Gouver-

<sup>1</sup> Documents communiqués par M. Jh. Vander Linden, membre du Gouvernement provisoire, délégué spécial dans les deux Flandres.

<sup>2</sup> *Ibid.*

nement national et sa cause qu'ils aimaient et servaient, finirent par perdre patience et se livrèrent à des excès contre les exaltés du parti adverse. A Bruxelles, les orangistes remuaient de leur côté pour préparer les voies au succès définitif du mouvement de Grégoire : le 1<sup>er</sup> février, vers les 4 heures du soir, un étranger y colportait, rue de Louvain, un portrait du prince d'Orange; assailli, maltraité, pour le soustraire à la colère du peuple, la garde civique dut s'emparer de lui et le conduire à l'Amigo. L'élection prochaine du chef de l'État, qui eut lieu le 3 février, élection que les orangistes voulaient prévenir, les mettait dans la nécessité d'agir promptement pour seconder Grégoire, dont l'attaque à main armée avait le double but de proclamer le prince d'Orange sur la ruine du Gouvernement à Gand, puis de marcher sur Bruxelles, pour expulser le Congrès et le Gouvernement provisoire, dès qu'il aurait été renforcé des troupes de la garnison gantoise.

Grégoire partit donc de Bruges, le 1<sup>er</sup> février 1831, vers les 11 heures du soir, accompagné de quelques officiers mis dans le secret. De concert avec eux, il avait fait lever et habiller la troupe dans le plus grand silence; puis, cheminant sur les remparts contigus à la caserne qu'elle occupait, il avait gagné la porte de Sainte-Croix. Ce mouvement mystérieux s'était exécuté avec beaucoup de précaution et, sans le bruit des fanfares que le major de place De Pachter entendit sonner à quelque distance de la ville, on ne se serait aperçu du départ de cette troupe que le lendemain matin; De Pachter, attiré par ce bruit, se dirigea sur la porte Sainte-Croix, y apprit du caporal de garde qu'une



partie du bataillon de tirailleurs venait de sortir de la ville, et alla prévenir le commandant de la province général de Mahieu, qui l'envoya faire la même communication au colonel Strock, commandant le 6<sup>e</sup> régiment d'infanterie ; mais pour gagner du temps, De Pachter, au lieu d'obtempérer à cet ordre, se rendit directement chez le lieutenant de gendarmerie Sacré et l'invita à se rendre chez le général de Mahieu, qui savait déjà par lui que Grégoire se dirigeait, non sur les frontières, mais droit sur Gand. De Mahieu rédigea son rapport au général Duvivier, se taisant toutefois sur la direction prise par le lieutenant-colonel Grégoire, et n'envoya sa dépêche qu'à 3 heures du matin, bien qu'il fût averti dès minuit. Deux routes s'offraient à lui pour l'expédition de ce document ; l'une, le long du canal, était la seule à considérer comme sûre ; l'autre était la grand' route suivie par la troupe de Grégoire. C'est cette dernière que de Mahieu choisit pour y lancer avec sa dépêche un gendarme à cheval, tandis qu'il envoyait par la route la plus sûre, un gendarme à pied qui ne put arriver avant midi <sup>1</sup>. Le général chargea, en outre, le gendarme à cheval d'une lettre pour un officier stationné à Maldegheem, lettre dont la remise occasionna au messager à cheval un retard d'une heure <sup>2</sup> ; de telle sorte qu'il n'arriva à Eecloo qu'à 6 1/2 heures du matin, laissant à un quart de lieue derrière lui, le corps de Grégoire qu'il venait de contourner. On détacha aussitôt sur Gand un gendarme de la brigade d'Eecloo, qui fut informé de la trahison de Grégoire, et qui, parti d'Eecloo à 7 heures, arriva à Gand à 10 heures <sup>3</sup>.

<sup>1 2 3</sup> Documents communiqués par M. Jh. Van der Linden.

Lorsque la troupe de Grégoire fut arrivée à Eecloo, elle se renforça de la compagnie du 6<sup>e</sup> de ligne stationnée à Moerbeke, sous le commandement du capitaine Janquart. Une réquisition de douze voitures à deux colliers fut exigée avec menaces. Le bourgmestre et les échevins d'Eecloo virent brandir contre eux l'épée, parce qu'ils n'obtempéraient pas assez promptement à cette exaction.

Après avoir fait rafraîchir leur monde, les capitaines d'Origny et De Bast rassemblèrent les sous-officiers dans une chambre particulière, donnèrent à chacun cinq francs *de la part du prince d'Orange, qu'on allait proclamer, à Gand, roi des Belges*; ils promirent, en outre, que la paie serait continuée sur le même pied. Les soldats reçurent chacun un franc qui leur avait été promis à la halte devant Maldeghehem s'ils traversaient cette commune dans le plus grand silence. — Une compagnie du 8<sup>e</sup> d'infanterie commandée par le lieutenant Notteboom était cantonnée à Maldeghehem. Arrivés hors de la ville, à la maison dite : *le Chocolat*, ils firent crier à la troupe : *Vive le prince d'Orange!* A peine le quart répondit-il à la provocation; les autres crièrent « A bas! à bas! » On fit semblant de ne pas les entendre.

Sur ces entrefaites, le général de Wautier était envoyé en poste, par le général Duvivier, à la rencontre de la troupe de Grégoire, afin d'intimer à ce colonel l'ordre de rétrograder immédiatement sur Bruges.

Nous transcrivons ici la note explicative du général de Wautier, rédigée et signée par lui :

*Note explicative sur la journée du 2 février 1831, pouvant servir de réponse à tout ce qui a été dit et écrit sur l'échauffourée d'Ernest Grégoire et qui aurait particulièrement trait au général de Wautier.*

Entre autres événements qui se sont succédé dans les Flandres depuis la révolution, il en est un qui étonne par l'audace de son entreprise et la témérité avec laquelle l'exécution en a été tentée. C'est l'échauffourée d'Ernest Grégoire. On a beaucoup parlé et écrit sur cet événement, mais la vérité n'est pas encore sortie de l'amas de brochures et de pamphlets publiés par la haine et l'affection politiques des partis.

Une conspiration existait, a-t-on dit; Grégoire avait des complices, et ces complices on a voulu les trouver dans les autorités militaires qui se trouvaient alors dans les Flandres. Toutes ces autorités ont été confondues dans la même proscription, sans égard à leur conduite particulière.

Attendre que le temps fasse la part de chacun, c'est laisser subsister la prévention que la malveillance a fait naître, et leur donner en quelque sorte une apparence d'exactitude, de vérité aux yeux du public qui, malheureusement aujourd'hui, prend le silence et le mépris pour de l'impuissance à détruire les plus absurdes assertions.

Quelle que soit donc la répugnance que j'aie à parler de moi, à me mettre en évidence, pour revenir sur des faits accomplis depuis plus de deux ans, j'ai surmonté l'aversion qui m'a retenu jusqu'à ce jour. Je ne veux blesser, attaquer ni accuser personne; mais je veux être vrai,

sincère, impartial ; je n'hésiterai donc pas à rapporter les faits comme ils se sont passés. Ce n'est pas ma faute s'ils peuvent porter atteinte à la considération des personnes que je serai dans la nécessité de nommer. Comme moi, elles pourront réfuter les imputations qui les blesseraient.

A l'époque du mois de février 1831, je me trouvais à Gand comme gouverneur militaire de la province de la Flandre orientale, sous les ordres de M. le général de division Duvivier, qui commandait les deux Flandres et les troupes sur la frontière. Il existait peu de sympathie entre le général de division et moi ; nos relations se bornaient aux exigences du service, et rien de plus ; cette espèce de mésintelligence, qui datait de plusieurs années avant la révolution, fut encore augmentée depuis que je me trouvais de nouveau sous ses ordres, par l'espèce de mystère qu'il faisait observer à mon égard, sur toutes les dispositions militaires concernant la frontière de ma province.

Le 2 février 1831, entre 9 et 10 heures du matin, M. le général Duvivier vint chez moi pour me dire de me préparer à partir de suite en poste pour Eecloo, où je rencontrerais le lieutenant-colonel Ernest Grégoire qui avait quitté avec son bataillon la garnison de Bruges, sans avoir reçu d'ordre à cet effet ; que l'avis lui en était parvenu le matin. Le général ajouta que l'ordre écrit allait m'être remis, qu'il était venu m'en prévenir afin d'accélérer mon départ. Un peu après 10 heures, accompagné de mon aide de camp, je partis en poste, afin de remplir la mission indiquée dans l'ordre dont voici la copie :

« J'apprends à l'instant que M. le lieutenant-colonel Ernest Grégoire est parti cette nuit de Bruges avec son

bataillon. Il est sorti par la porte de Sainte-Croix, se dirigeant sur Eecloo. Cet officier n'ayant reçu aucun ordre qui motive ce mouvement, j'ai l'honneur de vous inviter à vous rendre à l'instant même à Eecloo où vous enjoindez à M. Ernest Grégoire de rétrograder immédiatement sur Bruges, où il attendra de nouveaux ordres.

Telle est ma volonté, et cette lettre vous servira à justifier cette mesure. »

Arrivé à une demi-lieue de Gand, je rencontrai une compagnie d'infanterie du 6<sup>e</sup> de ligne; comme mon ordre n'en faisait pas mention et que tous les mouvements de troupe se faisaient sans ma participation, je continuai ma route jusqu'auprès de Mariakerke, où je vis à ma grande surprise s'avancer la tête de la colonne de troupes commandée par le lieutenant-colonel Grégoire en personne. J'empêchai le postillon de quitter le milieu de la route et, arrivé près de Grégoire, je lui ordonnai d'arrêter son bataillon, ce qu'il fit à l'instant. Je descendis de voiture et Grégoire s'avança près de moi; je lui donnai connaissance de l'ordre dont j'étais porteur, et je m'attendais à lui voir faire de suite demi-tour pour faire rétrograder son bataillon vers Bruges.

Mon étonnement fut grand quand je l'entendis me dire, de la manière la plus positive, qu'il n'avait plus d'ordre à recevoir de moi ni du général Duvivier; qu'il *n'en recevait plus que du prince d'Orange, de qui il avait reçu mission de le proclamer à Gand gouverneur général de la Belgique*; que du reste il était attendu à Gand par toute la population et une grande partie de la garnison.

J'ignore si le général Duvivier connaissait le but du

mouvement de Grégoire, mais il ne m'en avait rien dit, et j'étais parti dans une parfaite sécurité; je me crus donc livré dans un guet-apens. Cependant, je ne perdis pas contenance; je savais que pas la moindre disposition extraordinaire n'avait été ordonnée avant mon départ; la garnison était peu nombreuse; une partie du service de la place se faisait par la garde bourgeoise. Il importait donc de prendre des mesures promptes et vigoureuses; le temps pressait, et je ne voyais aucun moyen matériel pour retarder la marche de Grégoire; je ne voyais de salut que dans mon dévouement et je ne balançai pas de me sacrifier, dans l'espoir de faire prévenir le général Duvivier assez à temps pour prendre les mesures que les circonstances commandaient. Je fis répéter à Grégoire ce qu'il m'avait dit du prince d'Orange; à quoi il ajouta que le prince était déjà en vue d'Ostende et qu'il arriverait le lendemain à Gand, parce qu'un mouvement en sa faveur devait avoir lieu à Bruxelles, à Anvers et à Liège. Cette conversation ayant eu lieu contre la portière de ma calèche où mon aide de camp était resté, je lui demandai s'il avait compris ce que disait Grégoire? Sur sa réponse affirmative, je le fis partir en toute hâte pour prévenir le *général Duvivier* que le colonel *Ernest Grégoire*, à la tête de son bataillon, ne recevait plus d'ordre ni de lui ni de moi, et qu'il se rendait à Gand pour y proclamer le prince d'Orange.

Dans la crainte que *Grégoire* ne le laissât pas partir, je voulus le distraire et lui demandai de me faire voir l'ordre qu'il m'avait dit tenir du prince d'Orange; il fouilla dans son portefeuille et me donna la lettre du prince qui a paru dans la procédure. La voiture, pendant ce temps, avait

tourné et s'éloignait avec rapidité. C'était mon but, et je fus soulagé d'une partie des angoisses qui m'accablaient. Si j'eusse cherché à m'éloigner moi-même, *Grégoire* m'eût-il laissé partir? Il est probable que non, et cet acte de prudence pouvait s'étendre jusqu'à retenir mon aide de camp. On ne peut pas se dissimuler qu'il a commis une grande faute en le laissant partir, et cette faute était toute à l'avantage de mes projets. Ce n'était point assez de faire prévenir le *général Duvivier*, mais il fallait encore lui laisser le plus de temps possible en ralentissant la marche de Grégoire.

Malheureusement, il faisait froid, les soldats souffraient et s'impatientaient de cette halte prolongée; les officiers surtout qui entouraient Grégoire sentaient l'importance de précipiter leur marche. La colonne se mit en mouvement sans commandement. Tout en nous avançant assez lentement vers la ville, en cherchant à dissuader Grégoire de l'appui qu'il croyait trouver dans la population et dans une partie de la garnison, nous arrivâmes aux premières maisons de la ville. Je réfléchis alors au danger de ma position. Je m'attendais à voir le pont sur le canal, en avant de la porte, tourné, la porte de Bruges fermée, et des troupes pour la défendre. Ces mesures si simples devaient naturellement avoir été ordonnées par le *général Duvivier*, averti depuis *trois quarts d'heure* par mon aide de camp des intentions de Grégoire. La position n'était donc pas sans péril, et puis d'ailleurs, n'avais-je pas à redouter le mauvais effet que ma présence au milieu des traîtres pouvait faire naître sur la troupe qui aurait de préférence dirigé son premier feu sur moi. Je cherchai à

me tirer de cette position difficile en proposant à Grégoire de le devancer en ville, afin d'éviter un conflit qui devait amener un combat acharné. Il s'y refusa et me garda en otage. Je lui dis de me faire accompagner d'un de ses officiers duquel je répondais, mais il s'y refusa toujours.

Mes prévisions sur les mesures que je supposais être prises par le général Duvivier ne se sont pas réalisées. Le pont n'était pas tourné; la porte de Bruges n'était point fermée, et il n'y avait point de troupes pour la défendre; de manière que l'entrée en ville de Grégoire ne souffrit aucun obstacle.

Il s'était formé un peu en avant de la porte un assez grand rassemblement de personnes, dont quelques unes étaient bien mises et qui s'avançaient rapidement vers Grégoire; en un instant, la tête de la colonne fut entourée par ce rassemblement. C'est alors que, mettant à profit ce moment de confusion, je pris le capitaine d'Origny par le bras, en lui disant : Allons en ville trouver le général Duvivier. Il me suivit effectivement; à peine avais-je fait quelques pas à travers la foule, que le capitaine De Bast se porta en avant à la tête de sa compagnie, et me suivit de près. Trois ou quatre hommes de garde bourgeoise sortirent du poste de la porte pour me rendre les honneurs, De Bast et sa compagnie n'étaient qu'à une cinquantaine de pas derrière moi. Pas un seul détachement de troupe n'était en vue. Je dis donc à ce peu d'hommes de garde de rentrer et je pressai le pas. C'est alors que De Bast se mit avec sa compagnie au pas de course, en criant : *Vive le prince d'Orange!*

Comme je me rendais par le chemin le plus direct vers



la place d'Armes, où j'espérais trouver au moins des troupes, si je n'en rencontrais pas en chemin, De Bast suivit aussi le même chemin, jusqu'à la rue aux Draps, où il prit à gauche, pour se rendre par la place du Marché-aux-Grains, à l'hôtel du gouverneur civil.

Arrivé sur la place d'Armes, je ne vis encore la moindre apparence de troupes, ni aucune disposition contre Grégoire. J'entrai précipitamment dans le bureau du général Duvivier, que je trouvai fort tranquille avec le capitaine d'état-major Ramon. Je me hâtai de lui demander si mon aide de camp lui avait fait mon rapport? Où étaient les troupes? quelles étaient les dispositions qu'il avait ordonnées? Il me dit que mon aide de camp lui avait fait son rapport depuis *une petite heure*, et que l'ordre était donné aux troupes de prendre les armes. Je sortis du bureau avec le général pour l'engager à se rendre près des troupes, puisqu'elles n'arrivaient pas; je lui fis observer qu'il n'y avait pas de temps à perdre, que Grégoire et sa troupe étaient en ville, qu'il pouvait d'un instant à l'autre cerner la place d'Armes et nous faire prisonniers; que la troupe ne nous voyant pas mettrait de l'hésitation, qu'il fallait absolument nous rendre près d'elle.

A toutes mes observations le général répondait : Les troupes vont arriver, j'ai donné les ordres.

Je réitérai mes instances sans plus de succès, et ce ne fut que lorsque la compagnie *Jancquart* du 6<sup>e</sup> régiment, que j'avais rencontrée hors la porte de Bruges et que je savais depuis être sous les ordres de Grégoire, se présenta sur la place d'Armes, que je parvins à décider le général Duvivier à céder à mes instances.

Nous nous rendîmes à la caserne n° 2, plaine Saint-Pierre, où nous trouvâmes le bataillon de chasseurs de Bruxelles, l'arme au bras et attendant l'ordre de marche.

Le général fit un discours à ce bataillon, mais, sur mon observation qu'il fallait partir tout de suite, le bataillon commandé par le major Baron se mit en marche, formant les pelotons au fur et à mesure qu'ils sortaient de la caserne.

Par une fatale imprévoyance, les hommes n'avaient point de cartouches, et à peine la colonne était-elle en marche, qu'il fallut l'arrêter. On envoya chercher des cartouches à la citadelle. Comme elles se faisaient attendre, je proposai au général Duvivier de m'y rendre en personne pour en faire accélérer la distribution et, en même temps, pour me mettre à la tête d'un des deux bataillons du 7<sup>e</sup> d'infanterie qui s'y trouvaient, et avec lequel j'eusse enveloppé Grégoire.

Le général ne voulut pas et me dit positivement de rester près de lui, qu'il allait envoyer un officier. Après quelques minutes, ne voyant pas venir de cartouches, je renouvelai ma proposition au général; même refus.

Cependant le temps pressait, je me décidai à m'y rendre malgré lui. Chemin faisant, je rencontrai les cartouches pour les chasseurs. Je continuai pour rejoindre les bataillons du 7<sup>e</sup> régiment que je trouvai encore immobiles. Je me mis de suite à la tête d'un des deux bataillons, et, arrivé plaine Saint-Pierre, je vis que le général Duvivier était descendu en ville avec le bataillon de chasseurs. Je me disposais à suivre le même chemin, lorsque le major qui commandait le bataillon à la tête duquel je me trouvais,

me fit observer que ses hommes n'avaient point de cartouches. Je fus donc forcé de m'arrêter pour en attendre l'arrivée, ainsi que celle de l'artillerie qui, selon mes ordres, devait suivre ce bataillon. Les cartouches tardèrent longtemps.

Pendant cette attente, le colonel l'Olivier, qui commandait le 7<sup>e</sup> régiment, s'approcha de moi en me disant : *Général, il faut que tout cela finisse; mettez-vous à la tête du mouvement d'Ernest Grégoire, je vous soutiendrai avec mon régiment.*

Cette proposition si claire m'expliqua ce que m'avait dit Grégoire, qu'il comptait sur une partie de la garnison. Je la reçus comme je le devais, mais n'ayant aucun moyen de faire arrêter le colonel l'Olivier, je cherchai à l'éloigner de son régiment, où son influence comme chef ne pouvait qu'être favorable aux projets de Grégoire. Je l'envoyai donc auprès du général Duvivier et il s'y rendit effectivement. Là, comme auprès de Grégoire, j'avais obtenu le seul succès qu'il me fût permis d'attendre. Je ne pouvais pas agir contre le colonel l'Olivier avec ses propres soldats. Le laisser au milieu d'eux était dangereux. J'ai donc cru prudent de l'éloigner. Le général Duvivier avait tous les moyens de l'arrêter, s'il était assez imprudent pour renouveler la proposition qui venait de m'être faite. Le bataillon de chasseurs de Bruxelles était très dévoué à la cause de la révolution.

Après le départ du colonel l'Olivier, les cartouches arrivèrent et une des deux pièces d'artillerie. Je me mis en marche, ignorant ce qui se passait en ville. Arrivé sur la place d'Armes, je vis le général Duvivier causer avec le

colonel l'Olivier, qui s'éloigna à mon approche. J'appris du général Duvivier que tout était déjà fini, lorsqu'il arriva avec le bataillon de chasseurs, que les pompiers avaient dispersé en quelques minutes les troupes de Grégoire; qu'un petit nombre était en fuite et que la plupart étaient prisonniers. Après quelques dispositions pour nous bien garder, et après avoir réglé le service des nombreuses patrouilles, nous restâmes stationnés une partie de la nuit sur la place d'Armes.

En me promenant avec le général Duvivier, voyant qu'il n'abordait pas la proposition du colonel l'Olivier, et, comme il ne l'avait pas fait arrêter, je supposai que la proposition qui m'avait été faite ne lui avait pas été renouvelée, parce que le colonel l'Olivier avait pu la croire hors de propos, Grégoire étant déjà en fuite; aussi, ce ne fut qu'avec un certain ménagement que je demandai au général si le colonel l'Olivier ne lui avait pas fait de proposition. Il hésita d'abord à me répondre, mais réitérant ma demande, il y répondit affirmativement, et me répéta la proposition, en y ajoutant qu'il était venu la lui faire, après me l'avoir déjà faite, et que je l'avais envoyé vers lui. Je lui expliquai alors comment les choses s'étaient passées entre le colonel et moi, et les causes qui m'avaient déterminé à le lui envoyer, dans l'espoir qu'il le ferait arrêter. Je dis au général que j'espérais qu'il ne laisserait pas cette proposition sans suite, et qu'il devait en faire son rapport au ministre. J'ajoutai que s'il ne le faisait pas, je le ferais.

Lorsque M. Van der Linden fut arrivé comme commissaire du Gouvernement provisoire, j'insistai de nouveau

auprès du général Duvivier sur le rapport à faire sur la conduite du colonel l'Olivier. Je trouvai le général dans les mêmes dispositions de n'en rien faire. *Alors je lui dis que je le ferais. C'est ce qu'effectivement je fis, d'abord verbalement, ensuite par écrit.*

Le colonel *Borremans*, qui arriva de Bruxelles dans la nuit du 2 au 3 février, vint me voir à mon lit. — Il me remit 400 *fl. en or*, pour être distribués à son bataillon, en me disant que c'était *de l'argent du prince d'Orange*. Ce ne fut qu'alors que je commençai à entrevoir que *l'échauffourée d'Ernest Grégoire* tenait à un plan plus vaste, et que tout ce que j'avais vu dans la journée du 2 n'était qu'une énigme pour moi, et ma mission vers Grégoire m'apparut sous un autre aspect.

Je viens de raconter les faits comme ils se sont passés dans cette journée qui pouvait allumer la guerre civile, mais qui ne servit qu'à dévoiler l'impuissance du parti anti-national. J'ai dit la vérité telle qu'elle est, sans ménagement comme sans haine pour personne. Je me suis justifié de quelques préventions que les partis mécontents avaient fait naître contre moi, préventions qui ont peut-être été admises un peu trop légèrement, car M. le ministre directeur de la guerre ne m'a point caché qu'elles étaient arrivées jusqu'à lui. En expliquant ma conduite comme je viens de le faire, c'est les détruire. *Je suis fâché d'avoir été dans la nécessité de la comparer à celle de deux officiers supérieurs qui n'ont pas cessé de jouir de la confiance du Gouvernement, mais chacun répond de ses œuvres.*

Ignorant les projets de Grégoire, j'ai rempli ma mission auprès de lui, sans défiance. Le général Duvi-

vier les ignorait-il au moment de mon départ?... Il ne m'a rien dit. Instruit du but de Grégoire, alors que je lui étais livré et me trouvais entre ses mains, je n'ai point hésité à me sacrifier. Je n'ai écouté que la voix de l'honneur et n'ai vu que le salut du pays. Je suis resté son otage, son prisonnier, pendant que je faisais prévenir le général Duvivier de la conspiration armée qui allait l'envelopper. — Grégoire repoussé à la porte de Bruges, comme je devais m'y attendre, quel était mon sort au milieu de cette troupe de traîtres?... De rester leur prisonnier, de subir toutes les exactions de leur vengeance et de me voir peut-être conduit en Hollande où, naturellement, Grégoire pouvait et devait faire sa retraite. J'ai employé des paroles conciliantes pour sortir d'une position aussi difficile, et qu'ai-je vu à mon arrivée au quartier-général? La plus coupable insouciance! la tranquillité la plus révoltante! On n'avait pris aucune mesure; on attendait des troupes, et voilà tout!

Mes instances entraînent le général Duvivier à la caserne. Là l'imprévoyance vient encore ajouter aux trop longs retards dont j'avais à me plaindre. Les soldats n'étaient point encore munis de cartouches; il faut courir, il faut attendre, et tout cela en présence de la révolte et de la trahison! Un peu plus tard, je me trouve en face d'un colonel à la tête de son régiment, qui se déclare en faveur des traîtres; il veut les appuyer de son régiment. N'ayant aucun moyen de l'arrêter, je l'éloigne de son corps; je cherche à le mettre hors d'état de faire agir son influence. Il renouvelle ses projets au général Duvivier, qui a tout en son pouvoir pour punir un chef qui oublie

ses devoirs, son serment et son pays; il le laisse libre, il le soutient de son amitié et montre même de la *répugnance à informer le ministre de la guerre d'une conduite aussi coupable.*

Voilà les conséquences que quelques réflexions font naître. De quel côté maintenant les préventions passent-elles? Qui a montré de l'insouciance? qui paraît s'être associé à la trahison? Ce n'est pas à moi de le dire, mais il est bien permis d'expliquer les faits qui me concernent.

Signé baron DE WAUTIER, lieutenant-général.

Un rapport exact de toute l'affaire de Grégoire a été remis par moi le lendemain matin à M. Van der Linden, délégué du Gouvernement provisoire à Gand, pour faire une enquête. La presse ayant continué ses insinuations malveillantes, je ne pus le tolérer plus longtemps, et je me décidai à publier une note justificative que voilà plus haut. Je commençai par en adresser un exemplaire au Roi, au ministre de la guerre, au ministre de l'intérieur, par lettre d'envoi, le 4 mars 1834, sous les n<sup>os</sup> 507, 508 et 509, et je cherchais un imprimeur, lorsque je fus averti officieusement par le général Evain que le Roi verrait avec déplaisir qu'il fût donné suite et publicité à cette pièce. — C'était le moment où l'ex-colonel Borremans avait adressé une pétition à la Chambre des représentants. — Je ne l'ai donc pas publiée.

Signé baron DE WAUTIER, lieutenant-général.

Les partisans du prince d'Orange usèrent de perfidie à l'égard du général de Wautier. Envoyé par son chef à la

rencontre du lieutenant-colonel Grégoire, de Wautier fut accusé dans la presse d'avoir introduit à Gand la troupe de ce rebelle. On parvint à détourner ainsi des vrais coupables la colère du peuple.

Cette calomnie lancée avec beaucoup d'adresse se répandit si bien, que le général de Wautier sentit l'indispensable nécessité de justifier sa conduite et de prouver son innocence d'une manière patente et indéniable par la publication de sa note ; mais les fauteurs et complices de l'attentat de Grégoire étaient trop habiles et trop bien placés, la partie n'était pas égale pour le général de Wautier, innocent et isolé.

Les vrais coupables dominaient dans l'entourage du Roi, dont ils étaient parvenus à capter la confiance ; il leur fut facile d'empêcher, par l'intervention du ministre de la guerre le général Evain, la publication qu'ils redoutaient.

Les mensongères assertions répandues dans le public s'y maintinrent ; il ne resta plus à la disposition du calomnié d'autre ressource que l'envoi à ses frères d'armes de copies manuscrites de la note dont le ministre de la guerre lui interdisait la publicité. C'est une de ces notes, signée de la main du général baron de Wautier, que nous avons insérée ci-dessus.

Les deux Flandres reçurent comme délégué du Gouvernement provisoire M. Joseph Van der Linden. Cet honorable citoyen montra beaucoup d'activité et d'énergie dans les fonctions ardues qui lui furent confiées. Une dépêche à ses collègues, datée de Gand, le 3 février 1831, mentionne que « à l'entrée d'Ernest Grégoire en ville, la



« régence prévenue se trouvait assemblée, sans aucun  
« autre motif que celui de le recevoir et probablement de  
« se déclarer pour le prince d'Orange, et que cette admi-  
« nistration s'attache à suivre une marche hostile au  
« nouvel ordre de choses. »

Depuis la révolution, quatre chevaux de poste étaient en permanence à la caserne des pompiers, pour atteler les pompes, et au besoin, les canons. Que fit la régence pour empêcher l'emploi de ces canons contre la troupe de Grégoire, lors de la tentative projetée par ce chef?

Le 31 janvier, elle donna l'ordre au commandant des pompiers de renvoyer ces chevaux; or, le 1<sup>er</sup> février, la troupe rebelle quittait Bruges, et le 2 février au matin, elle attaquait le gouverneur dans son hôtel.

Le comte Charles d'Hane, frère du colonel Constant d'Hane, avait commandé l'ancien corps franc gantois, et y avait conservé de l'influence après sa dissolution. L'on comptait sur les hommes qui en avaient fait partie et sur la garde civique à cheval, pour coopérer avec Grégoire et entraîner la garnison dès qu'un nouveau gouverneur aurait proclamé l'avènement du prince d'Orange.

Deux jours après l'attentat, c'est à dire le 4 février, la régence de Gand fut destituée par un décret dont voici la teneur :

« Le membre délégué du Gouvernement provisoire, faisant usage des pouvoirs spéciaux qui lui ont été confiés :

Sur la proposition du gouverneur de la Flandre orientale; arrête :

ART. 1<sup>er</sup>. L'administration municipale de la ville de Gand est suspendue.

ART. 2. Une commission de sûreté publique, composée de onze membres, en remplira provisoirement les fonctions.

ART. 3. Sont nommés membres de ladite commission:

MM. Joseph Van Hecke, président; Piers de Raverschoot; Charles Pycke; d'Hane de Potter; Martens Meersman; Balliu, avocat; de Souter, avocat; François Vergauwen; Van de Poele, notaire; J.-B. Spilthoren, avocat; J.-B. Van de Capelle, membres.

MM. l'avocat Lejeune et Hye Schoutheet rempliront les fonctions de secrétaires.

La commission entrera immédiatement en fonctions.

ART. 4. Le gouverneur de la Flandre orientale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Gand, le 4 février 1831.

VAN DER LINDEN. »

M. Van der Linden dut changer encore le commandant de la citadelle, lequel, bien que d'accord avec le colonel du 7<sup>e</sup> régiment de ligne qui l'occupait, avait été tenu en bride par le lieutenant d'artillerie Van Ruymbeke et ses canonniers.

Lorsque les chasseurs de Borremans vinrent chercher les cartouches *qu'on disait ne pouvoir leur être délivrées, parce que les clefs ne se trouvaient pas*, Van Ruymbeke conseilla d'enfoncer la porte du magasin, et, aussitôt, comme par magie, les clefs se retrouvèrent.

La destitution de deux commissaires de police, dont la conduite anti-gouvernementale avait été trop évidente, fut un des premiers actes de la commission de sûreté.

Reprenons notre récit.

A l'heure décisive, vers onze heures (2 février), le bruit se répandant à Gand que Grégoire s'approchait avec sa troupe, quelques orangistes des plus connus se portèrent à leur rencontre. De Bast, accueilli avec transport, reçut d'eux la fausse nouvelle que le prince d'Orange venait d'être proclamé à Bruxelles, et aussitôt les officiers, élevant leurs épées, poussèrent de vives acclamations pour le prétendu avènement de leur maître. Sur ces entrefaites, des agents orangistes, disséminés dans les environs de l'hôtel du Gouvernement, faisaient mine de distribuer de l'argent, afin de disposer le peuple à prêter son concours ; toutefois, jusqu'au moment où la présence de la troupe révoltée vint augmenter leur confiance, leurs essais de largesses ne trouvant guère d'encouragement, ils se bornèrent à des propos vagues.

« Grégoire fut très surpris de ne pas voir accourir les  
« milliers de conspirateurs dont on lui avait promis le  
« concours énergique. Ainsi qu'il arrive souvent dans les  
« agitations populaires, les hommes compromis atten-  
« daient le succès du mouvement pour descendre dans la  
« rue, et venir réclamer sans péril leur part des bénéfices  
« de la victoire. Ce fut en vain que les officiers agitaient  
« leurs épées et criaient de toutes leurs forces : *Vive le*  
« *prince d'Orange!*... Les habitants restaient silencieux,  
« et leur attitude n'exprimait que le *dédain, l'indifférence,*  
« *l'indignation, le mépris ou la crainte.* Quelques groupes  
« de prolétaires, attirés par l'étrangeté du spectacle,  
« ramassaient l'argent qu'on leur jetait ; mais loin de se  
« joindre aux rebelles, ils leur répondaient en criant :

« *Vive la Belgique!* Ce triste début eût déconcerté un conspirateur vulgaire, mais Grégoire n'était pas homme à se laisser décourager par une première déception »<sup>1</sup>.

La compagnie du capitaine De Bast, débouchant la première, marchait en tête, aux cris de : *Vive le roi des Belges! vive Orange!* et disait à tous ceux qu'elle rencontrait que le prince d'Orange, venu d'Ostende à Bruges, ferait le soir son entrée à Gand; puis l'argent de se répandre de plus belle parmi les groupes, à qui on cherchait à faire accroire que 8,000 Hollandais arrivaient à la suite des chasseurs pour exterminer les patriotes. Cette annonce, que semblait confirmer la hardiesse de l'entreprise, et les bruits que plusieurs orangistes de la ville vinrent accréditer dans les rangs de la troupe, eurent respectivement pour effet de comprimer l'élan des habitants qui se disposaient à la résistance, et de dessiller les yeux aux malheureux soldats de Grégoire, pour qui les intentions de leurs chefs n'étaient plus une énigme. On avait beau s'efforcer de les exciter à des acclamations, leur attitude se ressentait de la froideur du peuple, et, son appui faisant défaut, ils présentaient un aspect de fatigue et d'abattement. Une douzaine d'enfants, attirés par l'appât de l'argent, suivaient en poussant des cris qu'il était impossible de préciser.

Le lieutenant Rolliers, commandant en second les pompiers, mis en éveil par un avis que vint lui donner le lieutenant de place Boon (il y aura quelque chose aujourd'hui), prépara les pièces, les sortit de dessous le han-

<sup>1</sup> THONISSEN. *Notice sur le baron de Lamberts-Cortembach*, p. 10.

gard, chargea les avant-trains de mitraille, forma les pelotons et prévint les hommes de se tenir prêts à agir. Il fit prier en même temps son chef le major Van de Poele de venir à la caserne.

A peine celui-ci fut-il arrivé et entré dans son cabinet, que le commandant de place le colonel Van de Zande y entra à son tour. Ils eurent une conversation qui dura quelque temps<sup>1</sup>.

Après le départ de Van de Zande, le major Van de Poele alla à la porte de la caserne, et tirant à l'intérieur par sa buffleterie la sentinelle qui se tenait à la rue, il ferma brusquement la porte. Rolliers lui demanda ce qu'il faisait, s'il avait peur. « Ils sont là, dit Van de Poele, De Bast et sa bande. Montez vite à l'étage, et voyez ce qu'ils ont l'intention de faire. » Rolliers vit passer quatre sections de chasseurs, bien vêtus et portant la cocarde tricolore. De Bast voulait sans doute s'emparer des canons des pompiers, mais trouvant la porte close, il continua sa marche vers l'hôtel du Gouvernement et y rejoignit le gros de la troupe de Grégoire. Celle-ci était parvenue, sans rencontrer d'obstacle, jusqu'à l'hôtel du Gouvernement, sur lequel elle arbora le drapeau orange, et dont elle s'empara au nom du prince. L'hôtel envahi, les rebelles conduits par De Bast prirent position dans la cour, aux croisées, sur toute la largeur de la rue, et dans la rue Orange; mais ils se trouvèrent bientôt en présence du major Van de Poele, qui vint se placer à courte distance en face d'eux, avec quatre-vingts hommes et deux pièces

<sup>1</sup> *Mémoires du capitaine Rolliers.*

de canon. Comme Grégoire montait auprès du gouverneur, il rencontra sur l'escalier le secrétaire Auguste Bayet, auquel il demanda s'il voulait reconnaître le prince d'Orange. Il reçut une réponse négative, et passa outre.

Le baron de Lamberts se trouvait dans son cabinet de travail, lorsqu'on vint lui dire qu'une troupe armée, après avoir surpris et désarmé le poste des pompiers, s'était emparée de l'hôtel.

« Aussitôt Grégoire se présente. Ses soldats remplissent l'antichambre; deux chasseurs pénètrent avec lui dans le cabinet, se placent en face du gouverneur, arment leurs fusils et se montrent prêts à faire feu.

« Alors le dialogue suivant s'engage entre le chef des rebelles et le représentant de l'autorité légale :

« Monsieur le gouverneur, il s'agit de proclamer le prince d'Orange.

« — Je n'ai rien de commun avec le prince d'Orange. Je ne connais que le gouvernement qui m'a placé ici.

« — Songez-y bien, monsieur le gouverneur. Il y va de votre intérêt, il y va de votre vie. Le prince est déjà reconnu à Bruges. Tous les fonctionnaires resteront en place. Six mille hommes entrent en ce moment en ville. L'autorité militaire s'est prononcée.

« — Et les pompiers ?

« — Ils sont occupés à remettre leurs pièces.

« — Soit ! Je ne reconnais que le gouvernement dont je tiens mon mandat.

« — En ce cas, vous serez remplacé par un autre gouverneur.

« — Soit ! »

« Vaincu, troublé malgré lui par cette attitude magnanime, Grégoire se retire. Ses deux séides le suivent, mais plusieurs autres se placent dans l'antichambre, et reçoivent ostensiblement l'ordre de s'opposer à la sortie du gouverneur.

« Dans un écrit que nous avons sous les yeux, le baron de Lamberts a déposé l'expression des sentiments qui remplissaient son âme à cette heure solennelle. La brusque explosion du complot, l'absence de tout avis de la part de la police administrative, le silence de l'autorité militaire, l'audace de l'attaque en présence d'une garnison nombreuse, tout lui faisait croire qu'il se trouvait entouré d'une légion de renégats et de traîtres. Il ne comprenait pas comment les pompiers, jusque-là si dévoués et si fidèles, avaient brusquement livré leurs canons aux partisans du prince d'Orange. Patriote à l'âme ardente, la veille encore plein de confiance dans les destinées glorieuses d'une Belgique indépendante, il voyait la révolution expirer honteusement dans les pièges dressés par une conspiration militaire. « C'était, dit-il, quelque chose comme un coup de poignard au cœur. » Cependant, il ne perdit pas un seul instant le calme habituel de son caractère. Il profita du moment de répit qu'on lui laissait, pour jeter au feu une multitude de pétitions entassées sur son bureau, et dont les auteurs se prévalaient tous de services rendus à la révolution.

« Tout à coup, la porte du cabinet s'ouvre, et un officier de Grégoire se présente, en même temps que le sous-lieutenant des pompiers Rolliers. <sup>1</sup>

<sup>1</sup> THONISSEN. *Notice sur le baron de Lamberts-Cortenbach.*

Les journaux de l'époque rapportent que les employés du gouvernement provincial furent loin de conserver la réserve que comportait la gravité de la situation. On a remarqué qu'ils s'applaudissaient et se frottaient les mains en signe de réjouissance, et qu'il s'en fallait de peu qu'ils n'allassent fraterniser avec les traîtres à la patrie.

Sans doute ils s'attendaient à la pleine réussite du complot et croyaient toucher au moment de reconnaître et de servir le nouveau gouverneur orangiste, qui fut trouvé caché dans l'hôtel, en habit noir et cravate blanche.

Pendant que le drame se déroulait à l'intérieur de l'hôtel, dans le cabinet même du gouverneur, que s'était-il passé à l'extérieur?

Lorsque le sous-lieutenant Rolliers, à la tête de son peloton de pompiers, eut pris position dans la rue du Gouvernement, en face des soldats de Grégoire, il fut abordé par le capitaine De Bast, qu'accompagnait un autre officier; puis, le major Van de Poele étant survenu, De Bast les exhorta tous deux à bien calculer dans leur intérêt les suites d'une vaine résistance, disant qu'il allait recevoir les ordres du général pour proclamer avec eux le prince d'Orange, et que l'argent ne manquerait pas.

Survint alors le lieutenant-colonel Grégoire, qui se mit à causer avec le major Van de Poele, et, plaçant ses deux mains sur la poitrine de celui-ci, dit : « Il y va de votre intérêt et de votre vie. » Rolliers, en entendant ces mots, s'écria : « Qu'y a-t-il de vie? Vous allez rendre nos hommes que vous avez fait prisonniers, sinon je vais vous mitrailler. »

En même temps, il ordonna aux artilleurs d'allumer les



lances à feu. Voyant cela, Grégoire dit à Rolliers : « Ne faites pas de bêtises, je vous rendrai vos hommes, car tout le monde est d'accord, même le gouverneur. »

Le major Van de Poele ordonna alors à Rolliers d'aller trouver le gouverneur. Cet intrépide officier, le pistolet au poing et le sabre à la main, traversa, en menaçant de mort le premier qui le toucherait, la troupe de Grégoire occupant l'hôtel du Gouvernement, et pénétra, mais suivi d'un des officiers du colonel Grégoire, dans le cabinet du gouverneur, où celui-ci était gardé par six sentinelles des révoltés, deux au bas de l'escalier, deux au palier et deux à la porte du cabinet. Arrivé près de ce haut fonctionnaire, Rolliers lui dit : « Monsieur le gouverneur, il y a des troupes dans votre hôtel ; elles sont venues pour proclamer le prince d'Orange et planter son drapeau. Le major Van de Poele et moi nous ne voulons pas reconnaître le prince d'Orange ! »

Le gouverneur Lamberts, tout ému de l'arrestation qu'il subissait à l'improviste dans son hôtel, répondit : « Ni moi non plus, mon ami, je ne veux pas reconnaître le prince d'Orange ! — Je vais mitrailler cette canaille, dit Rolliers. — Faites-le, mon brave, répondit le gouverneur. — Dans une seconde, vous entendrez le canon. »

L'officier du bataillon de Grégoire partit aussitôt pour aller avertir son chef. Rolliers se précipita à sa suite vers le sien, placé à ce moment contre le mur de l'hôtel du Gouvernement, à la gauche du peloton de pompiers qui barrait la rue.

Pendant que Rolliers lui rendait compte, en quelques mots rapides, de son entrevue avec le gouverneur, plusieurs

coups de fusil dirigés sur eux par les soldats de Grégoire tuèrent un pompier et en blessèrent quatre autres, qui tombèrent tout près du commandant Van de Poele et de Rolliers, sur lesquels ce feu était dirigé. Il est évident qu'on voulait se débarrasser des chefs pour avoir plus aisément raison des soldats.

Van de Poele ayant dit à son officier de faire feu, les deux canons et le peloton firent feu en même temps.

Lorsque la fumée fut dissipée, on vit plusieurs hommes tués et beaucoup de blessés. Une partie du 2<sup>e</sup> bataillon de tirailleurs se dispersa, mais le reste, formant un peloton venu de la rue perpendiculaire à celle du Gouvernement, chercha à tenir tête encore.

Le peloton de réserve des pompiers s'avancant sur eux à la baïonnette, ils se dispersèrent pour s'enfuir dans les rues voisines, dans les maisons d'alentour et dans l'hôtel du Gouvernement.

Lorsque la bourgeoisie en armes accourut pour prêter main-forte aux vaillants défenseurs de la bonne cause, ceux-ci avaient heureusement terminé la lutte et rendu inutile une plus grande effusion de sang.

Ce fut au moins une heure après ce succès que l'autorité militaire se décida à intervenir sur le théâtre du combat, par l'envoi d'une faible patrouille. Cependant le régiment de cavalerie était disponible au premier appel, puisqu'il était consigné à la caserne ; rien donc de plus facile que de lancer à la poursuite de la troupe de Grégoire, vaincue et démoralisée, un ou deux escadrons, qui l'eussent arrêtée et ramenée à Gand ; mais l'autorité militaire, qui n'avait en rien dérangé l'attaque, ne voulait en rien déranger la

retraite. Il se trouva néanmoins quelques hommes du régiment du colonel d'Hane qui, indignés de se voir retenus à la caserne, pendant que le canon retentissait en ville, forcèrent la consigne et allèrent se joindre aux pompiers. Comme renfort, ce n'était rien; comme appui moral, dans ce moment décisif, c'était beaucoup.

Mais la connivence des sommités militaires à Gand avait permis au lieutenant-colonel Grégoire, après l'avortement de son entreprise, de se retirer impuni.

Voici comment ce chef s'exprime sur ce point, dans l'interrogatoire qu'il subit le lendemain de sa tentative.

« Je me suis avancé vers le commandant des pompiers  
« et un lieutenant qui me dirent qu'ils ne recevaient  
« d'ordre que du général Duvivier. Nous convinmes  
« qu'avant de prendre un parti, j'aurais apporté les ordres  
« dudit général Duvivier, et je me rendis sur la place  
« d'Armes. N'ayant pas trouvé le général, qu'on me dit  
« être à la citadelle, je suppliai M. Ramon (l'aide de  
« camp du général Duvivier) de donner des ordres pour  
« éviter *un conflit auquel je ne m'étais pas attendu* et que  
« je redoutais. Arrivé dans la rue, j'ai entendu un seul  
« coup de fusil, suivi d'une fusillade et de deux coups de  
« canon; là-dessus je suis monté au bureau du général  
« Duvivier (bureau établi place d'Armes), où j'ai trouvé  
« MM. Ramon et d'Origny et où j'ai fait des instances  
« pour qu'on empêchât l'effusion du sang. D'Origny me  
« dit que je n'avais, *d'après ce qu'il avait entendu*, rien  
« de mieux à faire que de quitter la ville avec la troupe,  
« ce que je fis à l'instant. Arrivé à la porte de Bruges, je  
« me suis arrêté un quart d'heure pour rallier ma troupe, et

« ensuite je me suis dirigé avec elle sur Mariakerke, où je  
« l'ai quittée. Je suis entré en voiture avec ma femme, qui  
« m'avait attendu dans cette commune, et le lieutenant  
« Herdts, des tirailleurs, et je suis arrivé à Eecloo, où  
« j'ai été arrêté hier soir par l'autorité civile et la garde  
« civique. »<sup>1</sup>

C'est ainsi que de malheureux soldats, entraînés par la trahison du chef, au commandement duquel ils étaient soumis, se virent exposés à la mitraille du canon des pompiers et ne trouvèrent dans le peuple, qu'on disait disposé en leur faveur, qu'une attitude hostile.

Quant aux orangistes, que nous avons trouvés réunis à la porte de Bruges pour fraterniser avec la troupe rebelle, ils s'étaient presque tous éclipsés, tandis que des patriotes armés couraient se joindre aux pompiers pour cerner les assaillants, dont les rangs s'éclaircissaient à mesure qu'ils entrevoyaient la tournure des choses.

Au milieu de l'action, De Bast joua un rôle aussi hardi qu'important et fut grièvement blessé. Comme on le transportait à l'hôtel du Gouvernement provincial, il fallut toute l'énergie du commandant Van de Poele, secondé de son officier, le brave Rolliers, et de quelques pompiers, pour le soustraire à l'animosité de la foule. Il fut enfermé dans une des salles de l'hôtel.

Un dernier mot sur De Bast : comme il avait, en plusieurs circonstances, donné des preuves évidentes de courage et de patriotisme, le Gouvernement provisoire lui

<sup>1</sup> Interrogatoire du lieutenant-colonel Grégoire par le juge Emmanuel Spanoghe, juge près le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Gand, détaché pour être adjoint au juge d'instruction.

avait délivré un brevet de capitaine, bien qu'il ne possédât aucune instruction et sût à peine écrire son nom. Précédemment, il donnait des leçons d'escrime. Après son acquittement, il se rendit souvent à La Haye auprès du prince d'Orange, qui continuait de l'employer à ses intrigues en Belgique. De Bast vint plus tard à Bruxelles, où il se fit bâtir un hôtel à l'angle de la place de la Monnaie et de la rue Neuve, du côté du Fossé-aux-Loups.

Ainsi donc, deux coups de canon et quelques coups de fusil avaient suffi pour réduire à néant cette tentative de rétablissement de la dynastie déchue. L'énergie patriotique des pompiers et de leurs commandants avait empêché le retour à Gand du prince d'Orange; et cependant, les mesures des autorités militaires avaient été si bien combinées que, sans un effet du hasard, l'attentat révolutionnaire d'Ernest Grégoire aurait eu une complète réussite : le commandant de la place, le colonel Van de Zande, était allé en personne prévenir le major Van de Poele que Grégoire se présentait à la porte de Bruges, avec l'intention évidente de venir dicter la loi à la ville. Les ordres du même colonel Van de Zande étaient qu'il fallait sans retard mettre les pompiers sous les armes et, en vue d'une attaque prochaine de la caserne par la troupe de Grégoire, se préparer à s'y défendre avec vigueur, mais sans en sortir. Les pompiers d'un côté, et la garnison de l'autre étant consignés dans les casernes, Grégoire avait le champ libre, tout à fait libre pour son coup de main sur l'hôtel du Gouvernement provincial. Or, il arriva que M. De Block, professeur de médecine à l'université de Gand (il fut plus tard sénateur d'Eccloo), se rendant du côté de la porte de

Bruges, avait vu l'entrée de la troupe de Grégoire ; il la côtoya pendant sa marche, et lorsqu'il la vit envahir le corps de garde des pompiers près du Gouvernement et désarmer les hommes qui l'occupaient, il se hâta d'aller à la caserne avertir de ce qui se passait leur chef, le major Van de Poele. Celui-ci lui répondit que sa troupe était sous les armes et prête à agir, mais que le commandant de la place, le colonel Van de Zande, était venu en personne lui dire de ne pas faire sortir ses hommes de la caserne et de repousser avec la plus grande vigueur toute attaque dirigée contre elle.

Le major Van de Poele s'en tenait exclusivement à cet ordre comme à une consigne. M. De Block lui dit alors qu'il devait cependant défendre aussi ses pompiers du corps de garde qui venaient d'être attaqués et désarmés par les chasseurs de Grégoire. Van de Poele se décida aussitôt à marcher avec ses 80 pompiers et ses deux canons.

Presque au même instant, un pompier qui était parvenu à s'échapper du corps de garde surpris, vint confirmer ce qu'avait vu le professeur De Block ; frappant à la porte de la caserne, il s'écria en pleurant de rage : « Nous sommes tous prisonniers et désarmés. »

Cependant, les quatre chevaux de poste, supprimés depuis la veille par ordre de la Régence, n'étaient plus à la caserne ; la neige couvrait les rues et les hommes ne pouvaient traîner les pièces.

Par un bonheur providentiel, deux voitures contenant une noce s'arrêtèrent en face de la caserne. C'était celle de la fille du cantinier. Rolliers, avec l'assentiment du major, fit prendre les chevaux à la bride, conduire les voi-

tures dans la cour de la caserne et atteler les deux pièces de canon. La noce, mécontente, regagna en piétinant dans la neige le logis des parents de la mariée, situé vis-à-vis de la caserne, et les pièces, escortées par deux pelotons de pompiers, allèrent prendre place dans la rue du Gouvernement.

Si donc le docteur De Block n'avait pas été à même de renseigner le major Van de Poele sur la prise de son corps de garde, celui-ci serait resté sourd à toutes les instances faites pour le déterminer à contrevenir à l'ordre du commandant de la place, et Grégoire réussissait dans son entreprise ; mais elle échoua. Arrêté dans sa fuite à Eecloo, il fut ramené garrotté à Gand et mis en prison. Aux tribunaux maintenant d'agir.

Le châtiment devait suivre de près un crime qui venait de se révéler par l'attaque à main armée d'un gouverneur dans son hôtel et le meurtre des défenseurs de ce représentant du pouvoir constitué en Belgique. Un lieutenant-colonel avait commis ce crime : abusant de l'autorité qui lui était dévolue, il s'en était servi pour entraîner ses soldats à la rébellion. C'était le cas ou jamais de déployer la prompte et sévère justice d'un conseil de guerre, et de procéder dans les 24 heures à l'exécution du jugement prononcé. Telle était l'intention du membre du Gouvernement provisoire délégué dans les Flandres à l'occasion de l'attentat de Grégoire. Dès son arrivée à Gand, le 3 février, M. Van der Linden, appréciant sainement l'état des choses, chargeait le général Duvivier de nommer une commission militaire pour juger les auteurs du mouvement et leurs complices.

Dans sa dépêche du 3 février, donnant connaissance des faits au Gouvernement provisoire, il dit : « Tout est maintenant tranquille ici, mais il faut de la prudence et surtout qu'un acte de justice éclatant soit frappé d'une main de fer, sans retard, sur les malveillants et les terribles ; cet exemple est nécessaire surtout à la population de Gand et à l'armée. J'ai pris les mesures nécessaires pour que cet acte de justice ait lieu. »

L'opinion publique s'attendait donc au juste châtiment des coupables, mais les sommités de notre armée, celles qui, compromises par leur complicité, tremblaient à l'idée des révélations qu'amèneraient les débats, voulaient soustraire Grégoire et consorts à la rigueur d'un conseil de guerre. Celui-ci, en effet, lié par le texte des lois militaires, et notamment par l'article 90 du Code pénal militaire, aurait prononcé la peine de mort. Tranquilliser les coupables détenus à la maison de force de Gand par la promesse de leur mise prochaine en liberté, leur en indiquer le moyen, leur prouver par des envois d'argent l'intérêt qu'on prenait à leur sort, telles furent les manœuvres employées pour les déterminer à garder le silence.

Les patrons du complot firent adroitement croire au public que la justice allait sévir. Ils commencèrent à annoncer dans les journaux que l'auditeur général près la haute cour militaire, assisté de deux conseillers de cette cour, s'était rendu à Gand pour procéder sans délai à l'instruction des faits à charge du lieutenant-colonel Ernest Grégoire et consorts ; mais bientôt après il firent publier que les conseillers de la haute cour militaire, MM. de Kerkhove et Dereine, accompagnés de l'auditeur général



Houyet et du greffier Bosch, arrivés à Gand pour instruire dans l'affaire de Grégoire et consorts, avaient décliné leur compétence.

Voici comment les choses se passèrent :

Le général Duvivier s'était empressé d'obtempérer à la demande du membre du Gouvernement provisoire, M. Van der Linden, et dès le 4 février, il avait constitué la commission militaire. Cette commission avait pour président le général de Wautier, resté pur au milieu du complot; mais un de ses membres, le colonel d'Hane, était gravement compromis. En effet, pendant le combat de la troupe de Grégoire contre les pompiers, cet officier supérieur se trouvait au café des Arcades, à quelques pas de l'hôtel du Gouvernement, théâtre du conflit. Son devoir, s'il n'y avait pas eu connivence de sa part, n'était-il pas de se rendre en toute hâte à sa caserne, de faire monter à cheval son régiment et de prévenir le commandant de la place qu'il conduisait sa troupe au lieu de rassemblement qui lui était assigné? Mais non, il attend sans bouger le résultat du combat. Son régiment était consigné, dans quel but l'était-il?... Ce n'était pas pour agir contre la troupe rebelle qui attaquait le Gouverneur et plantait le drapeau orange sur son hôtel. — Était-ce pour marcher sur Bruxelles après la réussite de Grégoire?

Toujours est-il que le colonel d'Hane faisait partie de la commission, qu'il y figurait comme membre influent, et que celle-ci, à peine nommée, fit connaître au général Duvivier qu'elle se considérait comme incompétente pour juger le lieutenant-colonel Grégoire, *prévenu de haute trahison et pris les armes à la main*, parce que

des bourgeois se trouvaient impliqués dans cette affaire. Ce n'étaient certainement pas des bourgeois qui avaient fait feu sur les pompiers et relancé le gouverneur jusque dans son cabinet. Ce n'étaient pas eux qui avaient, à cette fin, quitté en armes la garnison de Bruges.

Il est vrai que le président, général de Wautier, et la majorité des membres du Conseil ne signèrent point cette pièce de l'auditoriat militaire de la Flandre orientale; elle ne porte que deux signatures, celles du colonel d'Hane et du major Baron.

Le lieutenant-colonel Grégoire n'avait du reste aucune inquiétude sur son acquittement, qui lui était promis d'avance; ceux de qui il tenait cette promesse avaient en mains les moyens de la remplir; Grégoire le savait, il savait aussi combien ils avaient besoin de son silence; donc, pas ombre de doute dans son esprit touchant sa prochaine mise en liberté.

Bien plus, il conservait toute son influence sur ses officiers qui lui restèrent dévoués, à tel point qu'ils ne trahirent ni ne compromirent, par aucun aveu, les complices du dehors, dont la conduite avait tendu à faciliter de leur mieux le succès du complot. Au lieu d'être jugés et fusillés dans les 24 heures, Grégoire et ceux de ses complices saisis pendant et après le combat, furent traduits devant les assises, alors composées non de jurés, mais de magistrats. Des influences aussi actives que puissantes furent mises en jeu, et les coupables échappèrent au juste châtiment de leur dangereux forfait, par les manœuvres de nos sommités militaires; car celles-ci, tout en voulant se prémunir contre les révélations de Grégoire et de ses affi-

dés, tenaient à ne pas décourager ceux des complices qui, s'acharnant au renversement des choses établies, combinaient déjà de nouvelles tentatives dont l'explosion éclata à Anvers, dès le 25 mars suivant.

Relâchés et presque absouts, au lieu d'être mis à mort pour leur crime avéré, ces hommes pervers offrirent à la partie saine de l'armée le déplorable exemple de la plus grave des atteintes portée impunément à l'honneur et à la discipline militaires par ceux qui en devaient être les fidèles gardiens.

Frapper sans retard et d'une main de fer, par un acte éclatant de justice, les rebelles pris les armes à la main, telle était la proposition du membre délégué du Gouvernement provisoire, tel était aussi le vœu de la population gantoise et de toute l'armée belge ; quelle différence dans l'issue !



## CHAPITRE VII

### COMLOT DU MOIS DE MARS 1831

---

ANVERS — BRUXELLES — HASSELT — MALINES

La journée du 25 mars fut décisive pour les destinées de la Belgique. L'orangisme devait, ce jour-là, faire un nouvel et suprême effort pour renverser le gouvernement établi, et proclamer la restauration des Nassau. De bonne heure il avait répandu le bruit que le prince héritier était arrivé en bateau à vapeur à la citadelle d'Anvers et, le lendemain, les magasins de cette ville eurent un grand débit de rubans oranges, dont beaucoup d'habitants se pourvurent à la hâte.

Portons-nous au foyer principal de la conspiration, au palais de la place de Meir, à Anvers, où les généraux Van der Smissen et Nypels avaient chacun leur quartier-général. Là, sur un billet pressant de Van der Smissen, se présenta, dès le matin, en toute hâte, le major Maes, qui

commandait l'artillerie de la place d'Anvers. « Eh bien ! major, voilà de belles affaires, lui dit Van der Smissen. Le gouvernement est renversé à Bruxelles; l'armée entière a reconnu et va proclamer le prince d'Orange. Le général Daine, avec le peuple de Liège, marche sur Bruxelles, où la garde civique a reconnu le prince d'Orange. Dans la triste situation où se trouve le pays, c'est le seul remède à ses maux. Tous les officiers d'infanterie de la garnison, ainsi que le général Nypels, sont parfaitement de mon avis; ils vont être convoqués et vous en aurez la preuve. » Là dessus il demanda l'avis du major, dont la réponse fut qu'il ordonnerait la réunion des officiers d'artillerie de la garnison. « C'est bon, dit le général Van der Smissen; veuillez, monsieur, m'amener vos deux capitaines. » Après cet entretien, le major sortit <sup>1</sup>.

Le capitaine Eenens, en arrivant à l'arsenal, entre 8 1/2 et 9 heures du matin, apprit du concierge que le major Maes était déjà venu le demander et qu'il l'attendait sans retard chez le capitaine de Ryckholt.

Lorsque ces trois officiers d'artillerie se trouvèrent réunis, le major, questionné sur le motif de leur convocation matinale, garda un instant le silence, mais il le rompit pour dire que le général Van der Smissen avait à parler aux officiers commandant l'artillerie, au sujet de graves nouvelles venues de Bruxelles, annonçant la démission du Régent, celle de tous les ministres et la proclamation probable du prince d'Orange, en qualité de chef du gouvernement belge; que du reste le général qui les attendait leur ferait connaître la situation.

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. — Déposition du major Maes.

Au moment où les deux capitaines descendaient les marches de l'escalier de de Ryckholt, à la suite du major, ils échangèrent, en arrière de celui-ci, à voix basse, quelques mots rapides, et résolurent de s'opposer vigoureusement à la conspiration orangiste en éclosion.

Pendant le trajet de la place Verte, où logeait de Ryckholt, vers le palais, où étaient établis les quartiers-généraux de Nypels et de Van der Smissen, le capitaine Eenens demanda au major Maes quelles étaient ses intentions sur le parti à faire prendre à l'artillerie, dans la crise qui allait se dénouer. « Je suis, répondit le major, tellement dégoûté de toutes les intrigues dont je vois le gouvernement belge environné, que, bien que sans fortune, je me sens disposé à quitter le service pour me retirer chez moi et vivre en paix dans ma ville natale. » Eenens répondit : « Nous sommes tous au service de la Belgique ; c'est un devoir pour nous de la soutenir et de la défendre contre les attentats dont elle est menacée. Lorsque nous posséderons le calme et la tranquillité, cessera le moment de se retirer du service, et non au milieu d'une crise qui menace gravement la patrie. Cette crise éclate, paraît-il, et nous qui sommes sous vos ordres, nous voulons savoir ce que vous comptez faire de nous. » Le major gardant le silence, Eenens insista plus fort et réclama une décision catégorique. « Les officiers supérieurs sont convoqués chez le général ; j'agirai comme mes camarades, » fut la réponse du major Maes.

En présence de cette réponse équivoque, les deux capitaines prirent le parti de s'affranchir de l'exécution de tout ordre suspect, et convinrent qu'une impulsion unique

serait donnée par eux à toute l'artillerie qui se trouvait à Anvers, en vue de faire échouer le complot orangiste.

C'était, en effet, le moment ou jamais de prendre une décision énergique, violente même, pour s'opposer à ce qu'un mouvement militaire à Anvers ne donnât de l'appui à quelques explosions irrégulières sur un autre point du pays, avant que le Congrès national, si telle pouvait être son intention, n'eût rapporté le décret prononçant l'exclusion à perpétuité de la famille de Nassau. Ne fallait-il pas empêcher à tout prix que la place d'Anvers, dans laquelle l'ennemi avait accès par la citadelle, ne retombât aux mains des Hollandais?

Il résulte de la déposition faite par le major Maes, devant la haute cour militaire, qu'à 9 1/2 h. du matin, lui et les capitaines d'artillerie Eenens et de Ryckholt, qui tous deux l'accompagnaient, arrivèrent au quartier-général, et que Van der Smissen, après l'avoir introduit le premier, lui répéta sa conversation du matin, en ajoutant que les caisses étaient vides, que l'armée allait se trouver sans solde, qu'on n'avait pas même de quoi payer les troupes jusqu'à la fin du mois, que le colonel de cavalerie Moyard marchait aussi sur Bruxelles, que le ministère était dissous et ne pouvait se reformer; que le Régent était sans puissance; qu'en l'absence, enfin, de tout gouvernement, il n'y avait pas d'autre salut pour le pays que le rappel du prince d'Orange au pouvoir; que tel était le vœu de l'armée et de la nation; qu'il n'entrerait pas un Hollandais dans le pays, et que nous conserverions nos couleurs nationales.

Quant au capitaine Eenens, d'après la même déposition du major, il répondit à Van der Smissen « qu'il croirait

« se déshonorer s'il prêtait la main à ce que ce général  
« disait être le vœu de l'armée ; que du premier au dernier  
« de ses canonniers, tous étaient du même avis et reste-  
« raient fidèles à leur pays.

« Sur l'observation du général Van der Smissen que ce  
« serait commencer la guerre civile et verser du sang,  
« parce que la troupe de ligne était d'un autre sentiment,  
« et qu'il se ferait écraser : « La guerre civile, répliqua  
« Eenens, sera provoquée par ceux qui veulent ren-  
« verser le gouvernement établi, et non par ceux qui veu-  
« lent le maintenir, et j'aime mieux être écrasé que de  
« transiger avec mon devoir. » — Van der Smissen conti-  
nuant : « Pensez-vous, dit-il, que ce que je vous propose  
« soit contraire à l'honneur ? — Oui, répondit fermement  
« Eenens, et vous devriez rougir de faire une telle propo-  
« sition à des officiers sous vos ordres. » — Van der  
Smissen reprit : « Je suis général, je pourrais vous faire  
« repentir de ce que vous dites. » — Eenens persista,  
« répéta ce qu'il avait dit et maintint que la proposition  
« était contraire à l'honneur. » <sup>1</sup>

En ce qui concerne le capitaine de Ryckholt, on sait  
par sa déposition que, lorsqu'il fut introduit à son tour,  
le général Van der Smissen lui adressa la parole, au nom  
du général Nypels, et qu'il lui répéta le discours tenu au  
major Maes et au capitaine Eenens avec quelques variantes :  
« Le ministère est renversé, avait-il dit ; le seul moyen de  
« sortir de la triste position où nous a placés l'abandon  
« de la France, est de proclamer le prince d'Orange, qui

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. Déposition du major Maes,  
des capitaines Eenens et de Ryckholt.



« nous est imposé par la Conférence de Londres. Reconnu  
« par l'infanterie en garnison dans cette ville, par l'armée  
« de la Meuse, composée de 25 mille Liégeois sous les  
« ordres du général Daine, marchant sur Bruxelles, le  
« prince d'Orange était reconnu aussi par la garde civique  
« de cette dernière ville; le général Goblet avait déclaré  
« qu'il ne quittait le ministère que pour y rentrer aussitôt  
« après l'intronisation du prince d'Orange. »

De Ryckholt lui demanda de quel droit il prétendait l'endoctriner et voulait renverser l'état actuel des choses. Le général Van der Smissen lui ayant dit que c'était la volonté du Régent qui le faisait agir ainsi, de Ryckholt répliqua « qu'il ne leur reconnaissait pas ce mandat; que  
« l'armée ne pouvait voir dans ses généraux que des traîtres et des conspirateurs; que, par tous les moyens en  
« son pouvoir, il combattrait le prince d'Orange et ses partisans; que dès ce moment même, il entrait en hostilité  
« contre eux. »

Le général Van der Smissen répétant à de Ryckholt ce qu'il avait dit à Eenens : « Vous voulez donc la guerre civile? — Non, lui dit de Ryckholt, c'est vous qui la  
« voulez et, dans tous les cas, je préfère en courir les  
« chances, plutôt que de voir sur le trône de la Belgique  
« celui qui en a été exclu par le Congrès. »

Le général Nypels entrant sur ces entrefaites, Van der Smissen le fit intervenir pour confirmer son langage aux officiers d'artillerie. Mais Nypels, qui, en montant par l'escalier dérobé, avait entendu cette chaude altercation, reconnut tout de suite à la disposition des esprits, que la profession de foi énergiquement accentuée des deux capi-

taines ne donnait prise à aucune équivoque, qu'il était prudent de se taire et de sortir du salon, et il passa dans celui où se trouvaient réunis un grand nombre d'habitants d'Anvers connus comme des notabilités orangistes.

Après le départ du général Nypels, Van der Smissen insista de nouveau pour gagner les deux capitaines, qui persistèrent dans leur intention de s'opposer de toutes leurs forces au prince d'Orange et à ses partisans.

Au moment où, congédiés par Van der Smissen, ils arrivaient à la porte de l'escalier dérobé qui leur était indiquée comme sortie, ils reçurent de lui la recommandation de garder le silence sur ce qui venait de se passer, parce que, disait-il, ce ne serait pas bien de vouloir perdre celui qui était leur général. Les officiers se retirèrent sans qu'ils se fussent engagés à rien. Toutefois, bien que Van der Smissen dût se sentir cruellement humilié de voir repousser avec tant d'indignation les ouvertures qu'il venait de leur faire, au nom du pouvoir déchu, à peine lui avaient-ils tourné le dos, que l'un d'eux, le baron de Ryckholt, fut rappelé par lui pour s'entendre dire que le général Nypels désirait le recevoir dans un quart d'heure, avec le capitaine Eenens, et il l'engagea à faire son service comme à l'ordinaire, ajoutant qu'il le ferait appeler dans la nuit, pour lui prouver qu'il n'agissait que par la volonté du Régent. Puis, comme il achevait son thème, en affirmant qu'un aide de camp du général Nypels, parti le matin pour Bruxelles, rapporterait le soir même, à sa rentrée, des témoignages concordants qui convaincraient de Ryckholt, celui-ci répondit qu'il ne reconnaissait pas au Régent le droit de changer ce qui avait été établi par le

Congrès, et que s'il se présentait dans la nuit au palais, ce ne serait que le sabre au clair et le pistolet à la main, parce qu'en allant chez des traîtres, il fallait être sur ses gardes. Van der Smissen le pria de se calmer et lui dit qu'il estimait beaucoup sa franchise<sup>1</sup>.

Le capitaine Eenens refusa de retourner avec son camarade de Ryckholt au palais; calculant tout le prix du temps à ce moment suprême, il se rendit à la caserne de Hesse, où se trouvaient logées sa troupe et celle de son collègue, dont il se chargea de prévenir l'officier de semaine de tenir ses hommes prêts et de faire enharnacher les chevaux; il ordonna lui-même à son personnel de s'appréter à sortir en tenue de marche, au premier avis, mais de ne mettre cet avis à exécution que s'il était donné par le capitaine en personne; il eut soin aussi que les porteclefs des magasins à poudre se rendissent avec leurs clefs à l'arsenal et l'y attendissent, car il ne voulait pas se trouver dépourvu de cartouches, comme on le fut à Gand, au moment décisif.

Le major de l'Eau d'Andrimont et Eenens occupaient la même maison, et leurs chevaux étaient logés dans la même écurie; celui-ci, tout en faisant seller son propre cheval et y mettre les fontes, dit à l'ordonnance du chevalier d'Andrimont, en lui désignant un bai brun comme le cheval que son maître allait monter, qu'il eût à le seller sur le champ, puis il alla prévenir cet officier supérieur de ce qui se passait. Ce dernier, qui disait s'être compromis au moment de la révolution, fut trouvé dans les meilleures

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. Déposition du baron de Ryckholt, capitaine d'artillerie.

dispositions pour prêter un concours efficace à l'artillerie. Il n'hésita donc pas un instant à monter son meilleur cheval pour aller à fond de train à Merxem, avertir le major Du Chesne, commandant la légion belge parisienne, et lui demander d'introduire son bataillon par la porte Rouge, qui lui serait accessible, attendu qu'Eenens, comme capitaine de ronde, avait prévenu le poste de cette mesure, ce qui permettrait au major Du Chesne de prendre position au marché aux Chevaux et de soutenir la batterie de Ryckholt, lorsqu'elle sortirait, à l'effet de participer à la défense du quartier, choisi par l'artillerie entre les portes de Malines et de Borgerhout, comme le réduit le plus propice à la défense d'Anvers, en cas d'urgence.

L'emplacement des barricades était désigné; les pièces de 6 % destinées à leur armement avaient été accumulées dans la cour de l'arsenal; les fourgons contenant les munitions de ces pièces étaient remisés dans la poterne dite de la Tour-Bleue; les cartouches d'infanterie embarillées et prêtes à être chargées se trouvaient déposées à l'ancienne église des Carmes, située dans la cour même de l'arsenal. Le directeur de l'arsenal, major Descoville, et le capitaine Eenens, qui remplissait à Anvers les fonctions de commandant d'artillerie avant l'arrivée du major Maes, s'étaient concertés pour arrêter toutes ces dispositions, jugées nécessaires à cause de la connivence qui semblait exister entre le général Van der Smissen, commandant de la forteresse, et le général Chassé, dont l'autorité omnipotente s'exerçait sur les forces hollandaises dans la citadelle, la Tête de Flandre et la rade.

Tant que l'une des deux portes en question restait dans

nos mains, nos communications, même en cas de malheur, demeureraient ouvertes avec l'intérieur de la Belgique, d'où nous viendrait du secours; et, en attendant que ce secours nous arrivât, nous voulions défendre, dans toute son étendue la position choisie, avec l'aide de la population anversoise dont les classes inférieures, depuis le bombardement d'octobre, nourrissaient contre les Hollandais des idées de vengeance facilement explosibles. Vu l'imminence du conflit, les éléments patriotiques que contenait la ville furent avertis par leurs chefs, avec lesquels Eenens s'était mis depuis longtemps en rapport, de se tenir prêts à prendre les armes, pour venir en aide à l'artillerie.

Lorsque ces mesures d'urgence furent bien prises et arrêtées, les deux capitaines s'abouchèrent de nouveau à la caserne et convinrent d'aller se placer en observation dans une salle, à l'étage d'un café peu fréquenté, au coin de la rue longue des Claires et de la place de Meir. Leurs chevaux étaient tenus à l'entrée de la rue courte des Claires. Les hommes des deux batteries de siège sous les ordres du capitaine Eenens furent envoyés par petits groupes à l'arsenal, sans passer par la place de Meir qu'il fallait éviter.

A peine de Ryckholt et Eenens étaient-ils montés à l'étage du café, qu'ils virent arriver par la place de Meir, se dirigeant vers le palais, le colonel Clump, commandant le 4<sup>e</sup> de ligne, en compagnie du major Hardy et de son capitaine adjudant-major Stroykens. Les deux officiers d'artillerie se portèrent à leur rencontre, les avertirent de ce qui venait de se passer entre eux et les généraux Nypels et Van der Smissen, et déclarèrent résolument que quoi qu'il advînt, l'artillerie s'opposerait à tout mouvement

tendant à proclamer le prince d'Orange. Eenens fit part au colonel Clump du renseignement qu'il avait reçu concernant le corps hollandais concentré, sous Van Geen, en avant de Bréda, dont les avant-postes occupaient Groot-Zundert, à notre extrême frontière, et ne cacha point l'inquiétude que lui causait cette concentration, parce que, réunie aux forces du général Chassé, elle mettrait les Hollandais à même de réoccuper Anvers, en profitant de l'absence des troupes belges, parties pour Bruxelles, dans l'hypothèse de l'avènement du prince d'Orange.

Le colonel Clump répondit que lui aussi et tout son régiment étaient dévoués au gouvernement actuel et disposés à repousser les conspirateurs; qu'il soutiendrait l'artillerie et refuserait de sortir d'Anvers. Clump, par son grade, était, après les généraux, celui auquel revenait le commandement des troupes. L'artillerie se mit sous ses ordres, reniant les deux généraux qui trahissaient la Belgique.

Le colonel Clump remercia chaleureusement les officiers qui venaient de lui révéler la gravité de la situation, et dit que l'artillerie pouvait compter sur lui. Alors, de Ryckholt et Eenens lui déclarèrent qu'ils avaient résolu d'aller, le pistolet au poing, avec une cinquantaine de leurs canonniers, arrêter au palais les deux généraux et leur état-major, et de les conduire à Bruxelles, garrottés sur des fourgons. Le colonel Clump leur demanda d'attendre qu'il fût revenu du palais, où il voulait d'abord prendre connaissance de ce que les généraux avaient à lui dire.

A la suite de cet entretien, les capitaines décidèrent que l'un d'eux irait à Bruxelles rendre compte au Régent et

au ministre de la guerre, dont on n'avait pas encore approfondi la complicité, de ce qui se passait à Anvers chez les chefs suprêmes de cette forteresse.

Arrivé récemment à Anvers, et moins familiarisé avec le service de l'artillerie de la place, de Ryckholt offrit de partir à l'instant, monta à cheval et se lança sur la route de Malines, après avoir promis à Eenens de se rendre, à son arrivée, chez Alexandre Gendebien, l'ancien membre du Gouvernement provisoire, et près du Comité central, au théâtre du Parc, avant de parler au Régent et au ministre de la guerre.

L'infanterie, avait dit Van der Smissen, était d'accord avec lui et Nypels, et elle aurait fait couler le sang, en écrasant l'artillerie, si celle-ci s'opposait à la proclamation du prince d'Orange. Il en était tout autrement. Voyons ce qui se passa entre ses chefs et les généraux.

Le général Van der Smissen, qui avait à ses côtés le colonel Thabor du 3<sup>e</sup> d'infanterie, dit au colonel Clump que le général Daine marchait sur Bruxelles pour proclamer le prince d'Orange roi des Belges, et que la garnison d'Anvers allait partir tout de suite, ajoutant que le baron d'Hoogvorst venait au devant d'elle; qu'il y avait à la citadelle 25 millions à sa disposition, et partout des crédits ouverts.

« La ville d'Anvers, répondit le colonel Clump, une des plus considérables du royaume, est en partie confiée à mon régiment; je n'en partirai pas, jamais je ne l'exposerai aux Hollandais. » — « Si vous voulez aller à la citadelle, répliqua Van der Smissen, Chassé vous donnera sa parole d'honneur de faire retirer ses sentinelles,

« ainsi que l'escadre qui est dans l'Escaut. » — « Je ne  
« veux voir les Hollandais que le sabre à la main, riposta  
« Clump. »<sup>1</sup>

Animé des mêmes sentiments que son colonel, le major Hardy prit la parole pour dire que c'était le peuple qui avait fait la révolution et qu'il lui appartenait, s'il n'était pas content, de faire la contre-révolution ; que le militaire devait rester fidèle au gouvernement existant<sup>2</sup>.

Là dessus le général Van der Smissen leur dit :  
« Messieurs, nous descendrons chez le général Nypels,  
« peut-être parviendra-t-il mieux que moi à vous per-  
« suader. »

Arrivés chez le général Nypels, ils rencontrèrent chez lui le comte du Chatel de Tournay, ex-officier aux lanciers hollandais. Après que Van der Smissen, Clump et Hardy eurent répété, le premier son discours, les deux autres leur refus de coopération, du Chatel se mit à dire que le prince d'Orange était proclamé partout, que c'était la seule planche de salut qui restât pour éviter la guerre civile, et que 25 mille florins étaient envoyés au général Daine, qui marchait sur Bruxelles.

« Quant au général Nypels, il n'a pas dit un mot,  
« pendant tout ce temps, et n'a semblé ni approuver, ni  
« improver ce qu'on disait.

« Nous abandonnâmes tous trois ensemble, Thabor,  
« Clump et moi, le palais, très mécontents des proposi-  
« tions qui nous avaient été faites, et même indignés de

<sup>1</sup> Archives de la haute cour ; 6 avril 1831. Déposition du colonel Clump.

<sup>2</sup> Archives de la haute cour ; 6 avril 1831. Déposition du major Hardy.



« ce qu'on nous les avait faites. Chemin faisant, nous  
« rencontrâmes sur la place de Meir le colonel Coitin  
« (commandant le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie) avec son  
« capitaine adjudant-major Jacqmin. Nous l'abordâmes  
« et lui contâmes ce qui nous avait été proposé et ce que  
« nous avions répondu. Il nous dit qu'il était content de  
« connaître notre manière de penser, que c'était aussi la  
« sienne, et qu'il était aussi appelé chez Van der Smissen,  
« sans doute pour le même objet. »

Sur une convocation verbale du commandant de la place, les officiers supérieurs de la garnison d'Anvers devaient se rendre le même jour (25 mars), à 2 heures, chez le général Nypels, qui venait de congédier du Chatel. Dès que Nypels vit les officiers supérieurs réunis, il leur dit que les choses n'étaient pas comme les émissaires l'avaient annoncé, et il donna lecture d'une lettre qu'il prétendait avoir reçue de son frère le colonel, chef du personnel. Cette lettre, datée du 24, à 10 heures, portait que le colonel Borremans était arrêté et que le peuple avait voulu le massacrer. Alors le colonel Clump, prenant la parole, dit que son régiment ne sortirait pas de la ville sans un ordre du Régent, et qu'il la défendrait contre les ennemis de la patrie. « Nous avons un gouvernement, » s'écria le colonel Coitin, et nous devons lui rester « fidèles. »<sup>1</sup>

Sous cette même date du 25 mars, le général Van der Smissen avait également fait appeler, vers 9 heures du matin, le major Ramaekers, commandant de la place

<sup>1</sup> Déposition du major Hardy. Archives de la haute cour ; 26 mai 1831.

d'Anvers; après lui avoir demandé s'il n'avait rien contre le prince d'Orange, il lui dit, outre beaucoup de choses qu'il répétait à chacun, que Bruxelles avait proclamé ce prince.

Voici comment, suivant sa déposition, Ramaekers se conduisit dans cette affaire. « Général, avant de répondre, permettez que je voie le général Nypels. — Voyez-le, c'est mon intention, il vous attend. — Arrivé chez le général Nypels, j'y trouvai plusieurs bourgeois dont deux m'ont été désignés comme étant le comte du Chatel et le marquis de Trazegnies. Je demandai un entretien particulier; nous passâmes dans la chambre à coucher du général, auquel je répétai ce que Van der Smissen venait de me dire. Alors le général Nypels me tint ce langage : — On est venu me trouver ce matin à mon lit; on m'a dit tout ce que vous venez d'entendre, et de plus que j'étais seul et abandonné par les chefs de corps; que cependant l'on faisait beaucoup de cas de moi et qu'on voulait me mettre à la tête du mouvement, comme seul moyen de me sauver. Je demandai au général quelles garanties il avait, s'il était sûr que tout ce qu'on lui disait était vrai. Croyez-vous que les chefs de corps vous aient réellement abandonné? — Il faut voir, répartit Nypels, on va les convoquer; nous entendrons ce qu'ils diront; en attendant, je ne fais rien et nous gagnons du temps. En sortant de chez lui, on m'a fait convoquer les chefs de corps pour se rendre chez lui tout de suite.

« Il fut décidé par le général Nypels que je me rendrais à la citadelle, accompagné d'un bourgeois, que l'on me

« disait être M. De Cock, qui était chargé d'une mission  
« dont je n'ai jamais eu connaissance. — Quant à moi, je  
« fus chargé de demander, de la part des généraux Nypels  
« et Van der Smissen, au général Chassé, s'il était toujours  
« dans l'intention d'observer la capitulation, et s'il don-  
« nerait sa parole que, quelque chose qu'il advînt à Anvers,  
« il ne s'en mêlerait pas, et que l'escadre stationnée dans  
« l'Escaut conserverait la même neutralité. — Le général  
« Chassé m'a répondu qu'il observerait scrupuleusement  
« la capitulation et que, quand même il serait appelé dans  
« la ville, il n'y entrerait pas. — Sur l'observation que  
« je lui fis, que s'il arrivait par hasard qu'on tirât quelques  
« coups de fusil sur son escadre, il pourrait considérer  
« cet acte comme une rupture de la capitulation, il me  
« répondit qu'il ne la croirait rompue que si on l'attaquait  
« à coups de canon.

« Avant d'avoir été admis moi-même auprès du général  
« Chassé, M. De Cock y avait déjà été reçu une demi-  
« heure auparavant; j'ignore pourquoi cette préférence  
« lui a été accordée. » <sup>1</sup>

Le colonel Coitin, appelé chez le général Van der Smissen, le 25 mars vers 9 heures du matin, alors qu'il passait la revue de son régiment, tardant à se rendre à cette invitation, le général Nypels le fit mander par son sergent de planton. Le colonel voulut satisfaire les deux généraux à la fois. Au moment où il entra au palais, Nypels qui se trouvait sur la porte, l'engagea à entrer chez lui. Le capitaine Jacqmin qui accompagnait son colonel, voulant

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. 12 mai 1831. Déposition du major Ramaekers.

se retirer, Nypels lui dit qu'il n'était pas de trop et qu'il pouvait entrer aussi. Voici comment s'exprime Coitin au sujet de cette entrevue :

« En entrant chez Nypels, je lui dis que j'étais appelé chez le général Van der Smissen. Sur quoi il reprit : Je vais vous dire pourquoi ; c'est pour vous communiquer que des émissaires sont venus de Bruxelles, annonçant qu'il y avait un bouleversement général et que Van der Smissen croyait que le seul moyen de faire cesser l'anarchie qui allait en résulter, était de rétablir le prince d'Orange sur le trône de la Belgique ; ajoutant que pour parvenir à ce but, *il fallait faire marcher toutes les troupes sur Bruxelles* ; que le général Daine était déjà en route avec son corps d'armée, auquel s'étaient joints 25,000 Liégeois, et *qu'ils allaient* lui faire parvenir 25,000 florins par le capitaine d'état-major Dumortier ; que lui, Nypels, croyait que c'était un brave homme et qu'on pouvait se fier à lui pour cette mission. Nypels ajouta qu'il y avait à la citadelle 25 millions pour le payement de la troupe.

« Je représentai au général Nypels que nous avions un gouvernement auquel nous devions obéir. — Il me dit que ce gouvernement n'existait déjà plus, que la garde civique était d'accord et *que nous n'avions qu'à nous présenter à Bruxelles et que le tout serait bientôt terminé*. — Je répondis au général Nypels que je me ferais plutôt hacher à la tête de mon régiment que de travailler à rétablir sur le trône un prince que le vœu du peuple avait expulsé ; que je ne souffrirais pas qu'un seul coup de feu fût tiré sur le peuple. — Il ne sera

« tiré aucun coup de feu ; pas une goutte de sang ne sera  
« répandue, dit le général Nypels. — Si le gouvernement  
« n'existe plus, un autre sera établi à sa place, et nous  
« devons attendre ses ordres. — Nypels répartit : Et moi  
« aussi je désire avoir d'autres garanties, mais vous avez  
« vu que, dans les révolutions, ceux qui arrivent les der-  
« niers ont souvent de la peine à se faire replacer. Si les  
« autres arrivent avant nous, nous serons exposés à nous  
« trouver le cul entre deux chaises. — Je suis bien décidé  
« à me faire tuer, dit Coitin, plutôt que de voir les Hol-  
« landais rentrer dans notre pays. — On imposera au  
« prince d'Orange de telles conditions qu'il ne pourrait  
« amener aucun Hollandais avec lui, pas même un valet  
« de chambre. C'est à cette condition que la conférence  
« de Londres consent à ce que le prince d'Orange revienne  
« en Belgique, et elle ne consentira jamais à ce qu'il y  
« entre par la force. D'ailleurs, Van der Smissen a reçu  
« des émissaires de la conférence de Londres, et il nous  
« communiquera les instructions qu'il en a reçues. —  
« Puis, sur l'observation de Coitin, qu'il eût été désirable  
« que tous les officiers supérieurs de la garnison fussent  
« convoqués pour délibérer sur ces propositions, Nypels  
« promit de les faire convoquer pour deux heures de  
« l'après-midi, et engagea Coitin, non seulement à se  
« présenter entre temps chez Van der Smissen, mais à  
« revenir, pour lui rapporter le résultat de leur entretien,  
« ayant soin d'ajouter : « Que ceci reste entre nous. »  
« Ensuite, sans plus s'occuper des particularités pour les-  
« quelles il renvoyait Coitin à Van der Smissen, le général  
« Nypels, parlant en son nom propre, dit qu'ils allaient

« expédier 25,000 florins à Daine, par l'entremise de  
« Dumortier. »<sup>1</sup>

Dumortier était capitaine d'état-major à l'armée de l'Escaut.

Dans l'interrogatoire qu'il eut à subir, Nypels, se disculpant mal, chercha à nier qu'il eût parlé *en son propre et privé nom* au colonel Coitin, suivant les expressions de celui-ci<sup>2</sup>.

Arrivé à l'appartement de Van der Smissen, Coitin n'était plus accompagné de son capitaine adjudant-major Jacqmin. Il y pénétra assez brusquement, parce qu'il croyait qu'on lui avait dit d'entrer, et remarqua sept ou huit personnes habillées en bourgeois. Van der Smissen parut surpris à sa vue et le fit aussitôt passer dans une pièce voisine, disant qu'il avait quelque chose à lui communiquer.

Voici en quels termes Coitin rend compte de son entretien avec Van der Smissen :

« Là, il me répéta à peu près ce que le général Nypels  
« avait dit, mais il ajouta qu'il fallait faire marcher les  
« troupes sur Bruxelles, que tous les autres chefs de corps  
« étaient sur ce point d'accord avec lui, et qu'il espérait  
« que je ne serais pas d'un avis contraire.

« Je lui répondis que je n'étais nullement d'avis de  
« marcher avec mon corps sur Bruxelles, et que d'ailleurs  
« j'aimerais à me trouver réuni avec les autres chefs de  
« corps dont il me parlait.

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. 26 mai 1831. Déposition du colonel Coitin.

<sup>2</sup> Archives de la haute cour militaire. 26 mai 1831. Déposition du colonel Coitin.

« Van der Smissen reprit alors que l'on avait envoyé le  
« commandant de place à la citadelle d'Anvers pour savoir  
« si Chassé ne ferait aucun mouvement, pendant que les  
« troupes seraient sorties de la ville; qu'il ferait convoquer  
« les officiers supérieurs pour deux heures, et qu'alors on  
« aurait une réponse du général Chassé, ajoutant : « Nous  
« nous reverrons alors, mais je suis un peu pressé de  
« rejoindre *ces messieurs qui me sont envoyés par la Con-*  
« *férence de Londres.* »

« Je quittai alors Van der Smissen, qui me dit en sortant  
« et me prenant la main : « C'est bien, j'espère que nous  
« serons toujours d'accord. » Il paraissait en ce moment  
« assez ému, sans doute parce qu'il s'était aperçu que je  
« ne partageais pas ses opinions. Je voulus rentrer chez  
« le général Nypels, ainsi qu'il m'en avait prié, mais je ne  
« le trouvai pas chez lui. Sortant de chez Van der Smissen  
« et Nypels, je rencontrai, sur la place Verte, Clump,  
« Hardy et les autres officiers, qui me dirent qu'ainsi que  
« moi, ils étaient convoqués pour deux heures. J'eus avec  
« le colonel Clump une conversation particulière sur ce  
« qui s'était passé chez Van der Smissen; je ne crois pas  
« que Clump eût vu le général Nypels; tous deux nous  
« tombâmes d'accord que nous ne quitterions pas Anvers  
« et ne marcherions pas sur Bruxelles. Tous deux nous  
« étions sûrs de nos régiments, et nous pouvions nous  
« opposer à ce mouvement.

« Lorsque nous nous rendîmes, à deux heures, chez le  
« général Nypels, avec Clump et d'autres officiers supé-  
« rieurs, le général Van der Smissen y entra en même  
« temps que nous et nous en vîmes sortir le marquis de

« Trazegnies. Van der Smissen parla de nouveau du prince  
« d'Orange, dit qu'il n'y avait d'autres moyens que de le  
« rétablir sur le trône, que c'était là la seule planche de  
« salut qui nous restât.

« Je pris la parole et lui dis que nous devions obéissance  
« entière au gouvernement que nous avions reconnu et  
« à nul autre. Tous les officiers supérieurs présents  
« applaudirent à mon opinion et dirent unanimement qu'ils  
« la partageaient.

« Le chef d'état-major du général Nypels, qui se trou-  
« vait derrière son général, me faisait de la tête des signes  
« d'approbation, et le général Nypels, sans dire qu'il par-  
« tageait l'opinion que j'avais énoncée, dit aussi : « Oui,  
« nous devons attendre; les nouvelles ne sont pas telles  
« que les émissaires nous les avaient annoncées. » A ce  
« mot d'émissaire, du Chatel a pris son chapeau et est  
« sorti. — Je viens de recevoir une lettre de mon frère  
« (lequel est chargé du personnel au ministère de la  
« guerre), qui m'annonce qu'il y a eu, hier soir, une  
« émeute assez forte de la populace, qui voulait massacrer  
« Borremans, lequel est maintenant détenu aux Petits-  
« Carmes. Il donna lecture de ce passage de la lettre de  
« son frère. » (Le major Cambier, du génie, dit qu'ayant  
jeté un coup d'œil sur la lettre, elle portait la date du 24,  
à dix heures du soir.)

« C'est à cet instant que se présenta le commandant de  
« la place, venant de la citadelle. On lui demanda de suite  
« quelle était la réponse du général Chassé. Il dit que ce  
« dernier avait affirmé, sur sa parole d'honneur, que les  
« troupes sous ses ordres ne feraient aucune tentative



« contre la ville; que, si même il était invité à occuper la ville, il n'y obtempérerait pas. »<sup>1</sup>

Le général Chassé en promettant de ne pas intervenir dans les événements qu'on présumait devoir se produire en ville, et tout en donnant sa parole d'honneur, n'avait-il pas employé sa formule ordinaire de réticence, « *à moins d'ordres contraires de mon gouvernement?* »

Nul doute que, si ce gouvernement envoyait à Anvers, pour reprendre cette ville, le corps de troupes de Van Geen qu'il avait préparé à cette fin, il n'eût ordonné au général Chassé d'agir de concert avec ce corps, qui eût marché, aussitôt que les généraux Nypels et Van der Smissen seraient parvenus à diriger sur Bruxelles les troupes belges, chargées de la garde de cette importante forteresse.

Chassé étant tenu d'obéir, que serait-il advenu de la garantie que Van der Smissen avait fait miroiter aux yeux des chefs de corps et des officiers supérieurs?

Il est certain que les Hollandais visaient à assurer entre leurs mains la complète possession d'Anvers, et déjà le prince Frédéric s'était rendu de La Haye à Bréda. — Si le prince d'Orange réussissait à se faire accepter en Belgique, tant mieux. — Échouait-il immédiatement ou un peu plus tard, Anvers n'en était pas moins acquise à la Hollande, qui restait maîtresse des destinées commerciales de cette ville.

Au point de vue stratégique, est-il nécessaire de faire ressortir l'immense dommage qui aurait atteint la Belgique, si l'occupation par l'ennemi d'une place aussi importante était venue favoriser sa suprématie militaire?

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. 26 mai 1831. Déposition du colonel Coitin.

Une lettre du 26 mars, datée de la frontière hollandaise, contenait ce qui suit :

« Les officiers supérieurs hollandais ont fait concentrer brusquement toutes les troupes cantonnées dans les environs et, après les avoir passées en revue, ils ont dit qu'elles devaient se tenir prêtes à partir le lendemain pour Anvers, qu'il devait y éclater une contre-révolution en faveur du prince d'Orange et qu'ils étaient appelés pour aller la seconder. Les officiers engageaient les soldats à montrer du courage et leur dévouement à la cause de la patrie. L'on ne sait ce qui les a empêchés d'exécuter leur plan. »

Anvers et la Belgique ont couru ce jour-là le plus sérieux danger.

Ainsi donc les deux généraux commandant à Anvers prétendaient que « le seul moyen de faire cesser l'anarchie était d'établir le prince d'Orange sur le trône de Belgique ». Comme si ce n'étaient pas eux qui l'excitaient cette anarchie à Bruxelles, à Anvers, à Hasselt, à Malines ! Eux et leurs complices n'acceptèrent-ils pas la triste mission de semer partout la crainte, la discorde et la haine ? Et, pour mieux exposer la patrie aux coups de l'ennemi, au lieu de tenir à honneur de les parer, ne se présentèrent ils pas au combat avec les armes de la malveillance et de la trahison ?

Nos chefs restés purs cherchaient à ouvrir les yeux au Régent sur les trames qu'ourdissaient les coupables, mais le Régent lui-même était l'acolyte de ceux-ci.

Le général Goethals envoya au Régent une lettre dévoilant la conduite du général Van der Smissen. Cette lettre portée par l'aide de camp du général, son fils (aujourd'hui

d'hui lieutenant-général, commandant la 1<sup>re</sup> circonscription d'Anvers et de ses dépendances), devait être remise par lui au Régent, en mains propres. L'aide de camp, qui avait écrit la lettre sous la dictée de son général, en connaissait parfaitement le contenu. Aussi ne fut-il pas peu étonné de voir le Régent la lire d'un œil distrait, et sans paraître y attacher de l'importance. Il fit ressortir de vive voix les principaux faits consignés dans la lettre, sans parvenir à captiver l'attention du Régent, dont les yeux se portaient sans cesse sur un paravent déployé dans l'appartement. La gravité des faits articulés à la charge du général Van der Smissen ne parvenant pas à émouvoir le Régent, l'aide de camp se retira.

Quelques années plus tard, M. le major Goethals, se rendant à Hambourg pour y passer la saison d'été avec sa famille, loua un appartement dans une habitation dont l'hôte, qu'il n'avait pas vu au moment de la location, le connaissait, disait-il, et témoigna même de l'étonnement de n'être pas reconnu par lui. — « Je suis le général Van der Smissen, et si vous ne me connaissez pas, je vous connais bien. Vous souvient-il qu'à la fin de mars 1831, vous êtes venu apporter au Régent une lettre du général, votre père, que vous fûtes étonné de la froideur avec laquelle fut accueillie cette lettre et de l'embarras du Régent, tandis que vous articuliez à ma charge les accusations que je reconnais fondées? J'étais chez le Régent, caché derrière le paravent, et j'entendais tout ce que vous lui disiez. »

C'est donc chez le Régent que Van der Smissen était allé chercher un refuge; et l'aide de camp même du

Régent, le colonel d'état-major Malherbe, dont le patriotisme était bien connu des habitants de Bruxelles, fut chargé de conduire, le soir, hors de la ville, le lieutenant Lefebvre, aide de camp du général Van der Smissen.

Et, amère dérision ! les journaux annonçaient que les ordres les plus précis étaient donnés pour arrêter le général Van der Smissen partout où on pourrait le trouver. Son signalement avait été envoyé à toutes les brigades de gendarmerie !!!

Le public et les mandataires de la nation perdirent enfin patience. Un projet de loi, déclarant coupables de trahison ceux qui, par leurs paroles ou leurs écrits, prépareraient le retour du prince d'Orange, et ordonnant qu'ils seraient punis comme tels, fut déposé, dans la séance du Congrès national du 31 mars, par des membres de cette assemblée.

Dans cette même séance, le ministre de l'intérieur, comte de Sauvage, présenta un projet de loi autorisant le gouvernement à mobiliser le 1<sup>er</sup> ban de la garde civique et chargeant le pouvoir exécutif de la mise à exécution.

Nous verrons plus tard comment celui-ci s'acquitta de la mission qui lui était confiée.

Pour peu que le lecteur ait porté de l'intérêt au récit des faits et gestes des deux généraux qui remplirent le premier rôle dans l'épisode d'Anvers, il se sera fait une idée nette de la différence de leurs procédés. Chez Nypels l'action était plus circonspecte, la trame se cachait avec plus d'habileté; il avait des faux-fuyants pour se disculper, parce qu'il avait préparé des moyens apparents pour dissimuler, autant que possible, sa culpabilité. Van der Smissen avait l'allure plus fougueuse, plus chevaleresque dans son

dévouement au prince d'Orange, sous les ordres de qui il avait combattu à Waterloo. Connaissant toute la puissance et la vaste étendue de la conspiration orangiste, il marchait avec confiance et n'appréhendait aucun échec.

## BRUXELLES

Le 24 mars, le colonel Borremans fut accusé à l'Association nationale de trahir la Belgique et de vouloir rétablir le prince d'Orange. L'accusation reposait sur des faits positifs, dont la divulgation au sein de l'assemblée produisit un effet électrique. De toutes les parties de la salle s'éleva un immense cri d'indignation. Aussitôt les uns, en grand nombre, se répandirent au dehors, dans tous les quartiers de la ville, pour découvrir Borremans et l'arrêter, tandis que d'autres allèrent en députation chez le Régent, afin qu'il donnât les ordres nécessaires pour prévenir son évasion. Ces ordres furent donnés.

Le 2<sup>e</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied (colonel Borremans) formait avec la 8<sup>e</sup> batterie, commandée par le capitaine Fontaine, toute la garnison bruxelloise; c'était peu de chose pour s'opposer à la formidable manifestation militaire dont l'orangisme menaçait la capitale.

Borremans, déjà traqué, mit son temps à profit, car dans la matinée du 25, il essaya de séduire un des chefs de la garde civique, lui déclarant qu'avec son régiment — dont il se croyait sûr — il rétablirait le prince d'Orange. Déjà le lendemain de l'attaque contre-révolutionnaire du lieutenant-colonel Grégoire à Gand, il était allé porter une

somme d'argent au bataillon de son corps qui y tenait garnison, disant à ses chasseurs que cet argent venait du prince lui-même.

Voulant enfin se dérober aux conséquences prochaines de la dénonciation qu'il savait exister contre lui, il se sauva, à 1 heure du matin, à la caserne occupée par les chasseurs. Il songea à faire battre la générale pour les réunir, mais il essaya un refus de la part de sa troupe et sortit de la caserne. C'est à ce moment même de sa fuite, qu'il fut arrêté par un commissaire de police accompagné d'un seul officier, sans qu'aucun homme de son régiment y mit opposition.

Justement irrité, le peuple lança toutes ses imprécations contre cet ingrat enfant de Bruxelles, en qui il avait mis toute sa confiance, contre Borremans, le faux patriote, qui devait son grade de colonel au sang versé par ses concitoyens sur les barricades de septembre, Borremans, qui était parvenu à abuser de sa haute position, pour favoriser l'ennemi sous le masque trompeur de la franchise et de la loyauté !

L'exaspération du peuple gagna les chasseurs. Ils se soulevèrent contre leurs officiers qui voulaient les consigner, et fraternisèrent avec lui.

L'incohérence des ordres avait provoqué l'incohérence des idées et des propos : Ce matin, disaient-ils, il s'agissait de nous faire partir, et maintenant on prétend nous garder à la caserne. Notre chef trahit le pays, nous sommes trahis nous-mêmes, la trahison est partout. S'il nous faut marcher à l'ennemi, nous ne le ferons qu'avec la garde civique de Bruxelles.

La soirée fut extrêmement agitée. Le peuple s'amassa autour du Waux-Hall, siège de l'Association nationale. Des milliers de voix criaient : « Vivent les Belges ! A bas les Hollandais ! Point de réunion avec la France !... »

Les membres de l'Association parcoururent cette foule, expliquant leurs intentions et leur but. Le peuple leur répondit avec enthousiasme et les suivit dans un estaminet voisin, où soixante listes de souscription reçurent des signatures, jusqu'à ce qu'elles en fussent entièrement couvertes.

La nuit s'écoula au bruit incessant de la colère publique qui s'exhalait dans les rues. Ce n'était partout et tour à tour, selon l'impression du moment, que des cris de guerre ou de joie exaltée : Haine aux traîtres ! — Vive la liberté ! — Vivent les Belges ! Et du sein de cette foule délirante s'élevait par intervalles, comme pour jeter un défi à toute action oppressive, une voix ironique, qui trouvait de nombreux échos : « Nous sommes vendus, mais non livrés ! »

Le colonel Borremans subit un interrogatoire dans l'après-midi du 25, et ne fut transféré à la prison des Petits-Carmes que vers 2 heures du matin, tant on craignait le voir immolé par la vengeance populaire.

En plusieurs endroits, les réactionnaires étaient parvenus à arracher les arbres de la liberté ; les chasseurs et le peuple les replantèrent.

Disons à la louange des officiers du 2<sup>e</sup> bataillon des chasseurs Borremans, le seul qui fût à Bruxelles, qu'ils protestèrent avec énergie contre l'attentat de leur chef.

La journée du 26 s'annonça très orageuse : la ville était inquiète, et la crainte que le coupable ne fût épargné rendait le peuple intraitable ; des groupes tumultueux

erraient çà et là, et lorsqu'ils se rencontraient dans les carrefours, c'était pour se communiquer des projets de vengeance, qui tous aboutissaient à la prison des Petits-Carmes, où l'on voulait s'assurer de la présence du traître et en faire justice; mais quelques voix persuasives donnant un autre cours à l'émeute, elle se dissipa momentanément à trois heures de l'après-midi, pour reparaitre le soir avec plus d'exigence. Vers le crépuscule, en effet, les groupes, formés en colonnes, promènèrent le drapeau brabançon dans plusieurs quartiers et allèrent demander au Régent la punition de Borremans. Le chef du pouvoir exécutif harangua la multitude avec bonté, l'exhorta au calme, au bon ordre, et promit justice. Toutefois, malgré les acclamations dont elle accueillit ce conseil, elle n'en tint aucun compte et retourna aux Petits-Carmes. La garde civique y était rangée en bataille; le peuple, en poussant de furibondes clameurs, essaya plusieurs fois de rompre ses rangs; elle n'opposa que la fermeté à l'effervescence, et son attitude passive parvint à maîtriser la foule.

Le bourgmestre et quelques officiers de la garde civique, par des paroles appropriées à la circonstance, se firent écouter un instant, mais apaiser ces esprits surexcités, était chose impossible.

On courut au journal *le Vrai Patriote*. Portes et fenêtres y furent enfoncées, et, après une heure de désordre, on alla renouveler la même scène, rue de la Paille, chez l'avocat Spinael, l'un des rédacteurs du *Vrai Patriote*. On avait déjà forcé les portes et commencé à briser des meubles, lorsque l'intervention active de la garde civique parvint à empêcher un saccageement complet.



Le peuple était donc déchaîné et se livrait à de bien déplorables excès ; mais à qui la faute , sinon à la forfaiture de l'orangisme , qui , par sa presse soldée , vantait l'ancien régime , prédisait effrontément la chute plus ou moins prochaine de notre édifice politique , et déployait dans ses discussions une ardeur aussi insolente qu'audacieuse !

Le dimanche 27 mars vit la continuation des désordres commis les deux jours précédents. La maison de M. Mathieu , rue d'Anderlecht , fut prise pour objectif , et le peuple était en train de l'assaillir , lorsque le bourgmestre parut au milieu des groupes et leur adressa de paternelles exhortations pour les calmer et les dissuader de se faire justice à eux-mêmes , en voulant punir directement les attentats et les provocations des orangistes. Puis , afin de donner plus de poids à ses remontrances et en confirmer l'expression , ce magistrat publia , dans la journée , une proclamation dont voici la teneur :

## LES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS

### AUX HABITANTS DE BRUXELLES.

Concitoyens. — Des désordres , provoqués par les partisans de la dynastie déchue , ont eu lieu hier soir.

Un homme sorti de nos rangs se trouve sous le poids de graves préventions.

Dociles à la voix de vos magistrats , vous avez compris que c'est aux tribunaux seuls qu'il appartient de le juger , que , s'il est coupable , le glaive de la loi doit seul le frapper.

Concitoyens, conservons notre belle révolution pure de toute tache ! Méfiez-vous de ceux qui vous exciteraient à des excès et des voies de fait : s'ils ne sont pas soldés par nos ennemis, ils sont devenus, sans le savoir, les instruments de ceux-ci.

*Liberté et ordre public, respect aux personnes et aux propriétés, soumission à la loi*, tels doivent être nos mots de ralliement, surtout dans un moment où l'ennemi de l'extérieur paraît vouloir tenter de nouveaux efforts pour nous replacer sous l'ancien joug.

Bruxelles, le 27 mars 1831.

*Le Bourgmestre,*

ROUPPE.

Cette proclamation ne parvint pas plus que les autres moyens employés jusqu'ici à calmer le peuple. L'obscurité le rendant plus audacieux, il attaqua, vers 8 heures du soir, à coups de pavés, le poste de gardes civiques défendant la maison de M. Mathieu. Épuisés de fatigue, les gardes cédèrent aux efforts des assaillants. La maison fut envahie et livrée à la plus complète dévastation, mais évacuée à la suite d'une intervention des chasseurs de Chasteleer.

L'Association nationale ne resta pas inactive à la vue de ces fâcheux événements. Après avoir député deux de ses membres aux officiers des chasseurs de Borremans, pour les féliciter, oralement et par écrit, de leur patriotisme, ainsi que du grand empressement qu'ils avaient eu de manifester toute l'horreur que devait leur inspirer la trahison de leur chef, elle lança un écrit public, qui enga-

geait avec énergie tous les Belges à se serrer autour du drapeau de septembre, afin de sauver la patrie par l'union de ses enfants.

Voici un simple trait de ce manifeste : « Les partisans  
« d'une famille qui vous a opprimés, pendant quinze  
« années, au profit de la Hollande, et que vous avez  
« chassée du sol de la Belgique, recommençaient, pour  
« vous ramener le prince d'Orange, des manœuvres qu'en-  
« hardit notre longanimité.

« Le peuple a répondu à leurs provocations : Plus de  
« Nassau ! »

Cet hommage rendu au patriotisme des Belges, l'Association nationale le faisait suivre d'excellentes exhortations, afin que le civisme ne dégénérât ni en désordres ni en violences. Elle tenait à cœur d'exprimer sa sollicitude à cet égard dans des affiches à l'adresse directe du peuple de Bruxelles, et notamment celle du 28 mars :  
« Il y a trois jours, y lisait-on, les orangistes étaient à  
« craindre, il a suffi au peuple de se montrer pour les  
« forcer à se cacher. . . . plus de vengeances!!! »

Les dévastations cessèrent, mais le peuple de Bruxelles avait toujours sa vengeance dans le cœur; la mise en jugement de Borremans lui fournit bientôt l'occasion de la montrer. Il descendit dans la rue, prêt à donner un libre cours à ses sentiments de haine. La garde civique veillait de son côté, et se portant aux endroits les plus menacés, elle opposa partout une fermeté calme et résolue; l'émeute dut reculer, et le sang des traîtres ne rougit point le pavé de Bruxelles.

Saisie de l'affaire du colonel Borremans, à la suite d'une demande faite au Régent, la haute cour militaire avait reçu, dans la soirée du 25 mars, la déposition de deux témoins principaux, et procéda à l'interrogatoire de l'inculpé, lequel dura jusqu'au lendemain à 2 heures du matin. D'autres témoins vinrent confirmer le témoignage des premiers, et Borremans, convaincu, fit de graves et nombreuses révélations sur le complot tramé en faveur du prince d'Orange.

Afin d'échapper au châtiment encouru, Borremans n'avait peut-être qu'à suivre l'exemple d'Ernest Grégoire, qui avait su taire le nom de ses complices les plus huppés et profiter de leur influence intéressée. Son imprudence lui coûta cher, et pour avoir dit la vérité, il succomba.

La conséquence la plus naturelle à tirer de tout ceci, c'est que Borremans devint le bouc émissaire dont le sacrifice devait sauver d'autres grands coupables assez habiles et assez haut placés pour se tirer d'affaire. La trahison à prix d'argent de plusieurs de nos généraux et d'autres chefs n'est pas même niée en Hollande<sup>1</sup>. Le général Malherbe dit avoir refusé le ministère de la guerre, parce qu'il ne se souciait pas de travailler, dans cette position, à la restauration du prince d'Orange, condition imposée. — Par décret du Régent, en date du 3 mai 1831, Borremans fut rayé des contrôles de l'armée. En voici les considérants :

« Attendu qu'il résulte de l'arrêt de la haute cour militaire du 25 avril que le colonel Elskens, dit Borremans,

<sup>1</sup> Voir KNOOP, p. 17.

« a reçu une somme d'argent pour l'employer dans l'intérêt du complot formé à l'effet de renverser le gouvernement établi en Belgique;

« Considérant que tout militaire qui est capable de se laisser gagner à prix d'argent, ainsi que l'a fait ledit colonel Elskens, dit Borremans, est indigne de rester sous les armes et de compter dans les cadres de l'armée, le gouvernement ne pouvant plus, après un tel fait, accorder sa confiance à un militaire qui s'est ainsi dégradé lui-même;

« Considérant que dans le service ordinaire, on doit plutôt s'attacher à la moralité du fait reproché à un condamné, qu'à la nature de la peine qui lui est infligée;

« Que sous ce rapport il serait contraire à toute discipline que ledit Borremans continuât à rester au nombre des officiers de l'armée;

« Par ces motifs, et sur la proposition du ministre de la guerre;

« Avons arrêté et arrêtons :

« Le ministre de la guerre est autorisé à faire rayer des contrôles de l'armée le nommé Elskens, dit Borremans, colonel commandant le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied.

« Le ministre de la guerre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

• Bruxelles, le 3 mai 1831.

• SURLLET DE CHOKIER.

« Par le Régent :

« Le Ministre de la guerre,

« CONSTANT D'HANE. »

Pour connaître le complot et sévir contre ses participants, Surllet de Chokier ne devait pas aller bien loin. Dans son appartement même, n'avait-il pas à la main un des chefs les plus compromis, qui s'y tenait caché derrière un paravent, lorsque lui, l'élu de la nation, recevait la lettre révélatrice du général Goethals?... Mais ni le Régent, ni le ministre de la guerre n'avaient garde de pousser les choses jusqu'à leurs dernières conséquences; et s'ils agirent avec quelque semblant de justice impartiale dans l'affaire Borremans, c'est qu'ils y étaient contraints par l'impossibilité de démentir des faits patents, corroborés par les aveux mêmes de l'inculpé.

Il est certain que les troubles qui désolèrent Bruxelles durant ces quelques jours, avaient pour cause déterminante la faiblesse, l'embarras et l'indécision du Gouvernement, qui, se sentant compromis lui-même au premier chef, hésitait à punir les agents de la famille déchue, au moment où, comptant sur le succès, et pleins d'une folle ardeur, ils s'évertuaient à faire jouer à ciel ouvert tous les ressorts de la contre-révolution. De sorte que si l'on est fondé à reprocher au peuple des dévastations, qu'il est impossible d'effacer de son compte, il faut au moins avouer à sa décharge qu'elles ont été le corollaire des complots qu'osèrent exécuter sous ses yeux des hommes, investis jusqu'alors de sa pleine et entière confiance.

Le général Belliard<sup>1</sup> porte un jugement impartial sur la conduite du peuple belge dans ces moments orageux :  
« Il est vrai, dit-il, qu'un homme a été maltraité à Gand,

<sup>1</sup> Voir ses *Mémoires*, t. II, p. 245.

« mais, un mois auparavant, les orangistes avaient fait  
« une tentative armée contre la population, et si le sang  
« doit couler, *il doit retomber sur ceux qui ont donné*  
« *l'exemple de la violence*. N'est-il pas admirable qu'un si  
« vaste complot, soutenu de l'or de l'Angleterre, qu'une  
« guerre civile si chaudement couvée n'ait amené d'au-  
« tres malheurs que cinq ou six maisons pillées et un  
« homme blessé? Je répète que le peuple belge est le  
« plus patient, le meilleur peuple du monde. »

C'était le vœu du pays que le pouvoir exécutif abandonnât un système d'indulgence hors de saison, pour adopter franchement des mesures de répression devenues urgentes, en présence d'une série de complots dirigés et exécutés contre son existence; mais ceux qui étaient au timon des affaires, pactisant avec un régime odieux tombé sous le poids de l'animadversion publique, allaient sciemment à l'encontre de la volonté nationale, et bien qu'ils eussent le devoir de faire respecter sa sentence, qui excluait à perpétuité la famille des Nassau du trône de Belgique, ils ne se souciaient guère de rassurer le pays, ni de le protéger dans la tourmente qu'il traversait, en attendant la consolidation de ses destinées.

Non! ce n'est pas au zèle imprudent des patriotes qu'il faut imputer les excès qui affligèrent la capitale et le pays, mais bien aux agissements de la faction orangiste, qui, comptant sur sa force, donnait un libre cours à son audace et proclamait déjà son triomphe.

A chacun la responsabilité de ses actes.

Les clameurs de la cabale orangiste soutenues par une presse insolente, la jactance des chefs militaires qui s'étaient

laissé séduire, et dont l'exemple funeste avait favorisé la corruption de ceux qui abondaient dans leurs principes subversifs, soit ouvertement, soit sous une forme cachée; la découverte presque simultanée de tant de ramifications de complots, ou étouffés à leur naissance, comme à Anvers, ou sur le point d'éclore, comme à Bruxelles, ou déjà réprimés dans leur exécution, comme à Gand, tout cela n'était-il pas fait pour soulever la tempête populaire? Déplorons-en les ravages, sans méconnaître ce qui est dû à l'explosion de l'indignation publique, qui détruisit pour longtemps les espérances du gouvernement déchu. — Restait au successeur de celui-ci le devoir de récompenser ou de punir les individus, selon le mérite de leurs œuvres, durant la crise dangereuse qui agitait alors la Belgique. Nous avons indiqué, dans le cours de cet écrit (page 117 et suivantes), comment le Gouvernement belge de cette époque remplit cette noble mission.

#### HASSELT.

Que se passait-il en même temps à Hasselt?

Lorsque le baron Surlet de Chokier fut nommé Régent, le colonel Moyard, commandant le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à cheval, reçut du général Daine l'ordre de faire partie de la députation chargée de complimenter, au nom de son armée, l'élu du Congrès. Le colonel Moyard partit le 6 mars pour Bruxelles, d'où il ne revint à Hasselt que le 23 du même mois. On était alors au plus fort de la conjuration militaire destinée à renverser le Gouvernement belge. Le colonel Moyard eut de fréquentes conférences



avec les sommités de l'armée résidant à Bruxelles. Le soir de sa rentrée, il se rendit à la Société de Hasselt, où il trouva réunis plusieurs officiers de son régiment et les plus notables habitants de l'endroit ; chacun brûlait d'avoir des nouvelles de la capitale. Les réponses de Moyard étaient évasives, mais il faisait ressortir le mécontentement des habitants de Bruxelles, qui semblaient, selon lui, pencher vers le prince d'Orange et désirer son retour.

Avant de quitter la Société, il s'approcha du capitaine Thiery et lui dit, à voix basse, de passer à son cabinet le lendemain à 8 heures, pour recevoir des communications très importantes.

A l'heure indiquée, le capitaine Thiery fut chez le colonel Moyard, et voici en quels termes s'exprima son chef :

« Ah ! ça, mon cher Thiery, il est question d'une grande affaire, et dans laquelle j'espère que vous ne balancerez pas. — Vous êtes, comme moi, officier de la révolution, et je compte sur vous et sur l'ascendant que vous exercez sur votre escadron. J'attends à chaque instant l'ordre de marcher sur Bruxelles pour renverser le gouvernement actuel, qui n'est dirigé que par cet imbécile de Régent, et l'on est pleinement décidé à appeler le prince d'Orange sur le trône. »

A cette proposition, le capitaine Thiery, frappé d'étonnement, répondit : « Quoi, mon colonel, c'est moi que vous prenez comme confident d'une trahison ? Vous savez que je tiens mon mandat de ce même Gouvernement, que je lui ai juré fidélité, et vous voulez que, me rendant parjure, je souille mon honneur et mes épaulettes. — N'y comptez pas. »

« Je m'attendais à pareille sortie de votre part, répondit le colonel, mais je vous prévienne, mon cher, que c'est par intérêt pour vous et pour vous conserver vos épaulettes que je vous fais cette confidence. — Pensez-y bien, presque tous les généraux et les principaux de l'armée sont d'accord pour faire exécuter le mouvement. Votre opposition ne pourrait que vous perdre et faire du tort à votre famille, à laquelle je m'intéresse. »

Ces paroles, ces propositions tombées comme un coup de tonnerre dans l'esprit du capitaine, le frappèrent de stupeur pour un moment; mais le sentiment du devoir, ce premier mobile de tout homme d'honneur, l'emporta sur tout autre sentiment. — Comment déjouer cette trame, comment s'y soustraire? Après un moment de réflexion, voyant l'affaire sérieuse, et jugeant qu'il n'y avait pas de temps à perdre pour sauver l'État, Thiery reprit en ces termes :

« Mon colonel, je vous remercie de l'intérêt que vous me portez; je ne doute nullement de la vérité de ce que vous venez de me dire; mais ce que vous m'apprenez contraste tellement avec mes sentiments que j'ai de la peine à me remettre de l'émotion que m'a fait éprouver votre proposition. Accordez-moi une heure de réflexion avant de vous faire une réponse catégorique. — Le colonel Moyard consentit à cette demande, en objectant à Thiery que ceux qui ne suivraient pas le torrent, courraient risque de perdre leur place. »

Le capitaine Thiery, qui éprouvait un vif sentiment de répulsion pour l'acte de trahison auquel on voulait l'entraîner, et sachant qu'il n'y avait pas de temps à perdre,

suivit l'inspiration de son patriotisme dans la cruelle alternative où il se trouvait de trahir son pays ou de dénoncer son colonel. — Aucune demi-mesure n'était à prendre. Aussi, en sortant de chez son colonel, Thiery se dirigea d'un pas ferme et décidé vers l'hôtel du Gouvernement.

Le gouverneur *ad interim*, M. Cox, le reçut, apprit de lui ce qui se passait, lui accorda sa demande d'une estafette sur laquelle il pût compter, pour aller tout d'une traite jusqu'à Bruxelles porter une dépêche.

Pendant que cette estafette se préparait à se mettre en route, le capitaine Thiery, sans quitter le salon du gouverneur, écrivit directement au Régent l'état des choses à Hasselt.

Immédiatement après, il réunit ceux de ses officiers qui se trouvaient chez eux, les mit au courant de ce qui se passait et leur fit promettre le secret. Il leur demanda s'il pouvait, au moment décisif, compter sur leur concours spontané. Ses officiers, tous animés des meilleurs sentiments patriotiques, et officiers de la révolution, ne balancèrent pas à le lui promettre. — Thiery fit alors appeler chez lui le capitaine Joubert, commandant le 2<sup>e</sup> escadron cantonné à Zonhoven, pour une communication très importante, puis retourna chez le colonel, le cœur libre et débarrassé du poids qui l'oppressait.

En entrant, il lui dit : « Mon colonel, toutes réflexions faites, je vois bien que toute opposition serait inutile et je me sou mets à exécuter les ordres que vous pourriez me donner. — A la bonne heure, reprit le colonel, marchons de concert et tout ira bien. » Dès ce moment, ses confidences recommencèrent; il dit, entre

« autres choses, que la division du général Daine s'attendait à chaque instant à devoir marcher sur Bruxelles, et qu'elle serait soutenue par six à sept mille Hollandais venant d'Eindhoven <sup>1</sup>, mais que l'itinéraire n'était pas encore arrêté, à cause du mauvais chemin de Hasselt à Diest, qu'il croyait impraticable. — Pour s'en assurer, il envoya son adjudant-major Guinet en reconnaissance. »

Un fait bien digne de remarque, c'est que le commandant des escadrons qui se trouvaient aux avant-postes, reçut du colonel Moyard à son retour de Bruxelles, l'ordre de ne plus se garder militairement. — Cela fatiguait les chevaux, disait Moyard, et les grand'gardes ne servaient à rien. — Depuis le 26 mars, le colonel Moyard avait reçu la série des mots d'ordre du 1<sup>er</sup> au 10 avril. Les commandants des troupes aux avant-postes, tant cavalerie qu'infanterie, ne l'avaient pas reçue, ce qui les obligea à en composer eux-mêmes.

Moyard montra à Thiery une demi-carte coupée; le porteur de l'ordre de marche serait également porteur de l'autre moitié, qui devait s'adapter à la première. « Vous voyez, dit-il, que toutes les précautions sont bien prises, et que nous ne pouvons manquer de réussir. »

Le capitaine quitta le colonel, en lui promettant de revenir dans le courant de la journée s'enquérir des nouvelles, et le laissa en pleine sécurité. — Il retourna près de ses officiers, qu'il avait laissés dans un vif état d'émotion et presque de découragement. Il tâcha de relever leur moral et de leur faire comprendre qu'une pareille situation

<sup>1</sup> Ces troupes hollandaises venant d'Eindhoven s'étaient rapprochées de la frontière.

exigeait de leur part un redoublement d'énergie qui leur permit de venir à bout des moyens extrêmes auxquels il y aurait à recourir pour sauver la patrie. Il alla ensuite trouver le lieutenant Fonsny commandant une demi-batterie d'artillerie cantonnée à Hasselt. Fonsny, mis au courant, promit de se joindre à la cavalerie avec ses pièces, aussitôt que serait donné l'ordre de marche.

Rentré chez lui, le capitaine Thiery trouva le capitaine Joubert, qu'il avait appelé de Zonhoven. Celui-ci, qui était également un officier de la révolution, ne balança point à se mettre sous les ordres de son frère d'armes, plus ancien capitaine que lui, en représentant que pour être fort, il fallait l'unité de commandement. Il fut convenu qu'au rassemblement, Thiery se porterait en avant du front, y proclamerait le colonel Moyard traître à la patrie, et déclarerait prendre le commandement des deux escadrons.

Les officiers prévenus prirent leurs mesures pour assurer l'exécution d'un dessein bien arrêté, et chacun de son côté avertit en secret les plus affidés de ses sous-officiers, afin que la surprise ne fût pas trop grande en présence de l'événement du 25 mars.

Thiery retourna le soir chez Moyard, et, dans plusieurs autres visites qu'il lui fit le lendemain, 25 mars, il se vit accueilli avec plus d'égards que de coutume. Le colonel lui fit de nombreuses confidences et lui révéla que la division du général Daine tout entière participerait au mouvement; que toutefois, il ne connaissait pas encore les dispositions des chefs de l'infanterie, qui lui laissaient quelque inquiétude, mais qu'il pensait bien que le général parviendrait à les persuader.

Moyard dit aussi qu'il avait reçu de l'argent pour être distribué à la troupe, au moment de la marche, qu'il ignorait ce qu'il avait encore en espèces, et demanda à Thiery de l'aider à les compter, ce que celui-ci accepta. — « Toute la somme était en pièces d'un florin de Hollande, à l'effigie du roi Guillaume.

« Le 25 mars 1831, le colonel mit à l'ordre du jour que les escadrons seraient réunis le lendemain, à 9 heures du matin, sur le terrain des manœuvres, situé entre Hasselt et Zonhoven. — A cette réunion, il fit paraître un petit tonneau de genièvre qui fut distribué en son nom à la troupe. Pendant qu'on était occupé à cette distribution, on vit arriver à l'improviste le général Daine en personne; il appela le colonel en particulier et lui parla à mi-voix.

« Les officiers et une partie des sous-officiers qui avaient eu connaissance du mouvement projeté, ne les quittaient pas des yeux. — Ils avaient l'air très affairé, l'abattement et l'inquiétude se remarquaient en eux.

« Le capitaine Thiery, qui se trouvait à l'extrême droite de son escadron au repos, ne put entendre que les paroles suivantes que prononçait le général Daine : Si nous avions été plus prompts, que serions-nous devenus ? »

« Tout à coup, le colonel monta à cheval, repartit pour Hasselt avec le premier escadron, et le deuxième escadron rentra dans son cantonnement de Zonhoven.

« Rentré à Hasselt, le colonel fit appeler le capitaine Thiery en lui dit : « Tout est perdu par la faute d'un maladroit. Notre projet est manqué. Van der Smissen est en fuite. »

« Ainsi finit l'épisode de la trahison de l'armée de la Meuse; elle ne fut qu'une ramification de celle de Van der Smissen, à Anvers. »<sup>1</sup>

Le 28 mars, le général porta à la connaissance de sa division une proclamation du Régent conçue en ces termes :

« La malveillance et les ennemis de notre indépendance répandent les bruits les plus absurdes. A les entendre, il n'y a plus de gouvernement, et son chef même avait la lâcheté de violer le serment qu'il a fait à la face de la nation qui lui a confié ses destinées.

« On cherche à corrompre l'armée, en trompant sa bonne foi, et parmi ceux mêmes qui, par devoir, sont chargés de l'éclairer, il y en a qui la laissent tromper ou la trompent méchamment.

« Des promesses fallacieuses sont faites dans l'espoir d'ébranler la fidélité des chefs. Les insensés! oublient-ils que l'histoire est là pour attester de quelle manière on accueille celles qu'on avait faites à cette armée française qui porta la gloire de son nom et de ses éclatantes actions dans tout l'univers? Pensent-ils que l'armée belge ajoutera foi à de pareils moyens de déception? Non! celle qui est sous vos ordres, général, donnera l'exemple de la fidélité; elle se reposera sur la haute cour, qui aura soin de faire justice des traîtres qui pourraient se trouver dans ses rangs; elle applaudira à sa sévérité, car ces hommes sont indignes de porter les insignes des soldats de l'indépendance et de la liberté!

« Je compte sur vous, général, pour faire exécuter sans

<sup>1</sup> Extrait d'une notice historique rédigée par le capitaine Thiery.

« délai les ordres que vous transmet le Ministre de la  
« guerre.

« Ma devise est : Liberté, indépendance de notre patrie,  
« ordre, courage, discipline; toujours prêt à repousser les  
« agressions de nos ennemis qui sont aussi les vôtres.

« *Le Régent,*

« SURLET DE CHOKIER.

« *Le général commandant en chef*

« *l'armée de la Meuse,*

« DAINE.

« Pour copie conforme :

« *Le colonel commandant la cavalerie*

« *de l'armée de la Meuse,*

« ALEXANDRE MOYARD. »

De son côté, le général d'Hane de Steenhuyze, ministre de la guerre, donna, quelques jours après, l'ordre du jour suivant :

« Menacé d'un côté par la Confédération germanique,  
« de l'autre par les troupes hollandaises qui occupent  
« encore plusieurs parties de notre territoire, d'où l'armis-  
« tice seul nous a empêchés de les chasser, le gouverne-  
« ment a dû se préparer à la guerre, il a dû s'occuper de don-  
« ner une organisation plus régulière à tous les corps qui  
« composent l'armée et d'y établir une discipline égale au  
« courage dont elle a donné des preuves éclatantes.

« Les changements nécessités par cette organisation  
« n'ont pu se faire sans froisser quelques intérêts particu-  
« liers, sans blesser quelques susceptibilités personnelles.



« Les agents de la dynastie déchue, habiles à saisir  
 « toutes les occasions de fomenter la désunion parmi nous,  
 « ont envenimé les plaintes, aigri les esprits, calomnié  
 « les intentions du gouvernement, jusqu'à vous dépeindre  
 « comme orangistes des hommes qui ont juré l'exclusion  
 « des Nassau, et qui sont fidèles à leur serment.

« Tous ces ferments de trouble et de désordre ne pou-  
 « vant exister sans nuire à la discipline, et celle-ci ne  
 « pouvant s'obtenir que par la confiance du soldat en  
 « ses chefs et par l'obéissance à leurs ordres, voilà le pre-  
 « mier de vos devoirs, et regardez comme vos ennemis  
 « tous ceux qui tenteraient de vous les faire oublier.

« *Le Ministre de la guerre,*  
 « D'HANE DE STERNHUYZE. »

Une telle proclamation, portant la signature de d'Hane de Steenhuyze, et envoyée par lui à toute l'armée, doit prouver à suffisance que cet homme ne reculait devant aucun acte d'effronterie, et ils durent bien rire dans leur barbe, ceux qui, au ministère de la guerre, soit au personnel soit au cabinet, rédigèrent la proclamation qu'on eut l'outrecuidance de répandre dans l'armée à pareil moment.

« Ces différents ordres jetèrent le trouble dans l'esprit de  
 « beaucoup d'officiers qui ne savaient plus à quoi s'en tenir.  
 « La plupart de ceux du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à che-  
 « val, cantonné à Herck-la-Ville et aux environs, qui  
 « avaient été mis au courant de la conspiration, furent de  
 « ce nombre. Le lieutenant Robert, entre autres, homme  
 « franc et loyal, excellent patriote, abordant le capi-  
 « taine Thiery, lui dit : « Capitaine, il y a déjà quinze

« jours que vous nous avez fait connaître la conspiration  
« contre l'État. Nous ne pouvons nous dissimuler plus  
« longtemps le doute que nous éprouvons au sujet des  
« confidences que vous nous avez faites sur la conduite du  
« colonel Moyard. Nous ne pouvons comprendre qu'il soit  
« possible que le Régent, ayant été informé de sa trahi-  
« son et de sa conspiration contre l'État, le laisse tranquil-  
« lement à la tête de son régiment, aux avant-postes  
« devant l'ennemi. Sans rien perdre de la confiance que  
« nous avons en vous, nous ne pouvons résister plus long-  
« temps au désir de vous communiquer nos inquiétudes  
« sur le mystère qui entoure cette affaire, dont nous dési-  
« rons connaître la solution. Le capitaine lui répondit  
« qu'il n'avait jusqu'à ce jour aucune nouvelle, ni du  
« Régent, ni de qui que ce soit, qu'il se ferait cependant  
« un devoir de répondre à la confiance qu'ils avaient en  
« lui, en s'enquérant du résultat de cette affaire. »

« C'était vers le 15 avril. Le capitaine Thiery demanda  
« un congé de quatre jours ; il ne lui en fut accordé que  
« deux. Il se rendit directement chez le Régent, pour lui  
« faire connaître l'état des choses et les inquiétudes des  
« officiers sous ses ordres.

« Thiery fut reçu avec beaucoup d'amabilité, et le Régent  
« lui dit : « J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait par-  
« venir. J'avais d'abord ordonné l'arrestation du colonel  
« Moyard, mais voyant que l'arrestation de l'un des chefs  
« m'aurait forcé d'ordonner l'arrestation de plusieurs  
« autres, j'ai été obligé, mon cher ami, de donner contre-  
« ordre — Il y avait trop de coupables !!! — Dites à vos  
« officiers qu'ils soient tranquilles, que je veille à la sécu-

« rité de l'État, que, d'ailleurs, le colonel Moyard recevra  
« bientôt une autre destination. — Allez chez M. le général  
« d'Hane, ministre de la guerre; il est au courant de  
« tout ce qui s'est passé; il vous dira ce qui en est et ce que  
« vous avez à faire. »

« En sortant de chez le Régent, le capitaine Thiery se  
« rendit chez le général d'Hane, qui le reçut très froide-  
« ment, et lui répéta littéralement les paroles du Régent.  
« Il ne lui resta donc qu'à retourner auprès de ses officiers  
« et à leur rapporter les paroles du Régent et du ministre  
« de la guerre.

« Le résultat de cette démarche fut que le général mar-  
« quis de Chasteleer en eut connaissance quelque temps  
« après, et qu'il en parla au major Forcade, dans une  
« visite que celui-ci lui fit à Bruxelles.

« A sa rentrée au régiment à Hasselt, le major Forcade  
« en parla au colonel, qui avait tout ignoré jusqu'alors.  
« Celui-ci fit appeler le capitaine Thiery dans son canton-  
« nement à Lummen, pour lui reprocher d'avoir été après  
« coup et tardivement le dénoncer chez le Régent.

« Le capitaine Thiery, étonné d'entendre un pareil lan-  
« gage, lui répondit : « Colonel, vous avez été dénoncé par  
« moi à l'instant même, et, quand je suis rentré chez vous  
« après l'heure de réflexion que je vous avais demandée,  
« une estafette était déjà partie pour prévenir le Régent.

« — Monsieur, reprit le colonel, vous m'avez traité bien  
« sévèrement, mais si je vous eusse ordonné de marcher,  
« qu'auriez-vous fait?

« — Je m'y serais opposé, répondit le capitaine, mes  
« officiers et chasseurs en auraient fait autant, et, si vous

« aviez voulu vous opposer à ce que je prisse le commandement des deux escadrons, je vous aurais brûlé la cervelle devant le front du régiment.

« — Diable ! comme vous y allez, dit le colonel ; il paraît que vous n'avez pas songé que je suis père de famille. — Et vous, colonel, avez-vous songé que vous alliez assassiner votre mère et faire égorger vos frères ? La patrie était en danger, je n'avais plus à songer qu'à elle.

« Ainsi se termina ce colloque, mais le ressentiment et la vengeance allaient commencer. »<sup>1</sup>

Les résultats en sont consignés au chapitre IV, page 117 et suivantes.

Pour les conspirateurs, l'avènement du prince d'Orange était une question d'intérêt personnel. Ils échouèrent, la rage dans le cœur. Perdre une si belle partie, engagée avec tant de moyens de réussite, était dur pour des ambitions inassouvies ; mais conserver sur l'armée, après en avoir démerité, un ascendant dû naguère à la confiance de leurs concitoyens, c'était là un chef-d'œuvre d'habileté, qui les mit à même d'agir contre les instruments de leurs déceptions ; de telle sorte que la facilité qu'ils eurent de persécuter impunément les hommes de résolution qui avaient traversé leurs desseins devait, pour ainsi dire, leur ôter l'amertume du regret pour une cause à jamais perdue. En attendant, les champions de l'orangisme passèrent par les fourches caudines ; ils eurent à humilier leur front orgueilleux sur la liste des membres d'une Association nationale,

<sup>1</sup> Notice historique rédigée par le capitaine Thiery.

qui ne voulait pas, « alors que nos représentants avaient « décrété l'exclusion des Nassau, voir l'intrigue favoriser « encore une race détestée ». Ce fut le 27 mars que les principaux conspirateurs de notre armée apposèrent leur signature, comme adhérents, à une liste qui portait les noms de nos patriotes les plus purs : de Facqz, Gendebien, Jottrand, Van Meenen, Lesbroussart, Faider, Blagnies, Barthels, Ducpetiaux, Levae, Bayet, Rodenbach, etc., etc.

### MALINES.

On lit dans les Mémoires du lieutenant-général comte Belliard, représentant à cette époque le gouvernement français en Belgique, que « le 1<sup>er</sup> régiment de lanciers à « Malines, travaillé par les menées orangistes, se révoltait « contre ses officiers et son général. »

Si l'on en veut connaître le motif, il faut le chercher dans le dévouement absolu que le lieutenant-colonel Edeline professait pour le prince d'Orange. Traduit en propagande, ce sentiment avait gagné les officiers supérieurs et les capitaines d'escadron. La protection du général de Marneffe, qui s'était réservé le commandement supérieur du régiment, ne faisait pas défaut à Edeline. Quant au colonel titulaire Pletinckx, patriote dévoué au nouvel ordre de choses établi depuis l'expulsion des Hollandais, il n'avait de fait, comme auxiliaires sur qui il pût compter pour la défense de la cause nationale, que le capitaine Berten (ancien ministre de la guerre, lieutenant-général à la retraite), et quelques officiers subalternes ; mais son



influence sur les sous-officiers et lanciers, qui tous partageaient sa volonté de combattre l'orangisme, compensait largement celle du général et des officiers gagnés au complot. Il suit de cet antagonisme qu'Edeline laissait apercevoir de l'impatience dans ses rapports hiérarchiques avec le colonel Pletinckx.

Ceux qui, à Malines, occupaient un rang dans la hiérarchie des partisans de la royauté déchue, le général de Marneffe, le lieutenant-colonel Edeline, le major Boutmy, tenaient leurs conciliabules, rue de la Chaussée, dans un petit café exploité par des gens qui jouissaient de l'estime publique. C'est à cet endroit que venaient en toute sûreté se concerter avec les meneurs de la restauration, les émissaires dépêchés de la Hollande; les lettres y étaient envoyées et tous les fils de la conspiration concernant Malines y aboutissaient.

D'après le plan concerté, le lieutenant-colonel Edeline devait coopérer à l'exécution du complot comme suit : Au moment décisif, le 25 mars, le régiment de lanciers devait monter à cheval, et, à l'arrivée des troupes d'Anvers, il aurait marché, sous ses ordres immédiats, sur Bruxelles, afin d'y proclamer le prince d'Orange souverain de la Belgique.

Il se mit donc en devoir de préparer les esprits, assurant que les généraux Van der Smissen et Nypels arriveraient à Malines dans la nuit, avec leur corps d'armée; que l'escadron du 2<sup>e</sup> chasseurs viendrait se joindre aux lanciers, et que le général Daine marcherait, d'un autre côté, avec 8,000 hommes et 40 pièces de canon; il assurait de plus que la grande majorité de la garde civique et ses

principaux chefs devaient appuyer le mouvement projeté, et qu'ils n'attendaient que l'arrivée des lanciers pour mettre la main à l'œuvre<sup>1</sup>.

Le 25 mars, vers 6 heures du soir, Edeline se trouvant chez son neveu, le maréchal-des-logis Piron, y communiqua au lieutenant Jorez son dessein de prendre le commandement du régiment à la sortie de Malines, après s'être assuré des personnes du colonel Pletinckx et du capitaine Berten, sur lesquels il ne pouvait compter. Au milieu de la conversation survint le lieutenant Van Gammeren, qu'Edeline présenta aussitôt à Jorez comme un homme de leur bord, ajoutant que les lieutenants Van Gammeren, E. Michaux et Jorez marcheraient à l'avant-garde; ce qui, suivant lui, ferait bon effet, attendu qu'ils avaient la réputation d'être de bons patriotes<sup>2</sup>.

Mais les événements ne marchèrent pas à Malines au gré des conspirateurs, et le temps s'écoula sans qu'un indice certain vint confirmer les soupçons de ceux qui étaient en dehors du complot à exécuter par Edeline, dans la nuit du 25. Ce ne fut donc que le lendemain 26, vers 6 heures du soir, que le capitaine Berten, mis au courant de ce qui se passait, en informa le colonel Pletinckx, qui alla à l'instant même rendre compte au général Marneffe de la trahison du lieutenant-colonel Edeline et de ses adhérents. Le général dit textuellement à Pletinckx qu'il était stupéfait de la communication; qu'il ne pouvait y croire et que personne ne pouvait, sans ses ordres, faire

<sup>1</sup> Déclaration du colonel Pletinckx, du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers, au ministre de la guerre.

<sup>2</sup> Déclaration du lieutenant Jorez, du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers.

monter à cheval le régiment ; que, d'ailleurs, il brûlerait la cervelle à celui qui se le permettrait. <sup>1</sup>

Le colonel Pletinckx communiquait là à Marneffe les seules preuves qu'il eût pu obtenir jusqu'à ce moment ;  
• plus tard, il alla, accompagné du capitaine Berten,  
• trouver le commissaire de district Roussel, et lui détailla  
• ce qu'il savait. M. Roussel demanda si l'on ne connais-  
• sait pas quelqu'un, parmi les traitres, de qui on pût  
• espérer d'obtenir des aveux, et se rendit avec l'officier  
• de gendarmerie chez le capitaine Van Dormael. Quelques  
• gendarmes furent placés par cet officier à portée du  
• domicile de Van Dormael, mais assez loin pour que  
• celui-ci ne pût les voir.

• A 11 1/2 heures (le 26), ils sonnèrent chez le capitaine,  
• qui vint lui-même à sa fenêtre, reconnut le commissaire  
• de district, et demanda ce qu'il voulait. Sur la réponse  
• amicale, deux fois réitérée, qu'il avait à lui parler, le  
• capitaine lui dit qu'il allait faire ouvrir. Pletinckx et  
• Berten pouvaient entendre et voir sans être vus.

• Environ dix minutes s'écoulèrent avant qu'on vint  
• ouvrir la porte ; enfin le commissaire de district et le  
• lieutenant de gendarmerie entrèrent. A peine étaient-  
• ils entrés, que Pletinckx et Berten virent, par le clair  
• de lune qu'il faisait, sortir le capitaine Van Dormael,  
• vêtu en bourgeois, et s'évadant à toutes jambes. Après  
• une inutile recherche, M. Roussel et le lieutenant de  
• gendarmerie vinrent trouver Pletinckx et Berten, à  
• l'endroit où ils s'étaient tenus à l'écart. Le commissaire

<sup>1</sup> Déclaration du colonel Pletinckx au ministre de la guerre.



« leur dit aussitôt que Van Dormael devait s'être échappé,  
« et reçut d'eux la confirmation de son dire.

« Le capitaine Van Dormael avait appliqué une échelle  
« au mur qui séparait la cour de la maison où il était logé  
« du jardin de la maison voisine, et il pénétra ainsi dans  
« ce jardin, celui de M. Van Humbeek. Celui-ci alla  
« lui demander qui il était et ce qu'il voulait? Van Dor-  
« mael répondit qu'il était officier dans le régiment de  
« lanciers en garnison à Malines et que la gendarmerie  
« était à sa poursuite. La porte lui fut ouverte et il se  
« sauva, en courant, vers le Marché-aux-Poissons<sup>1</sup>.

« Voyant cette fuite, qui venait si bien à l'appui des  
« présomptions de culpabilité qui pesaient sur le capitaine  
« Van Dormael, le colonel Pletinckx et le capitaine Berten  
« résolurent de partir aussitôt pour Bruxelles, afin de  
« faire leur rapport au Régent, chez lequel ils arrivèrent  
« vers 3 heures du matin. Ils furent excessivement mal  
« reçus. — « Que me racontez-vous là? Ce sont des bali-  
« vernes. Rendez-vous chez mon ministre de la guerre,  
« puisque vous accusez des militaires! » Tel fut l'accueil  
« que leur fit l'écu de la nation, mécontent de l'inter-  
« ruption apportée à son repos. »

L'accueil du ministre de la guerre, d'Hane de Steenhuyse, ne fut pas meilleur.

Le colonel, voyant avec effroi la conspiration près d'éclater dans son régiment, demanda au ministre de faire venir d'Anvers l'auditeur militaire pour ouvrir une enquête et accélérer celle-ci en mettant aux arrêts tous les inculpés.

<sup>1</sup> Déposition de M. Van Humbeek, de Malines, devant la haute cour de justice militaire.

« Tout cela est inutile, il y a conseil des ministres à 8 heures, je leur soumettrai votre demande. »<sup>1</sup>

Telle fut la décourageante réponse du ministre de la guerre.

Au conseil des ministres, à 8 heures, d'Hane proposa et fit adopter l'envoi à Malines du marquis de Chasteleer, qui convoqua les officiers dans le local du Manège. Cette convocation eut lieu en l'absence de ceux du parti patriote qui se trouvaient réunis à Waelhem sur une invitation du capitaine Berten.

Le général de Chasteleer dit aux officiers présents au Manège, qui, à l'exception du capitaine Dubois, formaient le groupe gagné par le lieutenant-colonel Edeline, qu'on les accusait d'avoir formé un complot, et qu'il venait s'assurer près d'eux si le fait était vrai!!!

Le marquis reçut de tous ceux qui prirent la parole l'assurance qu'il n'en était rien. Il tira alors son sabre du fourreau et fit jurer sur ce sabre fidélité au Régent et à la Belgique. Le lieutenant-colonel Edeline et le major Boutmy prêtèrent le même serment, qu'ils avaient jusqu'alors refusé de prêter.

Comme les officiers affiliés au complot formaient majorité au régiment, ils profitèrent de cette circonstance pour faire circuler et couvrir de leurs signatures une protestation, dans le but de ne plus servir avec leur colonel, et ils la remirent au marquis de Chasteleer, l'ennemi personnel de Pletinckx. Le choix du marquis dans une telle conjoncture n'était-il pas fait avec préméditation par le

<sup>1</sup> Renseignements donnés par le lieutenant-général Pletinckx.

ministre de la guerre d'Hane? La partialité que montra le marquis et l'inqualifiable demande qu'il reçut des mains d'un groupe d'officiers hostiles, semblent indiquer que le ministre avait en vue l'élimination de Pletinckx; les procédés auxquels le malheureux colonel fut en butte légitiment ce soupçon.

Il n'est pas hors de propos de consigner ici certaines particularités qui déterminèrent, sans doute, Van der Smissen à quitter subitement Anvers au plus fort de ses exploits. Elles sont dues à la déclaration du lieutenant Jorez, transmise au ministère de la guerre par le colonel Pletinckx. Nous transcrivons textuellement : « Le capitaine d'état-major Renard, arrivant de Bruxelles, me dit confidentiellement qu'un complot infâme pour ramener le prince d'Orange avait été dévoilé, et qu'il avait des dépêches pour Anvers, en vertu desquelles on devait arrêter le général Van der Smissen. Au même instant, le major Deys, aide de camp du général Nypels, revenait de Bruxelles, et causait dans une salle du rez-de-chaussée de l'hôtel de la Grue avec le lieutenant-colonel Edeline et le major Boutmy. Lorsque le capitaine Renard sortit pour entrer en voiture, Edeline le prit sous le bras et s'informa du but de son voyage. Après avoir obtenu l'assurance que le complot était éventé par suite des renseignements qu'il put recueillir de cette manière, il expédia tout de suite le sous-lieutenant Van der Smissen à son frère, le général, à Anvers, pour le prévenir que le capitaine Renard était parti de Bruxelles pour le faire arrêter. Après le départ du capitaine Renard, le lieutenant-colonel Edeline nous dit, au

« lieutenant Michaux et à moi, que l'affaire était manquée  
« et qu'elle ne pourrait avoir lieu que quelques jours plus  
« tard. »

Comme il devenait urgent de calmer l'agitation qui régnait au 1<sup>er</sup> de lanciers, et qu'il paraissait opportun de donner le change à l'opinion publique, le ministre de la guerre, d'Hane, prit la résolution de faire venir de Malines à Bruxelles deux escadrons de ce régiment, en spécifiant dans l'ordre que le lieutenant-colonel Edeline devait les commander. Cet ordre remis, pendant la nuit du 27 au 28 mars, au général de Marneffe, ne fut pas communiqué par lui au colonel Pletinckx. Celui-ci, revenu de Bruxelles et fatigué de la route et d'une nuit sans repos, dormait profondément, lorsqu'il fut réveillé par le bruit que faisaient dix ou douze officiers, venant lui annoncer le départ de deux escadrons rangés sur la Grand'Place, et prêts à se mettre en route pour Bruxelles. Le colonel leur dit n'avoir reçu aucune communication à cet égard, et les engagea à aller l'attendre chez le sous-lieutenant Van Hove, jusqu'à ce qu'il eût pu apprendre du général, auprès duquel il allait immédiatement se rendre, d'où provenait l'ordre prescrivant le mouvement qui allait se faire.

Les escadrons attendaient l'arrivée du lieutenant-colonel Edeline, et Pletinckx trouva là le général et son aide de camp. Celui-ci causait avec Edeline. Au moment où Pletinckx s'approchait d'eux, Edeline releva son manteau et se dirigea vers les escadrons pour faire monter à cheval et partir; mais son colonel lui cria de l'attendre, et, s'adressant au général, il lui demanda par quel ordre

devaient partir ses escadrons, et où ils se rendaient. La réponse fut des plus brèves : — « Le ministre de la guerre ; Bruxelles. » — Pletinckx somma le général de lui faire voir cet ordre, et celui-ci ordonna à son aide de camp d'aller le prendre. Lorsqu'il l'eut en mains, Pletinckx exigea la production d'une autre pièce provenant du ministre de la guerre, afin de contrôler les signatures. Vaincu par l'évidence, forcé de reconnaître aux termes exprès de l'ordre que le commandement devait être donné à Edeline, il sut à quoi s'en tenir.

Le général prit le colonel sous le bras, se mit à marcher avec lui et lui dit : « Vous gâtez votre position, « tout le monde à Bruxelles est du complot. — Cette « position, je n'y tiens pas, répondit le colonel, mais je « tiens à empêcher l'explosion de la guerre civile dans « mon pays. »

Changeant aussitôt de thème, le général lui dit : « Vous « êtes beaucoup trop crédule, les choses ne sont pas « comme on vous l'a fait croire. — Et vous, répliqua « Pletinckx, vous êtes beaucoup trop incrédule ; venez « avec moi, vous verrez ce qui en est. » Et il conduisit le général chez le sous-lieutenant Van Hove, où les officiers du parti patriote l'attendaient en buvant la goutte. Interrogés par le colonel Pletinckx, tous ces officiers affirmèrent que des propositions leur avaient été faites : à l'un d'eux on avait promis le grade de capitaine, à d'autres la décoration. Le général, devant se rendre à l'évidence, frappa de la canne qu'il tenait à la main avec tant de violence sur la table, qu'il fit sauter les verres et dit qu'il allait lui-même se rendre à Bruxelles pour faire connaître

la vérité ; que, du reste, il n'était pas étonné, d'après ce qu'il venait d'apprendre, que *ces gredins*, Edeline et Boutmy, eussent toujours refusé de prêter serment ; mais bientôt, changeant d'idée, le général vint dire à Pletinckx qu'il n'allait pas à Bruxelles et lui refusa l'autorisation de s'y rendre lui-même. Le colonel, insistant, reçut du général une défense formelle, à la suite de laquelle il répondit que, pour empêcher son départ, le général n'avait qu'à le mettre aux arrêts ou en prison ; que, dans une circonstance aussi grave, dix mille canons chargés ne l'arrêteraient pas ! Il partit en effet, avec quelques officiers restés purs.

En dépassant la colonne, Pletinckx lança à Edeline, qui le regardait, un coup d'œil indigné.

Lorsque cette cavalerie, mise en route le 28 au matin, fut arrivée à la hauteur du pont de Laeken, le capitaine Berten, plein de soupçons, après tout ce qui s'était passé, refusa d'aller plus loin avec l'escadron dont il avait le commandement temporaire. Le capitaine Berten était sûr de la fidélité de son escadron, et les conspirateurs avaient raison de se défier de lui. Cet officier n'avait pas manqué d'exprimer hautement la résolution où il était de ne point laisser passer le pont de Laeken à son escadron, à moins d'un avis donné par le colonel Pletinckx que son entrée à Bruxelles n'aboutirait point à une entreprise contre le gouvernement établi. Si les officiers des autres parties du corps avaient tenté d'entraîner leurs cavaliers dans un mouvement orangiste, ils eussent été infailliblement abandonnés par ceux-ci, qui auraient, selon toute probabilité, suivi l'exemple de l'escadron de Berten, officier de

la révolution, dont le patriotisme éprouvé inspirait une entière confiance. Le colonel Pletinckx envoya vers lui de Bruxelles le capitaine d'état-major Renoz, qui informa Berten que la marche pouvait se poursuivre sans danger.

Aussitôt son arrivée dans la capitale, Pletinckx se rendit une seconde fois avec les officiers anti-orangistes qui l'accompagnaient, chez le Régent. Renvoyé de nouveau par celui-ci au ministre de la guerre, la réception qu'il reçut de la part de d'Hane ne valut pas mieux que la première; et cette députation, composée d'officiers qui donnaient la preuve de leur dévouement à la patrie, se retira, après que d'Hane lui eut dit d'un ton fort sec qu'ils n'avaient qu'à faire leurs dépositions par écrit et les lui remettre.

Pletinckx était parti pour Bruxelles sans que le général lui eût fait une plus longue opposition, mais celui-ci écrivit au Régent pour dénoncer le colonel comme parti sans permission et entraînant plusieurs officiers avec lui. Pletinckx était en train de rédiger le rapport que lui avait demandé le ministre de la guerre, lorsqu'un officier de l'état-major de la place, envoyé par le colonel Malherbe, commandant militaire de la province de Brabant, lui apporta l'ordre ministériel de se rendre tout de suite à Malines et de s'y constituer aux arrêts forcés sans accès.

« Êtes-vous chargé de me prendre au collet et de me conduire? lui demanda Pletinckx. — Non, je dois seulement vous donner connaissance de l'ordre qui vous enjoint de partir sur le champ. » Le colonel Pletinckx donna par écrit à cet officier la déclaration constatant qu'il avait reçu l'ordre dont il est question.

Estimant qu'un ordre de départ donné dans de telles conditions ne devait pas prévaloir sur le salut du pays, Pletinckx continua la rédaction de son rapport, dont copie fut communiquée au journal *le Courrier*, ainsi que les copies des rapports des officiers venus avec leur chef à Bruxelles.

L'envoi dans la capitale, à pareil moment, de deux escadrons d'un régiment si fortement compromis, et cela sous le commandement spécial du lieutenant-colonel Edeline, plus fortement compromis encore, était de la part du ministre de la guerre, d'Hane de Steenhuyse, un véritable défi jeté à l'opinion publique, contre laquelle il n'était toutefois pas de force à lutter.

La population bruxelloise, irritée et indignée, cerna la caserne des Annonciades occupée par les lanciers, exigea leur départ et insulta, au *Café Suisse*, place de la Monnaie, les officiers signalés par leur orangisme, notamment le lieutenant-colonel Edeline, qui faillit tomber sous le poignard du docteur Feignaux. Aussi le ministre se hâta-t-il de renvoyer à Malines, d'où il l'avait appelé par bravade, ce détachement de cavalerie, mal noté dans l'esprit des Belges amis de l'indépendance de leur patrie. Un autre effet immédiat de l'opinion publique qui, à mesure qu'elle s'éclairait, se dressait formidable contre le ministre de la guerre, fut la levée subite des arrêts du colonel Pletinckx.

Les escadrons de lanciers renvoyés dans leur garnison, rentrèrent à Malines vers 5 à 6 heures du matin. En traversant les rues de cette ville, ils furent assaillis par le peuple qui les traitait d'orangistes. C'en fut assez pour déterminer l'explosion de la révolte, qui éclata à la fois dans les deux casernes.



Le colonel, cependant, était toujours aux arrêts, bien que le général de Marneffe eût reçu du Ministre l'ordre de les lever; *ce général, dès que l'adjudant sous-officier lui eut apporté la nouvelle du soulèvement des escadrons, partit en voiture pour Bruxelles, non sans avoir recommandé à son aide de camp de retarder la remise du billet par lequel les arrêts étaient levés.*

L'adjudant sous-officier accourut auprès du colonel pour l'informer du désordre qui régnait dans les casernes, et le pria de s'y rendre. Le colonel lui dit qu'il ne pouvait violer ses arrêts; mais, lorsqu'il apprit que ces arrêts étaient levés, que le billet était entre les mains de l'aide de camp, il envoya vers celui-ci l'adjudant, qui ne tarda pas de lui apporter ce document, devenu précieux, indispensable. Pendant le trajet vers la caserne, l'adjudant dit au colonel que le lieutenant-colonel Edeline et quelques uns des officiers compromis se trouvaient à la caserne, spectateurs impassibles de ce qui s'y passait. Le colonel entra dans une boutique et y formula à la hâte un ordre du jour, par lequel il témoignait son indignation à la troupe. L'adjudant devait le faire lire et venir renseigner le colonel sur la manière dont cet ordre était reçu; mesure de prudence nécessaire, puisque la troupe ignorait encore quels de ses officiers étaient les conspirateurs : la présence de ceux-ci au milieu d'elle en fournissait la meilleure preuve.

L'adjudant revint dire que l'ordre était accueilli aux cris de: Vive notre colonel! A peine entré au milieu de ses braves lanciers, Pletinckx se vit enlevé par vingt bras et porté au tour de la caserne, pendant que les conspirateurs s'éclipsaient, les uns par les trous à fumier, les autres par

les croisées, pour fuir vers la France et Aix-la-Chapelle. — Van Dormael qui, lors de sa première fuite, s'était sauvé chez un ami, au château de Duffel, se réfugia cette fois à Anderlecht, où il se tint caché dans la fabrique de M. De Cipplet.

Dès qu'il fut parvenu à rétablir un peu d'ordre, le colonel fit former le cercle. Il apprit alors les avanies qu'avaient eu à subir, à Bruxelles et à Malines, les escadrons que le ministre de la guerre avait eu la malencontreuse idée d'appeler à Bruxelles, sous le commandement d'Edeline, l'âme du complot dans le régiment. — Ce régiment, disaient les hommes, était déshonoré, et dans cette idée, ils ne voulaient plus y servir, ils voulaient retourner chez eux, etc., etc. — Le colonel Pletinckx réussit à les calmer et à les retenir, en leur permettant de choisir deux d'entre eux, qui iraient, porteurs d'une lettre de lui, trouver le Régent. « Celui-ci, j'en ai la ferme conviction, » disait-il, vous répondra que le régiment de lanciers a toute sa confiance... » Le colonel Pletinckx envoya effectivement au Régent un projet de lettre, lui affirmant que s'il ne recevait pas de lui un écrit dans ce sens à communiquer au régiment, celui-ci pouvait être considéré comme perdu.

Le soir, les deux délégués revinrent à Malines, porteurs de la lettre du Régent, qui s'exprimait dans les termes demandés par le colonel Pletinckx. Pendant que celui-ci en prenait lecture, apparut le général de Marneffe arrivant de Bruxelles, qui lui demanda ce qu'il voulait faire de cette lettre. Sa réponse fut qu'elle allait être immédiatement communiquée aux escadrons, afin de ramener le

calme dans les esprits, et empêcher ainsi les manœuvres des orangistes, qui distribuaient de l'argent aux lanciers pour les exciter au désordre et à la révolte.

Le général dit qu'il accompagnerait le colonel, qui lui demanda de le laisser agir seul, ne lui cachant pas que son nom était compromis. Le général persista et se rendit avec le colonel Pletinckx et l'adjudant sous-officier, d'abord à la grande caserne. — La lettre étant lue, des cris de : Vive notre colonel ! s'élevèrent d'une part, et des chuchotements d'autre part; mais à peine avaient-ils fait deux cents pas pour se rendre, par le rempart, à la petite caserne, qu'ils entendirent courir après eux. — Bientôt le maréchal des logis de garde les ayant rejoints, dit : « Colonel, ils se  
« sont tous sauvés; les uns le sabre à la main, les autres  
« avec leur lance, vociférant, criant : *Le général est avec  
« le colonel, il y a encore trahison.* Ils se rendent par la  
« ville à la petite caserne, voulant faire sortir les hommes  
« pour se joindre à eux. » — Il fallait donc les prévenir,  
« les arrêter, les empêcher d'arriver avant nous. Après une  
« course rapide, dit le colonel, nous débouchâmes avant eux  
« dans la rue qui aboutit à la petite caserne. Cependant  
« ils *nous* rejoignirent bientôt. — C'était une véritable  
« tempête. — Des cris, des jurements s'élevaient de cette  
« foule d'hommes se croyant trompés. » — Le colonel  
Pletinckx mit le sabre à la main, leur criant : « Lanciers,  
« arrêtez, écoutez la voix de votre colonel; il vous ordonne  
« de retourner à la caserne ! » — Le calme se fit, les lanciers allaient obéir, lorsque le général, qui se trouvait à côté du colonel, reçut un coup de lance à la hanche, lequel fort heureusement ne lui arracha que les vêtements et

entama la peau. — Reconnaissant le danger que courait son général, Pletinckx le poussa dans la porte d'une maison et parvint alors à ramener les hommes à la caserne. Arrivés à la petite carserne, tout s'y passa bien ; mais avant de se retirer, le colonel Pletinckx consigna la troupe et les quelques braves officiers qui y étaient accourus.

Pletinckx se rendit ensuite chez le général et le supplia de le faire partir immédiatement avec le régiment, soit pour la frontière, soit pour Anvers, afin de soustraire ce corps aux manœuvres dissolvantes des orangistes. Le général de Marneffe s'y étant formellement refusé, Pletinckx lui dit qu'il partait afin d'obtenir du Gouvernement cet ordre de départ, devenu indispensable. — Il l'obtint en effet, et revint en toute hâte à Malines le communiquer au général. Celui-ci lui apprit que le général Niellon, qui commandait en ce moment la division, avait envoyé le capitaine Nique porteur de l'ordre de faire monter les escadrons à cheval et de quitter immédiatement Malines, pour se rendre à Berchem, où le colonel Pletinckx trouverait de nouveaux ordres<sup>1</sup>.

A leur arrivée, les escadrons furent logés à Berchem et à Wilryck.

Le colonel Pletinckx demanda au général Lehardy de Beaulieu, auquel Niellon avait remis le commandement, d'assister avec son régiment à la parade du dimanche et d'y faire prêter, en présence des autres troupes, le serment prescrit aux officiers.

A la suite de cette cérémonie, et afin de ramener les esprits à la concorde, le colonel Pletinckx réunit à dîner

<sup>1</sup> Renseignements donnés par le lieutenant-général Pletinckx.

à la même table à Luytgen, ses officiers, ses maréchaux des logis chefs, les plus anciens des maréchaux des logis, des brigadiers et lanciers de chaque compagnie, soit deux par escadron. — Tous vinrent à cheval en grande tenue.

Le colonel plaça à ses côtés le plus ancien sous-officier et le plus ancien lancier.

Cette fête, en ramenant la confraternité, produisit le meilleur effet dans le régiment et eut pour résultat le retour de l'ordre et de la discipline.

Le colonel Pletinckx, une des victimes les plus apparentes de la rancune orangiste, subit de bonne heure et longtemps les effets d'un système de persécutions qu'il ne sera jamais trop tard de dévoiler ni de flétrir.

Il convient de mettre en regard de ce système la force d'âme qu'y opposa l'un de nos plus dignes citoyens, tout en faisant ressortir par quelle vigoureuse et patriotique attitude il contribua à anéantir les espérances de l'orangisme.

Nous avons dit que le colonel Pletinckx ayant cru devoir se rendre le 28 mars à Bruxelles, pour signaler au Régent les faits graves parvenus à sa connaissance, l'imminence du danger lui avait fait enfreindre les formalités nécessaires pour s'absenter, et que, peu d'heures après son arrivée, l'ordre lui fut intimé par le colonel d'Hane, ministre de la guerre, de retourner sur le champ à Malines et d'y garder les arrêts. Cette mesure provoqua de la part de Pletinckx une réclamation que des feuilles publiques se firent un devoir d'insérer :

« Monsieur le Régent,

» Je me suis rendu aux ordres que vous m'avez fait

« signifier et, depuis hier matin, je garde ici, à Malines,  
« les arrêts. Cet hommage rendu à la discipline me donne  
« le droit, j'ose l'espérer, d'invoquer maintenant votre  
« justice.

« Si j'ai quitté Malines lundi dernier sans permission,  
« c'est avec la conviction que je remplissais un devoir  
« sacré, que je faisais acte de bon citoyen. J'étais loin de  
« m'attendre à ce que l'on eût agi avec moi comme en  
« temps ordinaire, et qu'alors même qu'on laissait pleine  
« liberté aux hommes que j'étais venu signaler comme  
« des traîtres, on m'aurait, moi, placé dans une position  
« tout à fait défavorable vis à vis d'eux.

« J'ai tout risqué, Monsieur le Régent, pour la cause na-  
« tionale : ma vie, ma fortune, celle de ma femme, de mes  
« enfants ; tandis que les hommes qui aujourd'hui me  
« calomnient, cherchent à se soustraire aux conséquences  
« de leur propre conduite ; tandis que ces hommes ne  
« figuraient pas encore dans nos rangs, je bravais, moi,  
« l'échafaud et le fer de l'ennemi pour la défense de nos  
« foyers. Ce que je demande aujourd'hui, c'est qu'on me  
« fasse justice, et qu'on me mette au moins sur le pied  
« d'égalité avec ceux que j'accuse ; c'est que, lorsqu'on  
« leur laisse toute latitude pour se concerter et pré-  
« parer leurs moyens de défense et d'appui, on ne me  
« laisse pas plus longtemps languir, isolé, à Malines, sous  
« le poids d'une sorte d'accusation.

« Veuillez donc, Monsieur le Régent, employer votre  
« haute influence pour faire lever mes arrêts et me mettre  
« ainsi à même d'opposer mes moyens à ceux qu'emploient  
« contre moi les hommes que j'ai cru devoir désigner

« comme traîtres à leur pays. J'invoque de plus une  
« instruction prompte, une investigation sévère sur tous  
« les faits que j'ai signalés en âme et conscience, mû  
« seulement par mon amour pour ma patrie.

« J'ai l'honneur d'être, Monsieur le Régent, etc.

« Le colonel, PLETINCKX. »

Il faut bien l'avouer : si l'appui des sommités gouvernementales n'avait dévié, comment la dénonciation d'un acte criminel, machiné dans un régiment, aurait-il pu tourner contre son colonel, qui remplissait un devoir en avertissant le chef de l'État et le ministre de la guerre ? Comment, d'autre part, les coupables auraient-ils échappé aux conséquences de leur forfaiture, s'ils n'avaient eu pour eux ce même ministre, qui maltraitait tout opposant à ses vues de restauration orangiste, tandis qu'il fléchissait à propos, ne décourageant aucun acte favorable à ses espérances, laissant même se produire les dénégations et les contre-vérités les plus blessantes, comme cette lettre du lieutenant-colonel Edeline, insérée au Journal *le Courrier* ?

« J'ai forcé mon calomniateur à se nommer. Tout le  
« monde sait que le lâche qui ose porter atteinte à ma  
« réputation ne mérite que le mépris ; son venin porte  
« avec lui son antidote... Le nom de mon calomniateur  
« est Jorez...

« Recevez, Messieurs, l'assurance de ma plus haute  
« considération, et croyez que personne plus que moi n'est  
« dévoué au Régent, aux lois de la Belgique et à la Consti-  
« tution.

« Le chevalier EDELINE, lieutenant-colonel. »

Les injures ne sont pas des preuves, ni le dédain un moyen de justification. Le lieutenant-colonel Edeline en imposait lorsqu'il qualifiait de calomnie la déclaration du lieutenant Jorez. Il avait beau se redresser avec arrogance contre l'accusation de cet officier, qu'il avait voulu séduire et lier au complot, il ne put entamer son honneur ni faire capituler sa conscience.

Si l'on veut savoir à quel degré les officiers inculpés se targuaient de l'appui bienveillant des autorités militaires, sous la dépendance desquelles ils se trouvaient placés, il n'y a qu'à ouvrir *le Courrier* du 8 avril 1831; on y lira, datée de Bruxelles, le 5 du même mois, à l'adresse des rédacteurs de cette feuille, une lettre ainsi conçue :

« Messieurs, aucun des officiers de lanciers n'a été mis  
« aux arrêts, pas plus le lieutenant-colonel Edeline que  
« les autres; ils ont reçu tous, le 2 avril, de M. le com-  
« mandant de place la lettre suivante : « Je vous engage,  
« pour votre sûreté personnelle et pour éviter tout mal-  
« heur, de vous rendre directement à Bruxelles.

« LECOCQ. »

« Une émeute a eu lieu vendredi 1<sup>er</sup> avril, à cette invi-  
« tation ou ordre, et *nous ne sommes pas fugitifs*. En  
« allant chez M. Anoul, commandant de place de Bruxelles,  
« vous pouvez vous en assurer. Nous sommes sous ses  
« ordres.

« Agréez, etc., etc. »

Pour parler vrai, ces messieurs auraient dû dire : *Nous ne sommes plus fugitifs*; car, le vendredi 1<sup>er</sup> avril, arri-



vèrent à Aix-la-Chapelle, à l'*Hôtel de l'Aigle*, quatre officiers de lanciers de Malines, impliqués dans le complot en faveur du prince d'Orange. On a fait la remarque que ces officiers ne figurèrent pas sur la liste des étrangers publiée d'après les documents de la police.

Pendant quelque temps, les coupables, se soutenant entre eux et appuyés par le ministre de la guerre, luttèrent avec insolence contre l'évidence des faits, et cherchèrent à dérouter le public, en remplissant les colonnes du *Courrier* de leurs audacieux démentis ; toutefois, malgré leurs protestations et dénégations, malgré surtout la confiance que semblait leur inspirer la haute cour, laquelle, disaient-ils, ferait justice de leurs accusateurs, un mandat d'amener fut lancé contre cinq officiers du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers. L'information dirigée par le tribunal militaire fit mettre en prison plusieurs des délinquants et força leur protecteur à en envoyer d'autres aux arrêts à Nivelles.

C'était, en effet, une nécessité de la situation, car à fronder l'opinion publique devenue exigeante, en présence d'un crime manifeste de lèse-nation, on courait risque de dévoiler la connivence ministérielle. D'Hane ne pouvant sauver d'emblée des coupables qu'il avait intérêt à couvrir de son égide, dut emprunter momentanément le masque d'exécuteur de la loi.

En se sauvant de Malines, dans la crainte de tomber victime de la fureur du régiment, Edeline s'était réfugié à Bruxelles. Mais d'Hane se vit contraint d'agir contre lui, à cause de l'exaspération des esprits, et le colonel Anoul, commandant le Brabant méridional, lui donna l'ordre de se rendre à la prison des Petits-Carmes.

Au lieu d'obtempérer à cet ordre, qu'il reçut verbalement du colonel Anoul, Edeline partit à cheval, le 2 avril, vers trois heures de l'après-midi, de l'*Hôtel de Suède*, où il était logé. Le soir même, Anoul apprit que le fugitif avait été arrêté sur la route d'Ath, au delà d'Enghien. Il était à cheval, couvert d'un manteau dont il se cachait le visage, et coiffé d'un bonnet en peau de loutre. Bien qu'il fût armé de deux pistolets d'arçon, il ne fit pas de résistance, lorsque le brigadier de gendarmerie, lui présentant le sien, le somma de se rendre prisonnier.

On assoupit l'affaire pendant plus de trois mois, et la haute cour militaire, dans le but de détourner l'attention, fixa le jugement de cette affaire au lendemain même de l'inauguration du roi Léopold.

La cause se vida en deux séances, le 22 et le 24 juillet 1831. Tout le monde assistait aux fêtes de l'arrivée du nouveau souverain; on ne voyait au tribunal que les amis des accusés.

Le 24 juillet fut prononcé un arrêt d'acquiescement, aussi long que diffus; nous y lisons :

- « Attendu que les déclarations des témoins à l'effet
- « d'établir l'existence du complot dont il s'agit, sont isolées et tellement vagues et incohérentes qu'on ne peut
- « les coordonner et en former un faisceau de preuves qui
- « puisse porter la conviction dans l'esprit du juge;
- « Par ces motifs,
- « La cour déclare les accusés Edeline, Van Dormael et
- « Van Gameren non coupables d'avoir formé à Malines un
- « complot, dont le but était de renverser le gouvernement

« établi et de proclamer à Bruxelles le prince d'Orange  
« roi de la Belgique, en faisant marcher sur cette ville  
« une partie du régiment de lanciers n° 1 en garnison à  
« Malines, complot dont l'exécution devait avoir lieu dans  
« la nuit du 25 au 26 mars 1831.

« La cour acquitte les accusés et ordonne qu'ils soient  
« immédiatement mis en liberté. »

Les journaux du temps disent que, pendant les débats, les accusés restèrent calmes et qu'ils ne paraissaient pas craindre les suites de l'accusation.

Pourquoi le lieutenant-colonel Edeline eût-il pu concevoir des craintes? N'avait-il pas reçu au mois de mars du général d'Hane, alors ministre de la guerre, le plus cordial appui; et, à l'arrivée de Léopold, l'influence du général d'Hane n'était-elle pas demeurée entière?

Nous avons fait connaître à la page 185 que le lieutenant-colonel Ernest Grégoire n'avait, lui non plus, aucune inquiétude sur son acquittement, puisqu'on le lui avait promis d'avance. — Dans l'esprit du lieutenant-colonel Edeline régnaient le même calme, la même sécurité.

La haute cour de justice militaire, nous l'avons déjà dit, se montrait favorable à l'orangisme, en soutenant, dans sa sphère d'action, le parti anti-belge. Elle manifesta une fois de plus cette tendance en acquittant le lieutenant-colonel Edeline avec ses co-accusés, et ne cacha pas même ce sentiment dans son discours de félicitations prononcé à l'inauguration du nouveau souverain; car les coupables se voyaient à peine libres et déjà elle disait à Léopold :

« Qu'elle était persuadée que sous son règne elle n'au-

« rait plus à s'occuper de ces affaires graves et délicates, dans lesquelles l'application d'une loi sévère répugne au magistrat intègre et philanthrope. »<sup>1</sup>

Rien d'étonnant dès lors que le lieutenant-colonel Edeline, après s'être senti trop compromis pour oser affronter une enquête et un jugement, ait préféré, le 2 avril, se sauver sous un déguisement; il gagnait la France en fugitif, lorsqu'il fut arrêté par la gendarmerie. — Tout autre fut son attitude à l'audience de la haute cour militaire, le 22 juillet suivant : fort tranquille sur le sort qui l'attendait, il était loin d'ignorer que son acquittement allait être prononcé par la haute cour. Elle le prononça en effet, se faisant jusqu'à un mérite de son excessive indulgence, à en juger par son discours au roi, dans lequel certaines expressions, dont elle qualifie son mandat, semblent détournées de leur vrai sens. Car ce n'est pas se montrer magistrat philanthrope, ce n'est pas rendre la justice avec intégrité, ni suivre les inspirations d'une conscience inflexible, que de favoriser les brigues et d'exposer son pays à des entreprises incessantes de guerre civile, par une fatale propension à acquitter tous les auteurs de pareils attentats. En agissant ainsi, la haute cour militaire remplissait un rôle qui répondait mal à sa mission.

---

Ces détails de la conspiration militaire de mars 1831 nous démontrent avec quelle inébranlable résolution les subalternes arrêtaient et renversèrent ce dangereux projet

<sup>1</sup> *Moniteur belge* du 25 juillet 1831.

sournoisement combiné par leurs chefs, afin de ravir à leur pays l'indépendance à peine acquise au prix d'un sang victorieusement versé dans les combats de Bruxelles, Sainte-Walburge, Walhem, Lierre, Berchem et Anvers.

Si le complot avait réussi, il ne restait plus aux braves qui expulsèrent les Hollandais qu'à partir en exil, à la recherche d'un abri, que la patrie n'aurait plus été en position de leur offrir, contre la vengeance de ceux qu'ils avaient vaincus.

En ce qui concerne le rôle que jouait le Régent dans ce milieu, s'il n'était pas nuisible systématiquement, il était au moins nul. La mollesse de son caractère n'offrait aucune résistance aux intrigues qui se tramaient autour de lui. Sa bonhomie, en face de toutes ces dangereuses agitations, lui donnait l'air d'en être le paisible spectateur. Il n'avait d'ailleurs aucune ambition personnelle, et plutôt que de remplir les hautes fonctions que lui avait confiées le Congrès national, il eût préféré celles, bien plus modestes, de gouverneur du Limbourg, à ce que disait M. Hennequin, son ami et son ancien secrétaire.

Quel avenir préparaient-ils à notre pays, ces ministres de la guerre et ces officiers, leurs acolytes, en voulant nous imposer le prince d'Orange par surprise ou par force?

Le baron de Capellen, en position de connaître l'esprit qui dominait à la cour de La Haye, avait particulièrement étudié ce prince dans sa fluctuation d'idées et de sentiments, fruit d'un caractère aussi mobile qu'exalté, et disait bien à propos : « Le prince d'Orange fait aux Belges des promesses que, d'après son caractère, il ne tiendra pas. »

Dans un conciliabule tenu à Bruxelles, les principaux conspirateurs ayant arrêté leur plan de conduite, convinrent entre eux que, le 25 mars, par de fausses nouvelles, habilement répandues partout où s'étendait leur juridiction militaire, ils entraîneraient les officiers commandants, sous leurs ordres, et marcheraient, avec les différents corps de troupes, sur la capitale, pour y renverser le gouvernement établi et proclamer le prince d'Orange. Mais ce moyen n'était pas le seul sur lequel ils fondassent leurs espérances ; ils avaient imaginé de le compléter par la défaite des volontaires laissés à la frontière.

Sous prétexte de procéder à leur réorganisation, on avait donné un congé définitif au plus grand nombre de ces hommes, tenus dans un état prémédité de dénûment. Le reste se trouvait disséminé, morcelé et séparé de l'artillerie qui, jusqu'alors, avait toujours combattu et séjourné avec les troupes de la 1<sup>re</sup> brigade des volontaires.

Voici à l'appui de cette grave circonstance, l'extrait d'une lettre collective de quelques officiers :

« L'artillerie bruxelloise, qui a toujours été unie à notre brigade, vient d'en être séparée. Les postes avancés près de l'ennemi restent dépourvus de cartouches. Le ministre de la guerre auquel il a été donné connaissance de ces faits, n'y apporte aucun remède...

« Nous nous demandons si la portion héroïque du peuple belge, composant la première brigade, qui, depuis le mois de septembre, et sans relâche, a poursuivi l'ennemi et que l'ennemi n'a pu vaincre encore, était destinée à tomber victime de la trahison sous les efforts de l'intrigue? »

Ces faits et les circonstances où ils se produisirent sont d'autant plus remarquables qu'ils coïncident avec les agissements du colonel Moyard, à la même date, à Hasselt : ce chef de corps ne supprimait-il pas alors les grand'gardes et les reconnaissances, n'allait-il même pas jusqu'à supprimer le mot d'ordre, afin que l'entrée du corps de Cortheyligers dans notre pays ne subît aucune entrave ?

Voilà cependant ce qui se passait aux derniers jours du ministère du général Goblet, à la droite de notre front militaire faisant face à l'ennemi ; tandis qu'à la gauche, la faction orangiste, profitant avec adresse d'une excursion du général Niellon à Bruxelles, enlevait l'artillerie de sa brigade.

De retour à Turnhout, le 24 mars, à 9 heures du matin, Niellon apprit que, le matin même, son artillerie était partie, par ordre du général Nypels, pour Hoogstraeten, où le colonel de l'Escaille, commandant la 3<sup>e</sup> brigade, avait établi son quartier-général, laissant ouverte à l'ennemi la chaussée d'Anvers à Bréda. Niellon, qui, à Bruxelles, avait été mis par le général Belliard au courant de ce qui se passait, écrivit immédiatement au colonel de l'Escaille que si son artillerie n'était pas rentrée à Turnhout avec le porteur de sa dépêche, il partirait le jour même pour aller la chercher avec sa brigade.

Depuis longtemps, on employait les moyens les moins avouables pour réduire l'effectif des corps de volontaires, parce qu'on voulait les mettre hors d'état de résister, dans la province d'Anvers, aux forces de Van Geen, attendues de Bréda et de Rosendael, et, dans le Limbourg, à celles de Cortheyligers, qui d'Eindhoven s'étaient portées à notre frontière.

Écrasés par l'ennemi très supérieur en nombre, privés de l'artillerie qui, jusque-là, n'avait cessé de combattre avec eux, abandonnés par les troupes de la seconde ligne, qui devaient les soutenir, ces volontaires, forcés à une retraite précipitée, auraient nécessairement répandu l'alarme et la terreur par tout le pays et facilité le succès définitif des habiles conspirateurs qui figuraient malheureusement en grand nombre à la tête de l'armée belge.

A peine la grande conspiration militaire avait-elle échoué, que le dédain du général d'Hane pour les volontaires se transforma merveilleusement chez lui en flatterie; dès le 30 mars, il promulgua un arrêté du Régent ainsi conçu :

« Voulant accorder aux divers corps francs de l'armée une récompense proportionnée aux services éminents rendus par eux à la patrie, à la bravoure qu'ils ont déployée en toute occasion, et à la constance de leurs efforts pour assurer la liberté et l'indépendance de la Belgique;

« Considérant que la patrie ne saurait leur accorder une plus honorable récompense que leur incorporation comme régiment dans l'armée régulière;

« Sur le rapport du ministre de la guerre,

« Avons arrêté et arrêtons :

« ART. 1<sup>er</sup>. Il sera formé des corps francs trois régiments d'infanterie, dont un de ligne et deux de chasseurs, etc. »

Telle fut l'issue du vaste complot qui devait éclater le 25 mars. Ses ramifications étaient nombreuses; ce que nous en avons vu à Anvers, à Bruxelles, à Hasselt, à



Malines, prouve jusqu'où il poussait son développement, sa puissance, ses moyens d'absorption.

A Bruxelles, l'énergie de l'Association nationale fut décisive, en inspirant à la faction du prince d'Orange une juste et profonde terreur.

Le Régent disait en propres termes à M. A. Sol, attaché à l'ambassade de France à Bruxelles : « L'Association nationale nous fait du mal, mais on ne doit pas oublier *qu'elle a sauvé récemment la Belgique ; car la conspiration était flagrante dans l'armée* ».<sup>1</sup> Et ce bon Régent évite avec grand soin de punir les coupables !

A Anvers, à Hasselt et à Malines, l'élément civil ne prit aucune part à la répression ; les militaires que l'on voulait séduire se redressèrent avec indignation contre les traîtres, et la conspiration tomba anéantie.

<sup>1</sup> *Mémoires du général Belliard*, t. II, p. 254.

FIN DU PREMIER VOLUME

DOCUMENTS HISTORIQUES  
SUR L'ORIGINE DU ROYAUME DE BELGIQUE

---

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

PAR A. EENENS

LIEUTENANT-GÉNÉRAL A LA RETRAITE

O Patrie, dolor et dedecus!

---

TOME SECOND

---

BRUXELLES  
LIBRAIRIE EUROPÉENNE C. MUQUARDT

LIBRAIRIE DE LA COUR

MÊME MAISON A LEIPZIG

---

1875



LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

---

**BRUXELLES**

*Typographie de M. Weissenbruch*

11, rue du Musée, 11

---

DOCUMENTS HISTORIQUES  
SUR L'ORIGINE DU ROYAUME DE BELGIQUE

---

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

*Les Michel*  
PAR A. EENENS  
=

LIEUTENANT-GÉNÉRAL À LA RETRAITE

O Patrie, dolor et dedecus !

---

TOME SECOND

---

BRUXELLES  
LIBRAIRIE EUROPÉENNE C. MUQUARDT  
LIBRAIRIE DE LA COUR  
MÊME MAISON A LEIPZIG

---

1875



## TABLE DES MATIÈRES.

---

### CHAPITRE VIII.

TROIS MINISTRES DE LA GUERRE, GOBLET, D'HANE ET DE FAILLY, SUCCESSIVEMENT CHARGÉS D'ORGANISER LA DÉFENSE DE LA BELGIQUE, JUSQU'AU MOMENT DE L'INVASION DE L'ARMÉE HOLLANDAISE.

	Pages.
Goblet, ministre de la guerre du 30 octobre 1830 au 24 mars 1831.	7
D'Hane de Steenhuyse, ministre de la guerre du 24 mars au 18 mai 1831 . . . . .	34
Le général de Failly, ministre de la guerre du 18 mai au 3 août 1831. . . . .	44

### CHAPITRE IX.

DAINE ET L'ARMÉE DE LA MEUSE.

Le général Daine, commandant l'armée de la Meuse, gagné par le prince d'Orange, emmène de Hasselt à Liège ses troupes victorieuses dans deux combats, et laisse l'armée de l'Escaut seule aux prises avec la masse des forces du prince d'Orange.	81
Combat d'Houthalen, le 6 août . . . . .	99
Combat de Kermpt, 7 août . . . . .	107
La déroute, 8 août . . . . .	126



## CHAPITRE X.

## L'ARMÉE DE L'ESCAUT.

Pages.

Vigoureuse résistance de l'armée de l'Escaut, cernée par les Hollandais dans Louvain. — Son artillerie met en fuite une grande partie de leur armée, le général de Tieken en profite pour diriger la sienne sur le pont de Campenhout et y prendre position. — Injonctions pressantes du général Goblet, à l'effet de la ramener dans Louvain, au milieu des masses hollandaises. — Refus énergique du général de Tieken. . . . .	183
---	-----

## CHAPITRE XI.

## L'INTERVENTION.

Les généraux Goblet, d'Hane, de Marneffe, etc., etc., se rallient franchement au gouvernement du roi Léopold, à partir de l'intervention de l'armée française, agissant au nom de la conférence de Londres. . . . .	223
---	-----

## CHAPITRE XII.

## LA RESPONSABILITÉ.

La génération actuelle semble perdre de vue les événements qui marquèrent l'origine du royaume de Belgique. — Notre défaite du mois d'août 1831 n'a point terni l'honneur du soldat belge; il combattit avec bravoure. — La responsabilité de notre malheur national retombe sur ceux qui abusèrent de leur haute position pour le préparer. . . . .	251
--	-----

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND.

LES  
CONSPIRATIONS MILITAIRES  
DE 1831

---

CHAPITRE VIII

TROIS MINISTRES DE LA GUERRE, GOBLET, D'HANÉ ET DE FAILLY, SUCCESSIVEMENT CHARGÉS D'ORGANISER LA DÉFENSE DE LA BELGIQUE, JUSQU'AU MOMENT DE L'INVASION DE L'ARMÉE HOLLANDAISE.

---

GOBLET, MINISTRE DE LA GUERRE

DU 30 OCTOBRE 1830 JUSQU'AU 24 MARS 1831.

« Signalé par ses chefs, en 1815, au duc de Wellington, et recommandé au prince d'Orange, le capitaine Goblet devait recueillir un jour les fruits de ces rapports favorables.

« Le lieutenant-général Krayenhoff, inspecteur général des fortifications et du corps des ingénieurs, écrivait, en 1822, au capitaine Goblet, qu'il le regardait comme un des meilleurs officiers de ce corps.

« Le prince d'Orange, qui se proposait de se rendre  
« en Russie, avec la princesse sœur du czar Alexandre I<sup>er</sup>,  
« désirait se faire accompagner, indépendamment du  
« colonel Wauthier, son aide de camp, d'un autre officier  
« instruit et distingué : il jeta les yeux sur le capitaine  
« Goblet, mais il ne put obtenir que cet officier belge lui  
« fût aussi attaché en qualité d'aide de camp : le roi se  
« borna à le mettre à sa disposition.

« Pendant l'été de 1824, le prince et la princesse  
« d'Orange se dirigèrent vers la Russie. Le grand-duc  
« Nicolas, qui arriva en même temps qu'eux à la cour de  
« Weimar, montra bientôt une grande confiance au capi-  
« taine Goblet. « Il eut, écrivit ce dernier, la bonté de  
« venir vers moi et de m'entretenir fort longtemps avec  
« beaucoup d'abandon ; il est inspecteur général du génie,  
« et m'a témoigné tout le plaisir qu'il éprouverait à me  
« faire considérer avec soin tous les établissements sous  
« ses ordres. »

Le capitaine Goblet assista, avec le prince d'Orange et le grand-duc Nicolas, aux manœuvres de l'armée prussienne.

« Nous avons fait ensuite, écrivait le capitaine Goblet,  
« notre entrée dans Berlin, avec les deux princes des  
« Pays-Bas et le grand-duc Nicolas ; nous sommes logés  
« dans un palais, propriété de notre roi. Nous allâmes  
« dîner avec la famille royale, et, particularité assez  
« remarquable, après mon entrée dans la salle, je vis venir  
« le roi de Prusse vers moi, et il m'annonça qu'il venait  
« de recevoir la nouvelle de la mort de Louis XVIII. »

---

Voici l'extrait d'une lettre intime du capitaine Goblet :

« Moscou, 11 mai 1825.

« ... Avant notre arrivée ici, S. M. (Alexandre I<sup>er</sup>) avait  
« fait connaître qu'elle désirait que S. A. R. fût reçue  
« comme elle-même ; tu ne dois pas douter alors de l'em-  
« pressement qu'on lui montre, et que les deux personnes  
« qui l'accompagnent recueillent quelques miettes du  
« splendide festin honorifique. »

« Varsovie, 1<sup>er</sup> juin 1825.

« Tu sais que l'orgueil n'est pas mon défaut, et c'est  
« dommage, car, depuis plusieurs mois, je pourrais me  
« complaire dans la vie que je mène et les attentions dont  
« je suis l'objet. Le grand-duc Constantin se fait un  
« plaisir d'attirer mon attention sur toutes les parties de  
« l'armée polonaise, qu'il a conduite à la perfection. »

Le 30 juin, Goblet est de retour à Saint-Pétersbourg, et, quelques jours après, il accompagne, par une faveur spéciale, l'empereur et le prince d'Orange dans une inspection des colonies militaires.

« La position où je me trouve, dans cette circonstance,  
« écrivait-il, le 10 juillet 1825, sera toujours un moment  
« bien remarquable dans mon existence ; je suis du très  
« petit nombre de personnes qui accompagnent l'empereur, et son inépuisable bonté le porte à me donner  
« toutes les explications possibles sur le but de la création  
« et des moyens employés pour l'atteindre. Je suis tout  
« oreille. On ne peut l'approcher longtemps sans être con-

« vaincu que c'est un homme bien distingué par le cœur,  
« l'esprit et le jugement.

« Dans les premiers jours de septembre, le capitaine  
« Goblet rentrait à Bruxelles, avec la princesse d'Orange.  
« Il fut de nouveau déçu dans l'espoir d'être attaché définitivement à la personne du prince héréditaire. Le roi  
« Guillaume, qui appréciait son talent d'ingénieur, avait  
« déjà jeté les yeux sur lui, pour qu'il se chargeât de la  
« reconstruction de la place de Menin. »<sup>1</sup>

Après des antécédents de cette nature, peut-on s'étonner de l'inaltérable dévouement que la reconnaissance dicta à Goblet, et des efforts persévérants qu'il fit pour le triomphe de la cause orangiste ?

Le comité de la guerre, dans une de ses séances, s'était enquis de l'officier belge le plus apte à organiser notre armée ; le nom de Goblet, l'un des officiers belges les plus distingués, les plus capables de l'armée, fut indiqué. On lui expédia aussitôt une lettre à Menin, où il attendait vainement les ordres du gouvernement des Pays-Bas. Goblet laissa sans réponse cette lettre, qui réclamait son adhésion au nouvel ordre des choses et sa présence à Bruxelles. On lui députa un officier pour presser son arrivée, qu'il annonça devoir s'effectuer à quelques jours de là, lorsqu'il aurait terminé le règlement de la comptabilité des travaux importants dont il s'était acquitté avec la plus rigide probité.

« Le même jour, 10 octobre, un exprès lui apportait

<sup>1</sup> TH. JUSTE. *Le lieutenant-général comte Goblet d'Alviella*, p. 23, 30, 31, 32 et 37.

« l'invitation de se rendre à Anvers, près du prince d'Orange, invitation écrite et signée par le colonel aide de camp comte de Limburg-Stirum.

« Le capitaine Goblet pensa que son devoir l'appelait près du prince. Il se mit en route sur le champ et parvint à Anvers, le 11 octobre au matin. » <sup>1</sup>

Le prince Frédéric, chargé à la fois du commandement de l'armée et du ministère de la guerre, tenait fortement à priver le nouveau gouvernement belge d'un officier éminemment capable : il lui avait donné l'ordre de se rendre à Flessingue.

« Vers midi (le 11 octobre), le prince d'Orange reçut le capitaine Goblet ; il était très ému, et ne s'expliqua point clairement sur le but de l'invitation qu'il lui avait adressée à Menin. Ils parlèrent du malheureux état des affaires ; et, après que le capitaine Goblet eut exposé ses idées sur les moyens de réparer autant que possible les fausses mesures prises jusqu'alors, il témoigna au prince que, étant venu à Anvers sur sa demande, il lui serait bien pénible d'être séparé de sa personne pour se rendre à Flessingue. Le prince lui dit de se tranquilliser, mais d'une manière peu propre cependant à le rassurer complètement sur le pouvoir dont il jouissait. Le commandant de Menin montra la dépêche venue de Bruxelles...

« En quittant le prince d'Orange, le capitaine Goblet se rendit chez M. Le Hon, membre des états-généraux et de la commission consultative, que l'héritier du trône

<sup>1</sup> TH. JUSTE. *Lieutenant-général Goblet.*

« avait composée de onze députés belges, revenus de  
« La Haye. Il lui fit part de la position très pénible dans  
« laquelle le prince l'avait placé; et comme M. Le Hon  
« devait se rendre près de lui, il le pria de lui rappeler  
« leur conversation et d'obtenir la certitude qu'il ne serait  
« pas envoyé hors de la Belgique. En revenant du palais,  
« M. Le Hon annonça que le prince lui avait donné une  
« mission près du Gouvernement provisoire et remis un  
« passeport qui lui permettrait d'amener son ami à  
« Bruxelles. Ils y arrivèrent dans la nuit du 11 au 12. —  
« Le 16, le prince d'Orange publiait la proclamation  
« fameuse dans laquelle il disait aux Belges : « *Je vous  
« reconnais comme nation indépendante.* »

« La veille, le Gouvernement provisoire avait nommé  
« le capitaine Goblet colonel directeur-général de l'arme  
« du génie; il recevait ainsi la récompense d'une longue  
« et brillante carrière.

« Quinze jours après, il acceptait une tâche éminem-  
« ment laborieuse et délicate : il remplaçait en qualité de  
« commissaire général de la guerre le colonel Joly,  
« membre du Gouvernement provisoire. »<sup>1</sup>

Il est donc constant qu'attiré vers le prince héréditaire d'Orange par des liens plus forts que ceux qui l'attachaient à son pays, Goblet aimait mieux rejoindre le prince à Anvers que de se rendre à l'appel qui lui venait de Bruxelles.

Les mêmes sentiments persistèrent dans son esprit, et le nouveau commissaire général de la guerre de Belgique

<sup>1</sup> TH. JUSTE. *Lieutenant-général Goblet*, p. 38, 39, 40 et 41.

continua d'être ce qu'il était avant son entrevue d'Anvers : ses actes nous en donnent la preuve et nous portent à croire que, pendant son séjour à Anvers, il se mit certainement d'accord avec le prince, sur les mesures à prendre pour faciliter la restauration de son pouvoir en Belgique.

Il est parfaitement connu que le général Goethals, chargé d'organiser l'infanterie, ne trouva pas chez le ministre de la guerre l'appui qu'il était en droit d'attendre de lui. On faisait plutôt preuve de mauvais vouloir à son égard. Le général Goethals, avec la noblesse de sentiments qui formait le fond de son caractère, regardait comme un devoir sacré, dans la crise que traversait le pays, d'accomplir honorablement la mission dont il était chargé, et il le faisait avec un zèle assidu et toute la loyauté prescrite par son adhésion au gouvernement établi en Belgique.

Dans le déchirement qui divisa le royaume des Pays-Bas, en 1830, ce n'était certes pas contrevenir aux lois de l'honneur que de se ranger d'un côté plutôt que de l'autre ; chacun avait le droit de suivre son impulsion sous ce rapport ; mais à moins de se rendre méprisable, pouvait-on avoir l'air d'embrasser un parti pour mieux le trahir au profit de l'autre ?

Le général Goethals n'était pas homme à céder à des sollicitations essayées pour l'entraîner dans la coterie qui ne travaillait qu'à la restauration des Nassau ; aussi fut-il toujours tenu à l'écart pendant que les principaux commandements passaient à des mains déloyales.

Que penser du ministre de la guerre ? Il cherche, même après les renseignements si clairs, si positifs, donnés dès le 3 février par le général de Wautier, à rejeter sur



celui-ci les préventions de l'opinion publique. — Négligent le fait réel, Goblet adresse un blâme au général de Wautier en s'appuyant sur les apparences trompeuses auxquelles donnait cours dans le public l'entrée de ce général à Gand à la tête de la troupe révoltée. — Goblet détournait habilement ainsi sur un innocent la vindicte publique afin d'en exonérer les vrais coupables, « les deux officiers supérieurs qui n'ont pas cessé de jouir de la confiance du gouvernement, » dit le général de Wautier.

Bien des choses ont paru, vers cette époque, à la surface des événements sans avoir été fixées par des preuves. Ces preuves découlent cependant évidentes de nombreuses circonstances, qui, à les prendre isolément, n'ont pas une signification bien déterminée ; mais leur ensemble jette une vive lumière sur certains hommes d'alors. Nous avons vu, au sujet de la rébellion du lieutenant-colonel Grégoire, que le général Goblet, quoiqu'il fût ministre de la guerre, et, comme tel, spécialement chargé de veiller au maintien de la discipline, s'était bien gardé de signaler à l'armée, par un ordre du jour, l'indignation que devait inspirer à tout militaire belge un méprisable attentat, et la nécessité de conserver, dans toute leur pureté, les sentiments de loyauté qui doivent distinguer la profession des armes. Goblet ne disant rien à l'armée, elle put croire que le crime du lieutenant-colonel Grégoire n'en était pas un.

Bien plus, Goblet toléra, au lieu de sévir contre elles, les communications presque journalières qu'entretenait un officier du régiment de son futur successeur au ministère de la guerre avec Grégoire et ses officiers, détenus à Gand

à la maison de force. Cette tolérance du ministre eut lieu malgré le rapport officiel qui lui en avait été fait.

Quant à ce chef de rebelles pris les armes à la main, après avoir versé le sang des défenseurs de l'ordre dans les rues de Gand, et planté sur l'hôtel du Gouvernement le drapeau orange, le ministre de la guerre ne prit aucune mesure pour lui faire infliger un châtiment prompt et sévère ; il paralyssa au contraire l'initiative du membre délégué du Gouvernement provisoire, qui voulait que l'on procédât avec résolution, et que, pour le bon exemple, un acte éclatant de justice eût pleinement raison du coupable. Le ministre de la guerre, qui ne l'entendait pas ainsi, eut soin de faire traîner l'instruction en longueur, ce qui impliquait de sa part une espèce d'approbation de la criminelle tentative avortée à Gand. Ne pourrait-on pas dire qu'une pareille conduite ne peut exister chez celui qui remplit des fonctions ministérielles que s'il est lui-même du complot ?

Au mois de mars, le seul corps laissé en garnison à Bruxelles par le ministre de la guerre Goblet, était un bataillon de chasseurs, dont le chef, le colonel Borremans, était gagné au mouvement qui devait ramener le prince d'Orange, plus la 8<sup>e</sup> batterie de campagne, commandée alors par un officier maladif et d'un caractère beaucoup trop bénin pour prendre au besoin une résolution énergique. Borremans avait reçu une forte somme d'argent des meneurs de la faction qui voulait renverser le gouvernement établi et proclamer le prince d'Orange ; il avait révélé ce fait au ministre de la guerre Goblet. Dès lors, celui-ci ne pouvait nier qu'il eût connaissance du complot, le colonel Borremans le lui ayant divulgué, avec les

particularités de subornation que l'avocat Verhaegen, défenseur de Borremans, fit connaître dans son plaidoyer devant la haute cour militaire, en pleine audience, le 20 avril 1831, sans que son assertion fût contredite par l'auditeur général.

Goblet ne voulait pas décourager des tentatives nouvelles, qui déjà s'élaboraient sous son patronage. Il s'en élaborait en effet, car malgré les réclamations réitérées du général Nypels, qui tenait beaucoup à mettre sa responsabilité à couvert du trop grand *laisser-aller* orangiste de Van der Smissen, il ne put jamais obtenir le déplacement de celui-ci.

« La conduite douteuse de Van der Smissen était depuis  
 « longtemps assez connue; maintes fois, pour cette cause,  
 « j'ai réclamé son changement, mais sans résultat aucun;  
 « dans une dernière lettre encore, j'insistais pour ce chan-  
 « gement en disant : *Peut-être dans ce moment est-il déjà*  
 « *trop tard*. Et il est d'autant plus étonnant qu'il n'ait pas  
 « été fait droit à mes justes réclamations à cet égard que  
 « j'ai fixé ma demeure à Anvers, tandis que ma résidence  
 « est à Bruxelles, et cela pour surveiller Van der Smissen,  
 « auquel je ne me fiais en aucune manière. Les demandes  
 « que j'adressais au ministre pour obtenir ce changement,  
 « comment auraient-elles eu un résultat, tandis que je  
 « n'ai pas pu obtenir celui d'un major de place, *Peters*,  
 « qui jouissait (*sic*) aussi d'une mauvaise réputation sous  
 « le rapport de ses opinions politiques? »<sup>1</sup>

Goblet, en persistant à laisser le gouvernement d'Anvers à Van der Smissen, était d'accord avec le gouverne-

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. Interrogatoire du général de division Nypels, commandant la 2<sup>e</sup> div. territ., le 31 mars 1831.

ment hollandais qui, de son côté, tenait beaucoup à le conserver. — En janvier 1831, « le général Chassé disait « qu'il regardait comme impossible un nouveau bombardement de la ville d'Anvers, aussi longtemps qu'un « brave et expérimenté militaire, comme celui que cette « ville possédait en ce moment, serait à la tête de la province et de la garnison. »

Si donc, malgré les réclamations réitérées du général qui avait sous ses ordres Van der Smissen et Peters, le ministre de la guerre refusait leur déplacement, déclaré nécessaire pour des motifs aussi graves que ceux qui lui étaient signalés, il fallait bien qu'il fût lui-même du complot.

Quand Goblet fut interrogé à son tour, et remarquons bien qu'il ne le fut que près de trois mois après le crime en question, il ne put trouver pour sa justification que des arguments sans la moindre valeur. « Les diverses places « où l'on voulait l'envoyer, disait-il à propos de Van der Smissen, ne convenaient pas mieux à mon avis, parce « que s'il était dangereux à Anvers, il eût été plus dangereux en ces lieux, parce qu'il aurait eu un commandement en chef. » Le major Peters fut enfin envoyé à Mariembourg.

En ce qui concerne Van der Smissen, le général Goblet fit intervenir le Gouvernement provisoire ou du moins un de ses membres, M. Gendebien, avec qui Goblet avait toujours été en bons termes, malgré la complète divergence de leurs opinions politiques. « On fut embarrassé parce « qu'on n'articulait pas de faits positifs. » <sup>1</sup> . . . . .

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. Interrogatoire du général Goblet, le 18 juin 1831.

« Dès le 5 février, le major Deys, aide de camp du général Nypels, envoyé par celui-ci à Bruxelles, insistait par son ordre près du ministre Goblet pour obtenir le déplacement de Van der Smissen et du major Peters. Le major Deys fit connaître au ministre Goblet que le motif de la demande de déplacement était l'opinion de Van der Smissen tout à fait en faveur du prince d'Orange. Vers l'avènement du Régent, le général Nypels étant venu à Bruxelles a fait plusieurs démarches personnelles pour obtenir le déplacement de Van der Smissen. »<sup>1</sup>

Ainsi, d'après le ministre de la guerre, le danger de leur présence, l'autorité qu'ils tiraient de leurs fonctions militaires n'étaient pas plus à craindre à Anvers, ville où la population comptait bon nombre de partisans du régime déchu, qu'à Namur et à Mariembourg, localités où la population tout entière était sympathique au nouveau gouvernement belge.

A Anvers, les éléments hostiles qui se trouvaient à la disposition du général Van der Smissen, gouverneur militaire de cette forteresse, étaient soutenus par le général Chassé occupant la citadelle et la Tête de Flandres, avec un corps hollandais, et commandant la flotte qui occupait la rade.

Aux yeux du général Goblet, si nous ajoutions foi à ses paroles, cette situation n'offrait pas d'influence plus redoutable pour nous, que n'en offrait la ville de Namur, située à vingt lieues de l'ennemi, au centre du pays wallon.

<sup>1</sup> Archives de la haute cour militaire. Interrogatoire du major Deys, 1<sup>er</sup> juin 1831.

A Namur il n'existait pas d'éléments hostiles à la Belgique, et en eût-il existé, rien de semblable à ce qu'Anvers comptait de forces hollandaises n'en eût été le soutien.

Ces faits qui sont positifs nous paraissent établir la culpabilité du général Goblet durant sa gestion du ministère de la guerre, depuis la fin d'octobre jusqu'à celle de mars 1831.

Que se passa-t-il dans la campagne de dix jours du mois d'août 1831 ? Goblet eut-il un autre mobile que le triomphe du prince d'Orange et la restauration des Nassau en Belgique ? Scrutons de nouveau sa conduite à cette époque.

Appeler l'intervention de l'armée française en observation sur nos frontières paraissait une nécessité pour la Belgique, en présence de la supériorité des forces ennemies, prêtes à profiter de l'emplacement vicieux que des trames criminelles, enlaçant le roi et le pays, avaient fait assigner à nos deux corps d'armée. Les chefs de la coterie orangiste déclinaient l'opportunité de cette intervention, mais le roi, dans sa clairvoyance, crut devoir réunir un conseil de guerre, et dit aux officiers qui le composaient que « *des personnes de son entourage* lui déconseillaient d'appeler l'armée française, prétendant que cela froisserait le sentiment national. Le général de Tieken répondit à S. M. qu'occupant le grade le plus élevé parmi les officiers composant le conseil de guerre, et ayant donné des preuves irrécusables de son dévouement aux institutions de son pays, il déclarait que l'entrée de l'armée française ne blesserait en rien son sentiment national ; qu'il fallait avant tout sauver nos institutions ; que nous ne devions avant longtemps recevoir le concours de l'armée de la Meuse ; que nous étions entourés de traîtres, qui

« désiraient le rétablissement de la maison d'Orange;  
« que l'ennemi avait connaissance de tous nos mouve-  
« ments, même avant qu'ils n'eussent reçu un commen-  
« cement d'exécution. »<sup>1</sup>

De Tieken avait l'énergie et la spontanéité du bon officier de cavalerie. Dans sa loyauté parfaite, il s'indignait des intrigues coupables qui s'agitaient en faveur de l'ennemi, et appelait les choses par leur nom; mais par quel intermédiaire la connaissance aussi exacte que prompte des mouvements opérés par notre armée parvenait-elle à l'ennemi? Un curieux détail que nous avons déjà consigné dans un autre ouvrage répondra en partie à cette question.

Dans la matinée du 9 août 1831, pendant que nous étions en marche d'Aerschot sur Montaigu, un courrier apporta au roi Léopold la nouvelle de la retraite désastreuse de l'armée de la Meuse sur Liège. L'armée de l'Escout rétrograda immédiatement sur Louvain. A ce moment, le major Juillet, du 2<sup>e</sup> chasseurs à pied, envoyé, avec une patrouille de cavalerie, en reconnaissance vers Montaigu, arrêta un homme porteur d'une lettre sans adresse destinée, disait-il, au bourgmestre de Montaigu. Le paysan déclara l'avoir reçue d'un colonel d'état-major belge, au moment où nos troupes quittaient Aerschot. Voici le contenu de ce billet intercepté :

« Nous ne couchons pas ce soir à Montaigu; nous  
« retournons à Louvain à l'instant avec Tieken et nos deux  
« mille gardes civiques. Le 9, à 11 heures du matin. »

*Nous retournons à l'instant à Louvain avec Tieken et*

<sup>1</sup> Notice communiquée par l'officier d'ordonnance du lieutenant-général de Tieken, pendant la campagne d'août 1831.

*nos deux mille gardes civiques !!* Certes, l'ennemi ne pouvait être plus exactement renseigné.

Le porteur était d'Aerschot; le bourgmestre de cette ville assurait qu'il le connaissait et qu'il en répondait; que cet homme avait été requis, le matin même, pour porter un grand portefeuille et suivre le quartier-général belge.

Mentionnons encore un fait important venu à notre connaissance :

Arrivé à Diest dans la matinée du 7 août, le prince d'Orange y avait établi son quartier-général. Tard dans la soirée du 7 au 8 août, il dut le quitter, pour aller, avec la 1<sup>re</sup> brigade de la division Van Geen, comprenant le régiment des grenadiers de la garde royale et un très fort bataillon de chasseurs de la même garde, au soutien de la division du lieutenant-général Meyer, repoussé de Kermpt jusqu'à Herck-la-Ville, le 7 au soir, par les troupes de Daine.

Le généralissime ennemi, inquiété par ce mouvement et par celui de Tieken, qui marchait pour faire sa jonction avec Daine, envoya le marquis de T...<sup>1</sup>, près de ceux de ses adhérents qui entouraient le roi Léopold, afin d'obtenir d'eux des renseignements précis sur le mouvement de Tieken, qui dérangeait l'exécution du plan de campagne arrêté. — Le marquis s'acquitta de sa mission le 8 au soir à Aerschot, et on le chargea de dire au prince qu'il devait se tranquilliser, parce que bientôt un changement aurait

<sup>1</sup> Le marquis de T... est celui qui se trouve cité à la page 148, dans une déposition faite devant la haute cour. Il se trouvait avec le comte du Chatel, le 25 mars, à Anvers, chez les généraux Van der Smissen et Nypels.



lieu dans la direction de celles de nos troupes qui lui donnaient le plus d'inquiétude; que cette direction provenait de la volonté expresse du roi Léopold, volonté qu'il avait fallu suivre, mais qui bientôt serait changée.

Ce fait fut raconté quelques années plus tard par le marquis de T... lui-même, dans une conversation intime qu'il eut avec un officier de notre armée qui se trouvait aussi à Aerschot, le 8 août.

Dans la matinée du 9 août, au moment où le roi, ayant reçu la nouvelle du désastre de Daine, faisait rétrograder l'armée sur Louvain, l'auteur de cet écrit fut péniblement impressionné en voyant rayonner, sur la physionomie de quelques personnages qui entouraient S. M., une expression de satisfaction qui jurait avec l'annonce d'un si fatal événement.

Tout porte à croire que, jusqu'au dernier moment, le général Goblet resta fidèle à la cause du prince d'Orange, puisqu'il fit, près du général de Tieken, les plus grands efforts pour le décider à ramener dans Louvain, pour le mettre à la merci des Hollandais qui cernaient cette ville, son petit corps d'armée, qu'il était parvenu à en retirer, après un combat vaillamment soutenu depuis 4 heures du matin jusqu'à 4 heures de relevée.

Après la défection de Daine, qui s'était retiré à Liège, avec l'armée de la Meuse, Goblet et consorts ne croyaient pas qu'à Louvain il nous fût possible de résister aux forces réunies du prince d'Orange. Dans leur idée, peut-être, le roi, la ville et notre armée devaient tomber au pouvoir de ce prince. Aussi, des gens très sérieux, qui avaient remarqué à Louvain les étranges allures de Goblet et d'autres

officiers de haut grade, composant l'entourage du roi, ne purent-ils s'empêcher d'échanger entre eux des observations à ce sujet; ils en étaient grandement étonnés. M<sup>me</sup> Goblet vint même loger à Louvain chez le professeur à l'Université, baron de Reiffenberg, et cela pendant que l'armée hollandaise s'approchait de la ville; mais lorsque l'artillerie belge eut rompu à coups de canon la chaîne dont on enlaçait l'armée et la ville, et qu'elle en eut dispersé jusqu'au delà de Tirlemont les anneaux brisés, les idées de succès sur lesquelles s'étaient fondés les partisans du prince d'Orange durent subir une grande modification et le prince tout le premier se hâta d'envoyer le capitaine Van Stirum, de l'état-major de son frère Frédéric, réclamer l'exécution de la suspension d'armes qu'il n'avait cessé de violer.

Les amis que le généralissime ennemi avait dans notre armée, lui firent, en quelque sorte, des excuses pour ne pas lui avoir laissé prendre à loisir ce qu'il désirait tant avoir. Que lisons-nous en effet dans le 9<sup>e</sup> bulletin du prince d'Orange, daté de Tirlemont le 12 août 1831, au soir :

« Le capitaine Van Stirum revint bientôt avec un officier belge, qui témoigna combien il était peiné de ce qui arrivait, et assura que cela était en opposition avec les ordres positifs. »

Donc ces messieurs du grand quartier-général belge étaient fort peinés de ce que nous n'avions pas laissé prendre nos canons par les Hollandais, quand ils n'avaient plus qu'à mettre la main dessus. Ils le furent sans doute bien plus encore, quand, pour empêcher cette prise, nous

fimes feu, malgré leur défense formelle, sur ceux qui, s'avancant toujours, venaient pour s'en emparer, en essayant de nous chasser à coups de fusil (à l'auberge *le Tiroli*, tout près de l'enceinte de Louvain).

A coup sûr, notre résistance énergique *était tout à fait en opposition avec les ordres positifs qui avaient été donnés.*

Et voilà où nous en étions arrivés!!! Sans la vigueur patriotique du général de Tieken, auquel le roi avait prescrit d'aller prendre position au pont de Campenhout, le général Goblet nous ramenait au milieu des Hollandais, auxquels notre sortie de la ville avait donné trois heures de répit pour remettre en état le tiers de leur armée, après le grave échec qu'il avait subi.

Et ce ne fut qu'après de vives instances, au dire de témoins oculaires, que le général Goblet dut se résigner à entendre de Tieken lui refuser durement de faire rentrer ses troupes dans la ville.

« Le général de Tieken se dirigeait de Louvain, par la  
« route de Malines, vers Campenhout. Il avait à se frayer  
« un passage à travers l'armée ennemie, la route étant  
« interceptée par les troupes du duc de Saxe-Weimar.  
« A peine fut-il sorti, que le général Goblet vint à cheval  
« auprès de lui, le saisit par le bras, et lui dit : « Général,  
« vous devez rentrer dans Louvain avec vos troupes,  
« l'armistice est conclu. » De Tieken répondit : « Je ne  
« rentrerai pas à Louvain. Vous prétendez que l'armistice  
« est conclu, et l'armée hollandaise continue à occuper  
« toutes les issues. Je ne veux pas me mettre dans la posi-  
« tion du général Mack à Ulm, et devoir mettre bas les

« armes. Je me dirigerai là où le roi se trouve. C'est mon  
« devoir. — Eh bien ! général, répliqua Goblet, je signa-  
« lerai votre conduite au roi. — Je serai auprès de S. M.  
« avant vous, répondit de Tieken, et je ferai, moi, con-  
« naître votre conduite au roi. » Le général Goblet insis-  
« tant encore pour faire rentrer de Tieken à Louvain,  
« celui-ci lui dit : « F.....-moi le camp, vous n'êtes qu'un  
« traître !... » Et le général de Tieken donna l'ordre de  
« battre la charge et de culbuter l'ennemi. Arrivé à Cam-  
« penhout, le général de Tieken se rendit immédiatement  
« auprès du roi, qui approuva sa conduite. » <sup>1</sup>

Le 14 août, aussitôt après le départ des Hollandais, le 1<sup>er</sup> régiment de ligne, sous les ordres du colonel Coitin et la batterie du capitaine Eenens, rentrèrent dans Louvain et y séjournèrent quelque temps. Le soir, à la Société, la conduite du général Goblet fut sévèrement jugée et blâmée par le colonel Coitin et les officiers supérieurs de son régiment, ainsi que par le lieutenant-colonel Beckx, commandant la garde civique de Louvain, tous témoins de la scène qui s'était passée entre le général de Tieken et celui qui remplissait les fonctions de chef d'état-major général de l'armée belge, au moment où nos troupes sortaient de Louvain, et alors que de Tieken donna, aux applaudissements des assistants, l'ordre de passer sur le corps de l'ennemi. Tous exprimaient leur étonnement au sujet de l'étrange insistance du général Goblet pour nous faire rentrer dans Louvain, complètement cerné par les Hollandais, et chacun rendait un éclatant hommage à la

<sup>1</sup> Notes de L. de Tieken, ancien officier d'ordonnance du lieutenant-général de Tieken de Terhove.

vigueur du général de Tieken, qui nous avait tirés de ce mauvais pas.

Le 9<sup>e</sup> bulletin du prince d'Orange réclame, au point de vue qui nous occupe, une sérieuse attention.

« Je vis paraître un officier de l'état-major général des Belges, dit S. A. R., qui vint me demander quelles conditions je voulais dicter. »

Pourquoi ce lâche abaissement devant le chef ennemi? Ne venait-il pas de manquer de parole à sir Robert Adair? Il n'y avait pas de condition à dicter; la situation ne le comportait pas. Il ne s'agissait que de savoir si, *oui ou non*, la suspension d'hostilités, convenue le matin avec le représentant de l'Angleterre à Bruxelles, parlant au nom de la conférence des cinq grandes puissances, allait être observée par S. A. R., si, *oui ou non*, elle laisserait à l'armée belge le temps d'évacuer Louvain; ou si, le corps de Saxe-Weimar étant arrivé à destination, elle profiterait soudain de cet avantage pour lever le masque et nous enfermer étroitement dans Louvain.

Cette dernière résolution était bien celle du généralissime ennemi, quoiqu'il fût lié par son engagement du matin, puisqu'il enjoignit au lieutenant-général Van Geen d'envoyer sa brigade de droite occuper la route de Malines.

A ce moment, d'Orange nourrissait encore l'espoir d'un succès, mais après le désastre de la division du lieutenant-général Meyer et de la brigade de cuirassiers, il se hâta d'envoyer le capitaine Van Stirum réclamer le bénéfice de cette suspension d'hostilités jusqu'alors violée de son côté.

Le général Goblet fit aussitôt accompagner le capitaine

Van Stirum par un des officiers de son état-major, qui, du ton le plus humble, alla présenter des excuses sur ce qui venait d'arriver, pendant que de Tieken, au milieu de l'élan de ses troupes et de leurs cris de victoire : « Vive le Roi ! vivent les Belges ! » à la vue des Hollandais en fuite, voulait la répression complète de l'acte déloyal du prince, répression singulièrement facilitée par l'échec qu'ils avaient essuyé.

Que le lecteur veuille comparer les généraux Goblet et de Tieken, si différents dans leurs actes au moment suprême, en face de l'envahisseur de notre pays, et qu'il juge !

Lequel des deux s'adressait au prince d'Orange avec les ménagements d'un homme qui, se trouvant sous sa dépendance, désire s'excuser d'un méfait ?

Lequel des deux, loyal et courageux adversaire, marchait devant son ennemi, la tête haute, le cœur ferme ?

Nous avons fait connaître (page 37) que le général Marneffe empêcha une charge du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers sur la cavalerie hollandaise, lorsque cette cavalerie avait toutes les chances contre elle. En effet, les lanciers hollandais étaient montés à cheval avant qu'il fût jour, et, depuis lors, leurs montures n'avaient ni bu ni mangé ; le moment de diriger sur eux une attaque sérieuse était donc des plus opportuns.

Rapprochons de ce fait significatif ce que nous lisons dans le rapport officiel du capitaine Lauwerys, de celui auquel le roi Léopold disait, le 13 août, le lendemain du combat de Louvain : « Capitaine, dans toutes les marches  
« à l'ennemi, je placerai votre batterie à l'avant-garde. »

« Lorsque notre armée, attaquée par l'armée hollandaise  
« à Boutersem, commença son mouvement de retraite, on  
« ne trouva rien de plus urgent que d'accélérer le départ  
« de notre artillerie. L'ordre en fut donné au commandant  
« de la 1<sup>re</sup> batterie, au moment où les pièces de l'ennemi  
« serraient nos troupes de près, en criblant de mitraille  
« un bois dans lequel elles étaient postées. Le commandant  
« de la 1<sup>re</sup> batterie prit sur lui de s'arrêter et de mettre  
« en action contre l'ennemi la moitié de ses pièces. Cela  
« fit un heureux effet sur le moral de nos troupes. L'en-  
« nemi s'arrêta, se montra pendant quelque temps très  
« circonspect, et notre retraite en fut notablement pro-  
« tégée. Un officier de tirailleurs vint dire au commandant  
« de la batterie : « Sans la protection de vos pièces, tout  
« notre bataillon était pris ! » <sup>1</sup>

Lorsque cet ordre de retraite de notre artillerie, si contraire aux nécessités du moment, fut donné au capitaine Lauwerys, le général Goblet était, depuis la veille, chargé des fonctions de chef d'état-major général, par suite de la blessure reçue par le général d'Hane, et le général Malherbe, le chef d'état-major du général de Tieken, qui commandait l'armée de l'Escaut, était encore absent, parce que le général Goblet l'avait chargé d'un service spécial, à l'insti du général de Tieken, loin du lieu du combat.

Voici un nouveau trait, à l'appui de ce que nous avançons, par rapport à la tendance du général Goblet à favoriser le succès des opérations du prince d'Orange. Le général

<sup>1</sup> Rapport circonstancié de tout ce qui s'est passé durant la campagne, envoyé par le capitaine Lauwerys au ministre de la guerre, en exécution de la dépêche du 16 août 1831, n° 4, 2<sup>e</sup> division, personnel.

de Tieken, officier de cavalerie, n'avait ni les connaissances ni l'aptitude nécessaires à l'entière direction d'une armée, et il l'avouait lui-même. Son chef d'état-major, le général Malherbe, qui joignait beaucoup d'instruction à une grande capacité, était toujours resté pur de toute affiliation aux menées orangistes. De Tieken, dont les troupes étaient arrivées en présence de celles de l'ennemi et déjà en contact avec elles, ne pouvait, en un tel moment, se passer des services de son chef d'état-major, qui avait établi lui-même nos troupes dans une position fort avantageuse devant l'ennemi, le 11 du mois d'août. Que fit Goblet ? A peine chargé des fonctions de chef d'état-major général, en remplacement du général d'Hane, qu'une blessure reçue força de se retirer dans l'après-midi du 11 août, « Goblet » se hâta de donner une mission au général Malherbe, « chef d'état-major du général de Tieken, sans en prévenir » celui-ci. Le général Malherbe ne rejoignit son chef que « dans la matinée de la bataille. De Tieken fut donc privé, » pendant les moments les plus graves, du concours de « son chef d'état-major. Il eut heureusement celui du capitaine Van Casteel, aujourd'hui lieutenant-général pensionné, qui, par son courage, son dévouement et ses » connaissances militaires, rendit les plus grands services « à son chef. »<sup>1</sup>

La défiance à l'égard du général Goblet allait à tel point dans l'armée de l'Escaut, que le général Clump, après avoir exécuté l'ordre de battre en retraite de derrière Bau-

<sup>1</sup> Notice communiquée par Louis de Tieken, officier d'ordonnance de son oncle, le lieutenant-général de Tieken, pendant la campagne d'août 1831.



tersem sur Corbeek-Loo, refusa de continuer sa retraite. Goblet, chef d'état-major général de l'armée, était venu donner l'ordre au général Clump de faire rentrer sa brigade (1<sup>er</sup> et 4<sup>e</sup> régiments d'infanterie) dans Louvain; celui-ci répondit par une vigoureuse apostrophe « que ses  
« soldats étaient parfaitement disposés à se battre et dési-  
« raient très vivement en venir aux prises avec les Hol-  
« landais, et qu'ils n'avaient pu le faire jusqu'alors, parce  
« qu'on ne lui donnait d'autre ordre que celui de se retirer;  
« qu'il ne se retirait plus et n'abandonnerait sa position  
« que si le roi lui-même lui en donnait l'ordre. » Le roi vint peu après et donna l'ordre de rentrer dans Louvain.

Parmi ceux qui déconseillaient le plus vivement au roi Léopold de réclamer le concours de l'armée française, se trouvait l'ami du prince d'Orange, le général Goblet. — L'événement prouve de quel danger national nous préserva l'arrivée de cette armée, rendue bien nécessaire au moment où se déroulait l'exécution d'un plan de campagne dû à la connivence de quelques uns de nos chefs avec l'ennemi. — L'opposition que fit Goblet à l'entrée des Français ne donnerait-elle pas la clef des efforts qu'il redoubla, peu de jours après, afin de ramener à Louvain de Tieken et ses troupes, au moment où il venait d'en sortir? Le général Goblet devait se trouver alors dans la position la plus difficile. Ses engagements le forçaient à favoriser les opérations du prince d'Orange, lorsque S. A. R. se décida à les continuer, malgré l'ordre qu'elle avait reçu, le 11 août au soir, du roi son père, de ramener son armée en deçà des limites du territoire hollandais, pour obtempérer à l'injonction de la conférence de Londres. Cette

injonction avait pour appui une flotte anglaise et une armée française. Le généralissime hollandais savait que cette armée ne pourrait arriver, le 12 août, jusque sur le théâtre de ses opérations, et le 12 août était le jour fixé par lui pour porter à la petite armée de l'Escaut le coup de grâce dans Louvain, en la contraignant à y déposer les armes ou, comme il l'espérait, à s'adjoindre à la sienne.

Le général Knoop nous dit en effet : « Le prince d'Orange se flattait toujours de l'espoir que l'armée belge abandonnerait la cause de la révolution, et que la maison d'Orange serait ainsi rétablie dans sa souveraineté de tous les Pays-Bas. »<sup>1</sup>

L'auteur tient d'un de ses collègues, dont le parent avait fait la campagne d'août 1831, comme capitaine de la *schutterij* belge près l'état-major du prince d'Orange, que les états-majors de l'ennemi avaient un approvisionnement de cocardes et d'écharpes oranges pour les distribuer à ceux qui passeraient de leur côté.

Mais en définitive, l'issue fut à Louvain toute autre que celle que semblaient promettre les excellentes combinaisons du prince d'Orange et la vigueur d'exécution du plan arrêté en ce qui concerne l'attaque de Niellon par Van Geen et la manœuvre tournante du duc de Saxe-Weimar, qui, à midi, heure convenue, occupait la montagne de Fer, nous prenant à dos et nous coupant entièrement de Bruxelles.

L'expédition devait, paraît-il, se terminer par l'adjonction à l'armée hollandaise d'une partie de l'armée belge battue et cernée dans Louvain, pour marcher ensemble et réconciliées sur Bruxelles, et y proclamer la restaura-

<sup>1</sup> Général KNOOP, *De tiendaagsche veldtocht, in augustus 1831*, p. 49.

tion. Les Belges qui se trouvaient dans l'état-major de Son Altesse Royale, de concert avec d'autres Belges, ceux-ci de corps dans notre armée, mais de cœur près du prince d'Orange, auraient formé le trait d'union.

Les fourgons chargés de cocardes et d'écharpes oranges étaient toujours tenus à portée, pour recevoir promptement les ordres du prince d'Orange.

Le plan des Hollandais était si bien combiné, que le succès en paraissait infaillible; il n'offrait même presque plus l'ombre d'un doute à l'esprit de nos chefs gagnés, depuis que Daine avait si bien rempli son rôle, en laissant l'armée de l'Escaut seule aux prises avec la masse des forces ennemies, pendant que le roi Léopold se trouvait lui-même environné des plus chauds partisans du prince d'Orange : « Le général Goblet, désigné le 3 août pour  
« prendre le commandement du génie de l'armée active,  
« ne quitta pas le Roi, pendant la fatale campagne de  
« dix jours... »<sup>1</sup>

Que plusieurs chefs belges aient agi de connivence avec le prince d'Orange, cela ressort des allusions plus ou moins transparentes qu'on rencontre dans les auteurs hollandais. Ne peut-on pas considérer comme une sorte d'aveu ce qu'on lit dans la relation de la campagne d'août 1831, due à la plume savante du général Knoop, l'un des généraux les plus éminents de l'armée des Pays-Bas? <sup>2</sup>

« La Belgique méritait le reproche d'avoir négligé les  
« affaires militaires, et d'en avoir confié la direction à des

<sup>1</sup> TH. JUSTE. *Le lieutenant-général comte Goblet d'Alviella*, p. 45.

<sup>2</sup> Général W.-J. KNOOP, *De tiendaagsche veldtocht, in augustus 1831*, p. 13 et 14.

« mains incapables ou à des hommes qui avaient peut-être les capacités voulues, mais qui n'inspiraient pas la confiance, parce que leur adhésion à la révolution semblait douteuse. »

Plus loin, ce général dit encore :

« L'autorité militaire belge avait négligé toutes les mesures de précaution qu'exigeait impérieusement le voisinage menaçant d'une armée ennemie. »<sup>1</sup>

C'est très bien, mais pourquoi l'autorité militaire belge a-t-elle agi ainsi, tandis que les fonctions qui lui étaient confiées par le peuple belge l'obligeaient à faire le contraire ?

Le général Knoop parle souvent de l'incapacité de nos chefs, mais quel que soit le degré d'incapacité qu'on veuille leur attribuer, il ne peut aller jusqu'au point de laisser ouverte la route directe sur notre capitale et de dégarnir Diest, pour que le généralissime ennemi vienne s'y établir. C'est là, il faut en convenir, une bien perfide incapacité, aussi favorable à l'ennemi que funeste à la Belgique !

« Les partisans de la maison d'Orange, dit aussi le général Knoop (à la page 17), essayèrent surtout d'agir sur l'armée... Trop de particularités ont été connues, pour que l'on puisse douter encore que la corruption ait été pratiquée sur une grande échelle. Différents généraux reçurent de fortes sommes ; d'autres sommes devaient être partagées entre leurs soldats pour les gagner à la maison d'Orange... Parmi les jeunes officiers, la révolution avait d'énergiques représentants, qui surent déjouer et rendre inutiles la faiblesse et la trahison de quelques chefs. »

<sup>1</sup> Général Knoop, *De tiendaagsche veldtocht, in augustus 1831*, p. 21.

## D'HANE DE STEENHUYSE, MINISTRE DE LA GUERRE

DU 24 MARS AU 18 MAI 1831.

Pour établir la culpabilité du général d'Hane dans la trahison, préparée par les chefs influents de notre armée, en faveur de la restauration de la maison d'Orange, il suffit de récapituler quelques uns de ses actes.

A Gand, lors de la révolte du lieutenant-colonel Grégoire, le colonel d'Hane se trouvait à une centaine de pas du théâtre de la lutte engagée entre la troupe du rebelle et les pompiers; il attendait en déjeunant au *Café des Arcades*, sur la place d'Armes, le résultat du coup de main.

Cette conduite est fort significative : commandant un régiment de la garnison, d'Hane abandonnait, sans se déranger en rien pour lui porter secours, le gouverneur attaqué dans son hôtel, sur lequel flottait le drapeau orange.

D'Hane bravant l'opinion publique, alors fortement excitée, entretenait des relations avec Grégoire et ses officiers qui se trouvaient détenus à la maison de force de Gand, après avoir été pris les armes à la main, en proclamant le prince d'Orange, relations étranges entre un futur ministre de la guerre et un chef de rebelles, emprisonné pour un crime aussi grave.

Le désappointement du nouveau ministre d'Hane fut grand lorsqu'il vit le coup porté aux belles espérances qu'avait fait naître le complot d'Anvers, si largement conçu, si bien préparé, si fortement appuyé; il en eut

la tête troublée au point qu'il fit signer au Régent deux arrêtés, nommant tous les deux aux mêmes fonctions de commandant militaire d'Anvers deux généraux, l'un le vicomte le Hardy de Beaulieu, l'autre le baron de Failly.

Quand le capitaine de Ryckholt vint révéler à d'Hane, ainsi qu'il l'avait fait au Régent, dans quel état se trouvait notre forteresse d'Anvers ensuite de la trahison des deux généraux qui y commandaient, il reçut du ministre un accueil glacial et repoussant, lui le loyal officier qui espérait obtenir au moins quelque parole d'encouragement et de gratitude pour la manière dont il se dévouait à son pays.

D'Hane abusa de son pouvoir ministériel pour protéger les coupables et pour frapper les innocents. Sa conduite inique envers le capitaine Thiéry, qui avait dénoncé le complot du mois de mars tramé à l'armée de Daine, et la mise aux arrêts du colonel Pletinckx, qui avait dénoncé au Régent la conspiration ourdie, à la même époque, dans son régiment par le lieutenant-colonel Edeline, sont des faits bien concluants. D'Hane, par son excessive malveillance à l'égard des officiers du parti national et sa facile bonté pour les partisans de la restauration des Nassau, développa l'esprit d'anarchie dans les rangs de notre armée; car, pendant que les premiers regardaient comme des traîtres ceux de leurs chefs qui trempaient dans l'orangisme, les autres nourrissaient le ferme espoir de réussir, par le moyen de leurs adhérents, qui occupaient dans l'armée presque toutes les positions influentes.

Cet état de choses produisit un grand contraste entre l'humeur du soldat et celle de beaucoup d'officiers, durant

la campagne du mois d'août : le premier se montrait **calme, gai, insouciant**, bien disposé, et ne demandait qu'à combattre, tandis **que les autres paraissaient mécontents** et parlaient entre eux d'ineptie **et de trahison**. De fatales circonstances ne justifiaient que trop leur **appréciation**. Ouvrons la notice biographique sur le lieutenant-général Pletinckx, à la page 174. Le 12 août, étant colonel commandant le 1<sup>er</sup> régiment de lanciers, il était allé s'assurer par lui-même de la position de l'ennemi, sur lequel il voulait diriger une charge de son régiment :

« Quel fut mon étonnement, dit-il, en me trouvant en  
« vue de mon régiment, de ne plus apercevoir mon 1<sup>er</sup> es-  
« cadron que j'avais laissé en ligne, lors de ma reconnais-  
« sance poussée en avant ! Un capitaine auquel je m'adres-  
« sai, me dit :

« Colonel, le major a commandé par quatre au trot,  
« dès que vous étiez éloigné, et vous pouvez voir l'esca-  
« dron se dirigeant sur Louvain. J'ordonnai immédiate-  
« ment au trompette qui me suivait d'aller dire au major  
« de revenir se mettre en ligne, sinon je rendrais compte  
« de sa conduite au roi.

« Cette mesure produisit son effet : le major revint avec  
« l'escadron qu'il avait emmené.

« Il ne me restait plus une minute à perdre, je devais  
« rétrograder ou culbuter ce que j'avais devant moi, après  
« que l'artillerie m'aurait préparé la besogne. Ma droite,  
« à ce moment, s'appuyait sur la route, et je n'avais qu'à  
« briser ma ligne par le mouvement de peloton à droite  
« et tête de colonne à gauche, pour être en moins de deux  
« minutes sur l'ennemi, avec certitude de ramener beau-

« coup de prisonniers. Cette colonne venait de faire une  
« longue course au trot à travers champs, et ses chevaux  
« étaient peu capables d'une fuite précipitée.

« Malheureusement, le général Marneffe survint; je  
« ne l'avais plus revu depuis le commencement de la  
« retraite de Boutersem; je me hâtai de lui communiquer  
« ce qui se passait devant moi et sur ma gauche.

« Le général *protesta d'abord contre la charge que je*  
« *toulais faire et me dit :*

« Mais ce que vous prenez pour l'ennemi c'est votre  
« 4<sup>e</sup> escadron.

« Il y a, lui répondis-je, deux heures que je bats en  
« retraite; j'ai laissé en arrière les hommes et les chevaux;  
« je vous affirme que cette cavalerie est ennemie. Du reste,  
« mon général, venez, nous irons la reconnaître à nous  
« deux. C'était bien réellement l'ennemi, mais le général  
« de Marneffe avait empêché la charge du 1<sup>er</sup> régiment de  
« lanciers. Je priai encore le général de Marneffe de me  
« laisser charger; j'étais persuadé de ramener au moins la  
« moitié des lanciers ennemis comme prisonniers. Le  
« colonel Van Remoortere, qui commandait le 1<sup>er</sup> régi-  
« ment de chasseurs à cheval, avec lequel nous formions  
« brigade, ne put s'empêcher d'exprimer au général les  
« vifs regrets excités par un refus dont tout le régiment  
« fut témoin. Pour moi, je partis la rage et le désespoir  
« dans le cœur, mais il fallut obéir. »<sup>1</sup>

La position qu'occupait en arrière de Boutersem le petit  
corps d'armée de l'Escaut, avait été bien choisie par le roi

<sup>1</sup> Lieutenant-général Plotinckx, p. 176.



Léopold. Le prince d'Orange le reconnaît dans son rapport au roi Guillaume. L'ardeur de nos troupes, la confiance qu'elles avaient en elles-mêmes, leur désir d'en venir aux mains avec celles de l'ennemi inspiraient sans doute encore de l'inquiétude aux coopérateurs que l'ennemi avait dans notre camp!

Les chefs orangistes de notre armée, nous l'avons dit déjà, ne plaçaient dans les commandements militaires les plus importants que les créatures du prince d'Orange, des hommes qui s'étaient laissé séduire par lui.

La position d'Anvers, alors comme aujourd'hui, était d'une importance majeure pour l'avenir de la Belgique. Son commandement étant devenu vacant, par la fuite du général Van der Smissen, que fit le colonel d'Hane devenu ministre de la guerre? Ne voulant pas laisser notre principale position militaire, alors occupée en partie par l'ennemi, à un général qui ne fût pas disposé en faveur du prince d'Orange, d'Hane à Van der Smissen fit succéder de Failly, qu'il nomma, peu de jours après, par cumul, chef d'état-major des forces actives dans la 2<sup>e</sup> division militaire.

Ni Goblet, auquel Nypels avait à diverses reprises demandé le changement de Van der Smissen, sur lequel on comptait pour la réussite du mouvement projeté, ni d'Hane qui succéda à Goblet au ministère de la guerre, ne donnèrent ce commandement au général Goethals, parce qu'ils savaient l'un et l'autre que sa probité politique était à l'épreuve, et que contre elle serait venue se briser toute tentative coupable.

On se demande en vain ce que fit d'Hane durant son

passage au ministère de la guerre, pour lui valoir le grade de général, après en avoir obtenu trois pour ainsi dire coup sur coup. Il est vrai que la formation de dix bataillons de volontaires fut décrétée pendant qu'il était au pouvoir, mais cette mesure ne fut pas le résultat de sa libre volonté. Nous lisons en effet dans le tome II, page 254, des *Mémoires du général comte Belliard*, que le Régent s'exprima en ces termes sur cette organisation : « Je ne puis pas empêcher que les volontaires s'organisent ; ce sont des gens remuants, turbulents, et beaucoup sont l'écume de la société. Si j'avais voulu me mettre en travers de ce mouvement, j'aurais été culbuté. »

Donc cette mesure était forcée.

D'Hane empêcha que le portefeuille de la guerre n'échût à un ministre qui, animé de sentiments patriotiques, eût compris son devoir et eût voulu mettre nos forces militaires en état de résister à celles de l'ennemi. Il ne quitta sa position de ministre qu'après avoir stipulé les conditions de son avancement, qu'il poussa avec une rapidité inouïe. Son excessive avidité pour les grades supérieurs n'aurait-elle pas eu pour cause la prévision des arrangements à prendre au sujet de l'armée belge, après le succès de l'invasion préparée par l'armée hollandaise, invasion que nos chefs orangistes croyaient devoir être suivie d'une restauration du pouvoir de la maison de Nassau ? Dans l'arrêté que d'Hane obtint de la faiblesse du Régent, son successeur, le baron de Failly, ne put alléguer en justification d'une promotion si rapide que la formule banale du témoignage de la satisfaction pour services rendus,

pendant un ministère qui ne dura que cinquante-six jours.

En remettant son portefeuille à de Failly, qui n'était entré en fonctions que le 30 mai 1831 (cette entrée était forcée, dit le général de Failly<sup>1</sup>), d'Hane le troqua contre le grade de général, et encore fit-il insérer dans son arrêté de nomination qu'il conserverait, dans cette nouvelle position, le commandement du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval. Ce commandement étant purement nominal, le remplir, quant aux fonctions actives qu'il nécessitait, eût été chose impossible à d'Hane, qui ne quittait pas Bruxelles. Son but n'était-il pas d'exercer une pression morale sur les officiers de ce régiment, qui connaissaient sa conduite à Gand, lors de la rébellion du lieutenant-colonel Grégoire, et auxquels il voulait imposer le silence par la crainte d'être mal notés par lui, au temps des propositions d'avancement, que sa qualité de commandant du régiment lui permettait d'attirer dans ses mains ?

De Marneffe, de son côté, par la même anomalie de deux chefs commandant le même régiment, s'était réservé le commandement du 1<sup>er</sup> régiment de lanciers.

Ce moyen de pression et d'autres encore furent longtemps employés par les hauts confédérés militaires de l'orangisme, pour favoriser leurs partisans et retarder l'avancement des officiers du parti national.

Au moment de l'arrivée du roi Léopold en Belgique, on inséra dans les journaux : « Le général d'Hane de Steenhuyse sera nommé premier aide de camp du Roi

<sup>1</sup> Note du baron de Failly, ancien ministre de la guerre, en réponse au pamphlet : *Les traitres démasqués*.

« des Belges. On assure qu'il aura dans ses attributions la « présentation de toutes les requêtes ou réclamations qui « seront faites au Roi par les officiers de l'armée. » C'était suspendre l'épée de Damoclès sur la tête de tous ceux qui auraient recours à la justice du Roi contre les méfaits de d'Hane et des siens, pendant qu'ils étaient au pouvoir, pouvoir dont ils comptaient bien ne pas se dessaisir.

Lorsque le général d'Hane, ministre de la guerre, envoya à Anvers, le 26 mars, le capitaine d'état-major Renard, il appela dans son cabinet le secrétaire général, M. Nicaïse, et lui fit écrire sur une dépêche cachetée l'adresse du général Van der Smissen, auquel elle devait être remise en mains propres. Van der Smissen, en la recevant, décacheta cette dépêche avec une grande vivacité, en présence du capitaine Renard, qui s'aperçut qu'elle ne contenait qu'un petit billet placé dans une feuille de papier blanc, pliée au format d'une lettre ordinaire de service. Le général Van der Smissen se saisit du petit billet tombé à terre, lorsqu'il ouvrit la dépêche, le lut avidement, le froissa avec humeur et le jeta au feu dans le foyer de l'appartement.

Nous avons vu, tome I page 233, le ministre d'Hane disant au capitaine Thiéry ce que déjà lui avait dit le Régent :

« Il avait été question d'abord de l'arrestation du colonel « Moyard, mais l'arrestation d'un des chefs eût amené l'ar- « restation de plusieurs autres ; il y avait trop de coupables, « il a fallu y renoncer. »

Le ministre de la guerre avait d'autant plus raison d'émettre pareille hérésie militaire et de prêcher l'indulgence extrême, qu'il eût dû se punir lui-même, étant l'un

des principaux complices. Certes son respect pour la discipline n'allait pas jusque là.

Voici l'appréciation d'un général étranger des plus instruits sur le mérite militaire du général d'Hane, de celui que, dans la répartition des emplois, la coterie orangiste avait présenté au roi Léopold, qui ne connaissait alors personne dans l'armée belge, pour être son chef d'état-major général :

« Un de ces ministres de la guerre (d'Hane) écrit plus  
« que naïvement au commandant de l'armée de l'Escaut,  
« qui se trouvait dans le village de Schilde : « Je ne  
« savais pas que Schilde est si loin d'Anvers. » Recon-  
« naissant ainsi que l'étude de la carte lui est restée com-  
« plètement étrangère et qu'il a tout à fait négligé ce  
« facteur principal de la direction d'une armée. Ce fait  
« peut donner une idée du peu de capacité de cet  
« homme. » <sup>1</sup>

Et cet homme remplissait cependant, devant l'ennemi, les fonctions de chef d'état-major général du roi Léopold I<sup>er</sup>, qui, surpris par la brusque invasion des Hollandais, dès son arrivée en Belgique, ne connaissant dans ce pays ni les hommes, ni leurs opinions, ni leurs capacités, avait dû conserver dans leurs emplois ceux qui les occupaient, et utiliser leurs services, sans savoir s'ils avaient l'aptitude et la volonté nécessaires pour le seconder dans la rude tâche qui venait de lui incomber si subitement.

L'aptitude militaire du général d'Hane n'inspirait guère plus de confiance au public que ses opinions, réputées favorables à la maison d'Orange.

<sup>1</sup> Général KNOOP, *De tiendaagsche Veldtocht*, p. 29.

La flagrante connivence du plus grand nombre de nos chefs militaires avec l'ennemi ayant, au mois d'avril 1831, surexcité l'opinion, l'on demandait à grands cris qu'un effort vigoureux parvint à arracher le pays de l'étreinte orangiste qui l'étouffait, et cet effort, on le demandait à la guerre, à la guerre qu'on voulait recommencer sur le champ, avant que la Hollande ne fût debout avec ses forces, qu'elle rétablissait à vue d'œil, tandis que les nôtres restaient plongées dans une fatale torpeur sous Goblet et d'Hane.

L'Association nationale était en tête de ce mouvement; un mois après la grande conspiration militaire manquée, Alexandre Gendebien, vice-président de cette Association, se rendit chez le Régent et lui déclara que la gravité des circonstances porterait sans doute le gouvernement à agir avec vigueur; que, si des mesures énergiques ne devaient pas être prises de suite, l'Association prendrait d'office toutes celles qu'elle jugerait nécessaires dans l'intérêt du pays.

D'Hane, effrayé d'une telle attitude et gravement compromis par ses antécédents, quitta bientôt le ministère.

Lui, sans doute, l'aide de camp du Régent, et les autres meneurs du parti orangiste firent désigner pour être son successeur au ministère de la guerre, le baron de Faily, destiné à achever l'œuvre de la déchéance de la Belgique aux yeux de l'Europe, par le triomphe de l'armée hollandaise, qui allait pénétrer dans notre pays.

Ce n'était pas sans raison que le peuple belge réclamait la reprise des hostilités au mois d'avril. Toutes les chances favorables étaient de son côté. Toutes passèrent du côté

de l'adversaire lorsque trois mois plus tard, après l'accroissement et la bonne préparation de son armée, il nous attaqua à son heure, tandis que les hommes sur lesquels le peuple belge croyait pouvoir compter n'avaient pas voulu la guerre au moment qui nous était opportun. Victorieuse jusqu'à ce qu'elle eût confié à des mains perverses la direction de ses affaires militaires, la Belgique se réveilla face à face avec la défaite.

---

#### LE GÉNÉRAL DE FAILLY, MINISTRE DE LA GUERRE

DU 18 MAI AU 3 AOUT 1831.

Bruxelles, le 2 août 1831.

« On est réellement inquiet. Dans toutes les rues on  
« voit des groupes et l'on s'entretient de la reprise des hos-  
« tilités. — On se battra, mais ce ne sera pas avec cette  
« ardeur qui s'était manifestée il y a trois mois. Il est  
« indispensable de changer le ministre de la guerre, qui  
« mécontente tout le monde. Un ancien officier français,  
« M. Hulot, domicilié depuis quelque temps à Bruxelles,  
« et qui s'est bien montré pour la cause belge, dans les  
« journées de septembre, *s'est présenté ce matin chez le*  
« *ministre de la guerre (de Failly) pour lui offrir ses ser-*  
« *vices ; il a été fort mal accueilli.* C'est M. Hulot lui-  
« même qui me l'a dit.

« Il y a si peu de troupes en avant de Bruxelles qu'il  
« ne serait pas impossible que le surlendemain de la rup-

« ture de l'armistice, un corps hollandais se présentât ici,  
« sans être arrêté en route. »<sup>1</sup>

« Les diverses parties de l'armée belge qui ont été  
« divisées en quatre parties (Escaut, Meuse, Flandres et  
« Luxembourg) ont été fondues en une seule, dont le  
« commandement en chef serait dévolu au *général Daine*.  
« *Le général de Failly serait major-général*, Tieken de  
« Terhove, commandant en chef la cavalerie. »<sup>2</sup>

C'était bien là enfermer les loups dans la bergerie !! Tieken, général probe et droit, eût été relégué au commandement tout à fait secondaire de 18 escadrons de cavalerie.

Voilà, tel que l'indique un étranger exempt de passion politique, le résultat obtenu par les efforts successifs de nos trois ministres de la guerre, Goblet, d'Hane et de Failly. Ce dernier devait porter le coup de grâce à nos forces militaires et les jeter en pâture à l'ennemi.

Quoique nommé ministre le 18 mai, de Failly n'entra en fonctions que le 30 et, quelques jours plus tard, le 16 juin, il rapportait, signé par le Régent, l'arrêté de licenciement des miliciens de 1826, et appelait sous les drapeaux la classe de 1831.

Cette double mesure ne pouvait avoir que des conséquences funestes.

D'un côté, on privait l'armée de plusieurs milliers de soldats qui en formaient l'élite. En effet, leur discipline exemplaire, leur instruction, leur haute et vigoureuse

<sup>1</sup> BELLIARD, t. II, p. 278.

<sup>2</sup> *Ibid.*, t. II, p. 281.



stature leur avaient imprimé une attitude martiale généralement admirée, et chacun reconnaissait que priver l'armée d'un nerf aussi essentiel, c'était préparer le succès de l'ennemi.

D'autre part, on envoyait comme holocaustes, au devant des forces du prince d'Orange, des jeunes gens qui, incorporés le 5 juillet, comptaient tout au plus quinze jours d'instruction, en admettant qu'il en ait fallu dix pour les répartir dans les compagnies, les armer et les habiller.

Ainsi, des hommes dans toute la force de l'âge ne purent combattre l'invasion hollandaise, mais de Failly faisait mettre en ligne des recrues qui ne savaient pas même charger leurs fusils, n'ayant jamais eu en main une seule cartouche avant qu'on leur en délivrât pour marcher à l'ennemi.

Quoi qu'il en soit, ces mêmes recrues, tant était grand leur élan, ne laissèrent pas que de figurer avec honneur en première ligne à Louvain, sous le capitaine Van Landewyck et le lieutenant Le Normand ; à Anvers, sous le lieutenant Papeleux. D'ailleurs, on vit à leur tête des officiers bien inspirés, qui, ne perdant aucune occasion de bien faire, saisissaient jusqu'au repos des étapes pour montrer à leurs jeunes soldats le maniement des armes. Ainsi agirent M. Le Normand, aujourd'hui colonel pensionné, et le capitaine Van Landewyck, pour leur bataillon de recrues du 7<sup>e</sup> de ligne, venant du Luxembourg à Louvain.

Donc, grâce à la fermeté des officiers qui les commandaient, ces recrues, au lieu de jeter le désordre dans l'armée, en allant au feu, se conduisirent avec beaucoup de bravoure, d'ordre et de discipline; leurs cadres étaient bons.

Nous avons déjà eu l'occasion de signaler le peu de souci que causait à nos ministres de la guerre le maintien de la discipline de l'armée, antérieurement à la campagne du mois d'août; en voici encore une preuve évidente.

• Le colonel Pletinckx commandant le 1<sup>er</sup> régiment de  
• lanciers se trouvait au château de Berchem, lorsqu'il  
• aperçut le lieutenant Michaux poursuivi par le lancier  
• Casteleyn, la lance en arrêt. Ce cavalier, qui faisait  
• partie ce jour de la garde montante, surexcité par quel-  
• ques verres de genièvre, avait répondu insolemment au  
• lieutenant Michaux, puis, lançant son cheval contre  
• l'officier qui était à pied, il le força à se réfugier dans un  
• estaminet voisin. — Casteleyn s'approcha de la fenêtre  
• et fit feu de son pistolet, mais sans atteindre le lieute-  
• nant Michaux, lequel étant sorti suivit l'avenue pour  
• aller au château. — Épié par le rebelle, il fut chargé  
• et n'échappa qu'au moyen des arbres lui servant de  
• bouclier. — Le colonel Pletinckx sauta par la fenêtre  
• du rez-de-chaussée, courut sur Casteleyn, et, saisissant  
• la bride de son cheval, lui enjoignit de se rendre à la  
• salle de police. — Au lieu d'obéir, Casteleyn dirigea la  
• pointe de sa lance contre la poitrine du colonel, en  
• disant : « *Lâchez la bride de mon cheval, ou je frappe.*  
• — A l'expression du regard, à l'accent de la voix,  
• impossible de se méprendre, cet homme n'aurait pas  
• reculé devant un crime. — Le colonel lâcha la bride,  
• fit amener par son groom, qui l'avait rejoint, un cheval  
• en simple bridon, et apporter un de ses pistolets. — Le  
• sous-lieutenant Callewaert et le maréchal-des-logis  
• Wattel arrivèrent successivement sur le théâtre de cette

« lutte. — Le colonel, bientôt armé d'un pistolet, et  
« monté à cru sur le cheval qu'on lui avait amené, adressa  
« les trois sommations légales à Casteleyn, qui n'en tint  
« pas compte. — « Chargez », dit alors le colonel. — C'est  
« ce que firent le sous-lieutenant et le maréchal-des-logis.  
« Ce dernier reçut un coup de lance à la cuisse, eut son  
« plastron emporté et son sabre lui échappa de la main.  
« — A la suite d'une assez longue lutte, Casteleyn dés-  
« armé et cherchant encore à dégainer, reçut à la nuque  
« un coup de pommeau du sabre du sous-lieutenant Calle-  
« waert, pendant que le maréchal-des-logis, armé du pis-  
« tolet du colonel, menaçait de faire feu. Alors le rebelle  
« se rendit, fut garrotté et écroué à la prison d'Anvers.

« Le conseil de guerre le condamna à la peine de mort.

« Mais le Régent, influencé par les orangistes qui l'en-  
« touraient, fit grâce pleine et entière à Casteleyn, que le  
« ministre de la guerre de Faily renvoya au 1<sup>er</sup> régiment  
« de lanciers pour y continuer son service. »

Une commutation de peine ne suffisait pas à ce gardien naturel de la discipline de l'armée, il fallait grâce complète et le renvoi à son régiment dans lequel il offrait un si bon exemple.

« Le colonel Pletinckx ne pouvait tolérer une pareille  
« impunité, qui devenait une prime donnée à la révolte ;  
« aussi, devant tous les escadrons en armes, il prononça  
« l'exclusion du rebelle. Cet ordre fut exécuté par le maré-  
« chal-des-logis Wattel, aux applaudissements des offi-  
« ciers, sous-officiers et soldats du régiment. » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> *Notice biographique sur le lieutenant-général Pletinckx*, p. 160.

De Failly renvoya à leur corps, au lieu de les disperser dans les divers régiments de cavalerie, dix-sept officiers impliqués au 1<sup>er</sup> régiment de lanciers, dans la conspiration militaire du mois de mars. Ces officiers formaient la majorité aux quatre escadrons. Le colonel Pletinckx, bien qu'il pût compter, d'une manière absolue, sur le personnel subalterne de son régiment, crut cependant devoir déclarer devant le front de la troupe qu'il brûlerait la cervelle, sans distinction de grade, à quiconque se permettrait en face de l'ennemi un mot, un geste de nature à compromettre l'honneur du régiment.

On peut hardiment avancer que le ministre de Failly comptait sur la faim pour amener la dissolution de nos troupes en campagne, puisqu'il mit une invincible obstination à leur refuser les marmites et les bidons nécessaires à la cuisson des aliments qu'elles parviendraient à se procurer, afin de suppléer aux distributions régulières qui faisaient défaut. Il trouva un exécuteur de ses combinaisons machiavéliques chez l'intendant général Ulens, qui, n'organisant aucun service de vivres pour l'armée, contribua largement à sa catastrophe.

Cet état de choses est bien caractérisé dans un rapport officiel dont voici un extrait :

« La 2<sup>e</sup> brigade a commencé à déboucher sur le terrain  
« où l'on devait bivouaquer, vers 9 1/2 heures du soir ;  
« mais la chaleur avait été si grande, et une route de  
« 13 heures, sans repos, avait tellement fatigué nos sol-  
« dats, que la moitié était restée en arrière ; cependant  
« le reste, en arrivant sur le champ où l'on devait camper,  
« se mit en bataille par division et, avec un courage

« admirable, établit ses postes et fit partir ses patrouilles...

« Les soldats sont sans viande et sans pain. *Depuis hier à 8 heures du matin, ils n'ont rien pris. A l'heure où j'écris, rien encore n'est arrivé. Encore une journée comme celle d'hier et il sera impossible de plus rien exiger des troupes.* Il serait de la plus grande nécessité que l'on donnât à la troupe les effets de campement nécessaires, tels que marmites, bidons, etc. Des marmites, car malgré ses distributions, le soldat ne peut pas encore faire cuire sa viande; des bidons, car le soldat pourrait y mettre pour sa marche de l'eau et du vinaigre, et n'irait pas boire à toutes les portes de l'eau froide qui le tue. *D'ailleurs, ces effets existent dans les magasins de Bruxelles et il serait facile de les faire venir.*

« *Le général commandant la 2<sup>e</sup> brigade de l'armée de l'Escaut.*

« CLUMP.

« Corbeek, ce 10 août 1831, à 6 1/2 h. du matin. »

De Faily, entré au ministère le 30 mai, se hâtait d'ordonner à Daine, par dépêche du 1<sup>er</sup> juin, d'établir le camp projeté depuis le mois d'avril, à Mechelen, distant de treize lieues de l'armée de l'Escaut, et laissant à découvert Hasselt et tout le Limbourg<sup>1</sup>.

Dans un conseil des ministres, auquel le général de Tieken avait été appelé, le ministre de la guerre de Faily

<sup>1</sup> Daine au roi sur les opérations de l'armée de la Meuse.

soutenait obstinément que de Tieken avait 25 mille hommes sous ses ordres, tandis qu'il n'en avait que 15 mille.

De Tieken, qui se doutait de ce qui allait se passer en conseil, avait pris avec lui sa situation générale, et celles des chefs de corps à l'appui. De Failly affirmait imperturbablement que la force réelle n'était autre que celle qu'il lui indiquait, et il se trouvait soutenu par ses collègues. Le ministre de la justice Barthélémy prit même plusieurs fois à partie de Tieken, disant qu'il avait tort de maintenir son chiffre, puisque le ministre de la guerre, qui devait bien savoir ce qui en était, lui assurait qu'il avait sous ses ordres 25 mille hommes. — De Tieken exhiba alors les situations partielles de ses chefs de corps. De Failly pâlit beaucoup ; mais, avec sa fourberie naturelle, il dit aussitôt que le général n'ignorait pas sans doute la décision prise dans un précédent conseil de ministres, de lui donner une armée de réserve de 10 mille hommes, pour garder Anvers, dont 2 mille hommes de troupes de ligne et 8 mille gardes civiques, et que cela avait été fait depuis plus de trois semaines. — De Tieken lui répondit que ses situations portaient les troupes dont il avait la disposition, puisqu'elles se trouvaient sous ses ordres, et non des troupes qui n'avaient pas rejoint. — De Failly répliqua qu'il pouvait bien les compter dans son effectif, puisqu'elles étaient en route pour rejoindre. Le ministre de la justice intervenant de nouveau, et disant que le ministre de Failly avait raison, et que les troupes de Tieken s'élevaient bien à 25 mille hommes, puisqu'il y en avait en route qui lui étaient destinées et qui allaient rejoindre, celui-ci, impatienté, lui dit brutale-

ment : « Chacun son métier, monsieur le ministre, mêlons-  
« nous de choses que nous connaissons, et les c.....  
« seront bien gardés. — Si les 10 mille hommes promis,  
« il y a plus de trois semaines, devaient arriver, ils le  
« seraient dès longtemps, car depuis la date de cette pro-  
« messe, ils eussent pu faire le tour de la Belgique tout  
« entière. » <sup>1</sup>

De Tieken, nous en avons acquis l'intime conviction, a été indignement calomnié près du roi Léopold I<sup>er</sup> par la cabale orangiste. Son caractère, malheureusement pour lui, prêtait le flanc à la malignité : franc, loyal, tout dévoué à la Belgique, hostile aux partisans de la maison d'Orange, il déparait ses bonnes qualités par trop de brusquerie et d'irritabilité, travers excusables pourtant, mais dont ses adversaires surent tirer parti contre lui.

A l'approche de l'entrée en campagne des Hollandais, tenir l'armée du général Daine aussi éloignée que possible de celle de Tieken était pour de Faily un sujet de grande préoccupation.

Autre remarque : au début de l'invasion de notre territoire, les employés du ministère de la guerre étaient tenus d'y passer la nuit à tour de rôle, surtout les expéditionnaires. Ils attendaient, couchés sur des paillasses, qu'il y eût quelque ordre à copier. — Pendant une de ces nuits, l'huissier Herssens, attaché au cabinet du ministre de Faily, vint tout effaré dans la salle où se trouvaient ces employés, et leur dit : « *De Faily vient de flir en chaise*

<sup>1</sup> Notice communiquée par L. de Tieken de Terhove, neveu du général et son officier d'ordonnance, en 1831.

*de poste; il a eu soin de brûler tous ses papiers et des brevets qu'il avait préparés. »*

Nous lisons, page 8 du Mémoire adressé au roi par le général Daine, sur les opérations de l'armée de la Meuse : « On disait hautement dans Hasselt que le général de Failly était arrêté. » Quelle que fût la position de celui-ci, et nous la verrons s'éclaircir bientôt, Daine l'écoutait et suivait ses inspirations préférablement à celles du capitaine Capiaumont, officier plein de loyauté et de bravoure, qu'il éloigna de sa personne en lui donnant à commander un bataillon d'infanterie au moment décisif, lorsqu'il mit en retraite ses troupes victorieuses dans les deux combats de Houthalen, le 6 août, et de Kermpt, le 7. — De Failly était si peu arrêté et si peu introuvable, pour Daine au moins, qu'afin d'empêcher ce dernier de sortir de la voie où le prince d'Orange était parvenu à le faire entrer, ce même de Failly s'attacha à Daine en qualité de *volontaire*, à l'armée de la Meuse, où il fut son fidèle Achate et son conseiller intime bien écouté.

Nous étions au 3 août; ministre de la guerre jusqu'à cette date, il ne fallait plus à de Failly que trois jours de patience pour être témoin de la catastrophe qu'il avait attirée sur son pays. Le 6 août, il promenait ça et là ses regards inquiets sur le champ de bataille, voulant voir en personne si les péripéties du drame répondaient bien aux combinaisons que son génie malfaisant avait préparées, de longue main, pour en assurer le fatal dénouement.

Honte à ce ministre, qui, d'accord avec l'ennemi, licencia, au lieu de les mettre en ligne, les miliciens de



1826, l'élite de nos troupes (arrêté du 16 juin 1831), qui appela trop tard pour leur instruction ceux de la classe de 1831 (décret de même date) et les exposa au contact immédiat des Hollandais, sans qu'ils eussent appris à tirer un seul coup de fusil!

Honte à lui, qui laissa nos différentes armes dans l'isolement et l'ignorance la plus complète des manœuvres d'ensemble, propres à former le coup d'œil des généraux et autres chefs de fraîche date, pendant que l'ennemi faisait camper successivement toutes les divisions de son armée, les exerçait au tir et les préparait de son mieux à ouvrir la campagne contre la Belgique!

Et cependant nos soldats étaient braves et pleins d'entrain, et pour les dompter il fallait les exténuer par la faim. Quel autre motif que celui-là aurait empêché le général de Faily de rien préparer, durant son ministère, pour assurer la subsistance des troupes, alors que la reprise des hostilités était si imminente qu'elle n'était plus un mystère pour personne?

De Faily ne pouvait prétexter d'ignorance au sujet du danger qui menaçait la Belgique. Des avertissements lui vinrent de tous côtés. Plusieurs généraux, notamment Tieken de Terhove et Goethals, appelèrent à diverses reprises son attention sur l'urgente nécessité de mettre nos forces militaires en état de résister à la Hollande, dont les préparatifs de guerre étaient formidables. La presse aussi poussait vivement le ministre dont alors, sans doute, elle ne connaissait pas la connivence avec l'ennemi, afin qu'il activât *« le développement de nos forces qui semblait se ralentir. »*

Le journal *le Belge* renouvela ses instances et jeta le cri d'alarme dans son numéro du 2 août :

« Le langage menaçant du *Journal de La Haye*<sup>1</sup> nous  
« semble digne de toute notre attention, dans les circon-  
« stances où nous nous trouvons... Les paroles belli-  
« queuses du prince Frédéric aux troupes du camp de  
« Ryen semblent confirmer que, persistant dans son entê-  
« tement, le roi de Hollande veut recourir à la voie des  
« armes pour soumettre ceux dont il a reconnu l'indé-  
« pendance et qu'il traite encore de rebelles. »

« Voici encore quelques nouveaux passages d'un article  
« de ce journal *que nous recommandons à la lecture atten-*  
« *tive du ministre de la guerre :*

« Le mot décisif est prononcé : *Dans le cas où un prince*  
« *acceptât la souveraineté de la Belgique et en prit posses-*  
« *sion*, sans avoir préalablement accepté les protocoles, ce  
« prince sera placé par cela seul dans une attitude hostile  
« envers le roi et considéré comme un ennemi... »

« La Hollande n'a-t-elle pas cent mille guerriers sous  
« les armes?... »

« Le moment de la crise est arrivé... que M. de Saxe-  
« Cobourg jouisse encore quelques jours de son triomphe ;  
« qu'il joue sur les tréteaux de Bruxelles le rôle d'un roi  
« de comédie ; mais lorsqu'il entendra le canon de la Hol-  
« lande, lorsqu'il aura acquis la conviction que son inau-  
« guration a été le signal de la guerre... »

« Prince de Saxe-Cobourg, il est trop tard ; sans vous

<sup>1</sup> Journal rédigé par Ch. Durand, sous l'inspiration du gouverne-  
ment de Guillaume.

« les affaires de la Belgique eussent été terminées par l'intervention des grandes puissances, et à présent des flots de sang et des larmes couleront en abondance, parce que M. de Saxe-Cobourg a tenté de s'asseoir sur le trône du roi Guillaume. »

« Cet article, nous semble-t-il, *doit révéler au ministre de la guerre et ses devoirs et l'immense responsabilité qui pèse sur lui...* Sans doute les menaces du cabinet de La Haye ne doivent pas nous épouvanter; mais *il importe de se mettre en mesure de prévenir les suites désastreuses que pourrait entraîner une invasion des Hollandais sur une partie de notre territoire...* »

« *Que nos armements, qui semblent se ralentir, soient poussés avec une vigueur nouvelle;* que la Belgique prenne l'attitude qui lui convient; qu'elle réponde à ces insolentes clameurs, à ces fanfaronnades, en montrant sur nos frontières les baïonnettes de nos braves; qu'on se prépare, en un mot, puisque nos moissons vont bientôt être rentrées, à en finir une bonne fois : il en est plus que temps. »

Mais quelle influence avait jamais exercée et pouvait exercer encore l'organe le mieux intentionné de la presse belge, sur l'esprit d'un ministre qui, à la première menace d'une invasion dont lui et ses complices connaissaient toutes les ressources, avait répondu, depuis six semaines déjà, par le licenciement de nos meilleures troupes; qui avait ouvert la voie à l'ennemi, en scindant nos forces en deux corps séparés par un intervalle de treize lieues, de manière à les exposer, sans lien entre eux, à des masses

unies et compactes, et à les faire battre l'un après l'autre; qui alla même jusqu'à empêcher le soldat de préparer sa nourriture, en le privant de ses effets de campement les plus indispensables?

Ils obéissaient à un sentiment plein de patriotisme et de prévoyance ceux qui conseillaient de mettre sans retard nos troupes en bon état de résistance par un armement convenable et des exercices bien gradués jusqu'aux manœuvres d'ensemble; mais les meilleures exhortations ne pouvaient qu'échouer devant la force d'inertie qu'elles rencontraient chez ceux dont l'intérêt consistait à les repousser.

Cette assertion se fonde sur le témoignage même d'un homme qui n'était pas disposé à dire toute la vérité; nous lisons en effet dans le rapport de Daine au roi, page 65 : « Depuis le mois de novembre 1830, l'armée n'a fait « qu'une seule fois l'exercice à feu; le ministère n'a « jamais ordonné le tir à la cible; il en est résulté que « 3 à 4,000 recrues sont entrées dans les rangs de l'armée « de la Meuse, sans avoir jamais tiré un coup de fusil. » Et plus loin, page 67 : « La garde civique de la « province de Limbourg se compose de 6,000 hommes, « mais il n'a été mis à la disposition de M. le gouverneur « que 500 fusils et 5,000 piques. »

L'idée d'opposer des hommes armés de piques aux soldats hollandais armés de fusils, est par trop bizarre. D'ailleurs, la confection ordonnée de 30,000 piques coûtait autant que l'achat de 12 à 15,000 fusils. La dépense fut nécessairement perdue tout entière. Pas une de ces piques ne trouva d'emploi pour repousser l'ennemi; bien

au contraire, il arriva qu'un bataillon de schutters hollandais, ayant découvert 300 piques déposées dans la maison communale d'une localité de la Campine, s'en servit pour cuire la soupe au bivac !

Dès le mois de mars 1831, Goblet étant en fonctions, le ministre des affaires étrangères de France, Horace Sebastiani, parla à M. Le Hon « des forces considérables « que le roi de Hollande avait réunies, du besoin d'y faire « une sérieuse attention, de prendre des précautions, « d'agir avec prudence. La Belgique, disait-il encore, a « des ressources, des richesses, du patriotisme. Son véritable danger est dans un manque total d'organisation « intérieure. »

Ces avertissements, comme bien d'autres, ne furent qu'une lettre morte pour les trois ministres, associés au détriment de leur pays, Goblet, d'Hane et de Failly. Détruire au lieu d'édifier, tel fut leur but. Aux premiers indices de la conjuration militaire, Goblet parlait de réorganisation ; armé de ce prétexte, il accordait leur congé à tous les volontaires qui en faisaient la demande, et chargeait le général Nypels de cette mission, en présence de la crise provoquée par le mouvement orangiste du mois de mars.

S'occupait-on de réorganiser la 1<sup>re</sup> brigade de volontaires, lorsque les officiers de ce corps réclamaient dans les journaux contre le fractionnement de leurs forces à la frontière, contre la privation de leur artillerie, contre leur manque de cartouches, aux avant-postes ? Évidemment non, car prenant le ministre à partie, ils demandaient s'ils étaient destinés à tomber victimes de la trahison, eux, la

portion héroïque du peuple belge, qui, depuis le mois de septembre, avait, sans relâche et victorieusement, poursuivi l'ennemi.

Où était-il allé chercher ses inspirations le colonel Moyard, quand, le 23 mars, après une absence de trois semaines, il rentrait à Hasselt et supprimait d'emblée aux avant-postes les patrouilles et les reconnaissances de la cavalerie dont il avait le commandement? Il revenait de Bruxelles, où il avait eu des rapports très suivis avec le ministre de la guerre Goblet, avec d'Hane et les principales têtes de l'orangisme. Et quel était le mobile de cette étrange conduite? Nul autre que celui de donner la main aux troupes hollandaises, qui allaient marcher jusqu'à leur extrême frontière, dans la direction de Hasselt sous Cort-Heyligers, en même temps que celles de Van Geen s'avançaient vers Anvers. Ces troupes ennemies ne devaient rencontrer aucun obstacle à leur entrée en Belgique, puisque les fauteurs du complot militaire leur en facilitaient l'accès. Le colonel Moyard porta même la précaution jusqu'à supprimer momentanément le mot d'ordre, en gardant devers lui la série du 26 au 31 mars, au lieu de la transmettre aux chefs de la troupe de service aux avant-postes, comme il l'avait fait jusqu'alors. Ceux-ci, pour remplir la lacune, durent composer entre eux une série transitoire.

Que l'on n'objecte pas que le ministre Goblet, étant officier du génie, pouvait ignorer jusqu'où il était urgent de porter remède à cet état de choses. S'il doutait de l'opportunité, il avait près de lui, dans son département, assez d'officiers de troupe à consulter, et s'il ne leur demanda

pas conseil, c'est qu'il avait en vue un tout autre but que celui de se consacrer à la bonne organisation de l'armée qu'il dirigeait.

La négligence de ce ministre donnait lieu à des plaintes fondées : les miliciens du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie, en garnison à Mons, n'étant pas habillés, parcouraient les rues en guenilles et ne faisaient pas l'exercice. Dans les temps ordinaires, disait-on, ce n'est pas tolérable ; à la veille d'une guerre, c'est une insouciance criminelle. Depuis trois semaines, ces hommes offraient à Mons le spectacle de la misère la plus hideuse. L'insubordination surgit du malaise ; une quarantaine d'entre eux, entraînés par quelques agitateurs, forcèrent la consigne à la porte du Parc, avec l'intention de désertre. Déjà ils étaient parvenus à 3/4 de lieue de Mons, lorsque, écoutant de meilleurs conseils, ils rentrèrent, accompagnés d'un rassemblement nombreux. Cet incident se présenta le 3 avril 1831, dans ces moments agités où les esprits se prononçaient si fortement en Belgique pour la reprise des hostilités, qu'il semblait, suivant les expressions du général Belliard, « qu'il n'était plus possible de donner l'assurance de conserver la tranquillité pendant une quinzaine de jours ».

Chacun sentait en effet qu'il valait mieux recommencer immédiatement la guerre que de laisser aux Hollandais le temps d'achever leurs préparatifs. Mais tandis que, en vue d'une entrée en campagne longuement préméditée, ceux-ci prenaient des mesures marquées au coin de l'activité, de l'élan et de l'intelligence, nos ministres s'endormaient dans une coupable inertie, laissant s'énervier l'autorité par l'introduction de l'indiscipline, comme au 1<sup>er</sup> régiment de

lanciers à Berchem, favorisant même la désertion par le dénûment des miliciens, comme à Mons.

Lorsqu'il ne fut plus possible de nier les symptômes d'une irruption prochaine, le gouvernement, cédant enfin à la pression de l'opinion publique, tenue en éveil par l'Association nationale, décida qu'il serait fait un appel immédiat aux volontaires pour servir jusqu'à la paix.

C'est ainsi que le peuple belge animé du plus vif patriotisme, ayant donné des preuves éclatantes de bravoure, fort par le chiffre de sa population, se trouva, à l'heure du danger, sur le champ de bataille, sans ressources pour résister à l'ennemi !... Phénomène étrange, mais qui s'explique par la façon dont certains hommes comprirent notre organisation militaire, qu'ils parvinrent à paralyser dans tous ses rouages, afin de nous précipiter au devant d'un adversaire, aussi sûr de ses coups que des endroits où il devait frapper.

Grand fut l'étonnement du roi Léopold lorsque, à la dénonciation de l'armistice par les Hollandais, il constata l'énorme différence existant entre le nombre de troupes immédiatement disponibles contre l'ennemi et le chiffre qu'elles devaient, d'après les indications que lui avait données son ministre de la guerre, de Failly. S. M. ne pouvait pas davantage se rendre compte de la dislocation si vicieuse de nos troupes, dont l'emplacement semblait choisi de telle manière que, si le général ennemi l'avait déterminé lui-même, il n'en aurait pu trouver de plus avantageux au succès de son invasion.

Quand il s'aperçut que nos troupes en campagne manquaient de tout moyen de pourvoir à leur subsistance, dès



que la moindre concentration épuisait les faibles ressources locales ordinaires, le roi Léopold se montra profondément indigné contre son ministre de la guerre; il eut avec lui, entre Malines et Waelhem, une conversation fort animée, à la suite de laquelle la destitution de Faily fut rendue publique. — L'infamie dont se couvrit ce ministre aux yeux de Léopold triompha de la longanimité exemplaire de S. M., qui plus tard resta sourde lorsqu'il s'agit de l'enterrer avec les honneurs militaires.

De Faily demanda à se rendre au camp de Schilde au quartier-général de Tieken, qui le reçut très mal et le renvoya immédiatement, disant qu'il n'avait aucun besoin de lui et qu'il ne voulait pas de traître à son quartier-général.

De retour à Malines, au quartier-général royal, de Faily demanda et obtint l'autorisation d'aller rejoindre le général Daine à l'armée de la Meuse, afin sans doute de veiller à ce qu'il la dirigeât de façon à assurer le succès de l'ennemi.

Le journal *le Belge* du 5 août 1831 dit : « Le ministre de la guerre a reçu hier sa démission du roi. — Cette nouvelle a été accueillie avec la plus vive satisfaction.

« On assurait que M. le comte d'Hane, aide de camp du roi, serait appelé à remplacer M. de Faily, qui est parti cette nuit à 3 heures pour Anvers, où il va prendre un commandement sous les ordres du général de Tieken de Terhove. »

Le même journal ajoute :

« Depuis plusieurs mois, nous n'avons cessé de répéter au ministère de la guerre de se mettre en mesure de repousser les attaques de la Hollande; depuis plusieurs

« mois nous n'avons cessé de redire qu'il importait au salut de la Belgique de prendre une attitude imposante sur nos frontières, si nous voulions forcer nos ennemis à renoncer aux projets hostiles qu'ils méditaient en secret et qu'ils réaliseraient à la première occasion favorable.

« Comment a-t-on répondu à nos observations ? — On nous a accusés d'être des alarmistes, des agitateurs, des brouillons, et voilà la guerre qui éclate ! — Nos frontières dégarnies sont envahies par les ennemis ! — Eh bien ! vous qui n'avez su que nous accuser, nous accabler d'outrages, parce que nous vous demandions de vous montrer forts, justifiez-vous, maintenant que nos tristes prévisions se réalisent, des graves reproches que le pays est en droit de vous adresser.

« Une immense responsabilité pèse sur vous, vous serez forcé, nous l'espérons du moins, d'expliquer pourquoi vous avez repoussé tous ces braves volontaires qui offraient leurs services jusqu'à la paix.

« Vous serez forcé d'expliquer pourquoi vous n'avez pas élevé des travaux de fortifications sur les points les plus exposés à une attaque.

« Vous serez forcé d'expliquer pourquoi vous laissiez inutilement dans les garnisons une foule de braves soldats, tandis que nos frontières étaient menacées par l'ennemi et se trouvaient sans défense.

« Vous serez forcé d'expliquer pourquoi des positions aussi importantes que Calloo, Capitalen Dam, le Verlaet avaient à peine quelques hommes pour leur garde, de manière que ces postes sont tombés au pouvoir de l'ennemi, aussitôt qu'il s'y est présenté.

« Tant de fautes graves ont mécontenté profondément  
« la nation, dont elles ont compromis les intérêts et même  
« l'avenir. — Un cri d'indignation s'échappe de toutes les  
« bouches, et n'est malheureusement que trop légitimé  
« par tout ce qui vient de se passer aux frontières.

« Il est temps, il est plus que temps que l'impéritie cesse  
« de nous faire autant de mal que pourrait nous en faire  
« la trahison.

« Il est temps, il est plus que temps que l'on imprime  
« au ministère de la guerre une marche vigoureuse, qui  
« réveille l'enthousiasme dans les âmes et qui puisse  
« développer les immenses ressources que le pays possède,  
« non seulement pour repousser nos ennemis, mais pour  
« les mettre à jamais hors d'état de nous nuire. »

Goblet, durant qu'il exerçait les fonctions de ministre de la guerre, fit fleurir les conspirations militaires dont l'Association nationale arrêta l'essor.

D'Hane continua d'agir contre le gouvernement qu'il servait ; il avait pour excuse que le chef de l'État, le Régent, dont il était l'aide de camp, figurait parmi ses complices. Mais son propre aide de camp, Charles de Meurs, homme d'honneur, loyal officier, avouait que, dans les hautes fonctions que remplissait son général, la trahison de celui-ci était un vrai scandale, mais que, devant une pareille indignité, lui-même devait se taire.

De Failly complétant l'œuvre, présida au dénouement de la trame. En effet, lorsque le prince d'Orange envahit la Belgique à la tête de 36,000 hommes et 72 canons, nous ne pouvions lui opposer que 25,000 hommes et

48 canons, divisés en deux corps, trop éloignés entre eux pour que l'un ne fût pas écrasé par toute la masse de l'ennemi, avant que l'autre pût le soutenir<sup>1</sup>.

Fatal et déplorable dénouement ! Par quel excès de confiance fûmes-nous conduits à remettre la direction de notre état militaire aux mains d'un triumvirat perfide, qui conspira la perte de la Belgique et la frappa dans ce qu'un peuple a de plus cher : son honneur et sa fortune !

Goblet était attaché au prince d'Orange par les liens les plus solides, ceux de la reconnaissance et de l'amitié. Nous avons relaté, d'après l'historien Th. Juste, les détails de son voyage en Russie ; nous avons fait connaître sa persistance à maintenir à Anvers le général Van der Smissen, qui conspirait pour ainsi dire ouvertement en faveur du prince d'Orange. D'Hane et de Faily, de leur côté, ne donnèrent que trop de preuves d'attachement à la maison d'Orange.

« Est-il étonnant, après cela, que, possesseur des pièces  
« compromettantes qu'il avait entre les mains, le prince  
« d'Orange eût les moyens de transmettre ses ordres, en  
« Belgique, sans crainte d'être désobéi ? Si, comme j'ai  
« lieu d'en être persuadé, le nombre des initiés était  
« restreint, en revanche, il comprenait la plupart de ceux  
« qui pouvaient par leur position paralyser l'élan du  
« patriotisme et entretenir la confusion dans l'armée  
« belge. »<sup>2</sup>

<sup>1</sup> Général KNOOP, p. 26.

<sup>2</sup> *Histoire des événements militaires et des conspirations orangistes de la révolution en Belgique*, rédigée d'après les mémoires du général Niellon. — Bruxelles, 1868, p. 276.

« Tels furent les effets de la combinaison convenue  
« d'avance avec le prince d'Orange et les partisans qu'il  
« avait jusque dans le cabinet du roi Léopold, comme  
« quatre mois auparavant ces mêmes partisans méditaient,  
« jusque dans le cabinet du Régent, la défection qui devait  
« jeter le pays dans les malheurs d'une restauration ou  
« d'une guerre civile. » <sup>1</sup>

« Dans la nuit du 4 au 5 août, les généraux de Failly,  
« Goblet et d'Hane se réunirent en conseil à l'hôtel du  
« Département de la guerre. » <sup>2</sup>

A ce moment, sans doute, furent concertées entre eux les mesures fatales qui précéderent notre défaite.

De Failly, en sa qualité de ministre de la guerre, avait, dans la journée du 4, expédié à Daine deux dépêches. <sup>3</sup> La première transmettait l'ordre du Roi de rapprocher l'armée de la Meuse de l'Escaut. La seconde dépêche changeait cette disposition et prescrivait à Daine de porter son quartier-général à Hechtel et d'y concentrer l'armée de la Meuse, chargée de détruire les troupes qui chercheraient à s'emparer de Venloo.

En résumé, le général Goblet, au lieu d'exiger comme ministre de la guerre, au mois de février 1831, la prompte punition des révoltés du bataillon d'Ernest Grégoire, semblait favoriser leur anarchique effort, puisqu'il ne fit pas juger et exécuter sur le champ ces militaires coupables, pris les armes à la main, dans leur rébellion contre le

<sup>1</sup> *Histoire des événements militaires et des conspirations orangistes de la révolution en Belgique*, p. 273.

<sup>2</sup> Daine au roi, p. 8.

<sup>3</sup> Daine au roi, p. 42 et 41, n° 16 et n° 15 des pièces justificatives.

gouvernement belge. Le même ministre, bien qu'informé de ce qui se préparait à Bruxelles et à Anvers, en mars 1831, refusa la demande officielle qui lui fut faite de déplacer le général Van der Smissen et le major Peters, commandant de la place, tous deux meneurs avérés du mouvement militaire en préparation pour restaurer la maison d'Orange en Belgique. Enfin, le 12 août 1831, il insista avec force pour décider Tieken de Terhove à rentrer avec l'armée de l'Escaut dans Louvain, pour la faire cerner de nouveau par les masses hollandaises triples en nombre, du milieu desquelles de Tieken était parvenu à la retirer.

En ce qui concerne le général d'Hane de Steenhuyse, le 2 février 1831, il ne fit rien pour secourir à Gand le gouverneur de la Flandre orientale, attaqué jusque dans son cabinet par la troupe du lieutenant-colonel Grégoire. Malgré le bruit du canon et de la fusillade qu'il entendait du *Café des Arcades*, place d'Armes, tout près de l'hôtel du Gouvernement provincial, il continua paisiblement son déjeuner, quoiqu'il pût disposer de son régiment consigné à la caserne. Le 25 mars 1831, étant ministre de la guerre, il accueillit très mal le capitaine de Ryckholt, qui, après avoir été un des principaux obstacles à la réussite du complot militaire d'Anvers, était venu annoncer à lui et au Régent l'avortement de ce complot.

Quant à de Failly, il trompa la Belgique dont il était le ministre de la guerre, en lui faisant croire qu'elle disposait d'une force militaire en état de résister à l'ennemi, tandis que le contraire était vrai. Ce ministre licencia définitivement la classe de 1826, composée de nos meilleurs et

plus vigoureux soldats, au moment où la reprise des hostilités était décidée par le roi Guillaume, et il appela la levée de 1831 qui fut mise en première ligne en contact avec l'ennemi, après une si courte instruction qu'elle ne savait pas même se servir de ses armes. La faute la plus grave qu'on puisse reprocher à ce ministre, c'est le fractionnement en deux corps de nos faibles forces, de manière que le vide laissé entre eux assurait un passage ouvert et libre aux opérations de l'ennemi.

Après tout ce que l'on savait de de Faily, quoi d'étonnant qu'il fût non seulement en butte à l'animadversion publique, mais que sa présence aux portes de Bruxelles fût considérée comme dangereuse. Le général de Faily habitait sur les bords du canal de Willebroeck, au Marly, une maison de campagne, devant laquelle passaient chaque jour les diligences Van Gend et Loos, allant de Bruxelles à Amsterdam. Après les événements du mois d'août 1831, la police prit l'éveil à son égard. Un soir, au moment où il rentrait chez lui, un coup de fusil fut tiré, sans intention de l'atteindre, mais pour l'effrayer. — Le moyen réussit : le lendemain, de Faily partit pour ne plus revenir. L'hôte d'un petit cabaret : *het Leemen-Huysken*, situé tout près de l'habitation de ce général, dit plus tard que c'était lui qui avait tiré ce coup de fusil, à l'instigation de M. François, chef de la police belge. Quelque temps après qu'il se fut retiré de l'armée belge, le général baron de Faily acheta une très belle propriété à Strythem, entre Bruxelles et Ninove, propriété que sa famille habite encore aujourd'hui dans la belle saison.

De Faily et Daine réussirent, en les affamant, à dompter

le courage de leurs soldats et réservèrent pour les Hollandais les ressources alimentaires dont ils privaient nos troupes.

Il résulte de la déposition de l'intendant Lecomte, faite le 30 août 1831 devant la Commission d'enquête à Liège, qu'arrivé le 5 à l'armée de la Meuse, il se présenta à son chef l'intendant Dufaure, qui lui dit qu'il n'y avait aucun marché de vivres pour l'armée, que le contrat passé pour le camp avec M. Teuwens ne prenait cours que du 12 août et attendait encore l'approbation du département de la guerre. Sur l'observation de M. Lecomte, que cela n'était bon que pour l'avenir, qu'il fallait songer au présent, l'intendant en chef répondit qu'il allait passer avec M. Teuwens un marché d'urgence dont il espérait l'acceptation.

L'incurie de l'intendant en chef de l'armée de la Meuse, Dufaure, allait à tel point que, quand son subordonné Lecomte lui demanda s'il avait pris connaissance de ce que contenaient les magasins de l'entrepreneur, il reçut une réponse négative. L'intendant Lecomte alla visiter ces magasins et obtint de Teuwens la confection immédiate de 12 mille pains dans la nuit et la journée du 7 août. Sans l'initiative de M. Lecomte, ce pain, même distribué en faibles proportions le 7, eût totalement fait défaut à la troupe. Neuf mille rations de pain restaient en magasin à l'entrée des Hollandais, et les étables des distilleries contenaient plus de 1,500 têtes de bétail.

Daine voulait affamer ses soldats, car, en notifiant à l'intendant en chef de son armée la reprise des hostilités, il s'était contenté par sa dépêche du 3 août 1831, n° 1872,



de lui prescrire de tenir prête une distribution pour 4 bataillons.

De son côté, comment agissait au département de la guerre l'intendant général Ulens ? A ce moment de crise suprême, il décida que l'entrepreneur n'était pas tenu de fournir ailleurs qu'au camp de Zonhoven ; que l'intendant en chef Dufaure *devait faire appel au patriotisme de cet entrepreneur, et que, si ses instances étaient sans résultat, il continuerait à faire nourrir les hommes, comme par le passé, chez l'habitant, à raison de 35 cents!!!*<sup>1</sup> Amère dérision ! faire nourrir chez l'habitant les troupes attaquées par l'ennemi ! Une telle mesure, émanée du département de la guerre, est la preuve la plus significative de la volonté bien arrêtée de rendre le triomphe de l'ennemi aussi facile que certain.

Nous terminons ces considérations sur le ministre de la guerre de Faily en reproduisant, avec quelques autres données officielles, la lettre sévère qui lui fut écrite par ordre du roi Léopold :

Quartier-général de Louvain, le 7 août 1831, à midi.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez adressée pour m'annoncer votre arrivée au quartier-général de l'armée de la Meuse ; en ayant donné connaissance à Sa Majesté, Elle m'a témoigné toute sa surprise et son mécontentement de

<sup>1</sup> Archives de la Commission d'enquête. Interrogatoire de M. Dufaure, intendant en chef de l'armée de la Meuse, le 1<sup>er</sup> septembre 1831.

voir que son ordre dont vous étiez porteur n'a pas été ponctuellement exécuté, ordre de l'exécution duquel dépend le succès de l'opération qui se fait en ce moment, et que vous ne pouvez ignorer vous-même, puisque l'on vous avait fait connaître les vues du roi, qui attend de vous, comme chef d'état-major, que l'exécution retardée aura lieu sur le champ, et persuadez-vous bien, Général, que le ravitaillement de Maestricht n'est en ce moment qu'un objet très secondaire.

*Le Ministre de la guerre ad interim,*  
CONST. D'HANE.

*A Monsieur le général de Failly,*  
*chef d'état-major de l'armée.*

Le général de Failly, se voyant sans doute menacé par les conséquences de la grave responsabilité qui pesait sur lui ensuite de son étrange gestion du ministère de la guerre, demanda par lettre de même date (7 août, la journée de Kermpt) que Sa Majesté daignât lui accorder la démission de tous grade et fonctions.

Hasselt, 7 août 1831.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Après avoir employé tous les moyens de persuasion pour engager le général Daine à obtempérer aux ordres que vous m'aviez chargé de lui transmettre, n'ayant pu y réussir, j'ai l'honneur de vous informer que je ne puis

rester dans une armée où je n'ai pas la confiance du chef et, par conséquent, je n'aurai pas celle de l'armée...

Je n'ai d'autre parti à prendre dans cette circonstance que de vous prier de demander à S. M. qu'elle daigne m'accorder ma démission de tous grade et fonctions. Je lui demanderai seulement la permission de servir comme volontaire, sans fonction aucune dans l'armée où je suis, jusqu'à ce que la tranquillité soit assurée à mon pays.

Je me trouverais heureux si vous vouliez assurer un sort à mon aide de camp, M. Raikem, qui mérite à tous égards la bienveillance de S. M.

Baron DE FAILLY.

*A Monsieur le Ministre de la guerre.*

Cette correspondance ne paraît à nos yeux qu'une simple comédie. Deux jours plus tard, le 9, de Faily écrivait à son compère d'Hane, qu'il qualifiait de « mon cher général, » malgré les récents reproches reçus de lui, une nouvelle lettre. Elle se trouve imprimée dans le Mémoire justificatif de Daine, page 74; nous en avons fait mention déjà. Elle avait pour but de le maintenir dans le commandement de l'armée de la Meuse qu'il avait ramenée à Liège en un si pitoyable état.

Bientôt après, de Faily parvint à se soustraire à l'interrogatoire que voulait lui faire subir la Commission d'enquête sur l'allégation contenue dans sa lettre du 7, au sujet du refus du général Daine d'obtempérer aux ordres qu'il avait reçus.

Comme explication, voici la lettre du ministre de la guerre, Ch. De Brouckere :

Bruxelles, le 22 août 1831.

MESSIEURS,

En vous remettant ci-joint copie d'une lettre adressée au général Daine par le général d'Hane, et datée du quartier-général de Louvain, le 7 août 1831, à midi, j'ai l'honneur de vous informer que l'officier qui en était porteur, n'ayant pu remplir sa mission, cette lettre a été remplacée par une pièce aussi précise mais plus courte encore, que, d'après les ordres du roi, j'ai adressée au général Daine, et que j'ai signée. Elle lui a été remise le soir même, très tard. M. Annay, géomètre du cadastre, qui en était porteur, a obtenu un reçu du sous-intendant Lecomte; le lendemain, à 5 heures du matin, il a été reçu par le général et a obtenu pour réponse : « Je ne puis obéir, je suis cerné. »

*Le Ministre de la guerre,*  
DE BROUCKERE.

*A MM. les membres de la Commission d'enquête,  
à Bruxelles.*

Quartier-général de Louvain, le 7 août 1831, à midi.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Le roi ne peut assez vous témoigner son mécontentement pour la non exécution de l'ordre de marche qui vous a été

remis par le général de Failly; je suis chargé de vous prévenir de la part de S. M. qu'Elle attend de vous que vous obtempériez sur le champ à cet ordre. Vous laisserez seulement à Zonhoven le plus de gardes civiques possible pour cacher votre mouvement à l'ennemi qui est à Houthalen. Je ne puis trop vous le répéter, Monsieur le Général, de la prompte et exacte exécution des ordres précités dépend le succès de l'opération qui se fait en ce moment, et à côté de laquelle le ravitaillement de Maestricht n'est qu'un objet très secondaire.

*Le Ministre de la guerre ad interim ,*  
CONST. D'HANE.

*A Monsieur le général Daine,  
commandant de l'armée de la Meuse.*

Le nouveau ministre de la guerre De Brouckere tenait, comme de raison, à savoir pourquoi le général Daine avait, d'après le dire du général de Failly, refusé de marcher sur Diest.

N° 416, Ind.

Bruxelles, le 12 septembre 1831.

—  
MINISTÈRE

de la  
GUERRE.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

J'ai reçu exactement jusqu'à ce jour les interrogatoires que m'adresse journellement la Commission d'enquête, et je vous prie de continuer à me tenir régulièrement au courant de ses travaux. Mais indépendamment de ces interrogatoires, il sera urgent, lorsqu'ils seront terminés, que

la Commission m'adresse un rapport général de toute l'instruction de cette affaire, avec son opinion motivée des faits sur lesquels elle informe.

Il sera également nécessaire, à votre retour à Bruxelles, que M. de Failly soit interrogé relativement au refus du général Daine d'obtempérer aux ordres qu'il avait reçus, refus que M. de Failly a fait connaître par une pièce adressée au roi.

Je saisis cette occasion pour inviter la Commission à continuer à mettre dans son travail toute l'exactitude et la célérité possibles.

*Le Ministre de la guerre,*  
DE BROUCKERE.

*A Monsieur le général de division de Wautier,  
président de la Commission d'enquête, à Liège.*

A cette dépêche le président de la Commission d'enquête répond :

Bruxelles, le 20 septembre 1831.

MONSIEUR LE MINISTRE,

La Commission d'enquête reçoit à l'instant la dépêche dont vous l'avez honorée le 12 septembre courant sous le n° 416; son travail d'information aurait pu être terminé aujourd'hui si M. le général de Failly avait comparu; mais il est en retard de satisfaire à l'invitation qu'il a reçue à cette fin.

La Commission aura l'honneur, Monsieur le Ministre,

de vous remettre son rapport dans le plus court délai possible.

Elle a tâché d'apporter dans son travail tous les soins et toute la promptitude dont il était susceptible.

Il est à regretter que M. le général de Failly, par son défaut de comparaitre, entrave les opérations de la Commission.

Le Général de division,  
*Président de la Commission d'enquête,*  
Le chev. DE WAUTIER.

*A Monsieur le Ministre de la guerre, à Bruxelles.*

Dans une autre lettre, sous la même signature, nous trouvons ce qui suit :

« .... Elle (la Commission d'enquête) a aussi l'honneur  
« de vous informer, Monsieur le Ministre, que M. le gé-  
« néral de Failly, qu'il eût été essentiel d'entendre, n'a  
« pas cru devoir déférer à l'invitation qui lui a été faite à  
« cet effet. Il a néanmoins été donné par M<sup>me</sup> de Failly  
« un reçu de la dépêche de la Commission.

« Si les renseignements à fournir par cet officier général  
« doivent se trouver à l'information, il est donc devenu  
« nécessaire qu'il vous plaise, Monsieur le Ministre, de  
« fournir à la Commission les moyens de les obtenir. »

En marge de cette dépêche, les mots : *Consulter aujour-  
d'hui même l'auditeur général*, se trouvent écrits de la  
main du ministre de la guerre, Ch. De Brouckere.

Mais l'auditeur général était indulgent pour les oran-

gistes, et c'est peut-être vers cette date que fut tiré par le cabaretier du *Leemen-Huysken* le coup de fusil qui fit prendre la fuite à de Failly, resté en défaut de compa-raitre, parce qu'il n'osait pas soumettre sa conduite aux investigations de la Commission d'enquête.

Nos dangereux orangistes réussirent à sauver les apparences aux yeux du public, qui reçoit d'ordinaire les impressions sans en rechercher les causes. Se rejeter l'un à l'autre le fait de la trahison devint plus tard la tactique habituelle des coupables. Mêlant à propos un autre nom dans leurs discours, ils détournaient sur un tiers toute imputation à leur adresse ou à celle de leurs amis. Ils parvenaient ainsi à faire croire, pour chacun d'entre eux, qu'il n'y avait pas lieu de chercher un cas réel de culpabilité là où il semblait s'être produit. C'étaient gens très adroits et bien en position de se défendre.

Daine, en effet, après avoir dit que l'incurie et l'ignorance du ministère avaient placé l'armée de la Meuse dans une fausse position <sup>1</sup>, ajoute : « Les seuls vrais coupables du crime de lèse-nation rejettent sur le général Daine et sa jeune armée la non réussite de la campagne. » <sup>2</sup>

Quels sont *ces seuls vrais coupables du crime de lèse-nation*, sinon ceux qui, au mois de mars, avaient rejeté avec la même habileté sur le général Van der Smissen la conspiration tramée dans notre armée?

« Quelle était l'unique cause de la *défiance et de l'agitation sourde qui régnaient dans l'armée?* » <sup>3</sup> C'était cette

<sup>1</sup> Daine au roi sur les opérations de l'armée de la Meuse, p. 2, et au bas de la p. 5.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 2. — <sup>3</sup> *Ibid.*, p. 5.



douloureuse réflexion née de la même conspiration du mois de mars : Ceux qui trahissent la Belgique commandent son armée.

« Un esprit de vertige et une insouciance extraordinaire  
« s'étaient emparés des hommes chargés de l'administra-  
« tion de la guerre. »<sup>1</sup>

Ce que Daine qualifie de vertige et d'insouciance extraordinaire au ministère de la guerre, n'était en réalité qu'entente avec l'ennemi, et cette entente ramène toujours fatalement à l'esprit l'idée des millions dépensés par la Hollande pour l'obtenir.

C'est avec un profond sentiment de regret que nous voyons la considération dévolue aux hautes charges acceptées par trois de nos premiers ministres de la guerre se déparer au point qu'elle dégénère en mépris pour leurs personnes, par le fait de la duplicité avec laquelle ils remplirent les devoirs inhérents à leur position. Les termes manquent pour qualifier la conduite de ces personnages qui firent un coupable abus de l'autorité dont ils étaient investis. Quoi de plus déloyal, en effet, que d'arborer les couleurs de son pays et de s'abriter derrière son drapeau, pour mieux renverser un gouvernement qui rémunérait avec un confiant abandon des services consacrés à une cause ennemie?

Près de ces trois ministres, il valait mieux, disait-on, publiquement, si l'on voulait obtenir quelque faveur, avoir bien servi le roi Guillaume qu'avoir bien servi la Belgique.

<sup>1</sup> Daine au roi sur les opérations de l'armée de la Meuse, p. 5.

Combien était criminelle la conduite de plusieurs des principaux chefs de notre armée qui pactisaient avec l'ennemi en vue de son triomphe ! A moins de fermer obstinément les yeux à l'évidence, la culpabilité n'est pas niable. N'a-t-elle pas été officiellement démontrée à la Chambre des représentants dans l'exposé des motifs du projet de loi déposé le 15 juin 1871<sup>1</sup>, par l'honorable Barthélemy Dumortier, exposé dans lequel nous lisons en effet :

« ..... Mais c'est au ministère de la guerre que la conspiration avait son siège et qu'elle organisait tout pour préparer le retour du prince d'Orange par la défaite, la honte et l'humiliation de la patrie. Le plan de la conspiration était machiavéliquement conçu :

« Placer tous les généraux traîtres dans les centres orangistes, où ils pouvaient facilement comploter et se mettre à la tête du mouvement de la conspiration ;

« Dégoûter les généraux patriotes en leur refusant tout ce qui était nécessaire à la défense, à l'habillement, à la nourriture, à l'équipement, à l'armement et au munitionnement de leurs soldats ;

« Fatiguer, dénigrer et dégoûter, par tous les moyens, les volontaires pour s'en débarrasser ; les éparpiller pour les empêcher de se concentrer ;

« Créer deux armées, l'une de la Meuse, l'autre de l'Escaut, représentant l'aile droite et l'aile gauche du front de bataille, et ne pas avoir ni un soldat ni un

<sup>1</sup> Projet de loi accordant une pension à la veuve du général Niellon.

« canon au centre, de manière à ouvrir au prince d'Orange  
« la voie facile de la capitale ;

« Employer tous les fonds votés au Congrès pour tra-  
« vaux de campagne à réparer les forteresses qui bordent  
« la France et, tandis que l'armée ennemie était mena-  
« çante à nos portes, ne pas employer un sou à des  
« ouvrages de défense ou à des travaux de campagne et  
« d'inondation destinés à arrêter l'invasion ennemie.

« Au moyen de cette organisation machiavélique ,  
« tout était préparé pour ramener le prince d'Orange à  
« Bruxelles... »

Voilà le résumé exact de ce que la Belgique eut à subir.



## CHAPITRE IX

### DAINE & L'ARMÉE DE LA MEUSE

---

**LE GÉNÉRAL DAINE, COMMANDANT L'ARMÉE DE LA MEUSE, GAGNÉ PAR LE PRINCE D'ORANGE, EMMÈNE DE HASSELT A LIÈGE SES TROUPES VICTORIEUSES DANS DEUX COMBATS, ET LAISSE L'ARMÉE DE L'ESCAUT SEULE AUX PRISES AVEC LA MASSE DES FORCES DU PRINCE D'ORANGE.**

Les très rares défenseurs de la probité politique du général Daine émettent en sa faveur un seul argument : son incapacité. — Mais ils perdent de vue que, dès le temps de l'empire, Daine avait commandé un régiment d'infanterie, et que, jusqu'à la chute de Napoléon, il prit part à des guerres incessantes. Il possédait donc, nul ne peut le nier, à défaut de véritables connaissances militaires, la routine, l'habitude du mouvement des troupes, le maniement des bataillons de son régiment, dans la brigade et la division dont il faisait partie, le coup d'œil et le

tact militaires, fruit d'une expérience pratique longuement acquise. Était-il donc si difficile à Daine de profiter de tout cela pour faire prendre à quelques bataillons, devant l'ennemi et durant la marche, des dispositions convenables ?

Ce n'est pas à l'incapacité, mais bien au mauvais vouloir prémédité qu'il faut attribuer les opérations fautives du commandant de l'armée de la Meuse. Il fut assez savant pour commettre des fautes calculées, et s'il les commit, avec conscience de ce qu'il faisait, c'est qu'il s'entendait avec l'ennemi, qui lui avait imposé son rôle. Ce rôle, il ne le remplit que trop bien à l'avantage de celui-ci, mais non au sien propre, puisqu'il ne toucha pas le prix de son entente déloyale, malgré le désastre qu'il parvint à infliger à son armée deux fois victorieuse. La chute de Daine ne fut pas le résultat de son impuissance, mais du fait avéré de sa trahison.

L'incapacité se mesure à divers degrés : Prendre par ignorance des dispositions fautives n'est, chez un général, qu'une impéritie, dont la responsabilité incombe à ceux qui lui ont confié un commandement au dessus de ses forces ; mais faire prendre à ses troupes les dispositions les plus favorables au succès de l'ennemi, c'est de la trahison pure, et les opérations de Daine, le 6 août à Houthalen, le 7 à Kermpt, et le 8 dans sa retraite de Hasselt à Liège, étaient toutes trois de même nature, puisqu'elles devaient avoir pour conséquence cette désastreuse retraite, ressemblant à une fuite, dans laquelle son armée, non poursuivie mais démoralisée, tourna le dos à l'ennemi qu'elle venait de vaincre dans deux rencontres. La démoralisation de cette brave armée provenait uniquement de la

trahison de son général. « Le représentant de Robaulx se trouvait à Liège, au moment où les fuyards du corps du général Daine y arrivaient pêle-mêle, dans la plus grande confusion, criant qu'ils étaient trahis. »<sup>1</sup>

Voici comment s'exprime, le 8 août au matin, sur la situation de l'armée de la Meuse, le colonel qui, par son rang d'ancienneté, se trouvait appelé à remplacer le général, si celui-ci venait à manquer à l'armée, et auquel des officiers de toutes armes, indignés de la manière dont elle était conduite, vinrent offrir, à deux reprises, d'en prendre le commandement.

« Je voyais une armée sans vivres, sans ordre, sans ensemble, sans chef. Je n'apercevais que découragement, méfiance... J'entendais des officiers supérieurs murmurer... et je ne connaissais rien ni des ordres reçus ni des ordres donnés. Un mouvement rétrograde s'opérait, sans qu'on en connût l'utilité. — Tout le monde m'interrogeait, je n'avais de réponse pour personne...

« L'armée se dirigeait sur Tongres; tout allait pêle-mêle : voitures, chevaux de main, fourgons, etc. J'en fis l'observation au général qui me répondit qu'il les ferait filer de Cortesse; mais avant d'y être arrivés, la panique s'empara de l'arrière-garde, puis d'une partie de l'armée : bientôt la confusion se communiqua de proche en proche, par suite du manque d'ordre et de précaution. »<sup>2</sup>

<sup>1</sup> BELLIARD, t. II, p. 290.

<sup>2</sup> Réponse du colonel L'Olivier aux faits qui lui sont personnels dans le rapport du général Daine, p. 5.

Daine remplissait le rôle dont il était convenu avec le commandant des forces ennemies.

Le roi Guillaume, en faisant entrer son armée en Belgique et attaquer les Belges, le 2 août 1831, était assuré du succès de ses armes, car il avait acheté, au prix d'un demi-million de francs, la trahison du général Daine commandant l'armée de la Meuse. L'auteur tient d'un de ses amis, le baron Jacques Behr, que, faisant, à la fin de l'année 1836, un voyage de plusieurs jours, en voiture et en tête-à-tête avec John Cockerill, le chef de l'établissement de Seraing, tout dévoué par reconnaissance au roi Guillaume, la conversation tomba sur les causes de la révolution de 1830 et les chances de restauration qu'avait eues la maison d'Orange. M. John Cockerill dit au baron Jacques Behr qu'avant l'ouverture de la campagne de 1831, cinq cent mille francs avaient été déposés chez lui à Seraing, pour les remettre *sans reçu au général Daine*, dès que la ville de Liège serait rentrée au pouvoir de l'armée hollandaise. — Cette somme demeura sans emploi, bien que l'ordre eût été envoyé de Louvain par le général d'Hane de Steenhuyse, ministre de la guerre *ad interim*, et remplissant les fonctions de chef d'état-major général près du roi Léopold, au général Daine, de ramener par Namur et à marche forcée les débris du corps sous ses ordres, afin de les réunir à l'armée de l'Escaut.

La nuit portant conseil, Sa Majesté modifia dès 8 heures du matin, le 10 août, l'ordre qui prescrivait l'abandon de Liège par l'armée de la Meuse, abandon auquel, mal renseignée sans doute, Elle avait consenti la veille, à 10 heures

du soir. En dernier lieu, par l'envoi à Liège de son aide de camp, Ch. De Brouckere, ministre de l'intérieur, le roi finit en quelque sorte par ôter à Daine son commandement. Les trois dépêches qui concernent ces ordres divers sont trop curieuses pour que nous ne les transcrivions pas ici, d'après le mémoire au roi sur les opérations de l'armée de la Meuse par le général Daine.

Quartier-général royal à Louvain, 9 août 1831, 9 h. du soir.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Le roi a appris avec peine, par voies indirectes, que le corps d'armée de la Meuse, placé sous vos ordres, a essuyé une défaite complète, ce qui n'aurait pas eu lieu, si vous aviez suivi d'abord les ordres qui vous avaient été donnés, et nous aurions été à même de prendre l'offensive au lieu de la défensive à laquelle nous sommes aujourd'hui réduits; il s'agit maintenant, Monsieur le Général, de réparer cet échec, et, pour sauver l'honneur national, de former un corps compact des hommes sous vos ordres, qui sont restés fidèles à leurs drapeaux.

Je vous enjoins en conséquence de ramener, par Namur et à marche forcée, les débris du corps sous vos ordres, pour les réunir à l'armée de l'Escaut, que le roi commande en personne.

Sa Majesté attend de vous, Général, la prompte exécution des ordres que je vous transmets par la présente. Vous mettrez en communication avec moi des hommes sûrs et



intelligents et m'enverrez un rapport circonstancié de l'affaire que vous avez eue, de la perte que vous avez faite et du nombre d'hommes qui vous restent encore sous les armes.

*Le Ministre de la guerre ad interim,*

D'HANE.

Pour copie conforme :

*Le major faisant fonctions de chef d'état-major,*

COENRAETS.

*A Monsieur le général de division Daine.*

Quartier-général royal à Louvain, 10 août 1831, 8 h. du matin.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Des changements survenus dans les dispositions de l'armée doivent faire regarder comme non avenu l'ordre que je vous ai transmis, en date d'hier 9 courant, de vous diriger en hâte sur Namur, pour vous réunir à l'armée que commande le roi en personne.

C'est à Liège que vous devez concentrer vos forces et vous y maintenir sans faire d'autre mouvement, jusqu'à ce que vous receviez un ordre contraire et positif.

*Le Ministre de la guerre ad interim,*

D'HANE.

Pour copie conforme :

*Le major faisant fonctions de chef d'état-major,*

COENRAETS.

*A Monsieur le général de division Daine, commandant  
le corps de l'armée de la Meuse, à Liège.*

---

Quartier-général royal à Louvain, le 11 août 1831.

MONSIEUR LE GÉNÉRAL,

Monsieur le ministre de l'intérieur, Ch. De Brouckere, nommé aide de camp de S. M. le roi, se rend à l'armée de la Meuse par ses ordres; vous voudrez bien, Général, suivre ceux qu'il vous transmettra au nom de Sa Majesté, et diriger tous vos mouvements d'après les instructions verbales qu'il a reçues et qu'il est chargé de vous communiquer. Vous voudrez bien, en conséquence, regarder comme non avenu mon ordre d'hier.

Le roi compte se porter aujourd'hui en avant avec le corps d'armée de l'Escaut, sur la route de Tirlemont, pour tâcher de s'emparer de cette ville, s'il est possible. Je vous instruirai ultérieurement du résultat de cette opération.

Tous nos mouvements, général, tendent à opérer une jonction entre nos corps d'armée; vous voudrez bien, de votre côté, vous tenir prêt à vous porter en avant si le cas l'exige.

*Le Ministre de la guerre,*  
D'HANE.

Pour copie conforme :  
*Le major faisant fonctions de chef d'état-major,*  
COENRAETS.

*A Monsieur le général de division Daine,*  
*commandant l'armée de la Meuse.*

Nous voyons donc qu'on avait fait accroire au roi que l'armée de Daine avait essuyé une défaite complète, parce

qu'il n'avait pas suivi les ordres qui lui avaient été donnés, qu'il fallait former un corps compact des hommes sous ses ordres, restés fidèles à leur drapeau, et lui faire rejoindre avec ces débris, par Namur et à marche forcée, l'armée de l'Escaut.

S. M. s'aperçut bien vite que cet ordre de rejoindre, prescrit dans de telles conditions, ne pouvait qu'achever de dissoudre les meilleurs éléments de l'armée de Daine, et que l'abandon d'une ville telle que Liège donnerait non seulement à l'ennemi mais au pays tout entier une preuve flagrante d'impuissance.

« C'est à Liège que vous devez concentrer vos forces et vous maintenir, sans faire aucun mouvement, jusqu'à ce que vous receviez un ordre contraire et positif. » Cet ordre-ci était aussi rationnel que militaire, mais il faisait perdre à Daine le demi-million de francs qui devait payer sa trahison.

Le roi avait appris sans doute qu'au lieu d'une défaite complète essuyée par Daine, il n'y avait eu qu'une désastreuse retraite infligée par lui à l'armée qu'il commandait, et Sa Majesté, encore mieux renseignée peut-être sur les événements qui, le 6 et le 7, avaient précédé cette étrange retraite, opérée dans le but de contrevenir à la concentration de nos forces, fait écrire à Daine :

« Le ministre de l'intérieur, Ch. De Brouckere, nommé aide de camp de S. M. le roi, se rend à l'armée de la Meuse par ses ordres; vous voudrez bien, général, suivre ceux qu'il vous transmettra au nom de Sa Majesté, et diriger *tous* vos mouvements d'après les instruc-

« tions verbales qu'il a reçues et qu'il est chargé de vous  
« communiquer. »<sup>1</sup>

Donc le général Daine ne dirigeait plus les mouvements de l'armée de la Meuse ; il devait suivre ceux que De Brouckere lui communiquait au nom du roi. L'arrivée de De Brouckere changeant la situation, Liège ne fut pas livré à l'ennemi et Daine s'y maintint avec ses forces ; mais il était là beaucoup trop loin de l'ennemi pour contrebalancer quelque peu les mouvements qu'allait exécuter l'armée hollandaise.

Daine, dans son mémoire justificatif au roi, dit : « *Écrasée par la fatigue et la chaleur, l'armée n'avait ni repos, ni vivres depuis 3 jours : je ne puis trop appuyer sur cette dernière circonstance qui devait porter ses tristes fruits.* »

Pourquoi Daine, qui avait dirigé les mouvements de cette armée, la privait-il de repos et de nourriture, si ce n'est avec préméditation, et pour atteindre son but ? Hasselt pouvait facilement lui fournir, par l'intermédiaire de l'administration communale, le pain que les habitants eussent fait cuire en peu d'heures et apporter à l'hôtel de ville ; et, outre cette distribution essentielle, ses troupes, qui avaient été privées de vivres la veille, auraient reçu double ration de viande ; et puisqu'elles longeaient Hasselt pour marcher par Kermpt sur Diest, leur général pouvait s'entendre avec la commune pour leur faire délivrer, brigade par brigade, des billets de rafraîchissements chez les habitants, qui, en 2 ou 3 heures de repos données successivement à

<sup>1</sup> Au roi, sur les opérations de l'armée de la Meuse. Bruxelles, Berthot, 1831, p. 52 et 53.

chacune d'elles, eussent nourri nos soldats de café, de tartines, de pommes de terre. L'un ou l'autre de ces moyens n'aurait pas manqué à Daine, s'il avait voulu y recourir ; ses braves troupes affamées et harassées à l'excès se seraient refaites, et les plaintes qu'il exhalait dans son mémoire au roi n'auraient eu aucune raison de se produire. S'il avait réellement voulu tenir son armée en état de combattre, son premier devoir était de la nourrir, et il le pouvait, s'il avait donné suite à la proposition du médecin en chef de l'armée, M. Seutin, qui lui adressait cette lettre :

*A M. le général Daine, commandant en chef l'armée  
de la Meuse.*

GÉNÉRAL,

Les soldats ne reçoivent point de nourriture convenable ; il est de la plus grande urgence de leur fournir des vivres le plus tôt possible, et particulièrement de la viande fraîche, et, à cet effet, on pourrait la faire cuire (tout récemment abattue) dans des chaudières de brasseurs, la découper par morceaux et y ajouter du sel. Il serait facile de la transporter ainsi préparée au camp, ou derrière le corps d'armée. La soupe, qui proviendrait de cette opération, servirait à ceux qui se trouveraient dans l'endroit où cette opération aurait été faite. — Il est également nécessaire, par ces chaleurs, d'indiquer aux troupes pour boisson de l'eau mêlée d'un peu de vinaigre ou d'eau-de-vie.

L'attention continuelle du général pour le bien-être du soldat m'assure d'avance qu'il prendra ces observations en considération.

L. SEUTIN.

Le docteur Seutin avait également écrit à l'intendant de l'armée de la Meuse, Dufaure :

MONSIEUR L'INTENDANT,

La présente est pour vous informer que, dans une visite que je viens de faire au camp près de Zonhoven, j'ai remarqué que la nourriture des soldats n'est pas suffisante. Ils n'ont que du pain nouvellement cuit et de l'eau-de-vie. Cette nourriture doit indubitablement amener des maladies parmi les jeunes soldats, qui ne sont pas habitués à des privations.

Je vous réitère aujourd'hui la demande que je vous ai faite verbalement, celle de mettre en réquisition les chaudières des brasseurs de cette ville, afin de faire cuire de la viande, qui, coupée par portions et saupoudrée de sel, pourrait être transportée à l'armée. Le bouillon qui en résulterait servirait à faire de la soupe pour les nombreuses troupes qui passent par cette ville.

L. SEUTIN.

Si rationnelles qu'elles fussent, les propositions du médecin en chef de l'armée demeurèrent sans suite, et prouvèrent une fois de plus contre l'honorabilité du général Daine; car Hasselt qui regorgeait de ressources alimentaires fut, de dessein prémédité, abandonné par lui et livré à l'ennemi, très fatigué alors et pressé aussi par *la faim*. « Les troupes hollandaises avaient beaucoup souffert et grand besoin de prendre du repos. » <sup>1</sup>

<sup>1</sup> *De lichtblauwe hussaren.*

C'est ainsi que Daine employa contre ses troupes, deux fois victorieuses, les moyens les plus efficaces pour assurer le succès de l'ennemi : la faim et le désordre. En se mettant en retraite, en éloignant des Hollandais l'armée de la Meuse, il permit au prince d'Orange de tourner toutes ses forces contre l'armée de l'Escaut. Pour augmenter le plus possible l'espace qui le séparait de l'adversaire, Daine se garda bien, arrivé à Tongres, de s'y maintenir et de faire nourrir ses troupes. De même qu'il avait réservé les vivres de Hasselt pour l'armée du prince d'Orange, de même il ne voulut pas dégarnir les habitants de Tongres des subsistances qu'allait réclamer la colonne mobile de Maestricht, à laquelle il abandonna Tongres. Les besoins de l'armée du prince d'Orange étaient devenus trop urgents, pour que les habitants de Hasselt fussent ménagés. Aussi, pendant que les troupes envahissantes vivaient sur eux, nos braves soldats mouraient de faim, et, indignés de la conduite de leur général, ils traînaient sur la route de Liège la honte qu'il leur infligeait.

Avant d'aborder le récit circonstancié des étranges opérations du général Daine devant l'ennemi, voyons comment ce personnage est dépeint par le général hollandais Knoop<sup>1</sup> :

« Daine était un soldat de fortune dans la pire accep-  
« tion du mot, un soldat qui, bien que devant son avan-  
« cement à des actes d'intrépidité, n'avait ni connaissances  
« ni éducation, ni sentiment du devoir, ni sentiment dé-  
« licat de l'honneur : signes caractéristiques et habituels

<sup>1</sup> *De tiendaagsche veldtocht*, p. 30.

« de l'officier. Sa moralité laissait à désirer et son honneur militaire était souillé par la manière honteuse dont il avait quitté les rangs de l'armée hollandaise. Il n'inspirait de confiance ni de considération à personne, et exerçait une influence démoralisante sur ceux qu'il commandait. Enfin il possédait aussi peu que de Tieken les aptitudes nécessaires à un commandement d'armée. »

Telle est l'appréciation d'un général hollandais que ses talents distingués portèrent au ministère de la guerre : ce jugement sévère frappe aussi en Belgique celui qui fut la cheville ouvrière de notre désastreuse défaite du mois d'août 1831.

Afin de ne laisser aucun doute sur le caractère méprisable de Daine, disons un mot de plus de sa vénalité :

Au mois de septembre 1830, Daine s'était mis à la tête d'un parti tendant à faire adhérer Maestricht au mouvement national qui se prononçait dans toute la Belgique. Les Maestrichtois étaient aussi bons patriotes que les Liégeois, les Montois, les Namurois, les Bruxellois ; mais la garnison de la grande forteresse qu'ils habitaient s'accrut bien vite de cadres hollandais tirés des garnisons de Namur, Charleroi, Dinant, Arlon, et plus tard de la citadelle de Liège, et cet accroissement rendit la reddition difficile. Le nombre d'officiers de nationalité hollandaise venus à Maestricht donnait ainsi un appoint très considérable à la garnison ; mais, d'autre part, toute la garde urbaine était patriote, et, dans la garnison même, on comptait assez d'officiers belges. Les chefs liégeois négocièrent avec ceux-ci.

Le 28 septembre, ces négociations amenèrent un arran-



gement avec le général Daine et les officiers belges les plus influents de la garnison de Maestricht. On prévoyait la reddition prochaine de la citadelle de Liège, étroitement bloquée par les Liégeois et dépourvue de vivres. Dès lors les forces liégeoises devenant disponibles se porteraient vers Maestricht, et, aussitôt leur arrivée aux abords de cette forteresse, la *schutterij* et les militaires belges de la garnison devaient se soulever et forcer le général Dibbets à rendre la place.

Le général Daine exigeait pour prix de sa participation :

1° Une somme de cent mille francs pour éteindre ses dettes;

2° Le grade de lieutenant-général;

3° Le paiement d'une assez forte pension à sa veuve, s'il venait à perdre la vie dans le soulèvement.

Ces trois conditions furent acceptées, et le comte Émile d'Oultremont s'engagea, par écrit, à payer la somme nécessaire pour éteindre les dettes du général Daine et, éventuellement, à servir une pension à la veuve du général et à laisser prendre hypothèque sur ses biens, pour le service de cette pension.

Cette combinaison relative à la prise de Maestricht avorta.

Après la reddition de la citadelle de Liège et la retraite de l'armée du prince Frédéric, le Gouvernement provisoire nomma M. de Sauvage (mort président de la cour de cassation) gouverneur de Liège, et Charles De Brouckere y fut envoyé comme général provincial.

Tous les pouvoirs civils et militaires étaient à ce moment concentrés dans les mains du comte de Berlaimont et de

son état-major, portant la cocarde jaune et rouge de l'ancienne principauté de Liège. Les Verviétois portaient la cocarde franchimontoise, verte et blanche. Les partisans de l'ancienne principauté de Liège refusaient de reconnaître le Gouvernement provisoire et d'arborer le drapeau national rouge, jaune et noir. D'autres voulaient que la reconnaissance du Gouvernement central de Bruxelles n'eût lieu qu'après la prise de Maestricht. Ils faisaient la remarque fort juste que le général Daine et les Maestrichtois, avec lesquels on était d'accord, ne bougeraient pas, si, au lieu de voir s'avancer sur leur ville le comte de Berlaumont, l'ami et le confident du comte Émile d'Oultremont, ils voyaient Charles De Brouckere commander la démonstration convenue sur Maestricht.

Après une discussion de plus de six heures, ce fut un Maestrichtois, le baron Jacques Behr, qui fit trancher la question en faveur de la reconnaissance du Gouvernement provisoire de Bruxelles et de l'admission de ses représentants, MM. de Sauvage et De Brouckere.

Jacques Behr, effrayé du progrès des idées séparatistes et du danger qu'elles allaient faire courir, dans un pareil moment, se servit d'un argument décisif : « Si la révolution se divise, si elle combat sous diverses cocardes, en exhumant les anciennes souverainetés féodales, elle doit inévitablement échouer, tandis que si toutes les provinces sont réunies sous un seul gouvernement et combattent sous le même drapeau, avec une seule cocarde, nous avons toutes les chances de réussite. » Mû par un noble sentiment patriotique, il ajoutait encore : « Mieux vaut la « quasi-certitude de constituer la Belgique indépendante

« sans Maestricht, *ma ville natale*, que la certitude d'un  
« inévitable échec, si, pour avoir Maestricht, nous refu-  
« sons d'adopter la cocarde brabançonne et le Gouverne-  
« ment provisoire de Bruxelles. »

Ce gouvernement fut reconnu; mais lorsque Charles De Brouckere, installé en qualité de commandant militaire de la province de Liège, se présenta devant Maestricht, la bourgeoisie ne bougea pas. Le général Dibbets, agissant avec la plus grande énergie, avait désarmé la garde urbaine (*schutterij*) et favorisé sous main le départ des éléments belges les plus actifs dans les rangs de la garnison.

Tous les faits et documents relatifs aux événements de la révolution de 1830, à Liège, ont été rédigés et réunis par M. Verken, qui commanda longtemps la garde civique de Liège, et y mourut procureur du roi. Ils seront publiés, dit-on, dans quelques années.

Après ce coup d'œil rétrospectif jeté sur les difficultés que rencontra la constitution de l'unité belge, reprenons le cours de notre récit, en ce qui concerne le commandant de l'armée de la Meuse.

Nous avons dit quel était l'homme. Si nous analysons ses opérations devant l'ennemi, nous reconnaitrons sans peine qu'elles ne sont pas le fait d'un chef valeureux, profitant de l'élan de ses troupes pour se mettre bravement à leur tête et les lancer sur l'adversaire, mais qu'elles accusent plutôt des mouvements propres à ménager celui-ci, en évitant de soutenir ses colonnes engagées contre lui, en même temps qu'elles dénotent la préoccupation d'un chef qui se hâte d'éloigner le plus possible ses forces de celles qui lui sont opposées.

« Le 7 août, au matin, la reconnaissance envoyée par le 11<sup>e</sup> de ligne donna la chasse à l'ennemi, qui se retira sur Zolder. Encouragé par ce succès, son chef fit de-  
« mander un bataillon pour rendre, disait-on, complète  
« la déroute de l'ennemi; il fut éconduit, reçut des re-  
« proches et l'ordre de se retirer. »<sup>1</sup> Comme à Houthalen, Daine devait ménager l'ennemi !

M. de Bavay, dans son *Histoire de la révolution belge de 1830*, page 271 et suivantes et page 292, donne des preuves évidentes de la connivence qui existait entre le prince d'Orange et Daine. — Ces preuves se multiplient, pour peu que l'on approfondisse les opérations de ce général durant les journées des 6, 7 et 8 août 1831. —  
« A Houthalen, il regardait faire; à Kermpt, il laissait  
« faire, tandis que lui-même dînait à Hasselt avec le  
« général de Faily. »<sup>2</sup> Il dînait même *copieusement*, car un des notables de Hasselt nous disait qu'ayant à lui parler d'une affaire à traiter directement avec lui, il fut, à son grand étonnement, introduit dans la salle où dînait Daine, qui se montrait peu disposé à quitter la table, et fut péniblement impressionné à la vue des nombreuses bouteilles de Champagne vidées pendant que retentissait le canon de Kermpt. S'arrachant enfin aux délices du festin, Daine rejoignit son avant-garde victorieuse, qui repoussait jusqu'à Herck-la-Ville la division Meyer et la brigade de cavalerie légère du général Boreel. Ce succès semblait contrarier vivement le général

<sup>1</sup> Réponse du colonel L'Olivier aux faits qui lui sont personnels dans le rapport du général Daine. Liège, imprimerie de Jeunehomme frères.

<sup>2</sup> DE BAVAY, p. 280.

Daine. Il venait évidemment avec l'intention de mettre son armée en retraite, car il devait croire que sa faible avant-garde, envoyée en avant sous le colonel Boucher, presque sans artillerie, devait être contenue, sinon vaincue, par cette division Meyer et la brigade de cavalerie s'avançant toutes deux sur son corps d'armée. Or, un échec essuyé sous des forces inégales aurait naturellement autorisé la retraite. Au moment où Daine rejoignit le colonel Boucher, survint le capitaine adjudant-major du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, envoyé vers ce colonel par le major commandant les deux escadrons qui venaient de charger l'ennemi. Il s'adressa au général Daine, et termina son message en y ajoutant, tout joyeux du beau succès de nos armes, auquel il avait participé : « *De ce coup-là, j'espère bien que nous irons coucher à Diest.* — *Mélez-vous de ce qui vous regarde, monsieur,* » lui répondit sèchement Daine, au grand étonnement du capitaine Frison, aujourd'hui lieutenant-général à la retraite, aide de camp du roi, qui avait toujours rencontré, jusque-là, chez le général, une grande et familière bienveillance.

Reportons-nous à l'entrée en campagne des Hollandais.

La Belgique, « bien que les hostilités ne dussent être reprises en aucun cas, l'armistice ayant été déclaré indéfini et la cessation des hostilités placée sous la garantie immédiate des cinq puissances, » (voir le protocole n° 9 du 9 janvier 1831), la Belgique se trouvait attaquée à l'improviste par l'armée du roi Guillaume. Ce fut en effet par de brusques agressions, et par six côtés à la fois, que l'invasion hollandaise déborda sur son

territoire, depuis le Capitalen-Dam, à peu de distance de la mer, jusqu'à la Meuse, près de Tongres.

C'est avec un tel appareil de forces que se montrait alors le monarque hollandais, tandis que, vers la fin de 1830, sa détresse lui avait conseillé, tout d'abord, d'insister très vivement auprès des grandes puissances, pour qu'elles se décidassent à une intervention armée en sa faveur; et qu'à défaut de cette intervention, il s'était efforcé d'obtenir, par leur intermédiaire, au moins un armistice, afin d'être mis à même d'arrêter la marche victorieuse des Belges.

Or, cet armistice, il le conclut sans aucune sincérité, avec la seule pensée de gagner du temps, de réparer ses forces et de saper celles de la Belgique par de dangereuses machinations. Quant à un acheminement vers la paix, il n'y songeait guère; car aussitôt qu'il crut être suffisamment arrivé à ses fins, sans déclaration préalable, sans souci de la volonté de la conférence de Londres, si clairement formulée dans le 9<sup>e</sup> protocole, il lança contre nous une armée reconstituée à l'abri de l'armistice que la Belgique victorieuse avait accepté à la demande de cette même conférence.

---

#### COMBAT D'HOUTHALEN, LE 6 AOUT

Le 6 août, pendant que le prince d'Orange donnait à ses troupes, harassées par les mouvements des quatre journées précédentes, un repos devenu nécessaire, S. A. R. poussait en avant sa division de réserve, sous Cort-Heyligers, sur la route d'Eindhoven à Hasselt.

Le vendredi 5 août, au soir, la 1<sup>re</sup> brigade de cette division, commandée par le général Knotzer, avait repoussé de Hechtel le bataillon des tirailleurs de la Meuse de Lecharlier, envoyé par Daine au loin, en avant de l'armée, *non sans lui avoir retiré les trois bouches à feu avec lesquelles il avait combattu depuis la révolution.*<sup>1</sup> Ce n'était pas le moment sans doute d'ôter à ces énergiques volontaires leur artillerie, sur le concours de laquelle ils comptaient comme sur une annexe à leur bataillon. Sans cette artillerie, il devenait impossible à Lecharlier de résister à l'attaque de Knotzer, qui lança contre eux trois bataillons en trois colonnes, dont deux tournaient le village à droite et à gauche, pendant que l'artillerie hollandaise tirait sur les Belges, qui n'avaient pas de quoi répondre à son feu. Les tirailleurs de la Meuse se replièrent sur Helchteren. Daine ne leur avait donné aucun soutien. Bien au contraire : le major de Zantis commandant à Hechteren un bataillon du 1<sup>er</sup> de chasseurs à pied, « vers  
« 5 heures du soir, un guide de la Meuse vint apporter  
« l'ordre du général en chef de rallier le bataillon et de  
« le diriger sur Zonhoven. »<sup>2</sup> Le départ de ce bataillon sur l'appui duquel comptaient les tirailleurs de la Meuse, fut considéré par eux comme un abandon prémédité.

Le lendemain matin, la brigade de Knotzer se remit en marche, fit replier de nouveau le bataillon isolé, qui seul, jusqu'à ce moment, lui faisait face, et les Hollandais entrèrent à Houthalen. Mais Lecharlier fut alors appuyé

<sup>1</sup> Archives de la Commission d'enquête. Rapport du bataillon de tirailleurs de la Meuse.

<sup>2</sup> Archives de la Commission d'enquête. Rapport du major de Zantis.

par le bataillon du 2<sup>e</sup> de ligne du major Patoux, par deux compagnies du 1<sup>er</sup> de chasseurs à pied, et par deux pièces d'artillerie commandées par le lieutenant Fonsny. Celui-ci plaça ses pièces à un angle que formait la route, et, pour les couvrir, il fit faire des épaulements par ses canonniers.

Les Hollandais, vers 6 heures du matin, attaquèrent le bataillon Lecharlier, dispersé en tirailleurs des deux côtés de la route. Une demi-heure après, l'artillerie hollandaise vint prendre part au combat, et les deux pièces de Fonsny ouvrirent le feu pour lui riposter.

Vers 11 heures, le bataillon Lecharlier, fatigué, avait épuisé ses munitions. Le major, malgré des demandes réitérées de renfort, n'en reçut point. Il fit battre au drapeau. L'ennemi, enhardi par le ralliement des nôtres, gagna du terrain et porta ses tirailleurs à cinquante pas des pièces belges. Le major Patoux envoya ses grenadiers et ses voltigeurs en avant des pièces; ils refoulèrent les forces opposées et les tinrent en respect pendant plus d'une heure.

Les tirailleurs de la Meuse, qui s'étaient placés derrière les pièces, approvisionnés de nouvelles munitions, allèrent prendre l'ennemi en flanc, à gauche de la route, et le firent battre en retraite jusqu'à Houthalen. C'est là que fut tué un lieutenant-colonel de la garde communale hollandaise.

Il était 3 heures. L'ennemi étant revenu alors avec de nouvelles forces, le major Patoux envoya les quatre compagnies restantes de son bataillon relever les grenadiers et les voltigeurs, qui, après avoir vaillamment



chargé, vinrent se rallier derrière les pièces de Fonsny. Le feu se soutint dans cette position, de part et d'autre, pendant environ deux heures.

Vers 5 1/2 heures, les Hollandais ayant augmenté leurs forces, repoussèrent les nôtres jusqu'à six cents pas de nos pièces. Ce fut alors enfin, qu'après des sollicitations plusieurs fois réitérées, arrivèrent quatre compagnies de renfort du 10<sup>e</sup> et du 11<sup>e</sup>, qui repoussèrent, en tirailleurs, les assaillants jusqu'à Houthalen.

L'obscurité vint mettre fin au combat, pendant que les nôtres, victorieux, refoulaient les Hollandais. « Déjà, dit « le professeur Bosscha, à la page 541, les Belges se « logeaient dans les premières maison de Houthalen, « du côté de la Bruyère. A ce moment critique, il était « 6 heures; on entendit le général Knotzer s'écrier : « « De pied ferme, une compagnie de Gueldrois! — « Laquelle? » demanda son adjudant. Il fallait là plus « que le courage ordinaire, et l'œil du général tomba sur « le capitaine G.-W.-C. baron Van Ittersum, commandant « la 2<sup>e</sup> compagnie de la ville d'Arnhem. « *Avez-vous « envie de vous en charger?... — J'attends vos ordres,* » « répondit le baron. Les sacs sont déposés; la troupe se « déploie sur un front étendu et marche au cri : « *Oranje « boven, hurrah!* » à la rencontre de l'ennemi. Pendant « deux heures, ces gardes communales gueldroises, parmi « lesquelles se trouvaient d'adroits chasseurs, arrêterent, « par un feu vif de tirailleurs, dans ce terrain coupé et « boisé, l'avant-garde de l'armée de la Meuse et l'empê- « chèrent d'avancer. » La 2<sup>e</sup> compagnie de *schutterij* de la ville d'Arnhem protégea, en combattant avec la plus

grande bravoure, la division du général Cort-Heyligers, composée de huit bataillons, de deux escadrons de cuirassiers et d'une batterie de huit pièces, contre l'attaque de trois bataillons n'ayant que deux pièces.

Honneur à ces soldats belges qui, le 6 août, combattirent à Houthalen avec tant d'énergie que, de l'aveu même de l'ennemi, ils mirent dans le plus pressant danger des forces si supérieures ! Daine cependant abandonnait pour ainsi dire ces braves soldats à eux-mêmes, puisqu'il n'envoyait pour les soutenir ni artillerie ni cavalerie.

Le lieutenant *Fonsny*, qui commandait les deux seules pièces belges engagées, dans cette journée du 6, contre un ennemi qui en avait huit, consigna dans sa déposition devant la commission d'enquête, le 11 septembre 1831, ces paroles significatives : « Je crois devoir faire observer « que , pendant que nous nous battions à Houthalen , « malgré qu'il y eût 10,000 hommes réunis sur la « bruyère de Zonhoven, avec 16 pièces, et malgré mes « demandes réitérées, on nous refusa du renfort, excepté « les quatre compagnies arrivées vers les 3 à 4 heures ! » <sup>1</sup>

Daine laissa sa belle cavalerie dans l'inaction. Le combat ayant traîné toute la journée, il pouvait en une couple d'heures, s'il avait voulu frapper un coup vigoureux sur Cort-Heyligers et ses gardes communaux, écraser toute cette division lancée contre lui, sans liaison avec d'autres corps hollandais à portée de la soutenir. Bosscha nous en donne la preuve, en disant <sup>2</sup> que le colonel Van Balveren, qui avait à midi reçu l'ordre de faire toutes ses diligences

<sup>1</sup> Archives de la Commission d'enquête.

<sup>2</sup> BOSSCHA, t. III, p. 542.

pour rejoindre Cort-Heyligers, n'arriva avec son régiment de hussards et une section d'artillerie à cheval, que lorsque le combat était terminé. L'obscurité y avait mis fin ; donc il était 9 heures. Le général Cort-Heyligers avait l'ordre d'occuper Houthalen, mais il abandonna ce village pour se retirer sur Heusden et s'appuyer à la division Meyer.

Le 3<sup>e</sup> bataillon du 2<sup>e</sup> d'infanterie trouva un grand nombre de sacs, ceux apparemment déposés par la compagnie de *schutters* qui protégèrent si bravement la retraite des Hollandais, sous le commandement de leur intrépide capitaine, baron Van Ittersum !

S'il fallait s'en rapporter au professeur Bosscha,<sup>1</sup> « Daine devait s'attendre à ce que les troupes de Cort-Heyligers, qui avaient été contraintes de céder à la supériorité numérique, se retirassent avec cette bravoure calme qu'elles avaient montrée dans le combat. » Mais il ne veut pas reconnaître que ce combat les avait démoralisées et rendues incapables de recommencer le lendemain. De son propre aveu cependant, la grande proximité des Belges inquiétait les *schutters* et leur enlevait tout repos, de sorte que le général Cort-Heyligers jugea prudent de se replier sur Heusden, en abandonnant Houthalen, qu'il avait ordre d'occuper. La réalité des faits contredit l'assertion élogieuse de l'historiographe hollandais, car une partie de la *schuttery* de la 4<sup>e</sup> division présentait, faute d'expérience, une attitude vraiment pitoyable.

Voici une tout autre donnée sur le résultat du combat d'Houthalen, conforme au rapport du bataillon des tirail-

<sup>1</sup> BOSSCHA, p. 543.

leurs de la Meuse, rapport que nous reproduisons plus loin *in extenso* <sup>1</sup> : « La nuit arrive ; nous pouvons nous  
« reposer, nous ne sommes troublés que par la faim.  
« A peine faisait-il jour, que notre bataillon marche sur  
« le camp hollandais ; il était abandonné et tout prouvait  
« la précipitation qu'ils avaient mise à leur départ. Les  
« livres de comptabilité, les sacs, les shakos jonchaient  
« leur passage.

« Nous pensions partir de là, avec toute l'armée, pour  
« aller sur Diest, où l'on disait que se trouvait l'ennemi  
« mais point : victorieux, on nous ordonne la retraite. Nos  
« soldats, enthousiasmés par ce premier succès, ornent  
« leurs fusils de rameaux de chêne et rentrent à Hasselt  
« salués par les cris de : Vivent les tirailleurs de la  
« Meuse !

« Dans cette ville, nous espérions recevoir des vivres,  
« l'intendant dit au major de faire faire un bon pour  
« 1,200 rations (2 jours) et d'aller les prendre au ma-  
« gasin ; il y va et ne trouve que trente-cinq pains. Nous  
« n'en voulons pas et recevons l'ordre d'aller bivaquer  
« près de Curange. »

Il n'y avait pas de pain pour les vainqueurs d'Houthalen ; ce qui n'a pas empêché Daine d'avancer, avec un rare et étonnant aplomb, à la page 9 de son mémoire justificatif au roi : « Je consacrai la matinée du 6 à *assurer*  
« du pain à nos troupes, qui, depuis 24 heures, étaient en  
« mouvement et se dirigeaient sur le camp de Zon-

<sup>1</sup> Archives de la commission d'enquête. Rapport du bataillon des tirailleurs de la Meuse ; 22 août 1831.

« hoven. » — Nous verrons bientôt combien peu le pain était assuré à ses troupes par le général en chef de l'armée de la Meuse. — Mais déjà, dans ce même rapport au roi, page 16, à propos du combat de Kermpt, se donnant un démenti à lui-même, il dit que « son armée n'avait eu ni repos ni vivres depuis trois jours ». Il n'y avait pas eu de pain pour les vainqueurs d'Houthalen : Daine se condamne ici de son propre aveu et l'histoire recueillant de sa bouche ce dernier et irréfragable témoignage, ne l'absoudra pas.

Plus loin, à la page 18, Daine ne présente pas avec plus de bonheur sa retraite sur Tongres comme un moyen d'y « faire distribuer des vivres arrivés de Liège ». Y a-t-il eu distribution à Tongres? — C'est peu probable, car le 10<sup>e</sup> régiment n'y pouvant rien obtenir, se mit en route « dans l'espoir de trouver plus avant un village pour y nourrir la troupe. »<sup>1</sup>

Pour en revenir à la supériorité numérique dont parle le professeur Bosscha, si l'on tient compte de l'inertie de Daine, qui refusait de soutenir ses troupes engagées contre l'ennemi, le nombre était bien du côté des Hollandais à Houthalen. Le combat traîna depuis 6 heures du matin jusqu'à 9 heures du soir. Daine, en deux ou trois heures de temps, pouvait écraser Cort-Heyligers et ses bataillons de *schutters*, s'il menait contre eux les troupes qu'il tenait immobiles. Le général Knoop le reconnaît lui-même à la page 42. Daine ne l'a pas voulu, parce qu'il lui fallait un prétexte pour se mettre en retraite devant Cort-Heyligers.

<sup>1</sup> Commission d'enquête. 2<sup>e</sup> interrogatoire du colonel Boucher; 2 septembre 1831.

La vigueur de ses soldats déjoua son plan, et son adversaire, qui avait cependant reçu l'ordre d'occuper Houthalen, ne pouvant s'y maintenir, se retira sur Heusden.

---

COMBAT DE KERMP, 7 AOÛT.

Le 7 août, vers 8 heures du matin, l'armée de la Meuse opéra un mouvement rétrograde sur Hasselt, et Daine, *pour attaquer l'ennemi*, dirigea sur la route de Diest une avant-garde, sous les ordres du colonel Boucher du 10<sup>e</sup> de ligne. Cette avant-garde se composait du 2<sup>e</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied, du 3<sup>e</sup> bataillon du 2<sup>e</sup> d'infanterie, de deux escadrons du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval et d'une section d'artillerie de la 2<sup>e</sup> batterie.

Cette avant-garde arriva à Curange à 1 heure.

Dans la nuit du 6 au 7, et le 7 de bonne heure, les trois divisions du prince d'Orange s'étaient mises en marche. Le duc de Saxe-Weimar partit, à 4 heures du matin, avec la 2<sup>e</sup> division, pour Saint-Trond, qu'il occupa. — La division Van Geen prit la place de la 2<sup>e</sup> et envoya des bataillons à Sichem et à Montaigu — Le général Meyer alla, par la rive gauche du Demer, occuper Herck-la-Ville, Beerenbroeck et Kermpt; la brigade de cavalerie légère de Boreel se joignit à sa division, et les hussards du colonel Van Balveren rentrèrent de Houthalen, à 3 heures de l'après-midi, avec leur section d'artillerie<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> BOSSCHA, p. 548.

La division de réserve, fatiguée de son long combat de la veille à Houthalen, passa la journée du 7 dans sa position à Zolder et à Heusden.

Lors de l'arrivée de l'avant-garde belge à Curange, à 1 heure après-midi, la division Meyer se trouvait à Kermpt, à moins d'une demi-lieue de Curange. Les tirailleurs hollandais occupaient les bois de Herckenrode et de Stevoort, à droite et à gauche du chemin de Diest vers Hasselt.

Le terrain découvert entre ces deux bois était occupé par de l'infanterie, les dragons légers et la demi-batterie à cheval du capitaine Bentinck.

« La résolution avec laquelle l'avant-garde de l'armée  
« de la Meuse sortit de Curange fit voir promptement que  
« l'on avait affaire à d'autres hommes que les blouses  
« bleues, qui prenaient le large aussitôt qu'on leur adres-  
« sait un coup de pied ou une injure. »<sup>1</sup>

4 compagnies de notre 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs attaquant l'ennemi le forcèrent à abandonner le bois de Stevoort, et la 5<sup>e</sup> compagnie se logea dans l'abbaye d'Herckenrode, au moment où les Hollandais tentaient de s'en emparer. De l'autre côté de la route, le bois d'Herckenrode était attaqué par le 10<sup>e</sup> bataillon de volontaires commandé par le major Petithan. L'artillerie, le bataillon du 2<sup>e</sup> d'infanterie, major Patoux, et le major Borremans, à la tête du 3<sup>e</sup> bataillon du 10<sup>e</sup>, menant l'attaque, opéraient sur la route et le terrain découvert. Ce dernier bataillon était le 2<sup>e</sup> du centre de l'armée. Le major Borre-

<sup>1</sup> BOSSCHA, t. III, p. 549, édition de 1874.

mans dit dans son rapport qu'il ne sait par qui ce centre était commandé. En s'approchant de Kermpt, il rencontra, ramené par les dragons hollandais, le peloton de chasseurs à cheval qui soutenait la pièce du capitaine Blondeau.

« Lorsque la 3<sup>e</sup> division s'avancait de Herck-la-Ville sur Hasselt, le général-major Boreel fit une reconnaissance avec la 2<sup>e</sup> compagnie du 1<sup>er</sup> bataillon de la 17<sup>e</sup> *afdeeling* d'infanterie sous le capitaine Camp-huyzen, pendant que le reste de ce régiment se portait à droite de la route. Arrivée au bivac, la 17<sup>e</sup> entendit tout à coup un feu vif de tirailleurs. Il fallut se hâter d'aller au secours de la 2<sup>e</sup> compagnie, parce qu'elle se trouvait sur le point d'être enveloppée. — Le bataillon de flanqueurs de la 13<sup>e</sup> d'infanterie et un bataillon de la *schuttery* de la Frise accoururent et la dégagèrent. Le bataillon Frison subit de grandes pertes. »<sup>1</sup>

« Le 6<sup>e</sup> régiment de hussards, accompagné d'une demi-batterie à cheval, prit le chemin de Curange et se heurta bientôt aux avant-postes des Belges. Sur son flanc droit, Boucher dirigeait contre lui les troupes qui avaient chassé des bois les tirailleurs hollandais. Le terrain impraticable à la cavalerie, à cause des bois, des fossés, des levées de terre, des haies et des buissons, obligeait le colonel Van Balveren à tenir son régiment sur la route, en colonne par peloton.

« L'artillerie à cheval contenait, par des coups à mi-

<sup>1</sup> *Beknopt overzicht van den tiendaagschen veldtocht*, p. 33.



« traille bien dirigés, les tirailleurs belges, qui arrivaient  
« de plus en plus nombreux. Le lieutenant-colonel de  
« Lenne, du 6<sup>e</sup> régiment de hussards, était retourné sur  
« ses pas pour demander du secours à l'infanterie ; mais  
« la plus rapprochée se trouvait à 3/4 de lieue de là, et  
« Van Balveren se décida à une retraite.

« L'ennemi tenta, mais en vain, de s'emparer de l'ar-  
« tillerie ; 4 chevaux avaient été tués, mais les hussards  
« attelèrent leurs propres chevaux, tirèrent l'artillerie de  
« ce mauvais pas et l'emmenèrent vers Kermpt. » — Le  
major Borremans dit que s'il avait eu un bataillon de plus,  
il se serait emparé de cette artillerie<sup>1</sup>.

Un officier hollandais écrivait au sujet de cet épi-  
sode :

« Une violente attaque de l'ennemi, en avant de Kermpt,  
« fut repoussée par la mitraille d'une section de la 4<sup>e</sup> bat-  
« terie à cheval, dont les pièces eussent inévitablement été  
« perdues sans le sang-froid des artilleurs et la solide  
« contenance du régiment de hussards n<sup>o</sup> 6. L'ennemi  
« renouvela avec une grande ardeur sa première attaque,  
« mais quelques coups de mitraille le firent réfléchir. »

« Le colonel Stoecker, à la nouvelle inattendue de l'at-  
« taque de l'ennemi, se mit immédiatement en marche sur  
« Beerenbroeck, où se trouvait le quartier-général de sa  
« brigade, et dirigea ses tirailleurs des deux côtés de la  
« route, pendant que les hussards faisaient face de nou-  
« veau à l'ennemi. C'est ainsi qu'il sortit de Kermpt, à la  
« suite d'un combat compliqué, remarquable par l'intré-

<sup>1</sup> Commission d'enquête. Interrogatoire du colonel Borremans.

« pidité des *schutters* frisons. Les deux partis y combattirent du reste avec beaucoup d'opiniâtreté, mais dans ce combat opiniâtre, les Belges gagnaient du terrain. — Ils traversèrent Kermpt avec tant de vigueur que, pendant que les hussards, en se retirant lentement, tenaient tête un instant sur la route, 4 chasseurs à cheval belges arrivèrent jusqu'au 2<sup>e</sup> escadron, où se tenait Van Balveren. Un des leurs, le maréchal-des-logis Coureux, blessa le colonel d'un coup de sabre à la tête; de sorte que le lieutenant-colonel de Lenne dut prendre le commandement. Cette hardiesse fut bien vengée, mais les Belges poussèrent jusque Spaelbeek et s'y maintinrent jusqu'à minuit. — Un des officiers du régiment de hussards, voyant son chef blessé, porta au maréchal-des-logis Coureux, déjà descendu de cheval et prisonnier, un violent coup de sabre. Les autres officiers déplorèrent cet acte commis sur un homme sans défense. »<sup>1</sup>

Le maréchal-des-logis Coureux avait servi au 8<sup>e</sup> de hussards, pendant que le lieutenant-colonel Van Balveren commandait ce régiment. Bon chef de corps, mais d'une rigidité outrée qui exaspérait parfois les soldats sous ses ordres, Van Balveren était détesté par plusieurs d'entre eux. — Le 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval, formé à Gand, avait recueilli les hussards belges du 8<sup>e</sup>, et lorsque Coureux apprit que les hussards hollandais étaient sous les ordres de Van Balveren, il dit hautement qu'il irait lui couper la figure devant son régiment, et il tint parole.

<sup>1</sup> BOSSCHA. *Tiendaagsche veldtocht*, p. 551.

Après la narration de l'auteur hollandais, reprenons le récit suivant les données belges.

Ce furent deux pièces d'artillerie de la batterie du capitaine Blondeau qui, jointes à l'avant-garde, ouvrirent le feu sur l'ennemi et le forcèrent à se replier. Le capitaine se mit lui-même à la tête d'une des pièces de cette section, et le major Kessels prit le commandement; de sorte que, pour cette faible artillerie, il y avait trois chefs, le maréchal-des-logis, le capitaine et le major. Blondeau se porta à droite, tandis que le lieutenant Fonsny, avec l'autre pièce, cheminait à gauche. L'ennemi, poussé avec vigueur par les nôtres, battit en retraite jusqu'à Kermpt.

Blondeau, jeune capitaine d'artillerie, plein de valeur et d'intelligence, irrité de voir sa batterie annihilée dans son action, au moment où il en avait le plus besoin pour lutter contre un ennemi très supérieur, Blondeau s'était chargé de la direction d'une des deux pièces de Fonsny, les deux seules que les dispositions vicieuses de Daine eussent permis d'employer contre les Hollandais. Il s'élança en avant avec plus d'ardeur que de prudence, n'ayant pas de soutien assez fort. La pièce qu'il conduisait, après avoir produit un excellent effet pour la prise du village de Kermpt, s'avança d'environ 400 pas sur la route de Beerenbroeck; il la mit en batterie, sans autre appui qu'un peloton de chasseurs à cheval, le reste de l'escadron ayant pris position sur la place de Kermpt. Comme l'ennemi se trouvait en force, le major Vanderveken crut prudent de faire retirer le petit groupe détaché. Pendant sa marche en arrière, les dragons légers hollandais du régiment n° 5 chargèrent, et la pièce, dont l'attelage fut refoulé de

côté par les chevaux des chasseurs, tomba au pouvoir des assaillants, son avant-train s'étant renversé dans le fossé qui longe la route. Le major Vanderveken rallia le peloton et reprit la pièce ; mais l'ennemi, chargeant de nouveau, s'en empara une seconde fois. C'est alors que le brave capitaine Blondeau fut tué. Après avoir fait la charge avec les chasseurs à cheval, il revint à pied, blessé, et on ne le revit plus que mort.

Sur ces entrefaites, le lieutenant Fonsny, arrivé avec sa pièce, la mit en batterie vis à vis de l'église, et à peine fut-elle démasquée par les chasseurs à cheval, que quelques coups de mitraille tirés à point forcèrent l'ennemi à abandonner celle qui se trouvait en son pouvoir. Le lieutenant Fonsny la fit aussitôt remettre en batterie. Le major *Vanderveken*, à la tête de quelques chasseurs, poursuivit l'ennemi jusque dans le bois de Kermpt, et prit position de manière à le contenir. Deux officiers et deux maréchaux-des-logis succombèrent dans cette action. Au nombre des officiers du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval qui se conduisirent avec bravoure, on remarqua le comte Léopold Van der Stegen, qui fut appelé et complimenté par le major Vanderveken, le lendemain du combat de Kermpt, en présence du capitaine Du Corron et de plusieurs officiers. Il faut citer aussi le brigadier *Genotzy*, qui, dans une charge contre les dragons, s'élança en avant avec le plus brillant courage.

Cet épisode s'était déroulé de 4 à 5 heures. Le feu de l'artillerie et celui des tirailleurs continuèrent jusqu'à 7 heures. Puis parurent les guides qui chargèrent trois fois sur l'ennemi.

« Il était 8 heures, je fis attaquer l'infanterie hollandaise de front par mes guides commandés par le capitaine Ory. Ces intrépides cavaliers enfoncèrent la première ligne, et, par un excès d'audace, arrivés à la seconde ligne, ils revinrent sur leurs pas, repassèrent au galop, semant la mort sur leur passage. Le capitaine Ory tua un officier hollandais. »<sup>1</sup> Notons qu'avant l'arrivée de Daine, ses guides avaient déjà chargé deux fois. Au moment où le capitaine Ory allait fournir la première charge de son escadron, il dit au capitaine Fonsny, témoin oculaire « qu'il lui fallait un officier », idée vraiment digne du chef des Cosaques de la Meuse. Cette attaque eut un excellent résultat; mais un maréchal-des-logis et un brigadier tués ou pris manquaient au ralliement. Le maréchal-des-logis surtout était très aimé dans son escadron. D'une voix unanime on demanda d'être ramené sur l'ennemi pour le venger. La troisième et dernière charge eut lieu à 8 heures, à l'arrivée du général Daine.

Le général en chef fit alors mettre l'infanterie en bataille dans une prairie à gauche de la route, et la cavalerie sur la droite. Les chasseurs à cheval continuèrent la poursuite de l'ennemi jusqu'à Herck-la-Ville. Vers 9 heures du soir, les deux pièces du lieutenant Fonsny rétrogradèrent sur Hasselt, par ordre du lieutenant-colonel Van Damme, en même temps que celles des capitaines Gantois et Pirson, qui venaient d'arriver avec le général Daine<sup>2</sup>.

Arrêter le mouvement, à l'instant même où les nôtres

<sup>1</sup> Daine au roi, p. 15.

<sup>2</sup> Commission d'enquête. Déposition du lieutenant Fonsny.

refoulaient l'ennemi avec autant de vigueur que d'impétuosité, fut le premier acte qui signala la présence du général en chef sur le champ de bataille; il le fit suivre aussitôt d'un ordre de retraite. « Vers le soir, le général est arrivé avec son état-major, et peu après on cessa de faire feu. » (Rapport du 10<sup>e</sup> régiment d'infanterie.)

Daine, après avoir fait retirer sa cavalerie et son artillerie, laissa sur le terrain du combat son infanterie, sans lui donner d'ordre. « Le colonel L'Olivier alla consulter le colonel Boucher, et ils résolurent que le capitaine adjudant-major du 11<sup>e</sup> régiment serait envoyé au quartier-général pour avoir des instructions. Vers deux heures du matin, cet officier revint avec l'ordre de reprendre la position quittée le matin. »<sup>1</sup>

On le voit : à Kermpt, comme la veille, à Houthalen, la grande préoccupation du général commandant l'armée de la Meuse fut de mettre cette armée en retraite. Cette reculade, après deux succès consécutifs, devait nécessairement démoraliser le soldat.

Daine n'avait donné, le 7 août, à son avant-garde que deux pièces d'artillerie, lorsqu'il s'avança de quelques pas dans la direction de Diest, pour avoir l'air d'obtempérer à l'ordre bien précis du roi Léopold, consistant à culbuter les forces hollandaises qui s'opposaient à sa jonction avec l'armée de l'Escaut. Ces deux pièces d'artillerie étaient, par un bonheur tout providentiel, commandées par un excellent officier, plein d'intelligence et doué d'une rare énergie, J.-T. Fonsny, actuellement bourgmestre de Saint-

<sup>1</sup> Archives de la Commission d'enquête. 1<sup>er</sup> interrogatoire du colonel Boucher, le 28 août 1831.

Gilles lez-Bruxelles. Après la mort de son vaillant capitaine Blondeau, tué en avant de Kermpt, Fonsny conserva le commandement de la batterie.

Daine avait espéré que ses troupes marchant à la suite les unes des autres, sans lien, sans commandement, sans artillerie<sup>1</sup>, puisqu'il avait paralysé toute la sienne, en immobilisant deux pièces à la suite de chacun des bataillons d'infanterie, Daine avait compté que son avant-garde refoulée par les forces supérieures et bien dirigées des Hollandais, lui fournirait un prétexte plausible pour ramener les siennes à Liège, son objectif à lui, tandis que, d'après l'ordre formel du roi, il ne devait avoir pour objectif que l'armée de l'Escaut.

Or, il arriva que la vigueur déployée par ses soldats, en dépit des souffrances de la faim, trompa sa perfide attente, et il fut victorieux malgré lui.

La réponse de Daine à Borremans semble trahir le mobile qui dirigeait le général en chef de l'armée de la Meuse, et le dépit qu'il ressentait de notre succès à Kermpt. — Lorsqu'à la nuit tombante, après avoir rassemblé son bataillon, le major, n'ayant reçu aucun ordre, retourna à Kermpt, croyant prendre position, il rencontra le général Daine, auquel il dit que s'il avait été soutenu par un bataillon, il aurait pu s'emparer de l'artillerie de l'ennemi. « Bah! bah! ce n'était pas là votre place, » lui répondit Daine, pour qui le bataillon de Borremans devait toujours rester le deuxième du centre, auquel il s'était bien gardé d'envoyer l'ordre de soutenir Boucher et son avant-garde.

<sup>1</sup> Les Hollandais avaient 12 pièces, la batterie divisionnaire et la demi-batterie à cheval de la brigade de cavalerie légère.

Pour Daine l'avant-garde devait succomber sous la grande supériorité numérique des Hollandais; et le prétexte d'une retraite sur Tongres était trouvé.

Borremans était un de ceux qui avaient dérangé ce plan.

« L'avant-garde étant fortement engagée et vigoureusement repoussée, quoique je ne reçusse aucun ordre et ne visse aucun officier d'état-major ni aide de camp, je me suis porté en avant avec mon bataillon, en faisant battre la charge. »<sup>1</sup>

Disons encore, à l'éternelle confusion de Daine, qu'il ne se décida à quitter la table, à la fin du combat, et ne se rendit, de sa personne, près des troupes que pour se hâter d'ordonner la retraite. Qu'on juge de l'effet que devait produire cet ordre du général en chef sur le moral de son armée, à commencer par ces valeureux escadrons du 2<sup>e</sup> de chasseurs à cheval, qui venaient de poursuivre l'ennemi jusqu'à Herck-la-Ville, et y gardaient une attitude menaçante!

L'inquiétude était si grande dans le camp hollandais que « toute la division du lieutenant-général Meyer passa « la nuit le sac au dos et le fusil entre les jambes, parce « que l'ennemi était proche. »<sup>2</sup>

« Réveillée dans la nuit, en grand silence, et appelée « sous les armes, la division reçut défense expresse de « parler; la plus profonde et la plus complète tranquillité « fut prescrite. En un instant la troupe fut prête, et, dès « 3 heures, elle quittait le bivac.

<sup>1</sup> Archives de la commission d'enquête. 1<sup>er</sup> interrogatoire du major Borremans, art. 14.

<sup>2</sup> *Beknopt overzicht van den tiendaagschen veldtocht*, p. 34.



« A Beerenbroeck, quelque repos fut accordé à la division, qui se reporta en avant en colonnes serrées. Tout à coup, de la queue de la colonne vint l'ordre de s'ouvrir, et le prince d'Orange, accompagné de son état-major général, traversa rapidement les colonnes. — Quelques cris de : *Vive le prince d'Orange!* s'étant fait entendre, S. A. R. les réprima d'un signe de la main, et dit : « Pour Dieu, soldats, soyez tranquilles, sans cela ils nous entendront. Je suis bien convaincu de votre bon esprit. »

« La 17<sup>e</sup> *afdeeling* s'engagea alors dans la route de Curange. A peine avait-elle fait une cinquantaine de pas dans cette nouvelle direction, qu'elle se trouva à l'endroit où, la veille au soir, avait eu lieu le combat de la compagnie envoyée en reconnaissance, et des deux bataillons accourus pour la dégager. Beaucoup de cadavres des deux nations couvraient le chemin. »<sup>1</sup>

L'auteur hollandais Bosscha reconnaît la défaite des siens à Kermpt; il dit :

« Le 7 août n'appartient pas aux jours glorieux de la campagne de dix jours. La nouvelle d'une défaite des troupes du roi Guillaume ne pouvait parvenir au pays, sans faire mention d'un pas en avant dans le chemin de la victoire... Les cadavres des tués de la veille se voyaient encore partout, le 8 août, sur les routes; la vérité tout entière n'avait donc pas été dite aux princes, dans les premiers moments. Ils durent se con-

<sup>1</sup> *Beknopt overzicht van den tiendaagschen veldtocht*, p 34 et 35.

- vaincre là que leurs troupes avaient beaucoup souffert
- « dans le combat. »<sup>1</sup>

Et cependant Daine avait laissé son armée sans direction, et sans le vigoureux élan du soldat belge, l'ennemi n'aurait pas subi les pertes sensibles dont parle l'auteur hollandais. La bravoure du soldat belge fit tout, car il était abandonné à lui-même et privé de l'appui de son artillerie que Daine, pour donner la victoire aux Hollandais, avait annihilée, puisqu'il l'avait reléguée inerte à la suite des bataillons d'infanterie. Les deux pièces de la section du lieutenant Fonsny, attachées à l'avant-garde, furent les seules sérieusement engagées. Des 22 autres bouches à feu que Daine avait à sa disposition, 18 ne furent pas mises en situation de tirer un seul coup dans la journée du 7 août<sup>2</sup>.

Daine trouvait ce moyen efficace, car il l'employa de nouveau, le lendemain, dans sa retraite sur Tongres, en prévision de la fatale déroute qu'il allait infliger à ses malheureux et braves soldats.

Le prince d'Orange, qui, le matin du même jour, 7 août, avait établi son quartier-général à Diest, n'apprit que tard dans la soirée l'échec que venaient d'essuyer Meyer et Boreel. Il marcha sur Hasselt, pendant la nuit, avec la 1<sup>re</sup> brigade de la 1<sup>re</sup> division, qui comprenait l'élite de ses troupes, le régiment des grenadiers et un bataillon de chasseurs de la garde royale. Il voulait relever par

<sup>1</sup> BOSSCHA, p. 552.

<sup>2</sup> Deux autres pièces de la batterie du capitaine Blondeau vinrent au feu à la fin de l'action. Le cheval du lieutenant Camille La Hure qui les commandait fut tué.

sa présence le moral de celles qui avaient été repoussées par l'avant-garde de Daine.

Nous lisons dans un des auteurs hollandais qui ont parlé de la campagne de 1831, que « les troupes néerlandaises, « après le combat de Kermpt, avaient beaucoup souffert « et grand besoin de repos pour se préparer à recommencer le lendemain ce rude combat...

« Les hussards, qui, dans la prévision de ce combat, « faisaient une reconnaissance au point du jour, le 8 août, « découvrirent avec étonnement que l'ennemi était en pleine « retraite...

« C'est alors surtout que nous pûmes voir avec quel « courage avaient combattu les Frisons. Ils étaient étendus « là ces braves, avec leurs ennemis, sur le même champ « de bataille!...

« Les hussards arrivèrent de bonne heure jusque près « de Hasselt!...

« Les lanciers belges en fuite se trouvaient encore dans « cette ville, et, au même instant, les hussards aperçurent, à l'endroit où l'on s'attendait au plus violent « combat, le panache blanc du général en chef... Le « prince d'Orange, accompagné du prince Frédéric, arriva « devant la porte de Hasselt en même temps que les hussards. »<sup>1</sup>

Avant d'aller plus loin, arrêtons-nous un instant sur cette qualification de lanciers belges en fuite, rapportée dans les lignes qui précèdent par l'auteur hollandais. Or, voici comment le colonel Spaey, commandant le 2<sup>e</sup> régi-

<sup>1</sup> *De Lichtblauwe hussaren*, p. 76 et 77.

ment de lanciers, explique cette prétendue fuite dans son rapport en date du 19 août 1831 :

« Informé que l'ennemi marchait de la direction de Zonhoven sur Hasselt, je reçus l'ordre du général en chef d'envoyer un peloton de mon régiment en éclaireur à sa rencontre, pour s'assurer du fait. Le sous-lieutenant Du Bois, qui commandait ce peloton, envoya le maréchal-des-logis *Reutchens* prévenir le général Daine que l'ennemi s'avavançait avec des forces supérieures. Le maréchal-des-logis retourna à son peloton après avoir rendu compte de sa mission à un officier de l'état-major du général Daine, qu'il n'avait pas trouvé. Le sous-lieutenant Du Bois se replia régulièrement jusqu'au pont situé en avant de la ville, et tint là, autant qu'il lui fut possible, devant des forces très supérieures. Averti que l'ennemi était aux portes de Tongres et de Diest, le sous-lieutenant Du Bois se replia, en sortant par cette dernière porte, longea le glacis, traversa la ligne ennemie et parvint à rejoindre, avec quelques hommes seulement, la colonne principale qui effectuait sa retraite de Hasselt sur Tongres. »

Nous avons vu plus haut que les deux princes se trouvaient devant la porte de Hasselt, en même temps qu'une reconnaissance de trois escadrons de hussards poussée jusque-là.

Quel puissant motif amenait donc ainsi le généralissime tout en avant du front de son armée? Celle de Daine, mise en retraite par son général, malgré son succès de la veille à Kermpt, et au grand étonnement de l'ennemi lui-même, sortait à peine des portes de Hasselt; et vu le

résultat de cette même journée de Kermpt, l'auteur de l'ouvrage que nous avons cité dit que, dans les rangs hollandais, l'on s'attendait à un violent combat.

Si le prince d'Orange, comptant sur Daine, n'avait pas eu l'intime conviction que ce combat n'aurait pas lieu, se serait-il imprudemment exposé à rencontrer, à distance de son armée, avec quelques escadrons seulement, ceux de Daine, qui, bien supérieurs en nombre, eussent pu le culbuter et amener la capture des deux princes. Certes, parmi les officiers du 2<sup>e</sup> chasseurs et du 2<sup>e</sup> lanciers, il y en avait d'assez bien montés pour s'emparer de leur personne, et, malgré toute la vitesse de leurs chevaux, il suffisait d'un faux pas pour leur faire payer cher cette hasardeuse exploration. Un officier supérieur d'état-major envoyé en reconnaissance les aurait bien renseignés.

Il y avait cependant une raison prépondérante, sans laquelle le général en chef et le prince Frédéric son frère ne se fussent pas aventurés à la pointe extrême de leur armée; cette raison était de s'assurer par leurs yeux si bien réellement Daine, malgré son succès de la veille, à Kermpt, remplissait ou non son engagement de livrer Hasselt aux Hollandais et de ramener son armée à Liège.

Dans la crainte que les habitants de Hasselt et des volontaires ne voulussent, sans avoir égard à l'abandon de la ville par le général Daine, la défendre par des barricades, le prince d'Orange y envoya son adjudant le baron Tuijl Vanserooskerke, porteur de sévères menaces.

Un autre auteur hollandais nous fait connaître que, « dans les bagages des officiers belges pris par la cava-

« lerie ennemie dans la poursuite sur la route de Tongres,  
« on trouva des écharpes, des cocardes oranges et des  
« brassards aux couleurs belges, d'un côté, et oranges,  
« de l'autre. » <sup>1</sup> Les traditions de la grande conspiration  
militaire du mois de mars étaient donc toujours vivaces  
chez quelques uns de nos officiers.

« L'organisation et l'emplacement du corps de Daine  
« en août 1831 étaient les mêmes qu'au mois de mars,  
« lors de la conspiration de Van der Smissen. Or, il est  
« certain qu'à cette époque l'un et l'autre doivent avoir  
« été fixés de concert entre le prince et les conjurés, et  
« que, dès cette époque, il y avait un projet arrêté auquel  
« l'arrivée du roi n'avait apporté aucun changement. » <sup>2</sup>

Pas un mouvement, pas une disposition dans le com-  
mandement de ses troupes devant l'ennemi n'indique chez  
Daine la volonté de bien faire. Lorsque, d'après l'ordre qu'il  
en avait reçu, il dut marcher en avant, son premier soin  
fut de paralyser l'artillerie. A cet effet, il la retira des mains  
des capitaines qui commandaient les batteries, et il morcela  
celles-ci, en faisant suivre chaque bataillon de deux pièces.  
Il s'attachait à assurer le triomphe de son adversaire et,  
victorieux malgré lui, il empêcha ses troupes de profiter de  
leurs succès. Tout ce que nous avançons ici se trouve con-  
firmé par des pièces authentiques. Jetons seulement un  
coup d'œil sur la relation des opérations militaires du  
11<sup>e</sup> de ligne, du 5 au 17 août 1831, rédigée par les offi-

<sup>1</sup> *Beknopt overzicht van den tiendaagschen veldtocht te Gorinchem.* 1831.

<sup>2</sup> HUYBRECHT, *Histoire politique et militaire de la Belgique*, en 1830-1831, p. 165.

ciers supérieurs de ce corps et adressée à la Commission d'enquête, et nous verrons que *la compagnie de grenadiers du 1<sup>er</sup> bataillon se portant en avant pour aborder l'ennemi, fut arrêtée dans son mouvement offensif à Kermpt par un aide de camp.*

Que nous dit le colonel Spaey, commandant le 2<sup>e</sup> régiment de lanciers et la brigade de cavalerie légère ? Consultons son rapport signé par lui :

« L'avant-garde repoussa vigoureusement l'ennemi  
« jusqu'au delà de Kermpt, où fut reçu l'ordre de s'ar-  
« rêter... Les trois escadrons du régiment qui avaient dû  
« prendre position dans la bruyère de Zonhoven y étaient  
« restés, à partir du 6 au matin, dans la même situation,  
« pendant 36 heures, sans vivres ni fourrages. Dans la  
« nuit du 7 au 8, on donna l'ordre de retourner sur Has-  
« selt ; le 2<sup>e</sup> lanciers prit une nouvelle position entre Has-  
« selt et Curange, toujours sans vivres ni fourrages...

« Quant aux marches et contre-marches qui ont été  
« ordonnées par le général en chef, je n'ai pu que me  
« conformer sans restriction à l'obéissance passive, à  
« laquelle tout inférieur est soumis à l'égard de son  
« supérieur. »

Ce qui s'était passé du côté des Hollandais ne rendait pas, nous l'avons vu, la retraite de Daine nécessaire. En l'opérant, il contrevenait non seulement aux ordres formels du roi, mais il rendait impossible la jonction de ses forces avec celles de Tieken. En menant jusqu'à Liège son armée en désarroi, abîmée par la fatigue et la faim, il permettait au prince d'Orange d'écraser avec la presque totalité de ses forces l'armée de Tieken, d'arriver ensuite

jusqu'à Bruxelles et d'y proclamer la restauration de la dynastie des Nassau. Ce devait bien être là le plan de campagne concerté en commun, plan dont la réussite assurait à Daine le demi-million déposé pour lui à Seraing.

Le 6 août, à onze heures du matin, pendant le combat de Houthalen, Daine avait reçu du ministre de la guerre l'ordre de se porter sur Diest et Sichem.<sup>1</sup>

Le prince d'Orange vint établir le 7 son quartier-général à Diest, avec la division Van Geen.

Le 7, vers le soir, Daine, victorieux à Kermpt, repoussait la division Meyer et la brigade de cavalerie légère hollandaise jusqu'à Herck-la-Ville, et, tandis que son avant-garde n'était plus qu'à deux lieues de Diest, il opérait sa retraite sur Liège.

Donc, au lieu de se conformer à l'ordre qu'il avait reçu, Daine s'était borné à lancer sur la route de Diest, comme il le reconnaît lui-même, une avant-garde qu'il n'accompagnait pas en personne et dont la composition ne permettait pas d'espérer la victoire dans le choc inévitable qu'allait occasionner son contact avec l'ennemi. Ici encore le commandant de l'armée de la Meuse affaiblit à dessein la proportion d'artillerie qu'il donna à son avant-garde; cette proportion n'atteignait pas la moitié des bouches à feu qu'il assignait aux troupes placées en arrière de cette avant-garde, quoique celle-ci dût nécessairement en venir la première aux prises avec l'ennemi. Le but de Daine était, selon toute vraisemblance, de faire écraser la tête de sa colonne par une artillerie supérieure à celle dont son avant-garde pouvait disposer.

<sup>1</sup> Daine au roi, p. 55.



Voici, du reste, son ordre textuellement transcrit :

Au bivac d'Houthalen, le 7 août 1831.

### ORDRE DU JOUR.

L'armée de la Meuse allant se mettre en mouvement pour attaquer l'ennemi, sa composition sera fixée de la manière suivante :

Le colonel Boucher commandera l'avant-garde, qui sera composée du bataillon des tirailleurs de la Meuse, du 2<sup>e</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied, de deux escadrons du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval et *d'une section d'artillerie de la 2<sup>e</sup> batterie.*

Il sera attaché *à chaque bataillon une section d'artillerie de campagne.*

L'arrière-garde sera formée du 3<sup>e</sup> bataillon du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie, d'un escadron de lanciers et d'une section d'artillerie.

Tous les équipages appartenant aux corps de l'armée de la Meuse seront placés entre l'armée et l'arrière-garde.

*Le général de division commandant en chef  
l'armée de la Meuse,*

DAINE.

---

### LA DÉROUTE, 8 AOUT.

Lorsqu'il mit son armée en retraite, au lieu d'adopter et de prescrire de bonnes dispositions pour repousser les attaques de l'ennemi, Daine laissa tous les équipages entre

l'armée et l'arrière-garde, le tout marchant en une longue colonne sur la route de Tongres. Les ambulances, oubliées au moment du départ, vinrent augmenter encore le désordre et l'encombrement que nous décrirons plus loin.

S'il n'avait pas organisé sa propre déroute, après le triomphe de ses troupes, Daine eût-il abandonné à l'ennemi Hasselt et Tongres? N'eût-il pas, au lieu de faire une désastreuse retraite, replié son armée en bon ordre, en ralliant les bataillons de volontaires qui lui arrivaient du Luxembourg et fait bonne contenance devant son adversaire? L'armée de la Meuse, renforcée par l'adjonction de cet énergique élément, se fût précipitée de nouveau sur l'ennemi, avec le plus grand élan, si Daine avait tenu ses soldats en état de combattre, au lieu de les démoraliser et de les exténuer par la faim. Tout nous prouve que ce général félon n'avait en vue qu'un seul but, celui d'isoler son armée et de l'éloigner du contact des Hollandais, auxquels il voulait laisser, avec la libre disposition de la masse de leurs forces, pleine latitude de les employer contre l'armée de l'Escaut.

A peine l'ennemi commença-t-il les hostilités, que Daine se mit à démoraliser son armée en accablant ses troupes de fatigue, en les affamant, en les disséminant. Le colonel Wuesten, commandant le 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied, fut l'un des premiers exposé à des forces inégales, et, pour l'aider, on lui envoyait des renforts qu'on lui retirait presque aussitôt. Son rapport en fait foi :

« Le 5 août, à 4 heures du matin, mon 1<sup>er</sup> bataillon  
« a été attaqué par 2,300 hommes d'infanterie, 300 cuirassiers et une batterie d'artillerie, sortis de Maestricht.

« — Ce bataillon commençait à se retirer lorsque deux  
« pièces d'artillerie et une compagnie de mon 3<sup>e</sup> batail-  
« lon, que j'avais fait partir de Tongres à 3 heures du  
« matin, arrivèrent. J'arrivai bientôt avec le reste de la  
« batterie et cinq autres compagnies du 3<sup>e</sup> bataillon.  
« L'ennemi retourna à Maestricht. — D'après les rensei-  
« gnements que j'ai pris, il avait avec lui deux voitures  
« chargées de blessés. S'il avait su profiter de sa force, il  
« aurait pu nous faire beaucoup de mal.

« J'ai reçu le même jour une lettre du général Daine,  
« qui m'annonçait un bataillon du 11<sup>e</sup> régiment et un  
« escadron de cuirassiers; j'en avais grand besoin, car  
« mes deux bataillons ne comptaient que 900 hommes  
« tout au plus. Ce renfort arriva effectivement ainsi que  
« des lanciers commandés par le colonel Spaey, *mais à*  
« *peine étaient-ils entrés dans leurs logements qu'ils re-*  
« *çurent ordre de rejoindre de suite le général Daine.* »

Ce rapport du colonel Wuesten et les faits qu'il relate, se trouvent confirmés par de nouveaux détails, contenus dans la relation que les officiers supérieurs du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie transmirent à la Commission d'enquête siégeant à Huy, à la fin du mois d'août 1831.

« Lorsque les hostilités furent dénoncées, le 1<sup>er</sup> batail-  
« lon (major Baudoux) était à Hasselt, le 2<sup>e</sup> (major Breuer)  
« à Bilsen, et le 3<sup>e</sup> (major Guillaume) à Cortessesem. — Ce  
« dernier bataillon reçut le 5 août, à 4 heures de l'après-  
« midi, l'ordre de se porter sur Tongres, pour y seconder  
« les opérations du colonel Wuesten, attaqué par une  
« colonne ennemie sortie de Maestricht. *Dans la nuit du*  
« *même jour, à 11 heures, il fut enjoint à ce bataillon de se*

« reporter en toute hâte sur Hasselt. Il partit à minuit  
« et arriva à 6 heures du matin le 6, épuisé de fatigues,  
« car étant parti, la veille, à 4 heures de relevée, de Cor-  
« tessem, il n'arriva à Tongres qu'à 10 heures du soir,  
« et en partit à minuit; marchant toute la nuit, il tra-  
« versa Hasselt à 6 heures du matin, pour se porter au  
« camp de Zonhoven, n'ayant pas reçu de vivres depuis  
« la veille, et la distribution du soir n'ayant procuré à  
« tout le régiment qu'un pain pour cinq hommes et une  
« ration de genièvre pour chacun d'eux.

« Le régiment tout entier se porta de Hasselt sur Zon-  
« hoven et de là au camp, où il arriva vers 10 heures du  
« matin. » (6 août.)

« Il en repartit le 7, vers 8 heures du matin, lorsque  
« l'armée opéra un mouvement rétrograde sur Hasselt.  
« Le régiment reçut un peu moins que la ration de pain  
« et une ration de genièvre.

« Le 7 au soir, le 1<sup>er</sup> bataillon, à la tête duquel se  
« trouvaient le général Daine et le colonel, se porta à un  
« quart de lieue en avant de Kermpt et prit position sur  
« la route et en avant de toute l'infanterie. Au moment  
« de son arrivée, la compagnie de grenadiers reçut ordre  
« de se porter en tirailleurs sur sa droite, et, arrivée près  
« d'un taillis, reçut une décharge de coups de fusil par  
« d'autres tirailleurs de l'un de nos régiments auxquels  
« elle riposta, et perdit, ainsi que son bataillon qui pre-  
« nait position, deux officiers tués et dix soldats blessés.  
« Le colonel, le major et le capitaine adjudant-major  
« faillirent être victimes de cette échauffourée, qui eut  
« lieu à la nuit tombante. Cette compagnie se porta en

« avant, les tambours battant la charge, mais elle fut  
« arrêtée dans son mouvement offensif par un aide de  
« camp, qui lui ordonna de se placer près de son ba-  
« taillon. »<sup>1</sup>

Le général hollandais Knoop dit que « l'anarchie régnait  
« dans l'armée belge, l'anarchie, le plus funeste danger  
« qui puisse influer sur les opérations militaires. » —  
Pouvait-il en être autrement par suite de la présence à  
la tête de l'armée d'hommes qui avaient mérité son mépris,  
en se laissant séduire à prix d'or par l'ennemi qu'elle était  
appelée à combattre?

Il résulte du même rapport sur les opérations militaires  
du 11<sup>e</sup> régiment, rédigé par les officiers supérieurs pour  
la Commission d'enquête, ce qui suit :

Le 7 août, après notre succès à Kermt, « l'artillerie et  
« la cavalerie firent un mouvement rétrograde par l'ordre  
« d'un officier d'état-major, le lieutenant Cornely. Le  
« colonel du 11<sup>e</sup> de ligne lui demanda en vertu de quel  
« pouvoir il agissait? Il lui fut répondu que c'était en  
« vertu des ordres du général en chef; mais qu'il ne savait  
« pas si l'infanterie devait suivre. Le colonel alla trouver  
« le colonel Boucher (qui commandait l'avant-garde),  
« pour savoir s'il avait reçu quelques ordres; il n'en avait  
« reçu aucun. Le colonel L'Olivier se détermina alors à  
« envoyer son capitaine adjudant-major à Hasselt, infor-  
« mer le général de ce qui se passait, prendre ses ordres  
« et lui annoncer qu'il n'y avait plus une seule vedette,

<sup>1</sup> Relation des opérations militaires du 11<sup>e</sup> régiment, du 5 au  
17 août 1831, adressée à la Commission d'enquête par les officiers  
supérieurs.

« et que lui, colonel L'Olivier, se trouvait avoir le commandement sans s'en douter, attendu qu'il ignorait son départ. Le général était couché et avait défendu qu'on le dérangeât; mais ce capitaine ayant insisté, il lui fut dit que l'ordre était expédié. En effet, dans cet intervalle, un volontaire était arrivé à Kermp, avec un ordre écrit et adressé au chef d'état-major. Cet officier étant également retourné à Hasselt avec la cavalerie, force fut au colonel du 11<sup>e</sup> de prendre lecture de la lettre, qui enjoignait de faire rétrograder toute l'armée, quand déjà, par un ordre postérieur et verbal, l'artillerie et la cavalerie étaient arrivées à leur nouvelle destination. »

Doit-on s'étonner si l'infanterie perdit confiance et conçut à l'égard de son général le soupçon de trahison, lorsque ce général la laissait à découvert, en butte aux entreprises de l'ennemi, et l'abandonnait en quelque sorte sur le terrain du combat de la veille, en ne lui envoyant qu'un ordre tardif, après le départ de la cavalerie et de l'artillerie? Quelques heures plus tard, lorsque les effets de la trahison de leur général se firent mieux sentir, les soldats affamés et irrités de devoir tourner le dos à l'ennemi, qu'ils avaient battu dans deux rencontres successives, entrèrent en fureur : un certain nombre d'hommes du 11<sup>e</sup> régiment d'infanterie, composé de Liégeois, population très impressionnable, jetèrent leurs fusils, disant qu'il était inutile de s'en charger davantage, puisqu'ils ne devaient pas s'en servir contre l'ennemi.

Voilà donc à quel état Daine était parvenu à réduire son armée, dont il faisait un si brillant éloge au général

de Tieken, un mois plus tôt, dans une lettre du 6 juillet 1831. « ... L'armée de la Meuse est toujours animée du même esprit, et je suis assez heureux pour pouvoir compter qu'elle connaît et fera son devoir en toute occasion. »<sup>1</sup> Comment se fait-il qu'un mois après, cette armée tombe en dissolution dans les mains de son chef? Si nous ne connaissions pas le mobile qui le dirigeait, ce fait semblerait bien étrange, après ces assurances de satisfaction tellement positives que, d'individuelles, il les rendit publiques, par son ordre du jour du 11 juillet 1831 :

« Le général de division, commandant en chef l'armée de la Meuse, se plaît à témoigner son extrême satisfaction aux officiers, sous-officiers et soldats,... pour le bon esprit et l'excellente discipline dont ils ont fait preuve, pendant leur séjour à Liège; pas une plainte n'a été portée.

« Il est fier de commander à d'aussi braves soldats, et heureux de n'avoir que des éloges à leur donner.

« Comme d'ordinaire la discipline est la mesure du courage, il compte plus que jamais sur eux, si la guerre vient à recommencer.

« *Le général de division,*

« DAINE. »

Oui, la discipline est la mesure du courage, mais elle se perd lorsque le général affame son armée au lieu de la nourrir. La discipline se réduisant à rien, le courage se

<sup>1</sup> Daine au roi, p. 34.

réduit *dans la même mesure*, d'après le général Daine ; or, s'il a perdu tout cela en moins d'un mois, c'est qu'il possédait le moyen d'anéantir d'un seul coup et la discipline et le courage.

L'idée que Daine agissait dans un sens contraire à l'intérêt de la Belgique planait sur toute l'armée qu'il commandait. — Aussi voyons-nous, dans la réponse du colonel L'Olivier au général Daine, « qu'il n'y avait que découragement et méfiance, que des officiers supérieurs murmuraient et que le mouvement rétrograde s'opérait sans qu'on en comprît l'utilité.

« Ce colonel, appelé par son rang d'ancienneté à remplacer le général Daine, s'il venait à manquer à l'armée, « ne connaissant rien des ordres reçus ni des ordres donnés, pensa que le salut de l'armée lui commandait d'informer Sa Majesté de l'état des choses. »

« Un peu au delà de Cortessem, des officiers de toutes armes vinrent m'engager à prendre le commandement : je refusai comme je le devais et, arrivé à Tongres, des propositions semblables me furent faites sans plus de succès. »<sup>1</sup>

Lorsque l'armée de la Meuse en désarroi arriva à Tongres, le colonel Spaey, laissé en arrière, voyant que l'emplacement que le général Daine lui avait assigné, dans une longue avenue plantée d'arbres, exposait sa cavalerie à une attaque qui l'eût culbutée avant qu'elle eût pu se mettre en défense, le colonel Spaey voulut la faire sortir de là et lui choisir une position militaire.

<sup>1</sup> L'OLIVIER. *Réponse à Daine*, p. 5.



Si, d'après ses conventions avec le prince d'Orange, Daine savait qu'il n'y aurait pas de poursuite, le colonel Spaey était loin d'être aussi bien renseigné ; aussi envoya-t-il à Tongres le capitaine De Keyn pour demander un déplacement. Par calcul et non par ignorance, sans doute, Daine était un singulier tacticien. Le major Beaulieu, commandant le génie de l'armée de la Meuse, avait déjà eu occasion de dire au général qu'il plaçait ses troupes contrairement à toutes les règles admises à la guerre. « Je me f... des règles ! » fut la réponse de Daine.

Dans le trajet qu'eut à faire le capitaine De Keyn du 2<sup>e</sup> lanciers, aujourd'hui général en retraite, pour aller à Tongres rendre compte de son message à Daine, il fut rejoint par le maréchal-des-logis Debay du 3<sup>e</sup> escadron de ce régiment, qui devint bientôt le héros d'une scène caractéristique des plus émouvantes. Arrivé à l'hôtel du *Paon*, où était logé Daine, De Keyn dit au major dela Gotellerie, qu'il vit dans la cour, qu'il était chargé pour le général d'un message du colonel Spaey. « Dans un pareil moment, « vous n'avez pas besoin d'être annoncé, lui répondit dela « Gottellerie ; vous n'avez qu'à monter près du général, à « son appartement au premier étage. » L'appartement consistait en deux pièces séparées par un palier. Le capitaine De Keyn descendit de cheval et monta l'escalier ; mais le maréchal-des-logis Debay, qui, tout en mettant lestement pied à terre, avait entendu les paroles du major dela Gotellerie, s'était engagé le premier dans l'escalier. Lorsqu'il fut sur le palier, il se trouva face à face avec Daine, qui le traversait pour se rendre d'une chambre à l'autre, où l'attendaient plusieurs officiers, notamment de

Failly. Debay abordant Daine lui dit aussitôt : *Vous êtes un traître et vous avez trahi l'armée!* » et il fit feu sur lui de son pistolet, qui rata, l'amorce seule ayant brûlé. Une lutte corps à corps s'engagea entre eux. A ce bruit le capitaine De Keyn se précipita sur le palier le sabre à la main, à la rencontre du maréchal-des-logis, qui dégaina de son côté. Après avoir croisé le fer avec son capitaine, Debay se retira, disant qu'il n'en voulait qu'aux traîtres. — Le général Daine, furieux, reparut aussi alors, armé d'un sabre ; mais Debay était sorti tranquillement de l'appartement et de l'hôtel. Il était environ 5 heures, d'après le récit du général. — Debay revint à 9 heures du soir dans la cour de l'hôtel. Le général Daine, l'ayant aperçu de loin, lui cria : « Eh bien ! scélérat, viens-tu encore pour m'assassiner ? — Non, lui répondit Debay, je sais que je dois être fusillé, mais j'aime mieux cela que de désertir ; je viens me mettre à votre disposition. »

A l'ouverture de la séance du conseil de guerre, le 30 septembre 1831, l'auditeur militaire Coppé s'exprima en ces termes :

« Je viens remplir une pénible fonction qui m'est  
« imposée. Je ne chercherai pas à aggraver le sort d'un  
« infortuné par des accusations subtiles : bonne foi, jus-  
« tice, conviction, tels seront mes guides.

L'avocat de l'accusé, prenant la parole, dit : « Il ne  
« faut pas oublier que *le plaignant était généralement*  
« *envisagé comme un parjure*, et que toute obéissance lui  
« était refusée. Les liens de la subordination n'existaient  
« donc plus aux yeux de Debay, *comme dans l'opinion*

« *de la masse des officiers supérieurs et de toutes les troupes...*

« Le maréchal-des-logis n'était-il pas en état de dé-  
« mence? — Jetez les yeux sur l'ensemble du procès ;  
« dépeignez-vous l'état d'une armée dont tous les pas  
« n'ont encore été marqués que par des succès, et qui  
« cède subitement à une fuite qui coûtera si cher à l'hon-  
« neur, et dites-moi si celui qui respire le saint amour de  
« la patrie peut l'envisager de sang-froid! N'avez-vous  
« pas tous, Messieurs, versé des larmes de rage, en voyant  
« se ternir le noble drapeau de Septembre? Les défen-  
« seurs du pays ressentent le plus vivement ses affronts.  
« Ce militaire à l'âme ardente, au courage intrépide,  
« accouru de la France pour payer sa dette au sol qui l'a  
« vu naître, est témoin de notre opprobre. Son cœur se  
« déchire, sa tête fermente, la pensée que nous sommes  
« trahis le domine, lui enlève ses facultés intellectuelles...  
« Le reste vous est connu.

« Vous ne ferez pas tomber la tête de celui qui s'est con-  
« stitué prisonnier, parce qu'il préfère la mort à la désert-  
« tion ; vous admettez comme titre à votre indulgence  
« dix-huit années de loyaux services et d'honorables bles-  
« sures. »

L'auditeur conclut à la peine de mort.

Le conseil de guerre déclara Debay coupable d'avoir insulté le commandant de l'armée de la Meuse et le condamna à une année de détention, eu égard à l'exaltation qui le maîtrisait et à sa conduite antérieure, qui était exemplaire.

L'intérêt sympathique qu'inspirait le maréchal-des-logis Debay caractérise parfaitement le moral de l'armée à ce moment; c'est pourquoi nous avons relaté ici cet épisode de Tongres, qui se déroula pendant que se brusquait la retraite de Daine sur Liège. Quelle différence dans le moral de cette armée, lorsque, peu d'heures auparavant, elle forçait l'ennemi à rétrograder devant elle, aux combats de Houthalen, le 6, et de Kermpt, le 7 août 1831!

Voici, dans le principe, une des manœuvres de Daine, brusquement interrompue, suivant le rapport du 10<sup>e</sup> régiment, 3<sup>e</sup> bataillon.

« Ayant traversé le village (Zonhoven), l'on se dirigeait  
« sur Houthalen, où se trouvait l'ennemi; mais ayant  
« dépassé Zonhoven d'un petit quart d'heure, le général  
« fit rétrograder et conduisit l'armée sur la place préparée  
« pour le camp. »

Le colonel Huybrecht a publié, il y dix-neuf ans, un excellent ouvrage : *Histoire politique et militaire de la Belgique*, 1830-1831. Les données qu'il avait à sa disposition, en ce qui concerne la force de l'armée hollandaise, l'avaient cependant induit en erreur sur quelques points de détail.

Huybrecht, à la page 176 de son ouvrage, se pose cette question :

« Comment entendaient-ils amener la défection de leurs  
« troupes?... (Il s'agit de Daine et de de Faily.)  
« La vigueur déployée par la petite fraction de ces  
« troupes, engagée le 6 à Houthalen contre l'ennemi, et  
« leur résistance inattendue ayant fait échouer les projets

« de Daine et de de Faily, leur perplexité s'augmenta. Ils  
« se convainquirent qu'ils n'amèneraient jamais les officiers  
« et les soldats à les seconder. Cette situation ne pouvait  
« se prolonger ; elle devait embarrasser le prince d'Orange  
« au plus haut degré. — Pour sortir d'embarras, ils réso-  
« lurent de retourner à Hasselt, de s'engager sur la route  
« de Diest, où se trouvait échelonnée la majeure partie de  
« l'armée hollandaise, d'abandonner leurs troupes à elles-  
« mêmes et de provoquer une défaite, facile à prévoir,  
« qu'ils attribueraient à la supériorité numérique de l'en-  
« nemi et à l'indiscipline de leurs propres soldats. — Le  
« prince, en parfaite concordance avec ce projet, ordonna,  
« le 7 août, un mouvement de concentration autour de  
« Hasselt. »

Tel est l'état réel des choses au 7 août. Dans cette situation il s'agit de scruter consciencieusement et de bien préciser les causes des événements, en entrant dans des détails qui, au risque de fatiguer l'attention du lecteur, sont très propres à l'instruire. Si la marche du récit doit en souffrir quant aux opérations techniques, on ne perdra pas de vue que notre travail a pour but de jeter la lumière sur ces conspirations militaires de 1831, dont l'influence fatale amena notre défaite.

Et tout d'abord, posons ceci en principe : si Daine, avec ses 9,000 hommes d'infanterie, avec ses 10 escadrons de cavalerie et ses 18 pièces d'artillerie, battait complètement les 5,000 hommes de Cort-Heyligers, qui n'avait que

<sup>1</sup> HUYBRECHT, p. 178.

6 escadrons et 8 pièces d'artillerie, c'était la preuve que le prince d'Orange ne pouvait compter sur sa coopération pour emmener l'armée de la Meuse loin du théâtre des opérations décisives. Si Daine, au contraire, ne livrait, comme il l'a fait, qu'un combat insignifiant et sans résultat, le prince, après avoir lancé ce ballon d'essai, n'avait plus qu'à agir franchement et avec promptitude. — Le premier combat du 6, à Houthalen, répondit aux espérances du prince; mais les nouvelles qu'il reçut à Diest, dans la soirée du 7, sur l'issue du choc de la division Meyer et de la brigade de cavalerie légère contre l'avant-garde de Daine à Kermpt, le remplit d'inquiétude; car il s'attendait à occuper Hasselt et ne pouvait s'imaginer comment Daine, au lieu de lui livrer cette ville, comme il en était convenu et comme l'avait annoncé dès la veille le général de Failly, venait de repousser avec vigueur, à Kermpt, la 3<sup>e</sup> division, commandée par le lieutenant-général Meyer, et la brigade de cavalerie légère de Boreel. Afin de réparer cet échec, qui avait refoulé les troupes de Meyer jusqu'à Herck-la-Ville, le prince fit prendre immédiatement les armes à une brigade de la division du général Van Geen, comprenant les grenadiers et les chasseurs de la garde royale, et marcha lui-même, pendant la nuit, à la tête de ce renfort d'élite; de plus, voulant savoir à quoi s'en tenir sur les intentions de Daine, il se rendit avec son frère, comme nous l'avons dit ailleurs, à l'extrême pointe d'une reconnaissance de cavalerie.

Mais cet échec des troupes hollandaises, ce n'était pas Daine qui le leur avait infligé. Sa volonté, qui y était contraire, fut dépassée par la valeur impétueuse de ses

troupes, qui agirent avec spontanéité, pendant que leur chef cherchait tous les moyens, en les abandonnant à elles-mêmes, de provoquer une défaite.

« Le 7 août, vers 9 heures du matin, la générale bat  
« pour la troisième fois, et une charrette de pains arrive  
« pour le régiment; chaque compagnie en reçoit douze,  
« qui sont tout de suite partagés; chaque homme en reçoit  
« à peu près un douzième. Enfin, après beaucoup d'hési-  
« tation, l'armée se met en marche.

« Arrivés à Zonhoven, il fut impossible aux officiers de  
« tenir l'ordre dans les rangs; les soldats en sortaient  
« pour aller demander à boire et à manger. Enfin, on  
« continua à marcher sur Hasselt. Quelques soldats témoi-  
« gnent leur mécontentement en tirant des coups de fusil  
« à droite et à gauche. Arrivés à Hasselt, on nous fait tra-  
« verser la ville et sortir par la porte de Liège, sans  
« arrêter, ni donner des vivres. Alors des sections entières  
« quittaient les rangs pour entrer dans les maisons. Après  
« être sortis de la porte, on contourna la ville et on regagna  
« le chemin de Diest. A peu de distance l'on fit halte, afin  
« de rassembler les bataillons qui étaient dispersés; là on  
« distribua une ration de pain aux hommes et une ration  
« de fromage de Herve, après quoi l'on se remit en  
« marche. Le colonel Boucher commandait l'avant-garde;  
« notre bataillon était le second qui faisait partie du  
« centre de l'armée; je ne sais par qui ce centre était com-  
« mandé. Cette marche avait l'air d'un changement de  
« garnison, où chaque commandant de bataillon marche  
« à sa manière. Le bataillon était bien réuni, mais aux

« premières maisons, les soldats quittèrent de nouveau  
« leurs rangs et devinrent sourds à la voix de leurs offi-  
« ciers. — Peu de temps après, on entendit que l'avant-  
« garde entra en lutte avec l'ennemi. — On redoubla le  
« pas et on entra bientôt au feu en tirailleurs, des deux  
« côtés du chemin, à une portée de fusil; le reste du  
« bataillon suivait le chemin en tirailleurs et repoussant  
« l'ennemi avec l'aide de l'artillerie.

« L'ennemi fut repoussé avec vigueur. — Le soir, le  
« général est arrivé avec son état-major et peu après on  
« cessa de faire feu.

« J'ai remarqué que, pendant tout le temps qu'a duré  
« l'action, aucun officier d'état-major n'est venu donner  
« des ordres ou des renseignements sur la position de l'en-  
« nemi, sur ses chemins de retraite; pas même prendre  
« des informations sur les mouvements que faisaient les  
« Hollandais. » (Daine avait cependant un état-major de  
sept officiers à sa disposition.)

« Après être resté maître du village et des alentours,  
« on s'est retiré jusqu'au lieu où l'infanterie a bivouqué. —  
« Ce jour-là je n'ai pu recevoir de cartouches pour rem-  
« placer celles que les 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> compagnies avaient usées  
« en tirailleurs, les jours précédents. J'ai aussi demandé  
« plusieurs fois des pierres à feu, mais il n'y en avait  
« pas.

« *Le major commandant le 3<sup>e</sup> bat. du 10<sup>e</sup> rég'.*

« BORREMANS.

« *Jupille, le 20 août 1831.* »



Le major Borremans est mort lieutenant-général. Il avait fait la guerre avec distinction ; il était chevalier de la Légion d'honneur. — En 1815, lors de la retraite du corps de Grouchy, Borremans, lieutenant d'une compagnie de voltigeurs dont le commandement lui était échu, défendit avec acharnement, mais aussi avec beaucoup d'intelligence, les remparts de Namur, tenant tête aux Prussiens le dernier et leur faisant subir de grandes pertes, pendant que l'armée de Grouchy continuait sa retraite sur Dinant.

Grouchy donna quelque répit à son armée, en faisant barrer la route entre les rochers, au défilé de La Plante, au moyen d'un feu de fagots accumulés, qui retarda longtemps le passage de l'artillerie prussienne.

Borremans avec sa compagnie de voltigeurs, passa la Sambre vers Salzinne et rejoignit par les hauteurs et le bois de Marlagne.

Le rapport de cet officier supérieur, bien au courant des détails de la guerre, est très digne d'attention, car il jette une vive lumière sur la conduite du général Daine.

Borremans se trouvait, au moment de la reprise des hostilités, le 4 août, à Tessenderloo, Quaed-Mechelen et Oostham aux extrêmes avant-postes. N'étant plus séparé de la division ennemie qui occupait Moll que par une distance de 3 1/2 lieues, il envoya un rapport au général Daine avec demande de 25 cavaliers, tant pour les découvertes que pour la correspondance. Le général répondit qu'il ne pouvait obtempérer à la demande !... Ce refus mérite d'être constaté. Compromettre un corps au contact de l'ennemi, en lui déniait les moyens de s'éclairer et

de faire parvenir des dépêches urgentes, quoi de plus grave!

A propos de cette opinion, voici encore des paroles bien significatives à rapprocher de celles dites par Daine au capitaine Frison (page 225), dont elles paraissent le pendant. Le major Borremans, après s'être très vaillamment conduit et avoir repoussé l'ennemi, rassembla son bataillon, parce que la nuit tombait et qu'il n'avait ni vivres ni ordre. Retournant à Kermpt, afin d'y prendre position, il y rencontra le général Daine, auquel il fit part de ce qui venait de se passer, et lui dit que s'il avait été soutenu par un bataillon, il aurait pu s'emparer de l'artillerie de l'ennemi. « *Bah! bah! ce n'était pas là votre place.* » Le major ne put s'empêcher de répondre au général : « *Si c'est ainsi qu'on traite un ancien officier, je préfère quitter l'armée.* »<sup>1</sup>

L'assertion du colonel Huybrecht que Daine et de de Failly étaient déterminés à provoquer une défaite, en abandonnant leurs troupes à elles-mêmes et à l'indiscipline inévitable dans les rangs de soldats affamés, se confirme, pour peu qu'on analyse les actes de celui qui dirigeait l'armée de la Meuse.

Les rapports de tous les chefs de corps de cette armée concordent en deux points :

Pénurie d'aliments : — Le soldat restait sans vivres, malgré les réclamations réitérées de ses chefs et les propositions du médecin en chef de l'armée.

Désordre extrême : — Résultat inévitable des disposi-

<sup>1</sup> Archives de la Commission d'enquête. Interrogatoire du major Borremans, le 29 août 1831.

tions vicieuses qui prévalurent dans la retraite de Hasselt, le 8 août.

Pour éclaircir ces deux points, il convient de faire passer sous les yeux du lecteur quelques extraits de documents fournis à la Commission d'enquête :

PAS D'ORDRE. — PAS DE VIVRES.

« Les bagages, les fourgons d'ambulance, etc., sortis  
« fort tard de Hasselt, ne contribuèrent pas peu à l'en-  
« combrement et au désordre qui eut lieu à l'arrière-garde,  
« et qui se communiqua jusqu'à la colonne principale.

« Quant aux marches et contre-marches qui ont été  
« ordonnées par le général en chef, je n'ai pu que me con-  
« former sans restriction à l'obéissance passive à laquelle  
« tout inférieur est soumis à l'égard de son supérieur.

« Après quelques heures de repos *entre Tongres et*  
« *Liège*, j'ai reçu l'ordre de me diriger sur cette dernière  
« ville<sup>1</sup>.

\* A la sortie de Hasselt *la colonne était tellement com-*  
« *pacte, que l'arrière-garde même était jointe à l'armée.* —  
« Des voitures d'ambulance, des bagages, des caissons  
« étaient mêlés dans la colonne, ainsi que dans l'arrière-  
« garde. — Marchant ainsi en masse, sur une route  
« bordée de haies, de fossés, sans être éclairée sur ses  
« flancs, la tête de la colonne était arrivée à Cortessem,  
« lorsqu'on entendit trois coups de canon. On aperçut  
« aussitôt des cavaliers de toutes armes fuyant à peu de

<sup>1</sup> Rapport du colonel Spaey, commandant la cavalerie légère.

« distance de la route, de droite et de gauche; l'arrière-  
« garde dont ils faisaient partie, surprise par le feu des  
« canons de l'ennemi, s'était débandée. La déroute com-  
« mence. J'étais à la tête de deux escadrons de cuirassiers  
« marchant par quatre sur le côté droit de la route, au  
« centre de la colonne. Sur notre gauche marchaient de  
« front deux files d'artillerie. Mes cuirassiers restaient  
« au pas, malgré que la queue de la colonne les refoulât  
« sur moi. — A la *maison rouge*, je me suis jeté dans la  
« plaine et formé en bataille, dans l'espoir de charger l'en-  
« nemi, s'il avait continué sa course. Lorsque l'avant-  
« garde ennemie aperçut ces deux escadrons en ordre de  
« bataille, elle s'arrêta et prit position près de la *maison*  
« *rouge*. — Le major Kessels apprenant que deux esca-  
« drons de cuirassiers manœuvraient dans la plaine, se  
« porta en avant du village de Cortessem avec 4 pièces de  
« 12  $\text{\AA}$ , etc. — L'ennemi commença son feu sur les deux  
« escadrons de cuirassiers, puis sur notre artillerie. Le  
« major Kessels riposta vigoureusement et fit prompte-  
« ment retirer l'ennemi. Un escadron de chasseurs à  
« cheval, commandé par le capitaine Georges, vint nous  
« rejoindre. — Après être restés près de trois heures dans  
« cette position, le major Kessels et moi, nous reçûmes  
« l'ordre d'opérer un mouvement rétrograde, que nous  
« avons exécuté, sans que l'ennemi fit mine de nous  
« suivre. — Le 3<sup>e</sup> escadron composé de chevaux et  
« d'hommes non dressés a fait partie de l'armée pendant  
« deux jours. Deux pelotons détachés à l'arrière-garde ont  
« occasionné du désordre en voulant précipiter leur  
« retraite sous le feu de l'ennemi.

« Je profite de cette occasion pour vous dire que si l'on continue à conduire la cavalerie comme on l'a fait jusqu'à présent, dans quinze jours nous n'aurons plus de cuirassiers.

« Les chevaux, en partie, sont en mauvais état ; c'est le résultat des marches et contre-marches qu'ils ont faites nuit et jour, et des privations continuelles!...<sup>1</sup>

« Le 6, au matin, nous reçûmes l'ordre d'aller prendre position dans la bruyère de Zonhoven, où était réunie l'armée, et nous restâmes dans la même situation, *pendant trente-six heures, sans vivres ni fourrages*<sup>2</sup>. »

« Liège, le 31 août 1831.

« MON GÉNÉRAL,

« J'ai l'honneur de vous adresser les renseignements suivants recueillis hier, relativement aux vivres et fourrages.

« Le 7 août, l'officier qui fut chargé de se rendre à Hasselt, pour y prendre les vivres et fourrages, se présenta chez notre officier payeur M..... Celui-ci lui dit qu'il n'y avait rien dans les magasins ; on lui demanda les bons ; l'officier payeur répondit qu'il les avait donnés aux fournisseurs. L'officier chargé de la corvée se rendit chez les fournisseurs, qui affirmèrent qu'il n'y avait rien dans

<sup>1</sup> Rapport adressé au général président de la Commission d'enquête sur la journée du 8 août, par le lieutenant-colonel de Lobel, commandant le 1<sup>er</sup> régiment de cuirassiers.

<sup>2</sup> Rapport sur ce qui s'est passé aux escadrons de guerre du 2<sup>e</sup> régiment de lanciers, daté du 19 août 1831 et signé Spaey.

« les magasins. L'officier les menaça de faire enfoncer les  
« portes s'ils ne les ouvraient à l'instant, ce qui fut fait.  
« — Les magasins contenaient plusieurs milliers de  
« rations de pain, de fromage, avoine et autres subsis-  
« tances. Notre officier fit enlever le montant des bons et  
« renouvela la même opération chez le fournisseur d'eau-  
« de-vie; mais lorsqu'il faisait charger ses rations pour les  
« transporter au bivac, on reçut l'ordre de partir. — Une  
« partie de ces vivres nous rejoignit au bivac et l'adju-  
« dant-major les fit distribuer.

« *Le lieutenant-colonel comm' le 1<sup>er</sup> rég. de cuirassiers.*

« DE LOBEL.

« *A Monsieur le Général de Wautier,*  
« *président de la Commission d'enquête, à Liège.* »

Les détails qui suivent nous offrent un tableau plein d'intérêt :

« La 4<sup>e</sup> batterie, dont je faisais partie en qualité de  
« vétérinaire, devait se rendre de Marche à Bruxelles.  
« A Namur, elle reçut l'ordre de se diriger sur Hasselt. —  
« Arrivés près de cette dernière ville, nous voyons que  
« tous les cabarets hors de la ville et en ville étaient rem-  
« plis de soldats, bien qu'on nous eût dit qu'une partie  
« des troupes se battait déjà contre les Hollandais. — En  
« voyant tous ces soldats dispersés, chantant et plus ou  
« moins ivres, je dis à mon compagnon : « Je crois que  
« c'est une guerre pour rire; comment va-t-on réunir tous  
« ces soldats qui peuvent s'éloigner à leur guise ? Cela me

« fait croire que les Hollandais sont encore loin. » Cependant, le soir, j'avais la conviction qu'on s'était battu.

« On nous laissa bivaquer sans vivres, sans rien, nous n'étions cependant pas loin de la ville de Hasselt. — J'ai vu que le lieutenant Gendebien a donné dix florins pour un morceau de pain.

« En présence de tant de misères et de négligences calculées, je croyais que toute cette manière de faire ne servait qu'à nous décourager et à énerver le soldat par la faim.

« En partant de cette bruyère, nous repassâmes par Hasselt, nous dirigeant sur Kermpt. — Pendant la nuit, la batterie se mit en retraite sur Hasselt.

« Toute l'armée de la Meuse se trouvait réunie là, silencieuse, morne. Ce n'étaient plus ces soldats gais et chantant que nous avions vus à notre arrivée. — On parlait d'une marche en retraite sur Tongres ; on aurait dit que tous ces soldats avaient le pressentiment de ce qui allait arriver.

« Une armée magnifique devait se retirer, sans avoir été battue ; on avait mis trois ou quatre fois de petits détachements en présence des Hollandais, en laissant le gros de l'armée à l'écart et dans l'inaction ; c'était parfaitement imaginé.

« Suivant toujours la même tactique, au lieu de nous faire marcher de suite sur Tongres, puisque c'était décidé, on nous faisait perdre un temps précieux.

« Lorsque enfin on se mit en marche, je me plaçai sur une petite élévation, d'où je voyais l'armée entière. Elle était vraiment belle et me paraissait beaucoup supé-

« riure à celle que j'avais vue au camp, en 1828, près  
« d'Utrecht.

« On marchait lentement. Les batteries étaient divisées  
« en sections et séparées. La 4<sup>e</sup> batterie était la dernière,  
« et je me trouvais, avec les caissons et les fourgons, à la  
« queue de la colonne.

« Après avoir marché pendant un certain temps, on  
« remarqua comme un mouvement extraordinaire dans la  
« colonne; on allait plus vite; on était agité et on se mit  
« à trotter. — A certain moment, on vit des hommes de  
« chaque côté de la route, qui criaient sans cesse :  
« *Sauve qui peut! sauve qui peut! Nous sommes entou-*  
« *rés, la garnison de Maestricht est sortie, sauve qui*  
« *peut!*<sup>1</sup>

« Cela produisit sur certains soldats une frayeur indes-  
« criptible. Beaucoup quittaient leurs chevaux, et des  
« conducteurs d'artillerie coupaient leurs traits. Dans le  
« commencement, je ne comprenais pas le motif de tout  
« cela. — Au bout de très peu de temps, on remarquait,  
« de chaque côté de la route, une quantité considérable  
« de chevaux en liberté; ils étaient tellement serrés qu'ils  
« faisaient l'effet de deux immenses troupeaux de mou-  
« tons. C'était triste à voir.

« Au moment où je disais à un canonnier à pied de  
« dégager un très beau cheval d'officier, pris par les pieds  
« de devant dans les traits d'un cheval d'artillerie, trois

<sup>1</sup> Dans son rapport au roi, p. 20, Daine ne manque pas de dire qu'« on entendit prononcer le fatal *sauve qui peut!* qu'on avait remarqué, à la hauteur de nos colonnes, des hommes vêtus de blouses et qui, inconnus à nos bataillons, semaient des bruits alarmants. »



« boulets tirés par les Hollandais tombèrent dans les fourgons près de moi, en faisant un grand fracas.

« Deux pelotons de cuirassiers, qui se trouvaient à la queue, arrivèrent alors, culbutant ce qui était devant eux sur la route. Celle-ci bientôt ne présentait pour ainsi dire plus que des caissons, des fourgons, des canons, des armes abandonnées, au milieu desquels marchaient quelques troupiers jurant et pleurant de rage.

« C'était déplorable surtout parce qu'il eût été si facile de prévenir ce désordre.

« Au moment de la retraite, l'on n'entendait pas de cris de *sauve qui peut!* à la queue de la colonne, qui toutefois était agitée et marchait plus vite. Les hommes qui proféraient ces cris ont commencé à les pousser vers la tête de la colonne. — Ces hommes placés à distance restaient au même endroit; si c'eût été réellement des hommes peureux, ils se seraient sauvés eux-mêmes. — Il était facile de faire cesser leurs cris, en envoyant sur eux quelques cavaliers.

« Pour arrêter la panique, rassurer les hommes, leur inspirer de la confiance, et pour résister aux Hollandais qui nous poursuivaient, on n'avait qu'à mettre de chaque côté de la route un bataillon d'infanterie, et l'on eût empêché ce malheur immense de se produire.

« Le major Kessels montra beaucoup d'énergie; mais que pouvait-il faire? Il était trop tard; toute cette armée était disloquée; impossible de la réunir, tout était perdu.

« Continuant mon chemin avec quelques officiers et soldats, j'arrivai bientôt près du général Daine, qui avait

- « l'air de contempler en amateur cette déroute inouïe. —  
« Nous ne tardâmes pas à arriver à Tongres.  
« Ne résulte-t-il pas de ce qui précède que l'on n'a rien  
« fait pour maintenir l'ordre? Ne devait-on pas empê-  
« cher les cris de : *Sauve qui peut!* proférés par quelques  
« hommes?  
« La retraite sur Tongres étant décidée, devait-on nous  
« faire perdre un temps précieux à attendre près de Has-  
« selt? Dans quel but l'a-t-on fait? Probablement les  
« Hollandais n'étaient pas prêts à nous attaquer. Si l'on  
« n'avait pas eu l'intention de décourager et de démora-  
« liser l'armée, l'eût-on laissée sans vivres près d'une  
« grande ville et d'une multitude d'habitations? »

Toute cette notice est due à M. Van Meyel, vétérinaire à la 4<sup>e</sup> batterie d'artillerie en 1831.

Les observations faites par l'auteur de cette notice offrent un intérêt tout particulier : placé presque à l'extrême arrière-garde, d'un caractère froid et bon observateur, il vit se dérouler en grande partie les péripéties de la déroute volontaire de Daine.

Voici encore la copie textuelle d'un extrait du rapport dans lequel le capitaine De Bruyn, commandant le 2<sup>e</sup> escadron du 2<sup>e</sup> régiment de lanciers, relate les circonstances qui provoquèrent la déroute :

- « Je faisais partie de l'arrière-garde avec mon escadron;  
« la colonne était composée d'un bataillon d'infanterie  
« commandé par le lieutenant-colonel Degand, marchant  
« en tête; deux pièces d'artillerie venaient ensuite; puis  
« successivement un escadron de cuirassiers, un de chas-

« seurs et celui de lanciers qui faisait la queue de la  
« colonne.

« Depuis le départ de notre bivac, nous avons entendu  
« l'ennemi derrière nous. Un officier de chasseurs à che-  
« val fut envoyé au général pour l'en prévenir. Quelque  
« temps après, un guide de la Meuse vint nous dire qu'il  
« fallait tous nous retirer. Je ne jugeai pas convenable  
« de me retirer sans un ordre supérieur; je fis prévenir  
« le lieutenant-colonel Degand, qui me dit de suivre la  
« colonne de l'armée, qu'il en avait reçu l'ordre.

« Nous marchâmes en colonne de route jusqu'à ce que  
« l'ennemi fût arrivé à 150 pas de nous, au delà de Has-  
« selt. J'avais laissé un peloton de mon escadron com-  
« mandé par le sous-lieutenant Jassin, à 50 pas en arrière.  
« Cet officier me fit prévenir que l'ennemi avançait en  
« force. J'en fis avertir moi-même plusieurs fois le com-  
« mandant de la colonne, le lieutenant-colonel Degand,  
« pour que l'on prît quelques mesures. J'appris alors qu'il  
« se trouvait un officier et un peloton de notre regiment  
« dans Hasselt; j'envoyai le maréchal-des-logis Cautel-  
« berg prévenir le sous-lieutenant Dubois, qui comman-  
« dait ce peloton, de nous rejoindre de suite. Lorsqu'il  
« arriva, l'ennemi n'était plus qu'à 50 pas de lui.

• Voyant qu'aucune mesure n'était prise, je fis avancer  
« avec beaucoup de peine une des deux pièces d'artillerie,  
« en la faisant soutenir par un peloton de tirailleurs sous  
« les ordres du lieutenant Gerber.

« L'ennemi fit feu sur nous à ce moment. Je fis autant  
« que possible mettre mon escadron en front sur la route ;  
« mais le désordre commençait déjà dans la colonne, à

« cause de l'encombrement de bagages qui arrivaient de Hasselt et traversaient nos rangs.

« L'ennemi nous tira plusieurs coups de canon, en s'approchant avec sa cavalerie. — Notre pièce ne put faire feu, parce qu'il n'y avait pas de mèches. — Elle fut renversée, plusieurs hommes et chevaux furent tués. — Le lieutenant Gerber eut son cheval tué sous lui et perdit une jambe. — L'ennemi était en nombre ; personne ne nous soutenait ; il fallut céder. »<sup>1</sup>

Le bataillon de tirailleurs de la Meuse, commandé par le major Lecharlier, fut le plus rudement en contact avec l'ennemi ; fort de 700 hommes le 4 août, il n'en comptait plus que 400 après les combats des 6 et 7 août. Le rapport qui fut adressé par ce bataillon à la Commission d'enquête contient ce qui suit à charge du général Daine :

« Le général Daine, après avoir donné un cadre à notre bataillon, donna l'ordre de nous rendre à Hechtel. Nous voyons avec plaisir que, si nous sommes envoyés loin de l'armée, de nombreux secours sont échelonnés sur la route. A peine arrivés, des paysans nous annoncent la présence d'environ 200 Hollandais ayant du canon. — Vers 4 heures, nos avant-postes sont attaqués ; trois fortes colonnes ennemies se déploient devant nous ; de nombreux cuirassiers éclairent leurs mouvements. — Notre major, comptant sur de prompts secours, fait marcher sur eux au pas de charge. — Ils s'arrêtent ;

<sup>1</sup> Rapport du capitaine De Bruyn, du 9 août 1831. Archives de la Commission d'enquête.

« nous aussi, et nous restons en présence pendant trois  
« quarts d'heure; pendant ce temps, ils incendiaient les  
« granges et se contentaient de nous envoyer des boulets  
« que nous ne pouvions leur rendre, le général Daine  
« nous ayant retiré les deux canons et l'obusier que nous  
« avions toujours eus depuis la révolution. Nous n'avions  
« pas même une ordonnance à notre disposition pour faire  
« connaître à Hasselt notre position.

« Nous rétrogradâmes, faisant halte et front tous les  
« cent pas, et nous pûmes enfin expédier un gendarme,  
« qui revint avec quatre cavaliers et nous dit de battre  
« en retraite.

« Nous arrivons ainsi jusqu'à Zolder, sans rencontrer  
« un seul Belge sur la route. On était très étonné de nous  
« revoir: on nous croyait tous morts ou pris.

« On nous coucha, sans avoir mangé, dans des granges.  
« Le lendemain, au point du jour, nous allâmes prendre  
« position à une petite lieue au dessus de Zolder; l'en-  
« nemi ne tarda pas à se montrer; notre feu l'arrêta  
« pendant plusieurs heures, mais la masse avançait  
« toujours. Vingt tirailleurs belges défendirent pendant  
« une heure le village de Houthalen, que l'ennemi em-  
« porta par la supériorité du nombre, et il s'y établit.

« Notre bataillon avait lutté contre l'ennemi pendant  
« trois heures. Notre major, fatigué de ne voir toujours  
« que nous au feu, alla trouver le commandant de la ré-  
« serve, forte de deux bataillons, et le pria de nous sou-  
« tenir. Sur son refus, le major Lecharlier fit battre au  
« drapeau et réunit tous ses tirailleurs. Alors seulement  
« le général Daine fit détacher deux compagnies du

« 2<sup>e</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> chasseurs. Le major Lecharlier fait  
« recommencer le combat de son côté. Impatienté de le  
« voir durer si longtemps sans obtenir le moindre avan-  
« tage, il nous parle de charger à la baïonnette. On vient  
« nous dire qu'il est défendu de marcher à la baïonnette  
« sans ordre. Notre major prend sur sa tête cette respon-  
« sabilité. Les deux capitaines avec leurs deux compa-  
« gnies se réunissent à nous, et nous marchons sur cette  
« route que les boulets hollandais frappaient avec furie.  
« Notre musique nous suivait, mais nos cris de : *Vive la*  
« *Belgique ! vive le major !* étouffaient tout. Arrivée à  
« moitié de l'espace à parcourir, la colonne, qui donnait  
« trop de prise à la mitraille, se partage sur la droite et  
« sur la gauche pour aborder l'ennemi. Le feu prend une  
« consistance qu'il n'avait pas encore eue ; mais bientôt  
« les Hollandais prennent la fuite ; ils laissent en nos  
« mains sacs, armes, prisonniers et blessés. C'est alors  
« que fut tué le lieutenant-colonel de Villers, Belge de  
« naissance.

« En trop petit nombre, fatigués, affamés, et manquant  
« de munitions, nous ne pouvons les poursuivre ; nous  
« bornons là nos efforts, nous emportons les blessés, tant  
« hollandais que belges, et, chantant des airs de triomphe,  
« nous regagnons notre camp, où l'on nous fit distribuer  
« de l'eau avec du vinaigre. La nuit arrive, nous pouvons  
« nous reposer et nous ne sommes troublés que par la  
« faim.

« Au point du jour, notre bataillon marche sur le camp  
« ennemi ; il était abandonné, et tout prouvait la précipi-  
« tation qu'il avait mise à son départ : les livres de comp-

« tabilité, les sacs, les shakos jonchaient la route par  
« laquelle il s'était retiré. De la troupe venant du camp  
« s'étant trouvée là, nous crûmes que nous allions nous  
« porter avec toute l'armée sur Diest. Mais non ! Victo-  
« rieux, on nous ordonne la retraite. Nos soldats, dans  
« l'enthousiasme de ce premier succès, garnirent leurs  
« fusils de rameaux de chêne et arrivèrent à Hasselt aux  
« cris de : *Vivent les tirailleurs de la Meuse !*

« Nous espérions recevoir des vivres dans cette ville.  
« Le major envoie un officier auprès de l'intendant  
« Lecomte, qui lui dit de faire un bon pour 12 cents  
« rations (deux jours), et d'aller les prendre au magasin.  
« Il y va et n'y trouve que 35 pains. Nous n'en voulons  
« pas et, par ordre, nous allons bivaquier près de Curange.  
« Là le major Lecharlier donne 20 francs à chaque capi-  
« taine pour trouver au moins du pain.

« Le soir, à 11 heures, les régiments et l'artillerie se  
« retirent sur Hasselt.

« *Le général vient en personne* nous donner l'ordre de  
« transporter notre bivac plus loin que Curange ; ce qui  
« fut exécuté ; et une fois encore nous nous trouvons  
« isolés ; mais l'armée et le général sont là et les blouses  
« de Septembre ne voient le danger que quand on les  
« accable.

« La journée du 8 arrive ; nous nous trouvons en pré-  
« sence des Hollandais ; nous commençons le feu. Notre  
« bataillon, éparpillé sur tout leur front, les arrête une  
« grosse heure ; mais les masses nous refoulent, et nous  
« cédon en nous battant toujours. L'espace entre Hasselt  
« et Curange est désert, ou plutôt nous y sommes seuls.

« Arrivés à Hasselt, pas d'armée : elle a fui et n'a pas vu  
« l'ennemi. On nous indique le chemin de Liège. Nos  
« soldats faisaient retentir le mot de trahison ; nous ne  
« savions que répondre ; nous rejoignons l'armée, assurés  
« du sort qui nous y attendait.

« Cependant nous voulions défendre cette armée que  
« l'on conduisait si mal ; notre major (Lecharlier) va  
« trouver un lieutenant-colonel et lui propose de mettre  
« leurs bataillons en bataille pour l'honneur belge. —  
« *Il n'y a pas d'ordre*, telle fut la réponse.

« Les cuirassiers viennent prendre l'extrême gauche.  
« Nous laissons passer les bagages et ambulances pour  
« être plus libres.

« Arrivés à Tongres, le général *nous donne les portes à*  
« *garder*. Bientôt toute l'armée prend le chemin de Liège ;  
« nous restons seuls en ville. Notre devoir exigeait-il  
« autant ? Le général n'osait peut-être pas se confier  
« parmi ses troupes. Aussi était-il à Tongres même après  
« notre départ, qui eut lieu à la tombée de la nuit. »

Devait-il informer lui-même les émissaires hollandais  
que la colonne de Maestricht n'avait plus qu'à occuper  
Tongres qu'il leur abandonnait ?

« A Maestricht, on tenait constamment une batterie de  
« campagne et une partie de la garnison prêtes à marcher.  
« Lorsque dans la journée du 8, vers 7 heures, le major  
« Roloff y apporta la nouvelle de ce qui s'était passé à  
« Hasselt dans la matinée, le général Van Boecop sortit  
« de Maestricht à 9 heures, avec un bataillon d'infanterie,  
« deux escadrons de cuirassiers et une batterie de cam-  
« pagne pour occuper Tongres. Il y arriva à 2 heures du



« matin, et le major Roloff alla à Hasselt rendre compte  
« de l'occupation dont il s'agit. La certitude de la dés-  
« organisation de l'armée de la Meuse acquise, et la com-  
« munication avec Maestricht ouverte, l'attention se porta  
« sans partage sur l'autre armée belge. »<sup>1</sup>

L'abandon de Tongres était stipulé d'avance entre le prince d'Orange et Daine; c'est évident. S. A. R., certaine que ce point important allait lui être livré, dépêcha simplement un officier d'état-major à Maestricht pour prévenir la faible colonne, composée d'un bataillon, de deux escadrons et d'une batterie, que le moment de l'occupation de Tongres était arrivé. Cette ville, entourée d'une vieille enceinte, pouvait se défendre facilement avec un chef énergique. Le général hollandais n'y entra pas d'abord; il tint sa petite troupe hors de la porte dite de Maestricht, et exigea, sous les peines les plus rigoureuses, la remise des armes de guerre. Après leur chargement sur des chariots et leur expédition sous escorte à Maestricht, il voulut que toutes les armes de chasse fussent rendues, en même temps que les sabres de luxe, les épées, les pistolets, etc., etc. Ce fut seulement alors que Tongres, où jusque là n'avaient pénétré que des détachements, vit apparaître dans ses murs toute la colonne hollandaise.

« A Liège, on nous a donné un peu de repos et on a  
« eu soin de nos tirailleurs. Le général est venu dans une  
« réunion de tous les officiers du bataillon Lecharlier, et  
« nous a remerciés de nos efforts; il nous a dit qu'il nous  
« signalerait pour notre courage, et nous a demandé de

<sup>1</sup> BOSSCHA, p. 559.

« lui donner les moyens de découvrir les coupables qui  
« avaient perdu l'armée, et qu'un conseil de guerre en  
« ferait bientôt justice.

« Peu de jours après, nous avons reçu l'ordre de nous  
« mettre en bataille sur la route d'Oreye, où nous sommes  
« restés plusieurs jours sans ordres. »<sup>1</sup>

La valeureuse conduite du bataillon Lecharlier n'empêcha pas la calomnie de s'attacher à son chef. On en trouve la preuve dans cette lettre écrite par lui au ministre de la guerre :

« Oreye, le 22 août 1831.

« MONSIEUR LE MINISTRE,

« Un de mes officiers, qui se trouve en ce moment à  
« Bruxelles, m'ayant communiqué l'avis qu'il vous avait  
« été fait un rapport sur mon refus supposé d'obéir à des  
« ordres qui ne me sont point parvenus, pour que vous  
« ne puissiez pas être induit en erreur à cet égard, j'ai  
« cru devoir prendre la liberté de vous adresser ci-inclus  
« les seuls ordres que j'aie reçus et auxquels je me suis  
« empressé d'obtempérer.

« Vous pourrez remarquer, Monsieur le Ministre, que  
« mon bataillon a dû rester en bataille sur la route d'Oreye,  
« depuis le 13 jusqu'au 18 de ce mois.

« Agréez, etc.

« *Le major commandant,*

« P.-J. LECHARLIER. »

<sup>1</sup> Rapport sur les faits qui ont précédé et entraîné la déroute de l'armée de la Meuse, adressé à la Commission d'enquête par les officiers du bataillon de tirailleurs de la Meuse.

« Quartier-général de l'armée de la Meuse.

« Liège, le 13 août 1831.

« Monsieur le major Lecharlier partira avec son bataillon, dans le plus grand silence, à 4 heures du matin ;  
« il ira se mettre en bataille sur la route d'Oreye, où il  
« attendra de nouveaux ordres. »

Enfin, le colonel Lecharlier reçut le 18 août, du colonel d'état-major Nypels, l'ordre envoyé de Lumay de rester à Oreye, en attendant sa destination ultérieure.

Daine arriva à Liège à la tête de la cohue qui représentait son armée, le 9 août, à 2 heures du matin ; il était à Tongres, la veille, à 6 heures du soir. — Il dit dans son rapport au roi qu'il était dépourvu de tout moyen d'action par le manque d'officiers d'état-major !! Son état-major comptait toutefois, y compris les aides de camp, neuf officiers, et des officiers de cuirassiers et du train étaient employés comme officiers d'ordonnance. — Dans l'abattement et le désespoir où il paraissait plongé, il écrivit au général Goethals pour l'engager à venir prendre le commandement de l'armée de la Meuse.

Le général Goethals arriva, mais Daine avait changé d'avis. Il garda son commandement. Inspiré par de Failly, il disait déjà « que le désastre de son armée n'était qu'une  
« fâcheuse affaire, plus désagréable qu'importante. »<sup>1</sup>

De Failly, effrayé de voir passer l'armée de la Meuse sous les ordres d'un général capable et plein de probité, qui se fût hâté de déranger les combinaisons convenues avec

<sup>1</sup> Daine au roi, p. 74.

l'ennemi, s'empessa d'écrire à son cher général d'Hané, à la fois ministre de la guerre et chef d'état-major général royal, afin, disait-il, d'éclairer le roi et les ministres sur le véritable état des choses :

« Nous avons éprouvé un échec plus désagréable  
« qu'important, et l'on n'a pas manqué, suivant l'usage,  
« de crier hautement à la trahison.

« Les officiers de l'armée se plaignent aussi de Daine,  
« mais plusieurs d'entre eux ont montré tant d'impéritie,  
« de mollesse, de nonchalance, pour me servir d'un mot  
« beaucoup trop doux, qu'ils trouvent commode de rejeter  
« ces revers sur leur chef.

« En tout état de cause, je pense que si le général en  
« chef était changé, cette mesure devrait au moins être  
« ajournée dans l'intérêt du service et surtout n'être opérée  
« que par une décision légale.

« J'ai pensé, mon cher général, que ces détails vous  
« mettraient à même d'apprécier les hommes et les choses,  
« et je me suis empressé de vous les adresser.

« BARON DE FAILLY. »

La lettre de de Failly est du 9 août : il s'efforçait de faire gagner à Daine le demi-million déposé pour celui-ci chez Cockerill, à Seraing, comme voulaient aussi le lui faire gagner ceux qui avaient conseillé au roi de faire partir Daine de Liège, avec *les débris* de son armée, pour rejoindre, par Namur et à marche forcée, celle de l'Escaut.

Daine ne toucha pas la somme déposée pour lui chez Cockerill, parce que Liège ne fut pas occupé par les Hol-

landais. Le grand abattement du général pouvait bien résulter du regret de la perte d'une somme aussi considérable.

Lorsqu'il vint camper, le 14 août, à l'improviste, aux environs de Tirlemont, il logea à Orp-le-Grand, chez M. Michotte, et semblait, au dire de celui-ci, insouciant à tout et fort découragé. Il restait assis, presque toute la journée, les jambes étendues sur une seconde chaise.

Ch. De Brouckere eut avec lui chez M. Michotte, une très chaude altercation, dans laquelle il dit à Daine : « Vous êtes un lâche, un misérable. »

Il est curieux de voir le général de Failly rejeter sur les officiers de l'armée l'accusation d'impéritie, de mollesse, de nonchalance, tandis que « le 7, l'infanterie, par suite « de l'ineptie ou de l'imprévoyance, est demeurée, pendant « deux heures, sur un champ de bataille, sans cavalerie, « sans artillerie, sans vedettes, sans vivres, sans ordres « et sans chef. Un tel état de choses a indigné, exaspéré « tous les officiers supérieurs et démoralisé l'armée.

« Alors le général en chef, retiré à Hasselt, dans son « lit, était inaccessible pour tout le monde. »<sup>1</sup>

Daine fut sauvé par ses acolytes, qui se trouvaient dans l'entourage du roi.

Son armée, qu'il avait conduite comme nous l'avons indiqué, resta sous son commandement nominal. — Quelle confiance ses soldats, ses officiers pouvaient-ils encore avoir en lui? Quel singulier moyen de rétablir la discipline! Les laisser sous les ordres de celui qu'ils méprisaient

<sup>1</sup> Réponse du colonel L'Olivier aux faits qui lui sont personnels, dans le rapport du général Daine, p. 6 et 7.

en l'accusant de trahison, de celui qui, dénué de toute valeur militaire, n'avait plus même le courage ni l'élan indispensable pour soutenir le moral d'une armée! — N'ayant plus aucun espoir de toucher la somme qui devait payer sa trahison, il restait inerte, affaissé.

Le colonel Huybrecht émet à la page 174 de son ouvrage, cette considération fort juste :

« Le général Daine se plaignait, dans son rapport au roi, qu'on ne lui eût pas permis d'agir sur une zone d'opérations distincte. Or, le 6, en vertu de l'ordre qu'il avait reçu, tous ses désirs à cet égard devaient se trouver accomplis. Il était en marche sur Hechtel et, dès la première journée, il se trouve en présence d'une de ces divisions ennemies qu'il avait ordre de culbuter. Par un hasard des plus heureux, c'était une division qui, comme nous l'avons dit, était inférieure de tout point.

« Eh bien! en présence de la lutte inégale que soutiennent le détachement Patoux et le bataillon Lecharlier, que fait Daine? Il reste à la tête du gros de ses forces, spectateur impassible du combat qui se livre sous ses yeux. Il garde l'attitude d'un général chargé de défendre la neutralité de son pays, en face des deux armées bel-ligérantes.

« Une marche en avant de quelques mille mètres le portait sur le flanc et sur les derrières de l'ennemi. Le colonel Van Damme le presse, l'exhorte; il ne peut rien obtenir. »

Si Daine s'efforçait d'empêcher ses troupes de combattre, il s'appliquait aussi à les harasser de fatigue. Nous voyons dans le rapport du major de Zantis, commandant le

2<sup>e</sup> bataillon du 1<sup>er</sup> régiment de chasseurs à pied, que le 3 du mois d'août, étant cantonné à Looz et aux environs, il reçut un ordre du général Daine de partir à 3 heures de l'après-midi, pour se rendre à Hasselt, où il devait recevoir une destination ultérieure. — Arrivé à Hasselt, il reçut ordre de partir le soir même pour Zonhoven, afin d'y passer la nuit, et de se rendre, le lendemain à 4 heures du matin, au village de Helchteren, pour y prendre position.

« Parti le 4 de bonne heure, je rencontrai au bout d'une demi-lieue de chemin, le receveur et les douaniers de Lommel, où l'ennemi venait d'entrer en force. Ils m'apprirent que probablement j'allais en venir aux mains avec l'ennemi.

« Arrivé à Helchteren, je fis former le carré aux soldats du bataillon, et, par une courte allocution, leur fis connaître que nous allions en venir aux mains avec l'ennemi et les engageai à faire les plus grands efforts pour la défense du sol de la patrie. — Un grand enthousiasme éclata dans la troupe; je fis charger les armes et pris mes dispositions.

« Le soir du même jour, je reçus un rapport du 1<sup>er</sup> lieutenant Dessart, de mon bataillon, détaché à Peer avec 50 hommes, me rendant compte qu'il avait fait pour suivre une patrouille hollandaise venue dans les environs et lui avait fait deux prisonniers.

« Dans la nuit du 4 au 5, le bataillon des tirailleurs de la Meuse passa à travers de mon bivac pour se rendre au village de Hechtel et y prendre position.

« Le 5, je reçus un renfort de 50 chasseurs à cheval,

« que je détachai en grande partie, pour m'éclairer, dans  
« diverses directions. Vers midi, j'appris que l'ennemi  
« était en force à Hechtel et qu'il attaquait le bataillon de  
« tirailleurs.

« Cependant, vers 5 heures du soir, un guide de la  
« Meuse vint m'apporter l'ordre du général commandant  
« en chef de réunir mon bataillon et de me diriger sur  
« Zonhoven, où je trouverais un officier d'état-major, qui  
« m'indiquerait la position à prendre. A peu de distance  
« de ce village, je reçus une ordonnance du major com-  
« mandant le bataillon de tirailleurs de la Meuse, qui me  
« demandait du secours. Aussitôt j'ordonnai au 1<sup>er</sup> lieu-  
« tenant Kerckhove, commandant lès 50 chasseurs à  
« cheval, de rejoindre le bataillon de tirailleurs pour cou-  
« vrir sa retraite. Le mouvement fut exécuté comme je  
« l'avais ordonné. Arrivé à Zonhoven, je pris position à  
« l'entrée du village, pour attendre l'ennemi de pied  
« ferme, car on disait déjà que le bataillon de tirailleurs  
« était dispersé.

« Il n'en fut rien cependant, car ce bataillon avait fort  
« bien soutenu la retraite; il arriva une heure à peu près  
« après moi. — Nous fûmes remplacés par un bataillon  
« du 10<sup>e</sup> de lignè, commandé par le lieutenant-colonel  
« Degand; les armes du bataillon étaient hors d'état de  
« faire feu à cause de la pluie continuelle.

« Le lendemain, 6 août, le bataillon reprit dans la  
« matinée ses positions devant le village de Zonhoven,  
« après avoir détaché la 4<sup>e</sup> compagnie, commandée par le  
« capitaine Dans, avec 30 chasseurs à cheval pour pousser  
« une reconnaissance.



« Ce capitaine s'aventura jusque dans le village d'Helch-  
« teren, que nous avions quitté la veille, et se trouva tout  
« à coup coupé par une reconnaissance hollandaise, com-  
« posée en partie de grosse cavalerie, qui le força à battre  
« en retraite, après avoir perdu plusieurs chasseurs, tant  
« en tués qu'en blessés et prisonniers.

« L'armée s'était mise en mouvement dès le matin, pour  
« aller prendre position sur l'emplacement du camp, sur  
« la droite de Zonhoven. Le 2<sup>e</sup> bataillon de chasseurs se  
« trouva, comme de coutume, à l'avant-garde.

« Le lendemain 7, je reçus l'ordre de rallier mon ba-  
« taillon. Un ordre du jour ayant fait connaître à l'armée  
« que S. M. en avait pris le commandement et que nous  
« allions attaquer l'armée hollandaise, le plus vif enthousiasme se manifesta parmi les soldats.

« L'armée se mit en mouvement sur les 8 heures du  
« matin, traversa Zonhoven et Hasselt, et, au sortir de cette  
« dernière ville, près du village de Curange, nous rencon-  
« trâmes les tirailleurs ennemis. Nos tirailleurs repous-  
« rent l'ennemi partout, à quoi le feu bien dirigé de deux  
« pièces d'artillerie contribua puissamment.

« Je fis occuper l'abbaye d'Heckenrode, lorsque l'en-  
« nemi faisait déjà la tentative de s'y loger. Le mouvement  
« eut tout le succès possible : les Hollandais durent se  
« retirer partout. Nous les suivîmes pas à pas jusqu'au  
« village de Kermpt, où ils opposèrent une très vive  
« résistance. A plusieurs reprises, ils furent cepen-  
« dant jetés hors du village et perdirent beaucoup de  
« monde dans les différentes attaques qu'ils eurent à sou-  
« tenir. Cependant il devenait urgent de renforcer les

« tirailleurs pour ne pas être refoulés ; j'envoyai à leur  
« soutien tous les soldats que je trouvais sous la main. —  
« Les chasseurs de mon bataillon se sont en général com-  
« portés avec beaucoup de bravoure.

« L'arrivée du 11<sup>e</sup> régiment à la nuit tombante, mit fin  
« au combat. L'ennemi se replia et nous couchâmes en  
« avant du village, sur le champ de bataille si vivement  
« disputé.

« Vers minuit, le colonel L'Olivier me fit appeler et me  
« communiqua l'ordre du général en chef de rétro-  
« grader. Bientôt après, l'armée se replia dans le plus  
« grand silence et reprit position près du village de  
« Curange.

« Mon bataillon avait considérablement souffert ; j'avais  
« perdu au moins 150 hommes, tués, blessés, prisonniers  
« et égarés, pendant les deux journées du 6 et du 7. »<sup>1</sup>

Avant de clore ce chapitre, déjà long, nous devons prier  
le lecteur de fixer un instant encore son attention sur ce  
qui se passait à Hasselt entre le départ de l'armée de Daine  
et l'entrée des Hollandais.

« Le 8 août, M. Seutin, médecin en chef de l'armée,  
« harassé de fatigue et en même temps malade, me chargea  
« de réunir les fourgons et voitures suspendues apparte-  
« nant à l'ambulance, sur la grand'place de Hasselt, à  
« l'effet de leur faire suivre l'armée. Six ou sept de ces  
« fourgons et voitures se trouvaient déjà rendus sur cette

<sup>1</sup> Rapport du major de Zantis, commandant le 2<sup>e</sup> bat. du 1<sup>er</sup> rég. de  
chasseurs à pied. Archives de la Commission d'enquête.

« place, tous les officiers de santé, ainsi qu'un bon nombre  
« des employés étaient là, prêts à partir. Je montais à cheval  
« dans la cour de l'hôpital, lorsqu'à ma grande surprise,  
« j'y vois entrer un fourgon, sur lequel était monté un  
« des économes dont j'ignorais le nom, mais que je recon-  
« naîtrais très facilement au besoin. Sur ma demande :  
« pourquoi il rentrait avec les fourgons et voitures que  
« M. Seutin venait de lui donner l'ordre d'emmener, il  
« me répondit : — Je n'ai d'ordre à recevoir ni de M. Seutin,  
« ni de vous ; je rentre par ordre supérieur. — Je voulus  
« savoir qui avait donné cet ordre supérieur ; il me dit :  
« C'est M. Baur...

« M. Lecomte, intendant, m'engagea à partir sans délai ;  
« l'ennemi, me dit-il, est peut-être déjà en ville. Je lui  
« déclarai que je ne partirais pas sans ordre, ni sans avoir  
« fait tout mon possible pour faire partir les officiers de  
« santé, attachés à l'ambulance : — Partez, me répéta-t-il,  
« partez, vous ne savez pas ce que c'est, je le vois bien,  
« que de faire la guerre. Dans ce moment, il me quitta au  
« galop pour prendre la route de Tongres.

« Je priai M. Desprez, médecin de bataillon, qui se  
« trouvait à quelques pas de moi, d'aller bien vite pré-  
« venir M. Seutin, qui était encore à l'hôpital, de l'ap-  
« proche de l'ennemi, afin qu'il partît de suite, s'il voulait  
« éviter d'être fait prisonnier. — M. Desprez alla prévenir  
« M. Seutin. — L'ennemi entra en ville. — Je partis  
« au galop et, à quelques pas hors de la porte de la ville,  
« je fus rejoint par M. Seutin, qui me dit que l'officier  
« hollandais entré en ville, portant un drapeau blanc,  
« l'avait accosté, lui demandant qui il était ; et, sur sa

« réponse qu'il était un médecin de la ville, il lui dit de se  
« retirer bien vite. »<sup>1</sup>

Le rapport de l'agent principal des ambulances, M. Baur, fait d'une manière charmante la leçon au général Daine. Voici cette pièce adressée par M. Baur au ministre de la guerre :

« La perte de l'ambulance ne peut être attribuée qu'au  
« défaut d'ordre de départ, à son placement à la suite de  
« l'armée, où elle était sans moyens de défense, exposée au  
« feu de l'ennemi. L'arrière-garde, loin de protéger, a hâté  
« sa fuite à coups de sabre, et l'on peut dire que c'est elle  
« qui l'a refoulée sur le reste de l'armée. » — Cette assertion  
se trouve confirmée par ce que dit le capitaine Pirson, com-  
mandant la 4<sup>e</sup> batterie de campagne, dans son rapport du  
12 août 1831. On y lit en effet : « Les fourgons d'ambu-  
« lance et toutes les voitures de bagages s'étant précipités  
« en avant avec confusion, vinrent s'entre-choquer avec  
« mes voitures et ma dernière section ; presque toutes se  
« brisèrent. »

« Il ne m'appartient pas, — ajoute M. Baur, — de péné-  
« trer dans les secrets de la stratégie, mais il *me semble que*  
« *la place des bagages et de tout le matériel de l'armée*  
« *n'était pas derrière celle-ci, lorsqu'on avait tout à*  
« *craindre de la poursuite.*

« Quoi qu'il en soit, je le répète, *c'est le défaut d'ordres*  
« *écrits et même verbaux qui a causé la perte mentionnée*

<sup>1</sup> Déclaration de M. Alexis, médecin de garnison, attaché à l'ambu-  
lance de l'armée de la Meuse. Archives de la Commission d'enquête.

« *dans le procès-verbal. Pour preuve, je défie qui que ce soit de me prouver que j'en ai reçu aucun... La perte résulte d'une force majeure et d'une suite d'événements qu'il ne m'appartient pas de pénétrer, mais qu'il était aussi impossible de prévoir que d'empêcher.* BAUR. »

Nous tenons d'un ancien officier de cavalerie, témoin oculaire, qui marchait, avec son peloton, à une centaine de pas derrière le général Daine, que celui-ci assistait, imperturbable, à la dissolution de son armée, et qu'accompagné de son état-major, il poursuivait son itinéraire avec le plus grand calme. Sans rien prescrire, soit pour remédier à la panique, soit pour arrêter le flagrant désordre qui s'aggravait sous ses yeux, il se laissait dépasser par les voitures de toute espèce, qu'on voyait se précipiter sur la route dans une épouvantable confusion.

Le général en chef ne devait-il pas, au lieu de marcher en tête d'une telle colonne, la faire défiler devant lui, et prendre les dispositions les plus efficaces pour soutenir l'arrière-garde, inévitablement exposée aux attaques? Il l'eût fait sans doute, s'il avait voulu prévenir le désastre de son armée, au lieu de le provoquer. — La preuve qu'il était d'accord avec l'ennemi, c'est que celui-ci, bien loin de profiter du désordre qui régnait dans cette longue colonne, s'arrêta, pour replier sur Hasselt la brigade de cavalerie légère et les 4 pièces d'artillerie à cheval, chargées de la poursuite.

Les extraits des rapports qui précèdent dévoilent, avec la plus grande clarté, la nature des procédés mis en usage contre l'armée de la Meuse par le général Daine et par son

conseiller, le général de Failly. Ils confirment et corroborent, en même temps, ce que nous avons énoncé plus haut concernant le plan et la marche des opérations. S'il y a quelque décousu, quelque lacune dans la reproduction et le classement de cette série de pièces purement justificatives, nous prions le lecteur de vouloir remarquer que le but principal de notre travail, en exhumant les conspirations militaires de 1831, consiste à démontrer l'influence funeste qu'elles exercèrent sur les événements du mois d'août, et de prouver, en dernière analyse, qu'en elles réside la cause de notre défaite. Dès lors, il ne pouvait entrer dans nos vues de tracer de nouveau, par une narration plus lucide, plus complète et mieux liée, ces opérations militaires que nous nous sommes efforcé de dépeindre, dans le cours de ce chapitre, avec autant de méthode que possible.

Nous avons vu les chefs de corps signaler les marches fatigantes, souvent faites de nuit, qui leur étaient commandées par le général Daine, pour ne les faire mouvoir que dans un espace très restreint. Nous les avons entendus se plaindre avec amertume de la pénurie continuelle des vivres et de l'extrême insuffisance des aliments fournis comme rations à leurs soldats. — Le médecin en chef écrit au général Daine : « *Il est de la plus grande urgence de leur fournir des vivres le plus tôt possible, et particulièrement de la viande fraîche.* »

« L'attention continuelle du général pour le bien-être du soldat m'assure d'avance qu'il prendra ces observations en considération. »

Homme de cœur, comprenant l'indispensable nécessité

de faire subsister l'armée de la Meuse, Seutin voulait sans doute, par cet éloge immérité, stimuler l'amour propre de Daine; car les rapports des différents corps à la Commission d'enquête sont unanimes sur ce point : que le général Daine ne se souciait guère du bien-être du soldat.

Daine resta sourd aux propositions du médecin en chef de l'armée; à toutes les réclamations il oppose la seule force d'inertie; mais il conserve pour la consommation des Hollandais, auxquels il va livrer Hasselt, le nombreux bétail qui s'y trouve!

« J'ai battu l'ennemi pendant quatre jours... J'ai opéré  
« mon mouvement sous le feu de l'ennemi, auquel j'ai  
« offert pendant quatre heures le combat qu'il n'a pas  
« voulu accepter. »<sup>1</sup>

Ce n'est pas à Cortessem, après la débandade de son armée, que Daine devait offrir le combat à l'ennemi; c'était à Herck-la-Ville, afin de profiter du succès de son avant-garde, qu'il aurait dû appuyer, le 8 au matin, avec son armée tout entière. N'avait-il pas à ce moment la plus belle chance de vaincre? — C'était le 8 au matin qu'il fallait se porter en avant. Alors l'armée de la Meuse, animée par l'élan de la victoire et par l'ascendant qu'elle venait de prendre sur l'adversaire, promettait d'ajouter une troisième journée de victoire, aux deux journées d'Houthalen et de Kermpt. Quel moment plus favorable pouvait-il espérer? Il le laissa échapper et nous dit qu'il a opéré « son mouvement de retraite sous le feu de l'ennemi, en lui offrant « pendant quatre heures le combat qu'il ne voulut pas

<sup>1</sup> Daine au roi, p. 27.

« accepter ». — Daine refuse de livrer le combat, lorsqu'il voit ses troupes pleines d'ardeur; puis il nous dit qu'il l'a offert pendant quatre heures, lorsque son armée était abattue par la faim, en proie au découragement, et que, toute démoralisée, elle tournait, par son ordre, le dos à ceux qu'elle avait vaincus.

Et même en se retirant, le simple bon sens n'indique-t-il pas que, ce que firent près de Cortessem, pour arrêter la déroute, le lieutenant-colonel de Lobel et ses cuirassiers, le major Kessels avec son artillerie, et les majors Borremans, Breyer et Capiaumont, avec leurs bataillons, Daine pouvait le faire pour prévenir cette déroute et couvrir sa retraite? Le simple bon sens lui prescrivait de déployer son arrière-garde, de protéger les flancs de la longue file qu'il menait sur une route étroite. Il dit lui-même (p. 20) : « que l'on avait remarqué à la hauteur de nos colonnes des hommes vêtus de blouses, et qui, inconnus à nos bataillons, *semaient des bruits alarmants*; on entendit prononcer le fatal *saue qui peut !* » Que ne les faisait-il arrêter?

Le général Knoop dit : « Nous ne croyons pas à une trahison, mais bien à une *incapacité qui a produit autant de mal que la plus noire trahison aurait pu le faire !* »

Nous, qui sommes convaincu de la trahison du général Daine, nous prenons acte de l'aveu du général hollandais, et nous soutenons que dans les journées du 6, du 7 et du 8 août 1831, les seules qui l'aient mis en contact avec les Hollandais, toutes ses dispositions furent celles d'un chef d'accord avec le général ennemi. Il est évident que Daine ne pouvait adopter de mesure plus efficace que celle qu'il



prit, afin d'assurer la défaite de son armée et le succès complet de son adversaire.

« La démoralisation qui s'était emparée de l'armée de la Meuse fut complète. L'indiscipline s'empara de toute la hiérarchie; les soldats ne voulaient plus obéir à leurs chefs en qui ils n'avaient plus confiance; certains officiers supérieurs, pour masquer leur défection, avaient l'air de suspecter les ordres qu'ils reçurent. C'est dans cet état de confusion que l'armée de la Meuse arriva à Liège. »<sup>1</sup>

Cette démoralisation des troupes de Daine par la faim et la fatigue a été très fidèlement décrite par le capitaine Gamache, qui commandait la compagnie de voltigeurs du 2<sup>e</sup> bataillon du 11<sup>e</sup> de ligne. — Citons textuellement :

« Le bataillon occupait Bilsen. — Chacun était animé du plus vif enthousiasme. Les soldats brûlaient d'en venir aux mains avec l'ennemi.

« Dès le 4 août, une partie de la troupe (trois compagnies) bivaquaient aux environs de la ville; les trois autres compagnies couchaient dans des granges à proximité du marché.

« Le 5 août au soir, vers 9 heures, le bruit courait qu'on partait la nuit, l'ordre étant arrivé.

« Le 6, à 3 heures du matin, on fit battre pour le départ; n'étant pas prévenu, le soldat avait laissé une partie de ses effets dans son logement. Les trois compagnies au bivac devaient rejoindre de bonne heure, mais après deux ou trois heures d'attente sur la place, on se mit en marche sans avoir mangé. On fit une halte en un endroit

<sup>1</sup> *Mémoires de Niellon*, p. 272.

« où il n'y avait rien à se procurer, mais avec promesse  
« de rafraîchir à Diepenbeek. Toutefois, on passa outre.  
« — Nouvelle promesse de rafraîchir à Hasselt, mais on  
« passa encore plus vite. Cependant on fit une halte à une  
« demi-lieue de la ville, sans avoir ni à boire, ni à manger.  
« — On se remit en route pour rafraîchir à Zonhoven,  
« mais notre 3<sup>e</sup> bataillon qui nous devançait s'y trouvait,  
« et il fallut encore passer outre. Au camp, disait-on, se  
« trouverait tout ce qu'il fallait.

« Après la fatigue des jours précédents, et cette marche  
« précipitée dans une forte chaleur, le soldat ne trouva pas  
« même de l'eau, à son arrivée au camp.

« Aucun ordre ne fut donné et les hommes, harassés, se  
« couchèrent en murmurant. On essaya de les tenir debout,  
« mais en vain, ils se recouchaient aussitôt. Les plaintes  
« augmentèrent. — Enfin le pain arrive; on le distribue  
« comme par charité. Un pain ordinaire de munition pour  
« trois, quatre ou cinq hommes. Cela n'avait l'air que  
« d'être un à-compte, mais il n'arriva plus rien ce jour-là  
« qu'une ration de genièvre.

« On entendait la fusillade commencée dès le matin ;  
« elle était très vive par moments. On envoya successive-  
« ment quelques compagnies. — Nos tirailleurs semblaient  
« se replier sur Zonhoven. Cependant vers le soir, ils re-  
« poussèrent l'ennemi jusqu'à Houthalen. A ce moment,  
« les Hollandais avaient mis le feu à cinq ou six endroits  
« du village, ce qui fit un très mauvais effet sur nos sol-  
« dats. Ils se plaignaient de leur inaction.

« Le 7 août, à la pointe du jour, en se mettant sous les  
« armes, on se demandait si l'on aurait des vivres. Ce fut.

« la principale conversation du soldat, qui les attendait  
« de moment en moment. J'entendis dire qu'ils allaient  
« arriver partiellement ce jour-là, et que le lendemain le  
« service des vivres serait réglé. — Rien n'arriva.

« On fit battre la générale, et la troupe resta sous les  
« armes sans recevoir aucun ordre. — Divers bruits cir-  
« culaient : on allait marcher sur Anvers ou sur Diest. —  
« Le soldat, fatigué de rester debout dans l'inaction, se  
« coucha de nouveau. — Toujours la même attente pour  
« les vivres, mais il n'arriva rien. — La générale battit  
« de nouveau ; on resta assez longtemps sous les armes,  
« et l'on partit enfin pour Hasselt. Le soldat croyait se  
« rafraîchir à Zonhoven, mais après s'être arrêté devant  
« le village sans avoir rien pu obtenir, on continua la route  
« jusqu'à Hasselt, où l'on arriva vers 3 heures après-midi. »

En traversant la ville, le soldat s'arrêtait à chaque porte pour avoir à boire. Impossible de les faire rester à leur rang. Sur le rempart, au moment du départ pour Curange, eut lieu la distribution d'une ration de pain et de genièvre...

« ... Nous dépassâmes Kermpt, nous dirigeant sur  
« Spalbeek, où nous nous arrêtâmes, sans avoir ren-  
« contré l'ennemi. — Il faisait soir ; on bivaqua. — Je  
« fus envoyé en reconnaissance avec ma compagnie.  
« Nous fîmes prisonnier un caporal ennemi. Il se disait  
« Allemand et en faction. — A 2 ou 3 heures du matin,  
« on nous fit retirer en silence sur Hasselt.

« Le 8 au matin, nous campions près de Hasselt, dans  
« une position mal choisie, et sans qu'aucune mesure fût  
« prise pour assurer notre repos.

« Nous ne recevions aucun ordre, nous ne voyions presque pas les chefs. — J'entendis les soldats dire, en voyant le cadavre d'un mineur tué la veille, qui gisait à quelques pas de notre camp : On nous traite comme des chiens. Voyant le mauvais effet que cela produisait, je le fis enterrer.

« Rien ne transpirait sur ce qu'il y avait à faire. Le soldat se démoralisait de plus en plus. Toujours les mêmes plaintes au sujet des vivres et de l'eau qui manquaient. — Vers 9 ou 10 heures arriva une ration de pain que le soldat, tant il était exténué, ne pouvait presque pas avaler.

« On bat la générale, on part pour Hasselt. Il n'y a pas d'ordre du tout dans la colonne : on marche, on s'arrête; on traverse Hasselt dans cet état.

« Le soldat s'arrête aux portes des maisons et à toutes les pompes pour boire. Plusieurs s'esquivent pour déposer leurs sacs ou les alléger, dans les logements qu'ils avaient précédemment occupés. — En sortant de la ville, les soldats se disaient : Dans une heure, les Hollandais seront à Hasselt. Notre drapeau ne flotte plus sur la tour. Je voulus les faire taire, disant que leurs propos étaient inconvenants, mais ils me soutenaient que les bourgeois de Hasselt le leur avaient dit.

« On continua la route; le désordre allait toujours croissant. Le soldat, n'écoutant plus que sa propre pensée, cheminait en exprimant tout son mécontentement. — Moi-même, je fus ému en voyant une cocarde tricolore jetée ou perdue sur la chaussée; j'en ressentis une impression pénible. De l'artillerie, des caissons, des

« bagages obstruant la route, augmentèrent le désordre de la colonne.

« On fit halte à une lieue de la ville. On y resta très longtemps. — Le pain et le genièvre arrivèrent pour ceux qui n'en avaient pas reçu le matin. A la distribution du genièvre pour ma compagnie, je fus étonné d'en recevoir une si grande quantité, dans un moment où tout était si rare. — La distribution faite, on se remit en route sans signal aucun, ce qui n'arrive presque jamais, ni pour les haltes, ni pour la marche. On suivait l'impulsion donnée par le peloton précédent; tout marchait pêle-mêle... Je mis tous mes soins à rallier ma compagnie, étant très inquiet de tout ce qui se passait; mes efforts furent inutiles; la mêlée était générale. La déroute eut lieu quelque temps après...

« Je ne cherche à compromettre ni à accuser personne; j'ai seulement voulu mettre la Commission d'enquête à même de juger à quelles rudes épreuves notre jeune armée avait été soumise, et si les fatigues et les privations qu'elle a endurées sans nécessité n'ont pas contribué beaucoup à ses revers. Que ne puis-je la soustraire aux amers reproches qu'on lui fait journellement! Je me croirais heureux d'avoir réussi. Je garantis la vérité de tout ce que j'avance.

« GAMACHE, capitaine.<sup>1</sup>

« Liège, le 8 septembre 1831. »

<sup>1</sup> Archives de la Commission d'enquête, 8 juillet 1831. Observations écrites, déposées par le capitaine Gamache, commandant la compagnie de voltigeurs du 11<sup>e</sup> de ligne, pour compléter son interrogatoire du même jour.

La lumière s'est faite sur les dispositions stratégiques et tactiques de Daine, lorsque John Cockerill eut parlé du demi-million déposé chez lui, à Seraing, par le gouvernement hollandais.

Daine ne marchait-il pas sur Diest pour faire sa jonction avec l'armée de l'Escaut? Il avait, par un ordre du jour, annoncé à ses troupes qu'elles allaient se mettre en mouvement pour attaquer l'ennemi. En arrivant sur le champ de bataille, il voit qu'un plein succès avait couronné leurs efforts. Que se passe-t-il dans son âme? Ses réponses au capitaine Frison, qui énonçait l'espoir d'aller coucher à Diest, au major Borremans, qui lui apprenait qu'avec un bataillon de plus, il aurait enlevé l'artillerie des Hollandais, nous l'indiquent assez.

Que fit-il? Il ordonna la retraite, alors que ses troupes victorieuses ne se trouvaient plus qu'à une faible distance de l'armée de l'Escaut et qu'elles menaçaient, à Herck-la-Ville, les Hollandais refoulés jusque là.

L'état d'inquiétude des chefs hollandais, qui firent passer à leurs troupes la nuit du 7 au 8 à Herck-la-ville avec le sac au dos et le fusil entre les jambes, nous montre que l'espérance de compléter les succès de l'armée de la Meuse par sa jonction à l'armée de l'Escaut, qui marchait vers elle, était parfaitement fondée. — Aucune espérance ne restait plus à Daine lorsque, dans cette même journée du 8 août, après avoir livré Hasselt au généralissime ennemi, *il offrait pendant quatre heures le combat que celui-ci n'acceptait pas*, sans doute parce que, d'après convention, le coup de grâce ne devait pas être donné à l'armée de Daine.

Les habitudes de trahison étaient, paraît-il, invétérées dans la nature du général Daine.

En janvier 1831, M. Teste rentré en France, à la suite de la révolution de juillet, après avoir longtemps habité Liège, revint en Belgique pour s'aboucher avec les partisans de la France, assez nombreux à cette époque dans les provinces de Hainaut, de Liège et de Namur. — Il disait que la France incorporerait dans son armée, au mois de mars 1831, une nouvelle levée de 80 mille hommes, qui permettrait d'envoyer en Belgique une force égale comme armée d'occupation.

M. Teste devait être mis à la tête d'une administration transitoire, afin de préparer les voies à la réunion de la Belgique à la France, au moment opportun.

M. Teste devait gagner à ce mouvement le général Daine, sur lequel on avait jeté les yeux, parce que, ancien colonel au service de France, il commandait l'armée nommée, plus tard, armée de la Meuse. Le baron Jacques Behr, que ses intérêts commerciaux portaient vers la France, fut chargé de s'aboucher avec Daine. Il alla le trouver près de Maestricht, que son armée serrait alors de très près. C'était à Hocht. Le baron Behr saisit l'occasion de lui dire qu'il avait à lui parler en particulier, de la part du maréchal Soult, ce qu'il ne pouvait faire en présence de témoins.

Daine lui dit qu'il était fort observé, qu'il craignait surtout que Capiaumont, son aide de camp, ne s'aperçût de quelque chose; qu'il fallait dissimuler complètement, qu'il le ferait loger dans une chambre très éloignée de celle qu'occupait Capiaumont, et qu'il irait l'y rejoindre à 2 heures de la nuit.

Daine y vint en effet, et Behr lui fit connaître, de la part du maréchal Soult, ce que Teste l'avait chargé de lui dire, et il lui demanda catégoriquement à quelle condition il coopérerait à ce qui se préparait pour la fin du mois de mars.

Daine lui répondit : — Faites savoir au maréchal Soult, que je suis tout dévoué à la France; que je réponds de l'armée que je commande, et que je ne demande qu'une seule chose, c'est d'être mis avec elle à l'avant-garde pour marcher sur Berlin, dont je connais le chemin. D'ici au mois de mars, je m'occuperai à gagner les chefs sous mes ordres. Il sera facile, au moment décisif, de faire arborer le drapeau tricolore français à Namur, à Huy et à Liège; et je le ferai prendre à mon armée.

Ainsi Daine qui, portant la cocarde orange, tramait, en septembre 1830, avec les Liégeois, la reddition de Maestricht, voulait, au mois de janvier 1831, abandonner le drapeau tricolore belge pour le drapeau français et, en mars 1831, il voulait reprendre les couleurs de la maison d'Orange.

Nous lisons dans un article de fond du *Moniteur belge*, du 16 août 1831, qui semble avoir un caractère officiel :

« Les événements importants qui se sont suivis depuis  
« les premiers jours de ce mois, demandent à être résumés  
« en un aperçu général, pour que la nation puisse com-  
« prendre au juste quelles en ont été les causes. Le  
« général Daine reçut, dès le 5, les instructions les plus  
« positives pour se porter de son camp de Hasselt vers  
« Diest et pour opérer sa jonction avec la division Tieken.  
« Cette opération eût réuni sur un point une masse assez  
« imposante de combattants et eût donné à l'armée une




« suprématie sur celle de la Hollande, dont les différentes  
« divisions manœuvraient alors séparément. — Les motifs  
« qui ont empêché le général Daine d'obtempérer à des  
« ordres si formels et souvent répétés ne seront connus  
« qu'avec le temps. »

Ces motifs, le général Niellon, le colonel Huybrecht et John Cockerill nous les font connaître.

Qu'elle eût été différente l'issue de nos opérations militaires, si Daine avait écouté toute autre préoccupation que celle de mettre ses troupes en retraite sur Liège, et de livrer Tongres à l'ennemi ! — Le 7, à Kermpt, il devait soutenir son avant-garde par le déploiement d'une partie de son corps d'armée et refouler vivement les Hollandais en retraite ; mais telle n'était pas l'opération concertée avec le prince d'Orange : obéir à ce prince était le seul objet dont se préoccupât le commandant de l'armée de la Meuse, avec son acolyte, le général de Failly.

Résumons en peu de mots :

Le roi comptait sur la jonction des troupes de Daine avec celles de Tieken, jonction que nos généraux, vrais auxiliaires du prince d'Orange, évitaient avec le plus grand soin. — Daine, s'isolant et s'éloignant de plus en plus jusqu'à Liège, préparait la défaite de Tieken, qu'il livrait à la merci de toutes les forces du prince d'Orange.



## CHAPITRE X

### L'ARMÉE DE L'ESCAUT

---

VIGOUREUSE RÉSISTANCE DE L'ARMÉE DE L'ESCAUT CERNÉE PAR LES HOLLANDAIS DANS LOUVAIN. — SON ARTILLERIE MET EN FUITE UNE GRANDE PARTIE DE LEUR ARMÉE, LE GÉNÉRAL DE TIEKEN EN PROFITE POUR DIRIGER LA SIENNE SUR LE PONT DE CAMPENHOUT ET Y PRENDRE POSITION. — INJONCTIONS PRESSANTES DU GÉNÉRAL GOBLET, A L'EFFET DE LA RAMENER DANS LOUVAIN, AU MILIEU DES MASSES HOLLANDAISES. — REFUS ÉNERGIQUE DU GÉNÉRAL DE TIEKEN.

Lorsque le prince d'Orange dirigea le gros de ses forces contre l'armée de l'Escaut, il se montra plus circonspect que devant celle de Daine ; il tint ses troupes mieux liées, sachant que le décousu des opérations et le manque absolu de direction des troupes allaient cesser du côté des Belges.

S. A. R. s'était dit sans doute que, puisque Daine n'avait pas complètement battu, avec ses 9,000 hommes d'infanterie, ses 10 escadrons de cavalerie et ses 18 pièces d'artillerie, les 5,000 hommes de Cort-Heyligers, qui n'avait que 2 escadrons et 8 pièces, c'était la preuve évidente que lui, prince d'Orange, pouvait compter sur le concours du général belge, pour porter l'armée de la Meuse loin du théâtre des opérations décisives, qu'allait entamer l'armée hollandaise. En effet, si Daine ne livrait, comme il le fit le 6 août, à Houthalen, qu'un combat insignifiant et sans résultat, le prince, rassuré par ce ballon d'essai, n'avait plus qu'à agir franchement et avec promptitude.

Le 6 août avait bien répondu aux espérances du prince; mais lorsqu'il reçut à Diest, dans la soirée du 7, les nouvelles sur l'issue du choc de la division Meyer et de la brigade de cavalerie légère contre l'avant-garde de Daine, l'incertitude le reprit, et il fit marcher au secours de Meyer l'élite de ses troupes, la première brigade de la 1<sup>re</sup> division, comprenant les grenadiers et les chasseurs de la garde.

Pour les Hollandais, la vigoureuse attaque de l'avant-garde de Daine était tout à fait imprévue. Le colonel Stoecker, qui commandait la 1<sup>re</sup> brigade de la division Meyer, en fut étonné.<sup>1</sup>

La bravoure, la fermeté devant l'ennemi que déployèrent des soldats exténués par la faim à Houthalen et à Kermpt, font le plus grand honneur à l'armée de la Meuse. Ces

<sup>1</sup> Voir BOSSCHA, p. 550.

qualités militaires allaient sans doute être déployées avec non moins d'éclat par les troupes de l'armée de l'Escaut, et S. A. R. crut nécessaire de prendre de plus grandes précautions, parce que cette armée, au lieu d'être, comme celle de la Meuse, dirigée par un général de connivence avec lui, se trouvait sous les ordres d'un homme d'honneur, bien décidé à remplir loyalement son devoir. Toutefois, S. A. R. comptait dans nos rangs des hommes qui lui étaient entièrement dévoués, et dont le concours combiné avec l'écrasante supériorité des forces qu'Elle amenait contre l'armée de l'Escaut lui garantissait un succès complet. La masse de l'armée hollandaise, s'avancant dans notre pays comme une marée puissante, allait refouler devant elle notre armée trop faible dans son isolement pour lui faire obstacle.

Aussitôt que Daine eut accompli sa honteuse retraite sur Liège, le prince d'Orange, après quelque repos accordé à ses troupes, les mit en marche sur Louvain et Bruxelles. Le 11 août, il se trouva près de la première de ces villes, en présence de l'armée de Tieken, qui lui barrait le passage en attendant l'arrivée de l'armée française, dont le roi Léopold avait réclamé l'appui. Ce secours était devenu indispensable à la Belgique, enlacée par les trames machiavéliques du roi déchu. Celui-ci avait en effet profité de la confiance qu'inspirait à la Belgique l'armistice conclu par la conférence de Londres, en novembre 1830, pour réparer ses forces, leur donner une grande extension, gagner à prix d'argent des partisans parmi les généraux belges et empêcher le développement de notre armée.

Le roi Léopold, qui dirigeait la petite armée belge, se

trouvait dans la situation la plus critique, car l'ennemi avait pris toutes ses mesures pour renverser d'un coup vigoureux le faible obstacle qui entravait sa marche.

Le duc de Saxe-Weimar proposa à cette fin un plan d'opérations qu'il fit adopter. Ce plan consistait à s'interposer avec le corps sous ses ordres entre Louvain et Bruxelles, et à prendre l'armée belge à dos. Pendant ce temps, le prince d'Orange l'attaquerait de front, la refoulerait dans Louvain et la contraindrait à mettre bas les armes, à moins que les ramifications étendues par la main du prince jusque dans le sein de cette armée ne la décidassent à se joindre à lui, en tout ou en partie, pour l'accompagner jusqu'à Bruxelles, où il comptait faire son entrée.

Le prince d'Orange, suivi d'un seul piqueur, partit de Tirlemont, dans l'après-midi du 11, pour s'aboucher avec Saxe-Weimar, dont le corps avait quitté, le même jour, les environs de Tirlemont, pour aller s'établir sur la Dyle, à Nethene, Bossuyt et Nodebais. Arrivé au village de Nethene, le prince remarquant un vieillard à cheveux blancs, qui, de la porte de sa ferme, regardait passer les troupes hollandaises, s'informa de son nom, s'approcha de lui et lui dit : « Eh bien ! Mariage, vous ne vous attendiez pas à nous voir si tôt de retour ? » M. Mariage, frappé de l'attention polie du prince à son égard, l'invita à lui faire l'honneur de se rafraîchir chez lui. Le prince accepta très gracieusement. Il se trouvait attablé dans la ferme, lorsque des officiers d'état-major vinrent lui rendre compte de l'attaque vigoureuse des troupes belges, qui avaient fait éprouver des pertes sensibles à son avant-garde à

Bautersem. Ce fait se passait dans l'après-midi du 11, à une heure assez avancée.<sup>1</sup>

Le prince d'Orange s'étant renseigné au quartier-général du duc de Saxe-Weimar sur la marche de l'armée française, retourna à Tirlemont, avec l'assurance positive que tout était tranquille à Wavre et aux environs. A sa rentrée, il lui fut remis une dépêche du roi Guillaume contenant l'ordre formel de faire rétrograder son armée et de la ramener sur le territoire néerlandais, ensuite de l'injonction de la conférence de Londres, dont le gouvernement français se rendait l'interprète. S. A. R. communiqua à son frère seul, le prince Frédéric, la teneur du message. Or, ses informations personnelles l'ayant tout récemment convaincu que la journée du lendemain 12 se serait passée sans que l'armée française pût intervenir sur le théâtre des opérations, le prince héritier résolut de ne modifier en rien ce qui avait été préparé la veille, pour frapper sur l'armée belge le coup décisif.

Ce fut tard dans la soirée du 11 août que le roi Léopold rentra dans Louvain, après s'être bravement exposé, à Bautersem, au feu des tirailleurs hollandais. Il y apprit de sir Robert Adair, l'envoyé britannique, l'injonction qui avait été intimée au roi Guillaume, au nom de la conférence de Londres; informé, en outre, de la marche rapide de l'armée française, dont il avait réclamé le secours, il considérait les hostilités comme arrivées à leur terme.

Telle était la situation réciproque des parties adverses, lorsque le 12, à 4 heures du matin, la division du lieute-

<sup>1</sup> FÉLIX VANDERTAËLEN, *La campagne de 10 jours en 1831*, p. 115.

nant-général Van Geen (la 1<sup>re</sup>), composée en grande partie de troupes d'élite, puisqu'elle comprenait dans son effectif toute la garde royale, surprit notre gauche sous Niellon, près de Lubeek, et la mit en pleine déroute. Son avant-garde poursuivit une partie du 9<sup>e</sup> de ligne jusque près de Louvain.

A la même heure, l'avant-garde du prince d'Orange se mettait en mouvement pour nous attaquer à Boutersem et reprendre ce village. — Le combat dura longtemps sur ce point ; le prince dit dans son 9<sup>e</sup> bulletin que « les Belges « étaient établis dans une position avantageuse, dont l'attaque de front n'aurait d'autre résultat que de faire « verser inutilement beaucoup de sang. Il ordonna donc « de les attaquer par les deux flancs, afin de les forcer à la « retraite : l'ennemi résista longtemps, mais lorsqu'il « s'aperçut que nous étions maîtres, sur son flanc gauche, « de quelques collines, il se vit forcé de commencer « promptement sa retraite ; nous le poursuivîmes aussitôt « sur la route de Louvain. »

La défaite de notre gauche sous Niellon avait forcé le commandant des forces belges à replier son centre et son aile droite.

Ce mouvement de retraite eut lieu vers 8 heures.

Les troupes régulières, qui, du côté de Boutersem, s'étaient gardées militairement, n'avaient pas été du tout surprises ; leur grande infériorité numérique ne les empêcha pas de soutenir bravement le choc. Il n'en fut malheureusement pas de même chez tous les volontaires de la garde civique ; éparpillés dans les fermes environnantes, leur surprise fut peu agréable lorsqu'ils se virent attaqués

après leurs succès de la veille, et beaucoup lâchèrent pied<sup>1</sup>. Il n'y avait parmi eux ni ordre ni régularité, chacun commandant, et personne ne voulant obéir.

« Je venais de donner l'ordre, dit le prince d'Orange, dans le même 9<sup>e</sup> bulletin, de poursuivre avec la cavalerie, afin de tirer quelque avantage du désordre de l'ennemi, lorsqu'un parlementaire vint à moi sur la grande route. C'était lord William Russel, il apportait une lettre de sir Robert Adair ; elle contenait la nouvelle que l'avant-garde de l'armée française se trouvait déjà dans les environs de Wavre. Après un instant de réflexion, je déclarai que l'évacuation de Louvain et la certitude positive que déjà une armée française se trouvait sur le territoire belge pouvaient seules me déterminer à consentir à une suspension d'armes. Je voulus envoyer un officier s'assurer de ce dernier fait. »

Lord Russel se retira et rejoignit sir Robert Adair, qui l'attendait derrière la nouvelle ligne de bataille des troupes belges, établies près de Corbeek-Loo, à mi-chemin de Louvain, à leur position antérieure derrière Boutersem. — Informé de la réponse de S. A. R., sir Adair n'hésita pas à se rendre de sa personne auprès d'Elle, en passant à travers les combattants, accompagné du major belge de l'Eau. — L'entrevue eut lieu dans une petite prairie adossée à un bois de sapins, dépendances du château de Pellenberg, habité en 1831, comme il l'est encore aujourd'hui, par la famille de Maurissens, de Tirlemont.

<sup>1</sup> *La campagne de 10 jours en 1831*, par FÉLIX VANDERTAELEN (témoin oculaire), p. 78.



Sir Robert Adair insista d'abord pour une suspension d'armes, qui fut accordée, après une longue discussion, à condition que les troupes belges évacueraient Louvain, et que la ville serait occupée par les Hollandais. Ces stipulations ayant été précisées, le prince d'Orange fit cesser le feu et envoya un officier de son état-major, le lieutenant Zeeholdt, porter au lieutenant-général Van Geen l'ordre d'agir de même, par suite de la convention qui venait d'être conclue.

« Peu après, le général-major de Favauge reçut du commandant en chef le même ordre, par l'intermédiaire du colonel Van Stirum<sup>1</sup>. Comme le feu de l'artillerie de la brigade du général de Favauge recommençait peu après, le colonel Cleerens, chef d'état-major du général Van Geen, fut envoyé pour la seconde fois à ce général, afin de réitérer l'ordre de cesser le feu.

« En arrivant, il trouva à la tête de la brigade du général de Favauge S. Exc. le lieutenant-général Constant de Rebecque, qui chargea le colonel Cleerens d'informer le lieutenant-général Van Geen que, de notre côté, on devait continuer le feu, aussi longtemps que l'ennemi n'aurait pas cessé le sien. S. Exc. lui dit, en outre, de prier en son nom le lieutenant-général Van Geen d'avancer avec le reste de ses troupes pour se lier à la troisième division.

« A l'arrivée du colonel Cleerens, le lieutenant-général Van Geen marchait déjà dans la direction de Louvain.

<sup>1</sup> Lieutenant-colonel GEY, *Opérations de la première division de l'armée néerlandaise, le 12 août 1831*, p. 30.

« La brigade du général de Favauge s'avanceit toujours à  
« la même hauteur que la 3<sup>e</sup> division, et dans l'ordre sui-  
« vant : les chasseurs de Van Damme et la demi-batterie  
« à cheval, deux escadrons de lanciers, le 2<sup>e</sup> bataillon de  
« chasseurs, garde royale, le 2<sup>e</sup> bataillon de la 1<sup>re</sup> *afdee-*  
« *ling* (régiment) de la *schuttery* de la Gueldre, le 2<sup>e</sup> ba-  
« taillon de la 2<sup>e</sup> *afdeeling* de la *schuttery* de la Hollande  
« méridionale, et le 1<sup>er</sup> bataillon de la 5<sup>e</sup> *afdeeling* de  
« ligne. »

Qui donc a rompu l'armistice ? Est-ce le prince d'Orange ? Sont-ce les Belges ?... Le prince, tout en donnant au général Van Geen l'ordre de cesser le feu, envoya son chef d'état-major pour le faire recommencer et se mettre à la tête de la brigade du général de Favauge, avec injonction de marcher sur Louvain.

D'après l'auteur hollandais que nous citons, il est positif que le général de Favauge, dont la brigade formait la tête de la division Van Geen, reçut du prince d'Orange l'ordre de cesser le feu et que cet ordre lui fut communiqué par le colonel Limburg-Stirum, son adjudant.

Bientôt cependant le général de Tieken enterddit retentir de nouveau, à sa gauche, le canon des Hollandais, remis en action dans la brigade de Favauge, à l'arrivée sur ce point du chef de l'état-major général, le lieutenant-général Constant de Rebecque, qui n'agissait certainement pas sans l'autorisation du prince d'Orange. — Ne comprenant pas ce que signifiait une telle suspension d'armes, de Tieken envoya le colonel de Crucquenbourg, son sous-chef d'état-major, près du prince d'Orange, pour lui demander

comment il se faisait que l'armée de S. A. R., malgré la suspension d'armes, continuait son mouvement offensif, et pour lui dire que, d'après les usages de la guerre en pareil cas, chacune des parties belligérantes devait garder ses positions; que si ce mouvement offensif ne s'arrêtait pas, il recommencerait son feu... « Eh bien ! répondit le prince, « si l'on canonne, nous canonnerons. »

Cette réponse du généralissime ennemi dénotait péremptoirement qu'il n'entraît pas dans ses intentions de tenir l'engagement pris avec sir Robert Adair, ni de donner aux Belges le temps nécessaire pour l'évacuation de Louvain; de sorte que de Tieken fit aussitôt recommencer le feu.

Enorgueilli du brillant succès de Van Geen sur notre gauche, et comptant que le duc de Saxe-Weimar arriverait bientôt sans obstacle à l'opposite de la ville, sur la Montagne de fer, d'où il nous couperait entièrement de Bruxelles, le prince espérait sans doute amener l'armée de l'Escaut au pitoyable état de dissolution auquel Daine avait réduit la sienne; mais l'une était commandée par un traître, qu'avait gagné l'or de l'ennemi, et l'autre par un brave et loyal militaire, par un homme d'honneur.

A peine nos premiers coups de canon s'étaient-ils fait entendre, que le marquis de Chasteleer vint, de la part du roi, ordonner au général de Tieken de mettre fin aux hostilités et de se retirer sur les boulevards de Louvain pour y prendre position... Il fallait bien obéir.

Ce fut alors que le général Clump, auquel Goblet était venu transmettre le même ordre de retraite pour sa brigade, lui répondit que ses soldats demandaient à se battre

et non à se retirer, et qu'il ne rentrerait dans Louvain que si le roi lui-même le lui ordonnait.

La cavalerie se retira d'abord, suivie successivement de l'infanterie et de l'artillerie, qui vinrent se former en bataille sur les boulevards.

Ce mouvement de retraite, sous le feu de l'ennemi, s'exécuta avec le plus grand ordre, et toute notre petite armée se trouva réunie un peu avant midi.

Pourquoi le prince d'Orange n'avait-il pas arrêté ses troupes? Pourquoi les poussait-il imprudemment dans la zone d'action de l'artillerie belge en batterie sur les boulevards? — S'il était sincèrement décidé à tenir l'engagement qu'il avait pris avec sir Robert Adair, il devait laisser à l'armée belge le temps d'évacuer Louvain, au lieu de la harceler sans relâche. Notre rentrée dans l'enceinte de la ville ne parvint même pas à mettre un terme aux attaques de l'armée hollandaise. Le lieutenant-colonel Ecksteen, chef d'état-major de la 3<sup>e</sup> division, corps sous le commandement direct du prince d'Orange, alla porter l'ordre de s'emparer de l'abbaye de Percq et de s'y établir militairement, et aussitôt les avant-postes belges furent assaillis par un corps de chasseurs volontaires de cette division, précédés de leur avant-garde.

D'un autre côté, les tirailleurs hollandais embusqués dans le jardin de l'auberge *le Tivoli*, ouvrirent le feu sur les sapeurs-mineurs, occupant, à l'avancée, une lunette armée de deux pièces de canon.

Évidemment, le prince ne tenait aucun compte de la suspension d'armes; il ne songeait qu'à lier ses deux ailes au corps du duc de Saxe-Weimar, et à nous cerner, sans issue

aucune, dans Louvain. S. A. R. sentait qu'elle devait faire un effort suprême pour rentrer à Bruxelles, avant l'arrivée de l'armée française. Le prince la croyait moins avancée dans sa marche qu'elle ne l'était en effet. S. A. R. ne comptait-elle pas aussi sur le concours de ses amis, qui le tenaient parfaitement au courant de ce qui se passait dans l'armée belge? A s'en rapporter aux renseignements de personnes qui jugeaient de la position par la physionomie de la ville, dont les rues étaient sillonnées par des bandes de fuyards, il pouvait sembler à l'ennemi que tout tournait à son profit; mais ni les officieux ni les intéressés ne se rendaient sans doute pas assez compte de ce qu'il y avait à redouter pour l'adversaire de l'ensemble de nos régiments et brigades restés intacts, et en position devant lui sur les boulevards.

Lorsque les forces hollandaises parurent devant Louvain, une partie de gardes civiques se mit à fuir par la rue de Tirlemont, dans la direction de la route de Bruxelles, où elle ne pouvait que tomber dans l'avant-garde de Saxe-Weimar, et se faire sabrer par sa cavalerie.

Sur le passage des fuyards se trouvèrent fortuitement, à peu de distance l'un de l'autre, deux officiers qui, liés d'une sincère amitié, avaient, au moment de la révolution, donné leur adhésion au nouveau gouvernement de leur pays. — L'un d'eux, major du génie, arrivant de Venloo, avait dû quitter la diligence de Namur à Louvain, dans la forêt de Meerdael, pour ne pas tomber aux mains de la cavalerie hollandaise. Revenu en ville à pied, il se rendait du bureau de la place vers la porte dite de Tirlemont, lorsqu'il rencontra les fuyards. Il mit le sabre à la main et les

refoula vers l'ennemi, disant qu'ils étaient des lâches et ne devaient plus prendre le nom de Belges. Quelques instants auparavant, ces fuyards avaient été rencontrés près de la porte, à l'entrée de la rue de Tirlemont, par l'autre officier, capitaine d'artillerie, qui se rendait à la batterie de pièces de 18  $\text{mm}$ , établie près de cette porte de Tirlemont. Celui-ci, tout en exprimant le dégoût que lui inspirait leur conduite, leur avait donné un conseil contraire à celui de son ami : il les avait engagés à filer au plus vite, les poltrons se trouvant déplacés à pareil endroit. Dans quelques instants, disait-il, en s'adressant à très haute voix à un officier fuyard, l'ennemi va s'avancer sur nous et nous attaquer ; aux braves seuls il appartient de leur résister et de les refouler, et ils ne failliront pas à cette tâche. Que les braves seuls restent. Quant à vous, tas de lâches, sauvez-vous, sauvez-vous au plus vite, afin que votre indigne exemple ne vienne ébranler personne au moment décisif, et que tous les combattants belges soient sûrs les uns des autres. L'officier, sensible à ces amers reproches, retourna à son poste, suivi de quelques hommes. Les autres, en continuant de fuir, avaient rencontré devant eux le major du génie.

Nous lisons dans le 9<sup>e</sup> bulletin du prince d'Orange :

- Aussitôt après la rentrée de sir Robert Adair dans la
- ville, je vis paraître un officier de l'état-major des
- Belges, qui vint me demander quelles conditions je
- voulais dicter.

- Je les fis rédiger par le chef de l'état-major général,
- le général Constant de Rebecque, et exigeai une prompte
- réponse. Je la reçus immédiatement, ratifiée par le

« général chef *ad interim* de l'état-major belge, A. Goblet.  
« Aussitôt après la conclusion de ce traité, je fis biva-  
« quer les troupes dans les positions qu'elles occupaient.  
« Je dois encore annoncer à V. M. que, *pendant ces négocia-*  
« *tions*, une vive canonnade partit de la ville sur nos  
« troupes. Ne pouvant en connaître la cause, j'envoyai  
« aussitôt un parlementaire, le capitaine Van Stirum, de  
« l'état-major du prince Frédéric, demander au comman-  
« dant de la place les causes de cette conduite, qui parais-  
« sait être une trahison. »

La trahison était le fait du prince d'Orange, qui, après être convenu d'une suspension d'armes, continuait son mouvement offensif et faisait attaquer nos avant-postes, à la porte de Perck, et notre flèche, à l'avancée, par ses tirailleurs embusqués dans le jardin de l'auberge *le Tivoli*.

Continuer le combat pour arriver à ses fins, à l'abri du drapeau parlementaire, peut être une chose fort habile ; mais celui qui a recours à un tel moyen a-t-il le droit de compter sur l'impunité ? Ne doit-il pas craindre le canon de l'adversaire, auquel il expose inconsidérément ses troupes ?

Le prince d'Orange avait déployé ses forces et en avait fait parade devant les troupes belges, dont l'artillerie et l'infanterie garnissaient le boulevard ; la cavalerie était massée dans le champ où se trouve actuellement la maison de détention, près de la porte de Perck.

Le prince voulait sans doute que nous fussions intimidés à l'aspect de sa grande supériorité numérique ; mais ce qui se passait dans les rangs de nos troupes, l'esprit belliqueux qui les animait devait donner le change aux

Hollandais : s'ils réussirent sur notre aile gauche, où la nullité de notre artillerie et la vigueur de la leur occasionnèrent, dès le matin, le désastre de Niellon, nous avions auguré de la grande circonspection de leurs mouvements qu'ils craignaient, à notre droite, un contact trop immédiat avec nos soldats. — Vers midi, cependant, ils étaient là devant nous, qui nous trouvions renfermés dans Louvain. Assez de faits nous avaient prouvé la résolution du généralissime hollandais de ne pas tenir compte de l'armistice, et les attaques à *Tioli* et à la porte de Perck nous fournissaient l'indice d'une succession prochaine d'événements graves. — Que nous restait-il à faire ?

Le roi, au moment où il donna l'ordre de faire rentrer l'armée dans Louvain, envoya le capitaine Eenens prendre le commandement des pièces de position en batterie sur l'enceinte ; S. M. lui dit de s'assurer que ces pièces fussent en état de faire feu, parce qu'il aurait, s'il y avait lieu, à protéger la retraite de l'armée. — Le moment semblait venu de donner suite aux prévisions de S. M. Dès qu'il n'y eut plus de doute sur l'imminence du péril, le capitaine Eenens se rendit près du général de Tieken, placé, avec son état-major, à l'aubette de droite de la porte dite de Tirlemont, et lui demanda s'il devait commencer le feu. Le général lui dit qu'on parlementait, qu'il était défendu de tirer. Eenens répondit que les Hollandais n'avaient cessé de marcher offensivement sur nous, qu'il fallait les arrêter, et que, s'étant mis imprudemment sous le feu de nos canons, ils ne s'en tireraient pas à leur avantage.

Le général fit un petit geste, que le capitaine prit pour un assentiment tacite ; il alla donc à la batterie de deux



pièces de 18 $\frac{1}{2}$  et la mit en action, parce qu'il crut, lui simple capitaine, devoir prendre une responsabilité que ne pouvait assumer un commandant d'armée.

Il était plus que temps d'agir : laisser expulser à coups de fusil nos sapeurs-mineurs de la flèche à l'avancée, et cela à la vue de l'armée belge tout entière, c'eût été un acte de lâcheté aussi déplorable que dangereux, éminemment propre à la démoraliser et à amener ainsi les résultats qu'espérait sans doute le généralissime ennemi. Repousser l'agression ou succomber dans l'inertie à laquelle nous semblions condamnés, telle était la brûlante alternative qui agitait nos esprits à ce moment suprême. Les sous-officiers, à la tête des diverses batteries de position, avaient ordre d'ouvrir le feu sur l'ennemi qui se trouverait à bonne portée, dès qu'ils entendraient le premier coup de canon, soit de notre côté, soit du côté des Hollandais.

Au signal parti des deux pièces de 18  $\frac{1}{2}$ , en batterie contre l'aubette de gauche de l'octroi, les autres pièces, servies par l'artillerie de siège, firent retentir leurs coups ; les commandants de nos batteries de campagne<sup>1</sup> foudroyèrent en même temps les Hollandais, qui ripostèrent dès nos premiers coups, et la canonnade devint générale. Si elle ne dura pas longtemps, elle fut très significative dans ses résultats pour l'ennemi : 400 de ses blessés entrèrent ce jour-là à l'hôpital de Tirlemont, dont toutes les salles, la

<sup>1</sup> Les capitaines Lauwerys, de Ryckholt, Du Pont, Rigano et le lieutenant Soudain de Niederwerth. Le major Du Pont avait sous ses ordres l'artillerie de l'armée de l'Escaut.

Le colonel de Liem avait le commandement supérieur de cette arme et faisait, en cette qualité, partie de l'état-major du roi.

chapelle, les corridors et toutes les dépendances regorgeaient de blessés, et ceux qui ne purent trouver place à l'hôpital, allèrent encombrer tous les édifices publics. La division du lieutenant-général Meyer et la brigade de cuirassiers (3<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> régiments) furent mis en pleine déroute. « On voyait courir les fuyards le long de la route, — dit un témoin oculaire, M. Nicolai, bourgmestre de Wilderen, — comme un troupeau de moutons relancés par une dizaine de chiens. »

D'autres témoins oculaires virent, durant toute la nuit du 12 août, des fuyards hollandais traversant Tirlemont par centaines, disant qu'ils étaient trahis, qu'après leur avoir annoncé qu'ils entreraient à Louvain et à Bruxelles, sans combat, on les avait exposés au feu d'une formidable artillerie. Ils demandaient les uns la route de Saint-Trond, les autres celle de Diest. — Déjà, dans la matinée du même jour, deux escadrons de lanciers mis en fuite par la batterie du capitaine Rigano (aujourd'hui lieutenant-général en retraite) et sur lesquels le général de Marneffe avait empêché le colonel Pletinckx de charger avec trois escadrons de son régiment, s'étaient enfuis dans le plus grand désordre jusqu'à Tirlemont, où ils furent ralliés sur la Grande Place. — Dans cette ville, on regardait comme certaine la victoire de l'armée belge.

Le prince d'Orange avait-il fait porter en avant ses cuirassiers pour masquer la fuite de son infanterie? ou bien, croyait-il, par cette démonstration, intimider nos soldats, au point de leur faire lâcher pied? Le mouvement de cette belle cavalerie ne s'explique guère. Toujours est-il que, placés comme une cible, ces cuirassiers reçurent en plein

les boulets de la batterie de pièces de 12  $\text{g}$  de siège, commandée, durant ce combat, par un tout jeune sous-officier d'artillerie, pointeur d'une incomparable adresse. — Le roi, qui circulait derrière les batteries, avait remarqué l'effet des coups de celle de Hugueney qui, pointant lui-même toutes les pièces, en démontra une, amenée devant lui par l'ennemi, qui ne parvint à en tirer qu'un seul coup. — Notre infanterie, placée derrière la batterie d'Hugueney (le 1<sup>er</sup> de ligne, dont un major lui avait donné quelques auxiliaires), l'encourageait de ses *bravos* dans son admiration pour des coups aussi bien réussis. Prenant d'écharpe la brigade de cuirassiers, Hugueney eut bientôt jeté par terre un monceau d'hommes et de chevaux : le colonel Gallièris, commandant le 9<sup>e</sup> de cuirassiers et son fils, qui était son adjudant-major, eurent tous les deux la jambe gauche emportée par le même boulet. Sa Majesté s'approcha, fit appeler le commandant de la batterie, témoigna son étonnement de la voir sous les ordres d'un aussi jeune sous-officier, le félicita sur le beau résultat de son tir et lui dit qu'il le récompenserait des services rendus à ce moment. Sa Majesté lui demanda son nom et en fit prendre note par un officier de sa suite. Mais la récompense si bien méritée et si royalement promise se trompa d'adresse : elle fut donnée à un ancien sous-officier qui, commandé pour aller à cette batterie, s'excusa, disant qu'il était marié et avait des enfants. Hugueney, qui était présent, insista avec force pour prendre sa place, et le père de famille, qui avait préféré rester à l'arsenal plutôt que d'aller au combat, reçut la décoration destinée, dans l'intention du roi, au brave sous-officier qui exposa vaillamment ses jours pour

la défense de son pays. Cette injustice vient d'être réparée par l'équité du roi Léopold II.

Le colonel de Liem, qui commandait en chef notre artillerie, voulut faire enlever deux pièces démontées par notre tir et abandonnées par l'ennemi. Le général Goblet l'en dissuada, disant que cela ne se pouvait pas, à cause de la suspension d'armes. Les Hollandais revinrent bientôt avec des moyens de transport et emmenèrent les pièces.

L'ennemi avait abandonné la plaine dans laquelle il était venu faire l'orgueilleux étalage de ses forces. Cet heureux résultat, si nécessaire pour relever notre attitude et empêcher surtout l'ennemi de nous écraser, ne s'obtint point sans une très vive opposition de la part de ceux qui envoyaient des ordres au nom du grand quartier-général royal!... Au moyen de ces ordres, les plus grands efforts furent faits pour que le feu de notre artillerie cessât son œuvre de destruction, car elle dispersait les escadrons et les bataillons de l'ennemi qui nous attaquaient, ce qui n'était pas admissible dans l'esprit de quelques uns de nos principaux chefs. On alla jusqu'à la menace d'ôter le commandement à un capitaine qui, refusant d'obtempérer à pareilles injonctions, disait que le feu cesserait lorsque l'ennemi se serait retiré.

Le roi, à peine de retour à Bruxelles, s'empressa de rendre pleine justice à l'artillerie, en donnant à l'armée l'ordre du jour dont la teneur suit :

#### ORDRE DU JOUR.

Sa Majesté, pendant la courte campagne qui vient de se passer, a examiné attentivement la conduite des

différents corps composant l'armée de l'Escaut, qui se sont trouvés immédiatement sous ses ordres.

Je suis chargé par Elle de porter à la connaissance de toute l'armée belge, que le Roi témoigne son entière satisfaction à l'artillerie qui, par sa fermeté et sa bravoure devant l'ennemi, sa discipline et son bon ordre dans les marches, cantonnements et bivacs, a mérité l'approbation royale, dont je me félicite d'être aujourd'hui l'interprète.

Le Roi donne également des éloges à la cavalerie qui, en toutes circonstances, s'est acquittée avec zèle des opérations qui lui étaient confiées.

Plusieurs corps d'infanterie se sont aussi distingués, et un ordre du jour subséquent fera connaître les régiments ou détachements dont Sa Majesté peut avoir à se louer; mais tous ne sont pas dans cette situation, et l'infanterie a généralement besoin d'acquérir plus d'aplomb et de régularité dans ses marches. Les chefs de corps doivent surtout s'attacher à diminuer le nombre des trainards qui, à la suite de l'armée, obstruaient les routes et, sans motif suffisant, surchargeaient les voitures de bagages.

Bruxelles, le 15 août 1831.

*Le Général de brigade, chef d'état-major général,*  
CONSTANT D'HANE.

Pour copie conforme :

*Le Général de brigade, chef de l'état-major  
de l'armée de l'Escaut,*

MALHERBE.

Pour copie conforme :

*Le Major comm' l'artill. de l'armée de l'Escaut,*  
DU PONT.

La mise en fuite de la division Meyer et de la réserve de grosse cavalerie, était le second acte de la journée, dont le premier avait été rempli par la dispersion de notre aile gauche, l'intervention du diplomate anglais, sir Robert Adair, suivie elle-même d'une suspension d'armes, non observée par le commandant de l'armée ennemie, puis la rentrée des Belges dans Louvain.

Le second acte se termina tout autrement que ne l'espérait l'ennemi, tout autrement aussi que ne s'y attendaient, de notre côté, les auxiliaires du prince d'Orange. Voulant profiter de la défaite de l'ennemi, le général de Tieken envoya le capitaine d'état-major Renard, aujourd'hui lieutenant-général en retraite et ancien ministre de la guerre, au général de Marneffe, qui commandait notre cavalerie, afin de lui transmettre l'ordre de sortir par la porte de Perck, de contourner l'abbaye de ce nom, et longeant avec rapidité, dans une direction parallèle à la route, la colonne des fuyards, de les prendre en flanc. En même temps de Tieken avait formé son infanterie en colonnes d'attaque par bataillons. Ces bataillons devaient descendre dans la plaine en traversant de front le petit fossé sec qui limitait les boulevards. Les portes de Tirlemont, de Diest et de Perck devaient servir au passage de l'artillerie, qui allait se lancer à la poursuite de l'adversaire. Ces dispositions s'exécutaient, lorsque le général de Tieken reçut l'ordre d'aller prendre position au pont de Campenhout, et le capitaine Renard vint lui dire que la cavalerie se dirigeait sur la porte de Bruxelles par ordre du roi.

Le troisième acte de la journée allait commencer, car déjà retentissait, du côté de la porte de Bruxelles, le canon de Saxe-Weimar.

Nos troupes avaient à traverser le défilé de la porte de Malines, qui ne donnait passage qu'à quatre ou cinq hommes de front.

Le général de Tieken avait envoyé le capitaine Van Casteel, qui remplissait près de lui les fonctions d'aide de camp, en reconnaissance vers les troupes de Saxe-Weimar à proximité de la route à parcourir à la sortie de Louvain.

— Cette route était barrée par un bataillon hollandais.

— Le capitaine Van Casteel vint en informer son général, qui lui répondit : *C'est égal, il faut les culbuter!*

Il fallut beaucoup de temps *pour faire sortir les troupes* et les former en trois colonnes serrées :

Le 1<sup>er</sup> de ligne au centre, sur la chaussée ;

Le 4<sup>e</sup> de ligne à droite de cette route ;

Le 2<sup>e</sup> chasseurs à pied et le 9<sup>e</sup> de ligne (brigade Niellon) à gauche de la chaussée, le tout flanqué par une ligne de tirailleurs.

Ces dispositions bien prises, au moment où toutes les colonnes allaient s'ébranler, le général Goblet, major-général de l'armée, arriva pour représenter au général de Tieken qu'il était inutile de tenter une semblable trouée, parce qu'il y avait une suspension d'armes, en vertu de laquelle l'armée belge pourrait, le lendemain, sortir de la ville de Louvain, avec armes et bagages. De Tieken ne voulut pas écouter le général Goblet et, lui faisant entendre les cruelles paroles que nous avons reproduites à la page 25, il commanda *en avant!* aux applaudissements de tous les chefs de corps et autres officiers supérieurs qui se trouvaient présents, lors du colloque de ces deux généraux.

Toutes les colonnes s'ébranlèrent au pas de charge. Les troupes hollandaises se dispersèrent et se retirèrent sur le gros de la division de Saxe-Weimar, qui se trouvait encore à 3,000 ou 4,000 pas de la chaussée. Le duc fit aussitôt avancer son artillerie, mais celle-ci n'obtint presque aucun résultat et se replia bientôt en désordre, sous le feu de Soudain de Niederwerth et de de Ryckholt.

Le général aurait pu s'arrêter, se former en bataille et répondre puissamment à l'ennemi, mais il ne voulait point perdre de temps ; son but était d'atteindre le pont de Campenhout le plus tôt possible, afin de rejoindre le roi, qui attendait avec la cavalerie l'arrivée de Tieken et de son petit noyau d'armée.

Il n'y eut ainsi dans cette marche d'autre engagement sérieux que celui des tirailleurs qui flanquaient nos colonnes, et l'échange de quelques coups de canon. L'arrière-garde qui se trouvait en retard ne put passer avec les régiment de Tieken ; elle rejoignit l'armée plus tard.

Nous devons insister sur le procédé déloyal du prince d'Orange, lorsque, dans son 9<sup>e</sup> bulletin, il dit : *Pendant les négociations, une vive canonnade partit de la porte de la ville sur nos troupes ;... cette conduite paraissait être une trahison.*

Ce bulletin devait avoir le plus grand retentissement en Hollande, puisqu'il annonçait la victoire de Louvain.

Dire à ce pays que les Belges avaient tiré le canon par trahison sur les troupes hollandaises, pendant le cours des négociations, et taire que ces troupes s'attirèrent ces coups de canon par leurs attaques, c'était dépeindre les Belges, aux yeux des Hollandais, comme un peuple sans loyauté



ni bonne foi. Cette assertion produisit les plus détestables effets, car la croyance que les Belges procéderaient contre eux par voie de trahison persiste aujourd'hui encore en Hollande. Le prince d'Orange manqua ce jour-là aux règles de l'équité, en lançant contre nous une accusation fausse, que la générosité de son caractère chevaleresque aurait dû nous épargner. Les complications de la journée du 12 août avaient sans doute obscurci l'entendement de S. A. R. D'abord, le prince manqua de parole à sir Robert Adair, puis il nous accusa de trahison, lorsque, poussant ses troupes sur nous, il nous força à faire agir notre artillerie, pour empêcher la prise de nos canons, sur lesquels les soldats hollandais embusqués dans les jardins de l'auberge *le Tivoli* allaient mettre la main.

Il faut donc qu'une bonne fois justice soit faite à chacun. Il est temps que le public hollandais abandonne son jugement inique à l'égard des soldats belges qui combattirent à Louvain. Que nos adversaires d'alors, se rendant à l'évidence, se plaisent à reconnaître et à avouer, s'ils sont amis de la vérité, que les Belges attaqués :

1° A la porte de Perck par les chasseurs volontaires de la division du lieutenant-général Meyer ;

2° A *Tivoli* par l'infanterie, qui agissait d'après la volonté du prince d'Orange, puisque S. A. R. se trouvait tout près de cette auberge, à la ferme de Coutermans ;

3° A la porte de Bruxelles par le corps du duc de Saxe-Weimar,

étaient bien forcés de tirer le canon pour repousser ces attaques.

Dans son bulletin, qu'il allait rendre public, le prince d'Orange nous dénonce hardiment comme des traîtres en face de toute la Hollande; mais en lançant contre nous cette accusation, n'avait-il aucun grain de perfidie en réserve? Le doute est-il possible, quand S. A. R., au lieu de nous laisser évacuer Louvain, en vertu de l'accord stipulé entre Elle et sir Robert Adair, ordonne aussitôt à une brigade du lieutenant-général Van Geen d'occuper la route de Malines, voulant ainsi nous enlever l'unique issue qui nous restât ouverte?

Ce fut au commandant des chasseurs volontaires de la 3<sup>e</sup> division, que le lieutenant-colonel Eekstein, chef d'état-major de cette division, transmet lui-même l'ordre émané directement du prince. Or, cette division se trouvait avec la réserve de cuirassiers et celle de l'artillerie sous la direction personnelle de S. A. R. Ainsi donc rien de plus manifeste que les actes du prince, en ces circonstances, et, pour tout homme de bon sens qui veut ouvrir les yeux, une telle règle de conduite ne peut échapper au blâme.

Il résulte évidemment de tout ce qui précède que l'armée belge, qui combattit à Louvain, le 12 août 1831, fut calomniée sans merci par ses adversaires; et cependant une armée, comme celle qui, dans une des plus dangereuses positions, tout attaquée qu'elle fût par des forces d'une écrasante supériorité, parvint à se faire jour, la baïonnette croisée, sans perdre ni un drapeau ni un canon, une telle armée était incontestablement composée de valeureux soldats.

Honneur donc à eux et au chef énergique qui les conduisit à travers l'ennemi au poste que le roi lui avait

assigné ! Ils ne méritaient pas, ces soldats si dévoués à leur devoir, si pleins de bravoure devant l'ennemi, d'encourir ces calomnieuses imputations, ni de passer aujourd'hui encore, aux yeux du public hollandais, pour une bande de lâches fuyards.

Les ennemis de la Belgique, mis en gaité par la défaite qu'elle venait d'essuyer, firent frapper une médaille représentant un lièvre en fuite, avec cette devise : *Dieu protège les poltrons*<sup>1</sup>. Nos ennemis goguenards étaient-ils bien en droit de déprimer leurs adversaires, en se décernant à eux-mêmes des éloges exagérés ?

Nous avons vu qu'une partie de leurs lanciers, qui se trouvaient en prise au canon du capitaine Rigano, s'étaient enfuis en toute hâte et dans le plus grand désordre, jusqu'à Tirlemont, où leur arrivée en complet désarroi fit regarder comme certaine la victoire de l'armée belge.

A ces lanciers hollandais, chassés par une telle panique, revenait, en toute justice, l'octroi de la médaille du Lièvre.

Nos ennemis goguenards, pour être équitables, ne devaient-ils pas la décerner aussi à ceux de leurs compatriotes qui figurèrent en si grand nombre, dans la journée du 12 août 1831, aux yeux du bourgmestre de Wilderen, M. Nicolaï, comme « un troupeau de moutons relancés par une dizaine de chiens ? »

Et le 14 du même mois ? — L'armée de la Meuse, réorganisée sous l'active impulsion de Ch. De Brouckere, avait repris la confiance que le général Daine lui avait fait

<sup>1</sup> Un exemplaire de cette médaille se trouve à la bibliothèque de la Chambre des représentants.

perdre. Elle s'était portée en avant et avait pris position entre Jodoigne et Tirlemont, la droite appuyée à Hauthem-Sainte-Catherine, la gauche à Hougaerde; ses avant-postes touchaient à la ville encore occupée par les Hollandais. Dans l'armée de la Meuse, on n'avait pas eu jusqu'alors connaissance de l'armistice, et l'ordre de suspendre les hostilités n'était pas donné. Des détachements des volontaires venus du Luxembourg pénétrèrent en ville et enlevèrent les chevaux du major Ceva, dont l'un portait des valises contenant des lettres par lesquelles des Belges partisans de la restauration donnaient des renseignements à l'ennemi.

Enivrés de leurs succès, nos adversaires comprendraient-ils par hasard aussi parmi les décorés de l'ordre du Lièvre, quelques uns de ces soldats volontaires de l'armée du Luxembourg, qui, à la barbe d'un bataillon hollandais, occupant la grande place de Tirlemont, et devant les princes d'Orange et Frédéric, logés avec leurs états-majors à l'hôtel du *Plat d'étain* tout en face de l'église de Notre-Dame, allèrent placer au sommet de la tour de cette église le drapeau tricolore belge « *le drapeau des muîtres* » ?

L'ordre du Lièvre revenait sans doute à ce bataillon hollandais, à plus juste titre qu'aux Belges, auxquels nos adversaires veulent l'appliquer; car devant son front se trouvaient les chevaux de main des officiers de l'état-major des princes, et le bataillon hollandais les laissa enlever par ces soldats volontaires.

D'autres volontaires pénétrèrent, avec des cultivateurs qui avaient eu recours à eux, jusqu'au bétail dont les Hollandais s'étaient emparés dans les étables des environs et

restituèrent les bêtes réclamées par ceux auxquels elles avaient été prises.

Les Hollandais ont trop abusé de la prose venimeuse des journaux soldés en Belgique par Guillaume. Dans leurs colonnes, le roi Léopold I<sup>er</sup> était souvent représenté comme se sauvant à la tête des fuyards de Louvain, et jamais ce monarque ne permit la répression de ces infamies par des poursuites judiciaires. Ce que désirait Léopold, c'est que la Hollande, enivrée de son triomphe, fit, avec l'espoir d'un nouveau succès, une seconde campagne; elle lui eût coûté cher. Nos troupes bien concentrées, bien préparées par les soins incessants du roi, eussent rencontré cette fois l'ennemi sur le champ de bataille à nombre égal.

Dès la fin d'août 1831, notre artillerie de campagne était portée de 66 à 100 pièces, et bientôt après à 144, chiffre que jamais la Hollande n'atteignit.

Pourquoi ce beau résultat quelques jours après notre funeste défaite, tandis que tout était demeuré stérile entre les mains de nos ministres de la guerre Goblet, D'Hane ou de Faily, à une époque où les moindres préparatifs du roi Guillaume présageaient une guerre imminente avec la Hollande?

La réponse à cette question est des plus simples : elle réside dans la duplicité de ces trois hauts fonctionnaires militaires, qui mirent leurs soins et leur temps à préparer et à assurer le triomphe de l'ennemi, quoiqu'ils fussent placés au timon des affaires pour assurer la défense de la Belgique.

Le colonel Huybrecht, dans une note jointe à la pièce

justificative n° XXIX de son *Histoire politique et militaire de la Belgique* (la convention d'une suspension d'hostilités), dit que l'article relatif à la ratification, écrit de la main du général Goblet, se trouve biffé.

Cette assertion est inexacte, en ce qui se rapporte à l'écriture. L'écriture du texte, y compris la ratification que le général Goblet refusa de signer, fut écrite par S. Exc. le lieutenant-général Constant de Rebecque, à la ferme de Coutermans, où se trouvaient les princes; l'encre de ce texte est pâle. Le général Goblet, qui signa en ville, se servit d'une encre plus noire, en apposant son nom au bas de la convention et en biffant ce qui avait été ajouté au sujet de la ratification.

Le 12 août, pendant le combat, le général Belliard se rendait de Bruxelles à Louvain près du roi Léopold, en passant par Tervueren. A son arrivée à Leefdael, sa voiture de poste fut arrêtée par des dragons légers hollandais du régiment n° 5, dont un peloton éclairait la route sur ce point. Ces dragons étaient commandés par le lieutenant Geisweit Van der Netten, qui répondit au général Belliard — fort étonné de rencontrer là les Hollandais, et réclamant un libre passage, en sa qualité de diplomate et de général français, — qu'il ne pouvait le laisser passer, mais qu'il le ferait conduire près de son général de division.

Le duc de Saxe-Weimar venait d'établir son quartier-général dans une auberge, sur la grande chaussée directe de Bruxelles à Louvain, au haut de la Montagne de fer. Vers midi, il vit venir à travers champs une chaise de poste, d'où sortit le lieutenant-général Belliard, ministre plénipotentiaire de France. Le duc de Saxe-Weimar des-

cendit de cheval sur la chaussée, pour s'informer de ce qui l'amenait. Le général français apprit au duc qu'il venait comme médiateur entre les combattants, et déclara que chaque coup tiré sur Louvain serait considéré comme un acte d'hostilité contre la France, exigeant que le duc arrêtât le mouvement de ses troupes. Pour prouver sa compétence à remplir cette mission près du duc personnellement, il montra une dépêche officielle de l'envoyé français à La Haye, Durand de Marieul. — « Je suis venu « ici pour combattre et non pour négocier, » fut la ferme réponse du duc, corroborée de l'ordre donné au général Boreel d'aller rapidement s'emparer de Cortenberg, avec sa brigade de cavalerie légère et deux pièces d'artillerie à cheval, ce qui eut lieu<sup>1</sup>.

L'échange de paroles devint bientôt très vif. — « Vous « avez des Prussiens, » dit Belliard au duc. Celui-ci lui montra un bataillon de *schutters* du plat pays de la Gueldre, qui se distinguaient par leur accent et leur uniforme de la *schutterij* des villes. On les considérait comme des étrangers, et l'envoyé français avait été induit en erreur. — Belliard insistant pour la cessation des hostilités, le duc lui dit que c'était au prince d'Orange et non pas à lui qu'il devait s'adresser, et la conversation s'animant de plus en plus, le duc, emporté par un violent accès de colère, frappa si vigoureusement du poing sur la table que celle-ci se brisa. — Belliard dit que, sur un ton pareil, un entretien n'était pas possible, et demanda à être conduit près du prince d'Orange, ce qui était infaisable, et

<sup>1</sup> BOSSCHA, *Tiendaagsche veldtogt*.

le duc fit reconduire son hôte superflu, par une escorte armée, jusqu'au chemin par lequel il était venu. — Tout ému de la scène qui venait de se passer et peu accoutumé à assister à de pareils actes de violence, Belliard entra à Louvain dans un grand état d'irritation, provoqué par le peu de respect et d'égards du chef hollandais pour celui qui représentait en Belgique le roi des Français.

Quant au duc, après cette première explosion de colère, qui éclata, à midi, dans son entrevue avec Belliard, il ressentit vers deux heures un nouveau mouvement d'irritation, non plus contre la France, cette fois, mais contre l'Angleterre. Et lorsque fut venu le tour de la Belgique, au milieu de tous ces pourparlers, le duc s'élança comme un furieux, le sabre à la main, sur le colonel d'état-major *Prisse*, envoyé près de lui comme parlementaire, pour faire connaître la suspension d'armes conclue entre le prince d'Orange et le commandant des forces belges. Ceux de ses officiers qui étaient présents ne parvinrent qu'à grand-peine à retenir le duc et à lui faire comprendre qu'en maltraitant un parlementaire, il allait commettre un acte déshonorant.

Lord William Russel était venu, accompagné du capitaine comte Stirum, adjudant du prince Frédéric, intimer au duc — au nom du gouvernement britannique, représenté à Bruxelles, depuis la veille, par sir Robert Adair — de cesser les hostilités, conformément à la suspension d'armes consentie par le prince d'Orange. — Le courroux avec lequel le duc exhala contre le noble Anglais sa méprisante indignation, blessa au vif celui-ci, qui fit observer avec le plus grand flegme qu'il représentait à ce moment près



de lui son souverain, le roi d'Angleterre. — Mais le duc, arrivé à un degré d'excitation qui dépassait toutes les bornes, dit que ceux qui soutenaient des rebelles ne valaient pas mieux qu'eux ! — Lord Russel, sans rien perdre de son imperturbable sang-froid, répliqua que non seulement il représentait l'Angleterre, mais qu'il était aussi militaire (colonel de hussards) ; que, comme diplomate, il rendrait compte à son gouvernement, et que, comme militaire, il exigerait du duc une réparation par les armes.

Une rencontre personnelle eût probablement été la suite de cette affaire, si le gouvernement anglais, à la demande de sir Robert Adair, ne s'en fût emparé et n'en eût fait l'objet d'une plainte adressée au cabinet de La Haye.

Le lendemain 13, le général Belliard, arrivé à Louvain vers midi, fit, au nom de la France, une convention nouvelle avec le prince d'Orange, qui le rencontra avec le général Lawoestine, commandant l'avant-garde française, entre Tirlemont et Louvain. Ce général était entré à Louvain à 5 heures du matin.

Le 13 août, lorsque nos troupes furent un peu reposées du long combat de la veille, le roi se mit à leur tête, et marcha vers Louvain, à la rencontre du général Niellon, qui venait à Campenhout, avec la troupe restée sous son commandement à Louvain, jusqu'à midi, heure stipulée pour l'évacuation. — Le 1<sup>er</sup> régiment d'infanterie et la batterie du capitaine Eenens reçurent l'ordre de se rapprocher de cette ville, et d'y rentrer le 14, aussitôt après le départ des troupes hollandaises.

L'accueil que le général Belliard reçut du prince

d'Orange différa essentiellement de celui du duc de Saxe-Weimar. A son arrivée au camp du prince, il fut l'objet des meilleurs égards; les troupes de service prenaient et présentaient les armes; il n'eut qu'à se louer des façons courtoises et prévenantes des princes et de tous les officiers.

La convention faite entre le prince d'Orange et le général Belliard portait que la ville de Louvain n'aurait pas de logements militaires; les portes seulement seraient gardées par les troupes hollandaises, avec renfort de piquets sur les places, pour le maintien du bon ordre. — Le prince d'Orange entra à Louvain, le 13, suivi de son état-major et d'une escorte peu nombreuse. On lui avait fait accroire qu'une brillante démonstration se ferait en son honneur, et que des cris d'enthousiasme s'élèveraient sur son passage; mais il éprouva une bien amère déception en voyant le vide se former autour de lui et son sourire affable accueilli par un morne silence et un froid glacial. Quelques enfants, apostés et payés par les rares partisans de la famille déchue, poussèrent seuls deux ou trois *viva!*, que les bourgeois présents eurent bientôt réprimés. Le prince, profondément ému, ne prolongea guère son séjour. La douleur que lui causa ce que son historien, J. Bosscha, appelle l'ingratitude des Belges, qui ne voulaient pas le reconnaître, est dépeinte à la page 381 de son ouvrage.

Malgré le bon accueil du prince d'Orange au général Belliard, il y eut d'abord bouderie de l'état-major hollandais à l'égard de l'armée française: — « Le maréchal Gérard s'attendait à voir arriver un officier général ou supérieur de la part du prince d'Orange, avec mission et pouvoir de traiter avec lui la partie militaire et essen-

« tielle à intervenir entre les Français et les Hollandais,  
« pour la marche des troupes et l'évacuation du territoire  
« belge. Il n'a pas été peu surpris de voir arriver ce matin  
« un capitaine hollandais avec une dépêche, ou plutôt  
« une note ouverte, sur laquelle cet officier n'avait pas  
« un mot d'explication à donner.

« Le maréchal est décidé à agir, si les Hollandais ne  
« s'exécutent sur les conditions positives de la plus prompte  
« évacuation du territoire belge. » <sup>1</sup>

A la suite d'une attitude aussi décidée, le lieutenant-général baron de Rebecque, chef de l'état-major général de l'armée hollandaise, se rendit à Wavre près du maréchal Gérard et régla avec le général Saint-Cyr Nugues la marche rétrograde de l'armée hollandaise.

Les habitants remarquèrent une différence très grande entre les troupes de la 3<sup>e</sup> division, lieutenant-général Meyer, et celles du duc de Saxe-Weimar (2<sup>e</sup> division et brigade de cavalerie légère). Ces dernières, après avoir passé la journée du 13 août, au repos, sur la Montagne de fer, traversèrent la ville, le 14, pour retourner en Hollande. Elles avaient l'air arrogant du vainqueur. La marche hardie qui les avait amenées de près de Tirlemont jusqu'à la Montagne de fer, d'où elles coupaient l'armée belge de Bruxelles, s'était effectuée sans résistance de notre part. — Quelle force avions-nous à lui opposer? — Aucune!

Le prince d'Orange avait obtenu du général Daine la

<sup>1</sup> Lettre du lieutenant-général Saint-Cyr Nugues, chef de l'état-major de l'armée française, au général Belliard.

retraite de l'armée de la Meuse jusqu'à Liège, où elle se trouvait encore, pendant qu'il nous combattait à Louvain, avec la presque totalité de ses forces;... certes, la trahison de Daine ne pouvait, à pareil moment, être payée trop cher par la Hollande.

L'armée de Daine étant à Liège, comment le roi Léopold pouvait-il combattre et arrêter le duc de Saxe-Weimar, nous prenant à dos avec dix bataillons, sept escadrons et vingt pièces d'artillerie ?

Aux prises lui-même avec le prince d'Orange, qui marchait sur Louvain, à la tête de vingt forts bataillons, dix escadrons et quarante-quatre pièces, moyens auxquels il n'avait à opposer que dix-huit bataillons, huit escadrons et vingt-cinq pièces, comment Léopold aurait-il pu détacher la moindre force de celles qui luttaient péniblement dans de telles conditions d'infériorité ?

Tout autre était l'aspect de la 3<sup>e</sup> division du lieutenant-général Meyer; l'attitude de son infanterie était plutôt craintive, et son équipement mal en ordre : elle avait lâché pied, la veille, sous la canonnade partie de l'enceinte de la ville pour arrêter son mouvement offensif; elle avait été rudement repoussée de Kermptsur Herck-la-Ville, le 7 août, par l'avant-garde de Daine commandée par le colonel Boucher. Les bataillons de Meyer, payés d'expérience, avaient meilleure opinion de la valeur des soldats belges et des dangers qu'on courait à leur contact, que les troupes de Saxe-Weimar non entamées. — Déjà, le 10 août, près de Saint-Trond, « si beaucoup de soldats de Meyer pensaient « aller à Bruxelles, sans combattre, un bien plus grand « nombre avaient peur d'entrer dans le Brabant, » disait

un habitant de la localité, qui s'était fréquemment entretenu avec eux.

En faisant choix, pour occuper Louvain, d'une brigade de cette division, le prince d'Orange voulait sans doute confirmer sa promesse de la veille, lorsque, s'efforçant, avec le prince Frédéric, son frère, et leurs états-majors respectifs, d'arrêter les fuyards, il leur disait que les Belges partaient et qu'eux-mêmes allaient les remplacer dans la ville.

Le 14 août, vers midi, les hussards quittèrent la Montagne de fer et se mirent en marche en traversant Louvain. Il était déjà bien tard lorsqu'ils arrivèrent pour se loger à Bierbeek.

Vers minuit, il y eut une alarme ; le régiment fut bien vite à cheval au lieu du rassemblement. — Un détachement du 5<sup>e</sup> de hussards français avait repoussé les postes hollandais, ce qui occasionna une escarmouche, nonobstant les ordres donnés. — Un hussard hollandais reçut un coup de feu dans le bras. Ce hussard, étant en vedette, avait voulu arrêter les hussards français, et ceux-ci firent immédiatement feu. Ils avaient l'ordre d'occuper le village assigné aux hussards hollandais, et ils semblaient quelque peu impatients et irritables. Les hussards hollandais se retirèrent alors pendant la nuit plus en arrière, au delà de Tirlemont, pour entrer dans le village de Brusthem.<sup>1</sup>

L'arrivée à minuit d'une troupe française venant déloger les Hollandais, qui occupaient un village à moins d'une lieue de la grande route, par où s'opérait leur retraite,

<sup>1</sup> *De lichtblauwe hussaren*, p. 81.

nous paraît bien étrange. — Dans cette bagarre nocturne, le fourgon contenant les bagages des officiers du régiment hollandais passa, dit-on, aux mains des hussards français.

L'historien hollandais Bosscha <sup>1</sup> prétend que deux mécomptes ont empêché l'investissement complet de l'armée de l'Escaut dans Louvain, opération militaire conduite de main de maître, dit-il.

Le duc avait compté que la première division lui tendrait la main pour barrer la route de Malines ; mais la première division était restée en deçà du canal et de la Dyle, et avait employé douze heures à manœuvrer du côté de la chaussée de Tirlemont. — Il est vrai que les troupes de Saxe-Weimar n'étaient guère meilleures marcheuses, puisque, étant en route depuis trois heures du matin, elles n'arrivèrent qu'à midi devant Louvain, mettant ainsi 9 heures à parcourir une distance de moins de 4 lieues, sans avoir rencontré un ennemi à combattre.

Bien plus pénible encore que ce mécompte fut l'intervention des diplomates étrangers, dit aussi Bosscha. Nous répondons : Sir Adair est intervenu, le prince a pris avec lui l'engagement d'une suspension d'hostilités ; mais infidèle à sa promesse, il continua son mouvement offensif jusque dans la portée du canon de Louvain, qui fit subir à ses troupes un bien grave échec. — Or, l'intervention du lieutenant-général Belliard a-t-elle nui à l'investissement de cette ville ? — Pas le moins du monde, puisque, d'après le professeur Bosscha lui-même, le duc de Saxe-Weimar n'a tenu aucun compte des menaces qui lui furent faites au

<sup>1</sup> *Tiendaagsche veldtocht*, édition 1874, p. 572.

nom de la France, n'a pas arrêté le mouvement de ses troupes, l'a même complété, en envoyant, d'un air de défi, le général Boreel et une partie de sa brigade de cavalerie légère occuper Cortenberg.

Quelle influence la diplomatie a-t-elle exercée le 12 août? — Aucune, puisqu'elle ne parvint à arrêter l'offensive de l'armée hollandaise ni du côté du prince d'Orange, ni du côté du duc de Saxe-Weimar.

Mais la suspension d'hostilités, l'engagement que prit le prince d'Orange avec l'envoyé britannique, le moyen qu'il fallait laisser aux Belges d'évacuer Louvain, conformément à la suspension d'armes, qu'en advient-il dans l'esprit de l'auteur hollandais? — Au milieu des considérations et des réflexions qu'il émet, ces points sont lettres mortes.

Le 13, à la rentrée du général Belliard à Louvain, vers midi, l'intervention fut plus efficace, mais les circonstances étaient bien changées : l'armée de l'Escaut avait échappé à l'étreinte de celle du prince d'Orange, en se frayant de vive force un chemin à travers les troupes de Saxe-Weimar, pour aller rejoindre le roi Léopold au pont de Campenhout.

La dernière chance de restauration échappait ainsi au généralissime hollandais. Au lieu d'arriver jusqu'à Bruxelles, il lui fallut courber la tête sous les injonctions faites au nom de la conférence de Londres et regagner son pays.

La journée du 12 août 1831 est présentée par beaucoup d'auteurs hollandais et admise par bon nombre de personnes en Belgique comme une défaite honteuse de l'armée belge. Contrairement à l'opinion que nous venons de rap-

porter, la défaite de cette armée est des plus honorables; car, après avoir combattu, douze heures consécutives, contre des forces infiniment supérieures, elle finit par se faire jour, les armes à la main, sans laisser à l'ennemi ni un canon ni un drapeau.

Un fait curieux que nous croyons devoir mentionner, c'est que le général Belliard demanda au commandant de place un rapport sur l'affaire de Louvain et que lui-même lui dicta ce rapport. Nous lisons, en effet, dans une lettre adressée par ce général à son premier secrétaire, M. A. Sol :

« Envoyez le rapport au ministre, je l'ai signé. Le commandant de place a signé; je lui ai dicté comme un rapport qu'il me faisait; vous n'en parlerez pas? »<sup>1</sup>

Pourquoi le général se donnait-il la peine de dicter lui-même ce rapport qui ne le concernait pas. — C'était sans doute afin d'avoir une rédaction dans le sens le plus convenable à la politique de son gouvernement, qui avait tout intérêt à faire croire que la Belgique, trop faible pour résister seule à la Hollande, ne pouvait se passer de la tutelle de la France.

<sup>1</sup> Lettre du général Belliard en date du 14 août 1831. *Mémoires du général Belliard*, édition de Bruxelles, Meline 1842, t. II, p. 209.







## CHAPITRE XI

### L'INTERVENTION

---

LES GÉNÉRAUX GOBLET, D'HANE, DE MARNEFFE, ETC., ETC.,  
SE RALLIENT FRANCHEMENT AU GOUVERNEMENT DU ROI  
LÉOPOLD, A PARTIR DE L'INTERVENTION DE L'ARMÉE  
FRANÇAISE, AGISSANT AU NOM DE LA CONFÉRENCE DE  
LONDRES.

Le prince d'Orange et le prince Frédéric, mettant à bon droit leur espoir dans le concours qu'ils considéraient comme acquis du côté de l'armée belge, avaient résolu, malgré l'ordre du roi leur père, reçu de La Haye le 11 au soir, d'arriver à Bruxelles avant l'armée française et d'y proclamer la restauration. — Pour couper court à l'intervention française, il fallait que cette restauration eût l'apparence d'un accord entre les deux armées.

Mais après le coup d'œil que nous venons de jeter sur

les opérations militaires du prince d'Orange, qui s'arrê-  
tèrent non à la suspension d'armes de Pellenberg, mais à  
la canonnade de Louvain, voyons ce qui s'était passé à  
La Haye depuis l'invasion en Belgique.

« Les opérations militaires avaient commencé avec un  
« succès admirable sur toute la ligne, et le Roi voulut  
« encore faire part de la situation des choses dans une  
« assemblée publique des États-Généraux convoqués pour  
« le 5 août. »

S. E. le baron Verstolk de Soelen, ministre des affaires  
étrangères, y prononça un grand discours d'apparat dont  
voici quelques extraits :

« Les ressources du roi, s'appuyant sur le courage d'une  
« armée de terre et de mer bien organisée, surpassent les  
« ressources des Belges<sup>1</sup>. Mais elles descendaient ainsi à  
« n'être plus qu'un vain spectacle, aussi longtemps  
« qu'on s'attacha au principe qu'elles ne pouvaient être  
« employées, tandis qu'on voyait le fantôme révolution-  
« naire grandir de plus en plus dans la même proportion.  
« Ce fut ainsi qu'il arriva que la force réelle dut suc-  
« comber devant ce fantôme... »

« ... Le roi, après avoir longtemps hésité, a placé la  
« force de la flotte et de l'armée néerlandaises dans un  
« plateau de la balance, pour rétablir l'équilibre entre la  
« Hollande et la Belgique, arracher et déchirer d'une main

<sup>1</sup> *Recueil de pièces diplomatiques relatives aux affaires de 1830*, t. I,  
p. 275.

« ferme le voile derrière lequel se cachait la hideuse image  
« de la politique belge. Le roi a pris enfin ce parti ; il a  
« donné ordre à ses forces militaires d'appuyer les négocia-  
« tions par les armes. »<sup>1</sup>

Cette résolution fut communiquée par dépêche du 1<sup>er</sup> août à la conférence de Londres, qui, de son côté, décida, par un protocole du 6 du même mois, la réunion près de Douvres d'une flotte anglaise et l'envoi en Belgique d'une armée française.

« ... Si le gouvernement avait pris plus tôt cette détermination, on l'eût peut-être considérée comme intempestive ; plus tard, l'occasion eût été sans doute perdue pour toujours ; car serait-il possible de supporter plus longtemps des charges que les Hollandais ne peuvent s'imposer temporairement que par des efforts inouis... »<sup>2</sup>

« ... Une soumission aux exigences de la Belgique eût déterminé la banqueroute... »<sup>3</sup>

« ... Ce discours fut accueilli avec un enthousiasme national. Le président, allant au devant des vœux de l'assemblée, trouva de suite des organes éloquents dans quelques uns de ses membres, et nomma une commission pour voter une adresse au Roi. »

« La députation, composée de membres des deux Chambres, fut reçue le 9 août, et remit à S. M. l'adresse votée à l'unanimité. »<sup>4</sup>

<sup>1</sup> *Récueil de pièces diplomatiques*, t. I, p. 276.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 276.

<sup>3</sup> *Ibid.*, p. 277.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 279.

La Chambre, fort servile à cette époque, à quelques rares exceptions près, était à l'entière disposition du ministère et du roi; elle votait avec empressement tout ce qui lui était demandé.

« Dans l'intervalle, l'armée hollandaise, commandée  
« par le prince d'Orange, marchait de succès en succès,  
« lorsqu'on apprit à La Haye que le roi Léopold, se  
« croyant trop faible pour défendre la Belgique contre  
« ces troupes hollandaises si longtemps injuriées, et dont  
« enfin l'ardeur, comprimée pendant 9 mois, trouvait un  
« aliment sur les champs de bataille, avait sollicité l'appui  
« de la France; que cette puissance marchait avec une  
« armée à son secours; que la conférence avait accepté  
« l'offre d'une flotte anglaise, qui déjà se réunissait près  
« de Douvres, et qu'il n'y avait qu'à opter entre une  
« marche rétrograde, mais honorable devant la force  
« majeure, ou une rupture ouverte. Ces nouvelles furent  
« apportées à La Haye le 8 août, par un courrier fran-  
« çais.<sup>1</sup>

« Le protocole du 6 août 1831, n° 31, mentionnait en  
« effet une armée française, dont l'intervention était  
« demandée par le souverain de la Belgique pour refouler  
« les troupes hollandaises sur leur territoire... »

« ... En conséquence, les plénipotentiaires des cinq  
« cours ont regardé l'entrée des troupes françaises en Bel-  
« gique comme ayant eu lieu, non dans une intention  
« particulière à la France, mais pour un objet vers lequel  
« les délibérations de la conférence se sont dirigées; et il

<sup>1</sup> *Recueil de pièces diplomatiques*, t. I, p. 287.

« est resté entendu que l'extension à donner aux opérations de ces troupes et leur séjour en Belgique seront fixés d'un commun accord entre les cinq cours à la conférence de Londres. » <sup>1</sup>

Si donc le roi Guillaume nourrissait l'espoir de voir surgir en Europe une guerre générale à la suite de son invasion, cet espoir se trouvait complètement déçu.

La grande promptitude d'exécution obtenue par le ministre belge à Paris, auquel l'historien Th. Juste rend une éclatante justice dans son ouvrage sur le *Comte Le Hon*, déjoua la surprise sur laquelle comptait Guillaume dans son attaque inopinée. Grâce au comte Le Hon, l'armée française put arriver à temps et sauver la Belgique d'une restauration momentanée, car Guillaume et ses deux millions de Hollandais n'eussent pu tenir longtemps sous leur joug quatre millions de Belges.

« Le roi se décida à un nouveau sacrifice pour la conservation de la paix générale, et donna l'ordre à ses troupes comme à sa marine, victorieuses sur tous les points, de rétrograder en deçà des limites de son propre territoire.

« On obéit avec une ponctualité exemplaire à cet ordre du monarque. » <sup>2</sup>

L'affirmation de l'auteur hollandais du *Recueil* est sur ce point tout à fait inexacte.

Nous l'avons déjà dit dans le chapitre précédent, le

<sup>1</sup> *Recueil de pièces diplomatiques*, t. I, p. 289.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 290.

prince d'Orange et le prince Frédéric, après avoir délibéré ensemble sur l'ordre du roi, leur père, reçu le 11 août, au soir, à leur quartier-général de Tirlemont, se décidèrent à passer outre, ne voulant pas renoncer à l'espoir d'un brillant succès, fruit de ~~combinaisons~~ **militaires** que leur ~~promettait~~ **l'immense** supériorité de leurs forces. — Les deux princes, tout *aussi bien* que le ministre des affaires étrangères de Hollande, lorsqu'il prononçait son grand discours aux Chambres hollandaises réunies en séance solennelle le 5 août, savaient *fort bien* sur quels hommes ils pouvaient compter en Belgique, et quel efficace appui ils trouveraient en eux.

Ce concours était réel à tel point que, déjà au moment où le ministre faisait connaître aux deux Chambres que les opérations militaires avaient commencé avec un succès admirable sur toute la ligne... et que les ressources du roi surpassaient les ressources des Belges, le roi Guillaume et son gouvernement savaient que l'armée hollandaise occupait, sans conteste, l'espace de terrain laissé libre pour lui donner passage et s'y établir entre les deux fractions de l'armée belge, séparées l'une de l'autre par un intervalle de 13 lieues. Les alliés que le roi Guillaume comptait à la tête des affaires militaires en Belgique avaient donc bien travaillé de leur côté pour assurer le succès de l'armée ennemie, et Daine, en éloignant la sienne jusqu'à Liège, livrait à la merci du prince d'Orange celle que dirigeait le roi Léopold et le chemin de la capitale. Dans ces conditions, le roi Guillaume et son gouvernement avaient bien raison d'informer le peuple hollandais de la certitude de leur triomphe.

Qu'il était arrogant le ton sur lequel on le prenait le 5 août 1831 ! Qu'il contrastait surtout avec les paroles si humbles qui, neuf mois auparavant, le 30 septembre 1830, s'échappaient de la plume dolente de M. Falck, ambassadeur des Pays-Bas, à Londres !

« Je suis plus découragé depuis que l'emprunt des  
« 20 millions a échoué. Comment peut-on, sans quelque  
« facilité d'argent, compléter des moyens de défense dont  
« l'organisation, trop tardive déjà, s'impose par la double  
« nécessité de préserver le territoire des Provinces-Unies  
« contre les entreprises immédiates des Belges et de se  
« mettre en mesure de soutenir une attaque éventuelle des  
« Français au printemps ?

« Je trouve toutefois un grand fonds de consolation dans  
« ce que me mandent vos lettres du 7 et du 22, par rap-  
« port au zèle avec lequel on prend les armes et l'on se  
« porte aux frontières. Plaise à Dieu que nous puissions  
« ainsi arrêter les Belges et éviter l'effusion du sang,  
« jusqu'à ce qu'au moins l'armée régulière soit de nouveau  
« organisée !

« Il me semble étrange que nos généraux n'aient pas  
« trouvé principalement dans leur cavalerie et leur artil-  
« lerie les moyens de résister aux insurgés. Ce sont là des  
« armes pour lesquelles on ne peut pas former si rapide-  
« ment les masses, et ceux qui ont à leur disposition des  
« corps tout formés de ces armes, même dans une faible  
« proportion, doivent, paraît-il, avoir un avantage signalé  
« sur l'ennemi qui en est dépourvu !

« Ne croyez pas cependant que par ces motifs j'aie



« négligé de donner suite à l'idée que vous proposez d'une  
« déclaration de l'Angleterre au sujet de la non violation  
« du territoire hollandais. On a répondu : 1° engagés de  
« la sorte, nous donnerions à penser que la séparation  
« complète des deux parties et surtout l'indépendance de  
« la Belgique sont reconnues par nous ou sur le point de  
« l'être, mais nous en sommes encore bien éloignés ; 2° si  
« les insurgés ne tiennent pas compte de notre déclara-  
« tion, nous devons envoyer des troupes, et cette inter-  
« vention armée semblerait à bon droit une agression ;  
« d'autant plus que la France vient de déclarer qu'elle  
« prendrait part à un arrangement à l'amiable. Un tel  
« arrangement venant à échouer, c'est alors que la pro-  
« position deviendra opportune. *Sed interim patitur*  
« *justus.* »<sup>1</sup>

Ainsi que nous l'avons déjà relaté, MM. Cartwright et Bresson avaient fait connaître en se rendant de Bruxelles à La Haye, que les forces militaires belges l'emportaient alors sur celles des Hollandais ; et quelques mois après, le 5 août, on entendit le ministre des affaires étrangères, baron Verstolk de Soelen, annoncer, en séance publique, aux États-Généraux que les ressources du roi Guillaume surpassaient celles des Belges.

Que s'était-il donc passé, dans un intervalle de neuf mois, pour amener un revirement si complet ? Comment les forces respectives des deux pays subirent-elles une différence si marquée ? L'histoire impartiale des faits l'a

<sup>1</sup> *Brieven van A.-R. Falck*, p. 287.

surabondamment prouvé : à mesure que l'ennemi s'appliquait à développer ses ressources, quelques unes des sommités militaires belges, travaillant dans un sens contraire, profitaient de leur haute influence pour affaiblir nos moyens d'action, et cela dans l'intérêt même de la cause orangiste, à laquelle elles se montraient on ne peut plus dévouées, au moment où l'armée du roi Guillaume pénétrait en Belgique. Et c'est ainsi que ce monarque trouva dans leur félonie un gage certain de succès, en même temps que le fondement le plus réel de la supériorité de ses ressources ; mais la sage prévoyance du roi des Belges renversa l'œuvre ténébreuse ourdie avec tant d'habileté, au moment où les auteurs en croyaient le succès assuré.

Léopold, surpris à Liège, peu de jours après son arrivée en Belgique, par l'annonce de la reprise des hostilités, se hâta de réclamer l'intervention de l'armée française, dont cependant les adhérents de Guillaume, prompts à abuser de la position qu'ils avaient usurpée dans l'entourage du nouveau roi, avaient réussi, par leurs conseils, à faire contremander la marche. Mais ils échouèrent encore dans cette combinaison, car le général Belliard, mieux au fait de la situation et renseigné sur l'état désastreux dans lequel Daine avait ramené son armée à Liège, s'empressa de prévenir le maréchal Gérard, commandant l'armée d'intervention, qu'il n'avait pas un seul instant à perdre pour soutenir le trône chancelant du nouveau roi des Belges.

Voici comment avait été menée à Paris l'habile négociation du comte Le Hon, d'après des documents inédits, publiés par l'historien Théodore Juste :

« Le 3 août, à 7 heures du matin, M. Le Hon recevait

« de M. de Muelenaere, ministre des affaires étrangères  
« de Belgique, l'ordre de communiquer au gouvernement  
« français la déclaration par laquelle le général Chassé,  
« commandant de la citadelle d'Anvers, annonçait la  
« reprise des hostilités par le roi de Hollande pour le len-  
« demain même.

« Ce fut M. Lebeau toutefois qui adressa à M. Le Hon  
« la demande d'une armée de secours. Le roi, se trouvant  
« le 2 août à Liège, sans être accompagné d'aucun  
« ministre, avait mandé M. Lebeau, qui venait de  
« reprendre les fonctions d'avocat général... — Voyez, lui  
« dit le roi, ce qui m'arrive pour ma bienvenue, et en  
« même temps il remit à l'ancien ministre du Régent la  
« lettre du commandant de la citadelle d'Anvers. Léopold  
« avait conservé ce sang-froid, ce calme stoïque, qui ne  
« l'abandonnèrent pas un seul instant au milieu des graves  
« et périlleux événements dont le nouveau royaume allait  
« être le théâtre. « Encore; dit le roi, si j'avais pu consacrer  
« quelques mois à l'organisation de l'armée, je ne  
« craindrais pas la lutte. Peut-être faudrait-il s'en féli-  
« citer : l'armée et le pays s'attacheraient par un succès  
« à leur nationalité naissante et au chef qui aurait com-  
« battu à leur tête. Mais être pris ainsi au dépourvu, cela  
« est malheureux. Que pensez-vous de l'état de l'armée?  
« La croyez-vous capable de soutenir le choc de l'ennemi,  
« de se battre en plaine? On m'écrit de Bruxelles qu'on  
« peut attendre beaucoup de nos troupes. — Sire, répondit  
« M. Lebeau, l'armée ne manque ni d'ardeur ni de cou-  
« rage. La garde civique est animée d'un vif sentiment  
« national; mais je ne puis cacher que, malgré les efforts

« louables et persévérants des divers officiers supérieurs  
« qui ont dirigé le département de la guerre depuis la  
« révolution, l'armée nouvelle doit, dans mon opinion,  
« laisser beaucoup à désirer sous le rapport de l'organisa-  
« tion. Nous sommes trop près d'une révolution, qui a  
« relâché les liens de la subordination, de la discipline,  
« pour que l'armée ne s'en ressente pas encore profondé-  
« ment. De là un grand obstacle à sa réorganisation.  
« Ajoutez-y l'incertitude déjà si prolongée sur l'issue de  
« cette même révolution, incertitude qui jusqu'ici a dû  
« exercer une fâcheuse influence sur l'esprit de l'armée.  
« Quant à la garde civique, je la crois capable de faire des  
« prodiges derrière des remparts et des barricades, ou  
« retranchée dans les maisons, si l'ennemi osait s'engager  
« dans les rues de nos villes. Mais peu exercée, organisée  
« incomplètement, je la crois incapable de soutenir un  
« choc en plaine et de résister à la cavalerie et à l'artil-  
« lerie. — Votre conclusion ? — Ma conclusion, Sire, c'est  
« qu'il faut sur l'heure expédier deux estafettes, l'une à  
« Paris et l'autre à Londres, pour réclamer l'exécution des  
« engagements contractés surtout par les deux grandes  
« puissances amies, c'est à dire la garantie de notre neu-  
« tralité stipulée dans les 18 *articles*. — Il m'en coûte  
« extrêmement, répondit le roi, de recourir à ce moyen.  
« J'aurais vivement désiré de pouvoir conduire notre  
« armée au devant des Hollandais. Un succès militaire  
« produirait sur nos soldats et sur le pays tout entier l'im-  
« pression la plus favorable à la nationalité et à la  
« dynastie ; mais j'incline à croire, comme vous, que ce  
« serait jouer gros jeu. Comment faire ? Je suis ici sans

« ministre. — Sire, je me charge d'écrire à MM. Le Hon  
« et Van de Weyer. Je suis sûr que ces messieurs, en pré-  
« sence de la gravité des circonstances, ne s'arrêteront  
« pas à l'absence de la signature ministérielle, et qu'ils  
« engageront sans hésiter leur responsabilité personnelle,  
« si vos ministres à Bruxelles reculaient devant la déter-  
« mination que je conseille à V. M., supposition que je  
« ne saurais admettre, je prendrais la responsabilité de ce  
« conseil, en rentrant, jusqu'au terme de cette crise, dans  
« le cabinet, en telle qualité qu'il vous plaira. — Écrivez  
« donc. De mon côté, je vais écrire au roi des Français et  
« en Angleterre. »

« Une heure après ce grave entretien, deux estafettes  
« parties de Liège se dirigèrent l'une vers Londres et  
« l'autre vers Paris <sup>1</sup>.

« Léopold avait écrit à Louis-Philippe et aux lords  
« Grey, Palmerston et Durham. »

« Le cabinet britannique, informé par son ministre à  
« La Haye, sir Charles Bagot, avait envoyé par dépêches  
« télégraphiques, l'ordre à l'amiral Codrington de se  
« rendre avec sa flotte de Plymouth à Douvres.

« Le 5 août, à 2 heures du matin, M. Vande Weyer  
« recevait la lettre et les pièces que M. Lebeau lui avait  
« adressées de Liège, ainsi que les trois lettres du roi des-  
« tinées aux lords Grey, Palmerston et Durham. Il les fit  
« parvenir immédiatement à leurs destinations <sup>2</sup>.

« En ce qui concerne M. Le Hon, ce fut à 7 1/2 heures

<sup>1</sup> TH. Juste, *Les fondateurs de la monarchie belge* — Joseph Lebeau, p. 55 et suivantes.

<sup>2</sup> *Ibid.*, p. 68.

« du matin qu'il reçut la lettre de M. Lebeau ; à 8 heures, « il était chez le comte Sébastiani, et demandait l'intervention armée de la France. — Il avait d'abord hésité à « faire une demande officielle, n'ayant pour titre que la « lettre *privée* de M. Lebeau ; mais en présence du danger « qui menaçait la Belgique, ses incertitudes avaient bien- « tôt cessé, et il avait engagé formellement sa responsa- « bilité. — Il remit donc au comte Sébastiani une note « par laquelle il réclamait l'intervention à main armée de « la France, pour préserver l'inviolabilité du territoire de « la Belgique, garantie par les cinq puissances, disant que « ce concours du gouvernement français était d'une extrême « urgence, et qu'il n'y avait pas un instant à perdre.

« Depuis le 1<sup>er</sup> août, le cabinet, présidé par Casimir « Perrier, était en pleine dissolution. Il se reconstitua « immédiatement pour empêcher en Belgique une réstau- « ration, qui aurait certainement ébranlé le trône de Louis- « Philippe.

« A l'instant, et en présence de M. Le Hon, fut commandé « un courrier pour La Haye, portant à M. de La Roche- « foucauld l'ordre de déclarer au roi de Hollande : que « toute attaque contre la Belgique serait une déclaration « de guerre à la France. »

« Un ancien ministre de Louis-Philippe, M. de Montalivet, a raconté, d'une façon à la fois pittoresque et touchante, la résolution prompte et généreuse du gouvernement de son pays, » dit Louis Hymans dans son *Histoire populaire du règne de Léopold I<sup>er</sup>* (page 93).

« Le 4, à 9 heures du matin, nous nous trouvions de

« nouveau réunis autour de la table du Conseil des  
« ministres. Les dernières nouvelles ne laissaient aucun  
« doute sur la reprise générale des hostilités. Je ne me  
« rappelle pas aujourd'hui sans émotion, au moment où  
« je regarde de nouveau en face les calomnies et les injus-  
« tices qui, après avoir assailli le roi Louis-Philippe,  
« pendant sa vie, se lèvent bien plus rares, sans doute,  
« mais non moins passionnées, pour appeler sur sa tombe  
« les mépris de l'histoire. Je ne me rappelle pas sans  
« émotion les paroles par lesquelles le roi ouvrit le conseil  
« qu'il présidait, comme dans toutes les circonstances  
« importantes.

« C'était cette parole vive et souvent entraînante des  
« jours heureux ou difficiles. Un rayon de jeunesse ani-  
« mait les traits du souverain le plus libéral de son époque,  
« qui, par un contraste étrange, rappelait ceux de son  
« aïeul Louis XIV, d'absolutiste mémoire.

« J'ai reçu ce matin à 5 heures, nous dit-il, une lettre  
« du roi Léopold, qui appelle la France au secours de la  
« Belgique. Ne perdons pas un moment, si nous ne vou-  
« lons voir l'indépendance de la Belgique frappée au cœur  
« par la prise de Bruxelles, et le cercle de fer des places  
« fortes construites contre la France se refermer sur elle.  
« — Courons donc placer son drapeau entre Bruxelles et  
« l'armée hollandaise. Je demande seulement comme une  
« faveur que Chartres et Nemours soient à l'avant-garde  
« et ne perdent pas la chance d'un coup de fusil.

« Un tel langage était bien celui qui répondait à l'éner-  
« gie de Casimir Perrier et au sentiment profond de la  
« situation que chacun de nous avait apporté au Conseil.

« Il est décidé, séance tenante, qu'une armée de  
« 50,000 hommes soit envoyée au secours de la Belgique.  
« — Des ordres sont immédiatement transmis par le  
« maréchal Soult au général Gérard, nommé général en  
« chef.

« A 2 heures, M. Le Hon est reçu pour la première fois  
« par le roi, en sa qualité de ministre plénipotentiaire et  
« envoyé extraordinaire de S. M. Léopold I<sup>er</sup>, roi des  
« Belges.

« A 4 heures, le *Moniteur*, dans un supplément extraor-  
« dinaire, annonce à l'Europe et à la France la résolution  
« instantanée du gouvernement français.

« A 11 1/2 heures du soir, les deux fils du roi partent  
« pour l'armée où le duc d'Orléans et son jeune frère le  
« duc de Nemours, âgé de 17 ans, seront placés à l'avant-  
« garde. »

« M. Le Hon reçut de S. M. Louis-Philippe l'assurance  
« qu'il se faisait un devoir d'honneur de répondre à l'appel  
« du roi Léopold, pour le faire triompher d'injustes agres-  
« sions et pour maintenir force aux engagements qui  
« garantissaient notre état politique. <sup>1</sup>

« Un supplément au *Moniteur* parut vers midi, donnant  
« à la Belgique et à l'Europe de puissants motifs de sécu-  
« rité, par la précision et la bonne foi avec lesquelles on  
« déterminait la cause et le but de l'expédition.

« Tout le ministère Perrier resta provisoirement en  
« place.

« Le ministre Sébastiani ne dissimula pas à M. Le Hon

<sup>1</sup> TH. JUSTE. *Le comte Le Hon*, p. 61 et suivantes.



« que, outre ce que lui imposait la demande d'un secours  
« par le roi des Belges, les engagements de la France,  
« résultant des préliminaires de paix et de la clause de  
« garantie, lui commandaient de repousser toute violation  
« agressive de notre territoire, lors même que ses intérêts  
« les plus graves ne l'autoriseraient à empêcher toute  
« restauration *violente* du pouvoir déchu en Belgique. —  
« Le même ministre donna l'assurance que son gouverne-  
« ment voulait faire de cette expédition toute protectrice  
« de notre indépendance, un acte de loyauté qui ajoutât  
« à la force morale et à la considération de la France. —  
« Le général en chef, dit-il, a l'instruction positive de  
« s'effacer complètement en Belgique et de s'y mettre aux  
« ordres du roi. La plus grande réserve fut commandée à  
« tous les officiers.

« Bruxelles sauvé, l'indépendance belge raffermie,  
« c'étaient là des résultats auxquels M. Le Hon avait  
« énergiquement contribué. »

Il résulte d'une dépêche du 9 août 1831, adressée de La Haye par le ministre des affaires étrangères du roi Guillaume à l'envoyé hollandais à Paris<sup>1</sup>, que le courrier français, M. d'Henzel, secrétaire de légation, passa par Aix-la-Chapelle, dans la crainte de ne pas trouver de chevaux de poste sur la route de Bréda, et arriva à La Haye le 8, vers 3 heures après-midi. Le comte de La Rochefoucauld, chargé d'affaires de France, se rendit immédiatement chez M. Verstolk de Soelen, auquel il donna lec-

<sup>1</sup> *Recueil de pièces diplomatiques*, t. I, p. 291.

ture d'une dépêche du comte Sébastiani. Il y était dit que le roi Guillaume, en dénonçant l'armistice et en commençant les hostilités, violait l'indépendance et la neutralité de la Belgique, reconnue par les grandes puissances de l'Europe; que dans cet état de choses, le roi des Belges avait demandé l'appui du roi des Français; qu'il l'obtiendrait, s'il en avait besoin, pour repousser une juste agression.

M. de La Rochefoucauld déclarait que, si l'armée hollandaise ne rétrogradait pas *immédiatement* en deçà de la ligne d'armistice, elle aurait à combattre une armée française.

Si le roi repoussait les conseils d'un souverain ami, le comte de La Rochefoucauld devait quitter La Haye, après avoir donné communication de la dépêche aux ministres d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse et de Russie.

Le ministre Verstolk de Soelen soutenait dans une dépêche au baron Fagel, dont lecture devait être donnée au comte Sébastiani, que le roi Guillaume, en faisant marcher ses troupes en Belgique, ne violait ni l'indépendance ni la neutralité de ce pays... La marche de l'armée hollandaise, bien loin de concerner ou de compromettre l'indépendance ou la neutralité de la Belgique, n'avait d'autre objet que de réaliser les mesures coercitives annoncées par les cinq puissances. Le ministre hollandais disait, en outre, que la marche des troupes de son pays n'avait pas le moindre rapport avec le côté de la question belge, qu'on a jugé intéresser l'Europe, mais qu'elle concerne exclusivement les rapports domestiques entre la Hollande et la Belgique, qui n'intéressent aucun autre pays, savoir: les limites à

tracer, le partage de la dette, et quelques autres articles secondaires. « Nous nous persuadons, disait le ministre, « que cet exposé sera jugé suffisant pour faire revenir le « gouvernement français de l'intention d'envoyer une « armée française en Belgique. Vous exprimerez à M. le « ministre des affaires étrangères de France que s'il en « était autrement, l'armée du roi, uniquement destinée « comme moyen coercitif à faire adopter l'annexe A du « 12<sup>e</sup> protocole [relatif aux limites territoriales] ne l'est « nullement à agir contre une des cinq puissances, que « le roi considère toutes comme ses amies et ses alliées, « et que dès lors, si une armée française se présentait en « Belgique, l'armée hollandaise rétrograderait en deçà « des limites de son propre territoire. »

Connaissance fut donnée de cette nouvelle situation, le 11 août, aux deux chambres des États généraux par le ministre des affaires étrangères, qui leur fit part des résolutions prises par S. M. néerlandaise, sur le vu de la dépêche communiquée le 8 août par le chargé d'affaires de France :

« Ensuite de notre dénonciation, la Belgique a demandé « l'appui du roi des Français. Cet appui lui sera accordé « si elle en a besoin pour repousser l'attaque, et dans le « cas où l'armée hollandaise ne rétrograderait pas immédiatement en deçà de la ligne de l'armistice, celle-ci « aurait à combattre une armée française, et le chargé « d'affaires de France quitterait La Haye.

« Le gouvernement hollandais reçut à peu près en « même temps un avis, de l'exactitude duquel il n'était

« pas permis de douter, portant que la conférence réunie  
« à Londres avait consenti à ce qu'une armée française  
« vint éventuellement au secours de la Belgique, et qu'elle  
« avait accepté l'offre d'une flotte faite par l'Angleterre...

« Lorsque le roi prit la résolution de soutenir par la  
« voie des armes les négociations relatives aux conditions  
« de séparation entre la Hollande et la Belgique, aucune  
« des suites que pouvait avoir cette importante mesure ne  
« resta sans être mûrement pesée. Le résultat actuel fut  
« également pris en considération, mais il fut placé parmi  
« les moins probables. A présent qu'il ne paraît pas moins  
« devoir se réaliser, il était du devoir du gouvernement  
« de régler sa marche en conséquence. »<sup>1</sup>

Cette intervention d'une armée française déjouait cruellement les espérances si bien fondées de la Hollande de recouvrer, à nos dépens, le prix des sommes énormes qu'avait coûtées l'entretien de la trahison dans nos rangs.

Nos forces militaires, paralysées dans leur organisation par des ministres qui avaient charge de les développer, manquaient de consistance, et scindées avec préméditation comme elles l'étaient, le gouvernement hollandais pouvait bien les dépeindre comme un vain fantôme aux yeux des représentants de la nation. Sans l'arrivée du secours attendu de la France, notre indépendance courait grand risque de se perdre pour quelque temps. Le roi Guillaume, en effet, était dans l'incertitude au sujet de l'arrivée, en temps opportun, d'une armée française, arrivée à laquelle ses amis belges s'opposaient vivement.

<sup>1</sup> *Recueil de pièces diplomatiques*, t. I, p. 294 et suivantes.

Le prince Frédéric, si prudent, si circonspect d'habitude, lorsqu'il pesa à Tirlemont, le 11 au soir, avec le généralissime son frère, les chances d'en finir brillamment avec la Belgique, avant l'arrivée des troupes françaises, n'envisageait sans doute cette entrée que comme une éventualité d'une réalisation beaucoup moins prompte qu'elle ne le fut en effet. Les princes hollandais ne s'attendaient pas à une marche aussi rapide des colonnes arrivantes.

Ainsi, dès le début des hostilités, nous voyons le gouvernement néerlandais affirmer à la nation que :

« Les ressources du roi Guillaume fondées sur le courage d'une armée de terre et de mer bien organisée surpassaient les ressources des Belges ;

« Que ces grandes ressources ne seraient qu'un vain spectacle si elles ne pouvaient être employées, et que la force réelle devrait succomber devant le fantôme révolutionnaire ;

« Que les opérations militaires avaient commencé avec un succès admirable sur toute la ligne. »

Celui qui parlait ainsi était bien au courant de l'état réel des choses. Il savait qu'il pouvait compter sur le général Daine, qui bientôt allait mettre en retraite jusqu'à Liège les braves soldats de celle des deux fractions de notre armée qui se trouvait sous son commandement ; affamés et démoralisés par leur général, ils allaient sur son ordre tourner honteusement le dos et marcher en désordre bien loin de l'ennemi. La combinaison, qui devait nous être si fatale, laissait l'autre fraction de notre armée, dirigée sous les yeux du roi, seule aux prises avec la masse

des forces de l'ennemi, dont la supériorité promettait la destruction ou la prise de notre petite armée de l'Escaut.

Cette situation réciproque des deux partis était très bien connue des auxiliaires que Guillaume comptait de notre côté, et leur concours lui demeura acquis jusqu'à parfaite constatation de l'arrivée des Français. C'est alors que les opérations ultérieures des Hollandais se trouvant arrêtées court, les généraux Goblet, d'Hane, de Marneffe, etc., etc., qui payaient d'un sincère retour, paraît-il, l'amitié du prince *ami des Belges*, pour employer la formule alors fort en vogue, abandonnèrent sa cause et se rallièrent à celle du roi Léopold.

Jusque dans l'après-midi du 12 août, Goblet s'était employé activement pour Nassau. Lorsque notre canon eut mis en déroute les troupes qui obéissaient au commandement direct du prince d'Orange [la division Meyer et la brigade de cuirassiers], soutenues par la division Van Geen, dont une brigade marchait pour la circonstance, sous la main du chef de l'état-major général, le lieutenant-général Constant de Rebecque; au moment où ces troupes abordaient notre position à Louvain, à ce moment même de leur désastre, Goblet s'excusa, en envoyant un officier exprimer ses regrets sur le ton le plus humble.

Et plus tard, lorsque Tieken, profitant du succès obtenu, retira ses troupes de Louvain et parvint à les dégager de l'étreinte de Saxe-Weimar, Goblet fit de persistants efforts pour le décider à retourner à Louvain se remettre dans la dangereuse position que cernait l'armée ennemie.

Le succès obtenu dans la campagne de dix jours, couronnée pour les Hollandais par leur victoire de Louvain, causa à La Haye une joie délirante.

La nation ne connaissait pas le moyen déloyal à l'aide duquel son gouvernement s'était acquis le triomphe; elle n'en croyait être redevable qu'à la vaillance de son armée. — Plus tard, la discussion de l'emprunt destiné à couvrir des dépenses extraordinaires et secrètes, qui s'élevaient à plus de 21 millions de francs, ouvrit enfin les yeux au peuple hollandais; mais cette discussion n'eut lieu qu'après treize années écoulées, en 1844. — La nation vit alors combien avait coûté cher sa victoire de 1831, — à elle, en argent, à nous, en honneur et en argent. — Depuis longtemps les plaies d'argent sont cicatrisées; la tache à l'honneur reste indélébile.

La Hollande, en prenant l'attitude de vainqueur menaçant, se rendit favorable la diplomatie des puissances absolutistes. Mais ce vainqueur s'en tint, avec une très grande prudence, à la seule menace, quelque peu fanfaronne, d'une nouvelle invasion en Belgique; elle lui eût donné un déplorable résultat.

Les soins incessants du roi Léopold nous avaient mis en peu de semaines en état de prendre une éclatante revanche. — Ce que n'avaient voulu faire ni Goblet, ni d'Hane, ni de Failly, ce que ces trois ministres coupables avaient évité avec soin, Ch. De Brouckere, nommé ministre de la guerre, le fit comme par enchantement.

Bientôt fut mise sur pied une armée formidable par le développement des ressources militaires que la Belgique possédait, et dont l'emplacement stratégique indiqué par le plus vulgaire bon sens — Diest et ses environs — devint le pivot.

La classe de milice de 1826 fut réincorporée; les régi-

ments d'infanterie eurent quatre forts bataillons de guerre ; la cavalerie reçut un notable accroissement, et l'artillerie, portée tout de suite de 66 pièces à 100, en eut bientôt 144 à mettre en ligne, chiffre que la Hollande ne put jamais atteindre. — Aussi, tout en exaltant son triomphe, en se posant en vainqueur prêt à recommencer, se garda-t-elle bien de tenter semblable aventure. — Ses amis n'étaient plus à la tête de notre armée ou cachés dans nos rangs, et sans leur concours, elle n'avait pas de chance de succès. — La valeur de nos soldats le leur avait bien prouvé à Houthalen, à Kermpt, à Bautersem et à Louvain.

Notre armée n'était plus fractionnée pour donner l'avantage à l'ennemi. Prête à marcher, elle était concentrée sur Diest, devant son adversaire ; rompue aux manœuvres dans les camps, pourvue de l'attirail de campagne qui lui donnait le moyen de se nourrir, elle attendait impatiemment l'heure de reprendre la lutte.

L'avènement du roi Léopold au trône de Belgique était venu mettre nos généraux et autres sommités orangistes dans le plus cruel embarras, liés qu'ils étaient par des engagements formels avec le prince d'Orange. — Comment rompre ces engagements, au moment où toutes les dispositions militaires, prises de longue main par nos adversaires, étaient arrivées à leur point de maturité, au moment où toutes les forces de la Hollande allaient entrer en campagne avec la presque certitude d'une victoire qui rendrait infaillible cette restauration si ardemment désirée, si impatiemment attendue ? — Tenus par leurs précédents dans l'œuvre de la restauration des Nassau, élaborée en commun avec le prince d'Orange, aux frais du trésor hol-



landais, ces personnages se trouvaient soit à la tête des forces belges, soit dans l'entourage du nouveau roi ; c'était bien de toutes les positions la plus fausse possible. Mais la récente arrivée du souverain, son ignorance complète des hommes et des choses de son royaume d'hier inspirèrent l'audace de ces traîtres, qui travaillèrent au triomphe du prince d'Orange jusqu'à l'heure où l'intervention de la conférence de Londres, traduite en fait par l'arrivée de l'armée française, leur démontra l'impossibilité absolue de restaurer la domination hollandaise.

Les plus intelligents et les plus habiles se rallièrent franchement au nouveau souverain ; devenus les instruments de ses volontés, se soutenant les uns les autres dans son esprit, ils captivèrent adroitement la confiance du roi Léopold et parvinrent à se maintenir dans les plus hautes fonctions de sa cour et de notre pays.

D'autres continuèrent leurs complots en faveur des Nassau et l'exploitation du trésor du monarque hollandais, en soutenant chez celui-ci l'espoir d'arriver à une restauration, devenue cependant une évidente impossibilité.

Les orangistes, après avoir réussi à former le noyau principal de l'entourage du roi Léopold, écartèrent tous ceux de leurs collègues qui n'appartenaient pas à leur coterie. Le roi Léopold avait pour le général de Tieken, dont il appréciait le caractère loyal et le patriotisme à toute épreuve, une sincère estime ; il voulait l'attacher à sa personne en le nommant son aide de camp. Mais d'Hane et le groupe orangiste de la maison militaire de Sa Majesté insinuèrent que le caractère brutal du général de Tieken rendrait la position pénible et désagréable à ses collègues

et le roi, par condescendance et en vue du bon accord dans son entourage, renonça à la nomination projetée.

Le colonel Pletinckx, nous l'avons dit, soutenu par Ch. De Brouckere, ministre de la guerre, fut nommé officier d'ordonnance du roi; l'arrêté avait été signé, la coterie parvint à le faire retirer.

Bientôt après, De Brouckere lui-même, étant allé à Paris défendre Niellon, qui avait été condamné en 1830 par contumace, pendant qu'il se battait en Belgique contre les Hollandais, De Brouckere s'aperçut à son retour que des intrigues avaient été ourdies contre lui à la cour, et il donna sa démission d'aide de camp du roi. — Les généraux d'Hane, Goblet, le marquis de Chasteleer et le colonel Prisse restèrent seuls aides de camp de S. M. — Bientôt le général D. Nypels fut nommé aux mêmes fonctions.

Malgré les hautes dignités dont étaient revêtus les grands coupables, ils étaient agités par la crainte que la vérité ne parvint à pénétrer dans l'esprit du roi. — De là leurs précautions à écarter de son entourage les officiers du parti patriote. Pletinckx, dans la campagne du mois d'août, commandait le 1<sup>er</sup> régiment de lanciers. Léopold avait pu apprécier son énergie, sa droiture, et il lui en avait fait exprimer toute sa satisfaction. Sachant combien ce colonel était à même de jeter du jour sur leurs antécédents, ligüés étroitement entre eux, ils avaient fait les plus grands efforts pour empêcher son entrée dans la maison militaire du roi. — La honte et le remords accablèrent sans doute d'un poids bien lourd la conscience de ces hommes, lorsque la restauration de la maison d'Orange échoua sans espoir dans l'avenir, et que la Belgique elle-

même, sous l'influence de la défaite dont eux seuls étaient la cause, se vit écrasée sous le fardeau d'une énorme dette et dut renoncer à l'espérance de conserver le Luxembourg et le Limbourg!!

Van der Smissen, voyant ses anciens complices occuper les meilleures places, tandis qu'il restait en exil, voulut user de leur influence pour se faire rétablir sur les contrôles de l'armée belge. Les sollicitations auprès du roi Léopold avaient été si actives et si pressantes, on avait si bien fait valoir des recommandations de hauts personnages anglais, que le roi signa, le 15 juillet 1839, sur la proposition du ministre de la guerre Willmar, un arrêté plaçant le général de brigade baron Van der Smissen au cadre de non-activité, avec jouissance du traitement affecté à cette position. C'était un premier pas; bientôt il aurait été suivi d'une position meilleure, si la représentation nationale n'y avait mis le holà.

Lors de l'examen en sections du budget de la guerre de 1840, dans lequel figurait le traitement de non-activité de Van der Smissen, la 1<sup>re</sup> section déclara désapprouver et blâmer hautement le gouvernement. — Elle ne reconnut pas au ministre le droit de replacer dans les cadres de l'armée un officier condamné pour trahison, aussi longtemps qu'il n'avait pas purgé sa contumace.

La 3<sup>e</sup> section ne reconnut pas au ministre de la guerre le pouvoir d'accorder des traitements de non-activité aux officiers ayant perdu leur grade par désertion ou toute autre cause, quand même le gouvernement leur aurait remis la peine qu'ils avaient encourue, et à laquelle ils auraient été condamnés par contumace.

La 6<sup>e</sup> section déclara à l'unanimité qu'elle avait vu avec un profond regret la conduite du gouvernement en cette circonstance.

La section centrale, après avoir agité la question de savoir si le ministre serait ou non blâmé, se prononça pour le blâme et proposa comme préliminaire de la discussion du budget celle du rétablissement du général Van der Smissen sur les cadres de l'armée.

En 1839, le patriotisme était encore bien trop vivace en Belgique pour que la majorité suivit à l'aveugle les errements du ministre. La majorité ne sacrifiait pas, à cette époque, une question d'équité et d'honneur à une question de parti ; elle ne voulait pas qu'on imposât à l'armée une honte permanente de plus, alors que le ministre de la guerre faisait en pleine séance l'aveu qu'un « sentiment de regret s'était manifesté chez beaucoup d'officiers, et qu'il y avait eu quelques manifestations de réprobation ».

Honneur à cette majorité de 1839, dans laquelle brilla le vétéran du patriotisme belge, Barthélemy Dumortier, s'écriant :

« Que le ministre nous dise si le roi Guillaume s'empresserait d'accueillir ses déserteurs avec faveur et de les replacer dans les cadres de son armée ; qu'il nous dise si on obligerait dans l'armée hollandaise les officiers à porter la main à leur chapeau, toutes les fois que ces déserteurs paraîtraient en uniforme. »

Le roi Léopold, en signant l'arrêté du 15 juillet 1839, s'était laissé guider par son bon cœur et par les sollicita-

tions du duc de Wellington, de lord Ponsonby et d'autres grands personnages.

Le général Goblet s'efforça de racheter par des services bien réels rendus à la Belgique, le mal qu'il lui avait fait pendant la première période de son indépendance.

Le général d'Hane s'occupa principalement de la direction de la police militaire de l'armée, et des remotes. Il déjoua un complot qui se tramait encore en faveur de la dynastie déchue, parmi quelques officiers d'un régiment de cavalerie en garnison dans la capitale : dernière et faible machination de l'orangisme expirant.

Quant aux remotes, soit négligence, insouciance ou bienveillance extrême pour le fournisseur, la qualité des chevaux de remonte n'était plus, de l'avis unanime des corps de troupes à cheval, que très inférieure à celle des chevaux qui alimentaient précédemment les escadrons et les batteries. — La persistance du comte d'Hane à exiger le monopole de la présidence des commissions de remonte, donnait à penser et faisait naître des réflexions qui lui étaient défavorables. Il absorba les remotes à tel point qu'il finit par se substituer, avec sa commission, même pour la réception des chevaux de selle de l'artillerie, aux commissions formées des officiers de cette arme. — Mais si la qualité des chevaux perdit beaucoup, le fournisseur unique qui s'était, lui aussi, acquis le monopole des remotes, se fit, en quelques années, une énorme fortune.



## CHAPITRE XII

### LA RESPONSABILITÉ

---

LA GÉNÉRATION ACTUELLE SEMBLE PERDRE DE VUE LES ÉVÉNEMENTS QUI MARQUÈRENT L'ORIGINE DU ROYAUME DE BELGIQUE. — NOTRE DÉFAITE DU MOIS D'AOÛT 1831 N'A POINT TERNI L'HONNEUR DU SOLDAT BELGE; IL COMBATTIT AVEC BRAVOURE. — LA RESPONSABILITÉ DE NOTRE MALHEUR NATIONAL RETOMBE SUR CEUX QUI ABUSÈRENT DE LEUR HAUTE POSITION POUR LE PRÉPARER.

*« Le Luxembourg et le Limbourg, il n'y a pas d'illusion à se faire sur ce point, ont été perdus dans les plaines de Louvain. »<sup>1</sup>*

Ces paroles de Joseph Lebeau, trois fois ministre et chef de cabinet, d'un homme d'État éminent auquel le roi Léopold écrivait : « Vous avez une part décisive aux évé-

<sup>1</sup> Chambre des représentants. Séance du 18 mars 1839.

« nements qui ont amené la fondation du royaume de « Belgique. » Ces paroles eurent un bien douloureux écho dans le cœur des militaires belges contemporains.

A qui donc incombe-t-elle cette perte de territoire infligée à la Belgique; à qui faut-il attribuer cet abandon de nos frères belges, qui combattirent avec nous pour l'affranchissement de la patrie? — A ceux qui préparèrent la défaite essuyée dans les plaines de Louvain, à ceux qui, chargés de la défense de la Belgique, parallèlement à la réorganisation de l'armée hollandaise, agirent dans un sens contraire à celui que la nation belge espérait de ces hommes qui, au lieu d'organiser la défense, organisèrent la défaite.

La guerre de 1831 n'avait pas été pour l'armée belge une guerre ordinaire, dans la pure acception du mot. — Le prince d'Orange, qui commandait les forces adverses, était le fils du souverain qui régnait en Belgique peu de mois avant le conflit. Héritier du trône, il avait conservé parmi nous de nombreux adhérents et des amis très dévoués; car il préférait la Belgique à la Hollande, et son caractère ardent sympathisait plutôt avec les habitants des provinces méridionales qu'avec leurs voisins du Nord, généralement d'une nature plus grave et plus réservée.

Au grand quartier-général du prince d'Orange, se trouvaient des Belges, qui, persuadés que la restauration des Nassau était inévitable, s'employaient activement en sa faveur et communiquaient avec leurs amis de l'intérieur, lesquels, de leur côté, les tenaient au courant de toute circonstance profitable à l'adversaire; ces Belges, inféodés à la cause hollandaise, recevaient ainsi des rangs de notre

armée des renseignements qui rendaient les opérations de celle-ci bien difficiles.

Une autre source de difficultés à surmonter provenait de la grande défiance des subalternes envers les chefs compromis. Cette défiance s'aggravait par des bruits de trahison que semaient les affidés orangistes, au moment où, luttant contre des forces très supérieures, nos deux fractions d'armée ne pouvaient se tirer du mauvais pas où on les avaient engagées, qu'à force d'énergie, de confiance et d'union. Pour chacune de nos deux armées, le contact avec l'ennemi eut une issue funeste, mais dans des conditions tout à fait différentes.

Nous avons vu au chapitre IX dans quel pitoyable état de débandade la trahison de son chef avait mis l'armée de la Meuse.

Le chapitre X nous a offert le spectacle d'une armée faible par le nombre, mais conservant son énergie, parce que les tentatives dissolvantes ne prirent point le dessus, l'armée de l'Escaut étant heureusement commandée par un honnête et loyal militaire.

On lit de terribles et saisissantes vérités sur les événements militaires et les agissements de cette époque dans une œuvre du général Niellon.<sup>1</sup>

- « Ne dirait-on pas que Daine, obéissant à une consigne,
- « était convenu d'avance avec son adversaire de le laisser,
- « sans le déranger, lui couper sa retraite sur Hasselt, afin
- « de lui fournir le prétexte de pouvoir mettre bas les

<sup>1</sup> GÉNÉRAL NIELLON. *Histoire des événements militaires et des conspirations orangistes de la révolution belge*, p. 268.



« armes dans la position désespérée qui s'en serait suivie ?

« Mais ce qui surtout peut éclairer l'opinion qu'on voudra se former à cet égard, c'est la scène qui s'est passée à l'état-major de Daine, pendant la fusillade de Zonhoven : au milieu de ce combat, le général de Faily, auquel aucun décret n'avait encore enlevé le caractère effectif de ministre de la guerre, tandis que son ami d'Hane en avait l'intérim, arriva au camp de Daine. Après une conférence préalable avec le général, le ministre reçut les officiers supérieurs de la division qui, par devoir, venaient se présenter.

« Pour toute réponse, et sans préambule, de Faily leur répéta mot pour mot la proclamation du roi Guillaume, et ajouta sans hésiter que toute résistance lui paraissait impossible ; que le prince occupait Saint-Trond, ce qui n'était pas encore vrai, qu'il s'était emparé de Diest, qu'il menaçait Louvain et Bruxelles et que le lendemain il occuperait Hasselt.

« Jamais provocation à trahir ne fut faite d'une manière aussi impudente devant un corps d'officiers, dont la plupart n'étaient pas disposés à y répondre par une adhésion. — Mais en voyant l'immobilité du général qui commandait leur corps d'armée, et qui avait presque l'air d'approuver, tous se turent en entendant ces paroles sinistres.

« N'était-ce donc pas le devoir le plus impérieux de Daine de protester d'une manière énergique en faisant arrêter sur le champ de Faily, et en le faisant conduire dans les prisons de Liège par les gendarmes qu'il avait dans son armée ? Il aurait, par cet acte de vigueur,

« rendu la confiance aux faibles et tenu en respect les  
« conspirateurs.

« De Failly, qui semblait arriver avec la mission de jeter  
« le désordre dans l'armée de la Meuse, paraissait agir de  
« concert avec le général d'Hane, qui avait pour tâche de  
« faire perdre la tête au vieux général de Tieken et de  
« jeter la confusion dans l'armée de l'Escaut.

« Il était impossible que le ministre intérimaire de la  
« guerre, placé auprès du roi, auquel devaient aboutir  
« tous les renseignements de l'administration civile, ait  
« pu ignorer la marche de l'ennemi, jusqu'au moment où  
« celui-ci s'était déjà établi à Diest, c'est à dire à huit  
« lieues de la capitale.

« C'est ce que l'on voulait faire croire par les ordres  
« contradictoires que le général d'Hane a fait parvenir au  
« commandant de l'armée de l'Escaut.

« D'Hane et de Failly connaissaient tous les deux la  
« force de l'armée ennemie. — Alors, pourquoi ne pas  
« ordonner de suite une concentration à la première nou-  
« velle de la reprise des hostilités, quelles que fussent  
« d'ailleurs les intentions supposées à l'ennemi? — Est-il  
« possible, dans ce cas, d'expliquer l'obstination qu'ils ont  
« mise à ordonner tout justement le contraire, si ce n'est  
« par une trahison calculée d'avance avec le général en  
« chef de l'armée d'invasion?

« Ces ministres n'avaient à opposer à l'ennemi que  
« 25,000 hommes mal outillés, tandis que Charles De  
« Brouckere a pu, en six semaines, mettre sur pied une  
« armée de 85,000 hommes parfaitement organisés.

« Ce qui reste à reprocher à d'Hane et à de Failly

« aurait emporté la peine capitale dans tous les pays du  
« monde; car ils auraient été convaincus devant leurs  
« juges :

« 1° D'avoir trompé sciemment la représentation natio-  
« nale et le pays pour les maintenir dans une fausse sécu-  
« rité, l'un en disant, au mois de mai, que le chiffre des  
« combattants s'élevait à 50 mille hommes, et l'autre en  
« annonçant, au mois de juillet, qu'il en avait 64 mille.

« 2° D'avoir connu tous les deux, depuis le mois de  
« mars jusqu'à la reprise des hostilités, les progrès suc-  
« cessifs de l'organisation et de la force numérique de  
« l'armée d'invasion qui nous menaçait; au lieu de faire  
« connaître ces progrès au Congrès national, ils faisaient  
« passer pour visionnaires les patriotes qui s'en étaient  
« émus;

« 3° De n'avoir pas, à la première nouvelle de la reprise  
« des hostilités, concentré leur petite armée, manœuvre  
« si simple et si urgente, qu'elle serait venue à l'idée de  
« tout le monde. Loin de là, les deux ministres ont fait  
« tous leurs efforts pour éloigner l'un de l'autre les deux  
« corps qui, réunis, pouvaient faire quelque chose, tandis  
« que, confinés par leurs ordres aux deux extrémités oppo-  
« sées, ils se trouvaient vaincus d'avance;

« 4° De n'avoir pas, dès la seconde journée de la cam-  
« pagne, s'ils craignaient de se fier aux rapports de ceux  
« qui étaient attaqués, envoyé des émissaires même civils,  
« pour connaître, d'une manière positive, quel était le  
« point véritablement menacé. — C'est Ch. De Brouckere  
« qui apprit au roi que l'ennemi était maître de Diest,  
« alors que le ministre de la guerre, d'Hane, écrivait

- « encore au général de Tieken d'avoir à sauver Anvers,
- « de ne s'occuper que d'Anvers;
- « 5° Que de Faily a prêché ouvertement la défection
- « à la face de l'un des deux corps de notre armée, en
- « avançant que la dynastie déchue pardonnerait à ceux
- « qui ne feraient pas résistance, résistance que dans le
- « même discours il estimait comme impossible. »

Le général Niellon donne, en ces termes fort clairs, les preuves de la culpabilité des généraux d'Hane et de Faily. Quant à la culpabilité du général Goblet, elle ressort à l'évidence des preuves que contiennent les archives de la haute cour militaire, et de sa conduite à Louvain. Là, ses machinations consistèrent : 1° à priver le général de Tieken des lumières de son chef d'état-major, en l'éloignant de lui, au moment même où ses troupes entraient en contact avec celles de l'ennemi ; 2° à lancer des ordres pour faire taire nos canons qui, de l'enceinte de la ville, repoussaient l'attaque des Hollandais ; 3° à persister dans sa résolution de ramener notre armée au milieu des masses hollandaises, d'où de Tieken était parvenu à la retirer.

Telles furent les trames perfides qui enveloppèrent le roi Léopold, à son arrivée récente en Belgique, et il se fit que, poussé par la situation du moment, ce roi dut se confier à des hommes qui, au milieu des graves dangers dont ils furent l'instrument, eurent le cœur de trahir sa bonne foi, en même temps qu'ils compromettaient l'existence de la patrie.

Ces circonstances de l'origine de notre royaume sont passées à l'état d'oubli, sinon ignorées de la génération actuelle.

Afin de relever tout à la fois, et dans l'esprit de cette génération et dans l'estime des nations étrangères, notre honneur national, qui n'a que trop longtemps porté le stigmate de ces actes criminels, dont un des effets les plus saillants fut de nous exposer au dédain de nos adversaires ; afin d'absoudre la nation belge, en dégageant sa responsabilité pour la rejeter, sans partage, sur les hommes coupables à qui elle incombe tout entière, il n'existait qu'un seul moyen : exposer fidèlement et sans crainte de tels actes à la connaissance du public.

C'est avec une profonde tristesse et un amer dégoût que l'opinion publique s'est détournée de ces événements. — Il est utile cependant qu'elle s'éclaire par l'explication des causes qui déterminèrent nos cruelles déceptions de cette époque. — Les contemporains disparaissent chaque jour ; eux seuls néanmoins, s'il ne leur a pas été donné de pénétrer jusqu'au fond des choses, se sont trouvés en situation de les comprendre et d'aider à l'intelligence de tout ce qui a vraiment motivé la marche des opérations qui amenèrent nos ennemis jusqu'aux portes de notre capitale.

La saine appréciation de ces événements nous apprendra, au moyen des évolutions qu'ils ont subies, que l'aspect du danger le plus grave et le plus imprévu est susceptible de se modifier, et que celui-là reste fort dans la tourmente qui sait lutter et ne désespère pas du succès final.

Les générations qui se suivront en Belgique verront, à l'exemple de celle de 1830, se dissiper les crises les plus redoutables, pourvu qu'elles sachent mettre l'esprit national au dessus de l'intérêt mesquin des passions politiques et se préparer une force intérieure invincible, en inculquant

à la jeunesse une idée féconde en grands résultats : l'amour du sol natal. Que la Belgique enfin n'ait pas à gémir sur l'indifférence du cœur de ses enfants, quand elle devra réclamer pour sa défense le dévouement de chacun !

Quelques personnes diront peut-être : pourquoi exhumer le souvenir de faits ensevelis si longtemps dans un profond oubli ? Parce qu'il est impossible de bien se rendre compte des événements de la première année de notre existence politique, sans connaître les rouages secrets qui faisaient agir nos sommités gouvernementales et militaires. Cette considération est primordiale ; son influence s'étendait même sur la conférence de Londres, car les décisions à prendre par celle-ci subissaient incontestablement, dans leurs tendances et leurs modifications, la probabilité des chances de la restauration de la maison d'Orange.

La vérité, selon l'opinion de certaines autres personnes, devrait ne pas être connue ; mais d'après un ordre d'idées tout différent, la nation a le droit de connaître la vérité tout entière et de trouver dans la publicité tout ce qui contribue à assurer les investigations historiques.

C'est en s'attachant à cet ordre d'idées, qu'il faut démontrer et prouver à l'évidence que le roi Léopold, dès son arrivée en Belgique, subissait, à son insu, l'influence de la coterie orangiste. Et, à cet effet, l'on se rappellera que la composition de sa maison militaire, en septembre 1831, comptait, comme adjudant, chef de ladite maison, le général comte d'Hane de Steenhuyse ; comme aides de camp le général Goblet, le marquis de Chasteleer (patriote celui-ci, mais faible et tout à fait à la dévotion du général d'Hane), le colonel Priase, auxquels vinrent s'adjoindre plus tard les généraux D. Nypels et Willmar.

Ch. De Brouckere, ministre de l'intérieur par arrêté du 3 août 1831, avait été nommé aide de camp du roi antérieurement, pour aller à l'armée de Daine, avec les pleins pouvoirs de Sa Majesté.

Entouré de conspirateurs orangistes, qu'il avait trouvés en place, et que son ignorance des hommes en Belgique lui fit conserver dans leurs hautes fonctions, le roi courut les plus grands dangers ; les manœuvres de quelques chefs belges et celles des Hollandais allant à l'unisson, les décisions à prendre s'inspiraient de cette pernicieuse entente qui, tournant au guet-apens, compromit la sûreté de Léopold, au point que, le 12 août, il faillit tomber entre les mains du vainqueur et orner son triomphe.

Pourquoi donc n'allaient-ils pas servir en Hollande tous ces hommes à deux faces ? Pourquoi n'aidaient-ils pas le prince auquel ils paraissaient si dévoués, comme des gens d'honneur, loyalement et à visage découvert, au lieu de recevoir la solde du gouvernement belge auquel ils manquaient de foi, pendant qu'ils se prévalaient de leur félonie, à titre de bénéfice, auprès du prince ? D'autres Belges, obéissant à une conviction que nous comprenons sans l'approuver, leur avaient donné l'exemple du dévouement généreux qui les retenait près de Nassau sans arrière-pensée.

L'adjudant général d'Hane, chef de la maison militaire du roi, ayant accaparé en outre la direction de la police dans l'armée, formait avec ses acolytes la majorité de l'entourage de Sa Majesté. Ces hommes causèrent notre défaite du mois d'août et le déshonneur de la patrie ; il n'est donc pas surprenant qu'à l'aide d'une posi-

tion aussi absorbante, ils aient tous parfaitement réussi, d'Hane en tête, à tenir la nation belge dans l'ignorance de leur trahison respective. Il importe donc au plus haut point que la connaissance de plusieurs faits relatifs à l'histoire de la formation laborieuse du royaume de Belgique ne se perde pas avec la génération de cette époque, déjà à son extrême déclin.

Le soldat belge, au moment de l'invasion de l'armée hollandaise, se trouvait aux prises avec d'inextricables difficultés que lui suscitaient ses chefs; il prouva dans les combats d'Houthalen, de Kermpt, de Boutersem et de Louvain qu'il était toujours le vaillant et courageux soldat belge, dont la réputation s'était si glorieusement soutenue, depuis des siècles, sur tant de champs de bataille en Europe.

Épuisés par la faim et la fatigue, dépourvus des ustensiles nécessaires à leur entretien en campagne, engagés dans les conditions les plus désavantageuses contre un ennemi très supérieur, pleins de défiance envers des chefs, dont plusieurs leur avaient donné le droit de les suspecter, nos braves soldats, bien loin de se laisser abattre, tinrent vaillamment tête à l'ennemi, qui avait pour lui toutes les chances favorables, et lui firent à diverses reprises tourner le dos.

Leur crainte de servir de jouets à la trahison n'était pas mal fondée, car, au moment de l'invasion, « on marquait, parmi les plus empressés à se ranger sous notre drapeau, ceux-là qui avaient le plus souffert de la révolution, et dont les maisons avaient été livrées au pillage. Sans doute ils n'étaient là qu'en vertu d'un mot



« d'ordre, et pour aider à propager les bruits qu'on répandait partout sur la trahison ou la défaite de tel ou tel général.

« Dans la Flandre occidentale, plus de 18 mille gardes civiques furent forcés de regagner leurs foyers, ne pouvant obtenir des armes.

« Il y a peu d'exemples, dans l'histoire, d'un peuple se précipitant ainsi, tout entier, sur le champ de bataille, animé d'un patriotisme qui prenait sa source dans les plus nobles instincts de l'homme; mais aussi, jamais peuple, en pareille circonstance, n'a été plus froissé dans ses sentiments par la conduite ignoble de ceux à qui il avait confié la garde de son honneur. »<sup>1</sup>

Trop de preuves l'indiquent : placés à notre tête pour fonder l'État belge, certains hommes travaillèrent presque ouvertement à le détruire, en nous ramenant sous la domination hollandaise, après tout le sang versé par le peuple belge pour s'y soustraire.

La généralité du pays se sentait saisie d'indignation à la vue de ces coupables tentatives, si souvent répétées. Ce sentiment plein d'inquiétude s'aggravait encore à l'idée poignante que les complots surgissaient sous le patronage et même avec l'appui direct de ceux à qui l'on avait confié la double mission de gouverner la Belgique et de commander les troupes. La nation avait beau s'irriter, la position de ces hommes était puissante; se prêtant un mutuel soutien, ils s'étaient si bien ancrés, que la plupart

<sup>1</sup> HUYBRECHT, *Histoire politique et militaire de la Belgique en 1830-1831*, p. 144.

parvinrent à se maintenir même après l'avènement du roi Léopold.

Leur responsabilité était néanmoins d'autant plus lourde à porter qu'ils l'employaient à des intérêts opposés à ceux de l'État, dont leurs actes blessaient la volonté formelle. Les mesures lâches qu'ils n'hésitèrent pas à prendre démontrent qu'ils trahirent leur mandat. La Belgique voulait l'exclusion des Nassau ; Goblet, d'Hane, de Failly, Daine agirent non par inadvertance, mais par calcul, en vue d'atteindre un but préconçu : le rappel au pouvoir de la dynastie déchue. Leur responsabilité dut leur peser énormément, car ils l'engagèrent dans des voies criminelles, et cependant ils échouèrent, et le remords, auquel ils ne purent échapper, les rongea nécessairement, en raison même de la faveur royale qui les maintint, pendant de longues années, dans les plus éminentes fonctions.

« Le pacte orangiste, dit Niellon, avait des ramifications tellement puissantes qu'après la catastrophe du mois d'août, presque tous les traîtres conservèrent leurs places et leur pouvoir. Si quelques uns d'entre eux, par trop compromis, furent momentanément écartés, on les réintégra bientôt dans leurs honneurs et leurs emplois. A l'aide de je ne sais quelle justification, ils ressaisissaient toute leur influence. Le malheureux et loyal Tieken, auquel on n'avait à reprocher que la stricte exécution des ordres inconcevables qu'on lui avait expédiés, en fut puni par une disgrâce complète, tandis que Daine, dont la pusillanimité comme soldat et l'incapacité comme général s'étaient manifestées d'une manière évidente, a trouvé des avocats pour débrouiller l'énigme

« de sa conduite, au point de lui valoir une glorification,  
« en le faisant maintenir dans des fonctions dont il venait  
« de s'acquitter si tristement. Le puissant patronage oran-  
« giste qui, dans cette circonstance, le couvrit de son  
« égide, est précisément ce qui fait naître les plus fortes  
« présomptions contre la loyauté de sa conduite. »<sup>1</sup>

Qu'elle était cruelle la situation de nos troupes, lorsqu'elles se virent dirigées sur le champ de bataille par ceux-là mêmes qui voulaient les employer à remettre à la tête du pouvoir en Belgique le prince d'Orange commandant de l'armée ennemie !

Les troupes belges n'avaient pas oublié les tentatives de restauration essayées par leurs chefs, tentatives dont la répression et le renouvellement s'étaient succédé à de courts intervalles. Ces efforts incessants pour arriver à la proclamation du prince d'Orange, à la suite d'un mouvement militaire, avaient détruit toute confiance envers ceux qui en étaient les auteurs, et les bruits de trahison, semés au milieu de nos rangs, y trouvaient un terrain, hélas ! trop bien préparé.

La cohésion morale si nécessaire à la consistance d'une armée ne put s'établir dans la nôtre. Le corps d'officiers resta fatalement scindé, les adhérents du parti orangiste obtinrent les faveurs ; les déboires furent le partage de leurs anciens adversaires. — Benjamins et parias ne pouvaient frayer ensemble. — Plus tard, le germe de ces mauvais sentiments se perpétua sous forme de jalousie

<sup>1</sup> Général NIELLON. *Histoire des événements militaires et des conspirations orangistes de la révolution en Belgique, de 1830 à 1833*, p. 277.

d'arme à arme, d'une manière malheureuse. « Cette persécution alla si loin que, lorsque deux ans plus tard, je me rendis à Gand auprès du 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à pied, pour y dresser l'état de proposition à la Croix de fer, récompense limitée aux services de 1830, plusieurs de mes anciens officiers, qui l'avaient pourtant méritée, refusèrent de se faire porter sur l'état, parce qu'ils craignaient que ce ne fût un motif de disgrâce pour eux. On le voit, l'orangisme les avait réduits à répudier leurs glorieux faits d'armes de la révolution, qui étaient regardés alors comme un crime. »<sup>1</sup>

A cette fatale cause de faiblesse était venue se joindre la supériorité numérique de l'armée hollandaise. Si les armées de Daine et de Tieken avaient été réunies, cette supériorité, qui ne s'élevait qu'à onze mille hommes, eût été de moindre importance. Elle devenait énorme, parce que l'ennemi combattit successivement avec ses masses les deux fractions de l'armée belge, qui, dans leur isolement, devaient tour à tour être écrasées par l'armée hollandaise, laquelle, en envahissant la Belgique, se tenait compacte sur sa ligne d'opérations.

Dans des conditions aussi fâcheuses, notre désastre commença par le fait du général Daine, qui, lié par son engagement avec l'ennemi, avait à surmonter une difficulté bien grande, celle de faire tourner le dos à ses troupes deux fois victorieuses. Daine s'était bien préparé à surmonter cette rude besogne; il avait eu recours à un moyen infailible, celui d'affamer et de harasser son armée!

<sup>1</sup> Général NIELLON. *Histoire des événements militaires, etc.*, p. 279.

Quelques chefs de corps s'aperçurent bien vite du but que voulait atteindre leur général d'armée; mais il fallait obéir; les ordres qu'il donnait devaient être exécutés. — Faut-il s'étonner que, dans une pareille occurrence, le reproche de trahison ait surgi de toutes parts, et que des plaintes amères se soient fait jour dans les rapports officiels adressés à la Commission d'enquête?

Les circonstances étaient des plus favorables au roi Guillaume; il avait pour lui le concours d'hommes coupables de trahison envers leur patrie, et, se persuadant d'en recueillir le fruit, il comptait sur le plus heureux dénouement. Ces hommes ont gardé trop longtemps le masque qui cacha leur forfaiture aux yeux du public; une trop crédule confiance a égaré le jugement de leurs compatriotes; il a fallu rectifier ces choses, en soumettant à une saine appréciation des documents d'une authenticité irrécusable, d'où découle surabondamment la preuve que les machinations dont il s'agit coûtèrent cher à l'honneur et aux intérêts matériels de la Belgique. Il a fallu soulever enfin le voile épais dont ils sont parvenus à couvrir leurs actes, afin que, la vérité tout entière se manifestant à l'esprit du lecteur, il ne conservât plus l'ombre d'un doute sur la pernicieuse influence qu'exercèrent quelques hauts fonctionnaires sur les destinées de leur pays.

Les faits et les considérations que ce livre offre au public appartiennent à l'histoire, puisqu'ils datent presque d'un demi-siècle, et cependant ils n'ont été que vaguement connus des contemporains, qui disparaissent chaque jour, et maintenant il n'en reste plus guère que quelques notions confuses. Si tous ces détails nous ont paru valoir

la peine d'être livrés à la publicité, c'est qu'ils expliquent la cause des obstacles auxquels s'est heurtée la Belgique, au début de sa formation, en même temps qu'ils permettent de dissiper l'ombre qui, au mois d'août, ternit l'éclat de l'honneur belge. — Il est bon d'ailleurs de garder soigneusement le souvenir des luttes acharnées que livra à notre émancipation le monarque surnommé Guillaume « *le tétu* » par la malignité publique, car l'on y découvrirait l'instructif exemple que les hommes de 1830 donnèrent de leur ferme et héroïque résistance à l'oppression. Ce monarque, vraie tête de fer, ne voulait pas renoncer à l'idée de reconquérir par n'importe quel moyen, avouable ou non, son pouvoir en Belgique; mais l'accession à sa cause de quelques uns des chefs les plus puissants de l'armée belge eut pour lui-même une issue stérile, tandis que la Hollande en eut, comme la Belgique, beaucoup à souffrir, à cause des sommes énormes dépensées à cette fin par le trésor néerlandais.

« L'argent surtout ne fut pas épargné, à en juger par  
« l'énorme somme qui fut demandée, comme fonds secrets  
« de guerre, aux États-Généraux, après la conclusion de  
« la paix. Les six sections de la seconde Chambre en furent  
« effrayées et exigèrent des preuves à l'appui de l'emploi  
« de ce crédit. Le ministre consentit à les fournir aux six  
« présidents des sections, mais sous serment donné par  
« ceux-ci de ne rien divulguer sur le contenu des pièces  
« qu'on allait leur soumettre. Ce serment fut prononcé et  
« tenu; cependant, un de ces présidents a dit à un ami,  
« sans nommer personne, que sa stupéfaction a été

« grande, et que son cœur s'est soulevé de dégoût, en  
« voyant certains noms de grands fonctionnaires belges  
« figurer parmi les co-partageants de ces libéralités corruptrices.

« Est-il étonnant après cela que, possesseur des pièces  
« compromettantes qu'il avait entre les mains, le prince  
« d'Orange eût les moyens de transmettre ses ordres en  
« Belgique, sans crainte d'être désobéi ? Si le nombre des  
« initiés était restreint, en revanche, il comprenait la plupart de ceux qui pouvaient par leur position paralyser  
« l'élan du patriotisme et entretenir la confusion dans  
« l'armée belge. »<sup>1</sup>

La connivence intéressée de certains généraux belges, que secondaient d'autres chefs de moindre position, opérant dans nos rangs, fournit au caractère tenace de Guillaume un puissant encouragement et lui fit poursuivre son système de persévérance, sans s'inquiéter de rien, pas même de la ruine des finances de son royaume. Il est vrai qu'il comptait bien restaurer le trésor néerlandais, en rejetant sur la Belgique reconquise tout le poids des dettes qu'il avait fait contracter à la Hollande, par suite de notre révolution de 1830. Toutefois, l'intervention de la conférence de Londres, signifiée par une armée française et une flotte anglaise, vint détruire une aussi riante espérance. Cette vigoureuse mesure de la conférence nous sauva en nous arrachant aux plus grands périls, mais il était trop tard pour notre honneur : le coup fatal nous avait été

<sup>1</sup> Général NIELLON. *Histoire des événements militaires en Belgique de 1830 à 1833*, p. 276.

porté par nos trois ministres de la guerre et par Daine, leur acolyte.

Malgré toutes les bravades qu'ils se permirent à nos dépens, les Hollandais se gardèrent bien de recommencer une campagne nouvelle, et Guillaume se contenta d'exploiter, auprès de la conférence de Londres, le succès qu'il avait acheté à beaux deniers.

Et nous, malgré le vif désir que nourrissait notre brave armée de prendre une éclatante revanche, nous dûmes nous résigner à la voir rester l'arme au bras, subissant pendant de longues années, avec la honte dont le parjure de quelques Belges souilla son courage, celle de l'influence délétère qu'ils continuèrent d'exercer à sa tête. Mais leur pacte avec l'ennemi, lors même qu'ils auraient eu le cœur de le renouveler, serait demeuré sans effet, car ils étaient contenus, surveillés et privés cette fois de la direction suprême, passée de leurs mains funestes dans les mains tutélaires du roi Léopold. Toutefois, le mal était fait, et si Léopold fut notre ancre de salut, nous n'arrivâmes cependant au port qu'abaissés et déshonorés aux yeux de l'Europe et à nos propres yeux, par suite de notre fatale confiance dans des traitres.

Les faits que nous avons relatés dans ce long et minutieux récit, avec le seul mobile d'exposer la vérité tout entière, sont, nous le répétons, peu connus, sauf de rares exceptions, même du public contemporain, parce que des acteurs trop puissants, qui y jouèrent le principal rôle, avaient le plus grand intérêt à les tenir dans l'ombre. Aussi furent-ils niés, tronqués, justifiés même en partie, tour à tour, selon les circonstances et les passions. Les



renseignements qui s'y rapportent doivent-ils être préservés de l'oubli ou s'y perdre? Nous penchons pour l'affirmative, car ils sont d'un intérêt majeur, digne de fixer l'attention de la génération actuelle, puisqu'ils lui offrent, sur une époque mémorable, le résumé de la gestion du ministère de la guerre par trois de nos généraux, dont la funeste influence occasionna l'abaissement de la patrie, toute glorieuse de sa victoire, jusqu'au moment où ils se mirent à trafiquer de son avenir. Tôt ou tard, l'examen approfondi de leurs actes devait faire jaillir la vérité, systématiquement dérobée aux regards, pendant les premières années de notre régénération politique.

Contemporain de ces événements, auxquels nous fûmes parfois mêlé à des moments décisifs, appelé parfois comme témoin oculaire et à faire notre déposition, nous nous sommes cru compétent pour porter la lumière sur beaucoup de points, d'une manière assez précise pour que la conviction s'établisse sous un vrai jour et que toute ombre, toute incertitude, tout faux prestige disparaisse.

La publication de ces documents nous attirera peut-être quelque blâme. Nous y avons été conduit par un devoir patriotique à remplir. Nous eussions préféré qu'un autre s'en fût chargé, mais, à défaut d'un autre, nous n'avons pas hésité à assumer cette lourde tâche. La portée des actes que nous avons mentionnés et leur influence sur la marche des événements feront naître dans l'esprit du lecteur attentif de profondes méditations.

En commençant ce travail, nous avons indiqué le but que nous voulions atteindre : nous croyons avoir prouvé que, si l'honneur de la patrie a subi de graves atteintes,

ce fut par la connivence de quelques unes de nos sommités militaires avec l'ancien gouvernement. Cette connivence prépara lentement et sûrement notre défaite, et la Belgique, au lieu de la victoire qu'elle était en droit d'attendre en 1831, à la suite de ses brillants succès de septembre et d'octobre 1830, se trouva énervée en neuf mois, à ce point que la confiance, gage du succès, par l'ascendant qu'elle exerce sur l'adversaire, avait fait place à la double conviction que nos moyens militaires étaient trop inférieurs à ceux de l'ennemi, et que l'emplacement assigné à nos forces favorisait trop les opérations de l'armée hollandaise, pour ne pas lui assurer la victoire, quelle que fût la bravoure de nos soldats.

Pourquoi et comment un tel affaiblissement de nos forces s'était-il opéré ? Nous l'avons indiqué : l'indiscipline et l'anarchie semées dans nos rangs ; la faim prise pour auxiliaire dans l'exécution de criminels projets ; l'abstention préméditée de mesures préparatoires à l'entrée de nos troupes en campagne.

Personne ne contestera qu'avant le passage au ministère de la guerre de Goblet, d'Hane et de Failly, la Belgique ne fût en état de battre la Hollande, et elle l'a prouvé. Les mesures successivement prises ou négligées par ces trois ministres, pendant qu'ils dirigeaient nos affaires militaires, nous réduisirent à un extrême degré de faiblesse et d'impuissance, malgré les immenses ressources d'organisation disponibles en Belgique. Ce qui le démontre, c'est qu'à peine Charles De Brouckere eut-il tenu, durant quelques semaines, le portefeuille de la guerre, que la situation se trouva changée comme par enchantement :

à l'abatement avait succédé la confiance dans tout le pays. L'armée, sachant que sa direction n'était plus laissée à la merci du général en chef de l'ennemi, mais qu'elle recevait une forte impulsion de la main même de notre roi, brûlait du désir de prendre une éclatante revanche.

La transformation complète qu'elle venait de subir, la concentration se substituant à une perfide dissémination, cause de notre désastre préconçu, et le pied de notre artillerie attelée, très supérieur à celui des Hollandais, tout cela nous promettait le succès. — Si ces mesures furent décisives dans la situation respective de la Belgique et de la Hollande, pourquoi les trois ministres, auxquels incombe la responsabilité de notre défaite, ne les ont-ils pas prises durant les neuf mois qu'ils ont été au pouvoir?

La ferme volonté du roi, l'énergique et intelligente activité de Ch. De Brouckere exécutèrent, en peu de semaines, l'œuvre négligée ou plutôt évitée avec soin, pendant les neuf mois d'un temps si précieux pour assurer l'avenir de la Belgique; et cette forte organisation militaire dont elle avait alors un besoin indispensable ne lui fut si promptement donnée qu'après sa défaite.

Pourquoi, se demandera-t-on, la Belgique, victorieuse et forte en 1830, se vit-elle en 1831, après neuf mois de confiance dans ces trois personnages militaires, vaincue à son tour, trop faible qu'elle était devenue pour résister à ceux-là mêmes sur lesquels elle avait obtenu partout la victoire?

La nation belge n'était ni moins forte, ni moins courageuse. — La population avait toujours le même avantage du nombre sur celle de son adversaire et n'hésitait point à se lancer au combat.

Pourquoi donc fûmes-nous battus par un ennemi que le découragement avait saisi lui-même peu auparavant?

Nous fûmes vaincus parce que ces sommités militaires, entièrement à la dévotion du prince d'Orange, avaient préparé notre défaite, afin que la victoire des Hollandais pût amener la restauration de la famille d'Orange.

Nous avons fait connaître les moyens astucieux et violents qu'appelèrent à leur aide Guillaume I<sup>er</sup> et celui qui fut son successeur, pour remettre la Belgique sous leur joug.

Aujourd'hui les deux peuples sont rivaux et non plus ennemis : oublieux de leur union éphémère de quinze années, union dont les sépare déjà près d'un demi-siècle, les deux peuples suivent chacun une voie d'égale prospérité.

Nous terminons notre livre en exprimant le vif désir que d'aussi bons rapports ne subissent point d'altération dans l'esprit des Hollandais, qui ont envisagé les faits du mois d'août 1831 selon qu'ils se trouvent exposés par les auteurs de leur pays.

La vérité blesse et froisse lorsqu'elle vient détruire des idées préconçues, qui se sont, de longue date, imprégnées dans les esprits; mais la réflexion juste vient vite aux hommes de bons sens.

La revendication de son honneur militaire était pour l'armée belge un droit en même temps qu'un devoir. Nous espérons avoir réussi à l'obtenir.

Un ensemble de preuves évidentes, exhumées par nous en grand nombre, ayant été mis sous les yeux du lecteur impartial, dans le but de défendre nos vaillants soldats

contre des imputations issues de la jactance de nos ennemis victorieux, l'opinion publique les lavera du reproche de lâcheté et trouvera que ceux-là mêmes qui finirent par avoir le dessus, ont, à diverses reprises, tourné le dos, à des adversaires devant lesquels ils n'hésiterent pas à se poser plus tard en vainqueurs superbes.

Le professeur Bosscha saisit toute occasion d'influencer contre les Belges l'esprit de ses lecteurs. A propos de la statue du général Belliard, il dit dans son ouvrage <sup>1</sup> :

« Que la Belgique, en érigeant une statue au général Belliard, a prouvé son impuissance à maintenir son indépendance par ses propres forces. » Et plus loin, à la page 544, à propos des paroles flatteuses que fit entendre à Chassé ce général français, dont l'heureuse intervention réussit à délivrer les Anversois de la crainte d'un second bombardement, M. Bosscha dit qu'en mai 1831, les Belges, en faisant des préparatifs d'attaque contre la citadelle, avaient impudemment violé « *onbeschaamd geschonden* » la suspension d'armes du 5 novembre 1830.

L'auteur se trompe : c'est le général Chassé qui viola cette suspension d'armes, en s'emparant de la lunette de Saint-Laurent, et en la reliant au glacis de la citadelle, par une caponnière qui coupait la chaussée de Boom restée libre jusqu'alors.

D'après la convention du 5 novembre, les choses devaient être maintenues dans l'état où elles existaient à cette date ; et puisque Saint-Laurent n'était pas occupé le 5 novembre, il ne devait pas l'être au mois de mai suivant.

<sup>1</sup> *Neerlandsche heldendaden te land*, t. II, p. 543.

L'autorité militaire d'Anvers réclama du général Chassé l'évacuation de Saint-Laurent, la suppression de la caponnière indûment construite et le rétablissement de la route de Boom, telle qu'elle se trouvait le 5 novembre 1830.

L'évacuation avec tout ce qui s'y rapporte ne s'étant pas effectuée, une dépêche comminatoire fut envoyée au général Chassé, pour lui annoncer le recours à des mesures répressives, qui ne cesseraient qu'après satisfaction obtenue.

Chassé continua ses travaux et arma la lunette.

Les Belges, de leur côté, construisirent des batteries de mortiers et creusèrent des tranchées. Tel est l'acte que le professeur Boëscha qualifie de préparatifs d'attaque contre la citadelle, violant *avec impudence* la suspension d'armes.

Il convient de dire que les sommations au général Chassé et l'adoption de mesures répressives furent imposées en quelque sorte, par les membres du conseil de défense, au général baron de Failly, qui, à cette époque, commandait à Anvers.

Si l'auteur hollandais est bien renseigné sur ce qui s'est passé, au mois de mai 1831, entre le général Chassé et l'autorité militaire d'Anvers, il a grandement tort de fausser l'opinion de ses lecteurs, comme il le fait, dans un sens défavorable aux Belges; et s'il ignore ce qui s'est passé, il y a de sa part plus que de l'étourderie à accuser les Belges d'une violation impudente de l'armistice.

Des réclamations adressées au général Chassé il résulte, à la dernière évidence, que les travaux des Belges cesseraient dès que le commandant en chef de la citadelle serait rentré dans les clauses de la convention du 5 novembre. Le général Chassé ne voulut pas y rentrer; il continua ses

travaux. — Les Belges continuèrent les leurs, et pour ce fait ils sont représentés par le savant historiographe hollandais comme les violateurs *impudents* de l'armistice conclu le 5 novembre. Est-ce là un procédé équitable? — Le professeur ne peut nier que les Belges, en écrivant à Chassé, auquel appartient l'initiative de la violation du *statu quo*, prouvèrent que de Chassé seul dépendait la continuation ou la cessation de leurs travaux, tranchées, batteries, etc.

Nous avons modestement réclamé plus d'équité du professeur Bosscha, lorsque la deuxième édition de l'ouvrage, dans lequel il traite de la campagne d'août 1831, était en cours de publication.

Cet historien met en note (page 558) que l'on ne peut trouver ni dans l'histoire d'Huybrecht ni dans les mémoires de Niellon *un seul fait de quelque valeur pour appuyer la trahison de Daine*.

Si le professeur n'a rien trouvé dans Huybrecht ni dans Niellon, il trouvera dans le livre de son compatriote le général W.-J. Knoop, à la page 17, ces phrases bien significatives : « L'or n'était pas épargné, et trop de particularités ont été connues pour que l'on puisse douter encore que la corruption n'ait été pratiquée sur une large échelle. Différents généraux reçurent de fortes sommes. »

Quels sont les généraux belges qui ont palpé ces fortes sommes? Certes, aucun officier du parti des patriotes n'a mérité pareille largesse du gouvernement de Guillaume. Il faut de toute nécessité que les fortes sommes dont parle le général Knoop, ancien ministre de la guerre de Hollande, soient passées aux mains des généraux du parti

orangiste, aux mains de ceux qui machinèrent les complots en faveur de la restauration des Nassau, aux mains de ceux qui, dans la campagne du mois d'août 1831, travaillèrent contre leurs concitoyens, au profit de l'ennemi qui soldait leur félonie.

Donc, *suivant le propre aveu des Hollandais sincères*, Daine n'est pas innocent de trahison, comme voudrait le faire croire le professeur Bosscha.

Le trop patriotique professeur ferme obstinément les yeux pour ne pas voir, et, cherchant à disculper Daine, il présente comme vraies à ses lecteurs les accusations portées contre beaucoup d'officiers de l'armée de la Meuse, dans une lettre de de Failly à son ami le général d'Hane, lettre dont celui-ci avait besoin auprès du roi Léopold, pour faire maintenir Daine, tout traître qu'il fut, à la tête de l'armée de la Meuse, position en rapport avec les éminents services qu'il rendait au prince d'Orange.

Les officiers et les troupes que Daine et de Failly énervèrent par la faim et la fatigue des marches, surmontèrent en face de l'ennemi l'état misérable où la félonie de ces deux chefs voulait les tenir plongés, et ils surent retrouver toute leur énergie pour vaincre, le 6, à Houthalen, la division Cort-Heyligers ; et le 7, chose assurément bien digne d'être enregistrée par l'histoire, pendant que Daine et de Failly, leurs impudents calomniateurs, faisaient à Hasselt, à l'hôtel du *Verre à vin*, un très long et copieux repas, arrosé de force bouteilles de Champagne mousseux, leurs officiers et leurs troupes, accusés plus tard par eux *de mollesse et de nonchalance*, répondaient d'avance à ces odieuses imputations, en battant à Kermt la division



Meyer et la brigade de cavalerie légère. — Les *accusés* versaient leur sang sur ce champ de bataille, pendant que les *accusateurs*, à table, se versaient, entre joyeux convives, le vin à pleins bords, sans que le bruit du canon pût les rappeler à leur devoir !<sup>1</sup>

Le professeur Bosscha, dont l'opinion penche en faveur des *accusateurs* contre les *accusés*, pouvait nous rendre justice dans la seconde édition de ses *Neêrlandsche heldendaden te land*; il ne l'a pas voulu. Son refus tacite a été la goutte d'eau qui fait déborder le vase, et nous a déterminé à donner nous-mêmes à nos soldats de 1831 la justification à laquelle ils ont un droit incontestable.

<sup>1</sup> Pendant que les généraux Daine et de Failly restaient galment à table, le 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à cheval perdait deux lieutenants tués, Van Laethem et Houart; un capitaine, Papejans, et deux lieutenants, Dispant et Michotte, grièvement blessés.

Le capitaine d'artillerie Blondeau fut tué dans une charge de la cavalerie hollandaise qui avait eu, quelques instants, en son pouvoir une des deux pièces de cet officier.

Les sous-lieutenants Gourdin et Van der Zypen, du 10<sup>e</sup> d'infanterie, furent tués et le capitaine Henry, du même régiment, blessé.

Le chiffre de nos pertes en sous-officiers et soldats morts ou blessés au champ d'honneur, en combattant avec vaillance, n'est pas connu de nous; la perte fut assez sensible à cause des conditions défavorables dans lesquelles Daine engagea son avant-garde contre l'ennemi.

FIN DU SECOND & DERNIER VOLUME.

AUG 12 1921



# LES FONDATEURS DE LA MONARCHIE BELGE

PAR TH. JUSTE

- I. — **JOSEPH LEBEAU**, d'après des documents inédits. 2<sup>e</sup> édition. In-8°. Fr. 5 »
- II. — **SURLET DE CHOQUIER**, régent de la Belgique, d'après ses papiers et d'autres documents inédits (1769-1839). In-8°. Fr. 5 »
- III. — Le comte **LE HON**, ancien ministre plénipotentiaire (1831-1842) de Belgique à Paris, etc., etc., d'après des documents inédits. In-8°. Fr. 7 50
- IV. — **CHARLES DE BROUCKERE**, bourgmestre de Bruxelles, etc. (1796-1860). In-8°. Fr. 4 »
- V et VI. — **LÉOPOLD I<sup>er</sup>**, roi des Belges, d'après des documents inédits :  
     Première partie (1790-1832). In-8°. Fr. 5 »  
     Deuxième partie (1832-1865). In-8°. Fr. 7 »
- VII. — Le comte **DE MUELENAERE**, ministre d'État, d'après des documents inédits (1794-1862). 1 vol. in-8°. Fr. 2 »
- VIII. — Le lieutenant-général comte **GOBLET D'ALVIELLA**, ministre d'État, d'après des documents inédits (1790-1869). 1 vol. in-8°. Fr. 4 »
- IX. — Le baron **DEGERLACHE**, ancien président du Congrès national, etc., 1 vol. in-8°. Fr. 2 50
- X et XI. — **SYLVAIN VAN DE WEYER**, ancien membre du gouvernement provisoire, ancien ministre plénipotentiaire de Belgique à Londres, etc., d'après des documents inédits. 2 vol. in-8°. Fr. 12 »
- XII. — Notes historiques et biographiques sur les fondateurs de l'État belge (1830-1870), d'après des documents inédits. In-8°. 1871. Fr. 4 »
- XIII. — Le comte **FÉLIX DE MÉRODE**. In-8°. Fr. 4 50
- XIV. — Lord **PALMERSTON**. In-8°. Fr. 3 »
- XV. — Le baron **STOCKMAR**. In-8°. Fr. 2 »
- XVI. — **ALEXANDRE GENDEBIEN**, membre du gouvernement provisoire et du Congrès national, d'après des documents inédits. Gr. in-8°. Fr. 4 50
- XVII. — **LOUIS DE POTTER**, membre du gouvernement provisoire, d'après des documents inédits. Gr. in-8°. Fr. 4 50
- XVIII. — Notes historiques et biographiques, d'après des documents inédits. II<sup>e</sup> série. In-8°. Fr. 3 »
- XIX et XX. — Le baron **NOTHOMB**. 2 vol. in-8°. Fr. 10 »

Chaque ouvrage se vend séparément.

